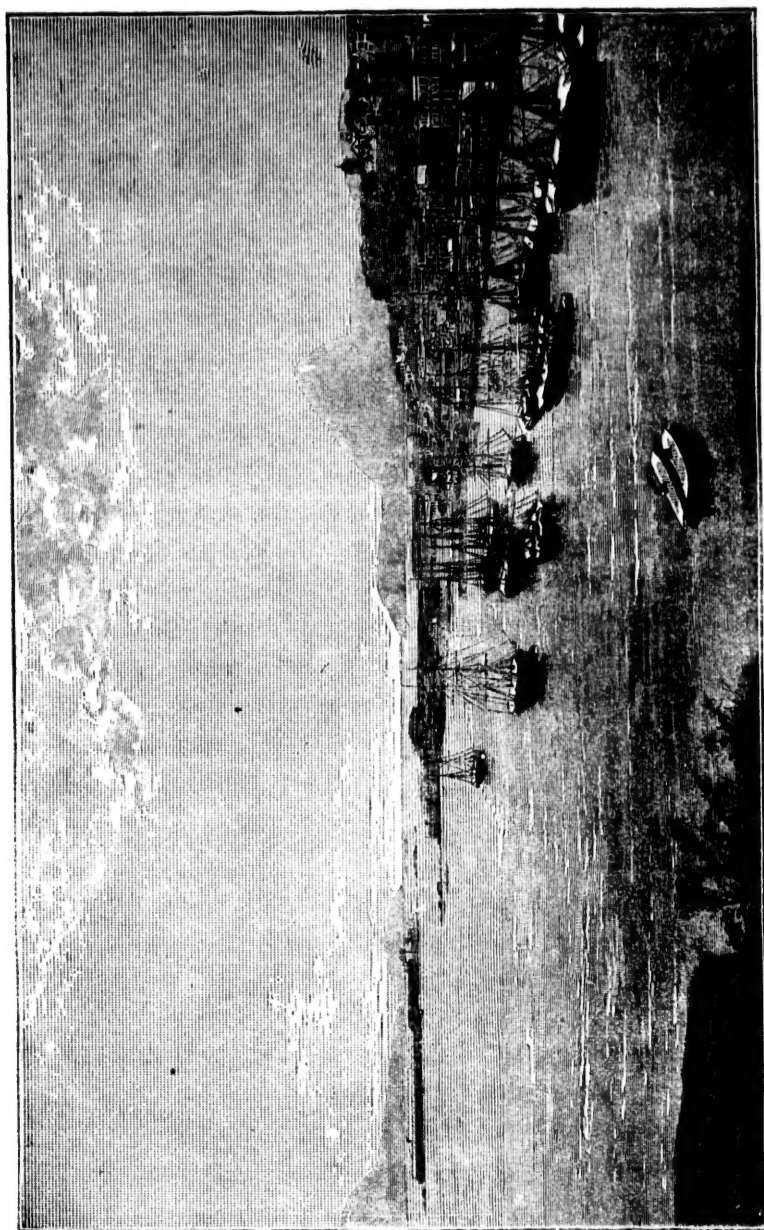


HISTOIRE
DES
RÉFUGIÉS HUGUENOTS
EN AMÉRIQUE

PUBLIÉ PAR LA SOCIÉTÉ DES LIVRES RELIGIEUX
DE TOULOUSE





HISTOIRE

DES

RÉFUGIÉS HUGUENOTS

EN AMÉRIQUE

PAR

Le Docteur CHARLES-W. BAIRD

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR

MM. A.-E. MEYER ET DE RICHEMOND

TOULOUSE

SOCIÉTÉ DES LIVRES RELIGIEUX

DÉPÔT : RUE ROMIGUIÈRES, 7

—
1886

E
29
H8.B3
F

THE
JOURNAL
OF
THE
ROYAL
ANTHROPOLOGICAL
INSTITUTE
OF GREAT
BRITAIN
AND IRELAND
PART I
1901

A

Monsieur A. DE QUATREFAGES DE BRÉAU

MEMBRE DE L'INSTITUT, PROFESSEUR AU MUSÉUM

*Témoignage d'affectueuse vénération
et de profonde gratitude.*

DE RICHEMOND.

NOTE DES ÉDITEURS

L'HISTOIRE DES RÉFUGIÉS HUGUENOTS EN AMÉRIQUE a été publiée en anglais, à New-York, il y a juste deux ans, c'est-à-dire au moment même où la France protestante se préparait à célébrer le deuxième centenaire de la révocation de l'édit de Nantes en 1685. Ce livre appartenait de droit à nos églises de langue française. Aussi la Société des livres religieux de Toulouse s'estime-t-elle heureuse de pouvoir leur en offrir la traduction. C'est à l'extrême obligeance de l'auteur, le Dr Charles-W. Baird, qu'elles sont redevables de cette bonne fortune.

En publiant cette histoire, le Comité croit accomplir un devoir pieux et honorer la mémoire des hommes croyants et énergiques dont elle raconte les souffrances, les sacrifices et les héroïques efforts. Il considère comme un privilège d'être appelé à leur rendre hommage, convaincu d'ailleurs que ce serait une grande bénédiction pour nos églises que de savoir

s'inspirer de leur exemple dans les circonstances difficiles qui peuvent être pour elles celles de demain.

Le D^r Baird s'est acquitté de sa tâche avec autant de fidélité que de compétence et dans de rares conditions d'exactitude et d'impartialité. Il a su conserver à son travail toute la modération, toute la sérénité qui conviennent à l'histoire. Il a trouvé que les faits parlaient assez haut, et il a eu raison.

Le Comité tient à exprimer publiquement au D^r Baird sa sincère gratitude pour l'autorisation qu'il a bien voulu lui accorder de faire traduire cet ouvrage, comme aussi pour la lettre affectueuse dans laquelle il exprime, à l'égard de notre œuvre, des sentiments qui nous autorisent à le compter au nombre de nos meilleurs amis.

Nous remercions également MM. Meyer et de Richemond pour l'activité, le soin minutieux, le sens exercé qu'ils ont apportés dans leur travail de traduction. Tous les amis de l'œuvre historique apprécieront à sa valeur ce savant ouvrage et éprouveront, comme nous, un sentiment de profonde reconnaissance pour les frères dévoués qui en ont doté notre Eglise et notre pays.

LE COMITÉ.

Toulouse, le 15 novembre 1886.

MONSIEUR,

La Société des livres religieux de Toulouse n'a pas besoin de recommandation pour moi. Depuis mon enfance, j'ai suivi, avec un intérêt croissant, une œuvre que le Seigneur a bénie et qui a contribué si puissamment au réveil religieux dans la chère France. C'est donc avec un vif plaisir que j'apprends que cette Société désire traduire en français mon Histoire de l'émigration huguenote en Amérique. L'autorisation que vous avez bien voulu me demander, je vous l'accorde avec empressement et, de plus, je me hâterai de vous envoyer un exemplaire de ce livre, avec les corrections qui se feront dans la seconde édition.

Puisse cette publication contribuer, comme vous l'espérez, à ranimer le zèle et à fortifier la foi de mes chers coreligionnaires de langue française, héritiers de la foi et de la précieuse mémoire des nobles martyrs du dix-septième siècle !

Agitez, Monsieur, avec mes vœux pour la prospérité constante de votre honorable Société, l'assurance de mon estime et de ma sympathie chrétienne.

Charles W. BAIRD.



Charles-Washington Baird, né à Princeton, dans l'Etat de New-Jersey, Etats-Unis d'Amérique, le 28 août 1828, est le second des cinq fils du Rév. Robert Baird, docteur en théologie, bien connu, en Europe et en Amérique, comme un fidèle chrétien et un zélé philanthrope.

Sa jeunesse se passa à Paris et à Genève, où son père consacra plusieurs années à répandre les doctrines évangéliques. De retour en Amérique, en 1843, il poursuivit ses études académiques dans l'université de la ville de New-York et conquit ses grades en 1848. Il se prépara au saint ministère à la Faculté de théologie de l'Union, à New-York, et fut consacré le 4 octobre 1853. Il fut d'abord attaché à la chapelle américaine de Rome, où il demeura deux ans. Depuis vingt-cinq ans, il est pasteur de l'église presbytérienne de Rye, comté de Westchester, près New-York. Il reçut en 1876 le titre honorifique de docteur en théologie de l'université de New-York. Il se consacra aux études historiques autant que le permettaient les devoirs variés d'un laborieux ministère. On lui doit divers ouvrages historiques, tels que EUTAXIA, ou Liturgies presbytériennes, publié en 1855. Le Culte public (A book of public prayer), publié en 1856. — L'Histoire d'une ville fron-

tière publiée en 1871. — L'Histoire de l'Eglise de Bedford, publiée en 1881.

Diverses circonstances l'amènèrent à porter son attention sur l'histoire des colonies des huguenots en Amérique. Sa paroisse touche au village de New-Rochelle, l'un des plus anciens et des plus intéressants de ces établissements.

Il entra en 1861, par son mariage avec M^{lle} Streing, dans l'une des plus anciennes familles des réfugiés huguenots de l'Etat de New-York. On sait que son frère, le professeur Henry M. Baird, troisième fils du D^r Robert Baird, est l'auteur d'un ouvrage qui occupe depuis longtemps une place importante dans la littérature américaine : l'Histoire des premiers temps des huguenots en France (The history of the rise of the huguenots of France).

Le présent ouvrage a été très favorablement accueilli aux Etats-Unis. Une seconde édition est devenue nécessaire sept mois après la première publication. M. Baird prépare, comme suite à l'Histoire des réfugiés huguenots en Amérique, l'Histoire des établissements huguenots dans le centre et le sud des Etats de l'Union.

Par une émouvante cérémonie, l'église presbytérienne de Rye, sur l'initiative de MM. E. P. Whittemore et D. H. B. Davis, célébrait, le jeudi soir 13 mai 1886, le vingt-cinquième anniversaire de l'installation de son pasteur, le Rév. Charles W. Baird, docteur en théologie.

LES TRADUCTEURS.

PRÉFACE

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage l'histoire de l'établissement des réfugiés protestants français dans le nouveau monde , en particulier dans les provinces maritimes qui font aujourd'hui partie des Etats-Unis. Cet établissement se fit principalement après la révocation de l'édit de Nantes. Cependant, avant cette époque , d'importantes émigrations avaient déjà eu lieu en Acadie ou Nouvelle-Ecosse , au Canada , dans les Antilles françaises , et , par la voie de la Hollande , dans les possessions hollandaises des nouveaux Pays-Bas , aujourd'hui New-York. A une époque plus reculée, des tentatives avaient été faites sans succès par Coligny pour établir un lieu de refuge pour les réformés et fonder une colonie française d'abord au Brésil, puis en Floride.

Cet ouvrage traite d'abord de ces premières tentatives , puis retrace les événements qui amenèrent l'émigration plus importante des dernières années du dix-septième siècle. L'histoire des huguenots avant leur exode de France a déjà été traitée (1) ; mais le résumé de cette histoire est nécessaire pour introduire et éclairer notre sujet. Le nombre des familles dont j'ai pu découvrir avec certitude l'origine et les particularités de leur fuite de France forment une part importante de celles qui sont connues pour s'être réfugiées en

(1) Parmi les ouvrages consacrés à ce sujet, le plus récent, l'Histoire des premiers temps des huguenots en France, par mon frère, M. le professeur Henry M. Baird, est déjà avantageusement connu. Deux volumes sur Les huguenots et Henri IV vont bientôt suivre cette publication, et seront, je l'espère, complétés par d'autres, embrassant la période de luttes et d'épreuves jusqu'à l'édit de tolérance.

Amérique, et le récit de leurs vicissitudes peut donner une idée exacte des destinées des autres familles.

De l'établissement des huguenots en Amérique au moment de la révocation, le présent volume ne contient que la partie relative à la Nouvelle-Angleterre. Je me propose de traiter, dans un autre ouvrage, de l'établissement des réfugiés dans les Etats du centre et du midi : New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Delaware, Maryland, Virginie et Caroline du Sud.

L'histoire des réfugiés huguenots en Amérique n'avait point encore été écrite jusqu'ici. Cette lacune n'était pas due au peu d'intérêt du sujet ou à l'ignorance de son étendue. On a souvent rendu hommage à la mémoire des exilés pour la foi et à l'influence que cet élément a exercée dans la formation du caractère et de l'esprit de la population américaine. Aucune tradition n'est plus respectée parmi nous ni plus religieusement conservée que celle des souffrances et des épreuves des réfugiés français ; aucun nom n'est plus honoré que le leur, et c'est une gloire que de prouver qu'on est de la race des martyrs. Cependant, il n'y avait pas encore eu de tentative sérieuse pour mettre en lumière tous les faits connus. Personne n'avait essayé d'utiliser la riche mine de documents qui existent sur ce sujet. On ne connaissait jusqu'ici que quelques articles de journaux et de revues, quelques passages des ouvrages généraux, et quelques estimables monographies pour des établissements partiels.

Mon attention fut appelée sur cette lacune, il y a plus de trente ans, lorsque M. Charles Weiss, en préparant son importante Histoire des réfugiés protestants de France depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'à nos jours, pria mon père, le Rév. Robert Baird, docteur en théologie, de lui fournir des matériaux sur l'histoire des colonies des huguenots aux Etats-Unis. Peu de documents purent alors être réunis pour ajouter à la courte, mais intéressante esquisse que mon père en avait déjà tracée dans son livre, La religion en Amérique, esquisse qui servit à M. Weiss à la rédaction des chapitres consacrés aux réfugiés américains.

Le présent ouvrage est le fruit d'investigations laborieuses dans ce pays, en France et en Angleterre, depuis dix ou douze ans. La plupart des matériaux sont inédits. Les manuscrits conservés par les descendants des réfugiés, les mémoires, requêtes et autres documents contenus dans les dépôts publics, les registres des premières églises françaises d'Amérique, les registres des églises françaises d'Angleterre conservés à Londres au « Registrar general, » les rapports de la Société pour la propagation de l'Évangile dans les pays étrangers, les documents du « British State Paper Office » et les archives nationales de France nous ont fourni les plus précieux de nos renseignements. Parmi les imprimés qui nous ont servi, les plus importants sont après le Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français, qui forme maintenant 34 volumes, La France protestante des frères Haag, dont M. Henri Bordier publie en ce moment une seconde édition complètement refondue, les histoires du protestantisme français dans les diverses provinces et les principales villes de France, et les séries de volumes imprimés sous les auspices du gouvernement des États-Unis, comprenant les documents relatifs à l'histoire coloniale des différentes provinces.

J'ai cru devoir tenir peu de compte des traditions, quelque intéressantes qu'elles parussent, à moins qu'elles ne fussent confirmées par des preuves écrites ou par des faits authentiques. C'est une remarque de Goethe, vérifiée par l'expérience du baron de Bunsen, que la tradition cesse au bout de trois générations : dès la quatrième elle se transforme en légende, à moins d'être confirmée par un document historique (Mémoires du baron de Bunsen, II, p. 305). Cependant j'ai trouvé assez souvent, et parfois d'une façon inespérée, que les traditions perpétuées dans nos familles huguenotes pendant six ou sept générations concordaient dans leurs grandes lignes avec les documents historiques.

Dans le cours de mes recherches, j'ai été aidé par le généreux concours de laborieux érudits, auxquels je me plais à donner ici un témoignage public de reconnaissance. Ceux auxquels je dois le plus sont M. Henri Bordier, de Paris, l'éminent auteur de la seconde édition de la France protestante, indispensable à tous ceux qui étudieront les annales des huguenots ; M. Jules Bonnet, le savant secrétaire du Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français ; M. W.-N. du Rieu, directeur de l'Université et des bibliothèques wallonnes, à Leyde. Je dois aussi de vifs remerciements à M. Louis-M. Meschinot de Richemond, archiviste de la Charente-Inférieure, à La Rochelle ; à M. J. Vaucher, de Genève ; à M. Philippe Plan, conservateur de la bibliothèque publique de Genève, qui m'ont fourni de précieuses indications.

Pendant un séjour à Londres, dans l'automne de 1879, j'ai eu à me louer de la parfaite courtoisie des savants préposés à la garde des grandes collections que j'ai été appelé à consulter. Je dois une expression particulière de ma reconnaissance à M. Walford D. Selby du « Public Record Office ; » à M. John Shoveller, du « General Register Office, Somerset house ; » à M. S.-W. Kershaw, bibliothécaire du « Lambeth Palace Library. » Depuis ce voyage, j'ai reçu un précieux concours de ces messieurs, comme aussi des directeurs de l'hôpital protestant français de Londres. M. Arthur Giraud-Browning et M. Henry Wagner, membre de l'Académie des beaux-arts, n'ont reculé devant aucune peine pour me procurer tous les renseignements nécessaires à mes investigations.

En Amérique, je dois également des remerciements à l'inappréciable collaboration des conservateurs des divers dépôts publics. Je dois mentionner particulièrement le Dr George H. Moore, directeur de la bibliothèque Lenox ; M. Frédérick Saunders, bibliothécaire de la bibliothèque Astor ; M. B. Fernow, d'Albany ; Dr Edward Strong, de Boston, qui m'ont été du plus grand secours dans mes recherches aux archives des Etats de New-York et de Massachusetts. J'exprime aussi ma sincère gratitude aux pasteurs et anciens de l'église française protestante épiscopale du « Saint-Esprit » et des églises réformées hollandaises de New-

York, Kingston et New-Paltz, pour l'obligeance avec laquelle ils m'ont ouvert les archives dont ils ont la garde. Les nombreux manuscrits de Gabriel Bernon, le plus remarquable peut-être de tous les réfugiés huguenots établis en Amérique, m'ont été obligeamment communiqués par M. Sullivan Dorr, M^{re} William D. Ely et feu M^{re} Anne Allen Ives, de Providence (Rhode-Island), descendants de cet illustre réfugié. Les papiers « Mascarene, » récemment publiés (1), ont été gracieusement mis à ma disposition par l'amabilité de leur possesseur Miss Mary W. Nichols, de Danvers (Massachusetts). Ces intéressants documents, depuis le décès du dernier représentant mâle de la famille de Jean Mascarene, sont passés aux mains du D^r Edward Augustus Holyoke, de Salem, ancêtre de ladite dame. J'ai reçu un précieux concours, dont on appréciera la valeur dans les ouvrages postérieurs plutôt que dans le présent volume, du professeur Frederick A. Porcher, président du « South Carolina historical Society; » du Révérend D^r Charles S. Vedder et de M. Langdon Cheves, de Charleston. Je dois enfin des remerciements à M. William Kelby, du « New-York historical Society; » au Rév. D^r Benjamin F. de Costa; à M. William John Potts, de Camden (New-Jersey); à M. James A. Dupee et M. J. C. J. Brown, de Boston, pour leurs conseils et leurs obligeantes directions; à M. Matthew Clarkson, de New-York, pour sa gracieuse communication de deux vues de La Rochelle (2), et à M. George F. Daniels, pour le panorama d'Oxford (Mass.). A ces noms de collaborateurs et d'amis, qu'il me soit permis d'ajouter le nom de mon frère, le professeur Henry M. Baird.

Je ne m'excuserai pas de la quantité de noms propres et de détails sur les familles que l'on rencontrera dans certains chapitres. La valeur d'un ouvrage comme celui-ci dépend de l'exactitude et de la richesse de renseignements de cette nature. D'ailleurs, ces renseignements concernent surtout les premiers réfugiés eux-mêmes, ex-

(1) La traduction d'une partie de ces papiers a paru dans le « New England historical and genealogical Register, » n^o CXXXIX (juillet 1881).

(2) Les traducteurs ont ajouté la reproduction d'un plan très rare de La Rochelle en 1620.

cepté pour ceux qui vinrent dans la Nouvelle-Angleterre. Quant aux familles des Etats du Centre et du Midi, elles feront l'objet d'une publication spéciale consacrée à la colonisation de ces provinces.

Une appréciation générale du caractère huguenot et de l'influence de cet élément dans l'ensemble de la population américaine trouvera naturellement sa place dans le dernier chapitre de cette publication.

Rye, New-York, 1^{er} novembre 1884.

INTRODUCTION

TENTATIVES DE COLONISATION AU BRÉSIL ET EN FLORIDE.

Le premier projet de colonisation française des réformés en Amérique fut formé, dès le milieu du seizième siècle, par l'illustre Gaspard de Coligny et sous son inspiration. L'amour de la patrie et de la religion lui avait dicté ce dessein. Désireux d'assurer le développement de la prospérité commerciale et industrielle de la France, le grand amiral, cent ans avant Colbert, plaidait la cause de la colonisation. Son esprit cherchait dans ces projets un repos aux soucis de la politique et aux fatigues de la vie militaire, espérant, suivant son expression, parvenir en peu de temps à mettre la France à la tête du commerce du monde.

Les vues de Coligny sur la politique extérieure de la France le poussaient aussi à favoriser l'expansion coloniale. L'Espagne, depuis la découverte du Nouveau monde, n'avait plus de rivale ni sur les terres ni sur les mers. Les vastes empires du Mexique et du Pérou étaient devenus la proie de ses capitaines; leurs richesses avaient rempli le trésor royal et permis à Charles-Quint de troubler, par ses guerres, l'Europe entière et d'humilier la France. Coligny s'était déjà distingué dans les guerres contre les Espagnols. Dévoué aux intérêts de sa patrie, il ne pouvait pas ne point s'enthousiasmer

pour un plan de colonisation des côtes de l'Amérique qui devait affaiblir son ennemi invétéré et permettre à la France de lui disputer le commerce et l'empire du Nouveau monde.

Mais une autre considération, plus puissante encore peut-être, c'étaient les sympathies religieuses de Coligny. Sans s'être déclaré encore formellement pour la cause réformée, il était entré dans le mouvement du protestantisme et se préparait à être l'intrépide champion de la liberté religieuse et des droits de la conscience, tel qu'il s'est toujours montré depuis. A ce moment, en effet, la situation du protestantisme en France était des plus alarmantes. Les doctrines de la Réformation, proclamées par Luther en Allemagne, avaient pénétré en France à la fois dans la noblesse, dans la classe lettrée et dans les masses populaires (1521). Un moment même, la foi évangélique fut tolérée, sinon acceptée, et patronnée par les grands. Le roi François I^{er} souhaitait de voir disparaître les abus de l'Eglise. Sa sœur, Marguerite d'Angoulême, depuis reine de Navarre, témoignait de bonne heure sa sympathie aux docteurs de la Réforme et s'en montrait fervente protectrice. La politique porta François I^{er} à rechercher l'alliance des princes protestants d'Allemagne et à se concilier l'affection de ses propres sujets luthériens (1532). Mais il ne tarda pas à céder à d'autres influences : il renonça à la modération pour se montrer l'implacable adversaire de la Réformation. Les lois édictées pendant cette période attestent ses sentiments à cet égard. Le Parlement punit de mort le « crime des nouvelles doctrines, » et les exécutions pour le fait d'hérésie se multiplièrent dans le royaume. Les dernières années du règne de François I^{er} furent flétries

par le massacre des protestants de vingt-deux villes et villages du sud-est de la France (Vaudois de Provence) et par le bûcher, où montèrent quatorze membres de l'Eglise naissante de Meaux. Sous le règne de son fils Henri II, les lois pour l'extirpation de l'hérésie se firent plus cruelles encore. L'édit de Châteaubriand (27 juin 1551) enjoignit aux cours civiles et ecclésiastiques du royaume d'unir leurs efforts pour découvrir et punir les hérétiques. Les personnes convaincues d'hérésie ne purent appeler des sentences de ces cours. Les personnes suspectes étaient exclues des charges publiques et des grades universitaires. Des punitions sévères frappaient ceux qui avaient tenté de sauver les prévenus et de les dérober à la justice, ou même osaient présenter des suppliques en leur faveur. Les dénonciateurs recevaient le tiers des biens des personnes qu'ils avaient contribué à faire arrêter. Tous les biens de ceux qui quittaient le royaume étaient confisqués. Le même édit défendait l'introduction des livres hérétiques en France et établissait une impitoyable censure pour empêcher l'impression, dans le royaume, des publications protestantes.

Malgré cette dure répression, la foi évangélique se propageait en France. Ses adversaires, voyant que le bûcher et la torture n'arrêtaient pas la multitude qui embrassait la religion nouvelle, songèrent à introduire en France l'Inquisition espagnole, qui avait affirmé sa puissance par la destruction de l'hérésie de l'autre côté des Pyrénées. Au moment même où cette proposition était faite au Parlement de Paris, les premières Eglises réformées de France s'organisaient dans une humble chambre de la capitale (septembre 1555), et une poignée d'obscurs persécutés jetait les bases de ce gouverne-

ment représentatif destiné à unir toutes les Eglises du royaume sous une foi et une discipline communes.

Le premier synode national des Eglises réformées de France se réunit à Paris le 26 mai 1559. Le régime qui y fut adopté était celui qui existait déjà dans l'Eglise réformée de Genève et, dans ses principes essentiels, ce fut, en substance, le même qui fut voté l'année suivante par la première assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse. Tous les ministres du saint Evangile sont égaux. Dans chaque paroisse ou église, le ministre ou les ministres, avec les « anciens » élus par le peuple, forment le consistoire ou conseil d'Eglise ayant l'administration de la paroisse. L'appel de ses décisions peut être porté au colloque, puis au synode provincial assemblé deux fois par an, composé de tous les pasteurs et des anciens d'une circonscription. Le synode national est l'autorité suprême et la plus haute représentation de l'Eglise.

Coligny avait les plus vives sympathies pour une cause dont il devait devenir bientôt le chef militaire. Sagace et prévoyant, cet homme illustre, « l'un des esprits les plus élevés, les plus courageux et les plus nets qui aient honoré la France, » redouta les conséquences d'une persécution sur un petit nombre d'hommes qui, croissant chaque jour en nombre, prenaient conscience de leur force et de leurs droits, que l'on privait à la fois de la liberté de culte en France et de la possibilité de demander à la terre étrangère cette liberté que leur refusait la patrie (1555).

« Le but était bien moins d'acquérir à la France une partie du Brésil que d'y assurer une ressource au calvinisme proscrit et persécuté par le souverain » (*Hist. de la Nouvelle-France*, par le P. de Charlevoix,

tome I, p. 35). « La colonisation, par les protestants, des régions qu'on nommait alors les Indes était un des rêves favoris de l'Amiral » (De Grammont, *Relation de l'expédition de Charles-Quint contre Alger*, par Villegagnon, p. 8). « On disoit ouvertement que c'étoit là le moyen d'étendre la gloire du nom françois et d'affoiblir les forces des ennemis qui tiroient de ces contrées de puissans secours pour faire la guerre ; que l'exemple des François serviroit beaucoup à ouvrir aux nations étrangères le chemin de cette partie du monde, de sorte qu'en rendant la liberté aux Américains, on y établiroit un commerce public et commun à toutes les nations, dont les seuls Espagnols, par le joug insupportable qu'ils avoient imposé à ces peuples, tiroient tout le profit. Voilà ce qu'on publioit partout. Mais Villegagnon avoit traité secrètement avec Coligny, et comme il sçavoit que l'Amiral favorisoit sourdement les sectateurs de la religion des Suisses et de Genève, dont il y avoit déjà un grand nombre en France, il lui avoit fait espérer qu'il établiroit cette religion dans les païs, dont il se rendroit le maître » (*Hist. universelle* de Jacques-Auguste de Thou, t. II, p. 381).

Le roi Henri II consentit au projet de l'Amiral. Les circonstances semblaient d'ailleurs favorables. Une série de revers avait obligé Charles-Quint à conclure la paix avec la France et avec ses alliés les protestants d'Allemagne. L'Espagne était épuisée par cette longue guerre. De tous les pays d'outre-mer découverts par les Espagnols, le Brésil était le moins connu. Un compagnon de Christophe Colomb en avait pris possession, cinquante ans auparavant (1^{er} mai 1500), au nom du roi de Castille ; mais leur droit n'avait pas été revendiqué depuis. Par la ligne de démarcation tracée par le pape

pour répartir les terres à découvrir entre les couronnes d'Espagne et de Portugal, le Brésil était attribué à cette dernière puissance. Les Portugais avaient fondé quelques établissements sur la côte ; mais jusqu'à la découverte de mines d'or dans la contrée, ils n'y attachaient point une grande importance. Aussi les Français, ne reconnaissant pas le partage du pape entre leurs rivaux espagnols et portugais, exploraient les côtes du Brésil et trafiquaient avec les habitants pour leur propre compte. Ce fut alors qu'un soldat de fortune, Nicolas Durand de Villegagnon, proposa à Coligny de fonder une colonie protestante au Brésil.

Villegagnon avait la réputation d'un brave soldat et d'un capitaine de vaisseau expérimenté ; il était particulièrement désigné pour cette expédition par sa connaissance de la côte brésilienne. Il se disait sympathique aux croyances protestantes, et s'il n'imagina point le plan de fonder un refuge dans le nouveau monde pour les réformés persécutés, il adopta avec empressement le projet de Coligny.

Jurieu (*Apologie pour la Réformation*, I, § 2) affirme que Coligny avait chargé Villegagnon de seconder ses vues en préparant un refuge en Amérique aux protestants persécutés. Bayle (*Dict. hist. et crit.*, art. *Villegagnon*) estime que Th. de Bèze était opposé à cette colonisation. Le comte J. Delaborde (*Gaspard de Coligny, amiral de France*, I, 145, 146) adopte l'appréciation de Jurieu : « Coligny avait conçu le projet d'y fonder (en Brésil) une colonie, dans la double pensée de servir les intérêts de la France en lui assurant, au delà de l'Océan, la possession d'une contrée propre à favoriser son commerce et d'ouvrir un asile à ceux des protestants fran-

çais qui pourraient se soustraire aux persécutions dirigées contre eux sur le sol natal. »

Ce fut le 12 juillet 1555 que deux navires et un transport, gréés et équipés aux frais du trésor du roi (1), partirent du Hâvre-de-Grâce sous les auspices de l'amiral Coligny. Le nombre des émigrants était considérable. Le vaisseau de Villegagnon portait à lui seul cent personnes. Quelques-uns étaient protestants, de toute condition, nobles, soldats et industriels; mais d'autres étaient probablement indifférents pour les anciennes aussi bien que pour les nouvelles doctrines. Villegagnon avait obtenu du roi l'autorisation de choisir, parmi les prisonniers détenus à Paris, ceux qui pouvaient lui rendre des services. Il n'était pas facile de conduire au delà des mers de semblables colons. Le résultat justifia toutes les appréhensions. Des désertions diminuèrent le nombre des volontaires. A peine les navires avaient-ils atteint la Manche qu'une violente tempête les jeta sur la côte de Normandie. A Dieppe, où ils durent chercher un refuge, plusieurs des passagers, lassés par leur courte expérience des périls de la campagne, abandonnèrent l'entreprise. Quatre-vingts seulement persévérèrent, et parmi eux une trentaine d'artisans. Après un long et pénible voyage, nos aventuriers arrivèrent à la merveilleuse baie qu'on avait prise pour l'embouchure de quelque grand fleuve et nommée Rio-de-Janeiro. Les Français furent remplis d'admiration à la vue de cette contrée splendide, couverte d'une végétation tropicale.

Leur arrivée fut accueillie par les sauvages avec de

(1) Il donna en outre dix mille livres pour les premières dépenses de l'entreprise. (De Léry.)

grandes démonstrations de joie. Les tribus aimaient les Français avec lesquels elles avaient des relations commerciales; elles regardaient ces visiteurs comme des protecteurs contre la cruauté et la rapacité des Portugais qu'elles haïssaient. Mais ni l'amitié des sauvages, ni les scènes grandioses de la nature ne purent préserver les étrangers du découragement en présence du pénible travail qui les attendait. La contrée était complètement inculte. Les indigènes étaient tout-à-fait imprévoyants et n'avaient rien de ce qui était nécessaire au défrichement. Il fallait sans délai construire des forts, non seulement pour se préserver des Indiens, dont la fidélité était douteuse, mais surtout pour se défendre contre les Portugais, qui, quoique incapables d'occuper tout le territoire, étaient jaloux du voisinage des Français et pouvaient, d'un moment à l'autre, opérer une descente de leur colonie de San Salvador. Mais les difficultés de construction n'étaient pas moins à redouter que les complications du dehors. Il n'y avait pas de bêtes de somme et il fallait porter à dos d'homme tous les matériaux à travers les montagnes. Découragés, les compagnons de Villegagnon ne songeaient qu'à revenir en France avec une cargaison des produits du Brésil. Le chef resta bientôt seul avec une petite troupe composée principalement des condamnés tirés des prisons de Paris. Craignant de voir ceux-là même l'abandonner et passer aux sauvages, Villegagnon résolut de quitter le continent et de s'établir dans une des nombreuses îles de cette magnifique baie (1). L'île de Lage à l'entrée

(1) Voir à l'appendice la lettre dans laquelle Villegagnon indique à Calvin ses raisons pour se réfugier dans une île. De Léry qui n'arriva que plus d'un an après et qui ne connaissait pas proba-

de la baie fut d'abord choisie. C'est là que Villegagnon résolut de construire un fort. Mais on reconnut bientôt que le courant du canal menaçait la solidité de la construction et les colons se fixèrent dans une autre petite île, à deux milles dans la baie, juste en face du point occupé maintenant par la ville de Rio-de-Janeiro. Cette île, désignée depuis du nom de Villegagnon, avait moins d'un mille de circonférence et n'était qu'à une petite distance de la côte. Elle fut appelée *Coligny*, en l'honneur du protecteur de l'établissement. Un fort fut élevé sur un rocher et sous l'abri de ses canons, les colons construisirent à la hâte quelques grossières cabanes.

Même dans cette île isolée, Villegagnon sentit la difficulté de contenir cette colonie vicieuse et insubordonnée. Une conspiration contre sa vie, à laquelle tous prirent part, excepté cinq, fut découverte à temps, et le châtiment sommaire du meneur suffit pour jeter la terreur chez tous les autres. Après cette répression, le travail des fortifications fut poursuivi et la petite colonie jouit d'une tranquillité relative pour le reste de l'année.

Le vaisseau qui retournait en Europe avec les aventuriers qui avaient cédé au découragement, portait aussi un messager fidèle de Villegagnon chargé de rendre compte à Coligny et au roi de la fondation de la colonie et de demander des renforts pour l'occupation permanente de la France Antarctique (c'était le nom du nou-

blement les commencements de la colonie ne dit rien de cette tentative infructueuse d'établissement sur le continent. « Nous trouvâmes une petite île, » écrit André Thévet, « dans laquelle quelques deux mois suivants, commençâmes à fortifier, après avoir pensé à nos affaires et avoir fait descente en *terre continente*, pour tirer l'amitié de ces barbares » (Hist. de deux voyages par lui faits aux Indes Australes et occidentales. *Mémoires de Claude Haton*, appendice, p. 1099).

veau continent). En outre, le messager avait l'ordre de se rendre à Genève pour demander aux ministres et aux magistrats de cette ville les moyens d'établir l'Evangile en Amérique.

Calvin était absent, appelé à Francfort pour apaiser les différends survenus entre les réfugiés anglais et les protestants de cette ville (20 août au 12 octobre 1556). Mais la députation fut cordialement accueillie par les autres pasteurs de Genève aussi bien que par les magistrats. Des services religieux solennels furent célébrés dans la cathédrale de Saint-Pierre; les Gênevois naturellement désireux de répandre leur propre foi rendaient grâces à Dieu, comme le dit le vieux chroniqueur Lescarbot, « de ce qu'ils voyaient le chemin ouvert pour aller établir là-bas leurs doctrines et faire briller la lumière de l'Evangile chez ce peuple barbare, sans Dieu, sans loi et sans culte. »

De pieux étudiants, parmi lesquels nous citerons Jean de Léry, s'offrirent pour instruire les sauvages dans la connaissance du christianisme et deux pasteurs de Genève, Pierre Richer dit de Lisle et Guillaume Chartier, les premiers ministres du saint Evangile qui aient traversé l'Atlantique, furent attachés à la mission. Les autres membres de la petite compagnie furent Pierre Bourdon (1), Matthieu Verneuil, Jean du Bordel, André Lafon, Nicolas Denis, Jean Gardien, Martin David, Nicolas Roviquet, Nicolas Carneau et Jacques Rousseau. Trois d'entre eux devaient être martyrs de leur foi.

Des artisans et des laboureurs firent aussi partie de

(1) M. H. L. Bordier les appelle Bordon, Vermeil, Raviquet et Donneau... (*France prot.*, t. V, col. 973).

l'expédition. A leur tête était Philippe de Corguilleray, sieur du Pont, vieux voisin et ami de Coligny, qui avait quitté ses biens à Châtillon-sur-Loing, pour jouir à Genève de la liberté de conscience. Ce fut à la demande de l'amiral, secondée par celle de Calvin, que ce vénérable personnage (1) consentit à prendre la direction de l'entreprise (2).

Le groupe des volontaires s'organisa à Genève, avec un joyeux entrain (2 septembre 1556) (3). Ils traversèrent les montagnes du Jura, la Franche-Comté et la Bourgogne, et vinrent visiter l'amiral à Châtillon-sur-Loing. Coligny les reçut gracieusement dans son château, l'un des plus beaux de France, les encouragea dans leur entreprise, leur développa les motifs qui devaient fortifier leur confiance en Dieu et leur promit les secours des forces navales placées sous son commandement. De Châtillon, ils allèrent à Paris où ils passèrent un mois. Richer et Chartier furent heureux d'y trouver une église florissante organisée conformément à la Parole de Dieu. Un an à peine cependant les séparait de la fondation de ce petit troupeau de Paris, la première Eglise réformée de France, et les pasteurs affermirent la foi de leurs frères par les glorieuses perspectives de l'avancement du royaume de Dieu chez les païens. A Paris, nos voyageurs furent rejoints par quelques gentilshommes qui avaient entendu

(1) « Jà vieil et caduc » (De Léry).

(2) Les détails de l'expédition du Brésil sont donnés par de Léry, qui en faisait lui-même partie, et par Lescarbot qui semble avoir eu des renseignements particuliers. La relation du sieur de Léry se trouve dans son *Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil, autrement dite Amérique*, etc. Genève, 1580, p. 382. In-8°.

(3) Lettre de Gallasius à Calvin, alors à Francfort, du 16 septembre 1556.

parler de l'expédition. Ils arrivèrent à Honfleur, où devait se faire l'embarquement. En attendant l'arrivée des trois navires promis par le roi, les émigrants se virent en butte à la haine populaire, qui, même en temps de paix, aggravait la situation des protestants de France. Surpris dans leur maison, au moment où ils célébraient de nuit la sainte Cène du Seigneur, ils furent assaillis par la populace fanatique et, dans la bagarre, l'un des réformés, le capitaine Saint-Denis, fut tué. Ce fut le vingt novembre 1556 qu'ils prirent la mer et se lancèrent « au milieu de l'immense et impétueux Océan. »

Le commandement de l'expédition avait été confié au neveu du sieur de Villegagnon, le sieur Bois-le-Compte. La *Petite Roberge*, qu'il montait, portait quatre-vingts personnes. Jean de Léry et ses compagnons embarquèrent avec le capitaine de Sainte-Marie, et un troisième navire, la *Rosée*, avait six jeunes garçons partis pour apprendre la langue du pays, et cinq jeunes filles sous la conduite d'une dame.

La traversée dura près de quatre mois. Elle fut déshonorée par plusieurs actes de piraterie commis par Bois-le-Compte sur des navires espagnols et portugais. Ce fut en vain que les émigrants montrèrent au commandant la déloyauté d'une conduite qu'il cherchait à justifier par les coutumes maritimes du temps (1). Enfin un mercredi, le 10 mars, les passagers abordèrent à l'île Coligny dans la baie de Rio-de-Janeiro. « La première chose que nous fîmes, » dit Jean de Léry, « fut

(1) Rappelons que Coligny avait protesté énergiquement contre la piraterie, et s'était efforcé de la réprimer lui-même, dans toutes les mers, pour assurer la liberté du commerce (*Gaspard de Coligny, amiral de France*, par le comte Jules Delaborde. Paris, 1882, t. III, p. 363).

de nous réunir pour rendre grâces à Dieu. » Villegagnon reçut chaleureusement les nouveaux arrivants. Après les premières salutations échangées, le sieur du Pont exposa les motifs qui avaient porté les émigrants à entreprendre ce périlleux voyage. C'était pour fonder dans le pays une Eglise réformée d'après la Parole de Dieu. Villegagnon répondit que c'était le plus vif désir de son cœur et qu'il voyait avec bonheur commencer cette entreprise, qu'il désirait voir leur Eglise se mettre à la tête de toutes les églises évangéliques, et que dès lors, le vice serait réprimé, l'immodestie des habillements serait punie et qu'enfin tout ce qui pouvait empêcher le culte de Dieu d'être célébré dans toute sa pureté serait supprimé dans sa colonie. Alors, joignant les mains et levant les yeux au ciel, il remercia Dieu de lui avoir accordé la bénédiction qu'il lui avait si ardemment demandée ; et, se tournant vers les Gênois, il leur parla comme à ses enfants et leur promit son concours pour hâter le succès de leurs pieux desseins et celui de leurs successeurs dans l'œuvre missionnaire.

« Car je veux préparer ici un refuge pour les pauvres » persécutés de France et d'Espagne et d'ailleurs qui, » sans craindre le roi, l'empereur ou tout autre maître, » désirent servir Dieu en toute pureté et suivant sa » volonté (1557). »

L'entrevue terminée, Villegagnon conduisit les émigrants dans la maison située au centre de l'île, qui servait à la fois de chapelle et de réfectoire. Alors ils entonnèrent le V^e psaume, d'après la version de Clément Marot.

Aux paroles que je veux dire,
Plaise toi l'oreille prester :

Et à cognoistre t'arrester,
Pour quoy mon cœur pense et souspire,
Souverain Sire.

Entens à la voix tres ardente,
De ma clameur, mon Dieu, mon Roy,
Veu que tant seulement à toy
Ma supplication présente
J'offre et présente.

Matin devant que jour il fasse,
S'il te plaist, tu m'exauceras :
Car bien matin prié seras
De moi, levant au ciel la face,
Attendant grâce.

Tu es le vray Dieu qui meschance
N'aimes point, ne malignité :
Et avec qui en vérité
Malfaiteurs n'auront accointance
Ne demeure.

Jamais le fol et téméraire
N'ose apparoir devant tes yeux :
Car tousjours te sont odieux
Ceux qui prennent plaisir à faire
Mauvais affaire.

Richer, l'un des pasteurs, prêcha, prenant pour texte le 4^e verset du XXVII^e psaume : « J'ay demandé une » chose à l'Eternel, je la requerray, que j'habite en la » maison de l'Eternel tous les jours de ma vie, pour » contempler la plaisance de l'Eternel et visiter soigneusement son palais. » Sans doute son discours fut éloquent, car il avait le talent de la parole, dit le P. Arcère (*Hist. de la Rochelle*, II, 103) et les circonstances l'inspiraient. Mais l'attention du prédicateur et de l'auditoire doit avoir été distraite par la singulière attitude de leur hôte.

Pendant tout le sermon, Villegagnon ne cessa de

joindre les mains, de lever les yeux au ciel, de pousser de profonds soupirs, « faisant esmerveiller un chacun de nous. » Les voyageurs furent moins édifiés que surpris de voir la même salle où ils venaient de faire le culte transformée en salle à manger. Ce fut à un triste repas que l'austère commandant les invita : poisson boucané, pain préparé à la manière des sauvages, avec des racines brûlées et réduites en poudre et d'autres racines cuites dans la cendre. L'île rocheuse où la colonie était établie n'avait ni sources ni eau courante, et le seul breuvage offert à la compagnie était tiré d'une citerne creusée par les compagnons de Villegagnon à leur arrivée, « ou plutôt d'un esgoult de toute la pluie qui tomboit en l'isle. » Ce sobre repas terminé, Du Pont et ses compagnons se rendirent dans la chambre « telle qu'elle au milieu de l'isle, » qui leur avait été préparée. Les autres de la religion eurent une hutte indienne qu'un sauvage, esclave du gouverneur « achevoit de couvrir d'herbe et de bâtir à sa mode sur le bord de la mer. » Pour lits, ils eurent des hamacs (1) suspendus à la mode des Américains du Sud. Mais ce fut une nuit en grande partie, sinon totalement, passée sans sommeil.

L'air était aussi chaud que celui du mois de mai de leur pays natal. Le ciel leur montrait de nouvelles constellations : la baie était encadrée d'un rideau de palmiers

(1) Les missionnaires portugais qui arrivèrent au Brésil en même temps que les pasteurs français parlent des hamacs des Indiens comme d'une heureuse invention. Ils sont encore employés maintenant par les tribus indigènes du Rio-Negro et de l'Amazone. Les hamacs sont tressés avec de l'écorce d'arbre et principalement de palmiers. *Le Brésil et les Brésiliens*, par le Rév. James C. Fletcher et le Rév. D. P. Kidder. D. D. 6^e édit., p. 68, 468.

et les montagnes rappelaient aux Gênevois leurs Alpes grandioses.

D'ailleurs, pour les pieux pasteurs, les esprits n'étaient pas moins actifs que les yeux. Ce nouveau monde allait être éclairé par l'Evangile du Fils de Dieu, révélé, dans toute sa pureté, aux nations d'Europe et qui dissiperait la nuit de l'idolâtrie païenne. « Ce voyage, » dit Théodore de Bèze, « donna une merveilleuse espérance d'avancer le royaume de Dieu jusques au bout du monde » (*Hist. ecclésiastique*, liv. II). Les premiers missionnaires du protestantisme devanceraient les disciples de Loyola et pourraient, sans aucun alliage humain, annoncer les pures doctrines du christianisme. « Osons assurer, » écrit de Léry, « qu'il ne se trouvera, par toute l'antiquité, qu'il n'y ait jamais eu capitaine françois et chrestien, qui, tout à la fois, ait estendu le règne de Jésus-Christ, Roy des Roys et Seigneur des seigneurs, et les limites de son Prince Souverain en pays si lointain. » Tel était le double idéal du grand et bon Coligny. Cependant, au milieu de cette contemplation, les pasteurs ne pouvaient se défendre d'un sentiment de surprise, en se rappelant l'étonnante attitude de Villegagnon au service religieux auquel il les avait invités et ses protestations exagérées de zèle pour la religion réformée.

L'apparence de piété du commandeur de Villegagnon produisit une telle impression sur le bon pasteur Richer que, frappé par l'éloquence et par la foi du gouverneur, il n'hésita pas à dire à ses compagnons de voyage qu'ils avaient le privilège d'avoir à la tête de la colonie « un second saint Paul. » Pour affirmer son zèle religieux, Villegagnon rendit une ordonnance réglant le culte public pour toute la colonie. La prière devait terminer

chaque journée . et . « après qu'on avoit laissé la besongne ⁽¹⁾, » on devait assister à la prédication ; le sermon ne devait pas dépasser une heure. Ce fut le dimanche 21 mars 1557 que le nouvel ordre de choses commença solennellement. Un service de préparation fut célébré conformément à la discipline des églises réformées de France , et tous ceux qui désiraient participer à la communion furent exhortés. Quand le sermon fut achevé , « les ministres ayant auparavant préparé et » catéchisé tous ceux qui y devoient communiquer, » parce qu'ils n'avoient pas bonne opinion d'un certain » Jean Cointa , qui se faisoit appeler monsieur Hector, » autres fois docteur en Sorbonne , lequel avoit passé » la mer avec nous , il fut prié par eux qu'avant que se » présenter il fist confession publique de sa foy, ce qu'il » fist , et par mesme moyen devant tous abjura le papisme. » Avant de passer à la célébration de la sainte Cène, Villegagnon déclara que les officiers et marins qui n'avaient pas encore fait profession de la religion réformée pour ne pas profaner un tel mystère , devaient sortir de l'assemblée, et alors, à l'étonnement des uns et à l'édification des autres, « tant comme il disoit, pour dédier son fort à Dieu , que pour faire confession de sa foi en face de l'Eglise, » il fit à haute voix et à genoux deux longues prières, dont Jean de Léry a conservé le texte. Puis il se présenta le premier pour participer à la communion , en s'agenouillant sur un coussin qu'un page portait devant lui. Les deux pasteurs furent peut-être les derniers à s'alarmer de l'étrange conduite du gouverneur. Dans la première lettre que porta le navire qui

(1) Voir Marc Lescarbot, *Histoire de la Nouvelle-France* (1609), p. 189 à 195. Voir ces lettres en appendice.

partit au mois d'avril, Richer et Chartier vantaient à Calvin et à un autre correspondant, dans les termes les plus élogieux, leur frère et père, le sieur Villegagnon.

Ils se croyaient revenus aux temps apostoliques et retrouvaient l'Eglise du premier siècle. De cette Eglise, de nombreuses églises allaient sortir et couvrir tout le continent américain. La France antarctique serait pour le Nouveau monde le foyer de l'Evangile. Mais les renseignements transmis sur les barbares habitants faisaient frémir. Non seulement ils se nourrissaient habituellement de chair humaine, mais ils étaient comme les bêtes féroces au milieu desquelles ils vivaient, sans aucune notion de la divinité, sans aucun sentiment du bien et du mal. Les pasteurs souffraient de leur impuissance pour communiquer aux pauvres païens les bonnes nouvelles de la Rédemption. Mais pour sauver tant d'âmes qui périssaient, il fallait posséder leur langue ou rencontrer des interprètes bien qualifiés ; c'est de ce côté qu'il fallait diriger les premiers efforts. Il y avait beaucoup à attendre des jeunes gens venus de Genève pour apprendre la langue des indigènes et annoncer l'Evangile aux sauvages. Ils s'étaient mis vaillamment à l'œuvre et Dieu bénirait leurs efforts et leur foi. Villegagnon écrivit de son côté par le même navire. Sa lettre surabondait en protestations de zèle et de foi, comme celles de Richer et de Chartier. Il accusait réception de la lettre de Calvin et promettait de faire observer dans la colonie la discipline qu'il lui avait prescrite. Il se félicitait du concours des excellents pasteurs qui le soulageraient dans le soin spirituel de ses compagnons. Il s'aiderait en toutes choses de leurs avis et de leurs sympathies. Il ne se dissimulait pas les grandes difficul-

tés de l'entreprise, mais il avait pleine confiance dans le succès, travaillant uniquement pour Jésus-Christ. Il terminait sa lettre par des salutations à la pieuse Renée de France, la fille de Louis XII, la zélée protectrice de Calvin et de la cause protestante.

Mais avant que le navire qui portait ses lettres fut arrivé à sa destination, les choses avaient totalement changé de face à l'île Coligny. Le zèle de Villegagnon pour l'orthodoxie et la sévérité de la discipline était remplacé par une opposition d'abord captieuse et querrelleuse, puis tout à fait décidée. Il commença par désapprouver la manière de célébrer la sainte Cène et d'administrer le baptême comme il était professé par les ministres de Genève. Protestant qu'il n'avait d'autre désir que de connaître et de suivre strictement les enseignements du pur Evangile, il envoya en France l'un des pasteurs, Guillaume Chartier, pour conférer avec les principaux théologiens réformés sur certaines questions délicates. « Combien que Villegagnon et Cointa » rejetassent la transsubstantiation de l'Eglise romaine, » comme une opinion laquelle ils disoient ouvertement » estre fort lourde et absurde, et qu'ils n'approuvassent » non plus la consubstantiation, si ne consentoient-ils » pas pourtant à ce que les ministres enseignoyent et » prouvoyent par la Parole de Dieu, que le pain et le » vin n'estoient point réellement changez au corps et au » sang du Seigneur, lequel aussi n'estoit pas enclos » dans iceux, ains que Jésus-Christ est au ciel, d'où, » par la vertu de son Saint-Esprit, il se communique en » nourriture spirituelle à ceux qui reçoivent les signes » en foi. Car, quoi qu'il en soit, disoyent Villegagnon » et Cointa, ces paroles : *Ceci est mon corps, ceci est » mon sang*, ne se peuvent autrement prendre, sinon

» que le corps et le sang de Jésus-Christ y soient con-
» tenus. Que si vous demandez maintenant comment
» doncques, veu que tu as dit qu'ils rejettoient les
» deux susdittes opinions de la transubstantiation et
» consubstantiation, l'entendoient-ils? Certes, comme
» je n'en sais rien, aussi crois-je fermement que ne fai-
» soient-ils pas eux-mêmes. » (Jean de Léry, *Histoire de l'Amérique*, p. 78).

Mais le même navire que montait Chartier portait en France dix jeunes sauvages pris à la guerre par l'une des tribus amies de la France et vendus à Villegagnon comme esclaves. Ils devaient être offerts en présent au roi qui les accueillit gracieusement et les répartit entre les seigneurs de la cour. Villegagnon n'attendit pas le retour de Chartier pour faire connaître ses nouvelles opinions. Il déclara bientôt qu'il avait changé de manière de voir relativement à Calvin, et qu'à ses yeux le prétendu réformateur n'était qu'un archi-hérétique et un apostat (1). Villegagnon attribuait le changement de ses opinions religieuses aux arguments d'un nommé Jean Contat, élève de l'Université de Paris, qui avait abjuré la foi catholique, mais n'avait pas tardé à discuter avec les ministres différents points de théologie, dans lesquels il soutenait généralement la thèse de Rome. On se douta bientôt que certaines lettres reçues de France avaient déterminé le changement de Villegagnon, « sollicité, comme l'on croit, par les lettres du cardinal de Lorraine » (De Thou, *Histoire universelle*, t. II, p. 383). Villegagnon craignit de se compromettre par une liaison trop étroite

(1) Voir l'art. de M. H.-L. Bordier, *France protestante*, 2^e édition, V, col. 968 à 999.

avec Coligny et les protestants, et, en s'appuyant sur eux pour le succès de l'entreprise, de perdre la faveur du roi.

Les colons furent bien désappointés dans leurs espérances, d'autant plus que Villegagnon changea de caractère en même temps que de principes religieux. Il devint emporté et capricieux. Ses manières excentriques attestaient le manque d'équilibre de son esprit inquiet, et, dans de violents accès de colère, il frappait cruellement ses compagnons de châtimens immérités. Plusieurs durent abandonner la colonie pour chercher asile dans le désert. Des conspirations contre la vie du gouverneur furent découvertes parmi les soldats et les marins. Villegagnon se montra hautain et dur à l'égard de Du Pont et de ses associés. A la fin, ils déclarèrent au gouverneur que puisqu'il avait rejeté l'Evangile, ils ne se croyaient plus tenus de travailler pour le fort et de lui obéir. Aussitôt, Villegagnon leur coupa les vivres et les jeta dans les fers. La rupture ne pouvait plus tarder. Du Pont répondit que ses frères ne pouvaient accepter un pareil traitement, et que puisqu'il refusait de les conserver dans le libre exercice de leur religion, ils ne reconnaissaient plus son autorité. Villegagnon recula devant cette attitude énergique et ne songea pas à mettre ses menaces à exécution. Mais quelque temps après il résolut de se débarrasser de tous les chefs protestants et leur intima l'ordre de laisser son île. Ils obéirent immédiatement, « quoique, » observe l'un d'eux dans son récit de l'expédition, « nous eussions pu nous-mêmes facilement le chasser de la place; mais » nous ne voulions lui donner aucun sujet de plainte » contre nous. » Ils se rendirent sur le continent pour attendre le départ d'un navire de Normandie, qui pre-

nait alors sa cargaison pour retourner en France (1).

Les Gênois avaient passé huit mois dans l'île Cologny (2). Deux mois de plus s'écoulèrent avant que le navire fût prêt à partir. Du Pont et ses compagnons employèrent ce temps à visiter les tribus indiennes du voisinage. Les sauvages leur parurent sensibles aux impressions religieuses. Un jour, raconte Jean de Léry, étant dans la forêt avec trois ou quatre naturels, il fut tellement saisi par la grandeur et la beauté de la nature tropicale qu'il chanta le 104^e psaume qui répondait aux sentiments qui l'agitaient.

Sus, sus, mon âme, il te faut dire bien
De l'Eternel : ô mon vrai Dieu combien
Ta grandeur est excellente et notoire !
Tu es vestu de splendeur et de gloire :
Tu es vestu de splendeur proprement
Ne plus ne moins que d'un accoustrement.
Pour pavillon que d'un tel Roy soit digne
Tu rends le ciel ainsi qu'une courtine.

Lambrissé d'eaux est ton palais vousté
En lieu de char, sur la nue est porté :
Et les forts vents qui parmi l'air souspirent
Ton charriot avec leurs ailes tirent.
Des vents aussi diligents et légers
Fais tes hérauts, postes et messagers
Et foudre et feu fort prompts à ton service
Sont les sergents de ta haute justice. (Ps. CIV.)

« Usant de leur interjection d'esbahissement : *Teh* ! ils dirent : « O ! que vous autres *Mairs* estes heureux de sçavoir tant de secrets qui sont cachez à nous ché-

(1) De Léry, p. 95, de Thou, *Hist. Univ.*, t. II, p. 383.

(2) Deux des compagnons de Du Pont, les sieurs de la Chapelle et du Boissi, restèrent avec Villegagnon après le départ des autres, mais ils rejoignirent bientôt leurs frères sur le continent. De Léry, p. 378.

tifs et poveres misérables » (De Léry, *Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil*, p. 290).

Dans une autre occasion, quelques Français avaient reçu une très affectueuse hospitalité dans l'un des principaux villages de la région, à quelques milles de la côte. Toute la population se pressa autour des étrangers comme pour les fêter avec enthousiasme, les vieillards leur formant une garde d'honneur, et tenant à une distance respectueuse les enfants.

« Après que tout ce peuple, sans nous interrompre un
» seul mot de nos devis, nous eust laissé souper en paix,
» il y eust un vieillard qui, ayant observé que nous
» avions prié Dieu au commencement et à la fin du
» repas, nous demanda : « Que veut dire ceste manière
» de faire dont vous avez tantost usé, ayans tous par
» deux fois osté vos chapeaux, et, sans dire mot, ex-
» cepté un qui parloit, vous estes tenus tous cois ? A
» qui s'adessoit ce qu'il a dit ? Est-ce à vous, qui estes
» présens, ou à quelques autres absens ? Sur quoi, em-
» poignant ceste occasion qu'il nous présentoit tant à
» propos pour leur parler de la vraye religion, joint
» qu'outre que ce village d'Okarentin est des plus
» grands et plus peuplez de ce pays-là, je voyois en-
» core, ce me sembloit, les sauvages mieux disposez
» et attentifs à nous escouter que de coustume, je priai
» nostre truchement de m'aider à leur donner à enten-
» dre ce que je leur dirois. Après donc que, pour res-
» ponse à la question du vieillard, je lui eus dit que
» c'estoit à Dieu, auquel nous avions adressé nos priè-
» res, et que, quoiqu'il ne le vist pas, il nous avoit
» néanmoins non seulement bien entendus, mais
» qu'aussi il savoit ce que nous pensions et avions au
» cœur, je commençai à leur parler de la création du

» monde, et surtout j'insistai sur ce point de leur bien
» faire entendre que ce Dieu avoit fait l'homme excel-
» lent par dessus toutes les autres créatures, que estoit
» afin qu'il glorifiast tant plus son Créateur, adjoustant,
» parce que nous le servions, qu'il nous préservoit en
» traversant la mer, sur laquelle, pour les aller trouver,
» nous demeurions ordinairement quatre ou cinq mois
» sans mettre pied à terre. Semblablement, qu'à ceste
» occasion nous ne craignons point, comme eux, d'es-
» tre tourmentez d'*Aignan* ni en ceste vie ni en l'autre,
» de façon, » leur disois-je, « que s'ils se vouloient con-
» vertir des erreurs où leurs *caraïbes* menteurs et trom-
» peurs les détenoyent : ensemble laisser leur barbarie,
» pour ne plus manger la chair de leurs ennemis, qu'ils
» auroient les mesmes grâces qu'ils connoissoient par
» l'effet que nous avions. Bref, afin que, leur ayant fait
» entendre la perdition de l'homme, nous les préparis-
» sions à recevoir Jésus-Christ, leur baillant tousjours
» des comparaisons des choses qui leur estoient con-
» nues (ainsi que les apostres Paul et Barnabas, pour
» retirer les Lystriens de leur paganisme, leur annon-
» çoyent que des choses vaines où ils estoient adonnez,
» ils eussent à se convertir au Dieu vivant qui a fait le
» ciel et la terre, la mer et toutes les choses qui y sont,
» tindrent cette façon d'enseigner), nous fusmes plus
» de deux heures sur ceste matière de la création, de
» quoi cependant, pour brieveté, je ne feray ici plus
» long discours. Or, tous, avec grande admiration,
» prestant l'aureille, escoutoyent attentivement, de ma-
» nière qu'estant entrés en esbaïssement de ce qu'ils
» avoient ouy, il y eust un autre vieillard qui, prenant
» la parole, dit : « Certainement, vous nous avez dit
» merveilles et choses très bonnes que nous n'avions

» jamais entendues : toutefois, » dit-il, « votre harangue
» m'a fait remémorer ce que nous avons ouy réciter
» beaucoup de fois à nos grans pères : à savoir que,
» dès longtemps et dès le nombre de tant de lunes, que
» nous n'en avons peu retenir le compte, un *mair*, c'est-
» à-dire Français, ou estranger, vestu et barbu, comme
» aucuns de vous autres, vint en ce pays ici, lequel,
» pour les penser ranger à l'obéissance de vostre Dieu,
» leur tint le mesme langage que vous nous avez main-
» tenant tenu ; mais, comme nous avons aussi entendu,
» de père en fils, ils ne le voulurent pas croire, et, par-
» tant, il en vint un autre qui, en signe de malédiction,
» leur bailla l'espée, de quoi depuis nous nous som-
» mes tousjours tuéz l'un l'autre, tellement qu'en estans
» entrez si avant en possession, si maintenant, laissant
» nostre coustume, nous désistions, toutes les nations
» qui nous sont voisines se moqueroient de nous.

» Nous repliquasmes à cela, avec grande véhémence,
» que tant s'en falloit, qu'ils se deussent soucier de la
» gaudisserie des autres, qu'au contraire s'ils vouloient,
» comme nous, adorer et servir le seul et vrai Dieu du
» Ciel et de la terre, que nous leur annoncions, si
» leurs ennemis pour ceste occasion les venoyent puis
» après attaquer, ils les surmonteroyent et vaincroient
» tous. Somme, par l'efficace que Dieu donna lors à
» nos paroles, nos *Tououpinambaults* furent tellement
» esmeus que non seulement plusieurs promirent de
» d'ores en avant vivre comme nous les avons ensei-
» gnés, mesmes qu'ils ne mangeroient plus la chair
» humaine de leurs ennemis, mais aussi après ce col-
» loque (lequel comme j'ai dit dura fort longtemps) eux
» se mettant à genoux avec nous, l'un de nostre com-
» pagnie en rendant grâces à Dieu, fit la prière à haute

» voix au milieu de ce peuple, laquelle, en après, leur
» fut exposée par le truchement. Cela fait, ils nous
» firent coucher à leur mode dans des lits de cotton
» pendus en l'air ; mais avant que nous fussions endor-
» mis, nous les ouysmes chanter tous ensemble, que
» pour se venger de leurs ennemis il en falloit plus
» prendre et plus manger qu'ils n'avoient jamais fait
» auparavant. Voilà l'inconstance de ce pauvre peuple,
» bel exemple de la nature corrompue de l'homme. Tou-
» tesfois, j'ai opinion, si Villegagnon ne se fust révolté de
» la religion réformée, et que nous fussions demeurés
» plus longtemps en ce pays-là, qu'on en eust attiré et
» gagné quelques-uns à Jésus-Christ. Car, comme les
» Anglois disent, en l'histoire des Virginiens, que
» quand ils se mettoient à genoux pour prier Dieu,
» aussi faisoient-ils eux, et que leur voyans remuer les
» lèvres, ils les remuoient semblablement, ainsi avons
» nous veu faire à nos Brésiliens qui n'estant point fa-
» rouches en cest endroit, comme je le disois encore
» ci après, seroyent aisez à ranger au christianisme. »
(JEAN DE LÉRY).

On connaît peu de recits de traversées plus épouvan-
tables que celles de Du Pont et de ses compagnons à
leur retour du Brésil. La relation en a été donnée avec
détails par deux des victimes, le pasteur Richer et Jean
de Léry. Le navire sur lequel ils avaient pris passage
se trouva être une barque délabrée et faisant eau de
toute part, avant même d'avoir perdu la côte de vue,
cinq d'entre eux perdant courage demandèrent à être
renvoyés à terre. On les descendit donc dans un canot
avec lequel ils atteignirent, sains et saufs, le rivage ;
mais ce fut pour trouver, de la part de Villegagnon, un
sort plus cruel encore que celui de leurs frères. Les au-

tres poursuivirent leur voyage et, après une traversée de cinq mois, pendant laquelle un grand nombre moururent de faim, les survivants débarquèrent dans un état de misère indescriptible sur la côte de Bretagne ; mais après avoir échappé aux périls de la mer, ils n'étaient pas pour cela en sûreté. Villegagnon avait confié au commandant du navire un paquet de lettres qu'il devait remettre à diverses personnes à son arrivée en France. L'une de ces lettres, adressée au magistrat le plus proche, accusait formellement les porteurs d'hérésie et recommandait de les envoyer immédiatement au bûcher. Heureusement le sieur Du Pont, chef de la petite troupe, tint conseil avec quelques magistrats qu'il trouva bien disposés pour la cause protestante et ceux-ci, bien loin d'inquiéter les voyageurs, les reçurent avec la plus grande bienveillance et les laissèrent continuer leur route (1).

Il reste peu à dire sur la déplorable expédition du Brésil. Trois des cinq malheureux qui avaient abandonné le navire furent immédiatement condamnés par Villegagnon à être noyés comme hérétiques et rebelles. Leurs noms doivent être conservés sur le martyrologe de la Réforme française. Ce furent Pierre Bourdon (2),

(1) Pierre Richer dit de Lisle se rendit à la Rochelle, où il trouva le noyau d'une congrégation protestante que Charles de Clermont venait d'y réunir. Il mérite, dit Philippe Vincent, d'être regardé comme le père de la Réformation à la Rochelle, à cause de la part qu'il prit à l'organisation de l'église de cette ville. Le dimanche, 17 novembre 1558, il procéda à l'installation du premier consistoire de la Rochelle. Richer mourut à la Rochelle, le 8 mars 1580. — Voy. De Richemond, *Origine et progrès de la Réformation à la Rochelle*, 1859 (1872, p. 48). Voy. aussi L. Delmas, *Hist. de l'église réformée de la Rochelle*, p. 434. P. S. Callot aîné, *La Rochelle protestante*, p. 24 et 25.

(2) Pierre Bourdon était né à Ambonay, en Champagne, et s'était réfugié à Genève en septembre 1555.

Jean du Bordel et Matthieu Verneuil. Ainsi, observe Jean de Léry, Villegagnon fut le premier à verser le sang des enfants de Dieu dans cette contrée nouvellement découverte et, à cause de cette cruelle action, a justement été nommé le *Caïn de l'Amérique*.

Des protestants demeurés dans l'île, beaucoup se réfugièrent sur le continent. Ils tombèrent bientôt aux mains des Portugais qui n'étaient pas plus disposés que le traître Villegagnon à faire grâce aux Calvinistes. L'un des fugitifs, cédant aux menaces et aux promesses, abjura sa foi. Trois autres furent jetés en prison. Parmi eux était un homme remarquable, Jean Boles, savant versé dans la connaissance de l'hébreu et du grec. Les Jésuites n'épargnèrent aucun effort pour le porter à suivre l'exemple de son compagnon. Boles demeura ferme, malgré une dure captivité de huit années. A la fin (1567), le provincial des Jésuites le fit mener à la cité nouvellement fondée de Saint-Sébastien, aujourd'hui Rio-de-Janeiro, où on lui infligea un cruel supplice, afin d'effrayer, par ce terrible exemple, tous les protestants du pays. Les écrivains jésuites rapportent que le martyr se serait rétracté au moment de l'exécution (1567).

La rétractation, si elle est authentique, doit avoir été faite, suivant leur propre relation, sous la promesse de sursis ou d'un adoucissement dans le supplice, car ils racontent que quand l'exécuteur montra de l'embarras dans l'accomplissement de sa tâche, le provincial s'interposa et lui expliqua comment il fallait dépêcher l'hérétique avec plus de dextérité, de peur qu'il ne s'impatiait, étant un homme obstiné et nouvellement ramené.

Cependant la colonie de Villegagnon avait été entièrement dispersée par les Portugais. Peu de temps après

Du Pont et les autres colons protestants, le gouverneur revint lui-même en France, où il se montra un ardent champion de l'Eglise romaine. Remarquons que son retour au catholicisme coïncide précisément avec l'emprisonnement de Coligny par les Espagnols après la prise de Saint-Quentin. Le protecteur sur lequel Villegagnon avait fondé ses ambitieuses espérances étant prisonnier, Villegagnon chercha un nouveau maître (1).

Au commencement de 1560, une flotte portugaise aborda à Rio-de-Janeiro. La petite garnison française laissée par Villegagnon au fort Coligny fit bonne contenance. Mais que pouvait le courage contre le nombre ? Quelques-uns se réfugièrent parmi les sauvages, les autres furent égorgés sans pitié, et toute trace de l'occupation française disparut de l'île.

Le premier essai de colonisation de Coligny avait été malheureux, et ses espérances de fonder un refuge pour les protestants persécutés en France étaient cruellement déçues. Mais l'âme de Coligny ne connaissait ni la défaillance, ni le découragement. Il vit la cause de l'insuccès dans le caractère et la conduite du chef de l'expédition, et il crut que la colonie appelée la *France antarctique* pouvait se relever de ses ruines. Seulement il fallait redoubler d'efforts pour protéger à son berceau l'œuvre nouvelle.

(1) Villegagnon mourut le 15 janvier 1571. Il était natif de Provins, en Champagne. Son concitoyen, Claude Haton, le loue comme vaillant serviteur du roi et défenseur de l'Eglise, ardent adversaire des hérétiques, qu'il combattit de toutes ses forces avec les armes spirituelles et temporelles. « Il a faict plusieurs beaux livres latins et françois pour confuter la faulse oppinion de son compaignon d'escolle Jehan Calvin, de Genesve, ou autres prédicants de la faulse oppinion luthérienne et huguenotique. » (*Mémoires de Claude Haton*, publiés par M. Félix Bourquelot, 1857, II, 623).

Déjà, quand les nouvelles de la trahison de Villegagnon parvinrent en Europe, une troupe de sept ou huit cents émigrants se préparait à rejoindre la colonie, et Jean de Léry estimait que dix mille protestants français auraient bientôt traversé l'Océan pour s'établir au Brésil.

La bassesse d'un homme avait ruiné le plan qui promettait tant pour l'avenir de la France et de l'Amérique, mais il restait encore dans les rangs du protestantisme d'autres chefs éprouvés et dignes de confiance, prêts à tenter de nouveau l'aventure à la première demande de Coligny, et les ports de Bretagne et de Normandie comptaient de nombreux et vaillants marins prêts à prendre la mer au premier appel de l'amiral.

Les circonstances étaient d'ailleurs favorables. Les huguenots, qu'on commençait à appeler de ce nom, étaient devenus un pouvoir reconnu dans le pays, et deux princes du sang, Antoine, roi de Navarre, et son frère Louis, prince de Condé, étaient à leur tête. Il y avait une accalmie dans la persécution. Trente-sept ans s'étaient écoulés depuis qu'on avait allumé à Metz (22 juillet 1525), le bûcher de Jean Leclerc, le premier martyr de la Réformation en France dont on ait gardé la mémoire, et il n'y avait pas une seule province du royaume qui ne comptât ses condamnations, ses supplices et ses cruelles exécutions pour le prétendu crime de l'hérésie. Les édits royaux se succédaient, aggravant les condamnations contre les réformés : confiscation des biens, peine de mort contre les disciples de Luther et de Calvin, et les sévérités des lois encourageaient les violences de la populace. Le dernier édit (juillet 1561) était plus implacable encore. Emprisonnement et confiscation de biens pour quicon-

que, avec ou sans armes, serait surpris à une assemblée de prières des réformés, culte public ou culte de famille. Les protestants ne pouvaient retenir leur indignation devant ces dispositions barbares qui faisaient la joie de leurs adversaires. Coligny, si ami de la paix, si désireux d'éviter la guerre civile à tout prix, déclarait ouvertement que l'édit de juillet ne serait jamais exécuté. Cependant frappée par la force croissante du parti protestant, la nouvelle régente du royaume, l'astucieuse Catherine de Médicis, l'Italienne qui tenait les rênes pendant la minorité de Charles IX, se tourna vers l'amiral et voulut essayer des mesures de pacification. Coligny conseilla la tolérance, et présenta à la reine une liste de deux mille cent cinquante églises réformées établies en France, qui demandaient la liberté de l'exercice de leur religion et la protection des lois. L'avis de l'Amiral fut écouté. L'édit de juillet était suivi et anéanti six mois après par l'édit de janvier 1562. C'était la première fois que la « Nouvelle Religion » était reconnue légalement en France et dans une certaine mesure protégée par les lois du royaume. Toutes les condamnations prononcées contre ses adhérents étaient suspendues jusqu'au moment où un concile général aurait prononcé sur toutes les questions relatives à la foi. Les protestants de tout le royaume ne devaient plus être inquiétés pour leurs croyances, et devaient être à l'abri de toute attaque, soit en allant, soit en revenant de leurs assemblées religieuses, et un officier du roi devait assister aux consistoires, aux colloques et aux synodes.

Le moment était donc favorable pour que Coligny pût tenter un second effort, pour réaliser son plan de colonisation en Amérique. La sagacité de l'homme

d'Etat ne fût que trop prouvée par tous les événements qui suivirent. Six semaines après l'édit de janvier, le massacre de Vassy plongeait la France dans l'abîme des guerres civiles, et, pendant dix mois, tout le royaume fut en proie à la dévastation et aux massacres. Le 18 février 1562, un intrépide équipage s'embarqua avec des protestants déterminés au port du Hâvre, en Normandie, et fit voile pour la Floride. Un capitaine huguenot, marin renommé, Jean Ribaut, fut choisi par Coligny pour commander l'expédition.

De nombreux volontaires répondirent à l'appel de l'amiral. Presque tous les soldats et les laboureurs, et quelques gentilshommes, appartenaient à l'Eglise réformée. On remarquait dans l'expédition René de Laudonnière, Nicolas Barré, Nicolas Mallon, Fiquinvillle, Sale, Albert, Lacaille, le tambour Guernache et les soldats Lachère, Aymon, Rouffi et Martin Atinas. René de Laudonnière n'était pas un homme ordinaire. Navigateur expérimenté et homme d'une intégrité à toute épreuve, il avait l'entière confiance de Coligny, dont il reproduisait le noble caractère. Nicolas Barré avait accompagné Villegagnon dans l'expédition du Brésil. Les autres étaient de vieux loups de mer familiers avec les côtes qu'ils allaient parcourir. Pour éviter les Espagnols, Ribaut fit route directe à travers l'Atlantique, route plus courte que celle qui était habituellement suivie, et, le dernier avril, la petite flotte composée de deux solides vaisseaux arrivait heureusement en vue de la côte de Floride. En longeant la côte vers le nord, ils arrivèrent à l'embouchure d'une large rivière qu'ils nommèrent le fleuve de Mai, maintenant Saint-John. Ils mirent pied à terre et le premier besoin des huguenots fut de rendre grâces à Dieu par une fervente prière, lui demandant de

bénir leur dessein, d'apporter la connaissance du salut aux pauvres habitants païens du nouveau monde. Leur culte fut suivi par une foule d'indigènes qui les entourait et qui fut très émue par cette cérémonie.

Ribaut prit ensuite possession du pays au nom du roi de France, et dressa auprès du port une colonne ornée des armes royales sur une élévation abritée par des cyprès et des palmiers. De retour à bord, les Français continuèrent l'exploration de la côte jusqu'à un estuaire auquel ils donnèrent le nom qu'il a conservé jusqu'à aujourd'hui : le canal de Port-Royal. Les voyageurs dépassèrent la frontière nord de la Floride, et, n'osant pas explorer les petits passages étroits le long de la côte sablonneuse de Géorgie, poursuivirent jusqu'à la côte de la Caroline du Sud. Là, Ribaut frappé par la beauté du port, l'un des plus grands et des plus beaux du monde, se décida à y fonder la colonie. L'emplacement du fort fut choisi près de la ville actuelle de Beaufort.

Il fut nommé Charlesfort en l'honneur du nouveau roi de France. Ribaut n'attendit pas la fin de l'entreprise. Ce premier voyage était surtout un voyage d'exploration. Il devait rendre compte au roi de ses découvertes et demander un plus large concours d'hommes et les ressources nécessaires pour développer la colonie. Laissant donc un petit nombre de soldats pour garder le fort, Ribaut, avec Laudonnière et les autres, revint en Europe et arriva à Dieppe le 30 juillet, cinq mois après son premier embarquement.

La guerre civile venait d'éclater en France. Elle avait été provoquée par le massacre, en Champagne, d'une assemblée de protestants en prières par les gens du duc de Guise, et ce massacre de cinquante à soixante personnes inoffensives avait mis le comble aux souffran-

ces incessantes des huguenots. Pour la première fois, ils prirent sérieusement les armes pour défendre leur liberté civile et religieuse. La noblesse protestante du royaume se réunit autour du prince de Condé, le chef reconnu du parti. Coligny, après avoir longtemps hésité à la pensée des malheurs qu'entraînerait un pareil déchirement, dont s'alarmait son ardent patriotisme, s'était décidé à suivre le sort de ses frères. Le moment était peu favorable pour obtenir des renforts pour une colonie lointaine.

Ribaut, cédant au devoir immédiat qui se présentait à son arrivée, entra dans les rangs de l'armée protestante, sous son vieux capitaine l'Amiral, et l'année suivante, au retour de la paix, pour une raison inconnue, se réfugia en Angleterre (1563).

Les hommes demeurés au fort étaient dans une triste situation. Imprévoyants et indisciplinés, ils se divisèrent bientôt et assassinèrent Albert, le chef que Ribaut avait placé à leur tête avant de revenir en France. Après de cruelles souffrances, ne vivant que de la compassion des sauvages leurs voisins, ils se construisirent un bateau, sur lequel ils s'embarquèrent, et, après d'inénarrables épreuves, abordèrent en Europe.

La paix d'Amboise mit fin à la guerre civile, et Coligny, ignorant le malheureux résultat de son second essai tourna de nouveau ses efforts vers la colonisation. Représentant au roi qu'on n'avait encore aucune nouvelle des hommes que Ribaut avait laissés en Floride, il obtint l'autorisation d'armer trois navires de 60, de 100 et de 120 tonneaux, pour aller à leur recherche et leur apporter du secours. René de Laudonnière prit le commandement de la nouvelle expédition, et quelques gentilshommes, des officiers expérimentés et de vail-



lants matelots se joignirent volontairement à lui. Parmi les gentilshommes, nommons d'Ottigny, d'Erlach, officiers ; de La Rocheferrière, de Marillac, de Grontaut et Normans de Pompierre, partis comme volontaires. Michel Vasseur commandait l'un des navires, *le Breton*, Jean Lucas *l'Elisabeth*, Pierre Marchant *le Faucon* ; Nicolas Vasseur et Trenchant étaient pilotes, le sergent Lacaille interprète, Jean Dehaies charpentier, et Hance artificier. Parmi les marins, citons Pierre Gambié, La Roquette, Le Gendre, Martin Chauveau, Bertrand, Sanferrent, La Croix, Estienne Gondeau, Grandpré, Nicholas Lemaistre, Doublet, Fourneaux, Estienne de Gênes, Jacques Salé, Le Mesureur, Barthélemy, Aymon, La Crête, Grandchemin, Pierre Debray et trois frères du sergent Lacaille. L'expédition était accompagnée par un dessinateur, Jacques Lemoyne de Mourgues (1).

L'expédition partit du Havre le 22 avril 1564. Un voyage assez rapide les amena à l'embouchure du fleuve Saint-John, où Ribaut avait le premier dressé un monument aux armes de France. Suivant le cours de la rivière, à une petite distance, Laudonnière choisit un lieu, à six milles de la mer, pour fonder une nouvelle ville, et jeta les fondements d'un fort qu'il nomma la Caroline. Ce lieu s'appelle aujourd'hui Saint-John's-Bluff.

Suivant leur pieux usage, les huguenots inaugurèrent le travail par de simples et chaleureuses prières. « Nous bénîmes le Seigneur, » dit le commandant ; « nous le supplîâmes de nous continuer son puissant

(1) *Aliàs* de Morgues. Voir la relation, faite par lui-même, de ses *Grands Voyages* (Francfort, 1591).

secours pour le succès d'une entreprise qui n'avait d'autre but que sa gloire et d'augmenter notre foi, et la prière fortifia notre courage. »

Malheureusement l'histoire de cette expédition devait être, jusqu'à la fin, une histoire de désappointement et de malheurs. Moins de quatorze mois après le jour où Laudonnière était débarqué, plein d'espoir et de courage, sur le bord du fleuve Saint-John, le point qui avait été alors consacré par la prière et la louange du Seigneur rougissait du sang de ses compagnons, et la nouvelle tentative de Coligny se terminait encore une fois dans un horrible massacre. Les événements de cette malheureuse année ont été racontés en détail par les chroniqueurs du temps et par les historiens modernes. Qu'il suffise de dire ici que les colons retombèrent dans toutes les erreurs des entreprises précédentes. Ils négligèrent la culture du sol, cédèrent aux séductions de l'or et se querellèrent entre eux. Ils montrèrent peu de jugement dans leur politique avec les naturels ; Laudonnière, trouvant les tribus sauvages de l'intérieur en guerre, et désireuses de s'assurer le secours de l'homme blanc, s'était efforcé d'abord d'observer une stricte neutralité ; mais il se laissa bientôt entraîner à des alliances désastreuses. Comme chef, il montra toujours un manque de fermeté déplorable ; l'insubordination et la conspiration trouvaient auprès de lui un pardon trop facile. Les jeunes nobles qui s'étaient joints à l'expédition dans l'espoir de s'enrichir au moyen des trésors renommés du nouveau monde, étaient vexés et mécontents de n'avoir pas pu découvrir de l'or en Floride. Ils ne voulaient pas s'abaisser à travailler pour leur subsistance, et refusaient de se joindre à leurs compagnons pour construire les fortifications. Les pro-

testants, qui formaient la majorité de l'expédition, se plaignaient de l'indifférence religieuse de leur chef. Pas un pasteur huguenot ne s'était joint à la colonie, et ceux qui avaient été habitués à jouir du ministère évangélique aussi bien au camp que dans leurs foyers, déclaraient ouvertement qu'ils profiteraient de la première occasion pour se retirer. Mais la calamité la plus épouvantable qui menaçât cette malencontreuse expédition était la famine. Dès le second été, la disette commença à se faire sentir à la Caroline. Le riche sol des contrées environnantes n'avait pas encore été ensemencé, et, quoique le fleuve regorgeât de poisson, les colons dépendaient, pour leur nourriture, de leurs sauvages voisins.

Il ne faut pas oublier, cependant, quelques faits plus réjouissants dans cette histoire de colonisation. Les Français, loin d'imiter les Espagnols, traitèrent avec une grande douceur les habitants du pays. Les simples enfants des forêts furent grandement impressionnés par la gaieté habituelle et le bon caractère des Français, et les chants religieux auxquels se livraient constamment les huguenots les captivaient spécialement. Longtemps après la dissolution de la colonie de Laudonnière, les Européens, croisant sur la côte ou abordant sur le rivage, étaient salués par quelque verset d'un psaume français, bizarrement rendu par des voix indiennes dans des accords appris du soldat calviniste en patrouille ou du batelier manœuvrant son aviron sur le fleuve (1). Aucune imprécation profane ne rappela dans la mé-

(1) Le Challeux, qui rapporte ce fait, indique les psaumes : « Du fond de ma pensée » et « Bienheureux est quiconque sert à Dieu volontiers, » comme fréquemment employés de cette manière par les Indiens.

moire des peaux-rouges le séjour des protestants français.

Laudonnière, à la fin, se résolut à contre-cœur à abandonner l'expédition et à retourner en Europe. Un seul des trois frêles navires qui l'avaient amené avec ses compagnons pouvait être remis à flot. Au commencement d'août, les charpentiers avaient fini leur travail et la petite troupe se préparait au départ, quand une flotte apparut à l'embouchure du fleuve Saint-John. Les quatre navires qui composaient cette flotte étaient réunis sous le commandement du fameux navigateur anglais John Hawkins, qui subvint obligeamment, de ses propres provisions, aux besoins les plus pressants des Français, et offrit de les transporter tous en France. Laudonnière déclina l'offre, mais profita de la bienveillance de l'Anglais pour lui acheter l'un de ses navires. A peine ce visiteur avait-il disparu qu'une autre flotte parut au large : celle-ci était commandée par Jean Ribaut, le chef de la première expédition (27 août 1565).

Des bruits défavorables sur Laudonnière avaient atteint la France, et Coligny s'était décidé à le rappeler et en même temps à renforcer la troupe chargée de l'occupation de la Floride. Sept navires, dont quelques-uns de fort tonnage, furent équipés à cet effet et montés par près d'un millier d'hommes. Beaucoup de gentilshommes huguenots se joignirent à l'expédition comme volontaires, entre autres les sieurs de la Blonderie, d'Ully, de Beauchaire, de Lagrange, de San Marain, du Vest, de Jonville. Parmi les officiers, les noms de Jacques Ribaut, Maillard, de Machonville, Jean Dubois, Valuot, Cosette, Louis Ballaud, Nicolas Verdier, de Saint-Clerk, de la Vigne, Du Lys, et Le Beau ; et, parmi les artisans, marins et soldats, ceux

de Nicolas le Challeux, de Dieppe, Nicaise de la Crotte, François Duval, Elie Desplanques, Jacques Tauzé, Christophe Lebreton, Drouet, Jacques Dulac, Masselin, Jehan Mennin, Gros, Bellot, Martin, Pierre Rennat, Jacques, Vincent Simon et Michel Gonnor nous ont été conservés. Cette fois, on n'avait pas oublié les besoins religieux des colons. Un ministre au moins (1), du nom de Robert, les accompagnait et avait un aide dévoué dans le constructeur de navires Le Challeux, homme d'âge mûr et versé dans l'Ecriture sainte (2).

Jean Ribaut fut appelé d'Angleterre pour prendre le commandement de cette flotte, qui partit du port de Dieppe à la fin du mois de mai et arriva le 27 août à l'embouchure du fleuve Saint-John. Les plus grands vaisseaux restèrent à l'ancre, tandis que Ribaut remontait le fleuve, avec trois petits navires, jusqu'à la Caroline. Laudonnière, sommé de se rendre à bord du vaisseau amiral, se disculpa promptement des accusations, dont Ribaut lui donna connaissance, et les deux anciens compagnons redevinrent amis.

Un danger commun allait bientôt cimenter leur union. Cinq jours après l'arrivée de Ribaut, une autre flotte fut signalée en vue de la côte; c'était à une heure avancée, et l'obscurité, jointe à un brouillard épais, ne permit pas aux sentinelles de reconnaître la nationalité des navires (3 septembre 1565).

La nuit se passa dans l'anxiété à la Caroline; mais,

(1) Paul Gaffarel (*Histoire de la Floride française*, p. 195), parle de plusieurs ministres. « Maître Robert, qui avoit charge de faire les prières » est le seul que mentionne Le Challeux.

(2) On doit à la plume de ce pieux huguenot une narration pittoresque de l'expédition.

à la pointe du jour, toute incertitude disparut ; on vit les plus grands vaisseaux de Ribaut lever l'ancre et gagner la haute mer. Ils avaient reconnu, dans la flotte qui s'approchait, des ennemis redoutables : des Espagnols. La France et l'Espagne étaient alors en paix ; mais l'Espagne avait toujours contesté le droit de sa rivale sur le nouveau monde. La Floride appartenait à l'Espagne par droit de découverte, et, quoique les Espagnols n'eussent pas réussi jusqu'alors à conquérir le pays, ils n'avaient pas, pour cela, l'intention d'abandonner leur prétention, et encore moins voulaient-ils permettre à ces huguenots qu'ils haïssaient de s'établir sur cette terre. A peine Philippe II eut-il connaissance de cette entreprise qu'il donna à l'un de ses capitaines les plus résolus commission de déloger l'audacieux intrus, et Pedro Menendez de Abila arrivait maintenant avec une force considérable pour exécuter sa mission. Sa flotte comptait quinze vaisseaux, dont plusieurs de fort tonnage, portant deux mille six cents hommes, Espagnols et Portugais, dont les derniers devaient se distinguer par leur cruauté.

Menendez espérait surprendre les Français. Ayant échoué, il débarqua sa troupe à 30 milles au sud de Saint-John, auprès de la ville actuelle de Saint-Augustin. Pendant ce temps, les Français à la Caroline se concertaient (5 septembre 1565) sur la conduite à tenir en face de ce danger soudain. Laudonnière conseillait de renforcer les défenses du fort et de harasser l'ennemi par terre dans une série d'escarmouches, avec l'aide des sauvages alliés. La sagesse de cette politique sembla évidente à tous les membres du conseil de guerre, sauf un. Ribaut seul insista pour un engagement naval. Son plan était de se jeter sur les navires de l'adversaire, et, après

les avoir désarmés, d'attaquer et de détruire les troupes déjà débarquées. Remontrances et arguments ne servirent de rien. Laudonnière n'avait plus le commandement. Si son avis avait été suivi, « la Floride, » dit l'auteur enthousiaste de *La Floride française*, « serait demeurée terre française. »

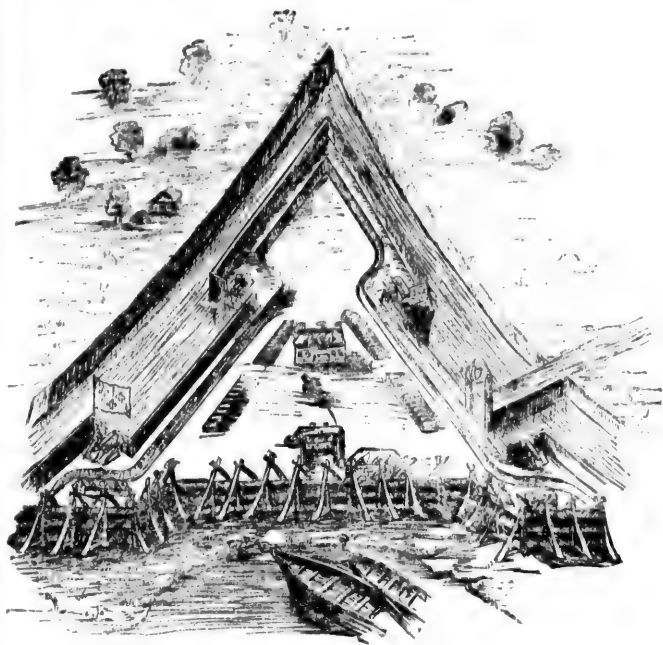
Les quatre navires qui avaient pris la fuite à l'approche des Espagnols ayant reparu, Ribaut y fit embarquer tous ses soldats, ainsi que ceux des hommes de Laudonnière qui étaient bons pour le service. Ceux qui avaient été dernièrement blessés dans une escarmouche avec les tribus indiennes de l'intérieur furent seuls laissés à la Caroline avec leur ancien chef, retenu lui-même par la maladie (10 septembre).

Laudonnière vit avec peine ses compagnons mettre à la voile. Ses craintes pour cette entreprise hasardeuse furent plus que réalisées. Une tempête furieuse ne tarda pas à éclater sur la côte, et les navires de Ribaut, poussés vers le sud, loin au delà du point où Menendez avait débarqué ses hommes, se perdirent misérablement sur les parages dangereux du cap Carnaveral.

Rien n'empêcha plus alors Menendez d'accomplir l'acte de sauvagerie pour lequel il avait traversé l'Atlantique. Laissant le gros de sa petite armée au fort qu'il avait construit et auquel il avait donné le nom de Saint-Augustin, il prit cinq cents hommes choisis et se dirigea vers la Caroline, qu'il atteignit en trois jours (1). Surprise pendant son sommeil, toute la garnison, même les malades et blessés, fut passée au fil de l'épée.

(1) Le fort n'était occupé que par deux cent quarante personnes : soldats invalides, artisans, femmes et jeunes enfants (Delaborde, *Coligny*, I, 447).

Les femmes et les enfants seuls furent épargnés. Laudonnière et quelques autres, notamment le ministre Robert, parvinrent à s'échapper, et, après avoir couru maint danger, atteignirent la côte, où ils furent recueillis par un des petits navires que Ribaut avait laissés dans le fleuve. Un autre de ces navires les rejoignit bientôt, et tous deux, quoique fort mal équipés pour une lon-



gue traversée, réussirent à regagner leur patrie (16 septembre 1565).

Un sort bien plus misérable attendait Ribaut et ses compagnons naufragés. Ils se frayèrent péniblement un chemin vers le nord, à travers des forêts et des marais presque infranchissables, et n'arrivèrent en vue du fort Caroline que pour voir flotter sur ses remparts l'étendard espagnol. Ils retournèrent alors sur leurs pas et arrivè-

rent dans le voisinage du fort de Saint-Augustin. Ribaut envoya un de ses officiers pour parlementer. Menendez informa le Français du massacre de ses compatriotes à la Caroline, et l'assura que tel serait le sort de tous ceux qui professaient la religion protestante. Comme on lui rappelait que sa nation était en paix avec la France : « C'est vrai, » répondit-il, « mais non pour les hérétiques, avec lesquels je continuerai toujours la guerre dans ce pays ; et je le ferai avec toute la rigueur possible envers ceux de cette secte, partout où je les trouverai, que ce soit sur terre ou sur mer. Rendez-vous à merci, avec armes et drapeaux, et je ferai ce que Dieu m'inspirera. »

Nous ne nous arrêterons pas à reproduire les tristes détails du massacre qui s'ensuivit. Ribaut transmit la décision de l'Espagnol à sa petite armée et exprima, comme sa propre opinion, qu'ils n'avaient d'autre alternative que de se rendre. Deux cents environ refusèrent et s'enfuirent dans les bois. Les autres, au nombre de cent cinquante, espérant contre toute espérance, s'en remirent à la compassion de celui pour qui ce mot n'avait aucun sens. Les récits français de l'affaire représentent Menendez comme ayant eu recours à un bas subterfuge pour induire les protestants à se soumettre sans combat. Dans une entrevue avec le messager de Ribaut, le commandant espagnol se serait fait représenter par un de ses officiers, qui fit la promesse la plus solennelle que la vie des Français serait sauve. Quoi qu'il en soit, tous les auteurs s'accordent sur le point de la capitulation et de l'exécution en masse. Menendez lui-même écrivit au roi d'Espagne : « Je leur fis lier les mains derrière le dos et les fis passer au fil de l'épée. Il m'a semblé qu'en les châtiant ainsi je servais Dieu notre

Saigneur et Votre Majesté. Dorénavant, cette secte maudite nous laissera plus de liberté pour répandre l'Evangile dans ce pays. »

Quant aux deux cents hommes qui avaient refusé de se rendre, ils échappèrent au massacre. Ils retournèrent sur leurs pas jusqu'au point où ils avaient fait naufrage, près du cap Carnaveral, et essayèrent d'utiliser les épaves de leurs vaisseaux pour construire un nouveau navire. Menendez les poursuivit ; mais, les trouvant disposés à vendre chèrement leur vie, il entra en pourparlers avec eux et s'engagea à les traiter comme prisonniers de guerre. Probablement rassasié alors de sang humain, il tint sa promesse, jusqu'à ce qu'un ordre arriva du roi d'Espagne, d'envoyer ses prisonniers aux galères.

Ainsi se termine l'histoire de l'expédition huguenote en Floride : dans le carnage et dans un esclavage plus affreux que la mort.

Sur le point où ces malheureuses victimes avaient été ignominieusement égorgées après la prise de la Caroline, Menendez plaça un écriteau portant cette inscription :

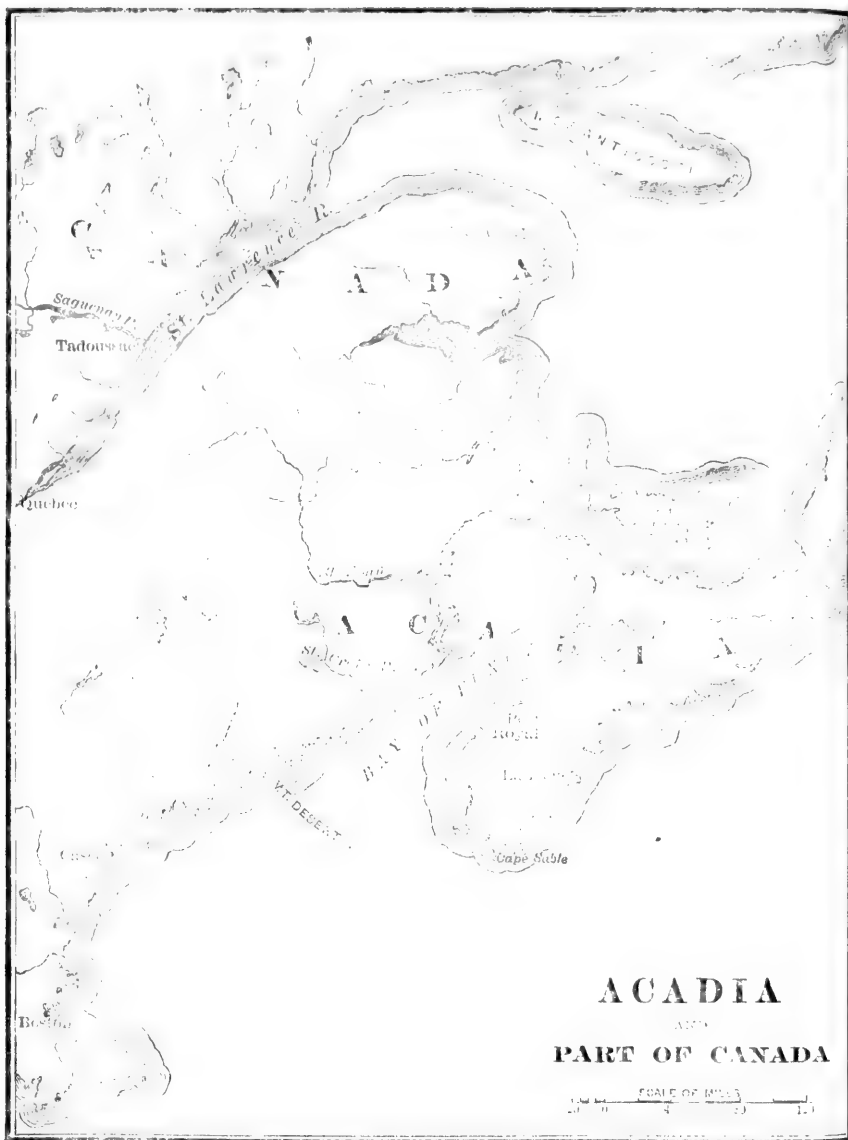
« Pendus, non comme Français, mais comme luthériens. »

Deux ans plus tard (1567), un brave officier français résolut de venger le massacre de ses compatriotes. La brutalité des Espagnols avait excité en France une indignation générale.

La cour s'était plainte hautement de l'outrage commis sur ses sujets en temps de paix. Ses remontrances ne firent pourtant aucune impression sur Philippe II, qui ne voulut même allouer aucune indemnité aux veuves et orphelins des huguenots massacrés. Mais Dominique de

Gourgues, quoique n'étant pas de la religion huguenote, n'eut pas de repos tant que le sang de ses compatriotes criait vengeance. Il vendit son petit patrimoine, et, avec l'aide de son frère, rassembla l'argent nécessaire pour acheter et équiper trois petits navires (2 août). Après un périlleux voyage, De Gourgues atteignit la côte de Floride, enrôla les Indiens amis de la région d'alentour, et, se jetant sur le fort de la Caroline, se rendit maître de la garnison espagnole. Il en passa la plus grande partie au fil de l'épée (28 avril 1568) et pendit les autres aux arbres où Menendez avait pendu ses prisonniers français; puis, retournant la tablette placée par l'Espagnol, il y écrivit :

« *Pendus, non comme Espagnols, ni comme marins, mais comme traîtres, voleurs et assassins.* »



CARTE DE L'ACADIE ET D'UNE PARTIE DU CANADA.

HISTOIRE

DES

RÉFUGIÉS HUGUENOTS

EN AMÉRIQUE

CHAPITRE PREMIER.

SOUS L'ÉDIT DE NANTES. — ACADIE ET CANADA.

L'édit de Nantes fut signé le 13 avril 1598. Jamais un acte de bonne politique ne fut si promptement justifié par ses résultats. La publication de l'édit fut suivie par le retour de la prospérité intérieure de la France. En un jour, dit E. Benoist, les désastres de quarante ans furent réparés. Les guerres civiles avaient laissé le pays dans une déplorable situation. Partout les traces des longues luttes se lisaient dans la ruine des villages, l'incendie des châteaux, la dévastation des campagnes et des cités. Depuis l'édit qui garantissait aux protestants leurs droits civils et leurs libertés religieuses, la confiance publique renaissait, et avec elle le commerce et l'industrie, concentrés dans des mains protestantes, refleurissaient. Le royaume dut surtout ces grands avantages à la sage administration de l'illus-

tre huguenot, Maximilien de Béthune, duc de Sully. Ce fut une bonne fortune pour Henri IV de rencontrer un conseiller aussi intègre, aussi éclairé et aussi fidèle. Sully puisait dans ses convictions religieuses la fermeté d'un noble caractère. Et en administrant les affaires du pays, il chercha à développer sa prospérité intérieure. Par sa sage économie, il rétablit l'ordre dans les finances publiques, ferma les plaies des guerres civiles et favorisa l'agriculture, source intarissable de la richesse nationale.

Henri IV approuvait les vues de son ministre, mais il avait aussi un plan que Sully n'adoptait pas avec autant d'entrain. Le roi favorisait le commerce maritime et la colonisation lointaine. C'était son ambition de réunir une marine puissante, de prendre l'initiative de découvertes propres à étendre les relations commerciales et, en particulier, de poursuivre le projet de Coligny, son maître et son compagnon d'armes, et d'établir une colonie française en Amérique. Le moment était venu, et comme ce fut l'honneur de Henri IV d'avoir relevé l'agriculture en France, on lui doit aussi la gloire d'avoir fondé dans le nouveau monde la première colonie agricole sur le principe de la plus complète liberté religieuse.

Déjà, depuis un siècle, « la découverte des Terres-Neuves et les entreprises généreuses de mer ont esté » commencées par nos devanciers, » écrit Samuel de Champlain, de Brouage, « capitaine pour le Roy en sa marine du Ponant. » Ce furent en effet des Bretons et des Normands qui, en 1504, douze ans après l'expédition de Christophe Colomb, découvrirent, les premiers des chrétiens, le grand banc des Moluques et l'île de Terre-Neuve, c'est-à-dire les terres de l'Améri-

que septentrionale. Les marins entre la Loire et la Gironde, et notamment ceux de La Rochelle, qui rivalisèrent avec les Anglais et les Espagnols dans ces découvertes, étaient en grande partie protestants. C'étaient des marins huguenots qui fréquentaient les bancs de pêche et les côtes du golfe Saint-Laurent, dans l'intérêt d'armateurs et de marchands huguenots, et, à la grande indignation des fanatiques, ils arrivaient au port et abordaient joyeusement en chantant les psaumes mis en vers par Clément Marot.

La Réformation pénétra de bonne heure dans les provinces maritimes de l'ouest de la France. Elle y fut prêchée vers 1534, en Saintonge, par deux des plus ardents disciples de Calvin, Philippe Véron, appelé le Ramasseur, et Albert Babinot. « Les premières semences en furent jetées à La Rochelle, » écrit Abr. Tessereau, d'après Philippe Vincent et le journal de Pacquetteau, « par un homme qui étoit à la suite de » Marguerite, reine de Navarre, sœur du roi François 1^{er}. Cet homme, agissant en cela de concert » avec cette savante princesse, qui passait par La Rochelle avec le roi Henri d'Albret, son mari, y fit divers discours en public, par lesquels il insinuait au » peuple qu'il devait lire l'Ecriture sainte, et ne se rapporter pas aveuglément de toutes choses à ses conducteurs. Ces semences furent arrosées, quelques » années après, du sang de deux fidèles martyrs, dont » Vincent décrit le supplice. »

« Il advint, l'an 1546, » écrit Bernard Palissy, « qu'aucuns Moines ayans esté quelques jours es parties d'Allemagne, ou bien ayans leu quelques livres » de leur doctrine, et se trouvant abusés, ils prirent » la hardiesse assez couvertement, de descouvrir quel-

» ques abus , mais soudain que les Prestres et benefi-
» ciers entendirent qu'ils detractoyent de leurs coquilles,
» ils incitèrent les juges de leur courir sus , ce qu'ils
» faisoient de bien bonne volonté , à cause qu'aucuns
» d'eux possédoient quelque morceau de bénéfice qui
» aidait à faire bouillir le pot. Par ce moyen , aucuns
» desdits moines estoyent contraints s'enfuyr, s'exiler
» et se desfroquer, craignans qu'on ne les feist mourir
» de chaud. Les uns se faisoient de mestier, les autres
» régentoyent en quelque village, et parce que les isles
» d'Olleron, de Marennes et d'Allevard sont loin des
» chemins publics, il se retira en ces isles là quelque
» nombre desdits moines, ayans trouvé divers moyens
» de vivre, sans estre cogneus, et ainsi qu'ils fréquen-
» toient les personnes; ils se hazardoyent de parler
» couvertement, jusques à ce qu'ils se feussent bien
» asseurez qu'on n'en diroit rien. Et après que par tel
» moyen ils eurent réduit quelque quantité de person-
» nes, ils trouvèrent moyen d'obtenir la chaire, parce
» qu'en ces jours-là il y avoit un grand vicaire qui les
» favorisoit tacitement : dont s'ensuivit que petit à pe-
» tit en ces pays et isles de Xaintonge, plusieurs eurent
» les yeux ouverts et cogneurent beaucoup d'abus qu'ils
» avoyent auparavant ignorez, qui fut cause que plu-
» sieurs eurent en grande estime lesdits prédicateurs ,
» combien que pour lors ils découvroyent les abus as-
» sez maigrement. » Les cendres des martyrs furent la
semence de l'Eglise, et plus la rigueur des supplices
augmentait, plus augmentait le zèle des nouveaux chré-
tiens; les juges eux-mêmes étaient gagnés à la foi qu'ils
persécutaient. Bientôt, la plus grande partie de la po-
pulation de La Rochelle et du littoral de la Saintonge
professa le pur Evangile. Les huguenots se partagèrent

d'abord les églises avec les catholiques, puis la guerre civile amena l'interruption complète du culte catholique à La Rochelle et dans plusieurs villes, où il ne fut rétabli que par l'édit de Nantes.

Protestants et catholiques, marins et marchands tournaient les yeux vers l'Amérique comme vers un pays éminemment favorable aux grandes entreprises commerciales. Les pêcheries et le commerce de pelletteries étaient extrêmement lucratifs, et les villes maritimes de Normandie, de Bretagne et d'Aunis eurent bientôt le monopole de ce profitable trafic. Les protestants avaient des raisons particulières de souhaiter la colonisation du nouveau monde. Ils n'étaient pas sans inquiétudes au sujet de leur liberté religieuse. L'édit de Nantes, l'« irrévocable » édit qui la garantissait avait exaspéré leurs adversaires. Le clergé et le parti extrême des catholiques s'était formellement opposé à son exécution. Les parlements refusèrent longtemps de l'enregistrer et ne cédèrent que devant l'ordre formel du roi. Henri avait eu à lutter même contre ses anciens coreligionnaires en voulant les protéger, car, en leur accordant et leur garantissant le libre exercice de leur culte, il voulait les affaiblir en tant que parti politique. Les Jésuites, bannis du royaume, cherchaient à regagner leur influence à la cour. Un jour prévu par Coligny pouvait venir où les protestants de France chercheraient un refuge contre le renouvellement de la persécution et un pays où ils pourraient, eux et leurs enfants, jouir de la liberté de conscience. Tels étaient les motifs qui portaient les protestants sujets de Henri IV à accepter joyeusement le plan de colonisation américaine.

Le 8 novembre 1603, une commission fut donnée à un gentilhomme huguenot de Saintonge, Pierre du Gua,

sieur de Monts, l'autorisant à posséder tout le territoire compris dans l'Amérique du Nord entre le 40^e et le 46^e degré de latitude nord, et lui garantissant le monopole du commerce entre le cap Race et le 40^e degré de latitude pour une période de dix ans. Les côtes de cette région avaient été explorées et visitées par Jacques Cartier près de soixante et dix ans auparavant (1534), et, durant le règne de François I^{er}, une tentative de colonisation à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent avait échoué. De nouveaux essais n'avaient pas été plus heureux.

L'une des expéditions fut dirigée par un officier huguenot. En 1599, Pierre Chauvin, seigneur de Tontuit, de Honfleur en Normandie, reçut une commission de Henri IV pour coloniser l'Amérique (1). Chauvin était, au témoignage de Champlain (*Voyages*, vol. I, pp. 44-48), « un homme très expert et entendu au faict » de la navigation, qui avoit servi Sa Majesté aux guerres passées, quoiqu'il fust de la R. P. R. » Plusieurs navires furent équipés et montés par cinq cents hommes; Chauvin s'embarqua, accompagné uniquement de pasteurs protestants (Champlain, page 45). A Tadousac, au nord du Saint-Laurent, à l'embouchure de son confluent le Saguenay, un établissement commercial fut fondé, et, après avoir laissé seize hommes pour s'approvisionner de fourrures, le commandant revint en France.

La petite colonie eut une misérable existence durant l'hiver. Plusieurs hommes moururent, et le reste

(1) *Nouvelles glanes historiques normandes*, puisées exclusivement dans des documents inédits, par E. Gosselin, greffier archiviste à Rouen. 1873, p. 17. Du Tontuit, *idem*, page 35.

n'échappa que grâce à la compassion des sauvages qui leur fournirent des provisions. Chauvin fit d'inutiles tentatives pour faire un autre établissement sur le même point, et il allait partir pour un troisième voyage quand il mourut. L'année suivante (1602), la commission qui lui avait été accordée fut transférée à un catholique, Aymar de Chastes, gouverneur de Dieppe; mais celui-ci était décédé avant le retour des navires qui devaient servir à l'expédition.

Au commencement du dix-septième siècle, il restait à peine de traces des expéditions françaises dans l'Amérique du Nord. La vaste région réclamée par la France en vertu des découvertes de Verazzano, qui, dès 1524, y avait planté son pavillon, était encore inoccupée.

De Monts avait accompagné Chauvin « pour son plaisir » à sa première expédition au Saint-Laurent. Ses impressions sur le pays baigné par ce grand fleuve, influencées peut-être par l'insuccès de l'expédition, n'étaient pas favorables, et il préférerait une contrée plus méridionale et une température plus douce, plus favorable pour sa propre colonie agricole. Pour ce motif, il fut attiré vers la large péninsule, au sud du golfe Saint-Laurent, connue sous le nom de Nouvelle-Ecosse. La découverte de Cartier avait déjà fait connaître ce territoire, dont le climat rappelait celui de l'Espagne et contrastait avec la zone glaciale qu'il avait rencontrée sur la côte voisine de Terre-Neuve.

Cette contrée fertile, abondante en lacs, en rivières et en estuaires (1), avait reçu le nom de la Cadie (2),

(1) La cinquième partie environ de la Nouvelle-Ecosse est occupée par les eaux.

(2) La première mention en paraît dans la commission de De Mont.

et la commission signée par Henri IV conférait au sieur de Monts le titre de vice-roi.

Cette commission était significative. Elle commençait par rappeler le désir du roi d'augmenter son domaine :

« Comme nostre plus grand soin et travail soit et ait
 » toujours esté, depuis nostre avènement à cette cou-
 » ronne, de la maintenir et conserver en son ancienne
 » dignité, grandeur et splendeur, d'étendre et ampli-
 » fier, autant que légitimement se peut faire, les bornes
 » et limites d'icelle, nous estant dès longtemps a, in-
 » forméz de la situation et condition des païs et terri-
 » ritoire de la Cadie, meuz sur toutes choses d'un zele
 » singulier et d'une dévoute et ferme résolution que nous
 » avons prinse, avec l'aide et assistance de Dieu, au-
 » theur, distributeur et protecteur de tous les royaumes
 » et estats, de faire convertir, amener et instruire les
 » peuples qui habitent en ceste contrée, de présent
 » gens barbares, athées, sans foy ne religion, au chris-
 » tianisme et en la créance et profession de nostre foy
 » et religion, et les retirer de l'ignorance et infidélité
 » où ilz sont..... Pour ces causes, à plein confians de
 » vostre grande prudence et en la connoissance et ex-
 » perience que vous avez de la qualité, condition et
 » situation dudit païs de la Cadie, etc.....

» Et par le moïen d'icelles et toutes autres voyes lici-
 » tes, les appeler, faire instruire, provoquer et émou-
 » voir à la connoissance de Dieu et à la lumière de la
 » foy et religion chrétienne, la y établir et en l'exercice
 » et profession d'icelle maintenir, garder et conserver
 » lesdits peuples et tous autres habitez esdits lieux et
 » en paix, repos et tranquillité, y comander tant par
 » mer que par terre. »

La lettre de fondation de la Nouvelle-France était donc

la garantie de la liberté de conscience et de culte de tous les colons. Catholiques et réformés avaient les mêmes titres à être respectés dans les droits de leur conscience. Et les indigènes devaient être instruits dans les vérités de cette religion chrétienne professée également par les catholiques et les réformés. Si ce plan était impraticable, il honore du moins le cœur et l'esprit du souverain qui conçut et signa l'édit de Nantes.

De Monts s'associa les membres des sociétés fondées pour les malheureuses expéditions précédentes, y ajoutant quelques marchands des principaux ports du royaume et particulièrement de La Rochelle. Il était lui-même digne de mener à bonne fin une pareille entreprise. Il avait combattu sous les ordres de Henri IV dans les dernières guerres et s'était signalé par sa valeur. Le roi l'avait fait gentilhomme de la Chambre et l'avait nommé gouverneur de Pons, dans la Saintonge, sa province natale. Les écrivains contemporains s'accordent à reconnaître sa haute loyauté, son pur patriotisme, son courage, son énergie, sa persévérance, son tact, sa fermeté, son dévouement à la gloire de son pays. Le protestant qui devait fonder la Nouvelle-France était donc admirablement qualifié pour sa mission (1).

Avec deux navires bien approvisionnés sous ses ordres, de Monts partit du Havre-de-Grâce le 7 mars 1604. Les futurs colons qui faisaient partie de l'expé-

(1) « Henri IV avoit une grande confiance en luy pour sa fidélité, comme il a toujours fait paroître jusques à sa mort. » (*Voyages du sieur Champlain, ou journal ès découvertes de la Nouvelle-France*, Paris, 1830, vol. I, p. 54). « C'étoit d'ailleurs un » fort honnête homme et qui avoit du zèle pour l'Etat et toute la » capacité nécessaire pour réussir dans l'entreprise dont il s'étoit » chargé » (*Hist. de la Nouvelle-France*, par le P. de Charlevoix, vol. I, p. 173).

dition étaient au nombre d'environ cent vingt personnes. Champlain nous a conservé quelques-uns de leurs noms. Il mentionne les sieurs de Geneston, Sourin, d'Oraille, Chaudoré, de Beaumont, La Motte Bourlioli, Fougeray, La Taille, Miquelet; les chirurgiens Des Champs, de Honfleur, et Bonnerme; messire Aubry, prêtre, et le sieur Raleau, secrétaire de M. de Monts. Les éléments les plus divers formaient l'expédition. Il y avait des gentilshommes et des artisans; il y avait des huguenots et des catholiques, et, pour les besoins religieux des colons et pour la conversion des sauvages de l'Amérique, un pasteur protestant et un prêtre catholique avaient été embarqués.

La commission du sieur de Monts l'autorisait à emmener, pour son expédition, « des vagabonds, personnes oyseuses et sans aveu, tant es villes qu'aux champs, et des condamnez à bannissement perpétuels ou à trois ans au moins hors nostre royaume, pourveu que ce soit par avis et consentement et de l'autorité de nos officiers. » Semblable autorisation avait déjà été accordée à des aventuriers, et plusieurs en avaient profité (1).

La clause qui exceptait l'hérésie avait été jusqu'alors reproduite dans tous les règlements de colonisation des rois de France, et elle excluait ceux qui auraient été les plus propres à apporter un bon élément dans ces contrées lointaines.

Mais il ne paraît pas que le chef huguenot jugea né-

(1) En 1540, François I^{er} avait envoyé Cartier au Canada avec ordre d'emmener cinquante condamnés pour crimes « hors d'hérésie et de lèse majesté divine et humaine » pour coloniser le pays (*Nouvelles glanes historiques normandes*, par E. Gosse-
lin, p. 4).

cessaire de former sa troupe de pareils éléments. Parmi les huguenots, il pouvait en effet trouver facilement des hommes d'un caractère éprouvé, d'une austère moralité, et dont les principes inspiraient toute la conduite, et notamment la persévérance dans leurs entreprises, qu'il pouvait décider à l'accompagner. Parmi les gentilshommes qui accompagnaient le sieur de Monts, on remarquait ses compagnons d'armes au service de Henri de Navarre. L'un d'eux était le fameux Samuel de Champlain, Saintongeais comme de Monts, et probablement protestant de naissance, mais qui, dans ce cas, avait suivi l'exemple du roi en entrant dans l'Eglise romaine. Samuel était un nom inusité alors chez les catholiques et en honneur chez les protestants (*Histoire de la colonie française en Canada*, vol. I, note XXI). L'autre était Jean de Biencourt, baron de Poutrincourt, le futur gouverneur de Port-Royal.

Après un court et heureux voyage, les explorateurs arrivèrent en vue de l'Acadie; ils reconnurent la côte, pour chercher un endroit convenable pour leur établissement. A cette occasion survint un événement qui faillit jeter la discorde parmi les émigrants. Côtéant la côte sud-est de la péninsule, de Monts passa le cap de Sable et arriva dans une baie à laquelle il donna le nom de Sainte-Marie, qu'elle a toujours conservé. Séduit par le charme du pays, il débarqua pour se livrer à un examen plus approfondi de la contrée. Parmi ses compagnons se trouvaient un protestant et un jeune prêtre catholique du nom d'Aubry, qui, durant le voyage, avaient souvent entamé des controverses sur les points qui les séparaient.

« Il avoit pris envie à un certain homme d'Eglise, Parisien de bonne famille, de faire le voyage avec le

» sieur de Monts, et ce, contre le gré de ses parens,
» lesquels envoyèrent exprès à Honfleur pour le diver-
» tir et le r'amener à Paris. Or, les navires estans à
» l'ancre en ladite baye Sainte-Marie, il se mit en la
» troupe de quelques uns qui s'alloient égayer par les
» bois. Avint que s'estant arresté pour boire à un ruis-
» seau, il y oubliâ son épée, et poursuivoit son chemin
» avec les autres quand il s'en apperçeut. Lors il re-
» tourna en arrière pour l'aller chercher; mais l'ayant
» trouvée, oublieux de la part d'où il estoit venu, sans
» regarder s'il falloit aller vers le Levant ou le Ponant,
» ou autrement (car il n'y avoit point de sentier), il
» prent sa voye à contrepas, tournant le dos à ceux
» qu'il avoit laissé et tant fait par ses allées et venues
» qu'il se trouve au rivage de la mer, là où ne voyant
» point de vaisseaux (car ils estoient en l'autre part
» d'une langue de terre qui s'avance à la mer), il s'ima-
» gina qu'on l'avoit délaissé, et se mit à lamenter sa
» fortune sur un roc. La nuit venue, chacun estant re-
» tiré, on le trouve manquer : on le demande à ceux
» qui avoient esté ès bois, ilz disent en quelle façon il
» estoit parti d'avec eux, et que depuis ilz n'en avoient
» point eu de nouvelles. Déjà on accusoit un certain
» de la R. P. R. de l'avoir tué, pour ce qu'ilz se pic-
» quoient quelquefois de propos pour le fait de la reli-
» gion. Somme, on fait sonner la trompette parmi la
» forest, on tire le canon plusieurs fois, mais en vain.
» Car le bruit de la mer, plus fort que tout cela, re-
» chassoit en arrière le son desditz canons et trompettes.
» Deux, trois et quatre jours se passent. Il ne compa-
» raît point.....

» Et comme ils eurent traversé la baye françoise,
» ils entrèrent en ladite baye Sainte-Marie par un pas-

» sage estroit qui est entre la terre du Port-Royal et
 » et une île dite l'île Longue, là où après quelque sé-
 » jour, allans pêcher, ledit Aubri les apperceut et
 » commença d'une voix foible à crier le plus hautement
 » qu'il peut. Et pour seconder sa voix, il s'avisa de
 » faire ainsi que jadis Ariadné à Thésée :

Candida que imposui longue velamina virgæ
 Scilicet oblitos admonitura mei.

» Car il mit son mouchoir et son chapeau au bout d'un
 » baston. Ce qui le donna mieux à connoistre. Car
 » comme quelqu'un ait oui la voix et dit à la compagnie
 » si ce pourroit point estre monsieur Aubri, on s'en
 » mocquoit. Mais quand on eut veu le mouvement du
 » drapeau et du chapeau, on creut qu'il en pouvoit estre
 » quelque chose. Et estans près, ils reconnurent par-
 » faitement que c'estoit lui mesme, et le recueillirent
 » dans leur barque avec grande joye et contentement,
 » le seziesme jour après son égarement. Plusieurs, en
 » ces derniers temps, ont farci leurs livres et histoires
 » de maints miracles où il n'y a pas si grand sujet d'ad-
 » miration qu'ici. Car durant ces seze jours il ne vequit
 » que de je ne scay quels petitz fruitz semblables à des
 » cerises, sans noyau (non toutefois si delicats), qui se
 » trouvent assez rarement dans ces bois. Et de vérité,
 » en ces derniers voyages, s'est reconnüe une spéciale
 » grâce et faveur de Dieu en plusieurs occurrences,
 » lesquelles nous remarquerons selon que l'occasion
 » se présentera. Le pauvre Aubri (je l'appelle ainsi à
 » cause de son affliction) estoit merveilleusement exté-
 » nué, comme on peut penser. On lui bailla à manger
 » par mesure et le remena-t-on à la troupe à l'isle

» Sainte-Croix, dont chacun reçut une incroyable
 » joie et consolation, et particulièrement M. de Monts,
 » à qui cela touchoit plus qu'à tout autre » (Marc Les-
 carbot, *Histoire de la Nouvelle-France* (1609), pp. 489-
 490).

« Nos vaisseaux estans retournez en France ouïrent
 » un nombre infiny de plaintes tant des Bretons, Bas-
 » ques que autres, de l'excès et mauvais traitement
 » qu'ils recevoient aux costes, par les capitaines dudit
 » sieur de Monts, qui les prenoit et empeschoit de
 » faire leur pesche, les privans de l'usage des choses
 » qui leur avoient tousjours esté libres, de sorte que
 » si le Roy n'apportoit un règlement, toute ceste navi-
 » gation s'en alloit perdre et ses douanes par ce moyen
 » diminuées, leurs femmes et enfans pauvres et misé-
 » rables et contraints à mendier leurs vies. Requestes
 » sont présentées à ce sujet, mais l'envie et les crie-
 » ries ne cessent point : il ne manque en cour de
 » personnes qui promettent que pour une somme de
 » deniers l'on feroit casser la commission du sieur de
 » Monts. Ceste affaire se pratique en telle façon, que
 » ledit sieur de Monts ne sçeut si bien faire que la vo-
 » lonté du Roy ne fust destournée par quelques per-
 » sonnages qui estoient en crédit qui luy avoient promis
 » d'entretenir trois cents hommes audit pays. Donc-
 » ques en peu de temps la commission de Sa Majesté
 » fut révoquée, pour le prix de certaine somme qu'un
 » certain personnage eut, sans que Sad. Majesté en
 » sçeut rien. Cependant pour récompense de trois ans
 » le sieur de Monts avoit consommés, avec une des-
 » pense de plus de 100,000 livres, en la première des-
 » quelles trois années il souffrit beaucoup et endura de
 » grandes incommodités à cause des rigueurs du froid

» et la longue durée des neiges de trois pieds de haut
» durant cinq mois, bien que l'on puisse aborder en
» tout temps aux costes où la mer ne gele point, si ce
» n'est à l'entrée des rivières qui charrient des glaces
» qui vont se descharger en la mer. Outre cela, pres-
» que la moitié de ses hommes moururent de la mala-
» die de la terre et fut contraint de faire revenir le
» reste de ses gens, avec le sieur de Poutrincourt, qui,
» en ceste année, estoit son Lieutenant, car le Pont
» Gravé l'avoit esté l'an précédent. Voilà tous les des-
» seins du sieur de Monts rompus, lequel s'estoit pro-
» mis d'aller plus au midy pour faire une habitation plus
» saine et tempérée que l'isle de Sainte-Croix, où il
» avoit hyverné, et depuis l'on fut au Port-Royal, où
» l'on se trouva un peu mieux, pour n'avoir trouvé
» l'hyver si aspre, souz la hauteur de 45 degrés de lati-
» tude. Pour récompense de ses pertes, luy fut or-
» donné par le Conseil de Sa Majesté 6,000 livres à
» prendre sur les vaisseaux qui iroient trafiquer des pel-
» leteries.

» Mais quelle dépense luy eust-il fallu faire en tous
» les ports et havres pour recouvrer ceste somme,
» s'informer de ceux qui auroient traité et le départe-
» ment qu'il faudroit, sur plus de 80 vaisseaux qui fré-
» quentent ces costes? C'estoit luy donner la mer à
» boire en faisant une despense qui eust surmonté la
» recepte, comme il en a bien apparu. Car ledit sieur
» de Monts n'en a presque rien retiré, et a esté con-
» traint de laisser aller cet arrest comme il a peu. Voilà
» comme ces affaires furent mesnagées au Conseil de
» Sa Majesté..... » (*Les voyages du sieur de Champlain*,
pp. 46-47.)

Continuant à remonter vers le nord dans le golfe de

Fundy, de Monts arriva à un autre passage. Un canal étroit, entre deux falaises boisées, conduisit le navire dans un excellent port, abrité de collines. Le commandant donna à ce magnifique bassin (1) le nom de Port-Royal, et son compagnon, de Poutrincourt, qui cherchait un point convenable pour son propre établissement, résolut d'y rester et d'y faire sa demeure. De Monts approuva son choix et donna même la terre à son ami, qui promit d'amener de France un nombre de familles suffisant pour l'occuper et la défricher.

L'endroit choisi pour la ville future de Port-Royal était une pointe de terre s'avancant sur la côte orientale, entre deux rivières qui se jetaient dans la baie. En face, au milieu du bassin, était une île boisée d'une demi-lieue de circonférence. Les forêts environnantes étaient parsemées çà et là de grandes prairies, et sur la côte s'étendaient de larges marais salants qui, plus tard, furent exploités et devinrent extrêmement productifs. Les plus grands navires pouvaient mouiller en sécurité dans ce bassin bien abrité, dont l'entrée seule était difficile à cause de l'étroitesse du passage et des bas-fonds qui s'y trouvaient. Ce lieu offrait toutes espèces d'avantages à une colonie. Le sol était fertile, le bois abondant et d'excellente qualité, les eaux poissonneuses et le climat salubre. L'hiver y était plus doux qu'en aucune autre partie de l'Acadie.

Accompagné par Champlain, de Monts continua son exploration le long des côtes du grand golfe, et choisit enfin, pour y établir sa propre colonie, une petite île à l'embouchure du fleuve de Sainte-Croix, sur le côté opposé du golfe de Fundy. Le point était singulière-

(1) Maintenant nommé « Annapolis Harbour. »

ment mal approprié. L'île, qui ne mesurait que quatre ou cinq hectares, n'avait pas d'eau et n'était que peu boisée. Les Français, après avoir passé un rude hiver sur cet îlot rocailleux, se convinquirent de leur erreur, et de Monts, après avoir examiné d'autres endroits le long de la côte, résolut de transporter sa colonie à Port-Royal et d'unir ses forces à l'établissement que de Poutrincourt y avait fondé. La maladie y avait éclairci les rangs de la petite troupe pendant son séjour à Sainte-Croix : de soixante et dix-neuf colons, quarante seulement avaient survécu. Pendant l'été de 1606, ils furent rejoints par Marc Lescarbot, légiste et homme de lettres protestant, qui nous a laissé une intéressante narration de la colonie naissante, dans son *Histoire de la Nouvelle-France*. Il la trouva sans chef spirituel, le prêtre et le ministre que de Monts avait amenés avec lui étant tous deux morts dans le séjour sur l'île de Sainte-Croix. Lescarbot nous rapporte comment il fit de son mieux pour suppléer à cette lacune :

« Mesme je ne seray point honteux de dire qu'ayant
» esté prié par le sieur de Poutrincourt (1) nôtre chef
» de donner quelques heures de mon industrie à ensei-
» gner chrestienement nôtre petit peuple, pour ne
» vivre en betes & pour donner exemple à notre fa-
» çon de vivre aux Sauvages, je l'ai fait en la necessité
» & en état requis, par chacun Dimanche et quelque-
» fois extraordinairement, presque tout le temps que
» nous y avons esté. Et bien me vint que j'avoy porté
» ma Bible et quelque livres, sans y penser. Car au-

(1) Ce gentilhomme, s'il était catholique de nom, paraît avoir été toujours en complète sympathie avec ses compagnons huguenots, de Monts et Lescarbot. Il ne dissimulait pas sa haine pour les Jésuites.

» trement une telle Charge m'eust fort fatigué & eust
 » été cause que ie m'en serois excusé. Or cela ne fut
 » point sans fruit , plusieurs m'ayant rendu témoignage
 » que jamais ils n'avoient tant ouï parler de Dieu en
 » bonne part , et ne sachant auparavant aucun principe
 » en ce qui est de la doctrine Chretienne (1). »

Les protestants de France fondaient de grandes espérances sur le succès de cette colonie comme expédition missionnaire , et la conversion des naturels païens était son principal but avoué. A La Rochelle , lorsque Lescarbot s'embarqua pour la Nouvelle-France , il trouva les huguenots priant tous les jours pour cela dans leurs assemblées.

Les historiens jésuites s'efforcent de discréditer ces premières tentatives d'évangélisation des Indiens , et maintiennent que le huguenot de Monts était requis , aux termes de sa commission , comme vice-roi d'Acadie , de propager la foi catholique chez les naturels. Ce dire , confirmé par l'autorité de Champlain lui-même , a fait foi jusqu'à présent. Mais nous avons vu que la commission de de Monts ne contenait aucune stipulation de ce genre et différait , sous ce rapport , d'une manière bien significative , des commissions antérieures. Les lettres patentes accordées par François 1^{er} à Jacques Cartier parlent de « l'augmentation de notre mere Sainte Eglise Catholique. » Henri IV lui-même , dans sa commission au marquis de la Roche , gentilhomme catholique , mentionne « l'agrandissement de la foy Catholique » comme le but visé. Mais les lettres patentes accordées au huguenot de Monts étaient conçues en termes plus

(1) Marc Lescarbot, *Histoire de la Nouvelle-France* , liv. IV, ch. V.

généraux et ordonnaient de « les faire instruire , provoquer et emouvoir à la conoissance de Dieu , et à la lumière de la Foy et Religion Chrétienne la y établir. » De quelque manière que les catholiques zélés pussent interpréter cet article , il n'était pas probable que les protestants l'entendissent comme regardant exclusivement les doctrines romaines , ni même que le roi , qui , s'il n'était plus protestant , se montrait encore soucieux des droits de ses sujets réformés , l'eût entendu ainsi. Cette omission significative n'échappa pas du reste alors à l'attention des ennemis de de Monts.

Des objections contre l'expédition s'élevèrent à propos de la religion de son chef. Le Parlement de Rouen refusa d'enregistrer sa commission, et envoya un de ses membres pour représenter au roi qu'il ne devait pas nommer un hérétique son lieutenant en Acadie. Mais avant que l'envoyé n'eût atteint Paris arriva une lettre de Henri , indiquant en termes péremptoires quelle était sa volonté.

Malgré cela , le Parlement hésita encore à confirmer la commission , ne trouvant pas que le roi donnât une garantie suffisante pour la propagation de la vraie foi et la répression de l'hérésie dans la Nouvelle-France. Mais le roi ne daigna pas donner d'autre éclaircissement, et une injonction royale , n'admettant aucun délai, coupa court à toute discussion.

Champlain représente les païens comme grandement scandalisés des conflits qui s'élevaient entre protestants et catholiques :

« Il se trouve quelque chose à redire en cette entreprise , qui est en ce que deux religions contraires ne font jamais un grand fruit pour la gloire de Dieu

» parmi les infidèles que l'on veut convertir. J'ay veu
» le Ministre et nostre Curé s'entrebattre à coups de
» poing sur le differend de la religion. Je ne sçay pas
» qui estoit le plus vaillant et qui donnoit le meilleur
» coup ; mais je sçay très bien que le ministre se plai-
» gnoit quelquefois au sieur de Monts d'avoir esté
» battu, et vuidoient en ceste façon les pointcs de con-
» troverse. Je vous laisse à penser si cela estoit beau
» à voir : les Sauvages estoient tantost d'un costé, tan-
» tost de l'autre, et les François meslez selon leur
» diverse croyance, disoient pis que pendre de l'une &
» de l'autre religion, quoy que le Sieur de Monts y
» apportast la paix le plus qu'il pouvoit » (*Les voyages*
du sieur de Champlain, pp. 46-47).

Port-Royal commençait à prendre un aspect prospère et florissant, quand, au printemps de l'année 1607, on apprit de France que les privilèges commerciaux, acordés à de Monts par sa commission royale, étaient révoqués. Les négociants de Saint-Malo tenaient depuis longtemps la première place dans le commerce de la côte américaine, et leur indignation fut grande quand ils apprirent qu'une compagnie rivale avait obtenu un monopole qui leur fermait les pêcheries et le commerce de pelleteries qu'ils appréciaient tant. Ils n'épargnèrent aucun effort pour faire révoquer ce monopole, et finirent par y réussir. De Monts fut obligé de renoncer à son plan favori. La petite troupe de colons avait eu cependant un heureux début ; leurs terres promettaient une riche récolte. Ils avaient érigé un petit fort palissadé, un moulin, des magasins et des habitations, et entrepris la fabrication du goudron. Ils avaient établi des relations amicales avec les naturels, et avaient eu quelques succès dans leurs essais de conversion. Mais

cette entreprise de colonisation était coûteuse et ne pouvait pas être soutenue sans le revenu tiré du monopole qu'on leur avait accordé. Port-Royal fut donc provisoirement abandonné. Cependant le compagnon de de Monts, de Poutrincourt, garda son titre sur les terres, et, environ deux ans plus tard, il revint et en reprit possession, avec la confirmation du roi.

Trompé dans son essai de colonisation de l'Acadie, de Monts n'abandonna pas immédiatement son projet d'établissement français dans le nouveau monde. Quoique dépouillé de ses privilèges commerciaux, le chef huguenot avait encore sa commission de Henri IV, lui conférant des pouvoirs vice-royaux sur tout ce vaste territoire, qui comprenait non seulement la péninsule connue depuis sous le nom de Nouvelle-Ecosse, mais aussi le Canada et une grande partie du continent auquel il appartient. Il était résolu de tenter un établissement dans l'intérieur, et, afin de s'assurer les moyens d'accomplir son projet, il adressa de nouveau une pétition au roi, et obtint le renouvellement de son monopole d'abord pour une seule année. Il s'associa de nouveau l'entreprenant et enthousiaste Champlain. Deux navires furent équipés : l'un pour poursuivre le commerce de pelleteries, d'où l'on devait tirer le revenu nécessaire à l'entreprise ; l'autre, sous le commandement de Champlain, pour découvrir et occuper un endroit convenable pour la future colonie.

Ce fut vers le milieu de l'année 1608 que Champlain, agissant d'après les ordres de de Monts, débarqua sur la rive du Saint-Laurent, où s'étend maintenant la ville de Québec. La position splendide de ce point frappa le grand explorateur, et peut-être y vit-il, comme plus

tard Frontenac, « la future capitale d'un grand empire (1). »

Pendant bien des années cependant ce ne fut guère qu'un comptoir. On fit peu de chose pour attirer des colons, et bien peu y vinrent avec le projet de s'y établir et de cultiver le sol. L'attrait du commerce était plus fort que celui de la colonisation, et la compagnie de de Monts, qui possédait le droit exclusif de trafiquer avec le nouveau monde, s'était considérablement étendue. Le sagace et généreux huguenot, plus soucieux de l'avenir de sa colonie que de ses intérêts personnels, admit les maisons rivales de Saint-Malo comme associées dans l'exploitation du monopole qu'elles s'étaient efforcées de ruiner. Les navires de la Compagnie cependant n'étaient pas seuls à faire ce commerce. Maint négociant de La Rochelle et d'autres ports s'en occupait activement, et maint flibustier même, défiant les restrictions établies sur le commerce, visitait les côtes de la Nouvelle-France, trafiquait avec les sauvages et regagnait la côte de France avec de riches cargaisons de pelleteries.

La liberté religieuse n'était encore soumise à aucune restriction. Protestants et catholiques partageaient également les peines et les profits du commerce, et discutaient sur les différences de leur foi avec une liberté qui dégénérât en licence. Les dissentiments religieux furent même la cause des premiers embarras de Champlain dans le gouvernement de la colonie, qu'on venait de lui confier. Quelques frères franciscains furent envoyés, en 1615, pour satisfaire aux besoins spirituels des Français

(1) *Frontenac and New France under Louis XIV*, par Francis Parkman (p. 15).

et entreprendre la conversion des Indiens. Mais les négociants et les marins calvinistes étaient à l'épreuve des persuasions des zélés missionnaires, et l'on ne pouvait pas encore employer de moyens plus sévères que la persuasion pour soumettre leur hérésie. Sur beaucoup de navires de la Compagnie, de même que sur la plupart des navires indépendants, les équipages se réunissaient journellement pour le culte, d'après l'habitude de Genève, et on se plaignait même que de bons catholiques fussent obligés, par des capitaines huguenots, de se joindre au chant des psaumes, qui formait une part si importante du culte protestant.

Mais les huguenots avaient, maintenant, perdu leur royal protecteur. Henri IV était tombé sous le poignard de l'assassin (14 mai 1610), et, peu après, l'honnête et patriotique de Monts, abandonnant enfin son plan favori, rendit la commission qu'il possédait encore comme vice-roi de la Nouvelle-France. Il était manifeste que la colonie naissante avait besoin d'un protecteur plus puissant, et le prince de Condé, auparavant chef du parti huguenot, et encore son champion reconnu, fut induit à prêter son nom à l'entreprise. Cette direction ne fut néanmoins que nominale. Les possesseurs actuels de la Nouvelle-France n'étaient amis ni du protestantisme ni de la liberté religieuse. Par une fatalité singulière, les droits de propriété que de Monts avait abandonnés étaient maintenant aux mains des jésuites. L'acquéreur titulaire était une femme : Antoinette de Pons, marquise de Guercheville, dame d'honneur de la reine, dévote catholique et grande admiratrice de la Société dite de Jésus. Les missions que cette société entretenait avec une énergie remarquable, depuis plus d'un demi-siècle, en Asie et dans l'Amérique du Sud, éveillait son plus

vif intérêt. On formait maintenant des plans pour une œuvre similaire dans l'Amérique du Nord, et M^{me} de Guercheville appuya aussitôt ce projet de son influence et de sa fortune. Elle se mit à la recherche de de Monts, le trouva dans sa ville natale de Pons, au gouvernement de laquelle il venait d'être appelé, et lui fit une offre tentante pour la cession de ses droits sur la nouvelle France. Le moment était favorable pour cette tentative, car de Monts se trouvait dans un pressant besoin d'argent pour subvenir à la défense de sa ville. Pons était une des places de sûreté accordées aux protestants par l'édit de Nantes, et on avait activement travaillé, depuis la fin de la guerre civile, à réparer ses fortifications ; mais elle n'avait qu'une faible garnison, et ses habitants, partageant l'anxiété qui envahissait tout le corps protestant depuis la mort tragique de Henri IV, cherchaient le moyen d'augmenter leur force militaire (1). Le marché fut donc conclu ; la garnison de la petite ville, — qui devait être démantelée peu d'années après par Louis XIII (1621), — fut renforcée, et le titre de propriété de la moitié d'un continent passa, des mains d'un huguenot, à celles d'un instrument aveugle des Jésuites.

L'Acadie fut le champ choisi pour la première mission catholique dans la Nouvelle-France. Le 26 janvier 1611, une seconde expédition quitta la côte française pour Port-Royal. Mais, cette fois, les colons n'étaient accompagnés d'aucun ministre huguenot ; deux Jésuites, formant l'avant-garde de l'armée d'occupation qui allait suivre, étaient les principaux passagers du

(1) *Histoire des églises réformées de Pons, Gemozac et Mortagne en Saintonge*, par A. Crottet. Bordeaux, 1841, pp. 101-107.

navire. Ils avaient été précédés à Port-Royal par une petite bande d'émigrants, guidés par de Poutrincourt, qui était venu au printemps de 1610 pour reprendre possession du lieu que de Monts lui avait concédé. Mais la mauvaise fortune du premier établissement semblait attendre la nouvelle entreprise; des dissensions éclatèrent entre les colons, et la présence des pères jésuites ne contribua pas à les calmer. En 1613 arriva un second navire, amplement approvisionné, et portant un renfort de missionnaires, pour établir une nouvelle station sur la côte américaine. On choisit pour fonder cette station l'île de Mont-Désert, au large de la côte du Maine. Les deux établissements furent cependant promptement détruits par un corsaire anglais. Samuel Argall, depuis député-gouverneur de Virginie, qui croissait dans ces eaux au moment de l'arrivée de la seconde expédition de France, débarqua sur l'île de Mont-Désert, s'empara des Français et de leur navire; puis, — guidé, rapporte-t-on, par un des pères jésuites qui en voulait au propriétaire de Port-Royal, — se rendit à l'établissement plus ancien de de Poutrincourt, et le réduisit en cendres.

L'Acadie était donc perdue pour les Jésuites, et quelque temps devait encore s'écouler avant qu'ils ne pussent obtenir la possession du Canada. Les intérêts commerciaux de la France se trouvaient encore en grande partie, comme ils l'avaient été pendant de longues années, entre les mains des négociants huguenots; et les capitaux, comme la direction des grandes compagnies de La Rochelle, de Rouen et de Dieppe étaient indispensables à l'entretien du commerce important qui se faisait avec le nouveau monde. C'est pourquoi, et quoique le prince de Condé eût été remplacé

comme vice-roi de la Nouvelle-France par le duc de Montmorency, ennemi déclaré des huguenots, on ne fit encore aucun effort pour les exclure des colonies.

En 1621, le duc, mécontent de la marche du commerce au Canada, en conféra le monopole à une société de négociants qui prit le nom de compagnie Montmorency. A la tête de cette compagnie était Guillaume de Caen, sieur de la Mothe, huguenot de Dieppe (1). De Caen était à la fois négociant entreprenant et navigateur expérimenté; élevé sur mer, il avait déjà fait avec son père maint voyage aux bancs de Terre-Neuve. Son habile administration éleva promptement la nouvelle compagnie à un degré de prospérité qu'aucune de celles qui l'avaient précédée n'avait atteint. Les faveurs royales furent répandues à flots sur elle, et privilège sur privilège lui fut accordé, au mépris des droits précédemment accordés aux sociétés plus anciennes. Une flotte fut construite pour son service, avec de Caen pour amiral, sous le titre de général de la flotte de la Nouvelle-France. Assurée de la protection du gouvernement, la Compagnie dépensa de fortes sommes pour construire des navires et des magasins, et accusait, en 1627, un revenu de cent mille francs.

Au nombre des conditions auxquelles la Compagnie avait obtenu son monopole, était celle de transporter au Canada et d'y entretenir six frères de l'Ordre de Saint-François, pour l'instruction religieuse des colons et des naturels. De Caen tint fidèlement cet engagement, mais réclama pour lui-même et pour ses frères

(1) Fils de Guillaume de Caen et de Marie Langlois son épouse (Gosselin : *Nouvelles Glanes historiques normandes*).

toute la liberté que l'édit de Nantes leur assurait pour célébrer leur culte suivant le rite réformé. Il ne semble pas qu'on y ait fait de grandes objections jusqu'à ce que, cinq ans plus tard (1626), trois pères jésuites vinssent renforcer la troupe des Franciscains. De Caen et ses associés les accueillirent froidement. Fidèles à leur caractère, les nouveaux venus ne perdirent pas de temps pour exciter des querelles avec les hérétiques détestés. On se plaignit au vice-roi que les marins huguenots étaient régulièrement rassemblés à Québec par ordre de de Caen pour la prière et le chant des psaumes; on représenta que même les catholiques au service de la Compagnie étaient obligés d'assister à ces réunions. La partie la plus répréhensible de ce culte hérétique était le chant, que les disciples de Loyola détestaient particulièrement; leur propre règle les exemptait des chants et autres services choraux en usage dans les autres ordres catholiques. « Ils ne chantent pas, » disaient leurs ennemis : « les oiseaux de proie ne chantent jamais (1). » Le gouverneur de Québec reçut l'ordre de réprimer ces pratiques désordonnées; il ne devait tolérer ni prières ni chant de psaumes sur les rives du Saint-Laurent. Mais les hommes de la compagnie, et particulièrement les équipages de ses navires, refusèrent de se soumettre à ces ordres, et menacèrent de se mutiner. « A la fin, » dit Champlain, « on décida qu'ils pourraient s'assembler pour prier, mais pas pour chanter les psaumes. Mauvais marché; mais nous ne pûmes faire mieux. »

Mais le temps approchait où la puissante Société de Jésus devait accomplir son plan et où le Canada,

(1) *Miscellanies*, par William R. Williams. *The Jesuits as a Missionary Order*. New-York, 1850, p. 175.

fermé aux hérétiques, pourrait devenir le champ de missions exclusif de l'Eglise romaine. Un autre changement dans la vice-royauté de la Nouvelle-France avait eu lieu, et le jeune duc de Ventadour avait remplacé son oncle Montmorency. Le nouveau vice-roi, ami dévoué des Jésuites, envoya aussitôt cinq nouveaux membres de l'Ordre. Quelques mois après, le monopole commercial était retiré des mains du huguenot De Caen, et une compagnie était formée sous le nom de Compagnie de la Nouvelle-France. A la tête de cette société, à laquelle on conféra des droits exclusifs de propriété et de commerce, était le cardinal Richelieu, le sage et énergique ministre de Louis XIII. En retour des privilèges et pouvoirs extraordinaires qui lui étaient accordés, la Compagnie s'engageait à transporter des émigrants au Nouveau Monde, à leur donner des terres, et à les entretenir pendant les trois premières années de leur séjour; mais tout émigrant devait professer la religion catholique. L'hérésie était rigidement et à jamais bannie de tout le continent de l'Amérique du Nord réclamé par la France.

Cette exclusion paraissait, à l'homme d'Etat comme au Jésuite, un chef-d'œuvre de politique. Richelieu, qui venait de prendre place dans le conseil royal, combinait déjà ses plans pour l'abaissement du pouvoir huguenot en France, et s'occupait à ce moment à réduire La Rochelle, centre politique de ce pouvoir, et dans la chute de laquelle les espérances du parti allaient s'éteindre quelques mois plus tard. Le moment n'était pas encore venu d'une persécution légale et systématique des adhérents de la foi réformée; mais le gouvernement s'appliquait néanmoins déjà à les affaiblir et à les humilier. Ouvrir les colonies aux huguenots, avec

leur esprit d'entreprise et leur habileté supérieure, aurait été leur offrir la meilleure occasion de s'enrichir et de se développer. En outre, leur exclusion devait augmenter la haine qu'il était de l'intérêt du roi d'attacher au nom huguenot.

Les Jésuites, également anxieux d'extirper l'hérésie en France et de lui fermer leurs champs de mission à l'étranger, saluèrent cette mesure comme un triomphe signalé. Par une coïncidence curieuse, leur retour au pouvoir avait immédiatement suivi la concession faite à De Monts pour l'établissement de la Nouvelle-France. Ils avaient regardé d'un œil jaloux les clauses libérales de cette concession, qui ne donnait aucun privilège à la religion catholique, et admettait les huguenots au commerce et à la propriété des terres sur le même pied que les enfants de la « véritable Eglise. » L'historien jésuite Sagard déplore l'esprit de tolérance et d'indifférence exhibé par les premiers colons sous la charte de de Monts, et rapporte un incident qui dépeint leur rude plaisanterie et leur absence de toute animosité religieuse : « Il arriva en ces commencemens que les » François furent vers l'Acadie qu'un prêtre et un minis- » tre moururent vers le même moment. Les marins qui » les ensevelirent les placèrent tous deux dans la même » fosse, pour voir si ceux qui n'avoient pas pu s'enten- » dre pendant leur vie demeureraient en paix ensemble » une fois morts. Bref, tout étoit devenu matière à » plaisanterie. Les catholiques non zélés se conformè- » rent rapidement à l'humeur des huguenots ; et ces » malicieux hérétiques persévéroient sans aucun empê- » chement dans leur vie déréglée (1). »

(1) Sagard, *Histoire du Canada*, I, 26.

Un sentiment plus chrétien avait fini par prévaloir en France entre les partisans des deux religions, à la fin des guerres civiles. L'Edit de Nantes imposa quelque contrainte à la violence du clergé catholique, et le bannissement des Jésuites avait éloigné pour le moment les agents les plus zélés de l'agitation religieuse. Un vieil écrivain, décrivant l'état de choses qui prévalait alors, nous dit qu'à Caen, en Normandie, « catholique » et huguenot vivaient côte à côte dans une entente » parfaite. Ils mangeaient, buvaient, jouaient ensemble, » se réunissaient dans les mêmes sociétés, et se séparaient sans la moindre offense, l'un pour aller à la » messe et l'autre au prêche (1). » Le retour des Pères de leur exil temporaire rompit bientôt ces relations amicales. Quoiqu'à Caen, comme dans beaucoup d'autres lieux, catholiques aussi bien que protestants eussent fait une opposition vigoureuse à leur admission, à peine cette opposition eût-elle été surmontée que la présence de l'Ordre se fit sentir en semant la discorde et en fomentant les querelles. Le règne de la conciliation était terminé. En attendant le moment où des moyens plus sévères pourraient être employés pour écraser l'hérésie dans le pays, les Jésuites s'occupaient à exciter dans l'esprit du peuple le soupçon, l'envie et la haine. L'Edit de Nantes fut violé à plusieurs reprises ; le gouvernement lui-même, tout en professant de maintenir l'Edit, fermait les yeux sur la violation de ses dispositions.

Cependant, on ne devait tolérer aucun compromis avec l'hérésie dans le vaste territoire sur lequel les Jé-

(1) *Essai sur l'histoire de l'église réformée de Caen*, par Sophronyme Beaujour. Caen, 1877, p. 208.

suites régnaient maintenant dans le Nouveau Monde. Le Canada devait être le patrimoine de l'Eglise romaine ; sa population sauvage devait être gagnée à la vraie foi par le travail d'une armée de missionnaires dévoués , élevés à l'école d'Ignace Loyola, et les générations futures devaient être préservées des influences malignes qui travaillaient la France depuis les jours de Calvin.

Au dernier moment, néanmoins, la proie sembla près d'échapper aux mains étendues pour la saisir. L'hérétique Angleterre entra dans la lice pour l'acquisition du Canada. Au moment où Richelieu organisait la compagnie de la Nouvelle-France , la cour britannique étudiait un projet de conquête des possessions françaises dans le nouveau monde. L'Angleterre réclamait encore le continent de l'Amérique du Nord par droit de découverte ; et, en septembre 1621, Jacques I^{er} avait concédé à l'un de ses sujets , un gentilhomme écossais du nom de Sir William Alexander, depuis Earl of Stirling, tout le territoire à l'est du fleuve de Sainte-Croix et au sud du Saint-Laurent. La concession comprenait l'Acadie ; et la péninsule, avec la partie du continent qui forme maintenant la province de New-Brunswick, devait porter le nom de Nouvelle-Ecosse. Pendant plusieurs années cependant, ni le roi, ni le gentilhomme ne firent grand'chose pour affirmer leurs prétentions sur un pays déjà détenu, et détenu certainement avec un droit mieux fondé par la France. La France et l'Angleterre étaient en paix, et cette question de propriété sur un pays si lointain n'était pas assez importante pour provoquer un conflit. Mais en 1627 la guerre se déclara subitement. Charles I^{er} se déclara le protecteur des protestants persécutés de France et envoya une flotte commandée par son favori, le duc de Buckingham , au secours de la

Rochelle, alors bloquée par les troupes de Louis XIII. Cette expédition, mal organisée et mal conduite, échoua honteusement. Buckingham n'était pas un adversaire digne de Richelieu ; les Rochelais affamés virent une seconde et une troisième flotte s'approcher de leur ville et remettre à la voile après quelques faibles démonstrations. Le 28 octobre 1628, La Rochelle succomba.

Une meilleure réussite attendait une autre entreprise des Anglais au cours de la même guerre. Sir William Alexander vit là une occasion de prendre possession de son domaine et une escadre fut équipée sous ses auspices pour la conquête de la Nouvelle-France. Il fut facile de trouver tous les matériaux nécessaires à l'expédition ; l'Angleterre était déjà le refuge de bien des braves marins et soldats huguenots, bien qualifiés et tout prêts pour une expédition de ce genre.

Parmi les réfugiés se trouvaient trois frères : David, Louis et Thomas Kirk, natifs de Dieppe. Le commandement de l'expédition fut donné à David, comme amiral, ses frères servant sous ses ordres. Son maître d'équipage était un certain Jacques Michel, « furieux calviniste, » qui avait été au service de Guillaume de Caen, et qui fut des premiers à conseiller l'expédition. Beaucoup d'autres huguenots s'y joignirent également, tous désireux de conquérir la Nouvelle-France. L'Acadie leur fut une proie facile, et, après avoir pris possession de Port-Royal et avoir capturé une flotte française qui se rendait au Canada avec des approvisionnements pour la colonie de Champlain, Kirk retourna en Angleterre. L'année suivante, il reprit la route du Saint-Laurent, ancrant le gros de sa flotte au port de Tadoussac, et envoya son frère Louis sur le fleuve avec trois navi-

res, pour se rendre maître de Québec. Le petit fort, qui n'avait pour garnison qu'une poignée de soldats sous le commandement de Champlain, et qui était dépourvu de toutes munitions, n'était pas en mesure de supporter un assaut. Le 20 juillet 1629, Québec se rendit.

L'officier huguenot qui commandait les forces anglaises prit aussitôt possession de la place, et les pères jésuites, qui étaient venus tout récemment occuper le champ de mission qu'ils espéraient garantir de toute hérésie, se trouvèrent prisonniers aux mains des hommes mêmes auxquels ils s'étaient proposé de fermer le Canada pour toujours.

La guerre cependant était déjà terminée, et la paix ayant été signée entre la France et l'Angleterre trois mois avant la prise de Québec, le Canada dut retourner à ses premiers possesseurs. Par suite, après trois ans de négociations, pendant lesquels Louis Kirk garda son commandement, les Anglais abandonnèrent Québec à la France. Le gouverneur huguenot avait gagné le respect et la confiance des habitants par son caractère doux et ses manières courtoises. C'était, dit Champlain, un vrai Français, bien qu'il fût fils d'un Ecossais qui s'était marié à Dieppe, et il fit tout ce qu'il put pour persuader aux familles françaises, dont il préférait la société à celle des Anglais, de demeurer à Québec. Il permettait aux Pères jésuites de dire la messe, et les avait même une fois accueillis à sa table, au grand déplaisir de son maître d'équipage le capitaine Michel, qui pouvait, avec peine, se retenir d'en venir aux coups avec les membres de l'ordre détesté. La mort de cet hérétique obstiné, quelques jours après, fut considérée comme un jugement de Dieu (1).

(1) « Deux ou trois jours apres, ledit Jacques Michel estant

Par une singulière rencontre, le représentant que la France choisit alors pour reprendre possession de sa province américaine était aussi un huguenot, Emery de Caen (1), fils de Guillaume, sieur de la Mothe. Emery avait été associé avec son père dans la compagnie qui exploitait le monopole des pelleteries du Canada ; et, pour l'indemniser des pertes qu'il avait subies pendant la dernière guerre, on lui avait octroyé la conservation de ce monopole pendant une année. A l'expiration de ce délai, la Compagnie de la Nouvelle-France entra en pleine possession de ses droits.

Ce fut le 23 mai 1633 que Champlain, nommé de nouveau gouverneur, reçut, des mains du protestant de Caen, les clés du fort de Québec. Deux missionnaires jésuites, arrivés avec de Caen, étaient déjà en possession de leur couvent, qui avait été construit peu de temps avant la prise de la place par Kirk.

A partir de ce moment, le Canada fut formellement fermé aux colons protestants. Les marchands huguenots continuèrent à être tolérés, mais furent rigoureusement surveillés dans toutes leurs relations avec les habitants, et le privilège d'une résidence permanente ne fut accordé qu'aux Français professant la religion catholique.

Cette intolérance religieuse prononça la sentence du système colonial français en Amérique. L'exclusion des huguenots de la Nouvelle-France est une des fautes les

» saisi d'un grand assoupissement, fut 35 heures sans parler, au
 » bout duquel temps il mourut rendant l'âme, laquelle si on
 » peut juger par les œuvres et actions qu'il a faictes et qu'il fit
 » le jour auparavant, et mourant en sa religion prétendue, je ne
 » doute point qu'elle ne soit aux enfers. » *Voyage de Champlain*,
 II, 313.

(1) Henry Kirk, M. A. — *The first English conquest of Canada*. London, 1871, p. 69.

plus prodigieuses que l'on puisse trouver dans l'histoire. La politique de répression, poursuivie par le gouvernement français pendant le demi-siècle qui précède la révocation, tendait de plus en plus à éveiller et à fortifier, chez les protestants, le désir d'émigrer à l'étranger. Industrieux et économes, et tenant par-dessus tout à jouir de la liberté de conscience que leur patrie leur refusait, ils auraient été heureux de fonder un Etat français dans le nouveau monde. C'était la seule classe convenable à la colonisation qui fût disposée à émigrer, et ce ne fut, dans la suite, qu'à grand'peine et à grands frais que l'on put envoyer des recrues à la faible colonie, pendant que des centaines de mille huguenots expatriés portaient dans les pays protestants d'Europe et dans les colonies anglaises d'Amérique le capital, l'adresse, l'intelligence, la valeur morale qui auraient pu enrichir les possessions françaises et assurer à la race gauloise un vaste domaine sur le continent américain (1).

(1) L'auteur éclairé de l'*Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours*, M. F. X. Garneau (Québec, 1845, I, pp. 155-157, 493), a reconnu toute la grandeur de cette faute. « Le dix-septième siècle fut pour la France l'époque la plus favorable pour coloniser, à cause des luttes religieuses du royaume, » et du sort des vaincus, assez triste pour leur faire désirer » d'abandonner une patrie qui ne leur présentait plus que l'image » d'une persécution finissant souvent par l'échafaud ou le bûcher. » Si Louis XIII et son successeur eussent ouvert l'Amérique à » cette nombreuse classe d'hommes, le nouveau monde comp- » terait aujourd'hui un empire de plus, un empire français !.... » Richelieu fit donc une grande faute, lorsqu'il consentit à ce » que les protestants fussent exclus de la Nouvelle-France. S'il » fallait expulser une des deux religions, il aurait mieux valu, » dans l'intérêt de la colonie, faire tomber cette exclusion sur les » catholiques qui émigraient peu. Richelieu portait un coup fatal » au Canada en en fermant l'entrée aux huguenots, d'une manière » formelle, par l'acte d'établissement de la Compagnie des Cent » Associés... Le système colonial français eût eu un résultat bien » différent, si on eût levé les entraves qu'on mettait pour éloigner » ces sectaires du pays, et si on leur en eût laissé les portes ouver-

Il paraît probable que, malgré les lois de prohibition et la vigilance ecclésiastique, des colons huguenots réussirent, de temps à autre, à s'établir au Canada. C'est du moins ce que l'on peut supposer d'après les succès dont se vantaient les jésuites dans la conversion des hérétiques découverts sur le territoire de la colonie (1). On en

» tes... Et pourtant c'était dans le temps même que les huguenots
 » sollicitaient comme une faveur la permission d'aller s'établir
 » dans le nouveau monde, où ils promettaient de vivre en paix
 » à l'ombre du drapeau de leur patrie, qu'ils ne pouvaient cesser
 » d'aimer; c'était dans le temps, dis-je, qu'on leur refusait une
 » prière dont la réalisation eût sauvé le Canada, et assuré pour
 » toujours ce beau pays à la France. Mais Colbert avait perdu
 » son influence à la cour, et était mourant. Tant que ce grand
 » homme avait été au timon des affaires, il avait protégé les cal-
 » vinistes, qui ne troublaient plus la France, mais l'enrichissaient. »

(1) Tanguay (*Dict. généalogique des familles canadiennes, depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*), mentionne les exemples d'abjuration suivants, avant l'année 1700 :

» David Beaubattu, baptisé en 1668, fils de Jean Beaubattu et de Marie Champagne, de Lairac [Layrac], près d'Agen. Soldat dans la compagnie de M. de Muy, abjura le calvinisme, le 6 janvier 1686, à la Pointe-aux-Trembles, Québec.

» François Bibaud, baptisé en 1642, fils de François Bibaud, de la Rochelle (comp. *La France protestante*), vivait à Québec en 1671.

» Charles-Gabriel Chalifour, né en 1636 à La Rochelle, après avoir passé quelques années à la Nouvelle-Angleterre, vint à Montréal, où il abjura le Calvinisme, et fut baptisé le 26 décembre 1699.

» Pierre Champout, fils d'André Champout et de Marie Lavau, de Saint-Germain-d'Hemet, en Périgord, diocèse de Périgueux, abjura le 16 août 1672 à Three-Rivers.

» Matthieu Doucet, meunier, baptisé en 1637, arriva de France en 1656; abjura l'hérésie; fut enterré le 25 mars 1657 à Three-Rivers.

» Daniel Fore, fils d'Isaac Fore et d'Anne Tibault, de Saint-Jean-d'Angely, diocèse de la Rochelle. Soldat sous le nom de guerre de Laprairie, abjura en avril 1685.

» François Freté, appelé Lamothe, baptisé en 1668, de Lamothe-Saint-Eloi, diocèse de Poitiers, abjura le calvinisme le 29 juin 1699, à Montréal.

» Isaac Le Comte, tailleur, de Linctot [Lintot], diocèse de Rouen; calviniste converti au Canada, enterré le 9 mars 1635, à Three-Rivers.

» Daniel Pépie, appelé La Fleur, soldat de la compagnie de

trouva seize dans un régiment de troupes régulières envoyé par le gouvernement, en 1665, et l'intendant se hâta d'informer le roi de leur prompte conversion. Vers le même temps, on découvrit un certain nombre de religionnaires dans une troupe d'émigrants débarqués à Québec. Nous lisons, dans les « Relations » jésuites, un récit édifiant du changement miraculeux effectué dans l'un de ces hommes par la pieuse habileté d'une religieuse de l'hôpital. « Je ne puis pas aussi, » écrit Lemer cier au révérend père Bordier (1), « omettre un » coup de la grâce, bien merveilleux, en la personne » d'un autre heretique des plus opiniastres que nous » ayons veus ici. On le sollicita à plusieurs reprises & » avec toutes les instances possibles, pour lui toucher » le cœur & pour lui faire voir son mal-heureux estat ; » mais toujours en vain. Et non seulement il ne vouloit » pas escouter les saintes & charitables instances qu'on » luy faisoit, les rebutant avec indignation, mais mesme » il s'engageoit, par de nouvelles protestations, à mourir plutôt que de quitter la Religion dans laquelle » estoient tous ses parens. Cependant estant tombé » tres grièvement malade, & ayant esté porté à l'Hospital comme les autres, ces bonnes Religieuses, qui » n'ont pas moins de zele pour le salut de l'ame de

M. Cahouac, fils de Jacques Pépie et d'Isabelle Fore, du diocèse de Xaintes, abjura le 4 mars 1685, à Montréal.

» Jacques Poissant, appelé Laselline, soldat de la compagnie de M. de Noyan, fils de Jacques Poissant et d'Isabelle Magos, de Bourg-Marennés, diocèse de Xaintes, abjura en avril 1685, à la Pointe-aux-Trembles, Montréal. »

(1) *Relation de ce qui s'est passé en la Nouvelle-France es années 1664 et 1665* ; envoyée au R. P. Provincial de la province de France. A Paris, chez Sébastien Cramoisy. M.DC.LXXVI. Avec privilège du roy. Chapitre dernier, pp. 124, 126. Au Rev. père Jacques Bordier. Datée Kebec, le 3 novembre 1665.

» leurs malades que d'affection pour la santé de leurs
 » corps, faisoient, de leur costé, tout leur possible pour
 » le gagner. Une d'entre-elles ayant souvent expéri-
 » menté la vertu des Reliques de feu Pere de Brebeuf,
 » brûlé autrefois tres-cruellement par les Iroquois,
 » dans le païs des Hurons, lorsqu'il travailloit à
 » la conversion de ces Barbares, s'advisa de mesler
 » à son insceu un peu de ces Reliques pulvérisées
 » dans un breuvage qu'elle luy fit prendre. Chose
 » admirable ! cet homme devient un agneau, il de-
 » mande à se faire instruire et il reçoit dans son
 » esprit et dans son cœur les impressions de nos-
 » tre Foy & fait publiquement abjuration de l'he-
 » resie, avec tant de ferveur, que luy-mesme en est
 » estonné ; & pour comble des graces de Dieu sur
 » luy, il reçoit la santé du corps, avec celle de
 » l'ame. »

Les relations commerciales de la colonie avec La
 Rochelle rendaient encore plus difficile d'interdire à
 l'hérésie l'entrée du Canada. Cet ancien boulevard des
 protestants avait perdu son importance au point de vue
 militaire, mais l'avait gardée tout entière au point de
 vue maritime, et la plus grande partie de son com-
 merce et de ses capitaux était encore aux mains des
 huguenots. Québec dépendait d'eux pour ses princi-
 pales importations, et il fallait nécessairement subir la
 visite des négociants qui s'occupaient de pelleteries. On
 leur interdit cependant d'exercer leur religion pendant
 qu'ils se trouvaient dans la colonie, et leur séjour y fut
 strictement limité. Les émigrants de La Rochelle étaient
 honorés d'une défiance toute spéciale ; on les avait ad-
 mis pendant quelque temps ; mais, en 1664, l'impé-
 rieux évêque de Québec, Laval, déclara qu'il ne vou-

lait plus avoir un seul colon de ce foyer d'hérésie (1).

Les agents ou facteurs qui représentaient au Canada les maisons huguenotes de France n'étaient pas vus d'un meilleur œil par le clergé que les colons protestants, comme le prouve le *Mémoire de l'évêque de Québec sur les protestants*, 1670 (*Massachusetts Archives. French Collections*, vol. II, p. 233). « L'évêque de Québec représente que les commerçants de France en-
» voyent des commis protestans, que depuis longtems
» le clergé en a fait connoître les inconvéniens, et par
» rapport à la religion et par rapport à l'Etat. A l'égard
» de la religion, l'évêque de Québec assure qu'ils tiennent plusieurs discours séduisans, qu'ils pretent des
» livres et que quelquefois même ils se sont assemblés
» entr'eux; qu'enfin il a connoissance que plusieurs
» personnes en parlent honorablement, et ne peuvent
» se persuader qu'ils soient dans l'erreur. En exami-
» nant la chose du costé de l'état, il paroît qu'elle n'est
» pas moins importante. Tout le monde sçait que les
» protestans en général ne sont pas si attachés à Sa
» Majesté que les catholiques. Québec n'est pas bien
» loin de Boston et autres villes angloises : multiplier
» les protestans dans le Canada, ce seroit donner oc-
» casion pour la suite à des révolutions. Ceux qui y
» sont n'ont pas paru prendre une part particulière au
» succès des armes de Sa Majesté : on les a vûs re-
» pandre avec un certain empressement tous les petits
» contretens arrivés. Une défense aux commerçans
» françois d'envoyer des commis protestans suffiroit
» pour remédier à l'abus. »

Le fait que les huguenots persécutés en France se

(1) Francis Parkman : *The old Regime in Canada*, p. 216.

réfugiaient en grand nombre dans les colonies anglaises voisines n'était pas sans inquiéter le gouvernement canadien et le clergé vers cette fin du dix-septième siècle. On craignait naturellement que ces « renégats, » comme on les appelait en signe de mépris, ne devinssent, en cas d'invasion de la province, les premiers assaillants de ce pouvoir qui les avait opprimés en France. Les réfugiés de ces colonies étaient quelquefois rejoints par des compatriotes protestants de Montréal ou de Québec. Les lois les plus sévères avaient été édictées pour punir les Canadiens qui essaieraient de quitter la colonie pour aller s'établir à Orange ou Manatte, noms que les Français donnaient encore à Albany et à New-York. Mais en dépit des édits royaux et de la surveillance militaire, des familles entières parvenaient, de temps à autre, à passer dans les colonies anglaises. Le gouverneur du Canada écrivait à la métropole en 1683 : « Il y a à présent plus de soixante de ces misérables » déserteurs français à Orange, Manatte, et autres » villes hollandoises, sous la domination angloise (1). »

Quelques années plus tard, un agent du Massachusetts, envoyé à Québec pour effectuer un échange de prisonniers avec le gouvernement canadien, y trouva « plusieurs officiers et soldats françois protestants dési- » reux de placer leur liberté de conscience et de culte » sous la sauvegarde de la nation angloise. » La seule chose qui empêcha ces hommes de se réfugier à New-York, qui était la ville la plus proche et dont ils connaissaient le mieux la route, fut la crainte de la cruauté des Maquas, qui avaient déjà massacré plusieurs fu-

(1) *Documents relative to the colonial History of the State of New-York*, vol. IX, p. 203.

gitifs (1). Maîtres en intrigues, les jésuites du Canada avaient des agents chez les huguenots réfugiés des colonies anglaises, et l'un d'eux, semble-t-il, était Jean-Baptiste de Poitiers, sieur du Buisson, un des résidents français les plus en vue de Harlem (New-York), de 1676 à 1681. L'historien de Harlem le mentionne comme « une personne de caractère influent parmi les réfugiés, » prenant beaucoup d'intérêt à leurs affaires et leur rendant beaucoup de bons offices (2). Il est à craindre que le sieur du Buisson ne fut un espion canadien accompli (3). C'est probablement lui qu'avait en vue lord Bellomont lorsqu'il rapportait au ministère du commerce anglais, en 1698 : « Quelques Français qui » passaient pour protestants, dans cette province, pen- » dant la guerre, se sont depuis trouvés être papistes. » Il est permis de soupçonner que leur principale » préoccupation était de donner des indications au Ca- » nada sur ces réfugiés. »

Dans l'intervalle, le zèle du clergé canadien pour

(1) Rapport de Matthew Carey sur la déposition de plusieurs officiers et soldats français protestants à Québec, le 28 octobre 1695. *Massachusetts archives*, A. 38. Ce rapport fut communiqué par le lieutenant gouverneur Stoughton, le 25 novembre 1695, au gouverneur de New-York Fletcher, manuscrits anglais dans l'« *Office of the secretary of State*. » Albany N.-Y. vol. 40, p. 100 et 101. Le gouverneur Fletcher, en accusant réception de la communication le 3 décembre, écrit : « C'est la première fois » que j'entends dire qu'il y ait des protestants français dans le » Canada. » *Mass. archives*, 2. 409. Sur la marge de la lettre de Carey est écrit : « Mr Delarogtterie, cap. d'un détachement de marins; » probablement le nom d'un des officiers dont il parlait. (Nicolas Lecompte de la Ragotterie, capitaine, était à Québec en 1695.) Tanguay, *Dictionnaire gén. des familles canadiennes*, p. 362.

(2) *Harlem, Its origin and early Annals by James Riker*, p. 416.

(3) Jean Baptiste du Poitiers, sieur du Buisson, était fils de Pierre du Poitiers et d'Hélène de Belleau, de Saint-Martin-d'Annecour, diocèse d'Amiens.

l'exclusion et la suppression de l'hérésie venait d'être stimulé par la révocation de l'édit de Nantes, que Louis XIV annonça au gouverneur en ces termes :

« Quoyque Sa Majesté soit persuadée qu'il est à pré-
 » sent informé de l'heureux succès que son zèle pour
 » la conversion de ses sujets de la R. P. R. a eu, elle
 » est bien ayse de luy faire sçavoir qu'ayant reçu des
 » advis de toutes les provinces de son royaume, dans
 » les mois d'aoust et de septembre dernier, du grand
 » nombre de conversions qui s'y faisoit, des villes toutes
 » entières, dont presque tous les marchands faisoient
 » profession de lad. Religion, l'ayant abjurée, cela
 » obligea S. M. à faire publier un Edict au mois d'oc-
 » tobre dernier pour révoquer celui de Nantes. Depuis
 » ce tems, Dieu bénissant les pieux desseins de S. M.,
 » tous ses sujets qui restoient encore dans l'hérésie en
 » ont fait abjuration, de sorte que S. M. a à présent la
 » satisfaction, non seulement de ne voir plus aucun
 » exercice de cette religion dans ses Etats, mais
 » mesme de voir tous ses sujets faire profession de la
 » religion catholique. Elle est persuadée que cet exem-
 » ple déterminera les hérétiques qui peuvent estre en
 » Canada à faire la même chose, et elle espère que
 » led. S^r Denonville y travaillera avec succès; cepen-
 » dant, si dans ce nombre il s'en rencontroit quelques-
 » uns d'opiniâtres qui refusassent de s'instruire, il peut
 » se servir des soldats pour mettre garnison chez eux,
 » ou les faire mettre en prison, enjoignant à cette ri-
 » gueur le soin nécessaire pour les instruire, en quoy
 » il doit agir de concert avec l'Evesque (Mémoire du
 » Roy à M. de Denonville. Versailles, le 31 may 1686). »

(*Massachusetts Archives. French Collections*, III, 183).

Le gouverneur ne trouva pas l'occasion d'user des

sévérités qu'on l'autorisait à employer, et répondit bientôt au roi qu'il n'y avait pas un seul hérétique au Canada (1). Une des suites de la révocation fut l'exclusion des marchands huguenots, qu'on avait si longtemps tolérés dans la province, à cause de ses intérêts commerciaux. Désormais, le négociant protestant ne put demeurer à Québec sans changer de religion. Le principal négociant français au Canada, à cette époque, était un Bernon, qui avait rendu de grands services à la colonie. « Il est bien regrettable, » écrivait Denonville, « qu'il ne puisse être converti. Comme c'est un » huguenot, l'évêque m'ordonne de le renvoyer cet » automne, ce que j'ai fait, quoiqu'il fasse de grandes » affaires et qu'il ait encore ici bien des fonds à recou- » vrer (2). »

Il était difficile de fermer aux huguenots, aussi bien que les rives du Saint-Laurent, cette grande baie de Fundy, qui avait été explorée, pour la première fois, par le huguenot de Monts ; car, tandis que le Canada était resté pendant un siècle et demi, presque sans interruption, sous l'autorité de la France et des jésuites, l'Acadie, plus accessible au commerce et plus exposée aux fortunes de la guerre, passait successive-

(1) *Documents relative to the colonial History of the State of New-York*, IX, p. 312.

(2) Francis Parkman : *The old Regime in Canada*, p. 291-292. Il s'agissait sans doute de Gabriel Bernon, de La Rochelle, qui s'établit plus tard à Boston. Son frère Samuel, catholique zélé comme nous le verrons dans un autre chapitre, continua à trafiquer avec le Canada. « Le sieur Samuel Bernon, de la Rochelle, est celui qui fait le plus grand commerce de ce pays-là » (La Hontan, *Nouveaux voyages*, etc., p. 56). Les comptes de Gabriel, arrêtés en 1686, avant sa fuite de France, mentionnent une somme qui lui restait due « en Canada, » et, après son arrivée à Boston, il conserva des relations avec plusieurs fonctionnaires français distingués du Canada.

ment des mains françaises aux mains rivales de l'Angleterre, et réciproquement. Cinq fois pendant le siècle qui suivit le second établissement de Poutrincourt à Port-Royal, la Péninsule fut conquise par les Anglais (1), pour revenir chaque fois, après une courte occupation, à ses premiers possesseurs, jusqu'à ce qu'enfin, en 1713, le traité d'Utrecht assura à la couronne d'Angleterre « toute la Nouvelle-Ecosse ou Acadie. » Dans ces conditions, il était difficile d'exclure l'hérésie du pays, même pendant les périodes de la possession française. La sévère surveillance exercée à Québec sur les négociants de La Rochelle et de Dieppe devenait impossible à Port-Royal et à La Hève. Le Maine et le Massachusetts étaient trop proches voisins de l'Acadie, et, par un bon vent, une traversée de vingt-quatre heures amenait un caboteur acadien à la baie de Casco ou à Boston (2). Avec le libre échange, que ni la police ecclésiastique ni la police civile ne pouvaient empêcher, des sentiments de tolérance et de support se répandaient, et les bons rapports se consolidaient. L'Eglise de Rome elle-même se relâchait de sa sévérité

(1) L'Acadie fut faiblement gardée par les Français, après la destruction de Port-Royal par Argall, en 1613, et cette place fut reconstruite et occupée jusqu'en l'an 1627, époque à laquelle sir David Kirk en prit possession. Par le traité de Saint-Germain-en-Laye (29 mars 1632), l'Acadie fut restituée à la France. En 1654, Port Royal fut conquis par une flotte anglaise. Des négociations pour le retour de la province à la France s'ouvrirent dès l'année suivante, mais ce ne fut qu'en 1667 que l'Angleterre, par le traité de Bréda, abandonna sa conquête. En 1690, une expédition de la Nouvelle-Angleterre, sous le commandement de sir William Phips, se saisit de nouveau de Port-Royal, que les Français recouvrèrent dans le cours de la même année. Une nouvelle troupe de la Nouvelle-Angleterre, sous le général Nicholson, conquiert l'Acadie en 1710, et trois ans plus tard, le traité d'Utrecht, 11 avril 1713 assura définitivement cette province à la Grande-Bretagne.

(2) La distance d'Annapolis à Boston est de 250 milles.

et modérait son ton impérieux sous ces influences pacifiques. Loin de l'œil de l'évêque de Québec et de l'espionnage des jésuites, le curé acadien tolérait la présence du colon huguenot, et condescendait quelquefois à trafiquer lui-même avec les puritains de la Nouvelle-Angleterre.

Pendant les années qui suivirent la destruction de Port-Royal par le capitaine Argall, en 1613, l'Acadie attira peu l'attention publique. La prétention que les Anglais avaient violemment affirmée par cet acte de piraterie ne fut pas poursuivie, et les Français restèrent en possession de Port-Royal, continuant leurs pêcheries et leur commerce de pelleteries. Poutrincourt resta dans la province, attendant des temps meilleurs pour sa malheureuse colonie. On rapporte que, vers ce temps, un protestant français, pêchant dans ces eaux, fut poussé par le mauvais temps dans la baie de Massachusetts et jeté à la côte. Il trouva le pays habité par de nombreuses tribus de sauvages, avec lesquelles il vécut paisiblement pendant deux ans. Déplorant l'ignorance profonde de ces païens, qu'il croyait adorateurs du diable, le zélé huguenot fit tous ses efforts pour les persuader d'embrasser le christianisme, mais sans succès. A la fin, découragé, le missionnaire se fit prophète, et prédit à ses auditeurs que Dieu les détruirait à cause de leur obstination. Peu après survint une épidémie qui ravagea le pays pendant trois ans (1617-1620) et enleva presque toute la population indienne le long de la côte, sur une étendue de soixante milles (1). C'est de

(1) Récit concernant l'établissement dans la Nouvelle-Angleterre, 1630. Papiers dans le *State Paper Department of the British Public Record office*, vol. V, p. 77. (*Calendar of State Papers. Colonial*, 1574-1660, p. III).

cette épidémie que les pères pèlerins de la Nouvelle-Angleterre entendirent parler sous le nom de « plaie miraculeuse, » lorsqu'ils arrivèrent à Plymouth quelques années plus tard, et qu'ils considérèrent dévotement comme un providentiel avertissement pour « préparer l'établissement des Anglais (1). »

Le faible reste du parti de Poutrincourt resté en Acadie fut renforcé en 1633 par quarante familles amenées de France, qui s'établirent à La Hève, sur la côte, et se livrèrent à la pêche et à la culture du sol. La plupart se transportèrent peu d'années après à Port-Royal, où elles furent rejointes en 1638 par vingt autres familles. Enfin, une nouvelle troupe de colons de soixante individus environ, arriva en 1671. Tous ces colons étaient de La Rochelle ou de ses environs (2), et, comme la population de l'Aunis et des provinces voisines était alors généralement protestante, et que de plus les protestants formaient presque exclusivement la classe émigrante de la nation, il est probable que la plupart de ces colons d'avant la révocation devaient être des coreligionnaires de de Monts, le fondateur de la colonie. Du reste, une portion considérable des familles d'Acadie que l'on croit être arrivées pendant cette période portent des noms de familles protestantes de l'Aunis, de la Saintonge et du Poitou (3).

(1) Palfrey, *History of New-England*, vol. 1, p. 177, note.

(2) James Hannay, *The History of Acadia from its first Discovery to its Surrender to England by the Treaty of Paris*. Saint-John N. B. 1879, pp. 128, 141, 282, 290, 291.

(3) Tels sont : Alain, Barillot, Beaumont, Blanchard, Bobin, Bobinot, Boisseau, Briand, Cadet, Chauvet, Clémenceau, Commeau, Cormié, d'Amboise, d'Amours, Duguast, Goujon, Gourdeau, Landry, La Tour, Lourion, La Parière, Morin, Petiteau, Petitpas, Robichon, Robin, Roy, Sibilleau (Lièvre, *Histoire des*

L'une de ces familles acadiennes, dont l'origine protestante ne peut être mise en doute, était destinée à jouer un rôle éminent dans l'histoire de la colonie. Son chef était Claude de Saint-Etienne, sieur de la Tour, que l'on croit allié à la noble maison de Bouillon (1). Il arriva à Port-Royal vers 1609, avec son fils Charles, alors âgé de quatorze ans; il était veuf, avait perdu la plus grande partie de ses biens dans les guerres civiles, et venait se livrer au commerce. Quand cette colonie fut dispersée, en 1613, la Tour se transporta à la côte du Maine, et construisit un fort et un comptoir à l'embouchure de la rivière de Penobscot, que les Français revendiquaient comme se trouvant dans les confins de l'Acadie. Il y demeura pendant plusieurs années, jusqu'à ce qu'il fut définitivement dépossédé par les Anglais de Plymouth.

Dans l'intervalle, Charles de la Tour, devenu un jeune homme actif et entreprenant, s'était étroitement lié avec le jeune Biencourt, fils de Poutrincourt, le possesseur de Port-Royal. Biencourt était demeuré en Acadie après la destruction de la colonie, cherchant d'abord un asile chez les Indiens, et essayant ensuite, avec quelques compagnons, de reconstruire le comptoir dont les commencements avaient été si malheureux. Les deux amis, qui étaient à peu près du même âge, devinrent inséparables; et quand, en 1623, Biencourt vint à mourir, il désigna Charles comme son succes-

protestants du Poitou, passim. La France protestante, passim. Crottet, Histoire des Eglises réformées de Pons, Gémorac et Mortagne, en Saintonge, passim. Archives nationales Tt. Comparez Hannay, Histoire de l'Acadie, pp. 284-290. — Mass. archives, II, p. 540).

(1) Hannay, *History of Acadia*, p. 114.

seur dans le gouvernement de la colonie, lui cédant tous ses droits sur Port-Royal.

A partir de ce moment, la Tour mena une vie très accidentée, au cours de laquelle il déploya une immense énergie et une adresse singulière pour gagner la confiance et s'assurer la coopération de ses associés. Après s'être construit un fort au milieu des rochers du Cap Sable et s'être assuré l'amitié des sauvages des environs, il aspira à devenir quelque chose de plus qu'un chef de tribu; et, en 1627, il adressa une pétition à Louis XIII pour obtenir le commandement de la province d'Acadie. Claude de la Tour entreprit le voyage de France pour présenter et appuyer la requête de son fils. Sa mission réussit; mais, en revenant en Acadie, il tomba entre les mains d'un navire de guerre anglais, et fut emmené prisonnier à Londres. Peu de temps après, cependant, il fut relâché, grâce à l'influence de quelques réfugiés protestants; son rang le mit en vue à la cour de Charles I^{er}, qui lui témoigna une grande faveur. Il épousa une des filles d'honneur de la reine Henriette-Marie et retourna en Acadie le 30 avril 1630, avec le titre de baronnet et la concession d'une grande étendue de territoire. Il reçut cette libéralité de sir William Alexander, patenté de la Nouvelle-Ecosse, qui tentait à ce moment une nouvelle colonisation de ce pays. Les mêmes honneurs et les mêmes concessions devaient être faites à Charles, s'il voulait rendre hommage, comme son père, à la couronne d'Angleterre; mais il s'y refusa énergiquement. Claude arriva avec deux navires armés à Cap Sable, et engagea son fils à lui livrer le fort, lui promettant qu'il en garderait la possession sous le gouvernement anglais, et lui exposant tous les avantages qui résulteraient pour lui de cet échange de maître. Le jeune la Tour

répondit en remerciant le roi d'Angleterre pour la faveur qu'il était disposé à lui témoigner, mais déclara qu'il ne pouvait pas trahir la confiance de son seigneur, le roi de France, et demeura ferme dans sa détermination, malgré les remontrances et les menaces de son père, qui, à la fin, furieux, entreprit de prendre le fort d'assaut avec l'aide des soldats et des marins qu'il commandait. Charles, opposant la force à la force, réussit à repousser les assaillants, qui se retirèrent après un combat acharné, dans lequel nombre d'Anglais furent tués ou blessés. Obligé de renoncer à ses plans pour le bien de son fils comme pour le sien propre, La Tour se retira, profondément mortifié, à Port-Royal, où une colonie de familles écossaises avait été fondée peu de temps auparavant en vertu de la commission de Sir William Alexander. L'année suivante cependant son fils le persuada de venir s'établir auprès du fort, où une maison confortable lui fut préparée (1). Peu après, le traité de Saint-Germain-en-Laye (11 février 1631) rendit l'Acadie à la France, et Charles de La Tour fut autorisé à garder l'emploi de lieutenant général, auquel Louis XIII l'avait nommé en reconnaissance de son courage et de sa loyauté. Peu d'années après, il reçut une concession de terres sur le fleuve Saint-John, où il alla s'établir, et construisit un fort à l'entrée du port (15 janvier 1635).

Ce ne fut pas sans difficulté que La Tour garda le poste qu'il avait ambitionné et que sa fidélité lui avait mérité. Un rival et un ennemi implacable apparut bientôt dans la personne de Charles de Menou d'Aulnay,

(1) *Description géographique et historique des Costes de l'Amérique septentrionale*, par M. Denys, Paris, M.DC.L.XXII, pp. 68-71.

plus connu sous son titre de sieur de Charnisé. Charnisé avait acquis une partie de l'Acadie, comprenant les terres qui entouraient Port-Royal. Il avait une commission semblable à celle de La Tour, de lieutenant général du roi. Tous deux s'occupaient du commerce de pelleteries et des pêcheries de la province. Leurs intérêts se trouvaient partout en conflit, et Charnisé, qui était un homme ambitieux, inflexible et sans scrupule, appliqua toute son énergie à supplanter et à ruiner son adversaire. La lutte continua pendant quinze ans, Charnisé cherchant constamment, au moyen d'intrigues à la cour de France, à obtenir la révocation et l'arrestation de son rival, et ensuite les moyens de faire exécuter les ordres passés à cet effet, et La Tour s'adressant tantôt à ses coreligionnaires de la Rochelle, et tantôt à ses bons voisins de la Nouvelle-Angleterre, pour obtenir un appui dans la défense de ses droits.

Charles de La Tour avait épousé, vers l'an 1625, une dame de la même foi que lui. Son origine nous est inconnue, mais il est probable qu'elle appartenait à quelque famille protestante émigrée de bonne heure de La Rochelle ou de ses environs en Acadie. M^{me} de La Tour, qui était une femme d'un caractère héroïque, partageait les privations et les dangers de son mari, dont elle fut souvent l'agent le plus fidèle et le conseiller le plus sage. Une fois que M. de La Tour se trouvait dans un grand embarras, elle traversa l'Océan et vint à La Rochelle dans l'espoir d'obtenir le secours de ses amis huguenots. Charnisé était alors en France. Apprenant son arrivée il sollicita un ordre pour l'arrêter; mais elle réussit à gagner l'Angleterre. Là elle affréta un navire avec des provisions et des munitions de guerre pour secourir son mari et retourna en Acadie, où elle arriva après

avoir échappé à grand'peine à un des navires de Charnisé, qui revenait en France. Une autre fois, M^{me} de La Tour reçut la garde du fort à l'embouchure du fleuve Saint-John, pendant une absence de son mari. Un navire ennemi étant entré dans le port et ayant sommé la faible garnison de se rendre, la courageuse femme réussit à communiquer à ses soldats la valeur qui l'animait, et fit ouvrir le feu sur les assiégeants. Le tir des canons fut si bien dirigé, que vingt hommes du navire furent tués et treize blessés; le navire lui-même fut si désarmé qu'il eut de la peine à se retirer à l'abri. Deux mois plus tard, Charnisé renouvela son attaque, mais, cette fois, du côté de la terre. La Tour n'étant pas encore revenu, ce fut de nouveau sa femme qui reçut l'ennemi, et le tint en respect pendant trois jours. Le quatrième jour, qui était le dimanche de Pâques, la garnison était en prières quand les assiégeants furent introduits par la trahison d'une sentinelle dans l'intérieur des palissades. Ils escaladaient les murailles du fort, lorsque M^{me} de La Tour, avisée de l'assaut, s'élança à la tête de la petite troupe de défenseurs, et réussit à repousser l'ennemi en lui infligeant de grandes pertes. Charnisé proposa alors une capitulation; mais à peine fut-il en possession du fort, qu'il condamna toute la garnison à être pendue. M^{me} de La Tour fut contrainte à assister, une corde autour du cou, à l'exécution de ses braves soldats. Le barbare Charnisé lui laissa la vie; mais elle ne survécut pas longtemps à cette humiliation; moins de trois semaines après sa capture, cette noble femme était ensevelie sur les rives du fleuve Saint-John (1). Sa mé-

(1) *Description géographique et historique des Costes de l'Amérique septentrionale*, par M. Denys, p. 40.

moire resta longtemps chérie dans son pays d'adoption. L'histoire de son courage et de sa constance mérite certainement une place dans les annales huguenotes (1).

La mort de sa femme, la perte de son fort et de son territoire étaient des coups qu'une nature, même aussi forte que celle de Charles de La Tour, a de la peine à supporter. Son rival Charnisé triomphait, et, les cinq années suivantes, le seigneur d'Acadie, dépossédé, resta errant dans le Massachusetts, à Terre-Neuve et au Canada. Charnisé mourut subitement après être arrivé au faite de sa carrière ambitieuse (1650), et l'intrépide La Tour, se hâtant de revenir à Paris, obtint de la reine le renouvellement de la commission que le feu roi Louis XIII lui avait octroyée comme gouverneur et lieutenant général en Acadie. Peu après ce changement de gouverneur, l'Acadie fit retour à l'Angleterre (25 février). La Tour remit son fort aux vaisseaux d'Olivier Cromwell; mais, de nouveau, sa promptitude d'esprit et son pouvoir extraordinaire de persuasion vinrent à son aide, et la perte fut changée en avantage. Se rendant en Angleterre, il sollicita une entrevue avec Cromwell, et, invoquant la concession que le gouvernement anglais avait faite, vingt-cinq ans auparavant, à son père et à lui-même, sous la commission de Sir William Alexander, il obtint du Protecteur la cession d'un vaste territoire, comprenant toute la côte de la baie de Fundy,

(1) Les ennemis de Charles de La Tour, parmi les griefs qu'ils invoquèrent contre lui à la cour de France, ne manquèrent pas de se prévaloir du fait que sa femme était une protestante inébranlable. Il paraît avoir été lui-même plus coulant dans ses professions de foi, et s'être conformé quelquefois à l'Eglise romaine, quand il jugeait politique de le faire. Il continua cependant à demander du secours à Boston, en vertu de sa foi protestante (Palfrey, *History of New-England*, II, 144); et ses frères huguenots de La Rochelle lui témoignèrent jusqu'à la fin un vif intérêt.

et s'étendant à 100 lieues à l'intérieur. L'année suivante, il vendit ses droits sur une portion de son territoire, et se retira de la vie publique. Sa carrière, longue et agitée, se termina paisiblement en l'an 1666, où il mourut à l'âge de soixante et douze ans (9 août) (1).

Dans le courant du siècle suivant, sous la domination anglaise, l'Acadie, ou Nouvelle-Ecosse comme on la nomma désormais, vit de nouveau un huguenot remplir la première charge de la province : c'était Jean-

(1) De son second mariage, Charles de La Tour eut deux fils et trois filles. Le fils aîné, Jacques de Saint-Etienne, né en 1661, épousa Anne Melançon, et s'établit au Cap Sable, où il mourut avant 1688, laissant quatre enfants. Le second fils, Charles, né en 1664, demeurait à Port-Royal, et n'était pas marié. En 1696, nous le trouvons s'occupant, avec le jeune Gabriel Bernon, le fils du réfugié, du commerce entre Boston, Portsmouth et Port-Royal. Il fut arrêté au mois de novembre ou de décembre de cette même année, au moment où il se rendait de Portsmouth à la Nouvelle-Ecosse, qui venait alors d'entrer sous la domination anglaise, et son navire fut saisi, sous l'accusation d'avoir violé l'un des articles des lois maritimes, ainsi qu'un récent décret de la magistrature coloniale du Massachusetts, qui prohibait tout commerce entre cette colonie et la Nouvelle-Ecosse. Ce décret, inspiré par le soupçon que les Français, qui étaient alors en guerre avec l'Angleterre, recevaient des approvisionnements de Port-Royal, pesait lourdement sur les Acadiens, qui, dans une grande mesure, dépendaient pour leur subsistance de leur commerce avec la Nouvelle-Angleterre. Bernon et d'autres réfugiés français de Boston, intéressés dans le commerce avec l'Acadie, en furent tout spécialement affectés, et plusieurs d'entre eux laissèrent peu après le Massachusetts. « Vous voyés bien, » écrivait le jeune Bernon à son père, alors en Angleterre, « que de la manière qu'ils en » usent avec nous il est impossible de demeurer davantage parmi » eux, a moins de n'avoir de fortes Recommandations aupres du » Gouverneur qu'on attend. Ils font la plus grande injustice du » monde aux gens de l'Acadie, car ils les prennent sous leur Pro- » textion, et en même temps font des loix pour les faire créver » de froid et de faim. » (Papiers Bernon). — Charles de La Tour vint en France, et mourut avant 1732; et le fils unique de son frère aîné Jacques quitta également la Nouvelle-Ecosse. Les descendants de deux des trois sœurs, Anne et Marguerite de La Tour, sont nombreux dans cette province (Hannay, *History of Acadia*, pp. 206, 287, 324. *Mass. archives, French Collections*, III, p. 331).

Paul Mascarene, natif de Castres en Languedoc, dont nous donnerons la généalogie dans un autre chapitre. Réfugié en Angleterre dès son enfance, Mascarene fut naturalisé en 1706, et reçut une commission de lieutenant dans l'armée anglaise. En 1711, il fut envoyé dans la Nouvelle-Ecosse avec un corps de troupes. Il s'éleva au grade de lieutenant-colonel devint membre du conseil provincial, et, en 1740, fut nommé lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Son administration des affaires de cette province fut éminemment habile et sage. Succédant à un gouverneur complètement incompetent, il se montra en même temps si ferme et si conciliant qu'il gagna tout le respect et la confiance des Français aussi bien que des Anglais. Lorsqu'une armée française vint, en 1744, assiéger Annapolis, les Acadiens refusèrent de se joindre aux assiégeants contre les Anglais, déclarant qu'ils vivaient sous un gouvernement doux et tranquille, et qu'ils avaient toutes espèces de raisons pour lui demeurer fidèles (1). La modération de Mascarene, caractéristique de la race huguenote, embarrassa quelquefois les autorités françaises de Québec et de Versailles. Les Indiens alliés des Anglais ayant incendié l'église de Port-Royal ou Annapolis, il la fit reconstruire. Il encouragea les villageois acadiens dans leurs efforts pour obtenir des missionnaires, et protégea les prêtres toutes les fois qu'ils se montrèrent pacifiques et loyaux envers le gouvernement anglais. Le gouverneur du Canada écrivait qu'il ne pouvait pas deviner les motifs de cette politique, « à moins que M. Mascarene ne calcule que des mesures de douceur seront plus propres que toute autre à détacher les affections

(1) Hannay, *op. cit.*, p. 336.

des Acadiens de la France (1). » Différente de la carrière de l'aventureux La Tour à tant de points de vue, celle de Jean-Paul Mascarene lui ressembla sous deux rapports. Il eut toujours des relations intimes avec la Nouvelle-Angleterre ; le Massachusetts partageait son affection avec la Nouvelle-Ecosse, et il avait des amis fidèles parmi ses principaux citoyens. Comme de La Tour aussi, il passa ses dernières années dans une retraite honorable, et mourut à Boston le 15 janvier 1760, âgé de soixante et quinze ans.

Mais il nous faut maintenant retourner au dix-septième siècle. Pendant un certain nombre d'années, avant et après la révocation de l'édit de Nantes, l'Acadie était demeurée possession française, et Louis XIV, malgré le peu de sécurité de cette possession, ne négligea pas de prendre des mesures pour extirper l'hérésie des colonies aussi bien que du continent français. Le clergé se chargeait du reste occasionnellement de lui rappeler ce devoir ; l'évêque de Québec et son grand vicaire, toujours acharnés contre l'hérésie, représentent au roi le danger que présente son extension dans les parties éloignées de leur vaste diocèse, et le pressent de l'écraser immédiatement. Ils apprennent avec inquiétude qu'un parti de huguenots se préparent à établir une station de pêche en Acadie, et à amener avec eux un ministre (2). Le gouverneur du Canada appuie leurs re-

(1) (28 octobre 1745). *Documents relative to the Colonial History of the State of New-York*, vol. X, p. 17.

(2) Résumé d'une lettre de M. Douyt, grand vicaire de l'évêque de Québec (1681) : « a appris qu'on se prepare a faire un etablissement en l'Acadie pour une pesche sedentaire, que M. le S. Berger et ceux qui passent avec luy sont tous huguenots, et menent un ministre. » *Massachusetts archives, French Collections*, III, 23. « M. l'evesque de Quebec, 19 novembre 1682. Il est important de ne point donner d'atteint à l'edit qui deffand aux

présentations, mais écrit avec plus de modération et de prudence, comme s'il comprenait les difficultés de la situation.

« Il est important, monseigneur, de ne pas permettre
 » que des huguenots françois viennent former un éta-
 » blissement si proche des Anglois de la Nouvelle-
 » Angleterre, qui sont aussi de la religion qu'on appelle
 » réformée, et en un pays où il ne vient point de navi-
 » res de France pour y faire le commerce, et qui ne
 » subsiste que par celui qu'il fait avec les Bostonnois.
 » Il est mesme dangereux d'y establir aucuns droits
 » nouveaux, parce que le Roy n'ayant ny force ny gou-
 » verneur en son nom audit pays, l'on courreroit risque
 » de le perdre en un jour (1). »

L'entreprise qui causait tant d'anxiété aux autorités canadiennes, tant cléricales que civiles, était dirigée par un certain Bergier (2), négociant intelligent et énergique de La Rochelle. C'était un « huguenot des plus obstinés » qui s'était associé avec trois Parisiens protestants, les sieurs Gautier, Boucher et de Mantes, pour entreprendre la pêche sur les côtes d'Acadie. Cette importante industrie était tombée en partie aux mains des pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre, auxquels le commandant de l'Acadie, de La Vallière, permettait de pêcher librement dans les eaux de la province, moyennant le paiement d'un certain droit. Bergier, qui avait visité l'Acadie,

huguenots de s'établir en Canada, et surtout de ne les point souffrir dans l'Acadie. » *Id.* III, 45.

(1) (Rapport de M. de la Barre au ministre. Québec, 4 novembre 1683. *Mass. archives. French Collections*, III, 93).

(2) La famille Bergier était représentée dans la municipalité de La Rochelle, au seizième et au dix-septième siècle. Le négociant acadien devait être l'un des nombreux fils d'Isaac Bergier, qui était « capitaine de la ville » en 1651. (*La France protestante*, deuxième édition.)

réussit à obtenir du gouvernement de Louis XIV le droit d'établir une pêcherie permanente ou côtière, et d'élever un fort pour la protéger. Le grand Colbert était encore au pouvoir, et quoique ce pouvoir commençât à décliner (1), ce fut évidemment grâce à son intervention que Bergier et ses associés purent mettre leur plan à exécution, en dépit des remontrances de Québec (2). En 1684, le roi nomma Bergier lieutenant de la côte et du pays d'Acadie pour trois ans (3).

A l'est de la Nouvelle-Ecosse et de l'île voisine de Cap Breton, les Français avaient fondé, quelques années auparavant, une colonie dans la baie de Placentia, sur la côte sud de Terre-Neuve. Le sieur Parat, gouverneur de Placentia, rapporte à Louis XIV, en 1686, que, par suite des mesures qu'il a prises, il ne reste plus qu'une seule famille huguenote dans cette colonie. Plusieurs ont renoncé à leur hérésie, comme le montrent les certificats d'abjuration inclus. Le chirurgien du port étant un huguenot, il l'a embarqué sur un navire en partance pour Marseille (4). On est tenté de découvrir

(1) Il mourut le 6 septembre 1683.

(2) Mémoire sur l'Acadie, *Mass. archives, French Collections*, III, 49. Il semble que Bergier alla en Acadie en 1682, d'après les ordres de Colbert pour fonder l'établissement, et qu'il revint au mois de décembre de la même année pour faire son rapport au ministre. Une seconde visite fut faite au printemps de 1683 d'après l'ordre de Colbert, qui mourut avant le retour de Bergier.

(3) Provision de Lieutenant de Roy pour le sieur Bergier. *Mass. archives, French Collections*, III, 113.

(4) Mémoire du sieur Parat : Plaisance, 1686. *Mass. archives, French Collections*, III, 321. Dans un autre cas d'expulsion, qui eut lieu l'année suivante, M. Parat s'attira la désapprobation de ses supérieurs. Il apparaît de la lettre que lui adressa le ministre le 9 novembre 1687 que la personne expulsée se nommait Basset, qu'il avait habité Boston pendant quatorze ans, et que Parat lui devait une somme considérable. Une enquête établit que le gouverneur avait été probablement poussé par le désir d'éviter le paiement de sa dette et de prendre possession des biens de son

une nuance d'ironie dans la communication du gouverneur, quand il demande s'il doit arrêter les Français de la religion prétendue réformée à bord des navires anglais, et, dans ce cas, si cette obligation s'étend jusqu'à ceux qui auraient été naturalisés anglais. Si telle est l'intention de Sa Majesté, ajoute-t-il prudemment, il devra avoir des renforts de troupes pour être à même de l'exécuter. La réponse du roi montre la même réserve. Le gouverneur devra faire arrêter et envoyer en France les marins dont il s'agit, mais il devra prendre garde de ne rien entreprendre à cet égard sans être sûr du succès (1).

Le roi et son lieutenant savaient bien tous deux que la France ne tenait le petit établissement de Placentia que par un droit assez contestable. Six ans plus tard la place fut détruite par les Anglais. Mais dans l'intervalle, le gouverneur exerça sur les quelques huguenots sans défense de sa colonie toutes les rigueurs de l'édit de révocation, sans craindre d'être réprimandé par le souverain. Nous pouvons voir, d'après une lettre du ministre Louvois au sieur Parat en 1689, avec quelle exactitude il exécuta la volonté royale. « A Versailles, » le 7 juin 1689. Le Roy a approuvé la conduite que » vous avez tenue pour la fille du sieur Pasteur (2), en

créditeur. Il fut sévèrement blâmé par le ministre, et contraint à une restitution immédiate (*Mass. archives, French Coll.*, III, 279). La personne soumise à ce traitement devait être David Basset, marin, dont la demande de naturalisation avait été reçue l'année précédente par le gouverneur Andros. La lettre de naturalisation établit qu'il « a résidé et habité avec sa famille dans cette ville de Boston les quatorze dernières années. » — *Mass. archives*, CXXVI, 373.

(1) *Documents relatives to the Colonial History of the State of New-York*, IX, 318.

(2) M. « Pastour » écrit de Placentia le 1^{er} janvier 1691 au ministre français de la marine, l'informant que l'île de Saint-Pierre

» l'envoyant aux religieuses de Québec, et Sa Majesté
» vous laisse la liberté d'obliger les nouveaux convertis
» dont la conduite n'est pas assez exacte à y envoyer
» leurs filles, pour leur apprendre les devoirs de la re-
» ligion et y être gardées jusqu'à ce qu'on trouve à les
» marier à des bons catholiques. Vous observerez ce-
» pendant d'y apporter quelque ménagement en sorte
» que ce soin n'effarouche point les nouveaux convertis
» et ne les oblige point à prendre le party de passer
» aux Anglois » (*Mass. archives, French Collections*, III,
357).

en Acadie a été pillée par un parti d'Anglais (*Documents*, etc., IX, 922).

CHAPITRE II.

NOUVEAUX PAYS-BAS (1623-1664).

Le massacre de Vassy (1^{er} mars 1562) avait été en France le signal de troubles et de carnages pendant huit années, jusqu'à la paix de Saint-Germain, qui mit fin à la troisième guerre civile (8 août 1570). Ce traité assurait à ce malheureux pays, avec la cessation des hostilités entre les deux cultes, une certaine mesure de liberté religieuse pour les réformés. « Pour la première fois, » écrit Henry-M. Baird (1), « les relations des huguenots de France avec l'Etat furent réglées par un édit perpétuel et irrévocable. » Peu de mois s'étaient écoulés cependant lorsque le manque de sincérité et d'efficacité de l'édit de pacification devint visible ; et, deux ans plus tard, le massacre de la Saint-Barthélemy (24 août 1572) ne justifiait que trop les alarmes et la juste défiance des protestants. La religion réformée sembla noyée dans un déluge de sang ; la France entière fut frappée du même coup ; et, parmi les milliers de victimes de ce massacre vraiment infernal, la France pleura ses plus nobles et ses plus purs enfants.

(1) *History of the rise of the Huguenots of France*, vol. II, p. 366.

Immédiatement après ce massacre, un grand nombre d'habitants de Bretagne, de Normandie et de Picardie se réfugièrent dans les îles de Jersey et de Guernesey et jusque dans la Grande-Bretagne ; un plus grand nombre encore, originaires des contrées wallonnes et de la frontière nord-est de la France, se réfugièrent en Angleterre et en Hollande. Les Wallons habitaient la contrée qui forme aujourd'hui le département français du Nord et les provinces du sud de la Belgique. Française d'origine, c'est la langue française que parlait cette population. De zélés missionnaires avaient prêché aux Wallons les doctrines de la Réformation vers le milieu du seizième siècle ; et, quoique la majorité de la population demeurât attachée à la religion romaine, des multitudes embrassèrent la foi nouvelle. Malgré les terribles moyens employés par le gouvernement espagnol pour arrêter le mouvement religieux, les assemblées secrètes des protestants se multiplièrent. Dans chacune des principales villes de la région, Lille, Arras, Douai, Valenciennes, Tournay, Mons, Oudenarde, Gand, Anvers, Malines, les églises évangéliques s'organisèrent. Le premier synode des églises wallonnes d'Artois, Flandre, Brabant et Hainaut se réunit en 1563.

L'introduction de l'Inquisition espagnole dans les Pays-Bas (1561) obligea des milliers de familles wallonnes à s'expatrier. Un grand nombre d'entre elles portèrent en Angleterre leur industrie, leurs arts, et le commerce qui faisait la prospérité de leur pays natal. Les manufactures de laine, de toile, les fabriques de soieries, introduites par les artisans protestants sortis des provinces belges et flamandes, émigrèrent à Londres avec les réfugiés, qui développèrent en Angle-

terre leurs établissements. En butte à l'injustice et à la jalousie que leur adresse et leur prospérité excitaient chez leurs rivaux, les réfugiés trouvèrent pourtant en Angleterre un accueil sympathique et sauvegardèrent les intérêts de leur commerce, en même temps qu'ils fondaient des sanctuaires pour leur foi religieuse. Les églises wallonnes de Londres, Cantorbéry, Norwich, Southampton, et des principales villes du Royaume-Uni, datent d'un siècle avant la révocation de l'édit de Nantes. Les wallons de Cantorbéry eurent, dès 1561, l'usage de la crypte souterraine de la cathédrale pour leur culte.

Peu de temps après, une émigration plus considérable conduisit les protestants en Hollande. Les provinces wallonnes de l'Artois et du Hainaut, avec une partie de la Flandre française, refusèrent de s'unir à la Hollande et à la Zélande pour former la république des Provinces-Unies et préférèrent se joindre de nouveau à l'Espagne (1579). Les protestants restés dans ces provinces se réfugièrent en masse en Hollande. Ils y furent bien accueillis par le gouvernement, par leurs coreligionnaires, et furent admis à jouir d'une liberté sociale, politique et religieuse égale à celle des nationaux. Des colonies wallonnes furent fondées et des églises wallonnes s'élevèrent dans les principales villes de la république hollandaise. Ces communautés, en adoptant la langue de leur nouveau pays, n'oublièrent pas celle de leur patrie; et les familles wallonnes, tout en s'alliant fréquemment aux familles de leurs hôtes, conservèrent pendant plusieurs générations le caractère français. De temps en temps elles s'augmentaient par l'arrivée de nouvelles familles de réfugiés huguenots. Des Français éminents occupèrent les chai-

res des temples et des universités du pays. Les églises wallonnes, sans renoncer à leur autonomie et à leur discipline, furent incorporées à l'église nationale. Les réfugiés contribuèrent puissamment à la prospérité industrielle, intellectuelle et religieuse du pays qui les avait accueillis.

Au commencement du dix-septième siècle, de nombreuses familles françaises et wallonnes, qui prirent plus tard la route de l'Amérique, étaient établies dans les villes hollandaises. Rappelons les noms de Bayard, de Forest, de la Montagne. Nicolas Bayard, pasteur de l'Eglise réformée de France, se réfugia dans les Pays-Bas après le massacre de la Saint-Barthélemy. Son nom figure parmi les plus anciennes signatures apposées aux statuts du Synode des églises wallonnes. La tradition rapporte qu'il avait été professeur de théologie à Paris et que sa famille se rattachait à celle du fameux chevalier « sans peur et sans reproche. » A la génération suivante, Lazare Bayard (1), probablement fils du précédent, fut reçu au nombre des pasteurs des églises wallonnes de Hollande (1608). Nous sommes portés à croire que ce fut ce pasteur huguenot dont la fille Judith épousa Peter Stuyvesant, le dernier gouverneur hollandais des nouveaux Pays-Bas. Leur fils Samuel fut père de Nicolas, Balthazar et Peter Bayard, dont descendent toutes les branches américaines de cette famille. Amsterdam fut la patrie adoptive des Bayard et de plusieurs autres familles établies depuis dans les nouveaux Pays-Bas.

(1) Le nom traditionnel est Balthazar Bayard. Il porta probablement les deux noms, car sa fille Judith nomma son fils aîné (baptisé à l'église hollandaise à New-Amsterdam, le 13 octobre 1647) Balthazar Lazarus.

Aucune cité hollandaise ne recueillit plus de réfugiés wallons et français que Leyde, et aucune ne présente autant d'intérêt pour l'historien des Etats-Unis d'Amérique. Ce fut à Leyde que séjournèrent, durant leur passage en Hollande, les puritains fondateurs de la colonie de Plymouth. Ce fut à Leyde qu'ils formèrent le projet de s'établir dans le nouveau monde pour y jouir d'une complète liberté religieuse sous le protectorat de l'Angleterre. Ce fut à Leyde également que les protestants wallons et français, entraînés par l'exemple de leurs voisins, les puritains, se décidèrent à les suivre en Amérique, et colonisèrent New-York.

La belle et brillante ville de Leyde avait repris son rang parmi les cités les plus florissantes de la Hollande, après le siège mémorable de 1574. Elle était la première ville manufacturière des Pays-Bas, et sa célèbre université, fondée pour perpétuer le souvenir de l'héroïsme des défenseurs de la ville pendant le siège, occupait la première place dans l'Europe savante. Attirés par sa célébrité intellectuelle et ses avantages commerciaux, de nombreux réfugiés français y fixèrent leur établissement.

Une église wallonne fut fondée à Leyde dès l'année 1584. Quelques-uns de ses membres appartenaient à la noblesse, plusieurs autres étaient des hommes de lettres, mais le plus grand nombre étaient des artisans qui espéraient trouver du travail dans cette populeuse cité. Presque toutes les branches de l'industrie étaient représentées parmi eux, mais la plupart étaient cardeurs, tisserands, drapiers et teinturiers. On sait que la réforme évangélique trouva ses premiers adhérents parmi d'humbles ouvriers français, comme le martyr Jean Leclerc, le cardeur de laine de Meaux.

Les réfugiés wallons et français de Leyde formaient une colonie considérable lorsque, en 1609, on vit arriver dans cette ville une compagnie de réfugiés anglais. Ces étrangers étaient de simples fermiers du comté de Nottingham, qui, apprenant que la liberté religieuse leur était pleinement assurée en Hollande, vinrent avec John Robinson y chercher un asile. Les Brownistes, comme on les appelait par dérision, voulaient d'abord s'établir à Amsterdam : mais, après peu de mois de séjour, ils se décidèrent à se fixer à Leyde, dont ils apprécièrent l'agréable situation (août 1608 à mai 1609). Ils y trouvèrent bientôt des emplois avantageux et s'assurèrent par un travail persévérant une honnête aisance et une vie confortable, au témoignage de Bradfôrd (*History of Plymouth Plantation*, 17). Leurs rapports avec les Hollandais, les Wallons et les Français furent des plus agréables. Quelques-uns se firent tisserands, et Bradfôrd lui-même trouva de l'emploi dans une maison française.

Le lien religieux consolida les relations commerciales. Les magistrats de Leyde autorisèrent les réfugiés anglais à se servir de la même église que les wallons et les français. De 1609 à 1622, ils se réunirent dans le bâtiment de Sainte-Catherine-Gasthuis (1). Plus tard, quelques Français réfugiés à Leyde et plusieurs membres de l'Eglise hollandaise se joignirent aux séparatistes anglais et furent admis à la communion (2).

Mais les puritains ne demeurèrent pas longtemps en

(1) *History of the Scolisch Church*. Rotterdam. *Notices of British churches in the Netherlands*, par le Rev. William Steven. Edinburgh, 1832, p. 314. M. George Summer conteste le fait en ce qui concerne les Brownistes (*Contributions to the history of the pilgrim fathers*).

(2) Samuel Terry, Philippe Delanoy, etc. Winslow, *Brief Narration*, 95-96. Palfrey, *History of New-England*, 1, 161.

Hollande. Leurs enfants étaient exposés à trop de tentations dans une grande ville ; le dimanche n'était pas observé assez rigoureusement par les Hollandais ; ils risquaient d'oublier leur langue et de perdre leur nationalité anglaise ; ils attendaient donc avec impatience que Dieu leur accordât la possibilité de s'établir en Amérique et d'y subsister tout en restant Anglais (1).

Les projets de colonisation en Amérique avaient été fréquents en Angleterre. De temps en temps, des marchands anglais, hommes d'initiative, avaient tenté cette entreprise, et le gouvernement les avait encouragés par d'importants privilèges. Mais les efforts de la compagnie de Virginie pour fonder des colonies le long de la côte, du cap Fear à la Nouvelle-Ecosse, avaient échoué, sauf sur un seul point. La colonie fondée à James-Town en 1607, après des années de luttes et de souffrances, était enfin bien établie ; l'Angleterre voyait avec satisfaction et espérance l'Etat naissant qui finit par garder le nom de Virginie, donné d'abord à toute la côte au sud de l'Acadie.

Les puritains de Leyde se décidèrent à partir pour l'Amérique, sous les auspices de la compagnie de Virginie. Ils désiraient s'établir dans la partie nord de la Virginie, au sud du territoire réclamé par les Hollandais, mais au nord de la Virginie proprement dite ; des négociations furent entamées avec la compagnie et avec des négociants de Londres favorables à l'entreprise, à l'effet de se procurer une charte et de l'argent pour les frais de voyage et de premier établissement (1617). Elles durèrent deux ou trois ans. Diverses difficultés entravèrent la marche de l'expédition. Le roi hésitait à encourager une

(1) Winslow, *Brief Narration* 81, et Palfrey, I, 147.

colonie de non-conformistes. Les négociants anglais auxquels les puritains s'étaient adressés pour avoir des fonds posaient de dures conditions. La compagnie de Virginie mettait des retards à l'obtention de la charte.

Dans l'intervalle, les projets des Anglais vinrent à la connaissance des Hollandais (1620). Découragé par ses insuccès, Robinson se décida à s'adresser à des capitalistes d'Amsterdam et à fonder une colonie près du fleuve Hudson, sous la protection des Etats généraux de Hollande. Les négociants hollandais se prêtèrent avec empressement à ce projet. Ils firent les offres de service les plus généreuses, s'engageant à transporter les familles anglaises en Amérique, à les défrayer de toutes leurs dépenses et à leur fournir du bétail en abondance. Le gouvernement aurait dû sanctionner l'expédition, accorder des terres aux colons et leur garantir sa protection; mais les Etats généraux de Hollande n'y songeaient pas. Au moment du départ des puritains, le projet de formation d'une Compagnie hollandaise des Indes orientales fixait l'attention des Etats généraux. Le plan n'était pas encore mûr, et quand un mémoire fut adressé au prince d'Orange, demandant l'envoi, à titre de colons, des familles anglaises dans les nouveaux Pays-Bas, le prince, après beaucoup d'hésitations, refusa (1) (11 avril 1620).

La première démarche des puritains en Angleterre finit cependant par aboutir. Une charte fut octroyée par la compagnie de Virginie; les brownistes, ceux du moins qui consentirent à partir comme pionniers, vendirent leur petite propriété et laissèrent « cette belle et plaisante ville

(1) *Documents relative to the colonial history of the State of New-York*. Vol. I. *Documents hollandais*, p. 22-24.

de Leyde, » — leur refuge depuis douze ans environ. Les « pères pèlerins » de la Nouvelle-Angleterre s'embarquèrent à Delft-Haven, à 14 milles de Leyde, sur le *Speedwell* (5 août). Avec eux partirent plusieurs Français qui se décidèrent à partager le sort de leurs frères anglais. William Molinès et sa fille Priscilla, qui devint femme de John Alden, et Philippe de Lanoy (1), né à Leyde de parents français, étaient de ce nombre. Plusieurs autres s'embarquèrent, l'année suivante, sur la *Fortune*.

Les Wallons de Leyde avaient projeté de suivre l'exemple des puritains, qu'ils avaient sans doute fréquemment consultés, et se préparaient à prendre en nombre considérable la route de l'Amérique. Moins d'un an après le départ du *Speedwell*, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à La Haye, Sir Dudley Carleton, reçut une députation de la colonie wallonne (2).

« J'ai reçu, » écrit le ministre, « un certain wallon, habitant de Leyde, au nom de diverses familles d'artisans de tous les états, qui désirent aller en Virginie et y habiter aux mêmes conditions que les autres sujets de Leurs Majestés. » Le délégué portait une supplique signée par cinquante-six chefs de familles wallonnes et françaises, tous professant la religion réformée. L'ambassadeur fut informé que, pour hâter l'acceptation

(1) D'autres membres de cette dernière famille restèrent à Leyde. Jacques de La Noy, peut-être un frère de l'émigrant, présenta son fils Philippe au baptême à Leyde, le 1^{er} juin 1625. — Guillaume de Lannoy et Geerje Barthelemi se marièrent le 19 septembre 1633. — Une fille fut baptisée le 23 juillet 1634, Marie de Lannoy et Jeanne de Lannoy, témoins.

(2) La lettre de Sir Dudley Carleton au secrétaire d'Etat, Sir George Calvert, qui précise la date, est du 19 juillet 1621 (*Papiers d'Etat de Hollande*, 141^e carton, folio 308. — Publié par le *Record office* à Londres).

de la supplique par Sa Majesté, les pétitionnaires enverraient l'un d'entre eux en Angleterre pour traiter avec la compagnie de Virginie. Carleton lui-même appuya énergiquement la requête, jugeant que les colons seraient d'un grand secours à la compagnie, si l'on parvenait à s'entendre sur les conditions les plus équitables de leur transport en Amérique.

Le délégué et le chef de la colonie wallonne à Leyde était Jesse de Forest. Il avait signé, au nom de tous, la supplique présentée par lui à l'ambassadeur. En voici les termes :

» Sera très humblement supplié Monseigneur l'Am-
» bassadeur du Sérénissime Roy de La grande breta-
» gne de nous donner avis et responce sur les articles
» qui s'ensuivent. »

I

« Premièrement, s'il plairoit à sa majesté de permet-
» tre à cinquante ou soixante familles tant de wallons
» que François, tous de la religion refformée, d'aller
» s'habituer en Virginie, terre de son obéissance ; &
» s'il ne luy plairoit pas prandre leur protection et sau-
» vegarde envers et contre tous et les maintenir en leur
» Religion.

II

» Et, à cause quaus-dites familles se pourroit trouver
» près de trois cens personnes, qu'aussi ils souhaite-
» roient mener avecq eus quantité de bestail, tant pour
» la culture de la terre que pour leur entretien : et qu'à
» ces causes il leur seroit besoin d'avoir plus d'un

» navire : sy Sadicte Majesté ne voudroit point les en
 » accommoder d'une esquippée et munie de canons et
 » autres armes, sur laquelle ils accompliroient (avecq
 » celle quils pourroient fournir) leur voyage, retourner
 » quérir des commodités aus lieux concédés par Sadite
 » Majesté, ensemble transporter celles du pays.

III

» Si, arrivés audict pays, elle ne leur voudroit pas per-
 » mettre de choisir, entre les lieux non encore cultivés
 » par ceus qu'il a pleu à Sadite Majesté y envoyer, une
 » place commode pour leur demeure.

IV

» Si, audict lieu est eu, ils ne pourroient pas œdifier
 » une ville pour leur seureté, la munir de fortifications
 » requises, dans laquelle ils pourroient eslire gouver-
 » neur et majistrats pour lexercice tant de la police
 » que de la justice ; soubs les lois fondamentales qu'il a
 » pleu ou plaira à Sadicte Majesté establir ausdites
 » terres.

V

» Si Sadite Majesté ne leur voudroit pas donner ca-
 » nons et munitions pour la manutenon de ladite place,
 » leur octroyer droit en cas de necessité de batre
 » poudre, composer boulets, et fondre canons sous
 » les panonceaus et armes de sadite majesté.

VI

» Si elle ne leur voudroit pas concéder une banlieue

» ou territoire de huit mille angloises à la ronde , cest
» à dire seze mille de diametre dans lequel ils pour-
» roient cultiver champs , prés , vignes et autres com-
» modités , lequel territoire, soit conjointement, soit
» diviseur, ils tiendroient de Sadite Majesté a foy et
» hommage telle que trouverra raisonnable Sadicte
» Majesté sans quautre y peut demourer sans prandre
» lettre de baillette dens des terres y contenues dans
» lesquelles ils se réserveroient droit seignorial subalterne
» et s'il ne seroit pas permis à ceus d'entreus qui pour-
» roient vivre noblement de se dire tels.

VII

» S'ils ne pourroient pas chasser esdites terres à poil
» et à plume, pescher en mer et rivières, couper arbres
» de haute futaye et autres, tant pour la navigation
» que autres négoces, selon leur volonté, enfin se ser-
» vir de tout ce qui seroit tant dessus que dessous terre,
» sauve les droits royaus, a leurs plaisir et volonté et du
» tout traffiquer avecq les personnes qui leurs seroient
» permises.

» Lesquelles choses sestendroient seulement aus-
» dites familles et aus leurs, sans que ceus qui
» viendroient denouveau audit territoire sen peus-
» sent prevalloir quantend que ils leurs concederoient
» selon leur puissance et non audelà si Sadite Majesté
» ne leur concedoit de nouveau.

» Et pource quilz ont entendu que Sadite Majesté
» a establi une maison commune à Londres dans laquelle
» non ailleurs on doit descharger les marchandises qui
» viennent desdites terres, considérant quil est plus que
» raisonnable que ceus qui par leur labour et industrie

» ont donné au public la jouissance de ceste terre jouis-
 » sent les premiers des fruits dicelle, se sousmettent
 » aus constitutions qui pour cet effet y ont esté esta-
 » blies, lesquelles pour meilleur entretien leur seront
 » communiqués.

» Soubs lesquelles conditions et privilèges ils promet-
 » tent foy et obéissance telle que doivent fidelles et
 » obeissans subjects à leur Roy et souverain Seigneur se
 » sousmettent aus lois generallement establies ausdi-
 » tes terres de tout leur pouvoir.

» Sur ce que dessus mondict Seigneur lambassadeur
 » donnera avis s'il luy plaist comme aussi si son plaisir
 » seroit de faire expédier ledict privilege en forme deue
 » le plustost que faire se pourra à cause du peu de
 » temps qui reste d'icy au mars (temps commode pour
 » le embarquement) pour faire l'acueil de tout ce qui
 » est requis, ce faisant obligera ses serviteurs à prier
 » Dieu pour l'accomplissement de ses saints desseins
 » et pour sa santé et longue vie.

» JESSE DE FOREST (1). »

La pétition était accompagnée d'un papier contenant les signatures de tous les pétitionnaires disposées en cercle autour d'un contrat dans les termes suivants.

« Nous promettons à Monseigneur l'Ambassadeur du
 » Sérénissime Roy de la grande Bretagne de nous aller
 » habiter en Virgynie, terre de l'obéissance de Sa
 » Majeste, le plus tost que faire se pourra et ce, soubs
 » les conditions portées aux articles que nous avons

(1) Au dos : « Supplication de quelques Wallons et Français désireux d'aller en Virginie » (en anglais).

Enfermée dans une lettre de Sir Dudley Carleton datée du 19 juillet 1621. (Papiers d'Etat de Hollande, 1622 [1621], janvier-mars, liasse n° 145).

» communiqués à Mondict seigneur l'Ambassadeur et
 » non autrement. En foy de quoy nous avons livré ceste
 » presante promesse unanimement de nos seins
 » manuels le —. »

Signatures.

- f. 5 (6) enfans Jesse de Forest tincturier.
 f. 2 enfans Nycolas de la Marlier tainturier.
 fme Jan Damont laboureur.
 fme 3 enfans Jan Gille laboureur.
 f 5 enfans Jan de Trou paigneur (peigneur) en
 laine.
 fme 5 enfans Phlipe Maton teinturie (teinturier) et
 deux serviteurs.
 fme 4 enfans Anthoyne de Violate vigneron de
 vigne.
 fme 5 enfans Ernou Catoir paignier (peigneur).
 fme 1 enfans Anthoin Desendre laboureur.
 fme 4 enfans Abel de Crepy ouvrier de la nayette.
 fme 4 enfans Adrien Barbe tainturier.
 fme 1 enfans Michelle Censier ticheran (tisserand)
 de drape.
 fme 1 enfans Jerome Le Roy tischeron (tisserand)
 de drape.
 Jeune fils Claude Ghiselin tailleur dabits
 (d'habits).
 fme 1 enfans Jan de Crenne facteur.
 fme 2 enfans Louis Broque laboureur.
 Homme à marier
 Jeune fils (effacé) Mousnier de la Montagne estudiant
 en médecine.
 Homme à marier

Jeune fils (effacé) Mousnier de la Montagne pharmacien et chirurgien.

fe 2 enfans Jacque Conne laboureur de terre.

fe Henry Lambert drapier de drap.

fme 4 enfans Jorge le Ca[] charger (serger).

fme 2 enfans Michel du Pon chapiller (chapelier).

f 4 enfans Jan Billt (Billet ?) laboureur.

f 2 enfans Polle de Pasar tiseran (tisserand).

fme Antoine Gremier gardener (jardinier).

fme 5 enfans Jean Gourdeman laboureur.

fme 4 enfans Jean Campion painnier (peigneur).

Jeune fils Jan de la Mot laboureur.

fme 1 enfans Antoine Martin.

Jeune homme Franchois Fourdrin passeur de peau.

fme 5 enfans Jan le Ca laboureur.

f 2 enfans Theodor du Four drapier.

Jeunefs Gillam Broque laboureur.

f 4 enfans Gouerge Woutre.

fme 6 enfans Jan Sage Sairger (serger).

fme 2 enfans Mari Flip au nom de son mari mu-
nier (meunier).

Jeune fils P. Gantois Estudiant en Théologie.

Homme à marier Jacques de Lechielles brasseur.

fme 6 enfans Jan le Rou imprimeur.

fe 5 enfans marque de Jan de Croy scieur de
boy (bois).

fe 2 enfans marq de Challe Channy laboureur.

fme 5 enfans marq de François Clitden laboureur.

fme 1 enfan Flipe Campion drapepier (drapier).

Jeune fils Robert Broque laboureur.

Jeune fils Philippe de Le, ouvrier charpentier.

Jeune fille Jenne Martin.

Jeune fils Piere Cornille vigneron.

- fe 2 enfans Jan du Carpentrij laboureur.
Jeune fils Martin de Carpentier fondeur de
cuivre.
- fme 7 enfans Thomas Farnarque serrurier.
Pierre Gaspar.
- fme 4 enfans Gregoire le Jeune cordonnier.
- fme 1 enfans Martin Framerie musicien.
- Homme à marier Pierre Quiesnier brasseur.
- fme 3 enfans Pontus le Geay faisseur d'estamin
(faiseur d'étamines).
- fe 8 enfans Barthelemy Digaud Scyeur de bois
(scieur de bois) (1).

Notes extraites des archives wallonnes de Leyde.

De la Marlier Jean, témoin du baptême de Philippe, fils de Jesse de Forest et Marie du Cloux, dans l'église wallonne de Leyde, 13 septembre 1620.

Damont, Françoise, native de Liège, mariée 15 décembre 1633.

Gille, Jean, natif de Lille, marié à Cataline Face, de Leyde, 17 octobre 1615.

Maton, Philippe, natif de Fourcoin [Tourcoing ?], marié à Philippotte Caron, 10 janvier 1599.

(1) Ce document est conservé à Londres dans le *British Public Record Office (State Papers, Colonial, I, 54)*.

L'auteur s'est assuré, avec l'aide obligeante du conservateur de la bibliothèque wallonne de Leyde, que le plus grand nombre de ces pétitionnaires étaient membres de l'église wallonne de cette ville. Quelques-uns cependant ne s'y trouvent pas et habitaient probablement d'autres villes. D'autres enfin, qui reparaissent dans les registres de Leyde après un intervalle de deux ou trois ans, sont probablement des émigrés revenus dans leur patrie, comme Michaelius écrit le 11 août 1628 « qu'une portion d'entre eux se préparent à faire. »

Catoir, fils d'Arnoul, bap. 23 septembre 1618.

Desendre. Anthoine Decende témoin du baptême d'un enfant de Jean de Croi, 28 mars 1621.

Crepuy, Abel et Jaqueline de Lannoy, présentent leur fille Susanne au baptême, 6 février 1627.

Barbé, Adrien, témoin du baptême d'Adrien fils de Jean Barbé, 14 septembre 1625.

Le Roy, Jérôme, natif d'Armentières, marié à Suzanne le Per, de Norwich (Angleterre), 1^{er} novembre 1620.

Ghiselin, Claude, témoin du baptême d'un enfant de Grégoire le jeune, 28 mars 1621.

Censier, Michelle fille de Michel C. bap. 29 septembre 1624.

De Cranne, Jean, témoin du baptême d'un enfant de Grégoire le jeune 28 mars 1621.

Broque, Louis et Chertruy Quinze présentent leur fils Pierre au baptême 30 janvier 1622.

Coinne, Jacques, natif de Ron près Lille, marié à Christienne Baseu (le Baiseur), de Fourcoin 27 juillet 1614. Leur fils Noé bap. 28 juin 1620.

Lambert, Henri, reçu à la communion à Pentecôte 1620 après confession de sa foi. Henri L. né près Limbourg et Anne Digan, de Noyelles en Hainault, se marièrent 1 novembre 1620. Un autre Henri L. natif de Liège, ép. 10 novembre 1621 Marguerite Simon.

Du Pon, Michiel, natif de Valenciennes, ép. Nicole Billet, d'Herdeyn, 5 juillet 1597.

Campion, Jean, natif de l'Artois, épousa 25 août 1607, Isabeau Cap.

De la Mot, Jean et Marie Fache, sa femme présentent au baptême leur fils Jean 10 novembre 1622.

Martin, Antoine, né près Saint-Amand marié à Prudence Hussé, de Saint-Amand 8 décembre 1619.

Le Ca, Jean natif d'Halewyn marié à Marié des Prè, de Monvau 7 janvier 1617.

Du Four, Theodore et Sara Nicaise sa femme présentent leur fille Madelaine au baptême 24 juillet 1616.

Broque, Gillain, témoin du baptême de Pierre fils de Louis et Chertruy Broque 30 janv. 1622.

Sage, Marie, fille de Jean le Sage bapt. mars 1605.

De Lechielles, Jaques, témoin avec Jesse et Rachel de Forest d'Henri, fils d'Henri Lambert, 1^{er} août 1621.

De Croy, Jean, deux enfants bapt. 12 avril 1615 et 28 mars 1621.

Du Carpentry, Jean, natif de Landas (Flandres), marié à Anna Chotein, des environs de Saint-Amand, 10 mars 1619.

Farnarque, Thomas et Marie sa femme présentent leur fils Abraham au bapt. 4 août 1624.

Le Jeune, Grégoire et sa femme, Jenne de Merre, présentent leur fils Isaac au bapt. 28 mars 1621.

Framerie, Martin, et Marie François sa femme présentent leur fils Zacharie au bap. 25 octobre 1620.

Quiesnier (ou Quesnoy), Pierre, natif de Fourcain, et Marie Le Per, de Wacka mariés 27 février 1617.

Digand, Barthélemy et Françoise Fregeau sa femme présentent leur fils Isaac au baptême 1^{er} mars 1620.

Sir Dudley Carleton appuya le projet des Wallons de Leyde, tout en jugeant leur demande « extravagante » en certains points ; il pensait que si Sa Majesté approuvait l'expédition, ces conditions pouvaient être modifiées (1). Le conseil des Lords transmit la pétition

(1) Il en fait mention de nouveau le 5 février 1621 : « Pendant ces derniers mois, plusieurs habitants de ce pays, représentant un nombre considérable de familles, se sont adressés à moi

à la compagnie de Virginie ; la réponse de la compagnie ne fut pas complètement hostile ; elle ne voyait « aucun inconvénient, pour le moment, à permettre à » soixante familles de wallons et de français, ne dépassant pas le nombre de trois cents personnes, d'aller s'établir en Virginie, lesdites personnes s'engageant par serment à devenir de fidèles et obéissants sujets de Sa Majesté et promettant, comme ils en font profession, de se conformer, pour les points principaux, à la forme de gouvernement maintenant établie dans l'Eglise d'Angleterre. » Mais la compagnie n'encourageait pas les espérances des colons d'un concours matériel à l'émigration ; elle jugeait que ce serait « une faveur si royale de Sa Majesté et un si grand bénéfice, » pour ces Wallons et Français, d'être admis à vivre dans ce pays fertile, sous la protection et le gouvernement d'un monarque si puissant et si pieux, qu'ils ne devaient pas attendre de Sa Majesté aucune concession de navire. « Quant à eux-mêmes, » ajoutaient les directeurs de la compagnie, « leurs fonds sont si épuisés par les dépenses des trois dernières années qu'ils ne peuvent leur donner aucun autre secours que leur avis et conseil sur la manière la plus avantageuse de se transporter eux et leurs biens et sur l'administration la plus profitable de leurs intérêts. »

La compagnie jugeait inadmissible la demande des émigrants de s'établir dans un district particulier, et elle conseillait, pour la prospérité de la plantation aussi bien que pour assurer l'obéissance à Sa Majesté, de distribuer lesdites familles par petits groupes dans les principales

» pour que je leur procure un lieu d'habitation parmi les sujets de Leurs Majestés dans ces colonies. » *Documents relative to the colonial history of the State of New-York*, vol. III, p. 7.

villes, les bourgs et les corporations de Virginie, à leur propre choix. On leur donnerait une portion de terre et tous les autres privilèges et bénéfices aussi complètement qu'aux nationaux anglais.

« La compagnie a l'expérience que ce plan sera plus avantageux et meilleur pour lesdits Wallons et Français que ce qu'ils désirent eux-mêmes. »

La correspondance entre les Wallons de Leyde et le conseil de Virginie s'arrêta là (1). Son interruption s'explique facilement. Le projet de fondation d'une Compagnie hollandaise des Indes occidentales, longtemps agité, touchait maintenant à son exécution. Tandis que

(1) Huit ans plus tard, une demande analogue fut présentée au gouvernement anglais en faveur d'un groupe de protestants français, qui demandaient des facilités pour s'établir en Virginie. En 1629, Antoine de Ridouet, baron de Sancé, adressait la lettre suivante au secrétaire d'Etat :

Monseigneur,

« Le désir que j'ay de servir Sa Majesté et me retirer en ce
 » pays issy avec ma famille et tout ce qui j'ay en France, aussy
 » pour faire habituer des franssois protestans en Virginie, pour y
 » planter des vignes, olives, faire des soyes et du sel, me fait vous
 » suplier tres-humblement d'obtenir de Sa Majesté quil luy plaise
 » m'honorer de letres de gentilhomme de sa chambre privée;
 » avec letres de Denison pour moy et mon fils. Et qu'il luy plaise
 » donner ordre à monseigneur l'ambassadeur qui ira en France,
 » d'obtenir comme ayant l'honneur d'estre son domestique, li-
 » berté et sureté pour moy avec la jouissance de mon bien, afin
 » que par ce moyen, et sous la faveur de Sa Majesté, je puisse
 » issy faire transporter ma famille et mon bien, pour estre plus
 » prest à servir Sa Majesté et vous aussy, Monseigneur. SANCÉ »
(State Papers, Colonial Series, vol. V, n° 14. Public Record Office, London).

Le baron de Sancé fut un des fidèles compagnons du duc de Soubise, avec lequel il se réfugia en Angleterre après le siège de La Rochelle. Sa proposition de fonder une colonie de protestants français en Amérique fut favorablement accueillie par le gouvernement. Il dressa, de concert avec l'attorney général, les plans du voyage et de la colonisation; et, après quelques délais, les réfugiés s'embarquèrent. La destination était la Caroline, mais ils abordèrent en Virginie. Cette colonie languit pendant plusieurs années.

Jesse de Forest était en rapports avec l'ambassadeur anglais à La Haye (3 juin 1621), les Etats généraux des Provinces-Unies, assemblés dans le vieux palais de Binnenhof, préparaient pour cette compagnie une lettre patente lui conférant de vastes pouvoirs et privilèges. Il fallut cependant attendre encore deux ans l'organisation définitive (21 juin 1623). Le gouvernement eut connaissance des projets des Wallons et des Français de Leyde. Jesse de Forest, l'intelligent et habile organisateur de l'expédition, continua ses efforts jusqu'à complète réussite. Avant que la Compagnie des Indes occidentales n'eût commencé ses opérations, il avait soumis son plan d'émigration aux Etats provinciaux de Hollande. Ce corps en référé aux directeurs de la nouvelle compagnie, qui répondirent favorablement. « Ils » ont examiné les propositions des familles qui désirent » aller aux Indes occidentales et les trouvent très avantageuses pour la Compagnie ; et ils sont d'avis que ces » familles doivent être encouragées et qu'on doit leur » promettre tout appui (21 avril 1622). » On observa, cependant, qu'il y avait lieu d'ajourner l'exécution jusqu'à ce que le conseil des directeurs fût formé. Enfin l'assemblée, après mûre délibération, décida qu'avec l'agrément des magistrats la promesse d'appui pouvait être donnée (1).

Un esprit habitué à envisager les événements de l'histoire comme ordonnés par la divine providence remarquera avec intérêt les circonstances qui déterminèrent la direction de ces deux importantes migrations. Les réfugiés anglais projetaient de s'établir sur les

(1) *Documents relative to the colonial History of the State of New-York*, I, 28.

bords du fleuve Hudson. Découragés du côté de l'Angleterre, ils se tournèrent vers la Hollande pour obtenir des secours ; mais ils ne furent pas acceptés comme colons et se dirigèrent alors vers le Massachusetts. Suivant leur exemple, les wallons sollicitèrent d'abord le patronage de la compagnie de Virginie, pensant, sans doute, s'établir dans la même région ; mais, cédant aux désirs de la Hollande, qu'ils trouvèrent disposée à leur venir en aide, ils se fixèrent dans les nouveaux Pays-Bas, à l'embouchure du fleuve Hudson. C'est ainsi qu'Ephraïm et Manassé, dans l'histoire patriarcale, reçurent, chacun de leur côté, d'abondantes bénédictions.

L'entreprenant Wallon ne perdit pas de temps pour introduire sa requête devant les Etats généraux des Provinces-Unies. Le 27 août, les conseillers des Etats généraux de Hollande firent leur rapport sur la pétition et la prirent en considération. Il appert de ce rapport que Jesse de Forest sollicitait des Etats généraux l'autorisation d'enrôler pour la colonie des familles ou des individus professant la religion réformée et disposés à s'établir aux Indes occidentales (1), pour le bien de ladite compagnie (2).

(1) On désignait habituellement à cette époque, sous le nom d'*Indes Occidentales*, tout le continent d'Amérique.

(2) « La requête présentée par Jesse des Forest aux hauts et puissants des Etats Généraux des Provinces Unies a été renvoyée le 16^e d'août dernier aux Etats de Hollande qui l'ont mise entre les mains de leurs conseillers. Il résulte de leur examen que Jesse des Forest désirerait obtenir la permission d'enrôler des familles ou colonistes de la Religion Réformée, inclinés à faire le voyage aux Indes occidentales pour l'avancement et le progrès de la Compagnie des Indes occidentales, — et disposant à la requête dudit Jesse des Forest luy accorde d'enrôler toutes les familles ayant la qualité requise afin d'être transportées aux Indes occidentales pour être utiles au service du Pays sous condition que ledit des Forest le fasse avec connaissance et correspondance mutuelles des villes respectives

Les six mois qui suivirent furent, sans doute, employés aux préparatifs de l'expédition. Enfin, dès le commencement de mars 1623, le navire *New Netherland* partit du Texel, emportant trente familles, wallonnes pour la plupart (1). Les émigrants étaient destinés à l'établissement projeté par la compagnie hollandaise des Indes occidentales à l'embouchure de l'Hudson. Près d'un siècle s'était écoulé depuis que l'explorateur Florentin Verazzano, naviguant sous le pavillon de la France (1524), avait découvert cette magnifique baie qui attire et abrite maintenant le commerce du monde entier. Ce siècle avait été rempli d'explorations hardies ; de nombreux et intrépides navigateurs avaient visité la côte de l'Atlantique, soit pour chercher un passage conduisant aux Indes, soit dans l'espoir de découvrir le pays fabuleux abondant en or et en pierres précieuses ; mais le grand fleuve du Nord était resté inconnu jusqu'à la visite d'Henry Hudson en 1609, et maintenant, quatorze ans plus tard, le premier établissement permanent sur ces rives était créé par des colons protestants de la Hollande.

Le petit navire, — de deux cent soixante tonneaux, — mit à la voile vers le sud, dans la direction des îles Canaries. Il était neuf et solide, et son commandant, Cornelis-Jacobsen May, était un marin expérimenté. Au large de la côte de Guinée on trouva des vents

» où il fera ledit enrôlement et qu'il sera tenu d'en faire rapport
 » aux Etats de Hollande. — Ainsi fait à la Haye, le 27 d'août 1622,
 » par ordonnance des conseillers. *Signé* : Van der Wolf. » — Copie des actes échevinaux de Leyde, 27 août 1622 (communiquée par le Dr W.-N. du Rieu, bibliothécaire de la bibliothèque wallonne à Leyde).

(1) *Documentary history of the State of New-York*, vol. III, p. 35 ; *Documents relative to the colonial history of the State of New-York*, vol. I, p. 149, 181, 283.

favorables , et , dès le commencement de mai , le *New Netherland* atteignait l'embouchure de l'Hudson. C'était une prompte traversée pour cette époque , et la saison était agréable ; mais le malaise des passagers , entassés dans leur étroite cabine , — ils étaient environ cent cinquante , — devait être cependant considérable. Aussi leur joie fut grande , quand cette vue « douce et riante , » dont les voyageurs ont toujours parlé depuis lors , vint réjouir leurs yeux. C'étaient les côtes boisées s'élevant de chaque côté des « Narrows » et se déroband pour ceindre le vaste port , et la magnifique étendue de la baie , dont les eaux poissonneuses sont couvertes de bandes d'oiseaux , qui plongent sans cesse après leur proie. Mais un spectacle inattendu attendait les voyageurs à leur arrivée : un navire français était ancré dans le port , avec mission de prendre possession du pays découvert au siècle précédent par Verazzano , et maintenant réclamé par la France en vertu de cette découverte. Le capitaine se disposait à dresser l'étendard du roi de France sur le sol des nouveaux Pays-Bas. La compagnie des pacifiques émigrants aurait eu de la peine à s'opposer à ce projet. Il se trouva heureusement qu'un vaisseau hollandais de plusieurs canons était à l'ancre à peu de distance ; les remontrances des colons , secondées par le déploiement de forces du *Mackerel* , furent efficaces ; le malencontreux visiteur prit le large , et nos Wallons furent laissés libres de débarquer sur l'île Manhattan.

Les colons trouvèrent quelques huttes dressées vers l'extrémité sud de l'île. Un comptoir y avait été entretenu , pendant plusieurs années , par les marchands d'Amsterdam , et un marin à leur service , nommé Adrien Block , y avait passé l'hiver de l'année 1613 , construi-

sant un navire pour en remplacer un qui avait été brûlé. Le premier enfant européen né dans cette région, Jean Vigné, de parents huguenots, y vit le jour en 1614. Mais l'occupation permanente de l'emplacement actuellement couvert par la ville de New-York date de l'arrivée du *New Netherland* en mai 1623.

La petite troupe de passagers se dispersa bientôt. Huit d'entre eux furent débarqués à Manhattan, pour en prendre possession au nom de la Compagnie des Indes occidentales. Deux familles se dirigèrent vers l'est pour chercher à s'établir auprès du fleuve Fresh ou Connecticut. Quatre couples, qui avaient été mariés en mer, furent envoyés à la première occasion favorable pour fonder un établissement sur le fleuve du sud, ou Delaware, à sept kilomètres environ au-dessous de la ville de Philadelphie. Dix-huit familles restèrent sur le navire, qui s'engagea dans le fleuve du nord. Descendant à terre auprès de l'endroit occupé maintenant par la ville d'Albany, ils bâtirent un fort auquel ils donnèrent le nom d'Orange, et construisirent à la hâte, autour de ce fort, des huttes d'écorce. Les naturels arrivèrent bientôt avec des présents de pelleteries, et un commerce actif ne tarda pas à s'ouvrir avec les Mohawks et autres tribus.

Un navire qui arriva en Hollande, au mois d'août suivant, apporta les premières lettres des nouveaux Pays-Bas, donnant une riante description de l'établissement. « Nous avons été bien heureux, » écrivaient les colons, « en arrivant dans ce pays. Nous y avons » trouvé de belles rivières, des ruisseaux qui descendent » en murmurant dans les vallées; des eaux courantes » dans les plaines, des fruits agréables dans les bois, » tels que fraises, noix et raisins. Les forêts regorgent » de gibier et les rivières de poisson. On trouve par-

» tout de la terre labourable et surtout la liberté d'aller
» et de venir sans craindre les naturels du pays. Si
» nous avons des vaches, des porcs et d'autre bétail
» propre à la nourriture, — que nous attendons, du
» reste, journellement par les premiers navires, — nous
» n'aurions aucun désir de retourner en Hollande. »

A l'automne de l'année 1628, le village de New-Amsterdam, auprès du fort de la pointe sud de l'île Manhattan, comptait deux cent soixante et dix âmes. Presque tous les colons qui avaient cherché à s'établir sur les fleuves du sud et Fresh étaient revenus. Des querelles avec les Indiens avaient dispersé la colonie si heureusement fondée à Orange, et tous, sauf quelques hommes laissés comme garnison, étaient venus s'établir à Manhattan. Entre autres, vinrent George de Rapalie et sa femme Catalina Trico, avec leur fille Sarah, née à Orange le 9 juin 1625.

Les seuls noms qui nous aient été conservés des colons français ou wallons amenés par le *New-Netherland* en 1623 sont ceux de Georges de Rapalie et de Catalina Trico. On ne connaît pas une seule liste des premiers colons de New-Amsterdam ni un seul document concernant les quinze premières années de la colonie. Les plus vieilles minutes du conseil et d'autres documents historiques que possède l'Etat de New-York ne remontent qu'à l'année 1638; tandis que les registres du plus ancien corps ecclésiastique de l'Etat, l'Eglise réformée hollandaise de New-York, commencent en 1639.

Dans cette pénurie de sources de renseignements, la liste des Wallons et Français, présentée en juillet 1621 à sir Dudley Carleton, prend un intérêt tout spécial. Il est tout à fait probable que quelques-uns

au moins des noms des trente familles qui émigrèrent dans les nouveaux Pays-Bas se trouvent parmi les soixante noms de « familles désireuses d'émigrer en Amérique, » surtout si l'on considère que dans l'intervalle le projet n'avait pas été abandonné, mais que le chef de la compagnie qui avait demandé au gouvernement anglais la permission d'aller en Virginie, avait ensuite cherché à obtenir l'approbation des Etats généraux de Hollande, et que, six mois avant le départ du *New Netherland* pour Manhattan; il était occupé à faire des recrues pour la colonie projetée.

On peut à peine douter que Jesse de Forest ne soit venu en Amérique avec la troupe d'émigrants qu'il avait organisée. Au mois de janvier qui suivit le départ des Wallons (24 janvier 1624), Gérard de Forest, teinturier, adressa une pétition aux bourgmestres de Leyde, représentant que son frère, Jesse de Forest, était parti dernièrement pour les Indes occidentales, et demandant l'autorisation de prendre sa place dans l'exercice de sa profession (1).

Le chef wallon emmena avec lui sa femme, Marie du

(1) « Requête de Gérard des Forest, teinturier, demeurant à Leyde, où il dit que son frère Jesse des Forest est récemment parti pour les Indes occidentales et à qui le magistrat avait jadis permis de colorer des serges et des camelots; il demande maintenant de remplacer son frère, qui est absent, pour exercer le même métier. Accordé en janvier 1624. Copie des actes du 24 janvier 1624. » (*Communiqué par le Dr W.-N. du Rieu.*)

La supposition que Jesse de Forest aurait pris part à l'expédition navale contre le Brésil, partie de Hollande vers la fin de décembre 1623, et aurait péri dans le cours de cette malheureuse entreprise (*History of Harlem*, N.-Y., p. 93-94), paraît mal fondée. Sa disparition de Leyde, au moment même où s'accomplissait le plan d'émigration qu'il s'était si longtemps efforcé de faire réussir, se justifie plutôt par la présomption qu'il émigra avec le parti de colons qui partit cette année pour les nouveaux Pays-Bas.

Cloux, et ses cinq enfants (1). Un jeune étudiant en médecine huguenot accompagnait la famille de Forest, fiancé peut-être dès lors avec la seule fille de la maison. C'était Jean Mousnier de la Montagne, natif de Saintes, qui était venu à Leyde, peu d'années avant l'émigration, pour suivre les cours de l'Université.

Il y a encore quelques autres signataires de la pétition de Leyde, dont on peut reconnaître les noms dans les registres de New-Amsterdam, malgré les bizarreries de leur orthographe batave. Tels sont les noms de De la Mot, Du Four, Le Rou, Le Roy, Du Pon, Ghiselin, Cornille, de Trou, de Crenne, Damont, Campion, de Carpentier, Gille, Catoir, de Croy, Maton, Lambert, Martin, Gaspar et autres.

Moins de trois ans après l'arrivée des colons aux nouveaux Pays-Bas, leur chef, Jesse de Forest, mourut, et sa veuve retourna bientôt en Hollande avec sa famille, accompagnée par le jeune étudiant en médecine Jean de la Montagne, dont le mariage avec Rachel de Forest eut lieu à Leyde le 27 novembre 1626.

Dix ans plus tard, le docteur de la Montagne, alors désigné comme « un savant médecin huguenot, » retourna aux nouveaux Pays-Bas avec sa femme et ses enfants et prit aussitôt un rang très honorable dans la colonie.

(1) Les enfants de Jesse des Forest (du Forest ou de Forest) et de Marie du Cloux furent : Jean, Henri (né en 1606), Rachel, Jesse (né à Leyde le 1^{er} mars 1615), Isaac (né à Leyde le 7 juillet 1616), Israel (né à Leyde et baptisé le 7 octobre 1617) et Philippe (né à Leyde et baptisé le 13 septembre 1620). (*Registres de l'Eglise wallonne et Archives de la ville de Leyde.*) Deux de ces enfants moururent sans doute jeunes.

Pour l'histoire de la famille De Forest en Amérique, descendue d'Isaac de Forest, fils de Jesse, voir la précieuse *History of Harlem, N.-Y.*, par M. James Riker, p. 571-574.

Dans l'intervalle, New-Amsterdam était devenu le refuge d'autres émigrants de langue française. Peter Minuit, le second directeur, était lui-même Wallon. Sa famille, lors des persécutions dans les provinces du Sud, un demi-siècle auparavant, s'était réfugiée à Wesel, où Minuit était encore diacre de l'Eglise wallonne, au moment de sa nomination comme directeur de la colonie. Ce fut pendant son administration que New-Amsterdam fut visitée pour la première fois par un ministre de la religion, Jonas Michaëlius, pasteur de l'Eglise réformée de Hollande, qui s'y rendit en 1628. On ne sait pas combien de temps il y demeura, mais une église fut fondée et le culte public inauguré aussi bien pour les habitants français que pour les hollandais. Deux anciens, parmi lesquels « l'honorable directeur lui-même, » furent élus. « Nous avons eu, » écrit le digne pasteur (11 août 1628), « à la première distribu-
 » tion de la sainte Cène, cinquante communicants wallons
 » et hollandais. Les uns firent devant nous leur première
 » déclaration de foi et les autres exhibèrent les attestations de leur ancienne église. Quelques-uns avaient
 » oublié d'apporter leurs certificats, ne pensant pas qu'on
 » dût fonder ici une église, et d'autres, qui les avaient
 » apportés, les avaient depuis malheureusement perdus
 » dans un incendie général. Mais ils furent admis sur
 » le témoignage de ceux qui les connaissaient et aussi
 » sur leur parfaite honorabilité. Nous administrons la
 » communion tous les quatre mois, provisoirement, jusqu'à ce qu'un plus grand nombre de fidèles rendent
 » la fréquence de cette solennité nécessaire. Les Wallons et les Français n'ont d'autre service le dimanche
 » que celui qui se fait en langue hollandaise, qu'ils
 » comprennent très peu. Une partie des Wallons vont

» retourner dans leur patrie, les uns parce que leur
» temps est expiré, les autres parce que la compagnie
» ne peut les employer. Quelques-uns demeurent
» très loin, et les grandes pluies les empêchaient sou-
» vent d'assister au culte, de sorte qu'on ne pouvait
» songer à établir un service spécial pour un si petit
» nombre de fidèles. La sainte Cène leur fut néanmoins
» distribuée en français et suivant le rite français, avec
» un sermon de préparation que j'avais par écrit devant
» moi, n'osant pas le prêcher de mémoire (1). »

D'après la lettre que nous venons de citer, les Wallons et les Français commencèrent bientôt à s'établir sur les rives du voisinage et à la pointe supérieure de l'île Manhattan. Dès 1628, une partie de ces colons vivait à quelque distance de New-Amsterdam. Cependant les rares documents de cette époque ne nous donnent pas sur ce fait d'informations bien précises. En 1636, William Adrianse Bennet et Jacques Bentyn achetèrent un terrain sis à Gowannus; l'année suivante, Georges de Rapalie acheta la ferme qui est longtemps restée aux mains de ses descendants dans une baie en face de Corlear-hook connue depuis sous le nom de Waal-bocht ou Wallabout. Ces deux localités sont aujourd'hui comprises dans la ville de Brooklyn. La tradition assigne une date beaucoup plus ancienne à l'établissement de Wallabout et le langage de Michaëlius favorise certainement la supposition que quelques-uns des premiers colons s'étaient établis sur la « baie des Wallons. » D'autres s'établirent sur Staten-Island. Plus tard, en 1658, le village de New-Harlem fut

(1) *Documents relative to the Colonial History of the State of New-York*, vol. II, p. 764-765 (Lettre en anglais dans l'original).

fondé à l'extrémité nord de l'île Manhattan et de trente-deux habitants mâles adultes, en 1661, près de la moitié étaient français et wallons.

La nomination de Petrus Stuyvesant comme directeur général de la colonie (28 juillet 1646) marqua une époque importante dans la vie de l'établissement de l'île Manhattan. Stuyvesant, comme nous l'avons vu, avait épousé, en Hollande, Judith Bayard, fille d'un pasteur protestant français et il fut accompagné en Amérique par une de ses sœurs, veuve de Samuel Bayard, le fils du réfugié. Cette double alliance avec une famille huguenote haut placée, en mettant le nouveau directeur en relations intimes avec les Wallons et les Français qui l'avaient précédé à New-Amsterdam, ne dut pas peu contribuer à renforcer l'intérêt qu'il portait, comme le témoigne sa correspondance, aux fugitifs pour la foi qui cherchèrent un refuge dans la province, pendant sa longue administration. Plusieurs années après l'arrivée du gouverneur Stuyvesant, les navires de la Compagnie hollandaise des Indes occidentales continuèrent à amener à New-Amsterdam de petites troupes de colons français, qui avaient probablement trouvé en Hollande un asile temporaire. Isaac Bethlo, natif de Calais en Picardie, arriva en 1652 et donna son nom, devenu par corruption Bedloe, à une île située dans le port de New-York. Les trois frères de la Grange, qui vinrent d'Amsterdam en 1656, étaient natifs de Normandie ainsi que Jean Perie, connu comme le premier négociant qui ait armé un navire de New-Amsterdam, avec une cargaison pour le Canada. Les premiers colons de Bushwick, sur Long Island, Tous-saint Briell, François Grion la Capelle, Jean Casjou, Claude Barbier et Antoine Jérœe arrivèrent vers la

même époque et probablement des mêmes provinces de France.

La violence de la persécution, redoublant en France, amena bientôt une émigration plus considérable en Amérique. Pendant les premières années du règne de Louis XIV, les protestants français avaient joui d'une tranquillité relative. Au milieu des troubles de la Fronde, ils donnèrent la mesure de leur patriotisme et de leur attachement à la couronne et méritèrent les éloges peu suspects du cardinal de Mazarin. En reconnaissance de leurs services, Louis confirma l'Edit de Nantes et tous les autres édits qui garantissaient la liberté religieuse de ses sujets de la religion réformée. Les infractions aux lois qui garantissaient les protestants furent réprimées, leurs lieux de culte rouverts; les réformés furent admis à toutes les charges publiques, dont ils avaient été exclus, et la liberté religieuse parut aussi complète que sous le règne de Henri le Grand. Mais la tolérance adoptée par le gouvernement ne tarda pas à déplaire au clergé de l'Eglise romaine, et bientôt le roi, cédant à cette influence, s'engagea dans des mesures de réaction toujours plus violentes jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes et à la suppression de l'Eglise réformée de France. Successivement, tous les droits reconnus aux huguenots furent retirés et abrogés.

Une des premières mesures restrictives de la liberté religieuse fut l'Edit (16 décembre 1656) qui interdisait aux pasteurs la prédication dans les annexes, c'est-à-dire dans les temples et les lieux de culte en dehors de leur domicile officiel, qu'ils avaient mission de desservir périodiquement. D'autres édits, qui se succédèrent à court intervalle (1657-1659), obligèrent les protestants à chômer toutes les fêtes de l'Eglise romaine, interdi-

rent le chant des psaumes dans les maisons, lorsque ce chant pouvait être entendu de la rue, et exigèrent des protestants les mêmes marques d'adoration que des catholiques envers le Saint-Sacrement, lorsqu'il était porté processionnellement dans les rues. Encouragé par la faiblesse du gouvernement, qui ratifiait toutes ses propositions, le clergé redoubla de violence envers l'hérésie. Des prêtres, accompagnés des agents du pouvoir, assiégèrent les protestants pendant leurs maladies, pour les obliger à abjurer leur foi avant de mourir. Les enfants furent enlevés à leurs parents protestants, pour être instruits dans l'Eglise romaine. Les chambres mi-parties qui, depuis l'Edit de Nantes, garantissaient aux huguenots l'impartialité des juges furent supprimées. Les doléances adressées à la cour par les réformés étaient froidement accueillies, souvent même durement repoussées. A la fin, le gouvernement brisa l'organisation tutélaire de l'Eglise réformée, en interdisant les colloques et les synodes nationaux, dont le dernier se réunit en novembre 1659.

Le nombre des protestants s'était accru pendant la période de tranquillité relative des premières années du règne de Louis XIV. Ne formant plus un parti politique, ils se livraient à l'industrie et au commerce et enrichissaient le royaume. Un tiers du commerce de la France était entre leurs mains. Dans tous les ports de mer, on trouvait des négociants de la religion réformée qui, par leur loyauté et leur activité, avaient mérité la confiance même des catholiques, et qui représentaient en France les principales maisons étrangères. D'importantes branches d'industrie avaient été créées par eux. Comparant leurs méthodes avec celles des commerçants anglais, allemands et hollandais, ils avaient géné-

ralement adopté un système de coopération, qui leur permettait de s'assurer les meilleurs ouvriers et d'entreprendre des affaires importantes. Les provinces du nord du royaume, grâce aux huguenots, possédaient une industrie considérable et parfaitement outillée. Les manufactures de toiles de Picardie, de Normandie, du Maine et de Bretagne employaient des milliers de familles dans tous les villages de ces provinces, et enrichissaient de puissantes maisons de commerce, telles que celle de Crommelin, dont une succursale se fixa depuis à New-York.

L'accroissement des rigueurs du gouvernement envers ses sujets réformés poussa le plus grand nombre de ceux-ci à fuir le royaume.

Comme aux premières émigrations, la plupart des réfugiés passèrent par la Hollande et, de ce pays, entre les années 1657 et 1663, beaucoup gagnèrent l'Amérique. Ils venaient principalement des provinces du Nord. Marc du Soisson, Philippe Casier, François Dupuis, David de Marest, Daniel Tourneur, Jean Mesurol, Martin Renard, Pierre Pia, David Usilie, étaient de la Picardie. Jean Le Conseiller, Robert de la Main, Pierre Pra, Jean Levelin, Pierre de Marc, étaient de la Normandie. Arnout du Tois, de Lille; Jean le Clercq et Adrien Fournie, de Valenciennes; Simon Drune, Bastien Clément et Adrien Vincent, de Tournay; Juste Kockuyt, de Bruges; Meynard Journeay, Jean Gervon, Walraven Luten et Juste Houpleine, étaient de Flandre; quelques autres venaient du reste de la France. Jean Lequier et Pierre Richard venaient de Paris; et Jacques Cousseau, Etienne Gaineau, Paul Richard, Jean Guenon et Etienne Genejoy, venaient de la Rochelle.

D'autres colons français, dont on n'a pas retrouvé le lieu d'origine, émigrèrent par la Hollande à New-Amsterdam. Nous avons recueilli les noms de Charles Fonteyn, Simon Bouché, Amadée Fougie, Jacques Reneau, Jacques Monier, Pierre Monier, Matthieu Savariau, Pierre Grissaut, Simon Cormie, Gédéon Merlet, Louis Louhman, Jacques Cossart, Jean-Paul de Rues, Jacques de Beauvoys, François Bon, Louis Lackeman, François Rombouts, Paul Turck, Alexandre Cochivier, Jean Apre, François Breteau, Claude Charie, Guillaume de Honeur, Jacob Kolver, Jean Couverts, Antoine du Chaîne, Laurent de Camp, Nicolas de la Plaine, Jean de la Warde. Quoique le fait ne puisse être positivement établi, on présume que le plus grand nombre de ces émigrés étaient originaires des provinces de Normandie, Picardie et Bretagne.

Le printemps de 1657 fut témoin de l'arrivée d'une bande de persécutés des vallées du Piémont, connus sous le nom de *Vaudois*. Ces chrétiens vivaient cachés dans les Alpes Cottiennes, entre l'Italie et la France. Ils avaient conservé, suivant leurs traditions, la foi évangélique dans la simplicité de son origine, et, grâce à leur obscurité, ils avaient évité la persécution pendant douze siècles. Cette longue paix fut troublée par les prétentions du duc de Savoie, qui voulut les convertir et les faire renoncer à ce que l'Eglise romaine appelait leur hérésie. Entre l'année 1487 et la fin du dix-septième siècle, les historiens des Vaudois comptent trente-trois croisades, ou expéditions militaires dirigées contre cette population paisible et inoffensive. L'un des plus terribles de ces assauts fut celui d'avril 1655 lorsque, par l'ordre du duc de Savoie, une armée de quinze mille hommes entra dans les val-

lées, et exécuta un massacre dont les horreurs et les cruautés n'ont pas d'égales dans l'histoire des nations civilisées. Les détails navrants de ce massacre, répandus dans l'Europe entière, excitèrent l'indignation de toutes les puissances protestantes, qui adressèrent des remontrances au persécuteur. Cromwell, l'un des premiers, donna l'exemple de la compassion en offrant aux Vaudois un refuge en Irlande, pendant que son secrétaire et interprète, Milton, écrivait son célèbre sonnet sur les massacres du Piémont.

Les Etats généraux des Pays-Bas s'unirent à l'Angleterre pour essayer d'arrêter cette cruelle persécution et offrirent un asile aux fugitifs vaudois. Plusieurs centaines d'émigrés trouvèrent un refuge à Amsterdam, où on leur vint généreusement en aide. Les Hollandais songeaient alors à l'établissement d'une colonie sur les bords de la rivière Delaware. L'arrivée des exilés favorisait leur plan et on espérait qu'un plus grand nombre de leurs compatriotes, en apprenant cette nouvelle, profiterait de cet asile. En décembre 1656, les directeurs écrivirent au gouverneur Stuyvesant pour l'informer que la colonie recevrait bientôt une notable augmentation de population par l'arrivée des réfugiés vaudois qui désiraient s'établir dans les nouveaux Pays-Bas au printemps suivant, et ils l'informèrent qu'il eût à faire les démarches nécessaires pour l'acquisition du territoire entre la rivière du nord et la rivière du sud, ou Delaware, avant qu'on ne vît d'autres nations s'y établir, afin de favoriser les Vaudois qui y trouveraient leur avantage aussi bien que les Hollandais (1).

(1) *New-York Colonial manuscripts*, vol. XII, fol. 45, p. 8. Un autre passage de la même correspondance (XV, fol. 12, p. 3) montre clairement qu'il s'agissait de Vaudois et non de Wallons.

L'embarquement eut lieu plus tôt qu'il n'était annoncé par les directeurs. Le jour de Noël 1656, cent soixante-sept colons firent voile pour la Nouvelle-Amsterdam, sur trois vaisseaux envoyés par la Compagnie des Indes, *Le Prince Maurice*, *L'Ours* et *La Fleur de Gueldre*. Ils étaient accompagnés d'un maître d'école qui devait aussi consoler les malades jusqu'à l'arrivée d'un ministre. Un orage dispersa la flottille et, après un long voyage, le *Prince Maurice*, avec le plus grand nombre d'émigrants, se brisa sur la côte de Long Island près du passage de l'île de Feu. Le lendemain matin, les passagers purent gagner la côte sains et saufs sur un banc de glace, « sans herbes, gazons, ni bois d'aucune sorte pour faire du feu. » Les naufragés furent visités par quelques Indiens du voisinage, par qui ils purent envoyer une lettre au gouverneur Stuyvesant pour implorer son secours. Des yachts furent aussitôt expédiés de New-Amsterdam, et le directeur vint lui-même sur le lieu du sinistre. Les émigrants et la plus grande partie de la cargaison atteignirent sans encombre New-Amsterdam, où ils trouvèrent les autres vaisseaux déjà arrivés (1). Peu de semaines après, ils se rendirent à la rivière du sud. Nous ne poursuivrons pas l'histoire de cette colonie vaudoise, nous réservant de faire le récit de l'établissement dans le Delaware. On sait que plusieurs des colons restèrent à New-Amsterdam, au lieu de se réembarquer pour le point de leur destination primitive. Il est certain que, dans le cours des an-

Les directeurs écrivirent à Stuyvesant, le 16 avril 1663, relativement à une autre troupe d'habitants opprimés du Piémont qui avaient demandé à être transportés dans les nouveaux Pays-Bas.

(1) *History of the State of New-York*, by John Romeyn Brodhead, I, p. 631-632.

nées suivantes, d'autres familles vaudoises vinrent de Hollande et s'établirent sur Staten-Island. Pierre Martin, Gérard Ive et Juste Grand, arrivèrent en août 1662 à bord du *Renard*; Jérôme Bovie, Pierre Noue et Pierre Parmentier tous de « Wallant, » arrivèrent en avril 1663, sur la *Vache-Tachetée*. La liste incomplète des émigrants que nous possédons ne nous permet pas de donner plus de détails sur cet intéressant épisode de l'histoire des Nouveaux Pays-Bas, mais on croit que les premiers colons de Staten-Island, avant ceux que nous avons nommés, étaient Vaudois (1). Telle a dû être l'origine des familles de Martinou, Crucheron, Poillion, Martiline, Gannepaine, Regrenier, Casée, Perin et Canon, qui paraissent remonter à l'origine de la colonie. Parmi les Wallons qui vinrent dans les Nouveaux Pays-Bas, dans les derniers jours de l'occupation hollandaise, était Louis du Bois, fondateur de la colonie huguenote du Nouveau-Palatinat, dans le comté d'Ulster, état de New-York.

Louis était fils de Chrétien du Bois, habitant de Wicres, hameau du district de la Barrée, près de Lille en Flandre, où il était né le 27 octobre 1627. A ce moment, la Flandre appartenait à l'Espagne, et quand, vingt ans plus tard, la liberté de conscience fut accordée, par le traité de Westphalie (14 octobre 1648), aux protestants d'Allemagne, le bénéfice de ce traité ne s'étendit pas aux pays de la domination espagnole. C'est peut-être cette question de liberté religieuse qui fit quitter à Louis, dès sa jeunesse, sa province natale pour se réfugier dans le Bas-Palatinat. Cet Etat, qui avait pris la tête des Etats protestants de l'Alle-

(1) Brodhead, *op. cit.*, I, p. 692.

magne après la guerre de Trente ans, offrait alors un refuge aux huguenots persécutés et aux Vaudois chassés des Alpes par le duc de Savoie.

Longtemps auparavant, une petite colonie wallonne, fuyant devant les troupes du duc d'Albe, était aussi venue s'établir dans le Palatinat, à Frankenthal, à quelques milles de Mannheim, sa capitale.

Mannheim devint bientôt l'asile des réfugiés français, dont plusieurs familles passèrent en Amérique, notamment David de Marest, Frédéric de Vaux, Abraham Hasbroucq, Chrétien Duyou, Mathèse Blanchan, Meynard Journeay, Thonnet Terrin, Pierre Parmentier, Antoine Crispel, David Usilie, Philippe Casier, Bourgeon Broucard, Simon Le Fèvre, Juste Durié, et d'autres qui jouirent, pendant plusieurs années, de l'hospitalité de leurs coreligionnaires allemands et de la protection du bon Electeur palatin. Plus tard vint Louis du Bois, qui, le 10 octobre 1655, épousa Catherine, fille de Mathèse Blanchan, qui était aussi de la Flandre Française. Deux fils, Abraham et Isaac, naquirent à Mannheim de ce mariage.

Les réfugiés eurent bien des motifs de s'attacher à leur patrie d'adoption. Ils jouissaient pleinement de la liberté de culte. La population et le prince professaient, comme eux, la religion réformée. Ils trouvaient un travail fructueux et rémunérateur dans des villes peuplées de riches négociants protestants et de laborieux manufacturiers qui partageaient leurs convictions religieuses. Nous trouvons une preuve de cette prospérité et du bonheur dont ils jouissaient de l'autre côté du Rhin, dans le fait que les réfugiés établis en Amérique ne donnèrent pas à leur nouvel établissement le nom de leur province d'origine française, mais le nom de leur

refuge : « le Nouveau-Palatinat. » Ce qui semble avoir porté Louis du Bois et quelques-uns de ses compagnons d'exil à se réfugier dans le nouveau monde, c'est que, malgré les avantages qui leur étaient offerts, ils redoutaient qu'un pays qui touchait à la frontière de France ne fût trop exposé à une invasion.

Au printemps de 1660, le navire hollandais *la Loutre-Dorée* transporta plusieurs de ces familles. D'autres suivirent, dans le cours de la même année. La petite ville de New-Amsterdam, construite sur le bord de l'île Manhattan, présentait, pour les étrangers, un curieux aspect. Entre les limites actuelles de Wall-Street et Broadway, deux cents maisons, simplement construites, donnaient asile à quatorze cents personnes. Le fort dominait, d'un côté, la résidence du gouverneur et l'église hollandaise. Le drapeau des Etats généraux et un moulin à vent sur un bastion indiquaient suffisamment la domination hollandaise.

Nos colons ne demeurèrent pas longtemps à New-Amsterdam. Prenant sans doute conseil de leurs concitoyens wallons et obtenant permission du gouverneur et du conseil, ils choisirent bientôt le lieu de leur établissement, et, à la fin de l'année, Matthieu Blanchan et Antoine Crispel, avec leurs familles, s'établirent à Esopus, où, le mois d'octobre suivant, ils furent rejoints par Louis du Bois, sa femme et ses fils.

Le pays au sud des monts Catskill et au nord des hauts plateaux, du côté ouest du fleuve Hudson, était connu des Hollandais, dès les temps les plus reculés, sous le nom d'Esopus. Avant la fondation de New-Amsterdam, les marchands hollandais y trafiquaient avec leurs voisins Indiens, et en 1623, le navire *la Nouvelle-Hollande*, après avoir laissé quelques pas-

sagers dans l'île Manhattan, s'arrêta au bord de la rivière pour y déposer sa cargaison. Cette région pittoresque, qui fait maintenant partie du comté d'Ulster, était située entre les deux villes naissantes de New-Amsterdam et de Beverwyck. Coupé des montagnes de Catskill au nord et des Shawungunk au sud, arrosé par de nombreux cours d'eau, et considérablement amélioré par l'agriculture primitive de ses premiers habitants, ce beau pays dut éveiller la convoitise des émigrants hollandais qui remontaient l'Hudson jusqu'au fort Orange. Cependant, quoique un fort hollandais eût été construit à Rondout, qui fait maintenant partie de Kingston, dès l'année 1614, il ne paraît pas qu'aucun établissement définitif ait été effectué avant l'année 1652. Thomas Chambers, d'origine anglaise, fut le premier acquéreur de terrains et propriétaire à Esopus. Il avait essayé, avec quelques compagnons, de s'établir près de l'emplacement de la ville actuelle de Troy; mais trouvant là le premier occupant, dont le titre comprenait la localité choisie pour leur établissement, les associés se transportèrent plus loin et achetèrent des Indiens un terrain de 35 hectares, sur la crique d'Esopus, au point maintenant occupé par la ville de Kingston. Mais en 1655, les tribus indiennes du fleuve Hudson se liguèrent pour attaquer les établissements hollandais, et, dans le désarroi qui s'ensuivit, les fermiers d'Esopus s'enfuirent, abandonnant leurs maisons et leurs champs aux déprédations des sauvages. A la signature de la paix cependant, durant l'automne de la même année, ils revinrent; mais ils négligèrent de former un village convenablement protégé par des palissades et par un fort, comme le gouvernement les y engageait, et ayant été de nouveau inquiétés, en

1658, ils implorèrent le secours du directeur Stuyvesant. Suivant son avis, ils fondèrent alors une petite ville à Wiltwyck, la future ville de Kingston. Les colons, au nombre de soixante ou soixante et dix, se mirent tous à l'œuvre d'un commun accord. Sous la surveillance personnelle de l'intrépide gouverneur et en moins de trois semaines, le point choisi était entouré de palissades ; un corps-de-garde était construit, et les habitations des colons étaient dressées dans l'enclos. Content de son succès et enthousiasmé du magnifique pays d'Esopus, le directeur remit à la voile pour New-Amsterdam, « louant le Seigneur de sa mise- » ricordieuse protection pour tous et avertissant les » chefs indiens de laisser les blancs tranquilles, attendu » qu'il pouvait revenir aussi facilement qu'il était parti. »

Wiltwyck cependant ne jouit pas d'un long repos, sous la protection de ses nouvelles défenses. Une nouvelle explosion de la férocité indienne, excitée par l'eau-de-feu des blancs et provoquée par la brutalité de quelques-uns des Hollandais, survint l'année suivante, et une bande de plusieurs centaines de guerriers indiens fit, pendant trois semaines, le siège de la petite ville. Le gouverneur Stuyvesant arriva de nouveau à la rescousse. Moitié par la force et moitié par l'intervention des autres tribus indiennes, il réussit à faire entendre raison aux sauvages, et, le 15 juillet 1660, la paix fut conclue.

Ce fut à ce moment que Louis du Bois et ses compagnons arrivèrent à New-Amsterdam. La grande guerre de l'Esopus, qui avait répandu la terreur dans tous les établissements, depuis Long-Island jusqu'au fort Orange, était maintenant terminée. L'horizon de la petite colonie de Wiltwyck s'éclaircissait et la magnifi-

que région que le gouverneur Stuyvesant avait trouvée si fertile et « capable d'entretenir cinquante fermes de plus » s'ouvrait à de nouveaux émigrants. Sur une simple demande, on était sûr d'obtenir des terres dans les riches vallées du Rondout et de l'Esopus et des arrangements étaient pris pour l'instruction religieuse des colons. Hermanus Blom, pasteur de l'Eglise réformée de Hollande, envoyé tout exprès pour exercer le ministère à Esopus, avait attendu plusieurs semaines à New-Amsterdam le résultat des négociations. Lorsque la paix fut conclue, au commencement de l'automne de 1660, nos Wallons se décidèrent à fixer leur demeure dans l'Esopus, et quittèrent New-Amsterdam. Le yacht de la compagnie, qui transporta Dominie Blom à son poste, en avait probablement quelques-uns à son bord; car, parmi les personnes admises à la première célébration de la sainte Cène dans l'Esopus, le 7 décembre de la même année, se trouvait Matthieu Blanchan avec Madeleine Jorisse, sa femme, et Anthony Crispel avec Maria Blanchan, sa femme.

Le point où, après tant de vicissitudes, nos réfugiés avaient trouvé un asile était heureusement choisi à peu de distance du fleuve, dont le cours majestueux devait leur rappeler le Rhin. Le plateau sur lequel était bâti le village de Wiltwyck était bordé par la crique d'Esopus; aux alentours s'étendaient les terres fertiles occupées par les fermes des blancs et par les lopins de terre où les indiennes cultivaient leurs maïs et leurs fèves. La belle vallée de Wallkill s'ouvrait au sud-ouest et les pentes boisées des monts Catskill se développaient au nord.

Blanchan et Crispel furent bientôt rejoints à Wiltwyck par Louis du Bois, et, peu de temps après, par une quatrième famille wallonne, celle de Rachel de la Mon-

tagne, fille de Jean de la Montagne, de New-Amsterdam, et alors femme de Gysbert Imborch. En même temps on commençait un autre établissement dans le pays d'Esopus. Le « nouveau village, » qui prit plus tard le nom de Hurley, fut fondé à un mille environ à l'ouest de Wiltwyck. Instruits par l'expérience, les colons prirent soin de protéger leurs demeures contre les attaques des sauvages. Les maisons et les granges furent défendues par une clôture fortifiée et quinze familles y formèrent une communauté compacte; Blanchan et ses deux gendres furent au nombre de ceux qui se transportèrent de Wiltwyck au nouveau village. L'été se passa paisiblement. Cependant, la sévérité de Stuyvesant qui avait envoyé ses prisonniers indiens, à la fin de la guerre d'Esopus, à l'île de Curaçao, avait laissé dans le cœur des sauvages des désirs de vengeance. La construction du nouveau village sur un terrain qu'ils revendiquaient encore était un nouveau grief. Dédaignant le courage et la force de leurs sauvages voisins, les colons ne prirent aucune précaution contre leurs attaques. Au contraire, avec une étrange insouciance, ils leur vendirent librement le rhum qui leur enlevait la raison et excitait leurs plus mauvaises passions. L'heure de la révolte finit par sonner; Stuyvesant avait fait dire aux chefs indiens par les magistrats de Wiltwyck qu'il les visiterait sous peu, pour leur faire des présents et renouveler les traités de paix conclus l'année précédente. Le message fut reçu avec des démonstrations amicales, mais deux jours après, à midi, le 7 juin 1663, les tribus indiennes attaquèrent la colonie. La destruction du « nouveau village » fut complète. Toutes les habitations furent brûlées. Le plus grand nombre des habitants adultes étaient allés comme d'habitude aux champs, dans les fermes éloignées, lais-

sant à la maison les femmes et les enfants. Trois hommes, restés pour les protéger, furent massacrés et huit femmes et vingt-six enfants furent emmenés prisonniers. Parmi ces derniers étaient nos Wallons : la femme et les trois enfants de Louis du Bois, les deux enfants de Matthew Blanchan et la femme et l'enfant d'Anthony Crispel. Le reste des habitants, aussi bien ceux qui étaient aux champs que ceux qui purent s'échapper du village, s'enfuirent dans les bois voisins et se réfugièrent ensuite à Wiltwyck ou dans la redoute à l'embouchure de la crique d'Esopus.

Cependant l'attaque de Wiltwyck avait moins bien réussi. Des partis indiens étaient entrés le matin dans le village sous le prétexte de vendre des maïs et des fèves, et s'étaient répandus dans les différentes maisons, quand, soudainement, une troupe d'hommes à cheval se précipita dans le village, criant : « Les Indiens ont détruit le nouveau village ! » Aussitôt les sauvages qui se trouvaient déjà dans la place commencèrent le carnage. Douze maisons furent brûlées; et, sans un changement de vent survenu fort à propos, toute la colonie aurait été consumée. Quelques Indiens, saisissant les femmes et les enfants, les entraînèrent dans la forêt, tandis que d'autres, postés près des portes, massacraient les hommes qui essayaient d'entrer dans la ville. De même qu'au nouveau village, la plupart des hommes étaient absents; quelques-uns d'entre eux qui étaient restés purent pourtant se réunir, firent bravement face aux assaillants, et, quoique sans armes, finirent par les repousser. A la tombée de la nuit, Dominie Blom et ses compagnons furent rejoints par les travailleurs de la campagne et par les fugitifs du nouveau village. Toute la nuit, les colons travaillèrent à recons-

truire les palissades qui avaient été détruites par le feu et ce ne fut qu'au jour qu'ils purent compter leurs pertes. Soixante et dix habitants manquaient à l'appel ; vingt-quatre avaient été massacrés , et les autres , femmes et enfants, avaient été emmenés en captivité. La vue des cadavres brûlés et mutilés , gisants dans les rues et parmi les ruines des habitations , était à peine plus affreuse que la pensée du sort des vivants, tombés au pouvoir des sauvages impitoyables. Parmi ces derniers était Rachel de la Montagne avec la femme et l'enfant de Dominie Blom.

La nouvelle de ce désastre répandit la consternation dans les établissements hollandais. Le directeur Stuyvesant, toujours énergique et déterminé, était d'autant plus disposé à agir promptement et résolument dans le cas présent, que la fille de son fidèle conseiller se trouvait au nombre des prisonniers. Il réunit, non sans difficultés, une troupe suffisante pour défendre Wiltwyck et pour dégager les captifs ; et, un mois après, deux navires, apportant des vivres aux colons dénués de tout, et montés par une compagnie de soldats hollandais et anglais et d'Indiens fidèles , entrèrent dans la crique d'Esopus. Dans l'intervalle, Rachel de la Montagne s'était échappée des mains des sauvages , et s'offrait à conduire la troupe de secours au fort indien où les prisonniers avaient été emmenés , à trente milles de Wiltwyck. L'expédition partit le 26 juillet, sous le commandement du brave capitaine Krygier, et le jour suivant elle atteignit le fort , mais le trouva désert. Les Indiens s'étaient retirés, avec leurs captifs, dans une forteresse plus éloignée , sur les montagnes de Shawungunk ; Krygier les poursuivit , mais sans succès , et après avoir incendié le fort et détruit de grands approvisionnements

de grains, il revint à Wiltwyck, sans avoir perdu un seul homme.

Un mois s'écoula avant qu'une seconde tentative pût être faite. On avait appris, par les tribus amies, que les Indiens de l'Esopus construisaient un autre fort. Aussitôt que le temps le permit et qu'il eut pu se procurer des chevaux, Krygier se mit de nouveau en marche (3 septembre). Cette fois l'ennemi fut pris à l'improviste, et, après un combat acharné, une grande partie des sauvages furent faits prisonniers, et vingt-trois des captifs furent délivrés et ramenés en triomphe à la colonie. Leur absence avait duré juste trois mois. La tradition nous représente les pieux Wallons demandant au chant des Psaumes de Marot des consolations, pendant leur dure servitude. Au moment où ils furent délivrés, et lorsque les sauvages se préparaient à les massacrer, ils obtenaient un sursis de leurs gardiens en chantant le psaume CXXXVII (1).

Estant assis aux rives aquatiques
De Babylon, plorions mélancholiques
Nous souvenans du pays de Sion
Et au milieu de l'habitation
Où de regrets tant de pleurs espondismes
Aux saules verts nos harpes nous pendismes.

Lors ceux qui là captifs nous emmenèrent
De les sonner fort nous importunèrent
Et de Sion les chansons réciter.
Las! dismes-nous, qui pourroit inciter
Nos tristes cœurs à chanter la louange
De nostre Dieu en une terre estrange ?

Le digne pasteur hollandais de Wiltwyck fait un récit

(1) On doit à un pasteur réfugié, d'origine saintongeaise, M. César de Missy, une paraphrase de ce psaume, publiée dans l'introduction du psautier rochelais de 1768, dédié par d'Angirard à J. Périnet, de Châtelbon.

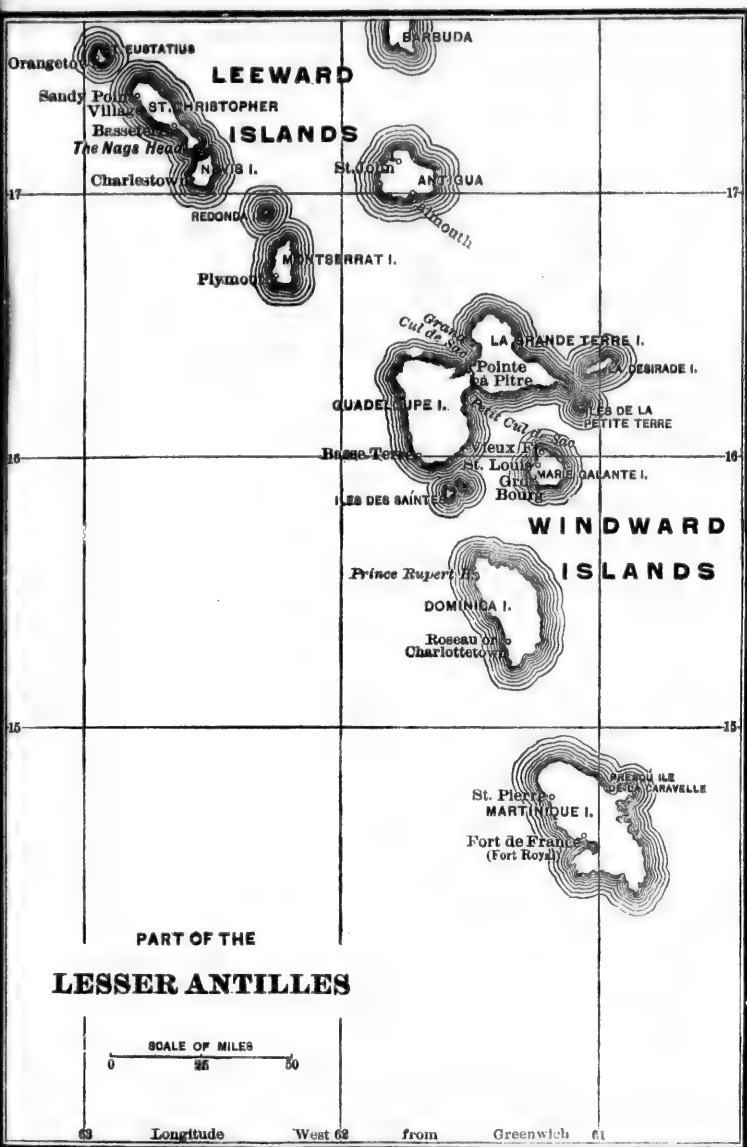
touchant du chagrin et de l'anxiété qui régnaient dans les foyers désolés d'où les captifs avaient été emmenés. Chaque soir, la petite congrégation s'assemblait sous le ciel bleu pour prier avec ferveur. Cette cruelle attente dut être particulièrement douloureuse à Louis du Bois, dont toute la famille était aux mains des sauvages. La tradition rapporte qu'il était à la tête de la troupe de secours, et le journal du capitaine Krygier nous donne un exemple de sa vigueur et de sa présence d'esprit : « Louis le Wallon sortit aujourd'hui pour chercher » son bœuf; comme il le ramenait, trois Indiens, em- » busqués derrière un buisson pour s'emparer de sa » personne, sautèrent soudainement sur lui. L'un d'eux » lui décocha un javelot, mais ne le blessa que légère- » ment; et Louis, armé d'un pieu, en frappa l'Indien à » la poitrine, le renversa, put échapper à une mort » imminente, et en apporta la nouvelle au fort. »

Une fois ces troubles passés, la colonie jouit d'une longue tranquillité. La tribu indienne d'Esopus avait été presque exterminée durant ces guerres avec les blancs, et les Wallons étaient enfin libres d'étendre leurs plantations dans les riches terrains qui n'appartenaient plus à personne. Quelques années plus tard, Louis du Bois, avec quelques compagnons, se rendit à un point qu'ils avaient découvert lorsqu'ils poursuivaient les Indiens, et ils établirent leurs demeures dans la belle vallée de Wallkill, au pied des montagnes Shawungunk. Les colons n'avaient pas oublié le Rhin ni le temps de leur exil à Mannheim, et ils nommèrent leur village le « Nouveau-Palatinat. »

Mais, dans l'intervalle, les nouveaux Pays-Bas étaient devenus possession anglaise. Le 6 septembre 1664, une convention fut signée par des commissaires représentant les États généraux de Hollande et le roi d'Angle-

terre, et la ville et la province hollandaise devinrent ville et province de NEW-YORK (1).

(1) « *David Provost*, » chef d'une importante famille de New-Amsterdam et de New-York, arriva de Hollande dès l'année 1639; on croit qu'il descendait d'un Guillaume Provost, huguenot, habitant Paris au moment du massacre de la Saint-Barthélemy et qui réussit à se réfugier en Hollande (*The New-York genealogical and biographical Record*, vol. VI-1 à 24). — La famille de *De Peyster*, qui paraît originaire de France, s'enfuit aussi de ce pays, suivant la tradition, au moment du massacre et se réfugia en Hollande. « *Johannes de Peyster*, » né à Haarlem au commencement du dix-septième siècle, vint en Amérique et s'établit, vers l'an 1652, à New-Amsterdam dont il devint l'un des principaux négociants; il mourut avant 1686, laissant quatre fils, dont l'aîné, le colonel « *Abraham de Peyster*, » prit une part distinguée dans les affaires publiques (*Manual of the Corporation of the city of New-York for 1861*, p. 556, 576). Il semble possible que cette famille fût originaire de Rouen. Deux faits l'indiqueraient : 1° Une sœur du réfugié, « qui s'enfuit en Hollande, retourna s'établir à Rouen où elle vivait « veuve » au siècle suivant, en possession d'une fortune considérable » (*Manual*, etc., p. 556); 2° dans un Mémoire où sont signalés les habitants de Rouen qui se faisaient remarquer par leur zèle religieux en 1689, je trouve le nom de « *Le sieur Depeister, hollandois, depuis long-temps establi à Rouen. C'est un marchand naturalisé* » (*Le protestantisme en Normandie*, par M. Francis Waddington, p. 25). Il est possible que ce « marchand » fût un descendant du réfugié, retourné, comme la sœur que nous venons de mentionner, au berceau de la famille.



CHAPITRE III.

LES ANTILLES (1625-1686).

Dès la première partie du dix-septième siècle, l'archipel situé entre les deux continents américains entra dans le mouvement du commerce français : et les protestants de France y trouvèrent, particulièrement dans les îles de Saint-Christophe, de la Guadeloupe et de la Martinique, une retraite comparativement sûre, pendant les cinquante années qui précédèrent la révocation de l'édit de Nantes. Il est singulier que ce fait ait échappé à l'attention des auteurs qui ont retracé les voyages des exilés huguenots (1). Nous verrons pourtant qu'il a exercé une influence importante sur l'histoire de leur émigration dans l'Amérique du Nord.

Les géographes français limitent le nom d'*Antilles* (2)

(1) Le précieux ouvrage de M. Charles Weiss (*Histoire des réfugiés protestants de France*) ne fait aucune mention de cette émigration, ni de la déportation subséquente des protestants français aux Antilles.

J'ai été mis sur la voie de cet épisode de l'histoire du Refuge par une mention accidentelle, dans la correspondance du marquis de Denonville, gouverneur du Canada, le 16 nov. 1686, avec le ministre des colonies, de l'arrivée à Manat (New-York) de cinquante ou soixante huguenots des îles de Saint-Christophe et Martinique (*Documents relative to the Colonial History of the State of New-York*, vol. IX, p. 309).

(2) *Histoire naturelle et morale des îles Antilles de l'Amérique*,

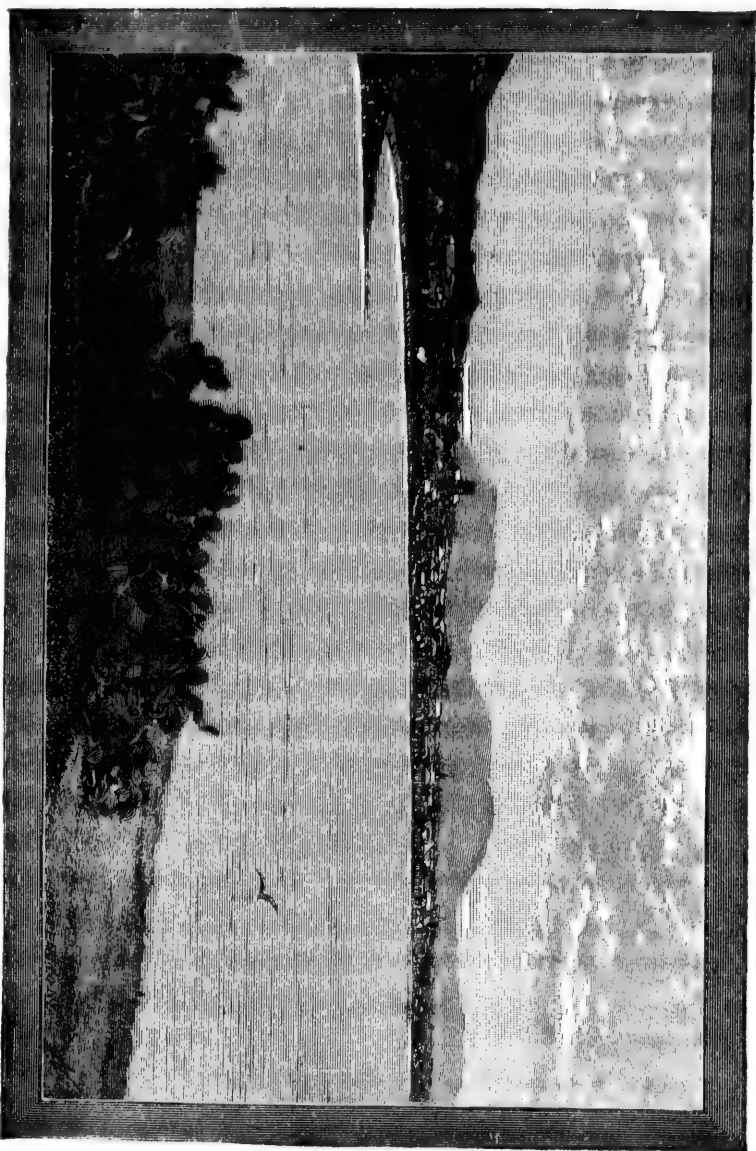
aux îles Caraïbes ou au groupe qui s'étend en ligne courbe entre les Grandes-Antilles et la côte de l'Amérique du Sud, formant la limite orientale de la mer Caraïbe.

Ces îles, au nombre de vingt-huit, avaient été négligées comme insignifiantes, depuis que Christophe Colomb les avait découvertes en 1493. Mais, en 1625, deux navigateurs, débarquant, le même jour, sur deux points opposés de l'île de Saint-Christophe, en prirent possession, au nom de leurs souverains respectifs, les rois de France et d'Angleterre. Les deux nations poursuivaient le même but. Elles voulaient s'assurer un ancrage sûr et des stations de ravitaillement commodés pour les navires marchands trafiquant avec l'Amérique du Sud, et se fortifier contre leur ennemi commun, l'Espagnol. Aucun des deux commandants ne perdit de temps pour mettre son projet à exécution. Une compagnie fut organisée dans chaque pays, avec concession royale de privilèges et autorisation d'occuper et de s'établir à Saint-Christophe, de même que dans les îles voisines (1).

Les petites Antilles sont, comme les grandes, d'origine volcanique; elles présentent des traits semblables de beauté et de grandeur dans leur riche végétation tropicale et dans leurs lignes hardies de pics et de montagnes. Saint-Christophe, sans être la plus grande des

par Charles de Rochefort. Rotterdam, M.DC.LVIII. De Rochefort considère que ces îles sont ainsi nommées « parce qu'elles sont comme une barrière au-devant des grandes îles. » — *Manuel de la navigation dans la mer des Antilles et dans le golfe du Mexique*, par Ch.-P. de Kerhallet. Paris, 1853, I, 19.

(1) *Histoire nat. et mor. des îles Antilles*, p. 268 et 269. — *The history civil and commercial of the British Colonies in the West Indies*, par Bryan Edwards, esq^e. London, MDCC.XCIII. tome I, p. 422.



BASSE-TERRE, SAINT-KITTS, ET L'ÎLE DE NEVIS.

îles françaises, était la plus importante, comme étant le lieu du premier établissement, et elle demeura longtemps le siège du gouvernement colonial. Son plus haut pic, le mont Misère, s'élève à près de quatre mille pieds au-dessus du niveau de la mer, et est visible à la distance de cinquante milles. L'île a vingt-six kilomètres de long, et une largeur moyenne de sept kilomètres, sur les deux tiers environ de sa longueur. Le reste a environ un kilomètre seulement de large, excepté à l'extrémité sud-est, qui s'étend sur une largeur de quatre kilomètres. Un pasteur huguenot fait une description riante de l'île, telle qu'il la vit vers le milieu du dix-septième siècle. « L'intérieur, » dit-il, « est occupé par une rangée de montagnes, coupées de précipices presque impraticables et parsemées de sources thermales. A la base de ces montagnes, le pays descend en pente douce jusqu'à la côte, rompue çà et là de promontoires et de crêtes dont la mer baigne le pied. Les champs cultivés, qui s'étendent jusque sur les pentes les plus abruptes, sont généralement disposés en terrasses naturelles, les unes au-dessus des autres. Sur ces terrasses, dans les jardins et les champs des plantations, le vert pâle du tabac contraste avec la canne à sucre jaune et les feuilles vert foncé du gingembre et de la pomme de terre. » Parmi ces plantations en terrasse apparaissent les maisons des planteurs, généralement construites en bois et couvertes en tuiles rouges, complétant ce paysage qui semblait d'une rare beauté au Français enthousiaste. Sur la côte sud-occidentale de l'île, auprès de la rade, s'élève la gentille petite ville de Basse-Terre, résidence des négociants et des autres principaux habitants.

Dès le commencement, ces îles accueillirent favorablement les colons protestants. Aucune dénomination

religieuse n'était imposée aux immigrants. La commission donnée en 1626 par le cardinal Richelieu aux directeurs de l'entreprise les requérait « d'instruire les habitants de ces îles dans la religion catholique, apostolique et romaine, et de répandre au milieu d'eux la foi chrétienne, » mais ne faisait aucune mention de leur propre croyance religieuse (1). Douze ans plus tard, en renouvelant la charte de la Compagnie, le gouvernement stipula que les personnes professant la religion catholique pourraient *seules* être envoyées comme colons. Si, par erreur, il en venait d'une foi différente, on devait les renvoyer aussitôt qu'on en avait connaissance (2); mais l'ordre ne fut pas observé. Les intérêts du commerce et de la colonisation interdisaient toute division de ce genre. « De tous temps, » se plaignait un frère de Saint-François, missionnaire aux Antilles, « les gouverneurs ici ont souffert les hérétiques (3). »

La période de tolérance dura pendant un demi-siècle. Dans cet intervalle les protestants devinrent très nombreux et riches, surpassant même la population catholique romaine en influence, sinon en nombre (4). On ne

(1) Commission donnée par le cardinal de Richelieu aux sieurs d'Enambuc et de Rossey pour établir une colonie dans les Antilles de l'Amérique. Du 31 octobre 1626 (*Loix et constitutions des colonies françoises de l'Amérique sous le Vent*. Paris (Sans date de publication. Approbation datée de 1784), tome I, p. 20-22.

(2) *Contrat de rétablissement de la Compagnie des Isles de l'Amérique*. Du 12 février 1635 (*Loix et constitutions*, etc., tome I, p. 29-33).

(3) *Histoire générale des Antilles habitées par les François*, par le R. P. du Tertre, de l'ordre des FF. Prescheurs de la congrégation de S. Louis, missionnaire apostolique dans les Antilles. Paris, MDCLXVII, vol. I-IV.

(4) « Dans toutes les isles il y a un très-grand nombre de gens » de la Religion plus puissans en fonds de terre et en esclaves » que les catholiques romains. » Du Tertre, *Histoire générale des Antilles*, etc., tome III, p. 312).

leur accordait pas l'exercice public de leur religion, mais par toutes les îles françaises on tenait régulièrement des réunions de culte dans des maisons particulières, avec la permission tacite des gouverneurs. Des pasteurs protestants administraient le baptême et bénissaient les mariages sous la sanction du gouvernement. A bord des navires de la Compagnie, dont la plupart étaient commandés par des capitaines huguenots, le service huguenot était célébré ouvertement, tant au port qu'en mer. On faisait la prière dans le gaillard d'avant (1), et on y chantait les psaumes de Marot, les fortes voix des marins étouffant le chant du prêtre qui disait la messe dans une autre partie du navire, pour la portion catholique de l'équipage (2). Dans quelques-unes des îles françaises il y avait des congrégations huguenotes, dûment organisées, quoique sans « temples » ni lieux de culte. Le gouverneur et le conseil du Massachusetts reçurent, en 1680, des certificats de « l'église protestante française de Saint-Christophe, » attestant la qualité de deux de ses membres (3). Ces congrégations étaient fournies de pasteurs par le Synode des églises wallonnes de Hollande (4). Mais, lorsque cette ressource lui

(1) Le culte réformé n'était toléré, sur les vaisseaux français, que dans le gaillard d'avant ; le gaillard d'arrière était exclusivement réservé à l'exercice de la religion du roi. (Trad.).

(2) Du Tertre, *op. cit.*, III, 312.

(3) « Certificats de l'église protestante française de Saint-Christophe en faveur de M. Poncet-Stell, nommé le Larier, et Frances Guichard, deux messieurs français qui ont renoncé à la religion romaine dans laquelle ils étaient nés et élevés, et ont embrassé la vraie foi et la religion protestante » (*Orders, warrants, etc.*, XXXII, p. 16 ; au bureau du secrétaire d'Etat, Albany, N.-Y.). Comme ces hommes, en 1680, résidaient déjà là depuis quelque temps, la date de ces certificats peut avoir été plus ancienne de plusieurs années.

(4) Charles de Rochefort, l'auteur présumé de l'*Histoire naturelle et morale des îles Antilles*, déjà citée, était, au moment de

manquait, l'insulaire huguenot pouvait facilement jouir des bienfaits de l'instruction et de la consolation religieuse, en visitant les îles voisines hollandaises ou anglaises (1).

Le quartier anglais de Saint-Christophe était bien pourvu d'églises. A Saint-Eustache, le pasteur hollandais prêchait en français, pour l'édification des habitants français, aussi bien qu'en flamand (2). Dans l'île de Saint-Martin, occupée par les deux nations, un ministre wallon officiait dans les deux langues (3). Et dans

sa publication, pasteur de l'Eglise wallonne à Rotterdam. En 1650, on le nomme « ci-devant ministre du Saint-Evangile en Amérique » (Signatures des pasteurs, etc.; *Confession de foy des Eglises réformées des Pays-Bas*. Leyde, 1769). Il semble probable, d'après certaines indications, que l'auteur de « l'Histoire » avait exercé son ministère dans les îles de la Martinique et de Saint-Christophe.

(1) « Les Anglais n'ont pas construit moins de cinq belles églises dans cette île (Saint-Christophe). La première, que l'on rencontre en quittant le quartier français, est à la *Pointe des Palmistes*; la seconde se trouve auprès de la *grande rade*, au-dessous de la résidence du gouverneur; la troisième est à la *Pointe de Sable*, et les deux autres sont dans le quartier de Cayonne. Les trois premières sont des bâtiments de belle apparence, du style du pays; l'intérieur orné de chaires et de bancs de bois précieux. Les pasteurs qui y célèbrent le service divin étaient autrefois envoyés par l'archevêque de Canterbury, dont le vicaire était le docteur Fiatley, chapelain du feu roi d'Angleterre, et pasteur de l'église de la *Pointe des Palmistes*; mais à présent (1658), ils reçoivent les ordres des synodes, qui possèdent l'autorité épiscopale » (De Rochefort, *Hist. nat. et morale des îles Antilles*, etc., p. 40). En outre de ces cinq églises, il y en avait trois dans l'île de Nevis, séparée de Saint-Christophe par un canal d'une lieue de large (*ibid.*, p. 29). Les facilités dont jouissaient les habitants protestants français pour assister à ces services religieux anglais — « d'aller au prêche chez les Anglois » — sont relatées dans un ordre du gouvernement en 1686. Voir plus bas.

(2) De Rochefort, *Hist. des îles Antilles*, etc., p. 42. M. de Graaf, « maintenant pasteur de l'église de Trevers, dans l'île de Walcheren, » fut remplacé par M. de Mey, « célèbre prédicateur de l'église de Middelburg. »

(3) « Les Français et les Hollandais ont leurs églises particulières, dans les quartiers desquelles ils ont droit de justice. M. des

l'île de Tabago, appartenant alors aux Provinces-Unies, une église française existait en 1660 (1).

Le caractère des huguenots recevait, dans ces lointaines colonies de la France, le même témoignage que dans la mère patrie. « Quiconque connaît les négociants de la religion prétendue réformée, » écrit un historien des Antilles, « sait que le commerce n'a pas d'agents meilleurs ni plus fidèles (2). » Une grande partie des employés de la Compagnie, ainsi que beaucoup des négociants les plus prospères des îles, étaient protestants. Le zélé missionnaire qui rapporte ces faits les explique avec une ingénuité remarquable.

« Ces messieurs de la Compagnie, » dit-il, « n'ont » d'autre but en vue que le trafic et le gain. C'est » pourquoi ils n'emploient que les gens qu'ils jugent le » plus capables d'amener leur entreprise à un résultat » favorable; et comme tous nos ports de mer sont » remplis de capitaines, de pilotes et de marchands » huguenots qui, ayant l'âme toute ensevelie dans la » navigation et dans le négoce, s'y rendent plus par- » faits que les catholiques, il ne se faut pas estonner » s'ils se sont servi de ces sortes de gens pour rem- » plir les charges et les commissions qu'ils avoient à » donner » (Du Tertre, *Hist. gén. des Antilles*, etc., III, p. 316).

Camps, qui est actuellement pasteur de l'église hollandaise, fut délégué, en septembre 1655, en cette qualité par le Synode des églises wallonnes des Provinces-Unies, qui a la direction spirituelle de cette colonie » (De Rochefort, *Hist. des îles Antilles*, etc., p. 44).

(1) « F. Chaillon, pasteur de l'église de Tabago, » signa les articles du synode de Dort en 1660 (*Confession de foy des Egl. réf. des Pays-Bas*).

(2) *Histoire générale des Antilles*, par M. Adrien Dessalles. Paris, 1847. 5 volumes (tome III, p. 215).

Ce fut parmi ces îles des Indes occidentales françaises (1) que beaucoup des familles huguenotes qui vinrent plus tard au Massachusetts, à New-York et dans la Caroline du Sud, trouvèrent un asile avant la révocation de l'Edit de Nantes. La plupart résidaient dans les îles de Saint-Christophe, de la Guadeloupe et de la Martinique. La population protestante de la Guadeloupe était alors considérable. « Il y a un quart de l'île, » disait avec regret, en 1667, le missionnaire apostolique Du Tertre, « dont la population est très dense, mais où » il n'y a ni prêtres ni églises. Ce fait empêche les catholiques de s'y établir ; mais les huguenots s'installent d'autant plus volontiers dans cette partie de l'île, » parce qu'ils y trouvent plus de liberté pour l'exercice » de leur religion (2). »

D'autres, en plus grand nombre, s'établirent dans l'île de Saint-Christophe. Là, dès l'année 1670, étaient les Allaire, les Pintard, les Marion, les Le Conte, les L'Hommedieu, et bien d'autres, dont les noms sont devenus familiers aux oreilles américaines ou ont subi des changements qui les rendent difficiles à reconnaître.

(1) Quelques protestants français allèrent dans les îles d'autres nationalités. Un comte Créqui, — suivant la tradition de la famille Markoe, — laissa la France avec une troupe de partisans, peu de temps avant la révocation, et mit à la voile pour les Indes occidentales. Plusieurs des navires qui les portaient furent détruits par un ouragan ; mais deux, à bord desquels étaient Créqui lui-même et son ami Marcou (natif de Montbéliard), atteignirent enfin Santa-Cruz, où ils s'établirent avec leurs compagnons de traversée, et devinrent sujets du Danemark. Ils avaient de grandes plantations et vivaient en communauté distincte, se mariant entre eux pendant plusieurs générations. Vers la fin du dernier siècle, Abraham Marcou vint à Philadelphie et s'établit lui-même dans cette ville. Il prit une part importante à la Révolution, et, en 1774, forma la première compagnie de cavalerie volontaire organisée en Pensylvanie (Communiqué par son descendant, William Camac, M. D., de Philadelphie).

(2) Du Tertre, *Hist. gén. des Antilles*.

Quelques-unes de ces familles paraissent être restées plus d'une génération dans les îles françaises (1).

(1) *Histoire générale des Antilles*, par M. Adrien Dessalles, tome II, p. 417-437. Rôle général des habitants de Saint-Christophe. Extrait des cartons non datés de cette colonie conservés aux archives de la marine. Quoique cette liste ne porte pas de date, on peut supposer qu'elle est de la même époque que des listes semblables des habitants de la Martinique (*ibid.*, tome I, p. 562-572) et de la Guadeloupe (tome II, p. 438-453) qui portent toutes deux la date de 1671.

Le « rôle des habitants de Saint-Christophe » contient quelque douze cents noms, parmi lesquels les suivants se retrouvent chez les familles huguenotes d'Amérique :

Jacques Allaire, Jean Baton, Elie Baudry, Elie Bonrepos, François Bellereau, Antoine Bocquet, Jean Boyer, François Bourdeaux, Pierre Bureau, Jean Buretel, Isaac Caillaud, Jean et Pierre Campion, Aymé (Ami) Canche, Charles Carrelet, Pierre Chevalier, Jean David, François Deschamps, Louis Desveaux, Louis et Pierre Dubois, Daniel Duchemin, Pierre Durand, Christophe Duteil, Gabriel, Jean, Michel, Noël et Robert Duval, Jacques et Pierre Le Tellier, Pierre Fleuriau, Jean Gaillard, Noël Gendron, Antoine Gosselin, Jean Grignon, René Guérineau, François Guichard, Jean Hastier, Antoine Jollin, Pierre Jouneau, Jean de Lafont, Louis et Pierre Le Breton, Jean Le Comte, Jean Le Maistre, Pierre Le Lièvre, Pierre et Jacques Le Roux, Josias Le Vilain, Benjamin L'Hommedieu, Etienne Maho [Mahault], Antoine Marion, François et Pierre Martin, François, Louis et Jean Massé, Thomas Maurice, François Mesnard, Jacques Mesureur, Jean Morin, Jean Noël, Pierre Noïlo, Jean Nos [Neau], Elie et Gabriel Papin, Antoine Pintard, Philippe Poirier, Jean Poulain, François Ravaux, Pierre et François Renard, Nicolas Requier, Jean Roze, Elie Rousseau, Jean Rulland, Joseph Sauvage, Nicolas Thévenin, René Tongrelou.

Il n'est pas probable que la liste ci-dessus contienne les noms de toutes les familles protestantes transportées des Antilles en Amérique. Beaucoup de huguenots émigrèrent sans doute de France dans ces îles après la date présumée de cette liste (1671) et avant la révocation de l'Edit de Nantes. Elle ne contient pas non plus les noms de toutes ces malheureuses victimes de la persécution, qui, comme nous le verrons plus loin, furent transportées aux Indes occidentales françaises après la révocation. A la première catégorie appartiennent les noms de Guillaume Le Conte, Jacques Lasty, Jean Thauvet, Gérard Douens, Alexandre Allaire, dont l'existence à Saint-Christophe avant la révocation nous est prouvée par d'autres documents.

Parmi les habitants de la Guadeloupe en 1671, nous reconnaissons les noms américains suivants :

En particulier, les listes des familles qui s'établirent à New-Rochelle, près de la ville de New-York, mentionnent plusieurs enfants nés dans l'île de Saint-Christophe. Là vivait aussi le premier pasteur de New-Rochelle, David de Bonrepos.

Mais le temps approchait où ces îles éloignées devaient être visitées par la tempête qui éclata sur les protestants de France. La politique de Richelieu et de Mazarin avait été abandonnée, et le gouvernement, occupé de l'extirpation des huguenots de France, songea à leur infliger les mêmes sévérités dans les colonies. Des édits prescrivant la mise en vigueur des décrets publiés pour la suppression du culte réformé et la proscription du nom de protestant traversèrent l'Océan. En 1664, les religionnaires furent avertis de ne pas excéder la tolérance qu'on leur avait accordée, et dont ils avaient joui jusqu'alors, de s'assembler dans des maisons particulières pour faire leurs prières; on leur conseillait surtout d'éviter de se trouver présents aux endroits où on portait l'hostie, et là où passaient des processions religieuses, à moins d'être disposés à leur témoigner les marques habituelles de respect (1).

La même année, une autre loi enleva aux protes-

Jean et Pierre Allaire, Thomas Colin, Michel Cotonneau, Elie Coudret, Jean Dallé, Delanoe, Jean Gombault, Paul Guionneau, Elie Gosselin, Jean Hamel, Abraham Hulin, François Le Blond, Jean Lespinard, Jean Le Comte, Jamain, Edouard Machet, Thomas et Vincent Mahau, Jacques Potel, Daniel Roberdeau. Parmi les habitants de la Martinique, en 1671, étaient Antoine Bonneau, Jean et Thomas Chevalier, Mathurin Coudray, Etienne Joullin, François Massé, François Monnel, Jean Neuville, Jean Le Vilain, Jean, Martin, Michel et Nicolas Le Roux.

(1) *Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent*, tome I, p. 118.

tants le droit de vendre leurs propriétés dans les îles (1). Une troisième leur défendit de converser sur les mystères de la foi (2). Un autre édit défendit de chanter publiquement des psaumes sur les navires commandés par des capitaines huguenots, qu'ils fussent à la mer ou dans le port (3).

Tout ceci était l'écho d'une législation rigoureusement exécutée en France, comme nous le verrons, mais qui, en ce qui concerne les colonies, semble être restée tout d'abord sans effet. Les gouverneurs des îles, dès le commencement, avaient montré une indifférence complète pour les intérêts religieux des habitants (4). Un d'eux au moins, Levasseur, gouverneur de l'île de la Tortue pendant douze ans, était lui-même protestant avoué (5).

(1) *Loix et constitutions des colonies françoises de l'Amérique sous le Vent*, tome I, p. 131.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 180. -- Le gouvernement de Louis XIV avait entrepris la conversion forcée des officiers et des marins en service, dont le plus grand nombre étaient protestants. En 1680, le roi annonça son intention d'éloigner par degrés de la marine tous ceux qui continueraient à professer la religion prétendue réformée. Quelques mois après, le marquis de Seignelay écrivait : « Elle veut encore (S. M.) que ledit sieur de Seuil s'informe particulièrement si les prières catholiques, la messe et les autres » exercices de la religion se font publiquement et à haute voix, » dans la poupe, aux jours et heures qu'ils se doivent faire, et si » les capitaines n'y apportent aucun empêchement, et qu'il fasse » sçavoir aussy en quelle manière se font les prières des prétendus réformez, s'ils se retirent à l'avant et entre deux ponts, et » s'ils observent de les faire à voix basse et sans être entendus. » (*Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, tome II, pp. 335-336.)

(4) « Il est vray que long-temps auparavant que la Compagnie feust en possession de ces isles, il y avoit des heretiques tolerez par toutes les isles, mais en très-petit nombre ; lesquels s'estant accreus par la connivance de quelques gouverneurs, ont toujours tenté, etc. » — (Du Tertre, *Hist. gén. des Antilles*, etc., t. III, p. 317).

(5) Dessalles, *Hist. gén. des Antilles*, t. I, p. 87.

Le missionnaire apostolique Du Tertre se plaignait, en 1671, que le gouverneur de la Guadeloupe eût élevé un huguenot aux postes les plus importants de cette île (1). Les hérétiques pratiquaient les rites de leur religion avec une audace croissante. Les remontrances des vigilants prêtres ou moines empêchèrent seules les autorités d'autoriser la célébration ouverte et publique du culte réformé dans les îles (2).

Lorsque la violence de la persécution augmenta en France, d'autres huguenots cherchèrent un refuge dans les Antilles. Parmi ceux-ci, en 1679, vint Elie Neau, qui devint, dans la suite, un héroïque confesseur de la foi sur les galères françaises, et l'instituteur dévoué des esclaves nègres à New-York. Elevé pour la vie de marin, Neau avait quitté la maison paternelle, dans la principauté de Soubise, en Saintonge, à l'âge de dix-huit ans, appréhendant les troubles qui commencèrent dans cette province sous l'administration de Marillac et de Demuin. Il passa plusieurs années dans les îles hollandaises et françaises des Indes occidentales, et se serait établi dans l'une de ces dernières, sans la crainte que la liberté de conscience dont jouissaient les colons ne fût bientôt restreinte. Neau, lorsqu'il fut plus âgé, datait le commencement de sa profonde expérience personnelle du pouvoir de la religion du moment de son séjour dans les îles françaises. Faisant allusion à une dure épreuve qui le frappa à ce moment, il dit : « Dans

(1) Le sieur Potel (Du Tertre, *Hist. gén. des Antilles*, etc., tome II, p. 422). — Rochefort mentionne « M. Postel » parmi « les principaux officiers et les plus honorables habitants » de la Guadeloupe, en 1658 (*Hist. des Antilles*, etc., p. 26). Jacques Potell est nommé parmi les habitants de la Guadeloupe en 1671 (Dessalles, *Hist. gén. des Antilles*, t. II, p. 447).

(2) Du Tertre, II, 422.

» ce tems-là, ce Dieu tout-puissant m'envoya une rude
» affliction. Ce fut là où il commença à me parler au
» cœur, il me donna son amour ; mais mon ignorance
» me rendoit semblable à cet aveugle qui ne voyoit les
» hommes que comme des arbres, la première fois que
» mon adorable Seigneur lui toucha les yeux ; car j'ai-
» mois Dieu, mais je ne le connoissois pas assez pour
» ne penser qu'à m'occuper de lui (1). »

Des exemples de violation des droits sacrés de la conscience s'étaient, à la vérité, déjà présentés dans les îles françaises avant la catastrophe de la révocation. En 1664, un livre d'école contenant des vers qui parurent contraires à la religion romaine et à la messe, ayant été trouvé entre les mains d'un enfant en bas âge, on condamna celui-ci à être battu par son père à la porte de l'église ; les parents furent condamnés à une amende sévère, et le maître d'école passa en jugement (2).

Environ à la même époque, on décréta que toute personne qui parlerait en public contre les doctrines et les cérémonies de la religion catholique romaine aurait les lèvres fendues et la langue percée d'un fer chaud, et serait banni des îles à perpétuité (3). En l'an 1678, le Conseil de la Martinique, en rendant un jugement contre Jean Boutilier, négociant, interdit à toutes les personnes « de la religion » de s'assembler de quelque manière que ce fût pour dire leurs prières, même à voix

(1) *Histoire abrégée des Souffrances du sieur Elie Neau sur les galères et dans les Cachots de Marseille*. A Rotterdam, chez Abraham Acher. MD.CC.I, p. 99.

(2) *Loix et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent*. Paris (1784), tome I, p. 116.

(3) *Ibid.*, p. 117.

basse (1). Mais on devine la répugnance du gouvernement colonial à se porter à de telles extrémités d'après la sévérité croissante des ordres envoyés de France pour la mise en vigueur des décrets royaux. En 1683, le conseil de la Martinique enregistrait l'ordre suivant du roi : « Quant aux prétendus réformés, vous ne tolé-
 » rerez pas qu'ils pratiquent un exercice public quel-
 » conque de leur religion, ni qu'aucun d'eux soit em-
 » ployé dans les fonctions publiques. Vous ne permettrez
 » même à aucun habitant de cette religion de s'éta-
 » blir dans les îles avec le dessein d'acquérir des ter-
 » res, à moins d'ordre exprès. On peut tolérer ceux
 » qui fréquenteraient des îles dans un but commercial,
 » mais sans aucun exercice quel qu'il soit de leur reli-
 » gion (2). »

Un autre chapitre de l'histoire huguenote dans les Antilles, — et un triste chapitre, — commence à la révocation de l'Edit de Nantes. L'émigration volontaire des protestants français dans ces colonies, et leur tranquille établissement au milieu d'elles, dans un moment de liberté relative, furent suivis, en 1686 et pendant les deux années suivantes, de la transportation forcée des personnes condamnées à la déportation à cause de leur religion.

Cette méthode d'intimidation et de punition fut employée pendant quelque temps avec succès par le gouvernement de Louis XIV. C'était un raffinement sur les dragonnades et les autres mesures prises pour la conversion forcée des sujets réformés de Sa Majesté.

(1) *Hist. gén. des Antilles*, par M. Adrien Dessalles, t. III, p. 213.

(2) *Ibid.*, III, p. 214.

C'était le sort le plus redouté. Le galérien même considérait la sentence de transportation aux îles de l'Amérique comme un arrêt bien plus terrible que le sien. On fit croire aux populations des provinces intérieures de la France surtout que le sort des personnes envoyées dans les îles françaises serait la misère la plus profonde et la dégradation. Ils devaient être traités comme des esclaves et soumis par les planteurs au même traitement que leurs nègres et leur bétail. On leur représentait l'Amérique comme un pays où non seulement ils ne seraient pas traités en amis, mais encore réduits à une captivité cruelle et sans espoir.

Ces appréhensions n'étaient pas dénuées de fondement. Une dure servitude, qui rappelait l'esclavage dans ses plus mauvais côtés, régnait dans les îles françaises. Introduite par les « boucaniers » ou pirates qui infestaient anciennement les Antilles, elle avait été adoptée par leurs successeurs, les planteurs. Les « engagés, » comme on les appelait, étaient généralement des Français qui s'étaient vendus pour servir trois ans dans les colonies. On les employait à de durs travaux des champs, sous le soleil brûlant des tropiques ; et ils étaient entièrement à la merci de maîtres souvent inhumains et toujours irresponsables. On disait que l'un de ces maîtres se vantait ouvertement d'avoir tué de sa main trois cents engagés (1).

Des histoires comme la suivante, conservées des temps des boucaniers, étaient certainement connues en France et le huguenot observateur du dimanche les écoutait avec horreur. — Un « engagé, » probable-

(1) *Histoire des aventuriers qui se sont signalés dans les mers des Indes*, par Alexis Oexmelin. Paris, 1713. Cité dans le *Routier des îles Antilles*. Paris 1824, p. 20.

ment protestant, dont le maître avait l'habitude de l'envoyer à la côte tous les dimanches pour porter les peaux des bestiaux abattus dans la semaine, se hasarda à lui rappeler le commandement divin : « Tu travailleras six jours, et feras toute ton œuvre ; mais le septième jour est le repos de l'Eternel ton Dieu ; tu ne feras aucune œuvre en ce jour-là. » — « Et moi, » répondit le féroce boucanier, « et moi je dis : Six jours tu tueras des taureaux pour les écorcher, et le septième tu en porteras les peaux au bord de la mer. » Et ce commandement fut accompagné de coups de bâton, « qui, » dit l'abbé Raynal (*Hist. philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, t. V, p. 213), « tantôt font observer et tantôt font violer les commandements de Dieu. » — (*Histoire politique et statistique de l'île d'Haïti ou Saint-Domingue*. Paris, 1826, p. 61).

Il n'est pas supposable cependant que le projet du gouvernement français fût jamais de transporter de grandes quantités de huguenots pour servir d'esclaves dans les colonies, et ce fut sans doute principalement dans un but d'intimidation qu'il le fit annoncer. Toutes les mesures furent prises pour augmenter l'impression de terreur que produisit cette nouvelle. Ceux qui avaient résisté à tout autre effort fait pour ébranler leur fermeté furent alors traînés par centaines aux ports de mer. Les misères du voyage étaient aggravées de toute manière. Parents et enfants, maris et femmes, voisins et amis étaient soigneusement séparés les uns des autres. Des compagnies de soldats escortaient les malheureux voyageurs, moins pour prévenir leur évasion que pour les dégrader, en donnant à ce cortège l'aspect d'une chaîne de galériens. On

transportait les uns dans des chariots, liés de manière à accroître leur malaise à chaque mouvement, tandis que d'autres marchaient, liés deux à deux, comme des condamnés menés à la prison. On conduisait la plupart d'entre eux au port de Marseille. Beaucoup tombaient malades et mouraient en chemin. D'autres périrent dans la fameuse tour de Constance, en attendant les navires qui devaient les transporter aux îles. Mais plusieurs milliers, après avoir résisté à tous les efforts faits pour ébranler leur foi et supporté les fatigues de ce voyage ignominieux, cédèrent à la fin. A la vue des navires qui devaient les emmener en esclavage, loin de leur mère patrie, le cœur leur manqua (1). Ceux qui persévérèrent devinrent l'étonnement et l'admiration de leurs frères. « Ce genre de persécution leur était, » disait l'un d'eux, « une terrible tentation. Aussi longtemps qu'on est dans le royaume, on se flatte soi-même, on espère, on reçoit des consolations de ses amis et de ses parents. L'Eglise, dont les yeux sont sur nous, l'édification de nos frères, tout tend à ranimer notre courage; mais se voir privé de tous ces puissants moyens à la fois, aller dans un nouveau monde, comme pour y être enterré, enseveli, séparé du reste des humains, dans un état pire que celui d'un esclave, abandonné à la discrétion d'un homme qui va au bout du monde en quête de richesses, et qui, sans aucune pensée d'humanité, traite ses esclaves suivant leur travail et le gain qu'il en tire! Grand Dieu! quelle Egypte n'est-ce pas là pour les martyrs fidèles qui y ont été transportés (2)! »

(1) E. Benoist, *Histoire de l'édit de Nantes*. A Delft, chez Adrien Benan, MD.C.XCV, tome III, seconde partie, p. 973-975.

(2) *A specimen of papal and french persecution*. As also, of the

Le nombre de ceux qui furent embarqués pour les îles françaises est considérable. Entre le mois de septembre 1686 et le commencement de l'année 1688 jusqu'à dix vaisseaux mirent à la voile de Marseille, à destination de la Martinique, pour la plupart, et portant plus de mille huguenots, hommes et femmes (1).

Les renseignements que nous avons sur cette émigration forcée sont néanmoins incomplets. Il est probable que le nombre total des victimes fut bien plus considérable.

Quelques-uns de ces infortunés perdirent courage juste au dernier moment. La veille de leur embarquement, vaincus par la crainte, ils se rétractèrent. Cette faiblesse ne leur épargna pas un châtement irrévocable. Les « nouveaux convertis, » comme on les nommait, étaient embarqués avec les autres et subissaient la destinée de leurs frères plus résolus.

Le misérable sort de ces exilés excita une profonde sympathie parmi les protestants, en France et dans toute l'Europe. Pour les réfugiés en Allemagne, en Suisse et en Grande-Bretagne, le nom d'*Amérique*, destiné à devenir le synonyme de liberté, signifiait esclavage, lot bien plus digne de pitié que le leur. Cette sympathie s'exprima de bien des manières touchantes. Les pasteurs français réunis dans la ville de Zurich témoignèrent leur compassion : « pour ceux qui pleurent sous les fers des infidèles en Afrique, et pour ceux qui gé-

faith and patience of the late french confessors and martyrs. Exhibited in the cruel sufferings, and most exemplary behaviour of that eminent confessor and martyr, M^r Lewis de Marolles. Done newly out of French. London 1712. pp. 69-70.

(1) *Loix et constitutions*, etc., I, 474. — *A Specimen*, etc., 69, 92. — Benoist, III, 2^e partie, 976. — *Bull.*, XII, 74-79. — *Mémoires de Samuel de Pechels*, p. 50.

missent sous la verge de méchanceté en Amérique (1). »

Jean Olry, de Metz, condamné avec dix autres à la déportation pour sa foi religieuse, relate qu'en atteignant la ville de La Rochelle, où ils devaient s'embarquer pour les Indes occidentales, les prisonniers trouvèrent à bord du vaisseau trois dames qui attendaient leur arrivée depuis plusieurs jours pour leur offrir, de la part de leurs frères de cette ville, des dons en espèces ou en vêtements, et des provisions, y compris le vin et d'autres friandises, pour les soutenir pendant la traversée (2).

Un des navires qui avaient quitté Marseille au printemps de l'année 1687, portant une grande compagnie de huguenots réformés, fut forcé par le mauvais temps de jeter l'ancre dans le port de Cadix. Le gouverneur de cette ville eut la curiosité de les visiter et fut si touché de la condition des femmes qu'il leur envoya un présent de fruits. Parmi d'autres personnes attirées par cette nouveauté était un officier français réformé qui se trouvait par hasard dans le port, et qui raconte cet épisode dans la lettre suivante : « Nous » apprîmes que ce navire venoit de Marseille, et qu'il » alloit à l'Amérique porter des esclaves, ce qui m'obligea à demander la chaloupe pour m'aller éclaircir » du doute où j'étois, croyant qu'il y avoit dedans des » gens de notre religion, comme en effet cela ne s'est » trouvé que trop véritable. Dès que nous avons été » à bord du *François*, il nous a fait apporter la collation, et, un moment après, nous avons vu paroître » quelques demoiselles, à qui la mort étoit peinte sur

(1) *Bulletin de la Soc. de l'hist. du prot. franç.*, VII, 57.

(2) *Ibid.*, VI, 309.

» le visage, lesquelles venoient en haut pour prendre
» l'air. Nous leur avons demandé par quelle aventure
» elles s'en alloient à l'Amérique. Elles ont répondu
» avec une constance héroïque : « *Parce que nous ne*
» *voulons point adorer la beste, ni nous prosterner devant*
» *des images. Voilà,* » disent-elles, « *notre crime.* »
» Nous leur avons demandé s'il n'y en avoit point des
» Cévennes. Elles ont répondu qu'il y en avoit deux,
» l'une de quinze et l'autre de seize ans, qui étoient en
» bas, et qu'elles étoient d'une ville que l'on appeloit
» Saint-Ambroix ; ce qui augmenta ma curiosité de les
» voir. L'une étoit malade à la mort, et sa sœur étoit
» auprès d'elle pour l'assister de ce qu'elle pouvoit. A
» ma sollicitation, le capitaine permit que celle qui
» n'étoit point malade montât. Dès qu'elle parut sur le
» pont, je vis bien que son visage ne m'étoit point in-
» connu. Monsieur votre fils lui demanda : « D'où
» êtes-vous, mademoiselle ? » — « Je suis de Saint-
» Ambroix, » dit-elle. — « Comment vous appelez-
» vous ? » — « Je m'appelle Peirique. » Il n'en fallut
» pas davantage pour me persuader que c'étoit mes
» cousines germaines. J'avois résolu de la laisser par-
» ler quelques temps, mais les larmes qui commencè-
» rent à couler de mes yeux ne me l'ont pas permis.
» Je m'approchay d'elle et lui demanday : « Eh bien !
» mademoiselle, ne me connaissez-vous pas ? » Au mo-
» ment qu'elle eut jeté la vue sur moi : « Ah ! » dit-
» elle, en se jetant à mon col, « est-il possible, mon
» cher cousin, que je vous voye encore dans mon
» malheur ! » Elle ajouta cent autres choses si touchan-
» tes qu'il n'y eut personne du vaisseau qui ne versât
» un torrent de larmes, du moins de ceux qui les ont
» en garde. Je demandoy au capitaine permission de

» voir sa sœur qui ne pouvoit pas monter l'échelle, ce
» qu'il m'accorda. Je ne fus pas plus tôt au bas que je
» vis quatre-vingts jeunes filles ou femmes couchées sur
» des matelas, accablées de maux ; ma bouche fut fermée et je n'eus pas le mot à leur dire. Elles me dirent les choses du monde les plus touchantes, et, au lieu de les consoler, elles me consoloient ; et, ne pouvant plus parler, elles me dirent d'une commune voix : « Nous mettons le doigt sur nos lèvres et nous disons que toutes choses viennent de Celui qui est le Roy des roys ; c'est en celui-là que nous mettons notre espérance, etc. (1) »

Deux navires partis de Marseille en septembre 1687 n'atteignirent Saint-Domingue qu'au mois de février de l'année suivante. La *Concorde* portait quatre-vingt-dix prisonniers protestants ; la *Marie* soixante-dix-neuf. Le plus grand nombre de ces prisonniers venait du Bas-Languedoc et des Cévennes. Leurs souffrances durant ce long voyage de cinq mois furent extrêmes. Les navires étaient petits et encombrés, et l'approvisionnement d'eau et de vivres insuffisant. Sur la *Marie*, cinquante-neuf personnes étaient entassées ensemble dans un compartiment à peine assez grand pour en recevoir vingt. Dans une cabine voisine, soixante et dix galériens épuisés, en route pour les îles où on devait les vendre aux planteurs, étaient confinés, lourdement enchaînés, dans un espace également réduit. « Cette chaleur étouffante, la quantité effroyable de vermine qui nous dévorait, une soif continuelle et de mauvais aliments ne suffisaient pas à satisfaire la cruauté de nos con-

(1) *Bulletin de la Soc. de l'hist. du prot. franç.*, XI, 159. Comp. Benoist, *Hist. de l'édit de Nantes*, tome III, 2^e partie, 1041.

» ducteurs : ils nous frappaient souvent et nous jetaient
 » de l'eau de mer chaque fois qu'ils nous voyaient prier
 » ou louer Dieu. Les discours habituels que nous tenaient ces ennemis de la vérité étaient que quand nous serions arrivés en Amérique, les hommes qui refuseraient d'aller à la messe seraient pendus et les femmes livrées aux sauvages ; mais, loin d'être effrayés par ces menaces ou ébranlés par leurs cruautés envers nous, plusieurs d'entre nous ressentaient une joie secrète de ce qu'il avait plu à Dieu de nous appeler à souffrir pour son saint nom, même jusqu'à la mort. Nous avons entendu si souvent proférer toutes ces menaces dans nos différentes prisons, que nous nous y étions habitués ; elles n'ébranlaient pas plus nos résolutions que ce que j'endurais journellement avec la permission de Dieu. Je regardais tout cela comme rien, et comme ne pouvant être mis en balance avec la gloire qui m'était plus tard réservée. »
 « Heureux ceux qui souffrent pour la justice, car le royaume des cieux est à eux (1). »

Dans cette émigration forcée, beaucoup périrent en mer de maladie ou de privations, ou dans des naufrages. Il résulte des relations qui nous sont parvenues, qu'un quart au moins du nombre des embarqués mourut pendant le voyage. L'*Espérance*, qui quitta Marseille le 12 mars 1687, avec soixante et dix hommes et trente femmes, fit naufrage le 19 mai, sur les rochers, près de l'île de la Martinique. Trente-sept personnes périrent. Les survivants furent reçus avec hospitalité par les Caraïbes, qui les accueillirent sur le rivage, allumèrent des feux pour

(1) *Mémoires de Samuel de Pechels*, par M. Raoul de Cazenove. Toulouse, pp. 50-56.

les réchauffer, et leur apportèrent des provisions de cassave (1). Ils étaient traités avec la même bienveillance chez les Français. Guiraud, de Nîmes, après avoir passé cinq mois à la Martinique, s'enfuit au quartier anglais de Saint-Christophe, où il trouva un refuge chez un planteur français, naturalisé sujet anglais, qui le traita comme son propre fils (2).

La Martinique, principal lieu de destination des navires-transports, était à cette époque l'une des Antilles françaises les plus populeuses et des plus importantes. Lorsque les huguenots en approchaient, leurs impressions de mélancolie et d'effroi devaient être encore augmentées par l'aspect sauvage de cette île, dont on aperçoit au loin en mer les contours brisés, portant avec une netteté remarquable les traces d'une origine ignée. L'intérieur de l'île est une masse de rocs semés de précipices, au milieu desquels un pic, le mont Pelé, s'élève à une hauteur de quatre mille cinq cents pieds. On aperçoit çà et là les cratères de volcans éteints, et, du centre presque inaccessible de l'île, de longues arêtes de lave s'étendent jusqu'aux rivages, où elles forment des baies profondes le long de la côte. Entre ces arêtes se déploient de larges vallées irrégulières d'une grande fertilité, arrosées par les nombreux torrents qui descendent des hauteurs environnantes. Au milieu de ces vallées, dont la riche végétation contrastait singulièrement avec la majesté des montagnes, les unes couvertes de forêts, les autres nues et stériles, les huguenots remarquaient, avec un intérêt spécial, les *mornes* ou collines arrondies, dont beaucoup étaient couronnées

(1) Farine faite avec la racine de manioc.

(2) *Bulletin de la Soc. de l'hist. du prot. franç.*, XII, pp. 74-79.

par les habitations des planteurs, qui choisissaient de préférence ces sites élevés, tant à cause de la salubrité que pour éviter les inondations fréquentes causées par la crue des torrents de la montagne.

La persécution religieuse avait déjà commencé dans les îles avant l'arrivée des bannis huguenots. Quelques mois après la révocation de l'Edit de Nantes, le comte de Blénac, gouverneur général, reçut l'ordre de prendre sans retard des mesures pour extirper l'hérésie des îles. Le roi espérait que ses sujets coloniaux suivraient promptement l'exemple d'un grand nombre de leurs frères de France, et renonceraient à leurs erreurs. Cependant, si quelques-uns d'entre eux se montraient obstinés, ils devaient être traités en conséquence : on pouvait punir les réfractaires par la prison ou par l'envoi de soldats en logement dans leurs maisons. On faisait une exception, pour le moment, en faveur des habitants de Saint-Christophe, en considération de ce que la facilité qu'avaient les religionnaires de suivre le culte hérétique dans la partie anglaise de l'île ou même de passer complètement aux Anglais, rendait la tâche de déraciner l'hérésie bien plus difficile que dans les autres îles. On pouvait donc y essayer des mesures de douceur avant d'employer un système plus dur. Le roi donnait de plus à entendre à tous qu'il était résolu à ne permettre en aucune manière aux protestants des îles de les quitter dans le but de s'établir ailleurs (1).

Ces ordres furent bientôt suivis d'autres, se rapportant aux compagnies de huguenots condamnés à la transportation dans les colonies. Dès leur arrivée, ils

(1) *Histoire générale des Antilles*, par M. Adrien Dessalles. Paris, 1847, tome II, p. 63.

devaient être répartis sur les diverses îles et mis au service des planteurs. Il n'était fait aucune distinction pour les « nouveaux convertis, » qui avaient espéré obtenir, par leur abjuration, un adoucissement à leur sentence. On devait les surveiller avec soin et les obliger à remplir leurs devoirs de catholiques, mais on les envoyait avec les autres (1).

Les îles de la Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Eustache et Saint-Domingue reçurent un grand nombre de ces prisonniers. Beaucoup moururent bientôt dans leurs nouvelles demeures de chagrin et d'épuisement. Ceux qui survécurent paraissent être tombés pour la plupart aux mains de maîtres humains. Guiraud, l'un des passagers naufragés de l'*Espérance*, rapporte qu'il resta cinq mois à Saint-Pierre, dans l'île de la Martinique, et reçut des marques d'affection de plusieurs personnes. Le fait est qu'un grand nombre des marchands et des planteurs avaient la même foi que les exilés. Ils les regardaient comme des témoins illustres de la vérité et tenaient à honneur de les reconnaître comme frères et de leur procurer ce dont ils avaient besoin.

Les prisonniers débarqués sur l'île de Saint-Domingue furent spécialement heureux sous ce rapport. L'un d'eux, Samuel de Pechels, rapporte qu'en arrivant à Port-au-Prince, lui et ses compagnons furent reçus avec bienveillance par le capitaine d'un navire du roi ancré dans le port. Le gouverneur les traita avec beaucoup d'humanité. On permit à de Pechels de visiter ses frères en la foi, mais il éveilla bientôt la jalousie des prêtres et des moines, qui le dénoncèrent comme em-

(1) *Histoire générale des Antilles*, par M. Adrien Dessalles. Paris, 1847, tome III, p. 215.

pêchant les autres de se convertir au catholicisme , et on l'envoya sur une autre île , d'où il réussit bientôt à s'échapper.

La première pensée des captifs , en arrivant au lieu où ils étaient exilés, était naturellement de s'échapper, et même les habitants protestants des îles, poussés par la nouvelle politique de persécution religieuse, se joignirent à eux et résolurent d'abandonner leurs foyers et de chercher un refuge dans les îles hollandaises ou anglaises, ou sur le continent américain. A la Martinique, entre autres, des arrangements secrets furent faits avec les capitaines de certains navires pour le transport de toutes les familles huguenotes sur un territoire étranger. Le gouverneur, de Blénac, apprenant le projet, s'empressa d'en conférer avec les pères jésuites et les autres ecclésiastiques de l'île, et il fut résolu qu'on essaierait d'un procédé d'intimidation. Les principaux protestants furent réunis dans une des églises, et on les avertit gravement que, s'ils persistaient dans leur obstination, on les traiterait, d'après les ordres du roi, avec toute sévérité. On peut facilement deviner le résultat de ces menaces : on s'empressa de profiter de toutes les occasions pour s'enfuir. Beaucoup de catholiques favorisèrent la fuite des exilés et les aidèrent à l'effectuer. Avant la fin de l'année 1687, le roi fut informé que ses sujets protestants quittaient les îles journellement par familles entières (1).

Divers moyens furent employés. Tantôt le huguenot, veillant sur la côte, réussissait à attirer l'attention de quelque navire de passage et à décider le capitaine à l'emmener avec sa famille et ses biens dans un port ami.

(1) *Hist. gén. des Antilles*, par A. Dessalles, t. II, pp. 64-66.

Tantôt c'était le propriétaire d'un petit sloop ou d'une goëlette qui conduisait secrètement sa famille à bord et faisait voile pour le continent. C'est ainsi qu'un aventurier, Etienne Hamel, capitaine d'un brigantin, *l'Amarante*, atteignit New-York en juin 1686. C'était « un pauvre protestant français, » comme il se nomme lui-même, « qu'une persécution rigoureuse a forcé de fuir de la Gardalupa (Guadeloupe), abandonnant ses biens, et de se réfugier dans ce pays avec l'intention de s'y établir (1). » Le plus grand nombre se rendirent d'abord dans les îles anglaises ou hollandaises, et de là prirent passage soit pour quelque pays protestant d'Europe, soit pour l'Amérique. Une troupe de trente huguenots, venus ensemble dans l'un des navires de Marseille, s'échappèrent ensemble au quartier anglais de Saint-Christophe, d'où ils s'embarquèrent pour l'Allemagne (2).

Ce fut à cette époque qu'une partie des habitants français des Antilles vinrent à New-York. Au mois de novembre 1686, le gouverneur du Canada reçut avis de cette ville que, en peu de temps, cinquante ou soixante huguenots étaient arrivés des îles de Saint-Christophe et de la Martinique et s'établissaient là et dans les environs. « Ce sont de nouveaux matériaux pour les brigands, » écrivait le gouverneur en annonçant ce fait à son royal maître (3). Nous avons les noms de cinquante-quatre de ces fugitifs. Les chefs de familles étaient : Alexandre Allaire, Elie de Bonrepos, Jean Boutilier, Isaac Caillaud, Ami Canche, Daniel Duchemin, Pierre

(1) Manuscrits anglais dans le bureau du secrétaire d'Etat, Albany, N.-Y., vol. XXXVIII, p. 31.

(2) *Bulletin de la Soc. de l'hist. du prot. français*, XII, 77.

(3) *Documents relative to the colonial history of the State of New-York*. Vol. IX, p. 309. M. de Denonville à M. de Seignelay. Québec, 16 novembre 1686.

Fleuriau, Daniel Gombauld, Etienne Hamel, Jean Hastier, Pierre Jouneau, Jacques Lasty, Guillaume le Conte, Pierre le Conte, Josias le Vilain, Benjamin l'Hommedieu, Elie Pelletreau, Jean Neufville, Elie Papin, Antoine Pintard, André Thauvet, Jacob Theroulde, René Tongrelou, Louis Bongrand, Etienne Bouyer, Gilles Gaudineau, Jean Machet, Isaac Mercier, Paul Merlin, Jean Pelletreau, et Etienne Vallean (1).

La plupart de ces immigrants paraissent avoir résidé quelques années dans les îles françaises. On doit supposer qu'ils étaient du nombre des protestants français qui avaient volontairement cherché un refuge dans les Antilles et y étaient restés tant qu'ils y avaient joui de quelque liberté religieuse. Les huit derniers noms, cependant, ne se trouvent pas sur les listes des premiers habitants des îles. Il est possible que Bongrand, Bouyer,

(1) Acte de naturalisation de « Daniell Duchemin et autres, » 27 septembre 1687 Du manuscrit inédit « *Statutes at Large of New-York 1664-1691* », d'après des relations originales et des manuscrits authentiques. » Gracieusement communiqué par le Dr Geo. H. Moore.

Le sieur Boisselleau, de la Guadeloupe, était arrivé à New-York l'année précédente. La pétition de Francis Basset, capitaine, et Francis Vincent, second d'un navire parti du port de New-York, le 13 août 1685, montre qu'ils furent faits prisonniers par les Espagnols, qui les menèrent à la ville de Saint-Domingue, où ils furent maltraités pendant quatre mois et d'où, par une providence particulière de Dieu, ils s'enfuirent en canot aux petites Goyaves. Lorsqu'ils y arrivèrent, après beaucoup de peine et dépourvus de tout, les Espagnols les ayant dépouillés même de leurs habits, le sieur Boybelleau fut ému de compassion envers eux, à cause de l'extrême misère de ces pauvres prisonniers désolés, qui avaient perdu tout ce qu'ils avaient et paraissaient en danger de perdre bientôt même la vie, et les ramena dans son navire à New-York. Sur la déclaration de cette situation, le navire fut exempté de droits et de dépenses (*N.-Y. Colonial Mss.*, vol. XXXII, folio 86). — La naturalisation fut accordée à John Boisselleau le 2 septembre 1685 (*Liste de Mss. anglais*, N.-Y., p. 140). La même année il s'établit à Gravesend, Long-Island, N.-Y., où il vivait en 1687 (*Documentary history of New-York*, vol. I, p. 661).

Gaudineau, Machet, Mercier, Merlin, Pelletreau et Valleau aient appartenu au parti de huguenots transportés dans les îles après la révocation de l'Edit de Nantes. Beaucoup d'autres, sans doute, dont nous n'avons pas une connaissance exacte, vinrent jusqu'en Amérique et s'établirent dans la Caroline du Sud, en Virginie ou dans le Maryland, de même qu'à New-York et dans la Nouvelle-Angleterre.

Le réfugié huguenot qui atteignit Boston en octobre 1687, venant d'Angleterre, apprit en route, d'un navire venant de la Martinique, que presque tous les protestants français s'étaient échappés des îles. « Nous avons plusieurs d'entre eux ici à Boston, » ajoute-t-il, « avec toutes leurs familles. »

Le gouvernement français se relâcha alors de la sévérité d'une politique qui dépeuplait les îles ; mais il était trop tard pour arrêter ce mouvement. Le roi envoya de nouveaux ordres enjoignant une grande bienveillance envers ceux qui persistaient dans leur hérésie comme aussi envers les nouveaux convertis. Ceux-ci ne devaient pas être astreints à recevoir les sacrements, mais seulement obligés de suivre une instruction religieuse. Enfin, pour les encourager à demeurer dans les îles, on exemptait les religionnaires aussi bien que les convertis, pendant la première année de leur séjour, de la capitation imposée aux habitants (1).

Un auteur moderne établit qu'un grand nombre de protestants français restèrent dans les Antilles après la période de persécution active, attendant avec soumission l'heureux moment auquel il plairait au souverain de ré-

(1) *Loix et constitutions des colonies françoises de l'Amérique sous le Vent*, tome I, p. 469.

voquer les ordonnances qui les oppressaient et de leur permettre de jouir en paix des bienfaits de son règne (1). De temps à autre, quelques-uns des colons qui s'étaient réfugiés en Amérique revenaient dans les Antilles (2) et les négociants français de New-York conservèrent longtemps la coutume, — introduite par les réfugiés, — d'envoyer leurs fils compléter leur éducation commerciale en passant quelque temps dans les îles, où bien des liens de famille et de société continuaient à les attirer (3).

Plusieurs familles huguenotes établies dans les Indes occidentales françaises se transportèrent définitivement aux Bermudes, où l'on trouve encore leurs descendants. Les familles Godet, Corbusier (4) et Le Thuillier s'y rendirent de l'île de Saint-Eustache (5). Une tradition,

(1) *Hist. gén. des Antilles*, par M. Adrien Dessalles, tome III, p. 215.

(2) D'autres au contraire restèrent plus longtemps dans les îles et vinrent plus tard en Amérique. Moses Gombeaux, commandant le sloop Saint-Bertram, de la Martinique, adressa le 8 juin 1726 une pétition au gouverneur et au conseil, demandant la permission de s'arrêter dans le port de New-York pour s'approvisionner et se réparer. Moyse Gombauld et Anne Françoise Pintard, sa femme, étaient membres de l'Eglise française de New-York, de 1736-1742. La tradition s'est conservée dans la famille Pintard, que « Moyse Gombauld, qui était le gendre d'Anthony Pintard, fut emprisonné dans les Indes occidentales, et s'échappa au moyen d'une corde que quelques amis lui avaient furtivement apportée, et avec laquelle il escalada les murs de la prison. »

(3) *The History of the late Province of New-York, by the hon. William Smith*. New-York, 1829, vol. II, p. 95, note.

(4) « Un colonel Corbusier figurait, il y a un siècle environ, parmi la plus grande noblesse de l'île. » (Gen. Sir John H. Lefroy.)

(5) Les noms français suivants, extraits des registres de naissance, mariages et inhumations, etc., de Saint-Eustache, de 1773 à 1778, m'ont été obligeamment procurés en 1877 par le général Sir John H. Lefroy, alors gouverneur des Bermudes. Ce sont, sans aucun doute, des noms de protestants français, d'autant plus qu'ils étaient inscrits par le chapelain des troupes hollandaises à Saint-Eustache :

conservée dans la famille Godet, de Bermude, rapporte que deux frères de ce nom s'enfuirent de France au moment de la révocation, en se cachant dans des futailles vides, sur un navire qui faisait voile pour l'Angleterre. D'Angleterre, ils émigrèrent aux Indes occidentales où ils trouvèrent un asile, l'un à la Guadeloupe

Romage. M. Cuville (enfant enterré 29 avril 1773). Sellioke. Corbusier. La Grasse (enterré 4 avril 1775). Raveane. M. Col-lomb (enterré 16 avril 1776). Preveaux (enterré 2 juin 1776). Dubrois Godette (enterré 29 mai 1776). M. J. Cadette (enterré 12 juin 1776). Miss Le Spere (enterrée 20 août 1776). Zanès. Mrs. Bardin (enterrée 28 janvier 1773). Danziès. M. Guizon (enterré 5 décembre 1773). Erthé. Miss Chabert (enterrée 5 juin 1775). Panyea. M. Gilliard (enterré 20 mai 1776). Charitres. M. Lefevre (enterré 30 mai 1776). Pesant. M. Gillott (enterré 19 septembre 1777). Pancho. L'Comb. Caianna. Savallani. Foissin. Lagourgue. Crochet. — Theodorus Godet, né vers 1670, épousa Sarah La Roux à Antigue en 1700. C'était un riche négociant, qui habita pendant plusieurs années dans l'île de Saint-Eustache, et mourut le 20 septembre 1740 à Maho-Bay (Guadeloupe), où il avait été pour voir son frère. Il eut huit enfants : Anne, Sarah, Theodorus, Jacob, Martin Du Brois, Mary Ann, Gideon et Adrian. Martin Du Brois, né à Willoughby Bay (Antigue), le 6 mars 1709, épousa Adriana, fille de Lucus et d'Anne Benners, le 17 juillet 1731. Il mourut le 25 novembre 1796. Son fils Theodorus, né à Saint-Eustache le 27 septembre 1734, fut élevé à Boston, U. S.; il épousa à Bermude, le 3 août 1753, Melicent, fille du col. Thomas Gilbert, et eut six enfants. Il mourut à Bermude en 1808. Thomas Martin Du Brois, fils de Theodorus et de Melicent Godet, naquit à Bermude le 1^{er} mai 1769. Il épousa, le 25 mars 1795, Mary Ann, veuve de William Gilbert, Esq., et fille du Rev. John Moore, Recteur de Somersset Tribe. Il mourut à Saint-Eustache le 23 septembre 1826, laissant cinq enfants. Thomas Martin Du Brois, fils du précédent, était né dans la paroisse de Paget, le 3 octobre 1802. Il épousa sa cousine, Melicent Godet, le 27 décembre 1832 et mourut le 29 mai 1861, laissant six enfants, parmi lesquels est Frederick Lennock Godet, Esq., secrétaire du conseil de Sa Majesté à Bermude.

Théodore Godet fut naturalisé en Angleterre, le 9 septembre 1698 (*Lists of naturalized Denizens*; dans *Protestant Exiles from France in the Reign of Louis XIV by the Rev. David C. A. Agnew*. London, 1874, tome III, p. 61). Le nom Dubrois, employé dans cette famille comme nom de baptême, est celui d'une famille huguenote qui s'enfuit en 1683 de La Rochelle en Angleterre (Archives nationales TT. n° 259. *Protestant Exiles*, III, p. 55).

et l'autre à Antigue et à Saint-Eustache. La famille Pérot, de Bermude, descend de Jacques Pérot, l'un des huguenots réfugiés dans la ville de New-York (1).

(1) Jacques, fils de Jacques Pérot et de Marie Cousson sa femme, naquit le 20 mai 1712, et fut baptisé dans l'église française de New-York, le 26 mai, « après l'action de l'après diner. » (*Registres de l'Eglise française de New-York*). Son père l'envoya dans sa jeunesse à Bermude, où il s'établit, et où il épousa Frances Mallory. Il mourut le 29 février 1780, laissant huit enfants : Martha, Mary, Elliston, John, James, William, Frances et Angelina. Elliston, fils de Jacques et de Marie Pérot, né à Bermude le 16 mars 1747, fut envoyé à New-York par son oncle, Robert Elliston, alors contrôleur des douanes, qui le plaça dans l'école tenue par le pasteur Stoupe, à New-Rochelle, où il fut camarade d'études du célèbre John Jay. A la mort de son oncle, il retourna à Bermude. Après avoir commercé dans les îles de Dominique, de Saint-Christophe et de Saint-Eustache, il se rendit en 1784 aux Etats-Unis, et s'établit comme négociant à Philadelphie avec son frère John. Il fut reçu membre de la Société des Amis en 1786, et épousa en 1787 Sarah, fille de Samuel et de Hannah Sanson, qui mourut le 22 août 1808. Elliston Pérot occupa une place éminente dans plusieurs des entreprises publiques de son temps, et laissa un nom encore tenu aujourd'hui en grand honneur. Il mourut à Philadelphie le 28 novembre 1834, âgé de quatre-vingt-huit ans. Son frère William laissa un fils, William B. Pérot, de Parlaville, Hamilton (Bermude), qui mourut en 1871, laissant un fils, William Henry Perot, de Baltimore (Maryland.) La famille est représentée aussi dans ce pays par les descendants d'Elliston, Francis Perot, Esq., maintenant (1884) dans sa quatre-vingt-sixième année, et Elliston Perot Morris, Esq., de Philadelphie (Pensylvanie).

CHAPITRE IV.

APPROCHE DE LA RÉVOCATION.

On peut dire que l'influence politique des huguenots en France prit fin avec la chute de La Rochelle, leur principal boulevard, en l'année 1628. Cette influence ne s'était fait jour que sous le règne de François II; elle dura soixante et dix ans, dans les temps troublés de la Ligue et les guerres civiles, sous le règne pacifique de Henri IV et dans les années qui suivirent ce règne, pendant lesquelles les dispositions de l'Edit de Nantes furent observées avec quelque fidélité. Elle diminua rapidement sous Louis XIII, à mesure que le gouvernement se montrait de plus en plus disposé à éluder les dispositions de cet édit. Les villes de sûreté et les places fortifiées tenues par les huguenots succombèrent l'une après l'autre devant les forces royales. Enfin, après un siège de quatorze mois, La Rochelle fut soumise, et sa chute mit fin au rôle politique du protestantisme.

La haute noblesse déserta alors généralement la cause protestante. Beaucoup de gentilshommes du plus haut rang s'étaient joints au parti huguenot pendant les guerres civiles; et, tant que l'édit resta en vigueur, ils trouvèrent leur avantage à demeurer protestants. L'im-

portance politique de ce parti n'était pas le seul motif qui attirât ceux qui étaient avides de privilèges et de distinctions. Le système de gouvernement ecclésiastique de l'Eglise réformée, ce régime parlementaire avec ses synodes, ses colloques et ses consistoires, dans lesquels les laïques siégeaient à côté des pasteurs, offrait aux seigneurs protestants l'occasion de prendre une part importante à la conduite des affaires religieuses, de même que les assemblées politiques, provinciales et nationales, sans faire partie du système ecclésiastique officiel, n'avaient pas peu contribué, depuis le massacre de la Saint-Barthélemy, à accroître la puissance de la noblesse huguenote.

Privés de leurs places de sûreté et de leur organisation politique, exclus peu à peu des charges de la cour, les huguenots acceptèrent cette situation nouvelle, et, après la chute de La Rochelle et de Montauban, s'adonnèrent avec zèle à la culture des arts de la paix. Une période de tranquillité relative et de prospérité suivit la perte de leur puissance politique. Partout, dans les provinces où ils étaient le plus nombreux, ils s'occupèrent avec une nouvelle activité d'agriculture, d'industrie et de commerce. Les protestants de la France méridionale et occidentale surpassaient tout le reste de la population comme cultivateurs. Dans bien des villes du littoral, les négociants huguenots étaient depuis longtemps à la tête des grandes entreprises et le commerce maritime du royaume vint à se trouver en grande partie dans leurs mains (1). Inventifs et travailleurs, ils s'adonnèrent avec beaucoup de succès aux arts méca-

(1) Le document officiel que nous avons déjà cité, page 90, *note*, fournit une preuve frappante de ce fait.

niques. Les manufactures de draps, de toiles, de serges, de soieries et de toiles à voile, les forges, les papeteries et les tanneries, qui enrichirent la France à cette époque, furent fondées ou développées principalement par des protestants. Ils excellaient en tout genre de travail par leur moralité, leur intelligence et leur activité. La véracité et l'honnêteté des huguenots devinrent proverbiales. « Ce sont de mauvais catholiques, » disait l'un de leurs adversaires, « mais d'excellents hommes d'affaires. » « Tous nos ports de mer, » disait un autre avec amertume, « regorgent de capitaines, de pilotes et de négociants hérétiques, qui, par cela que leurs âmes sont toutes à leur trafic, arrivent à une supériorité que les catholiques ne peuvent atteindre. » Observant religieusement un jour sur sept comme jour de repos, leur attention à leur commerce n'était pas interrompue par les nombreux jours fériés du calendrier catholique. Entourés d'ennemis attentifs, et habitués à toujours demeurer maîtres d'eux-mêmes, ils étaient prudents et circonspects dans leurs marchés avec les étrangers, et prêts à s'associer entre eux dans des combinaisons hardies et dans de grandes affaires.

D'autre part leur attachement au gouvernement était inattaquable. Le roi et les ministres attestèrent plusieurs fois que les protestants ne causaient plus aucune crainte à l'Etat. Lorsqu'un prince mécontent, comme le duc de Montmorency ou le prince de Condé, chercha à les pousser à la rébellion pour l'accomplissement de ses desseins ambitieux, il trouva les huguenots fermes dans leur attachement au trône. Le cardinal Mazarin, premier ministre de Louis XIII, fit, peu avant sa mort, une déclaration remarquable dans ce sens. « Le roi, » dit-il à une députation de protestants qui venaient lui

présenter leurs réclamations à propos de certaines violations de leurs droits, « manquerait de justice et de bonté s'il ne regardait pas les réformés avec la même faveur que les catholiques, car ils n'ont pas été moins prompts que ces derniers à verser leur sang et à sacrifier leur fortune à son service (1). » Louis XIV lui-même reconnut plus tard que ses sujets protestants lui avaient donné de nombreuses preuves de fidélité.

Ce ne fut donc pas une nécessité politique qui obligea le gouvernement, à la mort de Mazarin (9 mars 1661), d'entrer dans cette voie de contrainte et d'oppression vexatoires qui se termina, un quart de siècle plus tard, par la révocation de l'Edit de Nantes. Les huguenots étaient inoffensifs pour l'Etat, et positivement importants pour les intérêts matériels du pays. Le roi, de son propre aveu, n'avait pas de meilleurs serviteurs qu'eux dans les différents emplois, civils et militaires, qui jusqu'alors étaient ouverts à ceux de la nouvelle religion aussi bien qu'à ceux de l'ancienne. La France n'avait pas de citoyens plus paisibles, plus moraux, plus entreprenants. Mais l'Eglise de Rome continua à être, comme elle l'avait été dès le commencement, l'ennemie vigilante et implacable de la foi réformée; et l'Eglise avait maintenant un instrument docile sur le trône de France. Louis XIV, comme son prédécesseur, avait, à son avènement, donné sa parole de maintenir irrévocablement les dispositions de l'Edit de Nantes (2). Mais déjà avait été émise et soutenue la doctrine que cet édit perpétuel ne devait avoir que la durée de l'état de choses qui lui avait donné nais-

(1) (1658). Benoist, *Histoire de l'édit de Nantes*, tome III, p. 268.

(2) (8 juillet 1843). Benoist, *op. cit.*, tome III, 1^{re} partie. *Recueils d'édits*, etc., pp. 3, 4.

sance (1). Si, d'une manière quelconque, les hérétiques en faveur desquels cet édit avait été préparé pouvaient être persuadés de renoncer à leurs erreurs, la loi n'aurait plus d'effet et pourrait fort bien être révoquée. Le roi donc, inspiré par le clergé, employa toute son énergie à amener ce résultat, et le gouvernement entra dans une série de mesures destinées à entraver, à opprimer, à intimider et à décourager de plus en plus les protestants par tout le royaume.

Une des premières parmi ces mesures était dirigée contre la famille. En 1661 (2), un arrêt du Conseil fixa l'âge auquel les enfants protestants pouvaient légalement renoncer à la foi de leurs parents à quatorze ans pour les garçons et douze ans pour les filles. Des ordonnances successives défendirent aux parents de chercher à dissuader leurs enfants de prendre cette décision, leur interdirent de les faire instruire hors du pays et enfin avancèrent l'âge de leur conversion jusqu'à sept ans (17 juin 1681). C'était le meilleur moyen que l'on pût adopter pour introduire le désordre et la misère dans les familles huguenotes. Les zélés émissaires de l'Eglise profitèrent largement de l'autorité que leur conféraient ces lois. Le pays tout entier retentit bientôt des lamentations et des plaintes de parents dont les enfants étaient secrètement gagnés ou ouvertement enlevés à leurs protecteurs naturels. Le plus léger prétexte servait à justifier le ravisseur. L'enfant à qui l'on pouvait persuader, par la promesse d'un jouet ou d'un congé, de dire *Ave Maria*, ou d'exprimer le désir d'entendre la messe, était immédiatement réclamé comme catho-

(1) Benoist, *op. cit.*, tome III, 1^{re} partie, pp. 281, 282.

(2) (24 mars).

lique, et placé aux mains du clergé, pour être élevé comme tel, ou rendu à ses parents avec des ordres stricts de l'élever comme un membre de la véritable Eglise. Souvent, même, la capture était faite avec encore moins de formalités. Les enfants étaient pris sans forme de loi, et les protestations et les prières des parents étaient complètement négligées par les cours de justice. « Ce mode de persécution seul, » dit Benoist, « était si sévère qu'il semblerait presque impossible d'y rien ajouter (1). »

D'autres mesures du gouvernement privèrent les huguenots des facilités dont ils jouissaient pour l'éducation de leurs enfants. L'Edit de Nantes leur avait assuré à cet égard des droits égaux à ceux de leurs voisins catholiques romains. Ces droits furent graduellement restreints. En 1664 (2), les nouveaux bâtiments que les protestants de Nîmes avaient ajoutés à leur collège furent donnés aux jésuites, et les professeurs furent placés sous l'autorité du recteur des jésuites. Deux ans plus tard (3), on défendit aux nobles protestants d'entretenir des académies pour l'instruction de leurs enfants. Une autre ordonnance interdit aux consistoires et aux synodes de l'Eglise réformée de censurer les parents qui enverraient leurs enfants aux écoles catholiques romaines. Un peu plus tard (4), on défendit aux maîtres d'école protestants d'enseigner aux enfants aucune branche de connaissances autre que la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Une ordonnance suivit bientôt (5), rédui-

(1) Benoist, *op. cit.*, tome III, 2^e partie, p. 19.

(2) (28 novembre).

(3) (2 avril 1666).

(4) 9 novembre 1670.

(5) 4 décembre 1671.

sant à une seule le nombre des écoles de la religion prétendue réformée qui pourraient être tenues dans les places où l'exercice public de la religion était permis : un seul maître était autorisé pour chaque école. Tandis que d'un côté le gouvernement réduisait ainsi l'instruction primaire aux limites les plus étroites possibles, il s'occupait d'un autre côté à supprimer les grands collèges et académies protestantes, qui étaient depuis plus d'un siècle la gloire des Eglises réformées de France. En 1681 (1), le Conseil d'Etat supprima le collège protestant que Coligny avait fondé à Châtillon-sur-Loing, et l'académie plus fameuse de Sedan, fondée par Henri IV. En 1684 (2), l'académie de Die fut fermée. Le mois de janvier suivant (3), l'académie de Saumur, le flambeau qui avait éclairé toute l'Europe pendant quatre-vingts ans fut éteint. La dernière académie protestante, celle de Montauban, cessa d'exister par arrêté du Conseil daté du 5 mars 1685.

Les lieux de culte protestants, ou temples, comme on les appelait, partagèrent le sort des écoles et des collèges. On les fermait ou on les démolissait sous le plus léger prétexte. En 1662, vingt-trois des vingt-cinq temples qui existaient dans le petit territoire de Gex, sur la frontière suisse, où les protestants formaient la majorité de la population, furent fermés, sous prétexte que les dispositions de l'Edit de Nantes n'étaient pas applicables à ce bailliage, qui n'avait été réuni au royaume qu'après la promulgation de cet édit. De ce moment jusqu'à l'époque de la Révocation, en 1685, pas une année ne se passa sans être marquée par la ruine d'un

(1) (9 juillet).

(2) (11 septembre).

(3) 8 janvier 1685.

grand nombre de temples ; quelquefois cette destruction fut l'ouvrage de la populace , poussée par le clergé , et rarement punie par les autorités. Plus généralement elle était accomplie par les hommes de loi , sur l'initiative du gouvernement lui-même. Quelquefois on donnait une raison à cette suppression. Ainsi le temple de Saint-Hippolyte , dans les Cévennes , fut rasé par ordre du Conseil en 1681 , parce qu'un des fidèles ne s'était pas découvert au passage de l'hostie , alors qu'il sortait de la porte du prêche. Le temple de Millau , en Languedoc , fut démoli en 1682 , parce que quelques huguenots , se rendant en bateau au service , avaient chanté des psaumes à haute voix. Le temple d'Uzès , en Languedoc , où les trois quarts des habitants étaient protestants , fut détruit en 1676 , parce qu'il était trop près de l'église catholique , et que le chant des psaumes pouvait être entendu pendant la messe. Un édit , publié en 1680 , défendait aux ministres protestants de permettre à des catholiques romains de fréquenter leur prédication , et interdisait pour toujours l'exercice du culte dans tout lieu où un catholique romain aurait été admis à y assister. Mais dans la plupart des cas , aucune raison n'était donnée. On signifiait à une congrégation la suppression et la confiscation de son temple , cimetière et maison consistoriale , et tout appel ou protestation était inutile. On fit même un crime aux troupeaux sans abri de se réunir pour prier et louer Dieu en plein air , sur l'emplacement de leurs temples démolis , comme beaucoup de congrégations persistèrent à le faire , en dépit des amendes et des emprisonnements.

Aucune des mesures prises par le gouvernement ne causait de plus grande satisfaction à l'église de Rome que celles par lesquelles il cherchait ainsi à empêcher

l'exercice de la religion détestée. Une assemblée du clergé du diocèse d'Arles adressa des remerciements publics au roi « pour la démolition de tant de temples qui avaient été élevés à l'idole de la fausseté; pour la suppression de tant de collèges, qui étaient des séminaires de perdition, » et déclara qu'elle regardait « ces heureux commencements comme un augure que le roi voulait donner le coup mortel à l'hydre monstrueuse de l'hérésie. »

La politique de restriction qui portait ainsi sur la famille, l'école et l'église, suivait aussi le huguenot dans ses occupations journalières. Quoique l'Edit de Nantes stipulât expressément la sécurité des protestants dans toutes leurs professions légitimes, le gouvernement de Louis XIV, bien avant la Révocation, commença à leur fermer, un à un, les emplois dans lesquels ils avaient jusqu'alors trouvé leurs moyens d'existence. Ils furent exclus successivement de toutes les charges civiles et municipales, telles que celles de fermiers et receveurs des deniers royaux, officiers de la monnaie, magistrats, notaires, avocats, procureurs et sergents. On leur interdit l'exercice de la médecine ou de la chirurgie. Ils se virent écartés des fonctions d'imprimeurs, de libraires, de clercs ou de messagers publics. Les différentes corporations d'artisans reçurent la défense de les admettre. Aucun protestant ne put agir comme tuteur d'enfants orphelins quand même les parents eussent été protestants. Les femmes huguenotes ne furent plus autorisées à travailler comme lingères, blanchisseuses ni sages-femmes. En un mot, on ne négligea aucun des moyens que l'on put concevoir pour harasser et gêner l'hérétique obstiné, et pour le faire rentrer de force dans le giron de l'Eglise.

Mais le triomphe de cette législation persécutrice était réservé aux dragonnades. Cette méthode de provoquer des conversions forcées n'était pas nouvelle ; elle avait été essayée, peu d'années auparavant (octobre 1620), par les troupes de Louis XIII, dans la province conquise du Béarn, et s'y était montrée tout à fait efficace. Le roi, dans son désir de convertir plus rapidement ses sujets protestants, prescrivit la « mission bottée » (mars 1681). Les dragonnades consistaient simplement dans l'occupation militaire d'un territoire dont les habitants étaient en paix et sans défense. On envoyait des troupes dans ses villes et ses villages, et on les logeait chez les familles huguenotes. « Si, avec une répartition » raisonnable, » écrivait le roi, « ils peuvent en recevoir jusqu'à dix chacun, vous pouvez leur en assigner » vingt. » Les troupes avaient l'ordre de prolonger leur séjour jusqu'à ce que leurs hôtes eussent abjuré. Dans l'intervalle, elles étaient libres de leur infliger toute sorte d'outrages, sauf le viol et la mort. Les malheureuses familles se voyaient non seulement appauvries, et exposées à être réduites à la mendicité par leurs hôtes rapaces, mais, de plus, exposées à leur brutalité effrénée. L'historien Benoist remplit des pages de détails sur ces calamités, et ajoute : « En somme, ces dragons » firent, pour forcer ces populations à se faire catholiques, tout ce que des soldats ont l'habitude de faire » en pays ennemi pour forcer leurs hôtes à donner » leur argent, ou à révéler la place où ils ont caché » leurs biens. Ils n'épargnèrent ni hommes, ni femmes, » ni enfants ; ni les pauvres, ni les malades, ni les vieillards. »

Ce fut le 17 juin 1681, aussitôt après le déchaînement de ce système inhumain de guerre contre les gens ho-

norables et sans défense, que le roi publia la déclaration dont on a déjà parlé, permettant aux enfants de personnes professant la religion réformée d'y renoncer et d'embrasser la foi catholique romaine dès l'âge de sept ans. Il serait difficile de dire laquelle de ces deux mesures causa le plus de consternation parmi les malheureux protestants de France, ou éveilla l'indignation la plus profonde dans l'Europe protestante. Si l'une des ordonnances vouait la famille à la violence d'une soldatesque brutale, l'autre l'exposait aux artifices insidieux des nonnes et des prêtres. Aucune maison huguenote désormais n'était à l'abri de l'invasion; et Louis avait enfin convaincu ses sujets protestants qu'il n'était pas d'extrémité à laquelle il ne fût prêt pour les « presser de rentrer » dans le giron de Rome (1).

Les dragonnades commencèrent en Poitou, sous la direction de Marillac, gouverneur de cette province, et le système s'étendit rapidement aux autres provinces de France. Ses résultats immédiats furent tout à fait satisfaisants pour le clergé et la cour. Il importait peu aux uns et aux autres que les conversions qu'on leur annonçait fussent forcées et eussent été amenées par les moyens les plus iniques. La France était en bonne voie d'être délivrée de la plaie de l'hérésie, et le temps approchait où l'odieux édit de Nantes pourrait être aboli comme n'ayant plus aucun effet.

Cette joie fut cependant bientôt troublée par les nouvelles qui arrivaient des provinces, des frontières du royaume, et des Etats européens voisins, que les huguenots s'enfuyaient de France par centaines et par mil-

(1) « Les presser d'entrer. » Ces mots, horrible paraphrase du commandement dans la parabole du grand Souper (Luc, XIV, 23), étaient souvent sur les lèvres du roi et du clergé persécuteur.

liers. L'année des dragonnades marque effectivement le commencement de cet exode, qui, en peu de temps, enleva au royaume une grande partie de sa meilleure population et enrichit immensément les Etats étrangers où les fugitifs furent les bienvenus.

Déjà, de temps en temps, depuis le massacre de la Saint-Barthélemy, les protestants de France s'étaient enfuis en grand nombre dans ces pays, à mesure que les persécutions augmentaient dans leur patrie. La dernière de ces émigrations avait eu lieu environ quinze ans auparavant, et le gouvernement commença à s'apercevoir que les intérêts de sa marine souffraient sérieusement de la fuite de tant de marins des provinces occidentales. Mais on n'avait encore rien vu de comparable au mouvement qui se produisit alors. De toutes les parties du royaume, on apprenait que des provinces entières se dépeuplaient et que l'industrie du pays était paralysée.

Ce peuple désespéré exerçait toute son habileté à trouver des moyens de s'échapper.

« Toutes ces difficultez n'empêchoient pas qu'il ne
 » sortît autant de gens qu'on en arrêtoit. Du côté de la
 » mer on se cachoit sous des balles de marchandise,
 » sous des monceaux de charbon, dans des tonneaux
 » vuides mêlez parmi d'autres pleins de vin, d'eau-de-
 » vie, d'huile ou d'autres liqueurs, où on n'avoit d'ou-
 » verture que la bonde pour respirer. On s'enfermoit
 » dans des trous où on étoit entassé les uns sur les au-
 » tres, hommes, femmes, enfans, où on ne prenoit d'air
 » qu'à de certaines heures de la nuit. — On se hasar-
 » doit quelquefois dans de simples barques, pour un
 » trajet dont la pensée auroit fait trembler dans un autre
 » tems. Pourveu qu'il se trouvât un Pêcheur qui voulût
 » louer sa peine et sa barque, il se trouvoit toujours des

» gens prêts à tenter le passage. Le comte de Marancé,
» gentilhomme de basse Normandie, passa la mer lui
» quarantième, en y comprenant la comtesse sa femme,
» dans une barque de sept tonneaux, sans provisions,
» sans espérance de secours, dans la plus rude saison
» de l'année. Il y avoit dans la compagnie des femmes
» grosses et des nourrices. Le passage fut difficile, et
» enfin ils abordèrent demi-morts aux côtes d'Angle-
» terre. — Mais ceux même que le roi avoit preposez
» à garder les côtes s'apprivoisèrent, & trouvèrent tant
» d'occasions de faire de grands profits en favorisant
» la sortie des Reformez, qu'ils se laissèrent enfin aller
» à les assister, moyennant de grosses récompenses.
» Des capitaines de certaines fregates legères, qui
» avoient ordre de croiser sur les vaisseaux qui pour-
» roient porter des fugitifs, en passèrent eux-mêmes un
» fort grand nombre, & presque dans tous les ports les
» officiers de l'amirauté, amorces par le profit dont les
» maîtres de vaisseau leur faisoient part, laissoient passer
» bien des gens dont les cachettes n'étoient pas fort
» malaisées à decouvrir. Aussi pouvoient-ils faire à ce
» métier des profits considérables. Il y a eu des familles
» qui ont payé pour leur retraite quatre, six, huit mille
» livres. Ce fut la même chose du côté de terre. Les
» chefs de ceux qui gardoient les chemins et les pas-
» sages donnoient eux-mêmes des guides pour de l'ar-
» gent à ceux qu'ils étoient obligez d'arrêter; & quel-
» quefois ils en servoient eux-mêmes.

» Mais ceux qui ne pouvoient pas se servir de ces
» avantages, ou faute de connoissance, ou faute d'ar-
» gent, inventoient mille moyens pour se dérober à la
» vigilance de tant de gardes. — Souvent il s'en degui-
» soit en païsans, qui menant quelque bétail devant eux,

» ou portant même quelque fardeau sous le bras ou
 » sur les épaules, faisoient semblant de se rendre à
 » quelque marché. — D'autres prenoient le nom de
 » quelque soldat qui se rendoit à sa garnison, dans
 » quelque ville des Païs-Bas ou de l'Allemagne. Il y
 » en avoit qui se deguisoient en valets, & qui portoient
 » les couleurs (1). Jamais on n'a vu tant de marchands
 » qui eussent des affaires dans les païs étrangers, & qui
 » étoient appelez à Bruxelles, à Anvers, à Francfort,
 » & dans toutes les villes de commerce, ou par quel-
 » que banqueroute de leurs correspondans, ou par
 » quelques affaires de compte : & parce qu'on ne vou-
 » loit pas ruiner le negoce, on ne refusoit point le pas-
 » sage à ceux qui appuyoient leur deguisement de
 » quelque circonstance vraisemblable. Jamais on n'a
 » vu un si grand trafic de passeports. — Mais quand on
 » ne se pouvoit servir de tous ces expédiens, parce
 » qu'on n'avoit pas de quoi fournir à tant de dépenses,
 » ou parce qu'on avoit à sauver des femmes & des
 » enfans, on prenoit des routes écartées & impratica-
 » bles ; on ne marchoit que la nuit ; on alloit passer les
 » rivières à des guais inconnus, ou abandonnez à cause
 » de la difficulté des passages ; on passoit les jours
 » dans des bois, dans des cavernes, dans des lieux où
 » on avoit à souffrir, selon la saison, le serain, la pluye,
 » les neiges, le vent, les brouillards. Les plus heureux
 » demeuroient cachez dans quelque grange, sous des
 » monceaux de foin ou de paille, jusqu'à ce que l'heure
 » de marcher fût arrivée. Les femmes même et les en-
 » fans surmontoient ces difficultez avec autant d'affec-
 » tion que s'ils eussent fait un voyage de plaisir. Les

(1) Aujourd'hui on dirait « *une livrée*. »

» femmes employoient toutes sortes de déguisemens.
» Hommes et femmes se déguisèrent en mendiants , &
» traversèrent les lieux suspects chargez de sales hail-
» lons, et demandant leur pain de porte en porte (1). »

La tension était trop forte et durait trop longtemps. Les huguenots avaient abandonné leur rêve d'influence politique. Depuis plusieurs années , leur préoccupation avait été de se faire oublier et de mener dans l'obscurité une vie tranquille et paisible , en toute piété et honnêteté. Mais justement leur soumission et leur fidélité avaient été mal interprétées. Le roi, dominé par les prêtres, crut qu'il n'y avait plus, pour soumettre à la religion de l'Etat ces hérétiques obstinés, qu'à augmenter les châtimens et les mauvais traitements. Le clergé avait la confiance que les paysans dociles et ignorants céderaient, comme tant de nobles et d'hommes cultivés l'avaient fait, sous la pression du commandement royal. Beaucoup en effet cédèrent extérieurement ; mais on peut bien douter si, de toutes les conversions amenées par l'infliction des incapacités légales et les brutalités des dragonnades, une seule fût sincère. Beaucoup, au contraire, de nature plus héroïque , résistèrent à tous les efforts faits pour les détacher de leur foi. Et bon nombre de convertis apparents, après avoir réussi à éviter des punitions, ne furent pas moins empressés que leurs frères plus courageux à fuir leur patrie et à chercher un refuge dans les pays protestants.

Des asiles s'ouvrirent de toute part aux fugitifs. L'Angleterre surtout , où tant de leurs concitoyens persécutés avaient déjà trouvé un refuge, fut des premières à

(1) Benoist, *Histoire de l'édit de Nantes*, tome III, 3^e partie, pp. 948-954.

leur offrir l'hospitalité. Le résident anglais à Paris tenait son gouvernement au courant des mesures prises par Louis XIV contre ses sujets réformés, et demandait instamment au roi de plaider leur cause. L'édit terrible de juin 1681 décida enfin Charles II à faire cette démarche. Dès le mois suivant (28 juillet), une proclamation royale fut publiée, promettant des lettres de naturalisation sous le grand sceau d'Angleterre « à tous les protestants en détresse, qui, par suite des rigueurs et des sévérités dont on les accable à cause de leur religion, seront forcés de quitter leur pays natal et désireront s'abriter sous la protection royale de Sa Majesté, pour garder et pratiquer librement leur religion. » Les réfugiés étaient assurés de jouir de tous les privilèges et immunités compatibles avec les lois pour le libre exercice de leur commerce et de leur industrie ; ils étaient, en outre, informés qu'une loi serait présentée à la session suivante du Parlement pour la naturalisation de tous les protestants qui viendraient ainsi s'établir. Ils ne devaient pas être imposés de droits plus élevés que les sujets-nés de Sa Majesté, et devaient jouir des mêmes privilèges que ces derniers pour l'entrée de leurs enfants dans les écoles et collèges du royaume.

Pour rendre ces dispositions libérales effectives, l'ordre était donné de laisser les protestants passer la frontière douanière libres de droits avec leurs meubles, outils et instruments ; tous les officiers de Sa Majesté, tant civils que militaires, étaient invités à leur donner un bienveillant accueil à leur arrivée dans les ports du royaume et à leur prêter aide et soutien dans leur voyage jusqu'aux lieux où ils désireraient aller. Enfin, la proclamation royale ordonnait que des collectes fussent faites dans le royaume, pour secourir ceux des réfu-

giés qui pourraient en avoir besoin. L'archevêque de Canterbury et l'évêque de Londres étaient désignés pour recevoir les requêtes et pétitions que les réfugiés désireraient présenter au roi à leur arrivée.

La Hollande ne demeura pas longtemps en arrière de sa voisine protestante dans les ouvertures d'hospitalité aux huguenots opprimés. Le 24 septembre de la même année, les magistrats d'Amsterdam leur offrirent le droit de cité et des privilèges de commerce, et les Etats généraux annoncèrent que tous ceux qui s'établiraient sur leur territoire seraient exemptés du paiement des taxes pendant douze ans. Le roi luthérien du Danemark fut également prompt et libéral dans ses promesses de protection et d'exemption; les cantons protestants suisses ne furent pas longs non plus à témoigner leur sympathie à leurs frères persécutés, et à les inviter à venir chercher refuge sur leur territoire.

Peu d'années après, à la révocation de l'Edit de Nantes, les Etats protestants d'Allemagne se joignirent à ce mouvement. A peine cet acte suprême d'intolérance et de perfidie eût-il été proclamé que l'électeur de Brandebourg et d'autres princes protestants témoignèrent leur indignation en offrant une patrie aux huguenots proscrits et en prenant en leur faveur les dispositions les plus larges dans leurs Etats.

Cependant, en France, l'œuvre de persécution se poursuivait. Louis XIV exécutait à la lettre les avis de ses conseillers spirituels, et faisait pénitence de ses vices royaux en écrasant l'hérésie. Pour empêcher ses sujets protestants de quitter le pays et de profiter de l'invitation des pouvoirs étrangers, Louis leur impose son commandement royal de rester chez eux pour se convertir. Les déclarations suivent les déclarations, dé-

fendant à tous les marins et artisans de s'en aller avec leurs familles et de s'établir dans d'autres pays, sous peine de condamnation aux galères à vie. Sa Majesté annonce à son peuple (18 mai 1682) qu'un « nombre infini » de conversions se produisent dans toutes les parties du royaume. Mais, « attendu qu'il reste encore quelques personnes, qui non seulement persévèrent obstinément dans leur aveuglement, mais encore empêchent les autres d'ouvrir les yeux et les poussent à quitter leur pays, adoptant ainsi une voie opposée à leur salut, à leurs propres intérêts et à la fidélité qu'ils doivent à leur souverain, tous ceux qui seront trouvés coupables d'avoir ainsi engagé d'autres personnes à s'en aller seront punis d'amendes et de peines corporelles. »

L'infatuation de Louis XIV atteignit son plus haut point quand, le 22 octobre 1685, il publia le fameux édit proclamant le succès des mesures prises pour l'extirpation de l'hérésie, et annonçant la révocation et suppression de l'édit de Nantes, de celui de Nîmes, et de tous autres édits et déclarations rendus en faveur des protestants dans son royaume.

L'édit de révocation n'était que le dernier trait d'une politique poursuivie avec une persévérance implacable pendant un quart de siècle. Il ordonnait la démolition immédiate de tous les temples et l'interdiction de tous les lieux de culte de la religion prétendue réformée encore existants. Il interdisait aux religionnaires de s'assembler dans quelque local ou maison que ce fût, pour les exercices de cette religion. Il ordonnait à ceux des ministres de ladite religion qui refuseraient d'embrasser la foi catholique, de quitter le royaume dans les quinze jours après la publication du présent édit, et leur enjoignait, dans l'intervalle, de n'accomplir aucune

fonction de leur charge , sous peine des galères. Les écoles privées pour l'instruction des enfants de ladite religion étaient prohibées, ainsi que « toutes les choses généralement quelconques qui pourraient marquer une concession quelle qu'elle puisse être en faveur de ladite religion. » Il commandait aux parents , sous de fortes peines , d'envoyer leurs enfants aux églises paroissiales pour les y faire baptiser. Il défendait très expressément à toutes les personnes professant ladite religion, de quitter le royaume, sous peine des galères pour les hommes, de l'emprisonnement et de la confiscation des biens pour les femmes. Ceux qui étaient déjà partis étaient invités à revenir dans les quatre mois, avec promesse de les laisser rentrer paisiblement en jouissance de ce qu'ils possédaient ; mais si quelqu'un d'eux manquait de revenir , tous ses biens devaient être confisqués. Enfin, il devrait être permis à tous les sujets de Sa Majesté de rester dans son royaume, de continuer leur métier, et de garder la jouissance de leurs biens , sans être inquiétés ni empêchés, « en attendant qu'il plaise à Dieu de les éclairer comme les autres » à condition qu'ils n'accompliraient aucun exercice de leur prétendue religion, ni ne s'assembleraient sous prétexte de prières ou de culte de cette religion.

Tel était le contenu de ce document qui stupéfia l'Europe, il y a deux siècles, et qui continue à stupéfier le genre humain. Le jugement impartial de l'époque et de la postérité , sur cet acte prodigieux de despotisme et de bigoterie n'a peut-être jamais été mieux exprimé que par les paroles d'un contemporain catholique romain , un courtisan de Louis XIV, le duc de Saint-Simon :

« La révocation de l'édit de Nantes, sans le moindre prétexte et sans aucun besoin, et les diverses proscrip-

tions plutôt que déclarations qui la suivirent furent les fruits de ce complot affreux qui dépeupla un quart du royaume , qui ruina son commerce , qui l'affaiblit dans toutes ses parties , qui le mit si longtemps au pillage public et avoué des dragons, qui autorisa les tourments et supplices dans lesquels ils firent réellement mourir tant d'innocents de tout sexe par milliers , qui ruina un peuple si nombreux, qui déchira un monde de familles, qui arma les parents contre les parents pour avoir leur bien et les laisser mourir de faim, qui fit passer nos manufactures aux étrangers, fit fleurir et regorger leurs Etats aux dépens du nôtre , et leur fit bâtir de nombreuses villes ; qui leur donna le spectacle d'un si prodigieux peuple proscrit, nu, fugitif, errant sans crime, cherchant asile loin de sa patrie ; qui mit nobles, riches, vieillards, gens souvent très estimés pour leur piété, leur savoir, leur vertu, des gens aisés, faibles, délicats, à la rame et sous le nerf très effectif du comite, pour cause unique de religion ; enfin qui, pour comble de toutes horreurs, remplit toutes les provinces du royaume de parjures et de sacrilèges, où tout retentissait des hurlements de ces infortunées victimes de l'erreur, pendant que tant d'autres sacrifiaient leur conscience à leurs biens et à leur repos, et achetaient l'un et l'autre par des abjurations simulées, d'où sans intervalle on les traînait à adorer ce qu'ils ne croyaient point, et à recevoir réellement le divin corps du Saint des saints, tandis qu'ils demeuraient persuadés qu'ils ne mangeaient que du pain qu'ils devaient encore abhorrer. Telle fut l'abomination générale enfantée par la flatterie et par la cruauté. De la torture à l'abjuration, et de celle-ci à la communion, il n'y avait pas souvent vingt-quatre heures de distance, et leurs bourreaux étaient leurs conduc-

teurs et leurs témoins. Ceux qui, par la suite, eurent l'air d'être changés avec plus de loisir ne tardèrent pas, par leur fuite ou par leur conduite, à démentir leur prétendu retour. »

CHAPITRE V.

LA RÉVOCATION. — FUITE DE LA ROCHELLE ET DE L'AUNIS.

La partie de la France occidentale située entre la Loire et la Gironde, comprenant anciennement les provinces côtières du Poitou, de la Saintonge et de l'Aunis, était habitée, à l'époque de la Révocation, par une population en grande partie protestante. Ces provinces avaient été visitées de bonne heure par de zélés disciples de Calvin. Poitiers, la principale ville du Poitou, donna asile au grand réformateur lui-même, pendant quelques mois, au commencement de sa carrière, et quelques jeunes gens, qu'il réunit alors autour de lui et qui se pénétrèrent de son esprit fervent en étudiant avec lui les Ecritures, allèrent porter les nouvelles doctrines dans chaque coin et recoin de la contrée. En aucune autre partie de la France la Réformation ne prit une influence plus prompte et plus ferme. Au moment où la première guerre civile éclata, la masse du peuple avait, dans bien des paroisses, embrassé la foi réformée, et les églises catholiques étaient ou fermées ou transformées en temples protestants (1).

(1) Auguste Lièvre, *Histoire des protestants et des Eglises réfor-*

ROCHELLE.

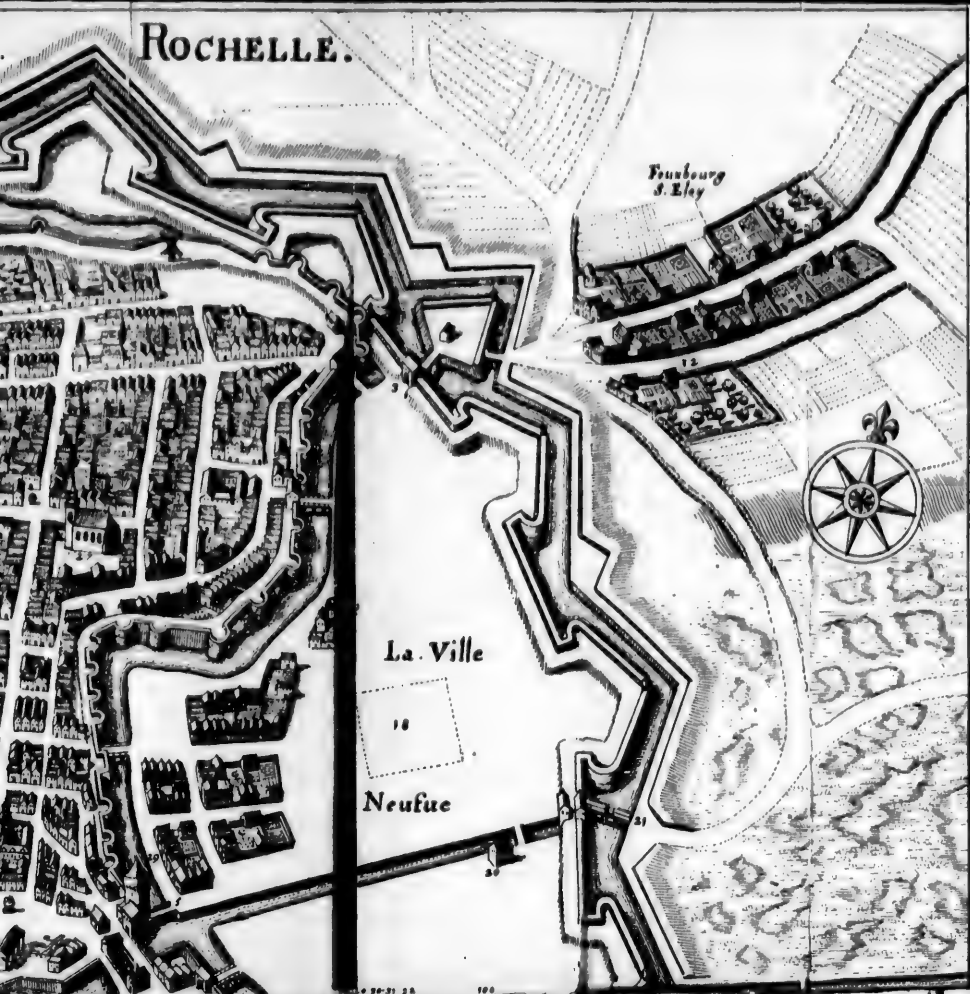


RVPELLA

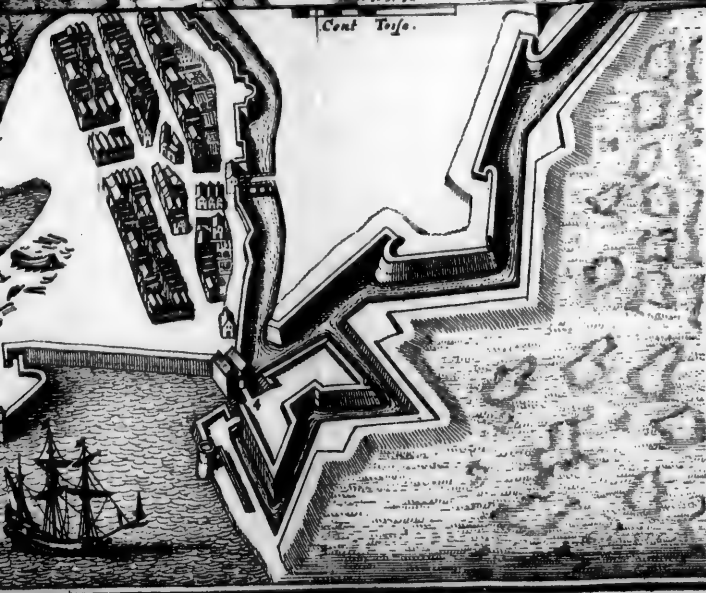
A. 1620.



ROCHELLE.



Cent Toise.



1. Porte deux Moulins
2. Porte Neufue
3. Porte de Cogne
4. Porte S. Nicolas
5. Porte Maubert
6. Tour du Farce
7. Tour de la Chaine
8. Tour S. Nicolas
9. Canal d'eau douce
10. L'eglise
11. Le Marche
12. Le Hotel de la ville
13. Le vieux Temple
14. Le Temple neuf
15. Le vieux Cloître
16. S. Marguerite
17. Le Collège
18. Place d'Armes
19. Nouveau Canal
20. Moulin nouvellement fait
21. L'Escluse
22. Entrée du Haure
23. Le Haure
24. Puits deux
25. L'Arse
26. S. Bartolomey
27. L'Escluse
28. Tour du Garrot
29. Tour des Moreilles
30. Tour du Châteaueu
31. Faubourg le Contourbier



La persécution , sous le règne de Louis XIV , affaiblit beaucoup la force de la religion réformée dans ces provinces. Cependant elle était encore suffisante pour justifier le choix qu'en fit le roi pour y renouveler, comme nous l'avons vu , l'essai des dragonnades. Ce fut en Poitou qu'elles furent commencées par Marillac, gouverneur de cette province , et de là elles s'étendirent rapidement en Saintonge et dans l'Aunis.

Cette partie de la France présente un intérêt tout particulier comme étant la patrie d'un grand nombre de familles qui s'enfuirent à l'époque de la Révocation et qui ensuite se rendirent en Amérique. On trouvera, dans les pages suivantes, l'origine de la plupart de celles qui vinrent, dans les dernières années du dix-septième siècle, à New-York, Boston, Jamestown et Charleston en passant par l'Angleterre et la Hollande. Le présent chapitre et le suivant donneront le résultat des recherches faites à ce sujet.

L'Aunis , la plus petite des trente-trois provinces entre lesquelles le royaume de France était alors divisé, peut être appelé le berceau des huguenots américains. A la vérité , l'Aunis pouvait à peine mériter le nom et le rang de province. C'était une partie de la Saintonge qui en avait été séparée pour être annexée à La Rochelle , au quatorzième siècle , en récompense de la fidélité de cette ville au roi Charles le Sage , pendant ses guerres contre les Anglais. Cette petite région, généralement appelée « terre d'Aunis » ou « pays d'Aunis, » n'était guère que la banlieue de son grand port de mer La Rochelle, qui, après avoir été pendant près de

soixante et dix ans le boulevard des protestants de France, demeurait encore, quoique démantelée et dépouillée de ses anciens privilèges, la résidence de beaucoup de leurs familles les plus riches et les plus influentes.

La Rochelle avait une glorieuse histoire. Pendant près de cinq siècles, cette cité jouit de franchises municipales et de privilèges commerciaux exceptionnels. Des chartes royales, confirmées par une longue suite de souverains, assuraient aux citoyens le droit d'élire leur maire et les autres magistrats chaque année, et les exemptaient de toutes taxes et impôts. Ces privilèges remarquables n'avaient pas été accordés sans raison. Les Rochelais avaient toujours été connus pour leur dévouement à la couronne de France et pour les services importants qu'ils avaient rendus à l'Etat sous plusieurs règnes. Une des récompenses les plus significatives accordées à leur fidélité fut la concession de la noblesse, faite par le roi Charles le Sage, non seulement au maire et aux magistrats de la ville alors en fonctions, mais à leurs successeurs à perpétuité (1373).

Les plus fiers souvenirs des Rochelais dataient toutefois de la Réforme. Leur ville avait accueilli de bonne heure les nouvelles doctrines prêchées par les disciples de Calvin. Des moines et des prêtres furent parmi les premiers de ses citoyens qui embrassèrent la foi évangélique. Un grand nombre de nonnes quittèrent leurs cloîtres pour embrasser un genre de vie que l'Ecriture sainte, comme elles l'apprirent alors, a déclaré honorable entre tous. Les libraires et les maîtres d'école de la ville contribuèrent, de leur côté, à répandre l'enseignement des réformateurs. La persécution ne fit qu'augmenter la force du mouvement ; et enfin le changement

de religion devint si général que les réformés, las de tenir leurs assemblées à l'étroit, dans des salles ou des maisons particulières, réclamèrent le droit de se réunir dans les églises. Ce droit leur fut accordé, et, pendant quelque temps, protestants et catholiques célébrèrent leur culte dans les mêmes sanctuaires, une congrégation s'assemblant lorsque l'autre se séparait. L'harmonie avec laquelle cet arrangement fut exécuté était si parfaite, que dans une certaine occasion, les prêtres de l'église Saint-Sauveur, priés de commencer leurs services plus tôt pour la commodité des protestants, y consentirent, et convinrent de commencer les matines un peu avant l'aube, à condition que les protestants paieraient le luminaire (25 octobre 1561). Cet heureux état de choses ne dura cependant que quelques mois. Les religionnaires furent obligés de retourner à leurs premiers lieux de réunion, et, peu après, l'édit de janvier les força à ne plus s'assembler qu'en dehors des murs de la ville (17 janvier 1562).

Pendant les guerres civiles qui suivirent, La Rochelle devint le point de ralliement et la citadelle du parti huguenot. La vigilance de ses citoyens la préserva du massacre qui commença à Paris le jour de la Saint-Barthélemy, et, un peu plus tard, leur bravoure héroïque leur permit de résister, pendant neuf mois, aux assauts de l'armée royale, dans le siège mémorable de 1573. Dans les cinquante années suivantes, la ville atteignit le point culminant de sa prospérité et de son renom. Célèbre par la force de ses murailles, l'étendue de son commerce, la fortune de ses négociants, l'intelligence et la moralité de ses habitants, La Rochelle était la gloire du protestantisme français. Dans son « grand Temple » dont la pierre angulaire avait été

posée par Henri, prince de Condé (1577), se succédaient en foule les fidèles, captivés par l'éloquence incisive et austère à la fois des pasteurs les plus instruits et les plus éminents de l'Eglise réformée. Pendant la plus grande partie de cette période, aucun autre culte que celui prescrit par la foi évangélique ne fut célébré dans les murs de la ville. Au moment où l'édit de Nantes fut proclamé, il y avait près de quarante ans que la messe n'avait été dite à La Rochelle.

Occupée d'intérêts politiques, ne conservant son importance et son indépendance que par une vigilance incessante, La Rochelle était en même temps un foyer intellectuel pour les protestants de France. Son collège, fondé en 1565, et doté par Jeanne d'Albret, les princes de la maison de Bourbon et l'amiral Coligny, attira plusieurs des savants les plus distingués de l'époque. Ses presses étaient renommées pour leur activité incessante et le soin scrupuleux apporté presque indistinctement à toutes leurs productions. La Rochelle fut choisie comme lieu de réunion de plusieurs assemblées politiques du parti huguenot et de plusieurs synodes des églises réformées. Une vie intellectuelle libre et vigoureuse y régnait entretenue, avivée même par les inquiétudes et les appréhensions de toutes les églises (1).

(1) Un exemple en sera donné par l'historien Arcère : « Au milieu des troubles de la guerre, on donnoit à la Rochelle des divertissements publics. On y représenta une tragédie, dont le titre étoit *Holoferne*. L'auteur de ce poëme dramatique fut Catherine de Parthenai, si connue dans la suite sous le nom de duchesse de Rohan. Cette dame sut joindre à l'érudition les grâces de la belle littérature, et rehausser les talens de l'esprit par le courage des héros. C'est elle qu'on vit seule demeurer ferme sur les ruines de son parti abattu, après la réduction de la Rochelle en 1628, et soutenir si fièrement une éclatante disgrâce. » (*Histoire de la ville de la Rochelle et du pays d'Aul-*

Avec son second siège, encore plus terrible que le premier (1), finit la période de l'indépendance de La Rochelle dont l'importance ne fit plus que déchoir. En punition de la résistance opiniâtre opposée à ses armées, et en témoignage de son mécontentement envers une population « dont les rébellions avaient été la source et le principal appui des grandes guerres qui avaient si longtemps affligé l'Etat, » Louis XIII ordonna la destruction complète de ces fortifications qui avaient déjoué l'habileté de ses soldats et de ses ingénieurs. « Notre volonté est, » disait la déclaration royale, « qu'elles soient rasées jusqu'au sol, de telle manière que la charrue puisse y passer comme dans une terre labourée. » Les dignités et privilèges spéciaux dont la ville jouissait depuis tant de siècles furent abolis, et le grand Temple fut converti en cathédrale.

La Rochelle ne se releva jamais de cette chute comme place d'importance politique ou militaire. Cependant elle continua bien des années à être la source principale d'influence morale et religieuse pour les huguenots de France, — leur « Genève occidentale, » — et elle demeura longtemps exempte de beaucoup des vexations auxquelles les protestants étaient exposés dans le reste du royaume, sous le régime répressif que le gouvernement avait déjà adopté vis-à-vis d'eux. Mais en 1661, une ancienne disposition de la déclaration royale pour la réduction de la ville après le siège, restée jusqu'alors sans effet, fut prise en considération et exécutée. Cet article interdisait à toutes personnes professant la

nis, par M. Arcère. A la Rochelle M.DCC.LVI, tome I, p. 568.)

(1) 15 août 1627 au 1^{er} novembre 1628.

religion prétendue réformée d'être admises à habiter La Rochelle, à moins qu'elles n'y eussent résidé auparavant, et avant le débarquement des forces anglaises envoyées pour secourir la ville, sous les ordres de Buckingham, en juillet 1627. L'article fut alors confirmé par une ordonnance civile, et proclamé à son de trompe au mois de novembre dans les rues de La Rochelle. Quinze jours étaient accordés à ceux qu'il pouvait concerner pour sortir de l'enceinte de la ville; et avis était donné, qu'en cas de désobéissance ils encourraient une forte amende, appuyée au besoin de la saisie et de la vente publique de leurs effets. Cette nouvelle répandit la consternation. Beaucoup de gens étaient venus s'établir à La Rochelle dans les trente-trois dernières années. Beaucoup ne se souvenaient plus d'aucun autre foyer. Ils y étaient liés par d'innombrables nœuds d'intérêt, d'habitude ou d'affection. Néanmoins, plus de trois cents familles obéirent à l'ordre. Elles auraient pu acheter l'exemption par un changement de religion, car la déclaration ne s'appliquait qu'aux habitants protestants; mais l'appât tentateur fut repoussé. Pourtant les inconvénients du déplacement étaient grands; la saison était défavorable; la pluie tombait à torrents depuis trois semaines. Quelques-uns partirent immédiatement, tandis que d'autres tardèrent, attendant un meilleur temps ou une prolongation de délai; mais toute prolongation fut refusée. Les quinze jours expirés, l'ordre fut strictement exécuté; des sergents entrèrent dans les maisons et firent main-basse sur les meubles, jetant dans la rue tout ce qu'ils ne saisissaient pas. Les habitants dépouillés étaient ensuite renvoyés; des enfants au berceau, des femmes enceintes, les vieillards, les malades étaient mis dehors sans pitié. Beaucoup moururent aux

moins des officiers : tandis que d'autres ne vécurent que juste assez pour être emportés à la campagne par leurs amis (1).

Les archives de la république du Massachusetts contiennent un intéressant mémoire de cette expulsion dans la pétition de Jean Touton, « docteur chirurgien de Rochelle en France, pour lui-même et pour d'autres. » Les pétitionnaires représentent « qu'ils sont, pour leur religion, renvoyés et chassés de leurs habitations en La Rochelle ci-dessus » et ils demandent « que le gouvernement d'ici leur montre assez de faveur pour qu'ils soient en quelque mesure assurés de leur résidence ici avant d'entreprendre le voyage. » S'ils sont encouragés, « ils chercheront à disposer de leurs biens à La Rochelle, où ils ne peuvent plus rester (2). » Une liste des personnes qui faisaient cette requête fut envoyée au gouverneur Endicott avec la pétition. Malheureusement, cette liste a disparu, de sorte que nous n'avons aucun moyen d'apprendre ni le nombre, ni les noms des pétitionnaires. Il est certain que quelques-uns d'eux exécutèrent leur dessein. On sait que Jean Touton lui-même vint peu après en Amérique (3), et nous trouvons

(1) Elie Benoist, *op. cit.*, tome III, 1^{re} partie, pp. 431-434.

(2) La pétition fut approuvée le 15 août 1662 par les députés. (Mass., *Archives*, X, p. 208).

(3) John Toton [Touton] adressa le 29 juin 1687, à la cour générale de Massachusetts, une pétition établissant que « depuis » l'année 1662, il avait toujours habité sur le territoire de Sa Majesté. » Il était citoyen libre de Virginie « par la faveur de mylord d'Effingham, » et était sur le point de se rendre dans l'île de Terceira, en affaires pour le compte d'un William Fisher de Virginie. Apprenant « qu'on use de toute sévérité contre les protestants français dans cette île, » il demande des lettres le représentant comme Anglais. *Massachusetts Archives*, vol. CXXVI, p. 374.

Touton habitait à Rehoboth (Mass.), en 1675 (James Savage : *A genealogical Dictionary of the first settlers of New-England*).

qu'environ à la même époque un capitaine de navire de La Rochelle fut arrêté sous l'inculpation d'avoir reçu à bord de son navire des émigrants à destination des colonies anglaises d'Amérique (1). Quelques-uns de ces derniers se rendirent probablement à la ville de New-Amsterdam, où beaucoup de leurs frères protestants avaient déjà trouvé un asile. Les directeurs de la Compagnie des Indes occidentales à Amsterdam informèrent le gouverneur Stuyvesant, le 16 avril 1663, « qu'ils avaient reçu des requêtes au nom des protestants de La Rochelle » qui étaient « considérablement opprimés et privés de leurs privilèges. » Des lettres subséquentes lui recommandaient de se préparer à recevoir de nombreuses familles de la religion réformée, non seulement de La Rochelle, Saint-Martin, et de la contrée d'alentour, mais de beaucoup d'autres lieux en France, où les églises, pensait-on, seraient bientôt démolies. On recommandait au gouverneur « de prêter une main secourable en toutes choses » à ces dignes réfugiés (24 janvier 1664). La réponse de Stuyvesant montre que plusieurs des émigrants de France avaient atteint New-Amsterdam (4 août). Parmi eux était un

(1) C'était un nommé Brunet, capitaine de navire de La Rochelle, qui avait embarqué trente-six jeunes gens pour l'Amérique. Présument qu'on les avait envoyés dans les îles anglaises pour prévenir leur conversion à la foi catholique, les juges de La Rochelle condamnèrent Brunet à une amende de mille livres et à une « punition exemplaire, » à moins qu'il ne pût produire ces gens dans le délai d'un an, ou donner une preuve satisfaisante, soit de leur décès, soit de leur résidence volontaire dans quelque une des colonies françaises. La Chambre de l'édit annula cette décision : mais le Conseil la rétablit, sous prétexte qu'on pouvait craindre que ces jeunes gens ne fussent confirmés dans la profession de la religion prétendue réformée, s'ils restaient dans les colonies anglaises. (Charles Drion, *Histoire chronologique de l'Eglise protestante de France*, tome II, p. 72).

certain Jean Collyn, qui était sur le point de retourner en France sur un des navires de la Compagnie pour pouvoir rendre compte du pays à ses compatriotes. Les colons déjà arrivés étaient particulièrement attirés par Staten Island, où ils se proposaient de s'établir, et ils espéraient pouvoir persuader au pasteur de Saint-Martin de venir exercer son ministère au milieu d'eux (1).

Pendant les vingt années suivantes, La Rochelle, tout en ayant sa part des oppressions dont le protestantisme souffrait dans toute la France, continua à jouir de quelques privilèges particuliers. Son temple resta debout, tandis que presque tous ceux de la province étaient détruits. Sa population protestante était encore nombreuse et influente; et beaucoup des plus riches familles de « la religion » habitaient encore dans cette ancienne demeure du calvinisme; demeure que les souvenirs tristes et glorieux qui la remplissaient leur rendaient, sans doute, d'autant plus chère.

Le descendant des huguenots qui visiterait La Rochelle de nos jours y trouverait encore quelques traits caractéristiques familiers à la génération qui s'enfuit de cette ville il y a deux siècles. Ses rues, étroites et tortueuses pour la plupart, reçoivent des longs porches ou arcades qui les bordent des deux côtés, un étrange et sombre aspect. Ouvrant sur ce trottoir couvert, l'entrée d'une habitation huguenote du vieux temps était souvent reconnaissable à quelque pieuse inscription, — généralement un texte de l'Ecriture, ou un verset des psaumes de Marot, — gravée au-dessus de la porte. Quelques-unes de ces inscriptions sont encore lisibles. Petite

(1) *New-York Colonial Manuscripts*, vol. XV, fol. 12, 106, 107, 138.

et d'une simplicité sévère, cette porte conduisait souvent à un logement meublé avec un luxe de bon goût, et dont les étages supérieurs étaient ornés, au dedans comme au dehors, de riches sculptures sur bois et sur pierre.

Vue de la mer, La Rochelle offre à peu près le même aspect qu'autrefois, avec ses ports extérieur et intérieur, séparés par un étroit passage, sur chaque côté duquel s'élèvent les tours massives de Saint-Nicolas et de la Chaîne (1). Un reste de l'ancien mur de la ville réunit ce dernier bâtiment à la tour encore plus haute de la Lanterne, construite originairement pour servir de phare aux navires se dirigeant vers le port, mais employée, pendant les persécutions, comme prison d'Etat. S'élevant au-dessus de la côte plate et marécageuse, dont la longue ligne s'étend monotone aussi loin que le regard peut atteindre, ces monuments du passé ont conservé à peu près le même aspect grisâtre et ne sont guère plus dégradés que ne les virent, du temps de Louis XIV, ses sujets protestants en fuite.

Ce fut là que grandirent les jeunes Bernon, Faneuil, Baudouin, Allaire, Manigault. Les rues et les places, et les quais où les grandes maisons de commerce se maintenaient encore, quoique amoindries, avaient été témoins de nombreux événements la plupart, d'un haut intérêt. On voyait toujours debout la maison où résidait Henri de Navarre, alors âgé de quinze ans, lorsqu'il vint avec sa noble mère, Jeanne d'Albret, au commencement de la troisième guerre civile, se réfugier dans

(1) « Nous perdîmes de vue les grosses tours et la ville de la » Rochelle, puis les îles de Rez et d'Oléron, disant adieu à la » France. » Lescarbot.



ELEMI.
R.

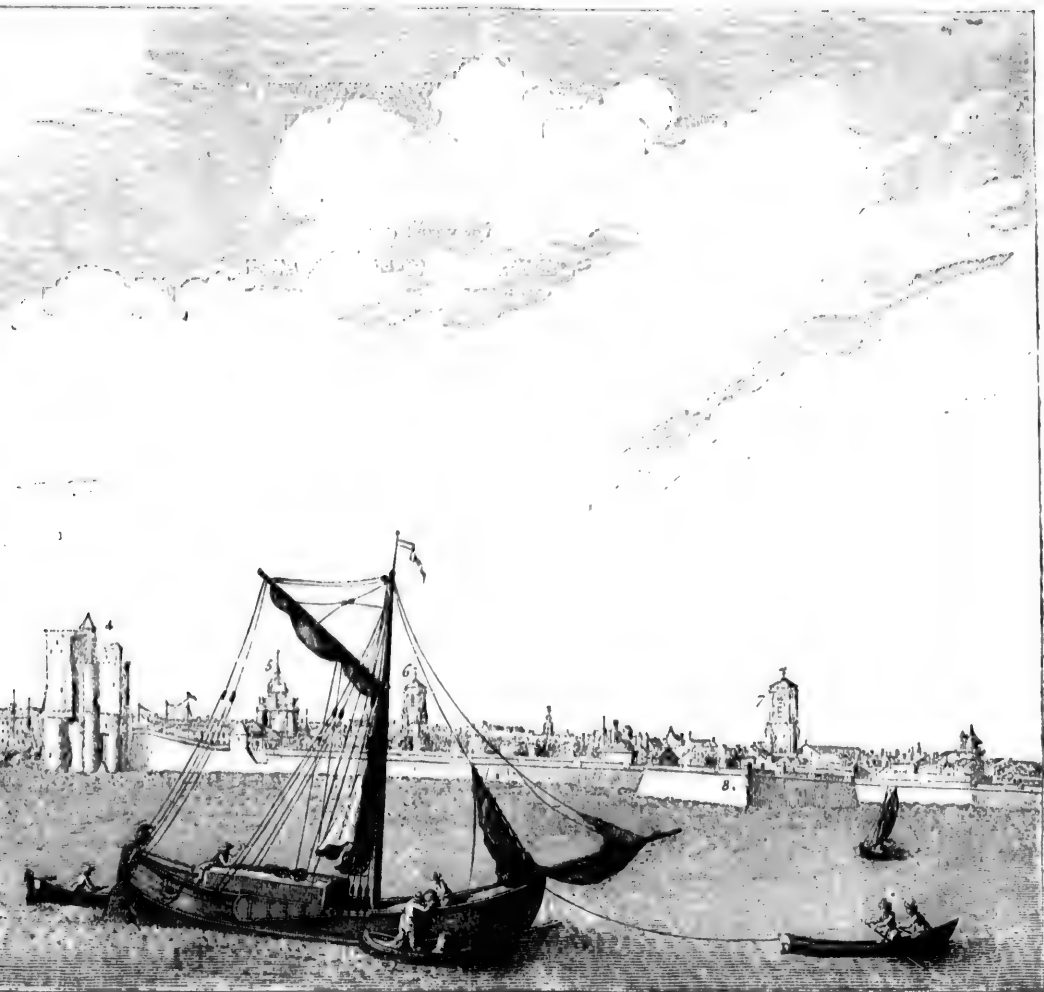
LES VAISSEAUX POUR ENTRER DANS LE PORT.



Vue de la Rochelle



2. TOUR DE LA LANterne.
3. TOUR DE LA CHAINE.
4. TOUR DE S. NICOLAS.
5. GROSSE HORLOGE.



du col des Minimes

- 6. CLOCHER DE S. BARTHELEMI.
- 7. CLOCHER DE S. SAUVEUR.
- 8. BASTION DU GABUT.
- 12. ROUTE QUE TIENNENT LES VAISSEAUX POUR ENTRER DANS LE PORT.



la cité qui venait d'épouser la cause protestante. On montrait encore la maison de Guiton, le maire héroïque du siège de 1628. Chaque demeure devait avoir ses légendes d'héroïsme et de souffrances liées à ce siège mémorable, où vingt-cinq mille habitants, sur une population de trente mille, périrent de faim ; où, sous ces porches sombres, les morts gisaient en monceaux, pendant que les vivants, tellement amaigris qu'ils étaient méconnaissables, marchaient dans un silence lugubre. Les murs de la ville, qui avaient été si bravement défendus, avaient disparu depuis longtemps ; mais leur tracé était encore visible. Ici était l'emplacement du fameux bastion de l'Évangile, qui avait repoussé tant d'assauts, pendant le premier siège, qu'à la fin les troupes royales refusaient de s'en approcher. Là était l'endroit où, du haut du rempart, qui avait été depuis rasé jusqu'au sol, les femmes et les enfants versaient sur les assaillants de grands « encensoirs » de poix bouillante.

Beaucoup de ces lieux d'un intérêt historique étaient aussi associés à l'histoire personnelle et domestique de nos huguenots. Une des maisons que possédait Pierre Jay au moment de son évasion de France était située au pied de la tour de la Lanterne. La maison d'Esther Le Roy, femme de Gabriel Bernon, faisait face au château royal, autrefois la maison de ville des Rochelais, aux jours de leur liberté et de leur prospérité ; la propriété qu'elle apporta en dot à son mari était auprès du Pré de Maubec, où les calvinistes se réunissaient pour le culte dans les premiers temps du protestantisme, lorsqu'ils furent chassés de la ville.

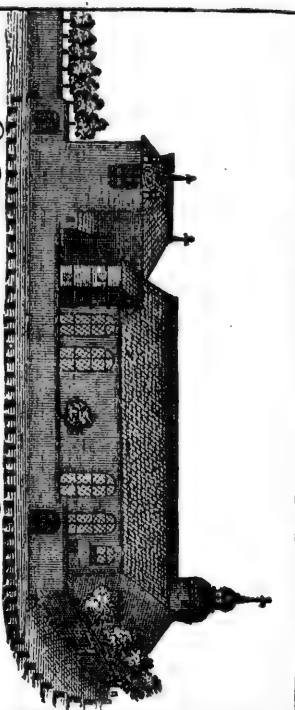
Le champ connu sous le nom de Pré de Maubec était alors enfermé dans les limites de la ville, et compris dans le quartier de la ville neuve. C'est là qu'était

le prêche huguenot, ou maison de réunion, détruit peu avant la révocation. Ce bâtiment, bien moins imposant que le « Grand Temple » était cependant spacieux, et il avait été pendant cinquante ans « la porte des cieux » pour les pieux religionnaires de La Rochelle. Le principal, si ce n'est le seul ornement extérieur de ce lieu de culte était une pierre finement sculptée, au-dessus de l'entrée principale, portant les armes des rois de France et de Navarre. Intérieurement, séparés des bancs ordinaires destinés au reste des fidèles, étaient de hauts sièges, réservés aux magistrats de la ville, aux ministres et aux membres du consistoire. Sur le mur, auprès de la chaire, se voyait un tableau qui fit sans doute l'admiration de nos réfugiés américains dans leur enfance, portant les Dix Commandements de la Loi de Dieu, inscrits en lettres d'or sur un fond d'azur. Une grosse cloche convoquait les assemblées le dimanche et les autres jours de fête : privilège dont jouissaient à cette époque très peu de congrégations réformées de France.

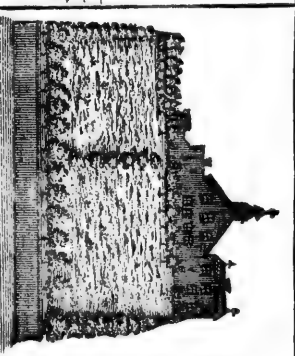
Parmi les plus notables des fidèles qui, à l'époque de la révocation, fréquentaient les réunions huguenotes du Pré de Maubec, étaient André Bernon et Pierre Jay. Le premier appartenait à une famille de grande antiquité, originaire de Bourgogne, qui faisait remonter sa race jusqu'aux premiers siècles de la monarchie française. La famille Bernon revendiquait l'honneur d'être une branche cadette de la maison des comtes de Bourgogne, appuyant ses prétentions sur la ressemblance de ses armoiries (1) avec celles de ces

(1) Les armes des Bernons sont « d'azur à un chevron d'argent » surmonté d'un croissant de même, accompagné en chef de deux

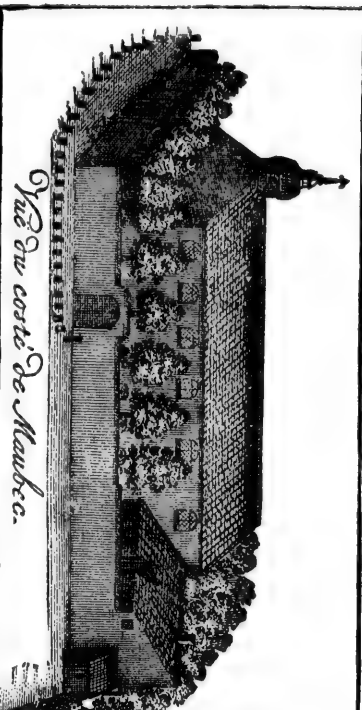
Le Temple de la Rochelle bâti l'an 1630; & démolie le Jendi 1^{er} de Mars, 1685.



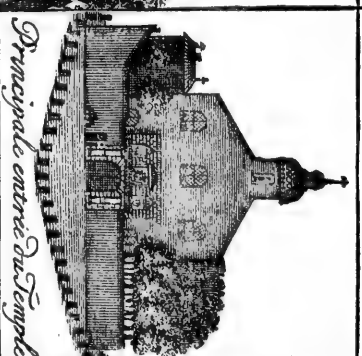
Vue du côté de Saint Eloy.



Vue du côté du Cinquière.



Vue du côté de Maubege.



Principale entrée du Temple.

comtes et sur le fait que leur nom avait été porté par plusieurs princes de cette maison. Mais les Bernon de La Rochelle avaient un titre de noblesse plus certain, et qui leur était personnel; ils avaient fourni plusieurs maires à la ville, et, conformément à la déclaration de Charles V en date du 8 janvier 1372, cette charge

» étoiles d'or, et en pointe d'un ours passant de même » (Filleau).

« Le nom de Bernon se trouve dès l'an 1191 dans la liste des familles représentées aux croisades. Transplantée dans diverses provinces de l'ouest de la France, la famille était originaire de Bourgogne. Elle se considère même comme une branche puînée de la maison des comtes de Bourgogne, fondant cette opinion sur le nom porté par plusieurs de ces princes à partir de l'an 895 et sur la conformité de ses armoiries avec celles que portaient anciennement les comtes de Mâcon. A partir du quatorzième siècle et de Raoul de Bernon, la maison de Bernon possède tous les documents nécessaires pour établir sa filiation.

» La maison de Bernon a formé des alliances avec quelques-unes des familles les plus illustres du royaume; elle a rendu des services militaires qui n'ont pas été sans distinction, et elle compte parmi ses membres des officiers supérieurs du plus grand mérite, tant dans l'armée que dans la marine. Elle a eu plusieurs chevaliers de l'Ordre de Saint-Louis. » (*Livre d'or de la noblesse de France*).

D'après la généalogie établie par M. Henri Filleau (*Dictionnaire historique et généalogique des familles de l'ancien Poitou*), Raoul Bernon, « qui servit avec distinction dans les guerres de son temps, » épousa Charlotte de Talmont, et eut un fils, Nicolas, élu maire de La Rochelle en 1357. Jean, fils de Nicolas, fut élu maire en 1398. Jean-Thomas, fils de Jean, fonda les deux gentilhommières de la Bernonnière et de Bernonville, la première auprès de Pouzauges, en Poitou, et la seconde dans l'île de Ré. Jean-Thomas laissa un fils, André, lequel eut deux fils : Pierre, sieur de la Bernonnière et de l'Isleau, et Jean. Ce dernier eut un fils, André. M. Filleau n'a pas suivi la filiation de cette branche plus loin, mais M. Crassous, notaire royal, l'indique comme suit : André Bernon épousa Catherine Du Bouché en 1545. Leur fils Léonard épousa Françoise Carré en 1578 et eut deux fils : Jean, sieur de Bernonville, et André. Le plus jeune, André, épousa Jeanne Lescour, et Marie Papin en 1605, et eut deux fils : Léonard, sieur de Bernonville, et André, dont il est parlé dans le texte, et qui était le père de Gabriel Bernon, le réfugié (*Généalogie de la famille Bernon, à La Rochelle, dressée par M. Joseph Crassous, 1782*).

conférait à perpétuité la noblesse à celui qui l'occupait et à ses descendants. « J'aurais pu rester en France, » écrivait dans sa vieillesse Gabriel Bernon, le réfugié, « et garder mes biens, ma qualité et mes titres, si j'avais voulu sacrifier mes convictions. » Pendant bien des générations la famille avait été prospère et influente. Au seizième siècle, on la voit contribuer à la rançon des fils de François I^{er}, gardés en otages par l'Espagne après la bataille de Pavie, puis envoyer une somme d'argent à Henri IV, par les mains de Duplessis-Mornay, pour l'aider à conquérir sa couronne. Les Bernon de La Rochelle furent des premiers qui embrassèrent la religion réformée dans cette ville (1).

La branche de la famille à laquelle appartenait André était connue sous le nom de Bernon de Bernonville, nom que portait son frère aîné Léonard. Une autre branche, connue sous le nom de Bernon de la Bernonnière, seigneurs de l'Isleau, était aussi attachée à la foi protestante.

Les ancêtres de Pierre Jay étaient venus à La Rochelle de la province du Poitou. Ils appartenaient probablement à la famille des seigneurs de Montonneau, dont c'était le nom patronymique, et qui résidaient à

(1) Leur fidélité à cette foi continua pendant les temps de persécution qui précédèrent et suivirent la révocation. « Cette famille, dont on retrouve des traces fort anciennes à La Rochelle, y a souvent rempli des charges municipales. Non seulement elle était restée fidèle à son culte, mais elle fut, pendant le dix-huitième siècle, le noyau du protestantisme. C'est dans sa maison que se réunissaient les réformés pour célébrer les cérémonies religieuses. Ces réunions n'étaient pas avouées, mais elles étaient connues et généralement tolérées. Elles s'enveloppaient d'un plus grand secret quand de nouveaux ordres apportaient des recrudescences de persécution; mais elles n'ont jamais cessé tant que le culte n'a pas joui d'une liberté reconnue par la loi. » (Feu M. L. Delayant, bibliothécaire de la bibliothèque de La Rochelle, lettre à l'auteur, du 18 octobre 1878.)

Château-Garnier, auprès de Civray, dans le haut Poitou. Dès l'année 1565 cependant, Jehan Jay, qui avait embrassé la foi protestante, résidait à La Rochelle.

Gabriel Manigault, le père de Pierre et de Gabriel (1), qui s'établirent dans la Caroline du Sud, descendait d'un des premiers convertis au protestantisme dans l'Aunis. Parmi les premiers baptêmes effectués par un ministre protestant à La Rochelle était celui de Sara, fille de Jean Manigault et de Louise de Foix, son épouse. Jean était déjà l'un des « anciens » de la nouvelle église, et sa maison était une de celles où se tenaient en secret les réunions de culte dans cette première période. Un siècle plus tard, Isaac Manigault figurait comme parrain au baptême d'Auguste Jay (29 mars 1665).

La famille Baudouin, de La Rochelle, dont le nom, dans le Massachusetts, s'est changé en Bowdoin, était une des plus anciennes et des plus importantes de cette ville (2). Ses différentes branches étaient connues sous le nom des nombreuses seigneuries qu'elles possédaient. Elles descendaient de Pierre Baudouin, écuyer, sieur de La Laigne, qui épousa la fille de Jean Bureau, maire de La Rochelle en 1448. Les Baudouins furent des premiers disciples de la foi réformée dans cette ville. Plusieurs membres de cette famille se distinguèrent par les services qu'ils rendirent à la cause protestante pendant les guerres civiles. A la période de la révocation, une de ces branches chercha un refuge

(1) « Pierre Manigaud, Gabriel Manigaud frères, fils de Gabriel » Manigaud et de Marie Manigaud, natifs de La Rochelle, pais » d'Onis. » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, qui souhaitent d'être naturalisés Anglois).

(2) *France protestante*, 2^{me} édition.

en Prusse, une autre s'enfuit aux Pays-Bas, et une troisième se réfugia en Angleterre. On ne sait pas à laquelle de ces branches appartenait Pierre, de Boston.

Une autre ancienne famille, qui s'était longtemps identifiée avec la cause huguenote, et qui, du reste, est restée jusqu'à ce jour fidèle à cette cause, était celle d'Allaire (1). Cette maison était représentée dans l'Eglise réformée, telle qu'elle existait au moment de la révocation, par plusieurs membres éminents. Antoine, sieur du Bugnon; Jean, secrétaire du Roi, et Henri, conseiller et lieutenant général de l'amirauté, étaient frères. Pierre Allaire, dont le fils Alexandre vint s'établir en Amérique, descendait d'une branche cadette de la même famille.

Benjamin Faneuil, négociant huguenot de La Rochelle, avait épousé la fille d'André Bernon, Marie. Son frère Pierre fut le père de Benjamin, de Jean et d'André Faneuil, qui émigrèrent en Amérique après la révocation. Une branche de cette famille, qui s'était établie à Saintes, se réfugia, après la révocation, en Angleterre (2).

La famille Sigourney portait le nom d'une localité de la province du Poitou, d'où elle était probablement ori-

(1) *France protestante*, 2^e édition.

(2) Benjamin Faneuil, né en 1593, épousa Suzanne de L'Espine en 1616, et mourut en 1677. Son fils Pierre, né en 1618, épousa Marie Cousseau en 1640 et en eut deux fils: Benjamin, qui épousa Marie Bernon, et Pierre, qui épousa Marie Depont. Ces derniers eurent trois fils, Benjamin, Jean et André, et deux filles, Suzanne, qui épousa Abraham de la Croix, et Jeanne, qui épousa Pierre Cossart. (Bibliothèque de La Rochelle.)

Benjamin Faneuil épousa Anne Bureau le 28 juillet 1699, et mourut à New-York le 31 mars 1719, âgé de cinquante ans et huit mois. Jean Faneuil mourut à La Rochelle le 24 juin 1737. André (Andrew) Faneuil mourut à Boston le 13 février 1737.

ginaire (1). Elle était représentée à cette époque par André Sigourney, parvenu déjà à l'âge mûr, et qui, d'après la tradition de sa famille, était installé dans d'excellentes conditions à La Rochelle ou dans les environs lorsque l'Edit de Nantes fut révoqué.

André Laurent, ancêtre d'une famille notable de la Caroline du Sud, vivait alors dans la paroisse de Saint-Sauveur avec sa mère, Elisabeth Menigaut (Manigault ?) veuve de Jean Laurent, qui avait été un des négociants de la ville. Marie Lucas, jeune fille huguenote qui devait unir son sort au sien, avant de chercher une demeure dans le nouveau monde, était également native de La Rochelle. Elle était fille de Daniel Lucas, négociant (2).

Jean et Josué David représentaient une des meilleures familles de La Rochelle : une famille, selon la *France protestante*, non moins distinguée par les charges que ses membres ont remplies qu'éminente par les

(1) Sigournais est un village de huit cents habitants, dans le département de la Vendée, à sept kilomètres de Chantonay. Autour se trouve le château du même nom.

(2) « Elizabeth Laurens, veuve, » de la paroisse Saint-Sauveur, est notée comme s'étant enfuie en Angleterre en 1682. (Liste des familles de la religion prétendue réformée qui sont sorties du pays d'Aulnix, Isles, et costes de Xaintonge pour aller dans lesdits pays estrangers depuis l'année 1681, jusques à la fin de may 1685. *Archives nationales* TT, n° 259.)

Le même document ajoute que « le sieur Daniel Lucas, marchand, sa femme et quatre enfants » se sont réfugiés la même année en Angleterre. « Il a une borderie à Périgny, dont son père jouit. » Daniel Lucas, Mary, Augustus, James et Peter, enfants, furent naturalisés en Angleterre, le 8 mars 1682 (Listes de naturalisations, dans *Protestant exiles from France in the reign of Louis XIV*, by the Rev. David C. A. Agnew. London, 1874, vol. III, p. 33). « André Laurent, natif de La Rochelle, fils de feu Jean Laurent et Elisabeth Menigaut, et Marie Lucas, aussi native de La Rochelle, fille de Daniel Lucas, et feu Jeanne Marchand, furent mariés à Londres le 22 février 1688 » (Registres de l'église française de Threadneedle Street, Londres).

services qu'elle avait rendus. En 1572, Jean David, « pair du corps de ville, » fut désigné avec deux de ses collègues pour visiter l'Angleterre, avec la mission de solliciter l'aide de la reine Elisabeth et de presser le départ de Montgomery avec la flotte promise pour secourir la ville assiégée. En 1628, Jacques David, qui avait été deux fois maire, fut envoyé avec Philippe Vincent pour une ambassade semblable auprès de Charles II, et réussit à persuader au roi de signer un traité avec les protestants. Jean et Josué David vinrent à New-York après la révocation.

Parmi les membres de la noblesse d'Aunis qui restèrent fidèles à la cause huguenote dans ces jours de persécution croissante, il s'en trouvait plusieurs qui firent plus tard partie de l'émigration dans la Caroline du Sud. Paul Bruneau de Rivedoux, écuyer (1), fils d'Arnaud Bruneau, sieur de la Chabossière (2); Henri Bruneau, écuyer, fils de Henri Bruneau de la Chabossière; Henri Auguste Chastaignier, écuyer, seigneur de Cramahé (3), et Alexandre-Thésée Chastaignier, écuyer, seigneur de l'Isle, étaient tous nés à La Rochelle. Paul Bruneau était petit-fils de Jean Bruneau, conseiller, citoyen éminent, dont la famille obtint des lettres de noblesse au milieu du dix-septième siècle (4). Il fut accompagné dans sa fuite en Amérique

(1) Rivedoux, petit port de l'île de Ré, à la pointe la plus rapprochée du continent. « Le fils aîné du sieur Rivedoux, écuyer, son frère et deux sœurs » sont mentionnés sur la liste des familles de la R. P. R. « Année de leur départ : 1682. Lieu de leur retraite : Angleterre ou Danemark. »

(2) Le château de la Chaboissière est près de La Villedieu, à quatre lieues de Poitiers.

(3) Le château de Cramahé est à deux lieues environ au sud-est de La Rochelle.

(4) Filleau, *op. cit.*, I, 509. *France protestante*, 2^e édit., III, 297.

par son neveu Henri, fils de son frère défunt Arnaud. Henri et Alexandre Chastaignier étaient fils de Roch Chastaignier, écuyer. Ils appartenaient à une maison ancienne et distinguée, dont la filiation remontait sans interruption jusqu'au onzième siècle (1). Elle fut de bonne heure honorablement identifiée avec la cause protestante dans la France occidentale (2). Philippe Chasteigner, abbesse d'un cloître en Poitou, entra en correspondance avec Calvin, en 1549, avec le projet d'abandonner le cloître et de professer la foi évangélique ; projet qu'elle accomplit en 1557 avec huit de ses nonnes, n'en laissant qu'une dans le couvent (3). Les Chastaignier qui émigrèrent à la Caroline du Sud descendaient d'une branche de cette famille établie à La Rochelle, et dont trois des membres remplirent la charge de maire de la ville (4).

(1) Filleau, I, 612.

(2) *France protestante*, *ibid.*

(3) Lièvre, *Histoire des protestants et des églises réformées du Poitou*, I, 49.

(4) Filleau, *op. cit.*, I, p. 623.

La « liste des François et Suisses refugiez en Caroline qui » souhaitent d'être naturalisés Anglois » vers l'an 1695, contient les noms suivans : « Paul Bruneau de Revidoux, Ecuyer, fils de défunt Arnaud Bruneau de la Chabossière, Ecuyer et de — de la Chabossière, natif de la Rochelle, province d'Onis. Henry Bruneau, fils de défunt Henry de Bruneau de la Chabossière, Ecuyer et de Marie de la Chabossière, né à la Rochelle, province d'Onis. Henry Auguste Chatagner, Ecuyer, Alexandre Thésée Chatagner, fils de défunt Roch Chatagner, Ecuyer, et de Jeanne de Chatagner, nez à la Rochelle, province d'Onis. Elizabeth Chatagner, femme du susdit Alexandre Thésée Chatagner, fille de Pierre Buretel et d'Elizabeth Buretel. Alexandre Chatagner, Elizabeth Madeleine Chatagner, enfans des susdits, nez en Caroline. (Habitants de Santee.) »

Paul et Henry Bruneau et Henry Augustus Chastaigner de Cramahé avaient déjà obtenu en Angleterre des lettres de naturalisation, le 20 mars 1686 et le 15 avril 1687 (Agnew, *op. cit.*, III, pp. 41, 42).

Arneau Bruneau, le père de Paul et d'Henry, vint probablement

David et Elie Papin appartenaient à une ancienne famille huguenote de La Rochelle. Un des membres de cette famille était diacre en 1561 : un autre était ministre de l'église en 1612 (1); et plus récemment, « le sieur Papin » (sans que l'on sache si c'est David ou Elie), avait officié comme lecteur public dans les services du temple de la ville neuve (2). Tous deux devinrent des membres éminents de l'Eglise française de New-York.

Daniel Robert laissa La Rochelle, au moment de la révocation, pour se rendre à l'île de la Martinique avec sa femme Suzanne La Tour. Vers la fin du dix-septième siècle, il vint à New-York, où sa postérité a depuis habité. Il avait laissé en France des biens considérables; et on rapporte que, pendant plusieurs années après son arrivée en Amérique, il recevait de temps en temps une sommation légale de paraître à la porte de certaine église et de produire les raisons qu'il pourrait invoquer pour s'opposer à ce que certains bâtiments ou terrains

dans la Caroline avec ses enfants et y mourut peu après. On trouve dans le *Secretary of State's office*, Charleston, un contrat passé à Londres le 25 février 1686, entre Arnold Bruneau, seigneur de Chaboissière, et Paul Bruneau, seigneur de Ruedoux [Rivedoux], d'une part, et Josias Marylan, seigneur de la Forcet, d'autre part, pour la construction d'un moulin dans la Caroline du sud, ledit moulin devant être élevé sur le terrain de l'une des parties sans préjudice pour les intérêts de l'autre. (George Howe, D. D., *History of the Presbyterian Church in South Carolina*, vol I, p. 101.)

(1) P. S. Callot, *La Rochelle protestante*. La Rochelle, 1863, pp. 95, 134.

(2) « Le Sr Papin, ci-devant lecteur au prêche, » habitant de la paroisse Saint-Sauveur, à La Rochelle, s'enfuit en 1681, avec sa femme et quatre petits enfants, laissant une maison dans la ville, et se réfugia dans l'île de Guernesey. (Liste des familles de la R. P. R., etc. *Archives nationales* T₁, n° 259). David Papin, marchand, est mentionné parmi les fugitifs de La Rochelle, 4 octobre 1685. (L. Delmas, *L'Eglise réformée de la Rochelle*, étude historique, p. 394. Toulouse, 1870). Archives de la Charente-Inférieure, série C.

qu'il possédait à La Rochelle ou dans son voisinage ne fussent pas confisqués au profit du roi, ou donnés à d'autres membres de la famille Robert demeurés dans cette ville. Feu Cristopher R. Robert, de New-York, connu pour ses magnifiques libéralités, et particulièrement pour la fondation du « Robert College » à Constantinople, descendait de ce réfugié à la quatrième génération.

Il y avait encore dans le prêche protestant de La Rochelle, avant la révocation, d'autres fidèles, dont les noms sont devenus familiers aux Etats-Unis d'Amérique. Il sera bon d'en faire mention ici en passant, réservant les renseignements plus circonstanciés pour les chapitres de cet ouvrage qui se rapporteront aux lieux où les émigrants rochelais en Amérique s'établirent définitivement.

Parmi les fugitifs de La Rochelle qui vinrent au Massachusetts étaient Louis Allaire (1), Pierre Baudouin, Gabriel Bernon, François Bureau, Gabriel et Jacques Depont (2), André et Benjamin Faneuil, Henri Guionneau, Jacob Peloquin et André Sigourney. Un plus grand nombre s'établirent dans la province de New-York. Les personnes suivantes se fixèrent dans la ville même de New-York : Jean Auboyneau (3), Daniel

(1) Fils de Jean Allaire et de Jeanne Bernon, de La Rochelle (Généalogie Allaire).

(2) Neveux de Gabriel Bernon, dont la sœur Suzanne avait épousé Paul de Pont, de La Rochelle (Papiers et généalogie Bernon).

(3) Nom d'une famille de La Rochelle qui fut des premières à embrasser les principes de la Réforme (*France protestante*, I, 553). Louis, marié en 1573, eut un fils, Louis, pasteur de diverses églises, et entre autres de celle de La Rochelle (1607-1610). Il mourut en 1668, laissant plusieurs fils, dont l'un, Pierre, eut un fils Pierre, né en 1672 et un autre fils, Jean, né en 1674 (*Ibid.*) Jean Auboyneau était à New-York en 1697.

Bernardeau (1), Marie Billard, veuve d'Etienne Jamain (2), Jeanne Boisselet, femme de Jean Carouge (3), Pierre et Samuel Bourdet (4), Pierre Chaigneau (5), Jean et Josué David, Benjamin d'Harriette (6), Etienne Doucinet (7), Auguste et Marie Grasset (8), Marie-

(1) Famille rochelaise. Daniel Bernardeau et Marie Monier, sa femme, étaient à New-York en 1701.

(2) « Marie Billard, veufue d'Estienne Jamain de la Rochelle, » mourut à New-York le 5 mai 1689.

(3) Etat des biens trouvés dans la maison de John Carrouge, décédé le 5 avril 1689 (*Testaments, Surrogate's office, New-York*, n° 14, pp. 167-168). « Enterrement, 6 avril 1689, de Jeanne Boisselet, femme du sieur Carrouge, native de laroll^e [La Rochelle] en le royaume de France » (Registres de l'église réformée française de New-York).

(4) Pierre et Samuel Bourdet étaient membres de l'église française de New-York dès l'année 1689; Samuel était alors époux de Judith Piaud, de La Rochelle (Voir plus bas) Comp. Estienne Bourdet, l'un des fugitifs de La Rochelle en 1685.

(5) Pierre Chaigneau (liste des religionnaires fugitifs de La Rochelle dont les biens ont été saisis en 1685-1688; cité par Delmas, *LEglise réformée de la Rochelle*, p. 395). Peter Chaigneau, naturalisé en Angleterre le 21 mars 1688 (Agnew, III, 49). Il fut fait bourgeois de la ville de New-York le 29 mai 1691. « Pieter Chaigneaig, van Rochel, » épousa Aeltje Smit, dans l'église hollandaise de New-York, le 13 mai 1693.

(6) Famille de servents protestants rochelais (*France protestante*, I, p. 724). Benjamin d'Harriette était fils de Susanne Papin par son premier mari, Benjamin d'Harriette, de La Rochelle. Elle épousa à Londres le 9 novembre 1686, Elie Boudinot, veuf. (Liste des mariages de l'église françoise de la Savoye) avec lequel elle vint à New-York accompagnée de son fils, qui fut fait bourgeois de la ville en 1700.

(7) « Le nommé Doucinet » et sa femme, de la paroisse Saint-Sauveur, à La Rochelle, s'enfuirent en Angleterre en 1682 (Liste des familles de la R. P. R. *Archives nationales* Tr., n° 259). Stephen Doussiner, Susan sa femme, Mary et Marianne ses enfants, furent naturalisés en Angleterre, le 8 mars 1682. (Agnew, III, 31. Ils étaient à New-York le 4 novembre 1688.

(8) Augustus et Mary Grasset, naturalisés en Angleterre le 8 mars 1682, vinrent dès 1689 à New-York, où Grasset devint un des principaux négociants et fonctionnaire du gouvernement. Il fut un des « chefs de famille » de l'Eglise française. Il fut tué dans l'insurrection nègre, le 7 avril 1712. Marianne Grasset, « van Rochel » fut mariée à l'église hollandaise de New-York, le 30 avril 1692, avec Henri de Money, « met attestatie van de Franche Kercke. »

Anne Guichard (1), René Het (2), Guillaume Huertin (3), François Hulin (4), Auguste Lucas, Auguste Jay, Gabriel Le Boiteux (5), Etienne Jamain (6), François Louraux (7), Jacques Merie (8), Paul Mer-

(1) Marie Guichard et sa sœur, de la paroisse Saint-Barthélemy, à La Rochelle, s'enfuirent en 1684 en Angleterre (*Arch. nat.* Tr.). Marie-Anne Guichard, église française de New-York, 6 mars 1706.

(2) Fils de Josué et de Sarah Het, de La Rochelle. Il était négociant à New-York et agent dans cette ville, avec André Fresneau, de la Compagnie royale des Indes occidentales de France. Docteur E. B. O'Callaghan, dans le *Historical Magazine*, nouvelle série, vol. IV, p. 266.

(3) « Guillaume Huertin, maistre de navire, demeurant à present en cette ville, et cy-devant à la Rochelle, » fut marié à Bristol, Angleterre, par M. Descairac, le 2 janvier 1698, avec Elisabeth Bertrand, veuve de Jean Bertrand, marin. Il était fils du « sieur Guillaume Huertin, de la Rochelle, maistre de navire » du roy, décédé en un voyage des Indes, » et de Suzanne Croiset son épouse (Registres de l'Eglise française protestante épiscopale de Bristol; Registres non paroissiaux, etc. Eglises étrangères. Somerset House, Londres). Guillaume Huertin vint à New-York avec son fils Guillaume, né à Bristol le 12 novembre 1699, et y mourut en 1718.

(4) François Huslin et sa femme, de la paroisse Saint-Barthélemy, de La Rochelle, s'enfuirent en Angleterre en 1683 (*Arch. nat.* Tr.). Il y fut naturalisé le 2 juillet 1684, et devint bourgeois de la ville de New-York le 29 mai 1691. Sa femme Elisabeth mourut le 23 décembre 1694. Lui-même mourut en septembre 1702.

(5) Gabriel Le Boiteux, naturalisé le 5 janvier 1688, bourgeois de la ville de New-York le 3 août de la même année, était peut-être frère de Paul et de Pierre Le Boiteux, fugitifs de La Rochelle, dont les biens furent saisis le 4 février 1685, et qui s'établirent comme négociants à Amsterdam. Gabriel devint un des plus grands négociants de New-York et fut un des premiers anciens de l'Eglise française (en 1688).

(6) Etienne, Arnaud, Nicolas, et peut-être Elie, fils d'Etienne Jamain, marchand de La Rochelle, étaient de bonne heure à New-York. Etienne était haut-constable en 1705; Elie en 1710. Nicolas était en 1704, l'un des « chefs de famille » de l'Eglise française.

(7) « François Louraux, natif de La Rochelle, décédé le 22 juin 1689, » fut enterré dans le cimetière de l'église française à New-York.

(8) Jacques Merie, ou De Maree, « van Rochel, » fut marié le 27 novembre 1692, à l'église hollandaise de New-York, avec Cornelia Ross, veuve de Elias Provoost.

lin (1), Pierre Morin (ancêtre de John Morin Scott) (2), Elie Nezereau (3), David et Elie Papin, Etienne Perdriau (4), Gédéon, fils d'Alexandre Petit (5); Jeanne Piaud, veuve de Siméon Soumain, Judith Piaud, épouse de Samuel Bourdet (6), Daniel Robert et Jean Sevenhoven (7).

Les colons de New-Rochelle, dans le comté de Westchester (New-York), étaient probablement en

(1) Paul Merlin, né à La Rochelle, fut naturalisé à New-York le 27 septembre 1687. Il était probablement petit-fils du pasteur Jacques Merlin. (Trad.)

(2) « Pierre Morin, natif de La Rochelle, France, fils de Pierre » Morin, marchand audit lieu, » épousa Marie Jamain le 12 juin 1692, dans l'église française de New-York. Il avait été naturalisé en Angleterre, le 10 octobre 1688, avec sa première femme Françoise, et fait citoyen de New-York le 11 juin 1691. Ils eurent trois fils et quatre filles baptisés dans l'église française.

(3) Né à La Rochelle [1639]; mort à New-York le 28 mars 1719, à l'âge de quatre-vingts ans (Inscription sur son tombeau dans le cimetière de la Trinité, à New-York). Il fut naturalisé en Angleterre le 20 mars 1686 et traversa l'Océan sur le navire *Robert* avec le pasteur Peiret, en octobre 1687. Il fut fait citoyen de New-York le 5 décembre 1687. Il trafiqua dans les Indes occidentales et laissa par testament cinquante livres aux anciens de la congrégation protestante réformée française de New-York, pour le soulagement des pauvres. Un testament antérieur mentionnait ses neveux Jacques, Martin et Louis, son cousin Elias Nezereau, et sa nièce décédée, Jane Barbauld, de Londres.

(4) Daniel Perdriau, de La Rochelle, était réfugié à Cork, en Irlande, en 1695 (Registre du temple de Soho, Somerset House, Londres). Etienne, Elisabeth et Marie Perdriau étaient membres de l'Eglise française de New-York, 1689-1699. Stephen, marin, fut fait citoyen en 1702.

(5) Testament homologué à New-York le 20 mars 1688.

(6) « La veuve Piaud, ses 3 filles et un neveu, de la paroisse de Saint-Sauveur, à La Rochelle, » s'enfuirent en Angleterre en 1681 (*Arch. nat. Tr.*). Jeanne, probablement une des filles, était mariée à Siméon Soumain avant de venir en Amérique; leur fils Simon fut baptisé à l'église française de Threadneedle Street à Londres, le 10 juin 1685. Judith, probablement une autre fille, était mariée à Samuel Bourdet.

(7) Jean Sevenhoven, « van Rochel, » fut marié à Marie Les-cuye [L'Escuyer] dans l'église hollandaise de New-York, le 22 septembre 1693.

grande majorité rochelais. Le principal membre de la colonie était Alexandre Allaire, dont mention a déjà été faite. Il avait pour compagnons Louis Bonneau (1), Jean Bouteiller (2), Jacques Flandreau (3), Daniel Gombaud (4), Jean Hastier (5), Barthélemy et Isaac Mercier (6), Daniel Rayneau (7), Ambroise Si-

(1) Famille rochelaise (*France protestante*). Il n'est pas prouvé que Louis fût parent d'Antoine, de La Rochelle, qui passa dans la Caroline du Sud (voir plus loin). Mais le nom de baptême, Louis, était très usité dans la famille restée en France (Callot, *La Rochelle protestante*, p. 105).

(2) Né à « Rochell » (Acte de naturalisation, New-York, 27 septembre 1687). Bouteiller fut un des fondateurs de l'établissement de New-Rochelle ; mais il partit de là pour l'île de Saint-Christophe, en septembre 1690, et y mourut l'année suivante, laissant les terres qu'il possédait dans la colonie à sa filleule Jeanne, fille d'Alexandre Allaire (Registres de la ville de New-Rochelle).

(3) Jacque Flandreaux, de La Rochelle, épousa à Londres, le 15 décembre 1695, « Madeleine Mesnard, de la ville de Saintes » (Registre des baptêmes et mariages dans l'église de Glass House Street et de Leicesterfields. Somerset House). Il était à New-Rochelle en 1698.

(4) Daniel Gombaud, né à « Rochell » (Acte de naturalisation, New-York, 27 septembre 1687). Il s'établit à New-Rochelle avant 1693. Comme son homonyme, peut-être son parent, Moïse Gombeau (voir plus haut, page 190, note), il avait résidé à la Guadeloupe avant de venir en Amérique. Il fut accompagné à New-York par Agnès Constance Le Brun, née à la Guadeloupe, qui plus tard devint la seconde femme de Gabriel Le Boiteux.

(5) John Hastier, né à « Rochell » (Acte de naturalisation). Lui, ou un autre Jean Hastier, avait résidé dans l'île de Saint-Christophe. Il fut l'un des premiers colons de New-Rochelle, mais se rendit à New-York en 1694 ou 1695, et fut fait citoyen de cette ville le 26 août 1695. Il mourut vers 1698.

(6) Isaac Mercier, né à « Rochell, » fut naturalisé à New-York le 27 septembre 1687. Il avait reçu les petites lettres de naturalisation l'année précédente, le 3 septembre 1686 (Acte de naturalisation). Il devint membre important de la colonie de New-Rochelle. Barthélemy, peut-être son frère, arriva dans la province deux ans plus tôt, venant de Boston « pour s'établir dans la ville de New-York. »

(7) Daniel Rayneau, ancêtre de la famille Renaud d'Amérique, était, croit-on, émigré de La Rocheile (*History of Westchester County, N.-Y.*, par le Rev. Robert Bolton. Edition revue, t. II, p. 757). Il se rendit d'abord à Bristol, en Angleterre. Une Bible

card (1), André et Peter Thauvet (2), Jacob Theroulde (3).

Parmi les émigrants établis dans le comté d'Ulster (New-York), Jean et Etienne Gascherie (4) et Jean Thévenin étaient de La Rochelle. Plusieurs membres de la famille huguenote de L'Hommedieu s'enfuirent de La Rochelle après la révocation. Pierre et Osée, ou Hosea, étaient fils de Pierre L'Hommedieu et de Marthe Peron son épouse. Le mari mourut avant l'année 1685. Marthe accompagna ses enfants en Angleterre, et vint en Amérique avec Pierre, qui s'établit à Kings-

que possède un de ses descendants porte cette mention : « Mémoire du jour que nous avons parti de Bristol, ce fut le sixième d'avril 1693. »

(1) Ambroise Sicard était un réfugié de La Rochelle (*History of Westchester County*, II, 758), qui vint en Amérique avec ses trois fils, Ambroise, Daniel et Jacques. Les registres de l'église française de New-York commencent par l'inscription du baptême de Madeleine, fille d'Ambroise Sicard [junior] et de Jeanne Perron son épouse, le 24 novembre 1688. Les Sicard s'établirent à New-Rochelle dès l'année 1692.

(2) Andrew Thauvet, né à La Rochelle, fut naturalisé à New-York le 27 septembre 1687 (Acte de naturalisation). Il fut des premiers qui achetèrent des terres à New-Rochelle, le 12 novembre 1688. Il en acheta encore mille arpents avec Peter Thauvet le 31 mai 1690. Il fut nommé juge de paix le 14 décembre 1689. Peter Thauvet, marchand, fut fait citoyen de la ville de New-York le 24 juin 1701. Il épousa le 29 mai 1700 Suzanne Vergereau, et mourut en 1704.

(3) « Jacob Theroulde, né à Rochell, Sarah sa femme, Marianne et Dorothy leurs filles, nées dans l'île de Saint-Christophe, » furent naturalisés à New-York le 27 septembre 1687 (Acte de natural.). Theroulde avait obtenu les petites lettres de naturalisation à New-York, avec liberté de négocier ou trafiquer, l'année précédente, le 14 juin 1686. Il acheta des terres à New-York dès 1690 ; mais en 1701, il les vendit et retourna à Saint-Christophe. Sa femme Sarah était fille de Gérard et d'Allette Douw, de cette île.

(4) Plusieurs personnes de ce nom sont mentionnées parmi les fugitifs de La Rochelle. John et Stephen, fils de Judith Gascherie, furent naturalisés en Angleterre le 15 avril 1687, et vinrent à Kingston (N.-Y.), dès l'année 1696.

ton, Ulster-County (New-York) (1). Benjamin et John L'Hommedieu, « *born at Rochell*, » furent naturalisés à New-York le 27 septembre 1687. Benjamin avait obtenu les petites lettres de naturalisation quelques mois auparavant. Il s'établit à l'extrémité orientale de Long-Island, dans le village de Southold, et épousa la fille de Nathanael Silvester, de Shelter-Island (2).

Plusieurs des colons de Staten-Island étaient natifs de La Rochelle. Entre autres Etienne Mahault (qui avait habité quelque temps à Saint-Christophe et qui mourut à Staten-Island en 1703); Pierre et Moïse Chaillé (3),

(1) Marthe Péron, veuve de Pierre L'Hommedieu, 29 septembre 1685. Osée L'Hommedieu; 4 février 1685 (Liste des religieux fugitifs de La Rochelle dont les biens ont été saisis; 1685-1688). Osée, orfèvre, fils de Pierre et Marthe L'Hommedieu, était à Londres en 1702. Le testament de Pieter L'Hommedieu, auparavant de Kingstown, Ulster County (New-York), signé 10 février 1691-2, et homologué le 30 mars 1692, mentionne sa mère Martha (Testaments, *Surrogate's office*, New-York, n° IV, p. 181). Il laisse des biens en garde « jusqu'à ce que M. Auguste Jea [Jay] revienne. » Auguste Jay, son associé, était alors en France.

(2) Hosea L'Hommedieu s'enfuit de La Rochelle plusieurs mois avant la fuite de son frère Pierre et de leur mère Marthe. Il fut peut-être accompagné de Benjamin et de Jean, qui peuvent avoir été ses frères. La tradition intéressante qui a cours parmi les descendants de Benjamin Lhommedieu concorde parfaitement avec ces faits. « Benjamin et un de ses frères quittèrent la France ensemble. Leur mère, veuve, alla avec eux jusqu'à la côte de La Rochelle et confia à l'un comme cadeau d'adieu une Bible, et à l'autre une montre d'argent. Ils s'enfuirent en Hollande, et de là vinrent en Amérique. La montre est maintenant aux mains du professeur Eben Norton Horsford, de Harvard University » (Communiqué par le Rév. A. S. Gardiner, descendant de Benjamin Lhommedieu).

Un monument a été récemment érigé en mémoire de Nathanael Sylvester sur Shelter Island, par les filles du professeur Horsford, descendants de Benjamin Lhommedieu et de Patience Sylvester son épouse.

(3) Ce nom apparaît parmi les « persécutés en Aunis » en 1681, sous l'intendant Demuin (Benoist, V, 1021). *La France protestante* mentionne la famille de Challais, de La Rochelle, en 1679. La tradition de la famille Chaillé en Amérique est que Pierre

du Maryland, Antoine Duché (1), de Pensylvanie, Antoine Pintard (2), de New-Jersey, Jean L'O-

Chaillé s'échappa de La Rochelle sur un navire anglais, et se réfugia en Angleterre (où il fut naturalisé le 9 septembre 1698), qu'il fut l'organe choisi par ses compagnons de refuge pour refuser un message que Louis XIV leur adressa, les invitant à rentrer en France; qu'il entra dans la marine anglaise; qu'il épousa en Angleterre une dame d'origine huguenote, nommée Margaret Brown, et qu'il se rendit ensuite en Amérique, s'établissant d'abord à Boston. Son fils, Moses Chaillé, habitait dès 1710 dans le Maryland, où on peut encore à présent trouver de ses descendants (Communiqué par le professeur Stanford E. Chaillé, M. D., de l'université de Louisiane).

(1) « Jacques Duché, paroisse de Saint-Sauveur, La Rochelle, » s'enfuit en Angleterre en 1682, avec sa femme et huit enfants et son gendre. Il avait une maison dans la ville (*Arch. nat.*). Il fut naturalisé en Angleterre le 8 mars 1682, avec sa femme Mary et ses fils Arnold et Anthony.

(2) D'après la tradition de la famille, Antoine Pintard venait de La Rochelle. Sa pétition pour obtenir la naturalisation, adressée en 1691 au gouverneur et au conseil de New-York, « montre que, natif du royaume de France, il avait été obligé, par la sévérité de son prince envers ceux des Eglises réformées, de quitter ce royaume. » Depuis ce temps, c'est-à-dire pendant quatre ans, il avait habité le gouvernement de New-York (*Historical manuscripts au bureau du secrétaire d'Etat, Albany (N.-Y.), vol. XXXVII, p. 80*). Pintard s'établit d'abord à Shrewsbury (New-Jersey), alors compris dans la juridiction de la province de New-York. Là sa maison prit feu, et il perdit tout ce qu'il possédait. Il s'en alla dans la ville de New-York, et recommença la vie comme marchand. Il fut ancien de l'église française de New-York, et, en 1729, résigna « à cause de son grand âge, » ses fonctions de « receveur des deniers des pauvres, » qu'il avait exercées jusque-là. Il mourut vers 1732 (Testament d'Anthony Pintard senior, précédemment de Shrewsbury, mais maintenant de la ville de New-York : daté du 4 février 1729, homologué le 11 mai 1732. Secrétariat du *State's office*, Trenton, New-Jersey).

Anthony Pintard laissa trois fils : Anthony, John et Samuel; et six filles : Magdala, Catharine, Margaret, Isabella, Florinda et Anna Frances. Magdala épousa James Hutchins (Le 30 juin 1728, jour de l'Ascension, Jacques, fils de Jacques et de Magd. Hutchins, né à Shrewsbury (New-Jersey), en 1727, fut baptisé dans l'église française de New-York). Catharine épousa d'abord John Searle et en secondes noces le Rev. Robert Jenney. Margaret épousa Joseph Leonard; Isabella, Isaac van Dam; Florinda, George Spencer; Anna Frances, Moses Gombaud (voir plus haut, p. 190).

L'autorisation de mariage d'Anthony Pintard (junior?) et de

range (1), et George de Rochelle (2), dont les descendants s'établirent en Virginie ; tandis que parmi les huguenots de la Caroline du Sud, Jeanne Berchaud (3), épouse de Jean Boyd ; Antoine Bonneau (4), Henri et Paul Bruneau, Pierre Buretel (5), Alexandre et Henri

Katharine Staleboth, de Neversink dans East-Jersey, est datée du 4 mai 1692 (Testaments, *Surrogate's office*, New-York, n° IV, p. 184).

(1) La veuve du sieur Lorange, de la paroisse de Saint-Sauveur, La Rochelle, s'enfuit en Angleterre en 1682, laissant quelque bien en Poitou (*Arch. nat.*). La veuve Lorange et Jean Vilas L'Orange habitaient à Manakinhowm (Virginie) en 1701 ; ils y étaient encore en 1714.

(2) George de Rochelle, de La Rochelle ou de ses environs, s'enfuit sous le règne de Louis XIV aux Provinces-Unies, et de là vint en Amérique (Tradition). George Rupell était dans la Caroline du Sud vers le commencement du dix-huitième siècle. Un fils ou petit-fils de ce dernier alla se fixer à Albemarle (Virginie). On trouve encore des descendants de cet émigrant dans plusieurs Etats du Sud.

(3) Jeanne, femme de Jean Boyd, fille d'Elie Berchaud, de La Rochelle, habitait à Santee, 1696 (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, qui souhaitent d'être naturalisés Anglais).

(4) Antoine Bonnaud, tonnelier, et sa femme, de la paroisse de Saint-Barthélemy, La Rochelle, s'enfuirent en 1685. Antoine Bonneau, né à La Rochelle, fils de Jean Bonneau et de Catherine Roi, et Catherine du Bliss, sa femme, demandèrent, en 1696, à être naturalisés avec Antoine et Jean-Henri, leurs enfants nés en France. Jacob, leur fils né en Caroline (Liste des François réfugiés en Caroline, etc.). Anthony Bonneau senior, tonnelier, obtint des seigneurs, propriétaires de la Caroline du Sud, « le droit de bourgeoisie de cette partie de la province, » le 10 mars 1697. (Acte octroyant aux étrangers la bourgeoisie dans cette partie de la province, et accordant la liberté de conscience à tous les protestants. *Laws of South Carolina*, par Trott, p. 61).

(5) Charles Burtel, fugitif du département de La Rochelle (*Arch. nat.*). Ses biens furent saisis le 4 mai 1688. Le sieur Pierre Burtel, sa femme et sa fille, s'enfuirent en Hollande en 1684 (*Arch. nat.*). Il fut naturalisé en Angleterre le 15 avril 1687. Pierre Buretel, né à La Rochelle, fils de Charles Buretel et de Sara Bouhier. Elisabeth Chintrier, sa femme (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, etc.). Peter Buretel, chirurgien, obtint le droit de bourgeoisie à New-York, le 11 juin 1708. Marie Chintrier, veuve de Saviott Broussard, *alias* Deschamps, qui obtint les petites lettres de naturalisation le 12 mars 1696, et

Chasteignier, Jérémie Cothonneau (1), César Mauzé (2), Henri Peronneau (3) et Pierre Videaul (4) venaient aussi de La Rochelle.

A peu de distance de la ville, et aussi dans le territoire d'Aunis, se trouvaient quelques petites localités habitées par des familles qui s'enfuirent plus tard en Amérique. A cinq lieues au nord-est était la ville de Marans, fameuse lors des guerres de la Ligue. Complètement entourée d'eau ou de marais-salants, elle formait une île pittoresque, accessible du sud-est seulement par une chaussée. Pris par les forces du duc de Guise en 1588, Marans fut repris par Henri de Navarre, après la bataille de Coutras. Lorsque l'armée huguenote fut sur le point de s'avancer pour donner l'assaut à cette place, les troupes s'agenouillèrent, suivant leur coutume, pour la prière. Les soldats catholiques voyant cette action,

Françoise Chentrier, veuve d'André Stuckey, 1707, étaient peut-être de la même famille que la femme de Buretel (Patentes, Albany, N.-Y., vol. VII, p. 9. Registres de l'église française de New-York).

(1) « Jérémie Cothonneau, né à La Rochelle, fils de Germain » Cothonneau et d'Elizabeth Nombret; Marie Billon, sa femme, » Germain, Pierre, leurs enfans, nez à la Rochelle, Ester Marthe, » leur fille, née en Caroline » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, etc.).

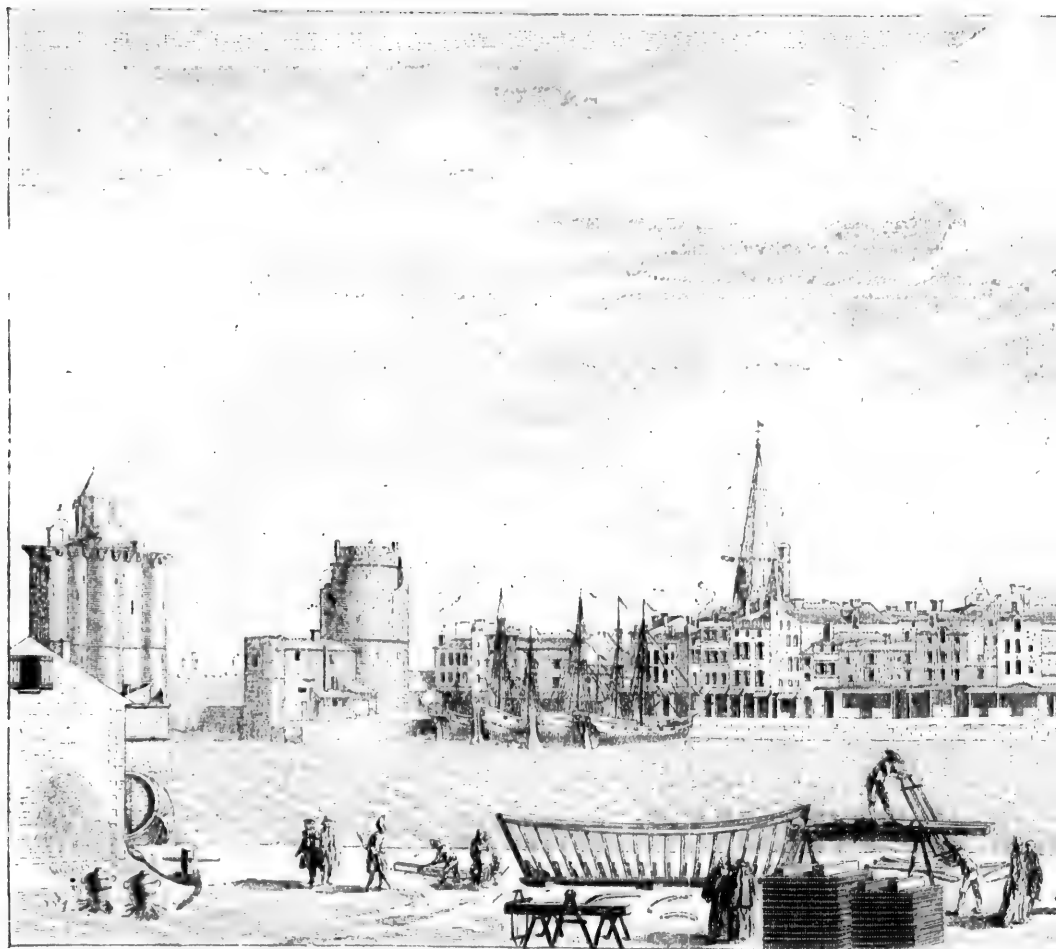
(2) Elie Mauzé, 1682, et la veuve Mauzé, 1684, s'enfuirent tous deux de La Rochelle en Angleterre (*Arch. nat.*), où Elias fut naturalisé l'année même de son arrivée, et César Mozé le 15 avril 1687. César Mozé était la même année dans la Caroline du Sud.

(3) Henri Peronneau, né à La Rochelle, fils de Samuel Peronneau et de Jeanne Collin (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, etc.).

(4) Pierre Videaul, « né à La Rochelle, fils de Pierre Videaul » et de Magdeleine Burgaud, » était au nombre des habitants de Santee qui demandèrent, vers l'année 1696, à être naturalisés; avec sa femme Jeanne-Elisabeth et leur fille Jeanne-Elisabeth, née à Londres, et leurs autres enfans Pierre-Nicholas, Marianne, Marthe Ester, Judith, Jeanne et Madelaine, nés dans la Caroline (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, etc.).



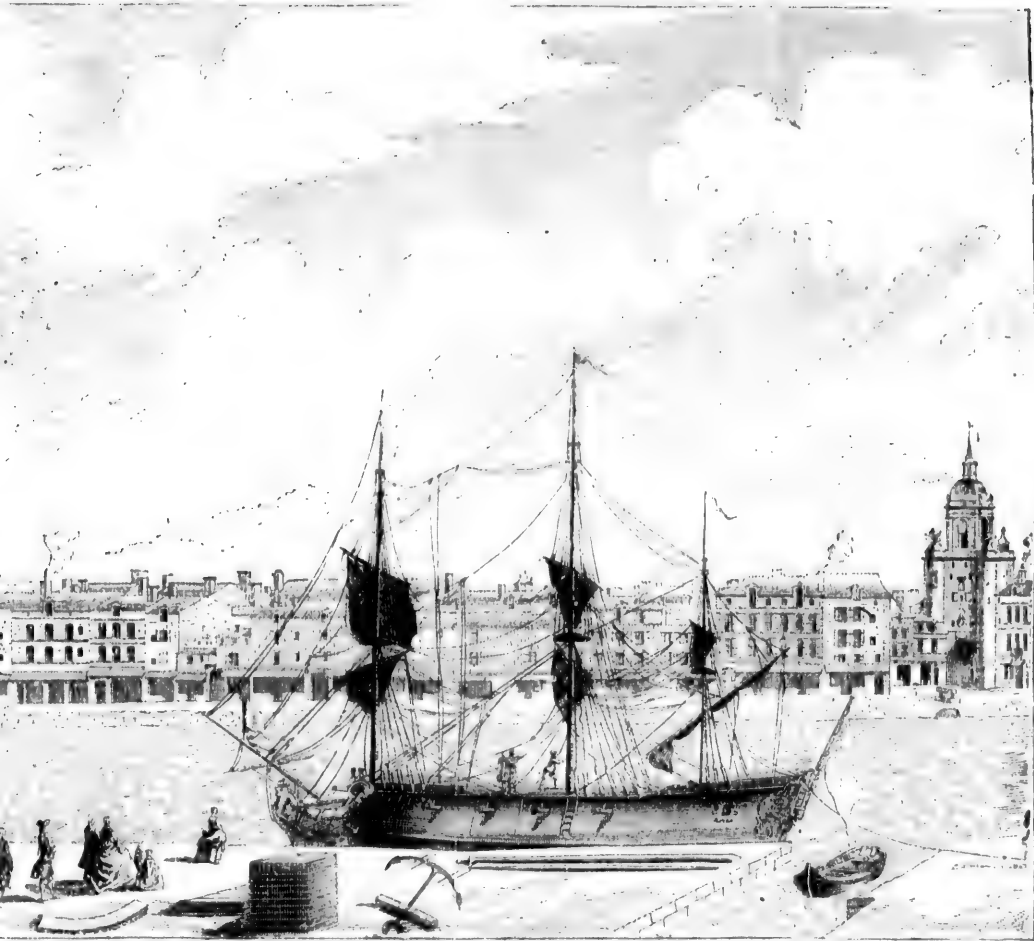
4. GROSSE HORLOGE.
5. PLACE BARENTIN.



Vue du Port de la Rochelle



1. TOUR DE S. NICOLAS.
2. " DE LA CHAÎNE.
3. " DE LA LANterne.



du côté de la petite Rivière.

- 4. GROSSE HORLOGE.
- 5. PLACE BARENTIN.

s'écrièrent : « Ils prient Dieu : ils vont nous battre comme à Coutras ! »

Marans était la patrie de Jean et de Philippe Gendron, deux des réfugiés de la Caroline du Sud (1). De cette ville sortit aussi Elie Boudinot (2), riche marchand sérieusement attaché à la foi protestante (3).

(1) « Jean Gendron, Philippe Gendron, frères, fils de David » Gendron et Catherine Gendron, sa femme, nez à Marans, province d'Onis » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline).

(2) Seigneur de Cressy (ainsi désigné sur la garde d'un de ses livres, aux mains d'un de ses descendants).

(3) Le testament d'Elias Boudinot est enregistré dans la ville de New-York, et contient des détails intéressants :

« Au nom de Dieu Amen. Je soubsigné Elie Boudinot marchand demeurant cy-devant à Marant au gouvernement de la » Rochelle en France ayant été contraint d'abandonner ma » patrie pour éviter la continuelle persecution qu'on me fezoit » pour la profession de l'Evangille m'estent retiré en ce lieu » avecq Suzanne Papin ma femme et nos enfans... Je recomande » mon ame à la sainte et Glorieuse Trinité au Père qui l'a crée » au Fils qui la rachettée et au Saint-Esprit quy la illuminee et » santiffiée. Desclarant que je veux vivre et mourir en la créance » et profession de la religion reformée en laquelle jay esté par » la grace de Dieu eslevé, et mon corps être inhumé duement. » Et comme par le contract de mariage entre la ditte Suzanne » Papin ma femme et moy passé par André Mucot, nottaire » royal a Londre le onziesme novambre mil six cent quatre vingt- » six ma ditte femme apportionna Benjamin et Suzanne D'Hari- » riette ses Enfans chacun cent soixante huit livres sterlin paya- » ble par moy ou mes herittiers lorsqu'ils seront en âge ou » pourvus par mariage. Jay satisfait a la dite cloize ayant payé » a deffunt Pierre Bellin marit de la ditte Suzanne D'hariette » 168 L sterlin suivant leurs quittance deux signée. Jay aussy payé » au dit Benjamin D'hariette pareille somme de cent soixante- » huit livre sterlin suivant sa quittance les dittes deux sommes » payée en argent de ce lieu avecq le change suivant le cours. » Comme il a pleu à Dieu me donner de mon present mariage » quatre enfans qui sont Jean Benjamin Madelaine et Suzanne » Boudinot je desclare Suzanne ma femme, leurs mere, Tutrice » et Curatrisse laquelle je laisse dame et mattresse de tous ge- » nerallement les biens meubles marchandize argant debtes et » tous effects quy se trouveront mapartenir a la charge de donner » a chacun de mes dits enfans Jean, Benjamin, Madelaine et » Susanne Boudinot la somme de deux cents cinquante livres » argent de ce lieu et cella lors quils seront en âge ou pourvus

La famille à laquelle il appartenait avait été identifiée pendant plusieurs générations avec la cause huguenote.

» par mariage a quoy je les apportionne chascun et herittiers les
 » les ungs des autres et comme Elie Boudinot mon fils est de
 » mon premier mariage quy depuis quelque temps cest marié et
 » en consideration de son dit mariage je lui ay donne trois cent
 » livres argent courant de ce lieu partye en faveur comme her-
 » ritier de deffunte Janice Barand ma femme sa mere pour sa
 » portion quy luy venoit de reste des effects quil avoit plut a Dieu
 » me faire la grace de retirer de France et comme aprez ma mort
 » mon dit fils Elie demanderoit a venir a partager tant avecq la
 » ditte Suzanne ma femme quavecq ses autres freres et sœurs de
 » mon dit present mariage dans tous les effects qui je peus laisser
 » pour eviter tous troubles embarras ou contestation qui pouroit
 » survenir dans le dit partage je veux et ordonne que la ditte
 » Suzanne ma femme , paye trois mois apres mon deceds a mon
 » dit fils Elie Boudinot la somme de cent cinquante livres argent
 » de ce lieu ayant cours et ce pour toutes succession et pre-
 » tention de tous les meubles marchandize argent debtes et
 » autres effects generalmente quy se trouveront a moy appartenir
 » et apres la ditte somme de cent cinquante livres payée mon dit
 » fils ne pourra faire aucune demande a la ditte Suzanne ma
 » femme ny a ses freres et sœurs soubz quelque pretexte de suc-
 » cession que ce soitt. — Et comme j'ay laissé du bien en France
 » et autres effects suivant les contracts obligation promesse et
 » billets et par mes livres de conte le tout laissé entre les mains
 » de deffunt mon nepveur Jean Boudinot marchant à Marenes
 » avecq ma procuration generale pour agir pour moy et pour re-
 » tirer de mes effects ce qu'il pouroit en cas de quelque Remise
 » le tout sera partagé par mes dits enfans du premier et second
 » lit par egalle portions et sil plaisoit a Dieu Comme je len prie
 » de tout mon cœur de restablir en France la liberté de nostre
 » sainte religion et que mes dits enfans y retournasse ils par-
 » tageront entreux tous les biens meubles et immeubles quy se
 » trouveront a moy appartenir et ce par egalle portion. Ce sont là
 » mes derniere vollontés et Intention, voullant et entendant quelle
 » sortes leurs plain et entier effet, et pour plus forte execution
 » dicelle j'ay nommé pour executeur et administrateur et pour
 » faire valloir mon dit present testament monsieur Paul
 » Drouilhet mon bon amy marchant en ce lieu lequel je prie
 » daccepter cette commission comme len jugant tres digne et
 » capable et de le faire executeur en tous ses points contre tous
 » et envers tous revoquant par ce mien dit present Testament
 » tous ceus quy se pouront trouver cy devant faits par moy en
 » foy de quoy jay escrit ce present signé de ma main cellé de
 » mon cachet en presence des tesmoins sousignés à New-York,
 » le quatorziesme novembre mil cept cent. Esle Boudinot. Tes-
 » moins : Gabriel Broussard , Henry Pichot. » Homologué,
 26 octobre 1702. *Registre des testaments*, VII, p. 35-36.

« Contraint d'abandonner son pays pour éviter la persécution continuelle à laquelle il était exposé par sa profession de l'Evangile, » Boudinot vint en Amérique, où ses descendants se sont fait remarquer par leur fidélité aux mêmes principes et leur zèle pour les répandre.

Benon et Mauzé, villages situés à l'est de La Rochelle (1), furent le berceau de trois familles huguenotes transplantées à New-York.

Mauzé était la patrie de Louis Guion (2) et de Pierre Elisée Gallaudet (3), réfugiés d'abord à New-York,

(1) Benon, à vingt-cinq kilomètres de La Rochelle, est maintenant un village de mille habitants. Mauzé, avec dix-huit cents habitants, est à onze kilomètres plus à l'est.

(2) Louis Guion, de Mozé (Mauzé) en Aunis, et Marie Morin, son épouse, présentèrent leur fils Louis, né le 21 août 1694, pour le faire baptiser dans l'Eglise française de Glasshouse Street, à Londres (Registre, etc., dans le « *Registrar general*, » Somerset House). Louis Guion, qui acheta des terres à New-Rochelle en 1690, était sans doute de la même famille. La tradition de famille le donne comme venant de La Rochelle, et son fils Louis, âgé de douze ans en 1698 (recensement de New-Rochelle), comme né en mer.

(3) Un mémoire, en partie indéchiffrable, dans les mains de la famille Gallaudet, en Amérique, établit que « Peter Elisha Gallaudet » était « né à Mozé (Mauzé), pays d'Aunis, à sept lieues de la vieille Rochelle et à quatre de Niort en Poitou. Il avait en commun, avec sa sœur *** , une propriété dans l'endroit appelé Punall (?) à Saint-Gelais, entre Niort et Surin. Le nom de son père était Joshua Gallaudet, né et élevé à Mozé, et le nom de sa mère, Margaret Prioleau, fille d'Elisha (Elisée) Prioleau, ministre d'Exoudun » (Communiqué par E. M. Gallaudet, LL.D.).

Elisée Prioleau était fils d'Elisée, ministre de Niort, 1639-1650. Il fut ministre d'Exoudun (Poitou), 1649-1663 (Lièvre, *Hist. des prot. et des églises réf. du Poitou*, III, 288, 306). Samuel, fils puîné du pasteur de Niort, fut ministre de Pons en Saintonge, de 1650 à 1683. Il fut remplacé dans cette charge par son fils, Elie Prioleau, qui vint après la révocation, avec quelques membres de son troupeau, à Charleston (Caroline du Sud).

Le docteur Pierre-Elisée Gallaudet résidait à New-Rochelle (N.-Y.) dès l'année 1711. Plusieurs de ses descendants ont illustré ce nom par leurs services philanthropiques distingués, particulièrement en favorisant l'amélioration de la condition des sourds-

puis à New-Rochelle, et Benon celle de Pierre Vergereau et de son frère Jean (1).

Sur la côte d'Aunis, presque en face de La Rochelle, est l'île de Ré, île qui rivalise avec cette ville par ses titres à l'attention des Américains de descendance huguenote : car ce fut le lieu de naissance ou le lieu de refuge d'une grande partie des familles qui se rendirent ensuite dans le nouveau monde. Ses villes principales sont Saint-Martin, La Flotte et Ars. De même que la côte du continent, dont il n'est séparé que par le bras étroit du Pertuis, le pays est bas et sablonneux, et couvert de marais, qui fournissent en abondance le sel marin et occupent une grande partie des habitants. Au moment de la révocation, la population de l'île de Ré était presque toute protestante.

Les pêcheurs, les marins et les sauniers de cette région avaient été des premiers à se convertir à la foi évangélique, un siècle et demi auparavant. Leur isolement et leur obscurité les avaient préservés, en quelque mesure, d'être inquiétés au sujet de leurs croyances. Plus tard, de riches huguenots abandonnant leurs de-

muets. Le Rév. Thomas Hopkins Gallaudet, LL.D., fondateur de la première institution en Amérique pour l'instruction des sourds-muets (né à Philadelphie le 10 décembre 1787, mort à Hartford (Connecticut) le 9 septembre 1851), était l'arrière-petit-fils de l'émigré huguenot. Deux de ses fils, le Rév. Thomas Gallaudet, DD., recteur de l'église de Sainte-Anne pour les sourds-muets, dans la ville de New-York, et Edouard Miner Gallaudet, Ph. D., LL.D., président et professeur de sciences morales et politiques au Collège national des sourds-muets (Washington), continuent la bonne œuvre à laquelle la mémoire de leur père est honorablement associée.

(1) « Jean Vergereau, natif de Benon en Aunis, » épousa Marie Mahault à l'église française de New-York, le 16 juin 1697. Pierre, apparemment son frère, était témoin à son mariage. Son fils, Pierre, orfèvre, prenait une part considérable dans les affaires de l'église française, et était « ancien » en 1740, et encore longtemps après. Il épousa Susanne Boudinot.

meures dans l'intérieur du pays, avaient cherché dans l'île une retraite où ils pouvaient espérer de n'être pas remarqués, et d'où, si cela devenait nécessaire, il leur serait facile de fuir vers des rives plus hospitalières. Ce fait explique la présence de quelques personnes qui étaient probablement venues des provinces voisines du Poitou, de la Saintonge et de l'Angoumois.

Parmi les protestants français qui vinrent à Boston, dans le Massachusetts, étaient Adam de Chezeau (1), Ezéchiel Carré, pasteur de la colonie de Narragansett (2), Pierre et Daniel Ayrault (3), qui l'accompagnaient, tous quatre natifs de l'île de Ré.

Nicolas Filoux (4) et Paul Collin (5) ancêtres de fa-

(1) De Chezeaux, famille originaire de l'île de Ré (*Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, vol. XXIV, pp. 477-526). Adam de Chezeau, marin, avec d'autres « forcés de quitter leur pays natal de France à cause de la religion protestante, pour laquelle ils ont été grandement persécutés et affligés, » présentèrent une pétition de naturalisation à la Cour générale du Massachusetts, en février 1731 (*Massachusetts Archives*, vol. XI, p. 488). A cette famille appartient l'infortuné conventionnel Gustave Dechezeaux, décapité à Rochefort le 28 nivôse an II. La Convention rendit ses biens à sa veuve le 29 germinal an III, en proclamant l'innocence de Dechezeaux. Voir les pièces justificatives du mémoire présenté à la Convention nationale le 29 germinal an III par la citoyenne veuve Dechezeaux, p. 134 et suiv., et la notice due à la plume autorisée de M. Ernest Chatonet. (Trad.)

(2) « Ezechiel Carreus, Retensis, » fut admis en 1670 à l'étude de la philosophie et de la théologie à l'Académie de Genève (Livre du recteur : *Catalogue des étudiants de l'Académie de Genève*, de 1559 à 1859. Genève, 1860, p. 158).

(3) Pierre Ayrault, fugitif de l'île de Ré (*Arch. nat. Tr.*, n° 259). Voyez plus loin.

(4) Nicolas Pierre Filoux s'enfuit de l'île de Ré en 1685. (*Arch. nat.*). « Nicolas Fillou, natif de l'île de Ré, en France, » mourut à New-York le 1^{er} mars 1690 (Registres de l'église française de New-York). Pierre, peut-être fils de Nicolas, était à New-York en 1697; peut-être est-ce le fondateur de la famille Fillou ou Philo de Norwalk (Connecticut), qui passe pour être de descendance huguenote.

(5) Paul Collin et sa femme s'enfuirent en 1683 de l'île de

milles qui s'établirent dans le Connecticut, étaient également de cette île.

A New-York, Pierre et Abraham Jouneau (1), Ezéchiel Barbauld (2), Elie et Guillaume Cothoneau (3), Etienne Valteau (4), Marie Du Tay, épouse de Jean Coulon, et Jeanne Du Tay, épouse de Jacques Targé (5), René Rezeau (6), Jacques

Ré à Dublin (*Arch. nat.*). Paul Collin, l'un des colons de Narragansett, en 1686, était probablement, de même que Pierre, qui s'établit dans la Caroline du Sud, fils de Jean Collin et de Judith Vasleau, de l'île de Ré (Il était parrain au baptême d'un enfant de Pierre Valteau, à New-York, le 19 juillet 1721). Paul parait s'être transporté à Milford (Connecticut), après la dispersion de la colonie de Narragansett, et était probablement le père de John Collin, né en 1706, ancêtre de l'Hon. John F. Collin, de Hillsdale (N.-Y.)

(1) Peter Jouneau, né dans l'île de Ré, fut naturalisé à New-York le 27 septembre 1687. Abraham Jouneau était un des fugitifs de l'île de Ré (*Arch. nat.*). Il fut reçu bourgeois de la ville de New-York en 1701, et était ancien de l'église française en 1724. Philip Jouneau fut reçu bourgeois en 1702. Était-il fils de Philippe Jouneau, pasteur à Barbezieux (Angoumois) en 1682 ?

(2) Ezekiel Barbauld fut naturalisé à New-York le 21 septembre 1728, et reçu bourgeois de la ville la même année. Peut-être était-il fils d'Ezéchiel Barbauld, natif de Saint-Martin-de-Ré, et qui fut successivement pasteur de plusieurs des églises françaises de Londres.

(3) Elie Cottoneau, Guillaume Cottoneau, fugitifs de l'île de Ré (*Arch. nat.*), furent des premiers colons de New-Rochelle (N.-Y.) 1694.

(4) Estienne Vasleau, marchand, s'enfuit de l'île de Ré en Angleterre, en 1682 (*Arch. nat.*). Estienne Vallos, Mary son épouse, Estienne junior et Arnaud, leurs fils; Sarah et Mary, leurs filles, nés à l'île de Ré, furent naturalisés à New-York le 27 septembre 1687 (Acte). Etienne Valteau, probablement le fils, s'établit à Kingston, Ulster County (N.-Y.). Esaïe Valteau, qui s'établit à New-Rochelle (N.-Y.), était probablement parent d'Etienne. Il était aussi de l'île de Ré (*Arch. nat.*). Le nom existe encore dans la ville de New-York. Isaiah Valteau mourut dans cette ville le 26 décembre 1875, dans la maison de son fils, Henry Valteau, à l'âge de soixante-quatorze ans.

(5) Marie du Tay, de l'île de Ré, épousa Jean Coulon le 27 avril 1692, à l'Eglise française de New-York. Jeanne du Tay, épouse de J. Targé. « Dutaies, » fugitif de l'île de Ré (*Arch. nat.*).

(6) René Rezeau, maçon, de l'île de Ré, avec sa femme [Anne

Erouard (1), Elie Mestayer (2), Daniel Jouet et Marie Coursier son épouse (3), Jacques Bertonneau (4), Jean, François, Ester et Madeleine Vincent (5), Olivier

Coursier], s'enfuit, en 1685, « à la Caroline » (*Arch. nat.*). Ils présentèrent leur fille Ester au baptême, dans l'église française de New-York, le 1^{er} janvier 1689. Jacques Rezeau, de Saint-Martin-en-Ré, fut marié dans cette église, le 10 mars 1705, à Marie Contesse. René s'établit sur Staten-Island. Plusieurs des premiers colons de Staten-Island étaient aussi natifs de l'île de Ré. Parmi ceux-ci étaient Jean Belleville, de Saint-Martin en-Ré, et peut-être François Martineau, — nom de l'île de Ré, — qui devinrent membres de l'église hollandaise de New-York, le 28 juillet 1670 (*Harlem, its origins and annals*, par James Riker, p. 301). Jacques Guion, de Saint-Martin-en-Ré, qui reçut une concession de terres à Staten-Island en 1664 (*ibid.*, p. 20) et Paul Regrenie, qui obtint une concession en 1674 (« Marie Regreny, de Saint-Martin en l'île de Ré, » registre des mariages dans Leicester Fields Chapel, Londres).

(1) Jacques Eroüard, de l'île de Ré, et Elisabeth Brigaud, son épouse; et Marie Eroüard, de l'île de Ré, épouse de Jean Brigaud, étaient à Londres en 1695 et 1697 (Registres, etc. Somerset-House). Jacques Eroüard et Jeanne Jabouin, sa femme, présentèrent leurs enfants au baptême dans l'église française de New-York, 1755-1763. Charles Eroüard et Ester Coutant, son épouse, étaient membres de l'église française de New-Rochelle, 1759-1761. Le nom a été transformé en Heroy.

(2) François et Philippe Metayer, fugitifs de l'île de Ré (*Arch. nat.*). François Mestayer, de l'île de Ré, âgé de soixante et dix-huit ans, reçut une subvention du fonds de la « munificence royale » (*Royal Bounty*, caisse de secours pour les réfugiés huguenots. Voyez chap. IX), à Londres en 1705. Elie Mestayer, parrain au baptême de l'enfant d'Abraham Jounneau, à l'église française de New-York, le 20 mars 1720.

(3) Daniel Jouet, fils de Daniel Jouet et d'Elisabeth Jouet, natif de l'île de Ré, et Marie Coursier, sa femme, fille de Jehan Coursier et de Anne Perrotau (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, etc.). Leurs fils, Daniel et Pierre, étaient nés dans cette île. Une fille, Marie, était née à Plymouth (Angleterre). Deux fils, Ezéchiel et Jean, et deux filles, Elisabeth et Anne, furent baptisés à l'église française de New-York. Jouet était un des colons de Narragansett. Il se rendit ensuite à New-York, et de là dans la Caroline du Sud.

(4) « M. Bertonneau, » membre de l'église française de New-York, reçut assistance en 1694. Sara Bertonneau, née en l'île de Ré, veuve d'Elie Jodon et épouse de Pierre Michaud, était dans la Caroline du Sud en 1696.

(5) Madeleine Vincent, femme de Jean Pelletreau, était « née

Besly (1), Grégoire Goujon (2), Marie Gallais (3), Pierre et Daniel Bontecou (4), étaient natifs de l'île de Ré.

à Saint-Martins » (Acte de naturalisation, New-York, 1687). Ses frères, Jean et François, voiliers, vinrent à New-York au même moment. François Vincent, voilier, qui passa en Angleterre en 1681, était de Soubise (*Arch. nat.*). Il avait probablement exercé sa profession dans cette ville, à neuf lieues au sud de La Rochelle, avant sa fuite. François fut naturalisé en Angleterre le 21 mars 1682, et, une semaine plus tard, il quitta Londres pour l'Amérique avec sa femme, Anne Guerry, et ses enfants, Anne et François.

(1) Besly, famille protestante de La Rochelle et de l'île de Ré (*France protestante*). Jean et Etienne Besly, fugitifs de l'île de Ré (*Arch. nat.*), Oliver Besly était un des principaux habitants de New-Rochelle en 1694.

(2) Grégoire Gougeon est parmi les « persécutez en Saintonge, Aunis, île de Ré et environs » mentionnés par Benoist, *Histoire de l'édit de Nantes*, tome IV, p. 1021. Grégoire Goujon, fugitif de l'île de Ré (*Arch. nat.*), marchand à New-York et membre de l'église française de cette ville en 1701. Sa femme était Renée-Marie Graton. Il acheta une terre à New-Rochelle le 30 mai 1701. Sa fille, Renée-Marie, devint la seconde femme du pasteur Louis Rou, de New-York, le 3 novembre 1713.

(3) Jean Galais, fugitif de l'île de Ré (*Arch. nat.*). John Gallais et Mary sa femme furent naturalisés en Angleterre en 1686. La veuve Galay était un des colons de Narragansett. Marie Gallais, *Eglise française de New-York*, 1691.

(4) Pierre Bondecou, sa femme, cinq enfants, fugitifs de l'île de Ré, étaient partis, supposait-on, pour la Caroline, en 1684 (*Arch. nat.*). Ils étaient à New-York dès le 24 juillet 1689, quand Pierre Bontecou et sa femme Marguerite présentèrent leur fille Rachel au baptême à l'église française. Daniel Bontecou, sans doute fils de Pierre, était né vers l'an 1681, et mourut dans la ville de New-York, en novembre 1773, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. « J'ai très bien connu cet homme pendant de longues années, » écrit M. du Simitière. « Dans l'été de l'année 1770, étant avec lui, il me raconta qu'il était né à La Rochelle des descendants du fameux navigateur hollandais Bontecoe (Bontekoe), que ses parents s'enfuirent de France à cause de leur religion quand il était encore dans la première enfance, qu'ils allèrent en Angleterre et vinrent peu après à New-York, et qu'il avait alors résidé là quatre-vingt-deux ans. M. Bontecoe fut longtemps ancien de l'église française de New-York, et, au moment mentionné, jouissait encore d'une bonne santé, d'un jugement sain et d'une mémoire passable » (Manuscrit anglais de Du Simitière, Philadelphia Library Company). Les descendants de Pierre Bontecou sont nombreux et se trouvent surtout dans l'Etat de

Une honorable famille de New-Jersey, qui a fourni à la science médicale plusieurs docteurs distingués, descend de Benoist Bard, originaire de l'île de Ré, qui se réfugia en Angleterre à la révocation et dont le fils, Pierre Bard, vint s'établir à Burlington (New-Jersey) vers l'année 1698 (1).

Les familles de Rappe (2) et de Ribouleau (3), établies en Pensylvanie, venaient de la même localité.

Entre les colons de Manakintown (Virginie), Paul Bernard (4), Janvier (5) et Abraham Sallé (6) étaient aussi natifs de l'île de Ré.

New-York. La famille est représentée actuellement par Charles Hubbard Bontecou, Esq., de Lansingburgh (N.-Y.), et autres.

(1) Pierre Bard fut naturalisé à New-Jersey, le 12 juin 1713. Le docteur John Bard, de Burlington, né en février 1716, décédé le 30 mars 1799, épousa Suzanne Valteau, fille de Pierre Valteau et de Madeleine Fauconnier. Il exerça la médecine dans la ville de New-York et s'éleva au premier rang parmi ses confrères. Dès la fondation de la Société médicale de New-York, en 1788, il en fut élu président. Il a laissé un essai sur la pleurésie maligne et plusieurs mémoires sur la fièvre jaune. Il fut le médecin de la famille Washington pendant son séjour à New-York. Son fils, le docteur Samuel Bard (né le 1^{er} avril 1742, décédé le 24 mai 1821), devint aussi un médecin distingué. Il contribua puissamment à la fondation de l'Ecole de médecine attachée au collège du roi maintenant collège de Columbie, ainsi qu'à celle de l'hôpital de la ville. En 1813, il fut nommé président du Collège des médecins et chirurgiens. Il était regardé comme le type accompli non seulement de la science, mais aussi de la pratique médicale.

(2) Gabriel Rappe, fils, fugitif de l'île de Ré, avait fui, pensait-on, entre 1681 et 1685, à la Caroline (*Arch. nat.*). Il était en Pensylvanie en 1683, quand Capt. Gabriel Rappe, avec d'autres, promit obéissance au roi et fidélité et obéissance légitime à William Penn, propriétaire et gouverneur (*Penn. Archives*, vol. I, p. 26). Gabriel Rappe fut naturalisé le 2 juillet 1684.

(3) Nicolas Ribouleau, qui parut devant le conseil provincial en même temps que Rappe, était sans doute du même endroit. Plusieurs réfugiés de ce nom sont mentionnés comme fugitifs de l'île de Ré.

(4) « Paul Bernard le jeune, sa femme, deux enfans, fugitifs de l'île de Ré, » 1685, étaient partis, croyait-on, pour la Caroline. Joseph Bernard et sa femme étaient parmi les colons de Manakintown (Virginie), en 1701.

(5) « Philippe Janvier, sa femme, trois enfans, » s'enfuirent de

Parmi les huguenots qui allèrent à la Caroline du Sud, Jacques et Jean Barbot (1), Moïse Le Brun (2), Pierre Collin (3), Daniel Garnier et Elisabeth Fanton (4),

l'île de Ré en Angleterre en 1683 (*Arch. nat.*). Pierre Janvier et Marie Boynaux furent mariés à l'église française de Swallow-Street, à Londres, en décembre 1711 (Registre, etc.). — « Thomas Janvier, ancêtre des familles de ce nom dans ce pays, était un huguenot » (*An Address embracing the early history of Delaware and the Settlement of its Boundaries, and of the Drawyers Congregation*, par le rév. George Foot, Philadelphie, 1842, p. 56). Il vivait dans la ville de New-Castle (Delaware), dès 1707 (*Historical Sketch of the Presbyterian Church of New-Castle (Delaware)*, par le rév. F. B. Spotswood, DD., pp. 15-21).

(6 de la page précéd.) « Abraham Salle, fils de John Salle, par Mary sa femme, né à Saint-Martins, en France, » adressa une pétition au gouverneur et au conseil de New-York, en 1700, pour être naturalisé. Les enfants d'Abraham Sallé et d'Olive Perault sa femme, baptisés dans l'église française de New-York, furent Abraham, né le 31 octobre 1700, et Jacob, né le 28 juillet 1701. Sallé alla ensuite à Manakintown (Virginie).

(1) « Jacques Barbot, marchand, sa femme, 1685, à la Caroline. Jean Barbot » (*Arch. nat. Tr.* n° 259). Je n'ai pas trouvé ces noms parmi les réfugiés en Amérique, non plus que celui du « sieur Laboureur, sa femme et ses enfans, » qui est aussi représenté comme ayant fui de l'île de Ré en 1685 et étant allé dans la Caroline.

(2) « Moyse Le Brun, né à l'isle de Ré, fils de Moyse Le Brun et de Marie Tavron » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline). La veuve Le Brun fut assistée par l'Eglise française de New-York, et elle et son fils furent envoyés en Caroline, avec leur passage payé, le 12 septembre 1694 (Registres de l'église française à New-York).

Agnès Constance Le Brun, née à la Guadeloupe, fut naturalisée à New-York, en 1687, en même temps que Daniel Gombaud et sa femme (Acte de naturalisation, N.-Y.). Elle vécut quelque temps à New-Rochelle, probablement avec Gombaud, qui semble avoir été son tuteur, et elle fut reçue comme membre de l'église hollandaise de New-York, le 14 septembre 1691, sur un certificat de l'église française de New-Rochelle (Registres de l'église protestante réformée hollandaise, ville de New-York, livre A).

(3) « Pierre Collin, né en l'isle de Ré, fils de Jean Collin et de Judith Vasleau » (liste, etc.).

(4) « Daniel Garnier, marchand ; sa femme, six enfans, et Rachel Fanton, sa sœur, sortis de l'isle de Ré en 1685 ; lieu de leur retraite, la Caroline » (*Arch. nat.*). « Daniel Garnier, né en l'isle de Ré, fils de Daniel Garnier et de Marie Chevallier ; Elisabeth Fanton, sa femme ; Etienne, Rachel, Margueritte, Anne, leurs

sa femme, Arnaud France (1), Daniel Uger (2), Daniel Jodon et Sara Bertonneau, sa mère (3), Isaac Mazicq (4).

enfants, nez en l'isle de Ré; habitants de Santee en 1696 » (Liste des François et Suisses, etc.). « Une fille aînée avait épousé Daniel Horry, mort depuis. Elizabeth Garnier, veuve de Daniel Horry, fille de Daniel Garnier et de Elizabeth Fanton, native de l'isle de Ré. Elizabeth Marye, Lidie Marye, filles de Daniel Horry et de laditte Elizabeth Garnier, née en Caroline » (Id.).

Isaac Garnier, cordier, peut-être aussi de l'île de Ré, sinon parent du précédent, était, dès 1692, membre de l'église française de New-York. Il eut plusieurs enfants baptisés dans cette église, et était un des « chefs de famille » en 1704 et après. Il fut fait bourgeois de la ville en 1695.

(1) « Arnaud France, sa femme, deux enfans, sortis de l'isle de Ré en 1685; lieu de leur retraite, à la Caroline » (*Arch. nat.*). Ce nom ne paraît dans aucune liste de réfugiés en Amérique.

(2) « Daniel Huger, marchand; sa femme, deux enfans, sortis de l'isle de Ré en 1682; lieu de leur retraite, à Londres » (*Arch. nat.*). Daniel Huger et Jeanne, sa femme, furent naturalisés en Angleterre le 8 mars 1682. Le nom de la femme peut avoir été Jeanne Marguerite. « Daniel Huger, né à Loudun (en Poitou), fils de Jean Huger et Anne Rassin; Marguerite Perdriau, sa femme, Margueritte, leur fille, née à La Rochelle; Daniel et Madeleine, leurs enfans, nez en Caroline, » réfugiés dans la Caroline du Sud en 1696 (Liste des François et Suisses, etc.).

(3) « Daniel Jodon, fils d'Elie Jodon et de Sara Jodon, né en l'isle de Ré. Sara, femme de Pierre Michaud, fille de Jacques et d'Elizabeth Bertonneau (voir plus haut) née en l'isle de Ré, ci-devant femme de Elie Jodon, » réfugiés dans la Caroline du Sud, 1696 (Liste, etc.).

(4) « Isaac Mazic, fugitif de l'isle de Ré » (*Arch. nat.* Tr, n° 259). Le même document mentionne Estienne et Paul Mazic. « Isaac Mazicq, natif de l'isle de Ré, fils de Paul Mazicq et de Héléasabeth Vanewick, Marianne Le Serrurier, sa femme, Marie Anne Mazicq, leur fille, née en Caroline » (Liste, etc.). « Isaac Mazyck, ancêtre des nombreuses et respectables familles qui portent ce nom dans la Caroline du Sud, arriva d'Angleterre à Charleston, avec beaucoup d'autres réfugiés huguenots, en décembre 1686. Son père, Paul Mazyck, ou de Mazyck, était natif de l'évêché de Liège, et Wallon. Paul épousa Elisabeth Van Vick, ou Van Wyck, de Flandre. Il alla à Maëstricht (Pays-Bas) et ensuite à Saint-Martin, dans l'île de Ré. Stephen Mazyck émigra en Angleterre, de là en Irlande, et résida longtemps à Dublin, où il mourut. Isaac s'enfuit de France à Amsterdam. C'était un négociant opulent, et il réussit à transporter dans cette ville la somme de quinze cents livres sterling. D'Amsterdam, il se rendit en Angleterre avec ses fonds, et mit à la voile de Londres avec un intérêt de mille livres dans la cargaison du navire qui le portait. Ce

Pierre Mounier (1) et Etienne Tauron (2) venaient de l'île de Ré; tandis qu'Isaac Biscon (3) et Jean Héraud étaient de l'île voisine d'Oléron.

La fuite de ces familles hors de France, comme celle de tant d'autres, eut lieu principalement entre les années 1681 et 1686. Ce fut en 1681, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, que les rigueurs du gouvernement envers ses sujets de la religion réformée, dans le but de les forcer à embrasser « la religion du roi, » atteignirent un point qui dut leur sembler le comble de la barbarie et de l'oppression, par la promulgation d'une loi permettant aux enfants de l'âge de sept ans et au-dessus de renier la foi de leurs parents. Avant cette époque, les huguenots de La Rochelle, quoique exposés à quelques-unes des peines et des

placement lui permit, à Charleston, d'asseoir les fondements de la fortune qu'il acquit dans la suite, et qu'il dépensa généreusement à secourir les institutions religieuses et charitables de la ville. On croit qu'il fut un des fondateurs de l'Eglise huguenote de Charleston, à laquelle il laissa par son testament cent livres, dont il donna l'ordre de payer l'intérêt annuellement à perpétuité à titre de secours à un ministre calviniste de cette église. Dans sa Bible de famille, sous la date de 1685, se trouve cette note : « Dieu me fit la grâce de sortir de France et d'échapper à la cruelle persécution exercée contre les protestants; et, afin d'exprimer mes actions de grâces pour une si grande bénédiction, je promets, s'il plait à Dieu, d'observer l'anniversaire de ce jour par un jeûne » (*History of the Presbyterian Church in South Carolina*, par George Haves, D.D., vol. I, p. 102).

(1) Pierre Mounier, fugitif de l'île de Ré (*Arch. nat.*). Peter Mounier fut naturalisé en Angleterre le 15 avril 1687. « Pierre Mounier, natif de l'île de Ré, fils de Louis Mounier et Elizabeth Martinaux, et Louise Robinet, sa femme, fille de Louis Robinet, » réfugiés dans la Caroline du Sud, 1596 (Liste, etc.).

(2) « Etienne Tauron, né à l'île de Ré, fils de Jacques Tauron et de Marie Brigaud. Madeleine, sa fille, née à l'île de Ré; Ester, née à Plymouth. »

(3) « Jean Biscon, fugitif de l'île d'Oléron » (*Arch. nat.*). Isaac Biscon et sa femme, admis dans la colonie du Massachusetts le 1^{er} février 1691, et Samuel Biscon, Caroline du Sud, 1717, étaient probablement de même extraction.

vexations endurées par leurs frères de toute la France, avaient joui longtemps d'une tranquillité exceptionnelle. Pendant cette période, mainte famille protestante était venue d'une autre province pour trouver dans quelque village de l'Aunis ou dans la capitale même, une liberté religieuse relative et un asile contre la persécution. Avec la nomination de Demuyn, « ennemi mortel du protestantisme, » comme intendant d'Aunis, en 1674, les tribulations des Rochelais, jusqu'alors exceptionnellement favorisés, paraissent avoir sérieusement commencé. Les lois que nous avons rappelées ailleurs, fermant à tous les protestants les emplois civils, les professions libérales, différents négoce, etc., furent exécutées aussi rigoureusement que possible. Aucune classe ne fut exempte de vexations et de violences. Les familles anoblies par les plus hautes charges municipales furent informées qu'elles ne pouvaient conserver leurs privilèges qu'à la condition de renoncer à l'hérésie. Les ministres de l'Evangile furent menacés, réduits au silence, emprisonnés. Les bourgeois de La Rochelle, dès l'été de 1681, virent autour d'eux les villes et les villages envahis par des bandes de soldats logés chez des familles protestantes sans défense; et ils comprirent qu'eux aussi ne devaient pas tarder à éprouver les horreurs des dragonnades. Déjà beaucoup d'habitants du Poitou fuyaient devant la tempête de la persécution. Plus de cent d'entre eux, découverts à La Rochelle, où ils s'étaient rendus afin de s'embarquer pour l'Angleterre ou la Hollande, furent jetés dans la tour de la Lanterne. Enfin parut le décret qui supprimait le culte huguenot dans la ville qui avait été si longtemps le boulevard et le refuge des calvinistes de France. Ordre était donné que le temple fût démoli dans le délai d'un

mois, et les protestants eux-mêmes devaient accomplir cette œuvre de destruction. Cependant on n'en trouva pas un seul qui voulût y prendre part, et le gouvernement y employa des ouvriers, faisant supporter les frais de démolition à la congrégation sans asile. En cinq jours, la destruction fut accomplie. Quelques semaines plus tard, les chefs des familles protestantes furent appelés à une entrevue avec l'intendant Arnou, qui avait succédé à Demuyn dans cette place. Ils reçurent l'ordre, au nom du roi, de renoncer à l'hérésie de Calvin, et furent informés que « s'ils résistoient à l'ordre de leur souverain, et fermoient obstinément leurs cœurs au Saint-Esprit, Sa Majesté se considéreroit comme déchargée de toute responsabilité pour les peines et les calamités qui les atteindroient, à commencer en ce monde, en punition de leur dureté de cœur. »

Octobre arriva, — le mois fatal de la Révocation, — et, avec lui, les dragonnades. Ce fut le premier jour de ce mois mémorable qu'une lettre fut envoyée par un protestant de La Rochelle à une personne inconnue de Boston (Massachusetts), dépeignant, dans un langage original mais touchant, la condition de ses frères dans la foi, et exprimant leur désir de chercher un refuge en Amérique. « Plût à Dieu que moi et ma famille fussions avec vous; nous ne serions pas exposés à la furie de nos ennemis, qui nous dépouillent des biens que Dieu nous a donnés pour la subsistance de notre âme et de notre corps. Je n'entreprendrai pas de vous écrire toutes les misères que nous souffrons, ce qui ne peut pas être contenu dans une lettre, mais dans un grand nombre de livres. Je vous dirai brièvement que notre temple est condamné et rasé, nos ministres bannis à perpétuité, tous leurs

» biens confisqués, et qu'ils sont, de plus, condamnés
» à l'amende de 1,000 couronnes. Tous les autres
» temples sont aussi rasés, excepté celui de l'île de
» Ré et deux ou trois autres. Par acte du Parlement, il
» nous est interdit de jouir de lettres de maîtrise en
» quelque commerce ou industrie que ce soit. Nous
» attendons tous les jours Monseigneur le gouverneur
» de Guyenne, qui mettra des soldats dans nos maisons,
» et emportera nos enfants pour les offrir à l'Idole,
» comme ils ont fait en d'autres pays.

» Le pays où vous vivez (c'est-à-dire la Nouvelle-
» Angleterre) est en grande estime ; j'ai l'intention,
» ainsi que beaucoup d'autres protestants, d'aller aussi
» là-bas. Dites-nous, je vous prie, quel avantage nous
» pouvons y avoir, et, particulièrement, les agricul-
» teurs qui sont accoutumés à labourer la terre. Si
» quelqu'un de chez vous voulait courir le hasard de
» venir avec un navire pour emporter nos protestants
» français, il ferait un grand bénéfice. Nous attendons
» tous l'aide de Dieu, à la providence duquel nous
» nous soumettons, etc. (1). »

Les craintes de notre auteur se réalisèrent bientôt.
Quelques jours après, « sept à huit cents fusiliers, re-
» venant, comme on le disoit, de convertir le Béarn, »
entrèrent à La Rochelle. Ils ne furent cantonnés que dans
les maisons protestantes. Cinq soldats furent assignés à

(1) L'extrait ci-dessus de la lettre en question (l'original est en anglais) a été découvert par feu le Rév. Abiel Holmes D.D., secrétaire correspondant de la Société historique du Massachusetts, dans les manuscrits réunis par le Rév. Thomas Prince, et déposés dans la bibliothèque de cette Société. Le document était intitulé : « Lettre écrite de Rochel, le 1^{er} octobre 1684. » La date est évidemment une erreur pour 1685. Certains détails de phraséologie, d'orthographe, etc., me donnent la conviction que Gabriel Bernon en est l'auteur.

une famille, dix à une autre, une compagnie entière à une troisième. Les scènes de désordre et d'outrage auxquelles on avait déjà assisté dans les villages du Poitou et de la Saintonge furent répétées dans les foyers des Rochelais. « Jusque-là, ils n'avoient paru que comme » des mercenaires et des avarés qui n'avoient cherché » qu'à s'enrichir; mais, tout d'un coup, on les vid » changés comme en autant de lions et de tigres, ce » qui fit que tous ceux qui purent s'échapper leur abandonnèrent leurs maisons, dont ceux-ci pillèrent aussitôt les meubles et les vendirent. Ils exercèrent toute leur fureur sur les autres, qui ne purent ou ne voulurent pas abandonner leurs logis, et dont plusieurs qui n'en pouvoient plus cederent enfin à la violence (1). »

Trois cents familles, tourmentées au delà de toute expression, cédèrent et se laissèrent enrôler parmi « les nouveaux convertis » de Rome. Huit cents familles, néanmoins, tinrent bon, quoique l'intendant, après les avoir averties de nouveau, menaçât de « les abîmer » si elles persistaient dans leur obstination. Quatre compagnies des dragons redoutés entrèrent alors à La Rochelle, et les huguenots, le cœur brisé, les virent, par bandes de cinquante et cent, envahir leurs demeures, l'épée à la main, avec des jurons et des malédictions, comme s'ils prenaient d'assaut une ville étrangère.

Les malheureux citoyens n'avaient plus en perspective que l'abjuration, l'emprisonnement ou la fuite. Beaucoup succombèrent à la tentation d'acheter la sécurité, en se conformant extérieurement aux rites de

(1) *Histoire des Réformés de La Rochelle*, depuis l'année 1660 jusqu'à l'année 1685, en laquelle l'édit de Nantes a été révoqué (Par A. Tessereau). Amsterdam : chez la veuve de Pierre Savouret, dans le Kalver-Straat, 1689.

l'Eglise romaine, quoique déguisant à peine leur répugnance pour ses doctrines et son culte. D'autres ne purent se décider à aller au delà d'une abjuration verbale, contre laquelle leur conscience protestait, et qu'ils se hâtaient de désavouer aussitôt qu'ils pouvaient s'échapper de France. Quelques-uns refusèrent catégoriquement, comme ils disaient, de « plier le genou devant Baal, » et souffrirent tous les préjudices et toutes les indignités qu'une soldatesque brutale et un clergé sans merci purent leur infliger, plutôt que de trahir la foi de leurs pères. Des multitudes s'enfuirent vers d'autres pays, laissant confisquer leurs maisons et leurs biens, brisant tous les liens qui les attachaient à leur pays et à leur race, et emportant avec eux les vertus qui devaient contribuer d'une manière si frappante à la valeur et à la prospérité des peuples qui les reçurent. Au moment où parut l'édit de Fontainebleau, révoquant l'« irrévocable et perpétuel » édit de Nantes, La Rochelle protestante, suivant toute apparence, avait à peu près cessé d'exister.

La « grande maison » de Pierre Jay, « au-dessous de la Bourserie, » avait été l'une des habitations spécialement désignées pour être envahies, lorsque les fusiliers du Béarn entrèrent à La Rochelle. Voyant que les vexations qu'ils infligeaient au marchand huguenot ne parvenaient pas à le convertir, l'intendant retira ces soldats, et leur substitua une troupe des terribles dragons. La situation de la famille devint bientôt intolérable. Une visite au prêtre de la paroisse, un mot donné ou une signature auraient suffi, à quelque moment que ce fût, pour délivrer Jay et les siens de leurs bourreaux. Beaucoup de ses amis et voisins se hâtaient d'acheter, de cette manière, l'exemption de barbaries qu'ils ne pouvaient pas

endurer plus longtemps. Jay ne se rétracta pas. Il résolut, s'il était possible, de faire sortir sa femme et ses enfants de la maison, sans que les dragons les remarquassent, et de les mettre à bord d'un navire prêt à faire voile pour Plymouth. Les difficultés pour exécuter ce plan, et spécialement la dernière partie, furent très grandes. Les navires du roi croisaient dans les rades, avec l'ordre strict de visiter tous les navires qui prenaient la mer, et des compagnies de cavalerie avaient été récemment postées, par l'intendant d'Aunis, dans le voisinage de tous les lieux d'embarquement, le long de la côte. Jay réussit néanmoins, et, ayant ainsi assuré le sort de sa famille, il resta chez lui, sans doute dans le but de sauver au moins quelque partie de sa fortune du désastre général. On s'aperçut bientôt, naturellement, de l'absence des fugitifs. Jay fut arrêté et emprisonné dans la tour de la Lanterne, sous l'accusation d'avoir violé la loi sévère qui interdisait toute participation à la fuite de huguenots hors du royaume. Il recouvra sa liberté par l'intervention de quelques amis catholiques influents; mais tout effort pour rassembler sa fortune, par vente ou par encaissement de créances, semblait maintenant sans espoir. Il arriva cependant que, vers ce moment, plusieurs navires, dans la cargaison desquels il était intéressé, étaient attendus à La Rochelle. Il était même seul propriétaire, — coque et cargaison, — de l'un de ces navires qui faisait les voyages d'Espagne. Jay résolut de s'échapper sur le premier de ces navires qui paraîtrait. Dans ce but, il donna des instructions à un pilote, de la fidélité duquel il était sûr, pour veiller à son arrivée et le faire ancrer à un endroit déterminé au large de l'île de Ré. Le navire attendu d'Espagne fut le premier qui arriva. Le pilote en prévint aus-

sitôt son patron et, favorisé par l'obscurité, Jay réussit à gagner le bateau-pilote, où il resta caché pendant plusieurs heures, si près d'un des navires du roi, qu'il pouvait entendre les voix de l'équipage. Enfin, le vent s'éleva, le croiseur mit à la voile, Jay put s'embarquer sur son propre navire, et eut bientôt rejoint sa femme et ses enfants à Plymouth. Ce qu'ils avaient pu emporter avec eux de leur fortune, joint au produit de la vente du navire et de sa cargaison, suffit à la subsistance des réfugiés pour le reste de leurs jours.

Mais les inquiétudes de cette famille huguenote n'étaient pas terminées. L'aîné des deux fils de Pierre Jay, Auguste, alors justement entré dans sa majorité, était absent de La Rochelle au moment de la fuite de ses parents, ayant été envoyé par son père pour faire un voyage dans quelque pays d'Afrique. En revenant à La Rochelle, il trouva sa maison déserte, les biens de son père confisqués et sa foi religieuse interdite. Le jeune Jay put, grâce au dévouement d'une tante, M^{me} Mouchard, rester caché jusqu'à ce qu'une occasion se présentât pour son évasion de France. Il atteignit sain et sauf les Indes occidentales, et se rendit dans la Caroline du Sud, où il avait l'intention de se fixer, mais il s'établit finalement dans la ville de New-York (1).

Les vicissitudes de la fuite de Gabriel Bernon, l'émigrant au Massachusetts, ne furent pas moins dramatiques. Son père, André Bernon, le marchand de La Rochelle déjà mentionné plus haut, mourut quelques

(1) *The Life of John Jay*; avec extraits de sa correspondance et papiers divers, par son fils, William Jay. New-York, 1883, tome I, pp. 3-6.

La Rochelle d'Oltre-Mer : Jean Jay, par L. M. de Richemond. *Revue chrétienne*, 1879, p. 547.

années avant la révocation (1), laissant cinq fils et cinq filles, tous parvenus à l'âge mûr (2). André, l'aîné, était un banquier prospère et ancien de l'Eglise huguenote ; il était au nombre des chefs de famille restés fidèles à leur foi que l'intendant Arnou fit comparaître devant lui pour les sommer d'abjurer (3).

André Bernon ne survécut pas longtemps à la destruction de son église bien-aimée et à la dispersion de ses frères. Il mourut peu après la révocation, et fut enterré de nuit dans son propre jardin à Périgny (4).

Samuel et Jean, le second et le troisième fils d'André Bernon l'aîné, abandonnèrent la foi de leurs parents, et devinrent zélés catholiques. La conversion de Samuel était arrivée longtemps avant la révocation, en 1660 (5), peu après son mariage avec la fille d'un ministre hugue-

(1) Il était en vie au moment du mariage de Gabriel, dont il signa le contrat, le 23 août 1673. Sa femme, Suzanne Guillemard, était déjà décédée (Papiers Bernon, mss.).

(2) Les fils d'André Bernon étaient : André, Samuel, Jean (né en 1639), Gabriel (né le 6 avril 1644), et Jacques. Les filles étaient : Esther, Jeanneton (mariée à Jean Allaire), Eve (mariée à Pierre Sanceau), Suzanne (mariée à Paul de Pont), et Marie (mariée à Benjamin Faneuil).

(3) « Il y en avoit encore plus de huit cents [familles] qui tenoient bon. Le sieur Arnou, intendant, fit venir de ces derniers chés lui, le samedi 6 octobre, et, après leur avoir reproché qu'ils étoient des opiniâtres enragés et des rebelles aux volontés de leur souverain, il les menaça de les abyster, à moins qu'ils ne lui donnassent parole de se faire instruire. Tous, à la réserve d'un ou de deux, témoignèrent de la fermeté. Ce fut alors que le sieur André Bernon, qui avoit été un des anciens du Consistoire, et qui étoit un des bons marchans de la ville, lui dit en pleurant, et d'une manière qui en fit pleurer d'autres : « Vous m'allez damner, monseigneur, puisqu'il m'est impossible de croire ce qu'enseigne la religion qu'on veut que j'embrasse ; » à quoi le sieur Arnou répliqua avec insulte : « Je me soucie bien que vous vous damniez ou non, pourvu que vous obéissiez. »

(4) *Histoire des Réformez de La Rochelle*, etc., pp. 297-281, 302.

(5) Filleau, *Dictionnaire historique et généalogique des familles de l'ancien Poitou*, vol. I, p. 313.

not qui était lui-même sur le point de se rallier à l'Eglise de Rome (1). Quelques-unes de ses lettres à Gabriel, en réponse aux critiques impitoyables de son frère sur cette Eglise, existent encore. Elles révèlent à la fois et la sincérité de leur auteur et son acquiescement crédule aux erreurs et aux inventions de Rome. Jean était un prosélyte plus-récent. Elevé pour le ministère protestant, il était devenu pasteur de l'Eglise réformée de Saint-Just (2), près de Marennes, dans la province de Saintonge. Au moment de la révocation il suivit l'exemple de son frère Samuel, et, comme lui, échappa ainsi aux misères qui assaillirent les autres membres de sa famille. Samuel Bernon, « sieur de Salins, » dont le prénom huguenot (3) était la seule trace qu'il gardât de son extraction, vivait dans l'aisance, sinon dans le luxe, dans la ville de Poitiers, « ayant acquis une grande fortune tandis qu'il s'occupait de transactions commerciales en Amérique et en Europe (4). » Jean, « sieur de Luneau (5), » résidait à Marennes, ou dans la paroisse voisine de Saint-Just, où il avait exercé son ministère

(1) Marie Cottiby, fille de Samuel Cottiby, pasteur à Poitiers, de 1653 à 1660. Des plaintes sur la conduite de ce dernier comme pasteur ayant été faites au Synode de Loudun, Cottiby se hâta d'abjurer le protestantisme. Il en fut récompensé par la charge de procureur du roi au présidial de La Rochelle (Lièvre, *Histoire des protestants et des églises réformées du Poitou*, III, 78-79). La *France protestante*, deuxième édition, vol. II, p. 390, établit d'une manière erronée que le père de Samuel Bernon, en même temps que son beau-père, abjura le protestantisme à cette occasion.

(2) Il fut pasteur de Saint-Just, de 1661 à 1677, mais il abjura à la révocation (*France protestante*).

(3) Samuel « nom inusité alors chez les catholiques, et en honneur chez les protestants. » *Histoire de la colonie française du Canada*, I, note XXI.

(4) Filleau, *Dictionnaire des familles de l'ancien Poitou*, I, p. 313.

(5) Seigneur du fief de Feusse et du fief Luneau (Filleau).

pastoral, et où il paraît avoir acquis une propriété, peut-être la récompense de son abjuration (1).

Il joignait quelquefois ses instances à celles de Samuel pour persuader à son frère Gabriel fugitif, en Amérique, et à sa sœur Esther, alors en Angleterre, de revenir en France, de renoncer à leur hérésie et de vivre sous la domination de ce roi dont ils étaient nés les sujets. « Notre frère de Saint-Jeux, » écrit Samuel à Gabriel, « peut mieux que moi vous expliquer les difficultés sur » les matières de religion qui peuvent vous empêcher » de revenir dans votre cher pays. Il a des idées très » correctes sur ces matières ; je ne crois pas qu'il en » fasse tout l'usage qu'il devrait (2). »

Gabriel Bernon, quatrième fils d'André, avait atteint l'âge de quarante et un ans au moment de la Révocation (3). Associé avec son père, à qui il succéda dans les affaires, il était alors un des principaux négociants de La Rochelle. Ses comptes témoignent de relations commerciales très étendues avec les capitales des provinces voisines : Poitiers, Limoges, Angoulême, Niort, Châtellerault, Loudun et autres villes. Il faisait aussi le commerce à l'étranger avec la Martinique, Saint-Chris-

(1) Jean Bernon est mentionné à diverses reprises par Samuel dans ses lettres à Gabriel, comme « notre frère de Saint-Jeux. » (Saint-Just). Gabriel ne le nomme qu'une fois. Sur un inventaire de son avoir en quittant La Rochelle, « M. Jean Bernon mon frère, » est mentionné comme lui devant une somme de 140 livres, sous le titre : « Dettes douteuses. »

(2) Jean Bernon mourut dans ou avant l'année 1714.

(3) « Le mardi douziesme apruil mil six cents quarante quatre » a esté baptizé par monsieur Vincent Gabriel fils de André Bernon et de Suzanne Guillemard ; parrain, Gabriel Prieur ; marrayne, Marie Guillemard. Il est né le sixiesme dudit mois. Signé G. Prieur, P. Vincent. Cy-dessus est extraict du papier des baptêmes du Consistoire de La Rochelle. A Bernon. » Papiers Bernon, mss.

tophe, Cayenne et Saint-Domingue. Ses transactions les plus importantes étaient cependant avec le Canada. A Québec, ainsi que nous avons déjà vu, il était connu comme le principal négociant français, et comme ayant rendu de grands services à la colonie. Mais il était aussi huguenot inflexible ; et le clergé, dont la seule considération était alors la destruction de l'hérésie, était résolu à le ruiner. « Il est bien regrettable, » écrivait le gouverneur du Canada, « qu'il ne puisse pas être converti. Comme c'est un huguenot, l'évêque veut que je lui donne l'ordre de retourner chez lui cet automne, ce que j'ai fait, quoiqu'il fasse de grandes affaires, et que beaucoup d'argent lui reste dû ici. » — L'abjuration ou la ruine, — le négociant huguenot devait choisir. Gabriel Bernon arriva à La Rochelle au plus fort de la persécution, qui avait commencé le printemps précédent. Il fut jeté en prison, où il languit plusieurs mois (1). Un de ses descendants à Rhode-Island conserve un intéressant souvenir de cette période de souffrances : c'est un psautier français, de format microscopique, qui lui avait été donné, dit-on, par un compagnon de prison dans la tour de la Lanterne. Il fut enfin libéré, peut-être par l'influence de ses frères catholiques : et peu après, ayant disposé comme il le put du reste de sa fortune, il trouva moyen de s'échapper de France en Hollande. Sa femme, Esther Le Roy, essaya de l'accompagner, mais fut arrêtée dans cette tentative. Elle

(1) Ses biens furent saisis le 13 octobre 1685. Son emprisonnement dura probablement depuis cette date jusqu'au commencement de mai 1686, quand, à sa mise en liberté, il prépara une feuille de balance, établissant la situation de ses affaires. Ce document est intitulé : « A La Rochelle, le 10 may 1686. Extrait de » ce quy mest dh'eu en divers endroits, dont jay mis les partes » en mains de mons^r Sanceau, le 10^e may 1686. »

feignit de se convertir, fut relâchée, et rejoignit bientôt son mari (1).

André Sigourney et Charlotte Pairan sa femme vivaient heureux à La Rochelle lorsque le cantonnement des troupes commença. Résolus à ne pas renoncer à leur foi, ils firent leurs plans d'évasion, et réussirent à transporter tranquillement une partie de leurs effets sur un navire dans le port. Le jour fixé pour leur départ était un jour de fête. La famille donna un copieux banquet aux soldats logés chez elle, et, quand ils furent au plus fort de leur orgie, elle partit sans être remarquée. Le temps était mauvais, et la traversée fut rude et difficile; cependant ils atteignirent l'Angleterre sains et saufs.

Le bonheur de ceux qui avaient réussi dans leur fuite était souvent assombri par le souvenir de ceux dont les efforts avaient été impuissants.

Beaucoup de familles de réfugiés laissaient derrière elles leurs proches, leurs bien-aimés, exposés : les hommes, s'ils demeuraient fermes dans leur foi, à la prison; les femmes, à être envoyées dans des couvents pires que les prisons. Pierre Sanceau, beau-frère de Gabriel Bernon, arriva en Angleterre presque sans un sou. « Quant à ma pauvre femme et ma pauvre fille, » dit-il, « elles sont encore à La Rochelle. Elles ont été envoyées plusieurs fois au couvent. Pour le moment, elles sont dehors, mais en congé seulement. »

Les deux fils de Roch Chastaignier, seigneur de Cramahé, qui s'enfuirent de La Rochelle et allèrent dans la Caroline du Sud, avaient un frère aîné, Hector-François Chastaignier, qui comptait fuir avec eux; mais il fut capturé. Jeté en prison, et soumis aux plus ignomi-

(1) *France protestante*, 2^e édition, vol. II, p. 391.

nieux traitements, il fit preuve d'une fermeté héroïque et d'une constance digne des premiers martyrs (1).

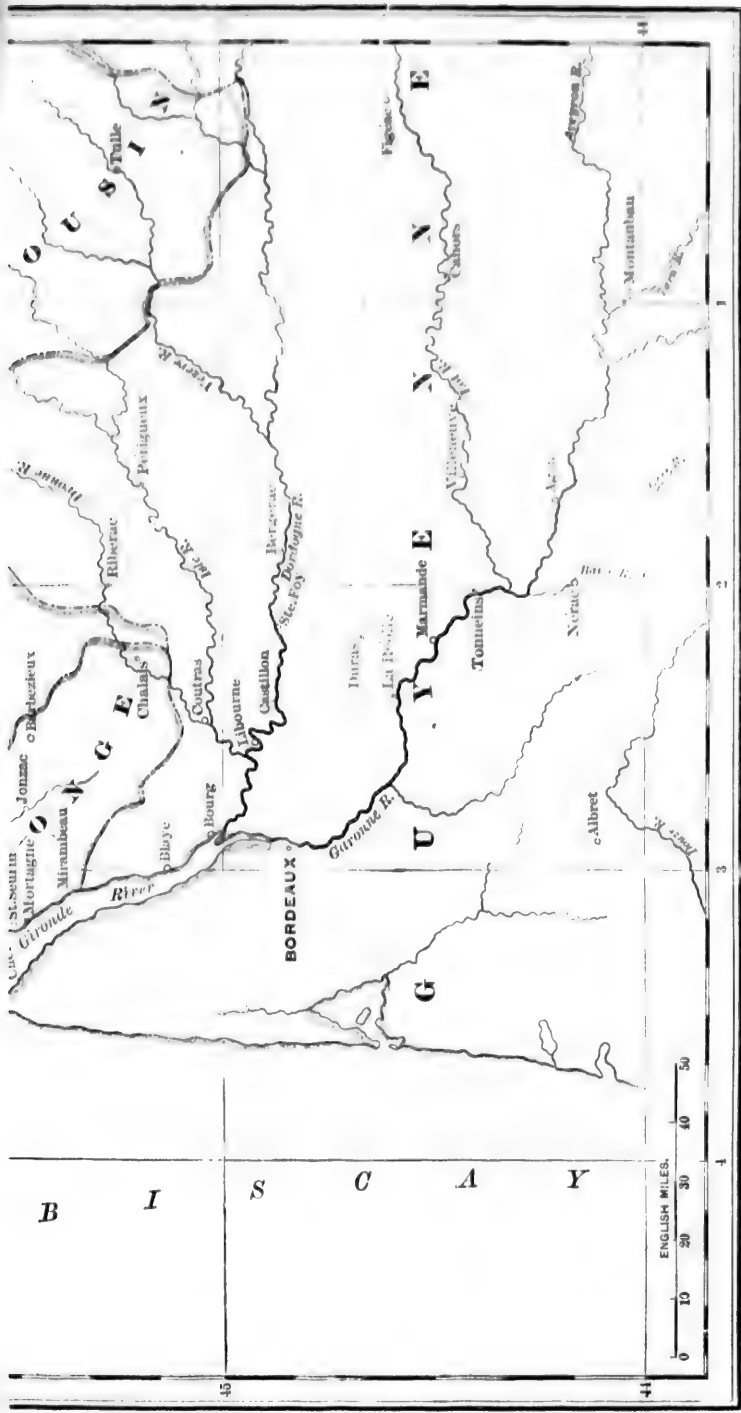
(1) Dans les listes de personnes persécutées en Aunis nous reconnaissons un grand nombre d'homonymes de nos réfugiés américains. Benoist, l'historien de l'édit de Nantes, mentionne les suivants : G. Cothonneau, E. Dechezault, C. Ayrault, I. Valteau, P. Valteau, Chaillé, Etienne Jouneau, Daniel Renault, Philippe Janvier, Grégoire Gougeon, Beaudoin, France, Du Tay, Nicolas Rappe, Alaire, Mercier, Papin. — Samuel Pintard (sans doute parent du réfugié de New-York) était, en 1695, galérien sur le navire *La Grande*.

CHAPITRE VI.

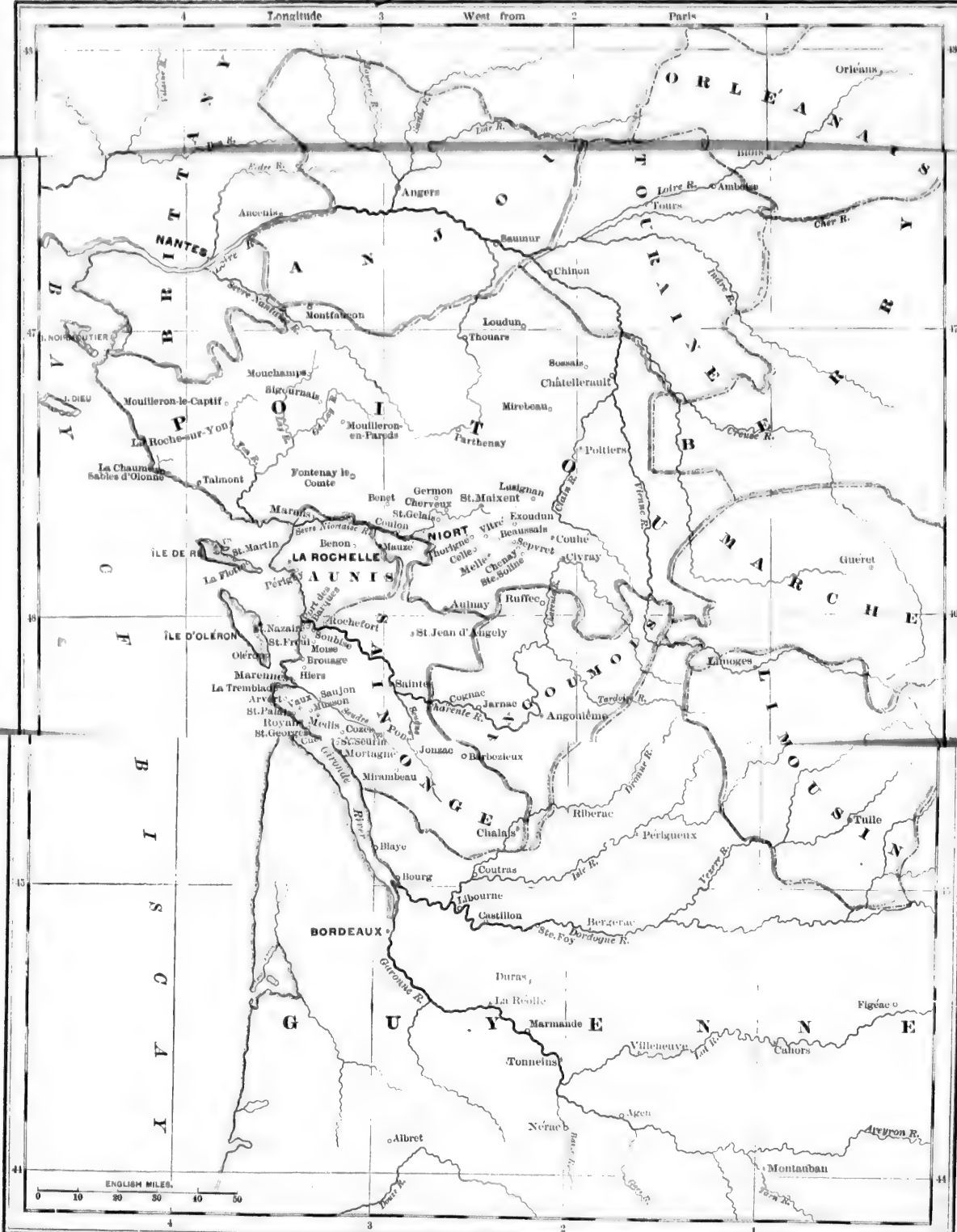
LA RÉVOCATION. — FUITE DE LA SAINTONGE ET DU POITOU (1681-1686).

La province de Saintonge, qui fait aujourd'hui partie du département de la Charente-Inférieure, présente une côte très découpée. Le littoral, bas et sablonneux, est partout entaillé de baies, soit embouchures de rivières qui changent de place, comme la Charente et la Seudre, soit étroits bras de mer qui s'avancent dans l'intérieur des terres, découpant des péninsules irrégulières et s'étendant en larges marais. Cette région, peuplée de hardis marins, de pêcheurs et de sauniers, fut une des premières qui adoptèrent les principes religieux de la Réforme, et, de bonne heure, la majeure partie de sa population se rattacha au protestantisme.

A l'époque de la révocation, la Saintonge perdit ses familles les plus laborieuses et les plus honorables. Les facilités pour l'évasion étaient grandes. Les ports et les villages situés sur le bord de l'Océan et de la Gironde étaient comme autant de portes invitant les fugitifs à chercher la liberté. Aucune surveillance, aucune garde des côtes ne pouvait être assez efficace pour prévenir les embarquements des religionnaires. Près de l'embouchure de la Charente, sur la langue de terre qui s'allon-



PROVINCES DE POITOU, D'AUNIS ET DE SAINTONGE.



PROVINCES DE POITOU, D'AUNIS ET DE SAINTONGE.



geait entre la rivière et la mer, étaient quelques villages d'où un grand nombre de nos familles huguenotes tirèrent leur origine. L'un d'eux, le Port-des-Barques, a complètement disparu des géographies. Trois autres, Saint-Froult, Moëze et Soubise, sont maintenant des hameaux de quatre, cinq ou six cents habitants. Saint-Nazaire seul, avec une population de quatorze cents âmes, conserve une certaine vitalité.

Le Port-des-Barques, en face de l'île d'Oléron, était le domicile d'Elie Dupeux, François Bridon, Daniel Targé et autres réfugiés. Plusieurs d'entre eux passèrent en Angleterre dès l'année 1681. Le nom d'Elie Dupeux apparaît dix ans plus tard parmi les colons de New-Oxford (Massachusetts) (1). François Bridon vint à Boston et était ancien de l'église française de cette ville à la fin du siècle (2). Alors que la famille était encore en Angleterre, son fils François revint, en 1684, au Port-des-Barques, espérant peut-être recouvrer quelques-uns des biens qu'ils y avaient laissés au moment de leur fuite. Avis fut donné à Paris de son retour (3).

(1) « Elie Depeux, matelot ; sa femme, deux enfants, partis en 1681. Lieu de retraite : Angleterre. Fugitifs du Port-des-Barques » (*Archives nationales* Tr, n° 259). Elias Du Pus, avec Mary sa femme, Elias, John, Mary et Susanna, leurs enfants, naturalisés en Angleterre, 21 mars 1682. « Elie Dupeu et J. Dupeu » (probablement Jean, fils d'Elie), étaient au nombre des colons français de New-Oxford (Massachusetts), en 1691.

(2) « François Bridon, sa femme, deux enfans, » s'échappèrent du Port-des-Barques, en 1681, laissant une fortune estimée à huit cents livres (*Arch. nat.*). Francis Bridon, sa femme Susanna, leur fils Francis Junior et leur serviteur Elias Vallet, furent naturalisés en Angleterre le 21 mars 1682. Francis Bridon (Bredon, Breedon), ancien de l'église française de Boston, 1704. Suzanne Bridon, épouse Denis Richer, New-York, 1704.

(3) « François Bridon, le jeune, est de retour en 1684, sa famille en Angleterre, et parle de s'en retourner » (*Arch. nat.*). Il alla en Amérique et se fixa à Staten-Island. Testament de Francis Bredon, 7 novembre 1703. Femme Hester Bodine, fils

Daniel Targé, charpentier de navires (1), un autre de ces fugitifs s'établit à Rhode-Island (2). Jacques Billebeau, du Port-des-Barques, se fixa plus tard à Manakintown (Virginie) (3); Charles Faucheraud et sa femme, Anne Vignaud, avec leurs enfants, se réfugièrent dans la Caroline du Sud (4).

Du village de Saint-Nazaire s'échappèrent, à la même époque, plusieurs familles de marins, dont quelques-uns, Jean Martin (5), François Bouquet (6), Pierre Til-

Francis, fille Susanna Russhea (*Testaments Surrogate's office*, New-York, VI, 88; VII, 127).

(1) « Daniel Targé, charp^{er} en navire; sa femme » s'échappèrent du Port-des-Barques pour aller en Angleterre, en 1681, laissant des biens évalués à 200 livres (*Arch. nat.*). « Jacques Targé, matelot, sa femme et une fille, 300 livres, » se réfugièrent la même année en Angleterre, où Jacques fut naturalisé le 21 mars 1682.

(2) Daniel et Jacques se fixèrent d'abord à Narragansett, puis, à la dissolution de la plantation française, à New-York. Leur nom subit diverses modifications (Target, Targer, Targee, Tergé).

(3) « Jean Bilbaud dit Racouet, matelot, sa femme, biens 4,000 livres, » s'enfuirent du Port-des-Barques pour aller en Angleterre, en 1681. Jacques Billebeau (Bilboa, Bilbaud, Billebo), un des habitants de Manakintown, 1700-1723, était, sans doute, de la même famille.

(4) « Anne Vignaud, née au Port des Barques, en Xaintonge, » veuve de Charles Faucheraud. Anne et Gedson, nez au Port » des Barques, enfans dudit Charles Faucheraud et de Anne » Vignaud, Marie leur fille, née en Angleterre » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, qui souhaitent d'être naturalisés Anglois, 1696).

(5) Jean Martin, Saint-Nazaire (*Arch. nat.*). Jean Martin, l'un des colons de New-Oxford (Massachusetts), se fixa ensuite à New-Rochelle (N.-Y.), et fut l'ancêtre de la famille Martine de Westchester County (N.-Y.).

(6) « François Bouquet, maitre de barque, sa femme et cinq enfans; biens 4,000 livres, » partit en 1681 de Saint-Nazaire ou du Port-des-Barques pour l'Angleterre (Leur nom se trouve mentionné en regard de ces deux localités, distantes à peine de deux milles). « Ledit Bouquet est de retour en 1684 et s'en retourne » (*Arch. nat.*). François assiste à New-York au mariage de Suzanne (sa fille?) avec Pierre Dasserex, à l'église française, 22 avril 1697. Il habitait New-York et y payait des contributions en 1701. Guillaume, Jacob, Jeanne (mariée à Jean Hain). Abijah ou Abigail (mariée à Jacques Arden) et Marie, étaient probable-

lou (1), Jean Hain (2), Jean Vignaud (3), vinrent à New-York; Mathurin Guérin et son fils François (4) se fixèrent dans la Caroline du Sud.

ment enfants de François Jacob Bouquet. Il épousa Marguerite, et mourut en 1721 (N.-Y., *Testaments*, IX, 278). Jacob, fils de Jacob et de Marguerite Bouquet, naquit le 23 août 1719 (Registres de l'église française de New-York). Cette famille ne doit pas être confondue avec celle de Bock ou Bokee, d'origine flamande probablement, qui se fixa, à une époque antérieure, dans le Dutchess County (N.-Y.) (*New-York genealogical and biographical Record*, III, 146. Comp., X, 30; XII, 44, 85, etc. *Early History of America*, N.-Y., by Newton Reed, pp. 82, 38).

(1) Pierre Tillou, que l'on croit ancêtre de la famille Tillou en Amérique (N.-Y. *gen. and. biogr. Record*, VII, 144), s'enfuit de France en 1681 (*ibid.*), et fut naturalisé en Angleterre, 21 mars 1682, avec sa parente Magdalen Bouquet, ainsi qu'avec Vignaud et Hain, aussi de Saint-Nazaire. Vincent Tillou, naturalisé le 3 juillet 1701, fut reçu bourgeois de New-York le 9 juin 1702. Il épousa Elisabeth Vigneau. Il était l'un des « *chefs de famille* » de l'église française de New-York en 1704. Il mourut avant le 20 mai 1709. En 1725, John, Peter, Elisabeth et Anne Tillou demandèrent l'inventaire du testament de leur tante Susanna Bridon (*New-York historical Mss.*, vol. LXVIII, p. 59). Feu Francis R. Tillou, Esq. archiviste de New-York, descendait de Pierre Tillou (N.-Y. *gen. and. biogr. Record*, VII, 144).

(2) Jean Elisée et Elisabeth Hains étaient au nombre des fugitifs de Saint-Nazaire (*Arch. nat.*). John Hain, naturalisé en Angleterre, 21 mars 1682, était à New-York en 1693 et y reçut un secours de l'Eglise française. Il épousa Jeanne Bouquet, le 26 février 1701. Son fils posthume Jean fut baptisé à l'église française, le 23 avril 1704.

(3) « Jean Vignaud l'ainé, bourgeois et maître de barque, et Jean Vignaud le jeune, matelot, » sont mentionnés à la fois comme fugitifs du Port-des-Barques et de Saint-Nazaire et réfugiés en Angleterre, en 1681. Le premier était accompagné de sa femme et de deux filles; le dernier, d'un fils et d'une fille. On les note, en 1684, comme revenus, mais ayant l'intention de repartir. Chacun laissait des biens de 3,000 livres. John Vignault, sa femme Elisabeth et leurs filles, Anne et Elisabeth, furent naturalisés en Angleterre le 21 mars 1682. Le testament d'Elisabeth, veuve de John Vignau, de New-York, signé le 20 mai, enregistré le 20 septembre 1709, mentionne sa fille Elisabeth, veuve de Vincent Tillou, et sa fille Anne Mace.

(4) « Mathurin Guérin, natif de Saint-Nazaire, en Xaintonge, » fils de Pierre Guérin et de Jeanne Billebaud, et Marie Nicholas, sa femme, native de la Chaume, en Poitou, fille d'André » Nicholas et de Françoise Dunot. François Guerrain, fils de » Pierre Guerrain et de Janne Billebeau, né à Saint-Nazaire, en

Soubise, autrefois ville fortifiée et capitale d'une petite principauté, donna son nom à une branche de l'illustre famille de Rohan, l'une de celles qui restèrent le plus longtemps fidèles à la cause protestante. Ce fut là que naquirent Pierre Poinset (1), l'un des émigrants dans la Caroline du Sud, Jean Panetier, de Virginie (2), Jean Doublet (3) et Jean Pierrot (4), de New-York, et d'autres.

Sur le territoire de la principauté, et à peine à un mille au sud-ouest de Soubise, est le hameau de Moëze, ou Moïse, lieu de naissance de Pierre Guimard et d'Elie Neau, l'héroïque confesseur, qui souffrit pour la foi sur les galères de Louis XIV et endura une longue captivité avant de devenir le patient instructeur des esclaves

» Saintonge, Anne Arriné, sa femme. » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, etc.). Etienne Guérin était à New-York en 1711 et 1715.

(1) « Pierre Poinset l'aîné, né à Soubise, fils de Pierre Poinset, et Marie, sa femme. Pierre Poinset le jeune, né à Soubise, fils dudit Pierre, et Sara Fouchereau, Anne Gobard, sa femme » (Liste des François et Suisses, etc.).

(2) « Jacques Panetier, fugitif de Soubise » (*Arch. nat.*). John Pantrier, naturalisé en Angleterre, 8 mars 1682. Panetier, un des colons de Manakintown (Virginie), en 1700. Jean Panetier, 1714.

(3) « Jean Doublet, laboureur, sa femme, une fille, » fugitifs de Soubise en 1681, allèrent en Angleterre (*Arch. nat.*). John Doublet, voiturier, fut reçu bourgeois de New-York, 7 février 1695. Jean et Marie Doublet étaient membres de l'église française de New-York, 1702. Elisabeth Doublet, veuve de Isaac Garnier, 1693.

(4) « Jean Pierraux, sargier, sa femme, deux enfans; biens, 1,500 livres; fugitifs de Soubise en 1681; lieu de retraite, Angleterre » (*Arch. nat.*). « Jean Pierrot et Meta (ou Martha) Meby (Maybie), sa femme, firent baptiser leur fils Pierre à l'église française de New-York, 24 août 1692. — Jean Gaultier, charpentier de navire, sa femme, trois enfans, fugitifs de Soubise en 1681; lieu de retraite, Angleterre. » (*Arch. nat.*). Jean Gaultier fut naturalisé en Angleterre, 8 mars 1682. La veuve Gautier fut assistée par l'église française de New-York en 1696. Elisabeth Gautier, femme de Timotée Archambeau, 1692, et Jeanne, femme de Jean Blanchard, 1687, sont aussi mentionnées.

négres et des Indiens de New-York (1). Les descendants de Pierre Guimard, dans le comté d'Orange (New-York), ont conservé le certificat qui fut délivré à leur ancêtre par le consistoire de l'église réformée de Moëze, attestant sa bonne réputation (2). Louis Ge-

(1) « Elie Neau, originaire de Moïse, en Xaintonge, dans la principauté de Soubise » (*Histoire abrégée des souffrances du sieur Elie Neau, sur les galères et dans les cachots de Marseille*. A Rotterdam, chez Abraham Acher, march. libraire, près de la Bourse, MDCCI, page 1).

(2) « Pierre Guinard (Guimard) fils, fugitif de Moïse en 1685; son père est vivant; lieu de sa retraite, Angleterre. » (*Arch. nat.*). D'après un récit conservé par ses descendants d'Amérique, Guimard s'enfuit de France, en compagnie d'un Caudebec, dont il devait épouser la sœur. Leur fuite fut si précipitée qu'ils ne purent rien emporter avec eux; mais la sœur devait les retrouver à un certain endroit et à un moment déterminé, et leur apporter quelque argent. Parvenus au lieu du rendez-vous, après une longue attente, nos jeunes gens, sans aucune ressource, se déterminèrent à s'embarquer pour l'Amérique. Ils abordèrent en Maryland, et, après bien des épreuves, se fixèrent dans la ville appelée maintenant Deerpark, comté d'Orange (New-York). Là, Guimard et Caudebec formèrent avec cinq autres réfugiés un établissement. La mention suivante du mariage de Guimard se trouve dans le registre de l'ancienne église réformée française de New-Paltz, comté d'Ulster (New-York) :

« Le 18^e avril 1692, M. Dailliez a marié Pierre Guimar, natif » de Moize, en Saint-Onge, en France, fils de Pierre Guimar et » Anne Damour, ses père et mère, avec Ester Hasbroucq, natif » du Palatin en Alemagne, fille de Jean Hasbroucq et de Anne » Doyœux, ses père et mère. »

Guimard fut naturalisé le 3 juillet 1701. Il mourut entre 1726 et 1732. Le testament de Paire (Pierre) Guimard, de Wagachkemeck, comté d'Ulster, mentionne son fils unique Paire, et ses filles Hester, épouse de Philip Du Bois; Anne, femme de Jacobus Swartwout junior, Mary et Elisabeth (*Testaments, N.-Y., XI, 395*).

Le certificat suivant, actuellement aux mains de Peter L. Gumaer, Esq., de Guymard, Comté d'Orange (New-York), fut probablement envoyé à Pierre, lorsqu'il se fut réfugié en Angleterre. Les noms en italique sont sans doute incorrectement transcrits, les signatures étant presque indéchiffrables.

« Nous, soussignéz, Ancien du Consistoire de Moize, en l'absence de Monsieur Morin, nostre Ministre, certifions que » Pierre Guimar, âgé de ans ou environs, fait et a toujours fait profession de nostre Religion, en laquelle il est né,

neuil (1), Josué et Daniel Mercereau (2), membres de l'église française de New-York, étaient aussi de Moëze. Ils pouvaient attester la violence de la persécution qui désola les inoffensives populations de ces localités obscures. Le curé de Soubise se vantait de mener une guerre perpétuelle contre les huguenots qui ne pouvaient se défendre. Il aimait à dire : « On les » prend par le bec comme les faisans, et, au moindre » mot, nous les jetons dans les prisons de Rochefort. »

Saint-Froult, entre Moëze et Saint-Nazaire, n'a maintenant que quatre cents habitants. C'est dans ce village que vivaient, avant leur fuite de France, Pierre Durand (3), Jean Dragaud (4) et Jeanne du

» sans commettre aucun scandalle qui soit venu à nostre connois-
 » sance qui empesche qu'il ne puisse estre admis à la participa-
 » tion de nos Sacrement. En foy de quoy nous luy avons signé le
 » present certificat, à Moïze, vingtiesme d'avril 1686. » « Guy-
 » mard, Lolsary, Lavill aisnez, Billbaud. »

(1) « Louis Geneuil, saulnier, sa femme, deux filles, fugitifs de Moïse, en 1681; lieu de retraite, Angleterre; biens, 400 livres » (*Arch. nat.*). « Marie Geneuil, de Moyse, en Xaintonge, » était à New-York le 9 novembre 1692, et épousa Jean Dubois, 29 octobre 1693. L(ouis) Geneuil était témoin au mariage; Madelaine Geneuil, marraine au baptême de son enfant, épousa Jean Pierre de Salenave, 29 janvier 1701 » (Registres de l'église française de New-York).

(2) « Cette famille était à New-York dès 1689. Josué Merce-
 reau, de Moïse, en Saintonge, épousa Marie Chadaine le 16 juil-
 let 1693. Daniel, de Moïse, épousa Suzanne-Marie Doucinet,
 6 août 1693. Marie, de Moïse, épousa Jeau La Tourette le
 16 juillet 1693. Elisabeth, probablement autre sœur, avait épousé
 Pierre Massé, dont le fils Daniel fut présenté au baptême le
 5 mai 1689 » (Registres de l'église française de New-York).

(3) « Pierre Durand, de Saint-Froult, fugitif » (*Arch. nat.*).
 Peter Durand et son fils Charles furent naturalisés en Angleterre
 le 20 mars 1686. Pierre Duran, membre de l'église française de
 New-York, 4 août 1706.

(4) « Jean Dragaud, marinier, fils de deffunt Pierre Dragaud,
 » saunier et Jeanne Garnié, sa vefue, demeurant cy devant à
 » Saint Frou, proche Moïze, en Xaintonge, » fut marié à l'église
 française de Bristol (Angleterre), le 26 août 1699, à Marie Morrye,
 de Saint-Nazaire. Jean Dragaud et Suzanne, sa femme, étaient

Tay (1), épouse de Jacques Targé, réfugiés à New-York.

Au sud de ce groupe de villages, sur un autre delta, étaient le village d'Hiers et la ville maritime de Marennes. Jean Chadaine (2), capitaine de navire, s'enfuit de Hiers, en 1682, avec sa famille, à Cork, en Irlande, d'où il se rendit, peu d'années après, à New-York. Ses enfants s'établirent à Staten-Island et à New-Rochelle. Elie Rembert, marin, et Jacques Rembert, saunier, s'enfuirent d'Hiers en 1683 (3). Elie et Jacques s'établirent, le premier à New-York, le second à New-Rochelle. Pierre Rusland (4), voilier, d'Hiers, s'échappa avec sa famille en 1682, et, après un séjour de quelques années en Angleterre, vint à New-York.

membres de l'Eglise française de New-York, 1729, 1732; et Jean fut installé comme ancien de cette Eglise, 18 mai 1729. Jean et Peter Dragaud habitaient Staten-Island en 1735.

(1) « Marie et Jeanne Dutais, fugitives de Saint-Froul » (*Arch. nat.*).

(2) « Jean Chadaine, m^e de barque, sa femme, sa belle-mère, quatre enfants et une nièce, fugitifs de Hiers, près Brouage, en 1682; lieu de retraite, Corp (Cork). » Marie Chadaine, de « Yers, en St-Onge, » se maria, le 16 juillet 1693, à Josué Mercereau, dans l'église française de New-York. Elle était fille de Jean Chadaine, habitant de Narragansett, et, plus tard, de Staten-Island (N.-Y.), charpentier de navire, décédé en 1708. Son testament mentionne « sa femme Mary et ses enfants, John, Henry, Martha, Elizabeth et Mary, femme de Joshua Mercereau » (N.-Y., *Wills*, VII, 393).

(3) Elie Rembert, matelot, s'enfuit de Hiers avec sa femme, à Londres, en 1683. Jacques Ramber, saunier, sa femme et quatre enfants, se réfugièrent à New-York en 1682. « Rembert » est nommé dans la liste des colons de Narragansett; mais Elie vint à New-York dès 1692. Il épousa en premières noces Jeanne Coulombeau et en deuxième noces Martha Moreau. Elias Rambert, marinier, mourut à New-York en 1706. Jacques habita La Rochelle de 1716-1728.

(4) « Pierre Rusland, voilier, sa femme, trois garçons et deux filles, fugitifs de Hiers, près Brouage, en 1682; lieu de retraite, à Londres » (*Arch. nat.*). Pierre était membre de l'église française de New-York en 1702.

Pierre Arondeau (1), contremaitre, accompagna Chadaïne en Irlande. Il était probablement le père de Jacques Arondeau, de New-York.

La fuite de ces marins et de leurs familles eut pour cause les mesures prises, dès 1680, pour forcer tous les capitaines et gens de mer à embrasser la « religion du roi. » Au mois d'avril de cette année, fut envoyée, dans tous les ports du royaume, une ordonnance faisant connaître que Sa Majesté était résolue de chasser « peu à peu » de la marine tous ceux de la R. P. R. Un habile ecclésiastique devait être envoyé dans chaque port pour leur faire savoir avec douceur que Sa Majesté désirait leur témoigner de la patience et attendre pour voir s'ils profiteraient des facilités qui leur étaient données pour se faire instruire dans la religion catholique, mais qu'en suite, s'ils persévéraient dans leur erreur, elle se verrait forcée de se priver de leurs services. En recevant ces ordres, le comte d'Estrées, commandant à La Rochelle, écrivit au ministre : « Vous me confirmez, Monsieur, dans la résolution que j'ay prise de m'appliquer fortement, cette campagne, à la conversion des matelots. » Il faut observer que ces pieux efforts étaient faits, non pas, comme on pourrait se l'imaginer, pour le bien moral et spirituel des marins, mais « pour contraindre à l'exil ou à l'hypocrisie de la religion officielle des gens qui formaient précisément, au témoignage de leurs chefs, la partie la plus saine et la meilleure de l'armée de mer (2). »

(1) « Pierre Arondeau, contre-maitre, sa femme, une fille; fugitifs de Hiers en 1682; lieu de retraite, Corp (Cork) » (*Arch. nat.*). Jacques Arondeau, parrain au baptême de Jacques, fils d'Elie Rembert, à l'Eglise française de New-York, 20 juin 1703.

(2) *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, II, p. 332-336.

Marennès, à vingt-cinq milles au sud de La Rochelle, est maintenant une ville de cinq mille âmes. Elle est entourée de marais, ce qui lui valut, comme à Arvert, le nom d'île (1). Cette région, au temps de la révocation, était presque entièrement protestante (2). Le temple de Marennès était encore debout en 1684, alors que tous les temples des environs avaient été démolis. Treize à quatorze mille personnes venaient de fort loin pour assister au culte. L'ordre de la démolition fut enfin donné (14 août 1684). Pour aggraver la désolation que cet ordre devait produire, il ne fut communiqué aux ministres que dans la nuit du samedi au dimanche. Le lendemain matin, dix mille personnes environ étaient rassemblées autour du temple. Un grand nombre venaient des îles de Ré ou d'Oléron. Vingt-trois enfants avaient été apportés pour être présentés au baptême. Quand elle apprit la condamnation de leur sanctuaire, la multitude se dispersa lentement en manifestant la plus grande douleur. Beaucoup d'entre eux ne pouvaient retenir leurs sanglots. Les parents et les amis s'embrassaient dans un désespoir silencieux. Plusieurs, les yeux levés au ciel, les mains jointes, semblaient incapables de s'arracher du lieu où, malgré l'inclemence de la température, ils étaient venus chercher le secours de la Parole de Dieu et de la prière. Un certain nombre d'enfants mourut dans la journée. L'ordonnance de la destruction du temple prescrivait, comme d'habitude, aux huguenots d'exécuter eux-mê-

(1) A. Crottet, *Histoire des églises réformées de Pons, Gemozac et Mortagne en Saintonge*, p. 50.

(2) Benoist, *Histoire de l'Edit de Nantes*, tome III, 2^e partie, p. 683. On se plaignait (le 31 mai 1694) que les « nouveaux convertis » de l'île de Marennès et des environs possédaient presque tout le pays (*Bulletin*, etc., XXX, p. 320).

mes le travail. Mais le gouvernement finit par comprendre que cet ordre était irréalisable, et il fallut faire venir de très loin des ouvriers pour ce travail (1).

De nombreux habitants de Marennes se réfugièrent en Amérique. Parmi eux, Pierre Parcot et Françoise Gendron (2), sa femme, qui s'établirent à New-Rochelle, Elie Charron (3), François Basset (4), De-

(1) Benoist, *Hist. de l'Edit de Nantes*, III, 2^e partie, pp. 681-683.

(2) La famille Parquot, établie à Londres de 1693 à 1727, était de Marennes. Pierre Parquot était « ancien » du « Temple » de Soho. Pierre Parquot ou Parcot, de New-Rochelle (N.-Y.), était sans doute de la même famille. Lui et Françoise (Gendron), sa femme, figurent parmi les habitants de New-Rochelle en 1693.

(3) « Elie Charron, matelot, fugitif du Fouilloux en 1682; lieu de retraite, Baston » (*Arch. nat.*). « Marguerite Jamain, veuve de Pierre Charon, fugitive de Marennes » (*ibid.*). Nicolas Jamain, dans son testament, New-York, 1707, mentionne Jean et Esther, enfants de Jean Charon, et de sa « sœur Marguerite, décédée » (*Testaments*, N.-Y., VII, 301). Jean peut avoir été nommé Jean Pierre. Esther Charron épousa Pierre Morin dès 1700 (Registres de l'église française. New-York).

(4) « François Basset, matelot, fugitif de Marennes en 1682; lieu de sa retraite, à Baston » (*Arch. nat.*). « Il était à New-York en 1685; voir ses aventures dans les Antilles, p. 188, note. Il épousa Marie-Madelaine Nuquerque et eut deux filles, Suzanne-Madelaine et Suzanne, née le 1^{er} septembre 1689, et un fils, François, né le 17 avril 1692. Il fut naturalisé le 15 avril 1693. Le testament de Francis Bassett, marin, est daté du 9 janvier 1696-97 » (*Testaments*, N.-Y., II, 93). François vivait en 1729. François Basset (le jeune, 1756), était l'un des « chefs de famille de l'église française de New-York 1763. Il prit une part importante aux difficultés de cette église en 1765-1766. Francis Basset était membre du comité général de New-York, avec Jay, Duane, Low et d'autres, 1^{er} mai 1775. Jean Basset, qui épousa Elisabeth Vischer, avant 1724, était probablement un fils plus jeune du réfugié François (François et Suzanne-Madelaine sa fille étaient parrains au baptême de Marie, fille de Jean et d'Elisabeth Basset, 27 octobre 1725). Jean, fils de Jean et d'Elisabeth, naquit le 28 novembre 1731. Il épousa Helen Evout le 10 décembre 1763. Jean, fils de Jean et d'Helen Basset, né le 7 octobre 1764, devint un pasteur distingué de l'église réformée hollandaise (Rev. John Bassett, D.D., pasteur de cette église à Albany (N.-Y.), 1787 à 1804, et de Bushwick (L.-I.), 1811 à 1824, date de sa mort).

blois (1), et le médecin Pierre Basset (2), de Boston ; André Paillet (3), Timothée Archambeau (4), Pierre Trochon (5), Benjamin et Elie Tadourneau (6), de New-York ; nous citerons aussi Jean Boisseau (7) et Pierre

(1) « M. Delbos, mentionné dans la *Relation d'un protestant français réfugié à Boston*, 1687. Suzanne Delbois, de Marennes, mentionnée dans les registres de l'église de La Patente, Londres, 1694. Gilbert, Louis et Stephen Delbois habitaient Boston en 1754. « Les De Bloys, famille noble de Saintonge, sont toujours restés protestants » (*France protestante*, 2^e édition, II, 620).

(2) « Pierre Basset et sa femme, fugitifs de Marennes » (*Arch. nat.*). « Il était à New-York en juillet 1686, quand M. Daillé écrivait de lui à Increase Mather, à Boston : « Ce docteur qui » te remettra ma lettre est un excellent homme, de notre religion, » très habile en son art. Il a éprouvé un dommage considérable, » tous ses bagages et tous ses médicaments lui ayant été injuste- » ment enlevés. Il veut acheter à Boston des médicaments et » tout ce qui lui est nécessaire » (*Mather Papers*, tome VI, letter n° 20. Mss., dans la *Prince Library*, Bibliothèque publique de Boston). Il paraît s'être décidé à rester à Boston, ou du moins y être revenu, car il fut reçu dans la colonie le 1^{er} février 1691 et est mentionné, en 1700, comme ayant quitté la ville. Il fut naturalisé dans la province de New-York le 21 septembre 1699. Pierre et Jeanne Basset présentèrent leur fille Esther au baptême dans l'église française de New-York le 2 octobre 1700. Il mourut en novembre 1706 (*Testaments*, N.-Y., VI, 186).

(3) Paillet, nom d'une famille de Marennes. André était membre de l'église française de New-York en 1690. M^{me} Paillet reçut des secours en 1693 et 1696.

(4) « Estienne Archambaud, fugitif de Marennes » (*Arch. nat.*). Timothy, naturalisé en Angleterre le 31 janvier 1690. Lui et sa femme Elisabeth Gautier étaient membres de l'église française de New-York en 1693. Jeanne Archambeau épousa Abraham Gouin le 25 mai 1700, et, en secondes noces, André Dupuy le 14 juillet 1705. Judith était la femme de Jacques Vallet en 1699.

(5) Pierre Trochon était membre de l'église française de New-York en 1700 et 1702. Il paraît avoir été fait prisonnier plus tard par des pirates algériens. « Pierre Trochon, de Marennes, » chepté de son esclavage de Maroc, 66 ans ; » assisté à Londres en 1705 par le « Royal Bounty. »

(6) « Benjamin Tadourneau, natif de Marennes, enterré le 12 avril 1689 » (Registres de l'église française de New-York). « Elie Tadourneau, pilote, fugitif de Marennes en 1685 ; lieu de retraite, à la Caroline » (*Arch. nat.*).

(7) « Jean Boisseau, né à Maraine, fils de Jacques Boisseau et de Marie La Court. Marie Postel, sa femme » (Liste des Fran-

Deméon (1), de la Caroline du Sud; Jean Boisbelleau (2), homonyme et peut-être parent du dernier pasteur de Marennes, après une carrière aventureuse, trouva une paisible retraite à Gravesend (Long-Island), où il vivait encore en 1687.

Vers le même temps arrivait à New-York une intéressante famille provenant du même point de la France. Jacques Dubois, suivant une tradition de la famille, occupait une charge importante du gouvernement, lorsque la Révocation l'obligea à abandonner la terre natale. Il s'enfuit de Marennes avec sa jeune femme Blanche Sauzeau, leur jeune fille et un orphelin confié à leurs soins, nommé Daniel Mesnard. Les fugitifs firent d'abord route pour Amsterdam, puis se rendirent dans l'île de la Martinique et finalement à New-York (3), où Dubois mourut bientôt après (4). Sa veuve ne lui

çois, etc.). Jean Boisseau, tonnelier, fut reçu bourgeois de la ville de New-York le 2 février 1698.

(1) « Pierre Demeon, saulnier, fugitif de Marennes, 1684, à la Caroline » (*Arch. nat.*).

(2) « Marc Boisbelleau, pasteur à Marennes, 1682-1684; ministre réfugié à Amsterdam 1688. » Jean Boisbelleau fut naturalisé à New-York le 2 septembre 1685. Voir ci-dessus (p. 188) le récit des services qu'il rendit à deux réfugiés français. Il figure comme parrain au baptême d'un enfant de Poncet Stelle, sieur des Lorières, le 7 avril 1689 (Registres de l'église française de New-York). « En 1687 il résidait depuis deux ans à Gravesend, Long-Island (N.-Y.) » (*Documental History of New-York*, I, p. 661).

(3) Renseignement fourni par Benjamin Aycrigg, Esq. à Passaic (New-Jersey).

(4) « Testament de James Dubois et Blanche Sauzeau, conjoints en mariage légitime, habitant le bourg de Marenne, et de la religion réformée. Acte de notaire dressé audit lieu le 6 février 1675, en présence de maître John Aubin et Michel Rondeau, maréchal (*officier de police*); maître Nathanael Chapeloupe, notaire; maître Peter Delavergne, sergent royal; John Delafon, chirurgien; Peter Delacheval, cordonnier; John Denis, surnommé la Montagne, et Christopher Legrand, tous de Marennes. Copie certifiée à Marennes le 4 janvier 1684. Ratifié [à New-York] par feu James Dubois, à

survécut que peu de mois (1). Leur fille Blanche épousa dans la suite René Het (2), et l'orphelin, Daniel Mesnard, épousa la fille de François Vincent et fonda une famille qui existe encore (3).

La langue de terre formée au sud de Marennes par les estuaires de la Seudre et de la Gironde était couverte de villages dont les habitants, marins pour la plupart, étaient presque tous protestants avant la révocation. A La Tremblade, près de l'embouchure de la Seudre, on ne comptait que cinq ou six familles non protestantes, lorsqu'en 1681 le temple des huguenots fut confisqué et transformé en église catholique. L'année suivante, le temple d'Arvert était démoli. Le journal de Taré Chaillaud, marin protestant de La Tremblade, trace un tableau pittoresque de la situation de cette

l'article de la mort, » le 27 septembre 1688. Traduit par Stephen Delancey. Attesté par Elias Boudinot, Gabriel Leboiteux et Stephen Delancey (*Testaments*, N.-Y., XIV, pp. 54-57).

(1) « Inventaire des biens de Madame Blanche Sauzeau, veuve de M. Jaques Dubois, fait par Jean Papin et Jean Bouteiller, » le 2 avril 1690. » Ses biens comprenaient « une pièce de terre » de cent vingt acres environ, située à New-Rochell, en ce gouvernement, sur la côte des grands Lots, » évaluée à 30 livres ; et un jeune nègre, du nom de Sansfassons (Sans-Façon), évalué, avec d'autres meubles, à 40 livres. Le total s'élevait à 882 livres. Des créances dans l'île de la Martinique se trouvent mentionnées (*Testaments*, N.-Y., XIV, 121-123). Plusieurs autres personnes du nom de Sauzeau (avec différentes orthographes), et natives de Marennes, vinrent à New-York. « Madeleine Sozeau, de Marenne, » fut mariée à Jean Bouyer, le 12 novembre 1693, dans l'église française de New-York. Son frère, Isaac Souzeau, obtint des lettres d'administration sur les biens de sa sœur, le 29 janvier 1698. Esther Souzeau avait épousé Jean Petit avant 1694.

(2) Inscription sur sa tombe, dans le cimetière de la Trinité, à New-York. « Ci-gît enterré le corps de Blanche, épouse de Rene Het, de cette ville, fille de James Dubois, née dans la ville de Marrian, dans la province de Saintonge, en France, et décédée » le 31 janvier 1739-40, dans la 54^{me} année de son âge. » (Communiqué par M. W. Kelby.) (L'inscription est en anglais.)

(3) Le colonel Benjamin Aycrigg est un petit-fils de Francis, second fils de Daniel Mesnard.

contrée avant et après la violente persécution dont les habitants furent l'objet.

« En 1670, » écrit-il, « tout alloit bien, — il y avoit » en l'île d'Alevert quantité de bons et généreux et » braves matelots. » — « En 1680 la France estoit en » repos et en paix. Tout vivoit icy devant en tranquil- » lité. Mais le clergé, ennemi juré du repos public, veut » détruire les protestants en France, et voilà [par] où [l'on] » commence : à tous gens protestants on interdit leur » charge de quelle condition que ce soit, arts, mestiers » et vocations. On les dépouille, et on revêt les imbé- » cilles et chétifs catholiques incapables des charges » de la dépouille des protestants. Le clergé fait don- » ner de l'argent aux pauvres gens à se faire ca- » tholiques, si bien que ceux qui ne peuvent vivre » s'accommodent, prennent de l'argent et se font ca- » tholiques, et d'autres commencent à vider le royaume, » vont en Angleterre, en Hollande. Ainsi se pratique » cette année. » — En 1681, « la rage estoit en France » contre les protestants. Partout on jetoit les temples, » et au mois de may ou de juin, on prit le temple de » la Tremblade pour servir d'église catholique, et » après on y fait bastir un clocher. Les protestants » quittoient leurs biens, et alloient en grand troupe » chez les princes (étrangers). » — En 1682, « il y » avoit encore à La Rochelle environ dix navires al- » lant à Terre-Neuve, aux morues sèches, de douze » et huit chaloupes, et tous déchargeoient à ladite » Rochelle, et y avoit plus de quatorze navires pour » le banc de Terre-Neuve aux morues vertes. Les né- » goces commençoient à se ralentir, car la religion, » tous les jours on la persécutoit d'une grande violence, » et les protestants cherchoient à vider le royaume. Au

» mois de may, le temple du bourg d'Alvert (Arvert)
» fut jeté à bas, détruit jusqu'en ses fondements. Le
» prestre, nommé M. de la Farge, s'empara des maté-
» riaux, et aussy des tombes du cimetière de nous,
» pauvres protestants, et en rebâtit et alongea l'église
» catholique. Oh ! Dieu, que nous t'avons offensé de
» nous livrer ainsi en proie aux mains de ceux qui
» cherchent nostre ruine (1) ! »

Nombre de fugitifs d'Arvert et de La Tremblade se réfugièrent à New-York. Etienne Bouyer « d'Arver en France, » y arriva en 1686 et se fixa à Southampton, sur la côte orientale de Long-Island (2), Jacques Vinaux et Anne Audebert (3), sa femme, et Jean Dubois, d'Arvert (4) étaient de bonne heure membres de l'église française de New-York ; les ancêtres de la famille de Cou (5), à New-Jersey, venaient probablement de la

(1) Journal d'un marin protestant du dix-septième siècle, publié par le *Bulletin de la Société de l'hist. du prot. français*, XV, pp. 317-324.

(2) Il fut naturalisé à New-York le 29 juillet 1686, et parait s'être fixé aussitôt à Long-Island. En 1729, il offrit à l'église presbytérienne de Southampton deux coupes en argent pour la sainte cène. Il parait avoir passé ses dernières années dans la famille de François Pelletreau, qui alla de New-York à Southampton en 1720. On lit sur sa tombe : « Ici repose le corps de » M. Stephen Bowyer, d'Arver, en France, venu en ce lieu dans » l'année 1686 ; il quitta cette vie le 24 octobre 1730, âgé » de 73 ans » (*The early history of Southampton*, liv. I, par G. R. Howell) (L'inscription est en anglais). Charlotte Boyer, peut-être fille ou nièce d'Etienne, épousa Jacques Favières. Leur fils, né le 25 septembre 1728, fut nommé Estienne Boyer (Reg. de l'égl. franç. de New-York).

(3) « Jacques Vinaux, d'Alvert, en France, et Anne Audebert, » du mesme lieu, » furent mariés à l'église française de New-York, le 16 août 1699.

(4) « Jean Dubois, du bourg d'Alvert, en Saintonge, » épousa Marie Genouil, le 29 octobre 1693, à l'église française de New-York.

(5) « Marie Decoux, fugitive d'Arbert » (*Arch. nat.*). En 1739, Isaac de Cow était « Surveyer general » à Burlington (New-

même localité. La Tremblade était le berceau de plusieurs autres familles. Jacques Paquinet, de Boston (1), Jean Germon, l'un des colons de Narragansett, Charles Germon, l'un des colons de New-Oxford (2); Jean Melet (3), Jean Roux (4), André Arnaud (5), Jeanne de Loumeau (6), Jean Equier (7), Isaac Boutineau (8)

Jersey), où le nom existe encore et passe pour être d'origine huguenote.

(1) « André Paquinet, fugitif de La Tremblade » (*Arch. nat.*). Andrew et son fils Peter furent naturalisés en Angleterre, en 1690. James Paquenett ou Packnett était membre de l'église française de Boston en 1748.

(2) « Jean Germon, fugitif de La Tremblade » (*Arch. nat.*), l'un des colons de Narragansett en 1686.

(3) « Jean Melet, matelot, sa femme et une fille, fugitifs de » La Tremblade, en 1682; lieu de retraite, Londres; biens, » 1,000 livres » (*Arch. nat.*). Jean Melet et Elisabeth Le Clere, sa femme, présentèrent leur fils Pierre au baptême, dans l'église française de Threadneedle-Street, à Londres, le 6 décembre 1685. « Marthe, fille de Jean Melet, absent, et Elizabeth Cler, » fut baptisée dans l'église française de New-York, le 9 mars 1689. Jean était probablement mort en mer. M^{me} Melet reçut des secours de l'Eglise, et se fixa ensuite dans la Caroline du Sud, où elle épousa Pierre Gaillard.

(4) « Jean Roux, officier marinier; Jeanne Le Cler, [sa] femme; » trois enfans, fugitifs de La Tremblade, en 1682; lieu de retraite, Londres » (*Arch. nat.*). Pierre, fils de Jean Roux et Jeanne Leclercq, fut baptisé dans l'église française de New-York, le 9 février 1692. « Jacob Roux, fils d'un ministre françois, » fut assisté par le Consistoire de l'église française de Londres, le 28 septembre 1707, « pour son voyage pour la Caroline. »

(5) « André Arnaud, voilier, fugitif de La Tremblade » en 1683; « lieu de retraite, à Londres » (*Arch. nat.*). Arneau, un des colons de Narragansett; sans doute le même que Andrew Arneau, marinier de New-York, 1701, et de New-Rochelle, 1711, décédé en 1734 ou 1735 (*Testaments, N.-Y., XII, 351*), laissant un fils, Stephen, et une fille, Mary, épouse de Jeremiah Chadaine.

(6) Jeanne de Loumeau, de La Tremblade, mariée à Jean Andrivet à l'église française de New-York, 18 octobre 1699.

(7) « Jean Equier, marinier, natif de La Tremblade, décédé dans le havre de ce lieu (de New-York), le 22 décembre 1689 » (*Registres de l'église française de New-York*).

(8) « Isaac Boutineau, natif de La Tremblade, en France, » fit une confession publique, devant l'église française de New-York, le 3 juillet 1698, « du péché qu'il avait commis, en cédant à la

et Pierre Rolland (1), de New-York; Marie Fougeraut (2), Pierre Couillandeu (3) et Susanne Dubosc (4) étaient de La Tremblade. Jean Machet, charpentier de navires, qui se fixa d'abord à Oxford (Massachusetts), puis à New-Rochelle, était natif de la même localité. Au moment où commencèrent les dernières persécutions contre les protestants, Machet poursuivait son commerce à Bordeaux (5).

violence de la persécution en France et en se conformant à l'église romaine » (Registres de l'église française de New-York). Stephen Boutineau, de Boston, était probablement aussi de La Tremblade.

(1) « Pierre, Jean et Abraham Rolland, du lieu de La Tremblade, » frères, comparaissent devant le Consistoire de l'église française de Londres, le 9 mai 1698, « déclarant qu'étant nez dans notre » religion, et tombez fort jeunes entre les mains des Papistes, » ils ont eu le malheur d'être menez souvent à la messe, mais » que Dieu leur ayant fait la grâce de sortir de France, ils sou- » haitent de rentrer dans l'Eglise. » Ils furent admis à faire une confession publique le dimanche suivant, au matin (Livre des actes, de 1692-1693 à 1708). Pierre Rolland fut naturalisé à New-York, le 2 juin 1702. Le testament de John Roland, de New-York, négociant, 2 juin 1721, nomme comme exécuteurs testamentaires Peter Vallette et John Auboyneau (*Testaments*, N.-Y., IX, 347).

(2) « Marie Fougeraut, veuve de Moïse Brigaud; elle, native de La Tremblade. » (Liste des François et Suisses réfugiés à la Caroline, etc.).

(3) « Pierre Couillandeu, natif de La Tremblade, fils de Pierre Couillandeu et de Marie Fougeraut. » (*Ibid.*).

(4) « Susanne Dubosc, femme de Isaac Dubosc, fille de Pierre » Couillandeu et de Susanne Couillandeu, native de La Tram- » blade en Xaintonge. » (*Ibid.*).

(5) « Notre ayde soit au nom de Dieu qui a fait le ciel et la » terre, Amen. Je Jean Machet, charpentier de navires né et » natif du bourg de la Tramblade et demeurant à Bordeaux en » France. Lequel dit Machet étant fugitif de la persecution avec » sa famille composée de luy, & Jeanne Thomas, sa femme, & » Pierre, Jean, Jeanne, & Marianne Machet leurs enfans et » filles, ayant tous abandonné leurs biens, meubles & effects pour » leur religion, lesquels ils font tous profession en la véritable » pureté & religion chrétienne que nous appellons religion protes- » tante : Et comme le dit Machet ayant recogneu être etably en » ces lieux, terre & dependance d'York, en la ville nommée la » nouvelle Rochelle, sous la domination de tres haut & tres

Elie Naudin, capitaine de navire, de La Tremblade, se réfugia en 1682, avec sa femme et trois enfants, à Southampton (Angleterre), où il mourut. Sa veuve, Jael Arnaud, vint en Amérique, quelques années après, avec Arnaud ou Arnould Naudin, dont les descendants sont nombreux dans le Delaware et le Maryland (1).

» puissant Monarque, nôtre roy Guillaume, de pleine mémoire à
 » qui Dieu maintienne son sceptre & sa couronne & que sous
 » son regne puissions tous vivre en paix & en la crainte de Dieu.
 » Et led[it] Machet s'est veu attaqué de maladie, grosse fièvre,
 » toutes fois sain de mémoire & de l'entendement, & voulant pour-
 » voir à ses affaires pour le repos de sa famille. Premièrement il
 » recommande son ame à Dieu le pere tout puissant, createur du
 » ciel et de la terre, qu'il le veuille recevoir dans son Royaume
 » celeste, au rang de ses enfans bienheureux, et quant à son
 » corps, il prie et souhaite d'être enterré en les forme & maniere
 » de sa religion & discipline jusques à la consommation des sie-
 » cles & resurrection ou nôtre Seigneur viendra pour juger les
 » vivant et les morts, c'est la prière qu'il fait, voulant bien, comme
 » un vray Chrétien & pere de ses enfans que Dieu luy a donné
 » fait testament..... Premièrement led. Machet veut et entend
 » & pretend que lad. Jeanne Thomas sa femme soit dame &
 » maitresse de tout généralement les biens meubles & acquests
 » que nous avons fait ensemble pendant nôtre vivant, & particu-
 » lièrement les acquests que nous avons fait ensemble depuis
 » nôtre sortye de France, n'ayant sauvé que nôtre corps seulemt,
 » & que tout ce que nous avons, nous l'avons gagné ensemble
 » à la peine de nos mains & à la sueur de nôtre visage » (*Testa-
 ments*, N.-Y., II, 2. Signé 17 avril 1694. Enregistré 10 novem-
 bre 1699).

(1) « Elie Naudin, pilote, sa femme, trois enfans, fugitifs de
 » la Tremblade; année de leur départ, 1682; lieu de retraite,
 » Hampton; valeur de leurs biens, 4,000 livres à lui et à sa
 » femme » (*Arch. nat.*) Elias Naudin, Arnould, Mary et Elias, na-
 » turalisés en Angleterre le 8 mars 1682. Elie Naudin et sa femme
 » Jahel [Jael] Arnaud présentèrent leur fille Françoisse au baptême à
 » l'église française de Threadneedle-Street, à Londres, le 7 février
 » 1686. Il mourut, semble-t-il, en Angleterre, où sa veuve parait
 » avoir épousé Jacob Ratier, marinier, qui fut naturalisé avec Jahel,
 » sa femme, et Arnold Naudin le 8 mai 1697. Ils vinrent cette même
 » année à New-York, où « Arnould Nodine » obtint des lettres de
 » naturalisation le 12 novembre 1697. L'octroi de ces lettres devint
 » l'un des « chefs d'accusation » contre le gouverneur de New-York
 » Fletcher, comme ayant été fait sans autorisation et « en termes
 » si larges qu'ils sont contraires à l'esprit des lois de l'Angleterre
 » concernant le commerce des plantations. » Le gouverneur

Sur la rive de la Gironde, dans la région méridionale de la Saintonge, sont les ports et villages de Royan, Meschers, Saint-Palais et Saint-Georges. Royan, aujourd'hui ville de quatre mille habitants, est le berceau des Lavigne (1) et des Quantin (2). Auprès du village de Chatelas est Jenouillé, le lieu natal de Jacques Fontaine, le pasteur huguenot, ancêtre des familles américaines Fontaine et Maury. Deux des réfugiés de New-York, Daniel Lambert (3) et André Jolin (4), étaient

affirma que les lettres avaient été données dans la forme habituelle. Il écrivit (Londres, 24 décembre 1698) qu'il ne se rappelait pas ce cas particulier; mais que le désir de New-York et d'autres plantations étant d'augmenter le nombre de leurs colons, il n'avait fait que suivre l'exemple de son prédécesseur en accordant la naturalisation à « plusieurs pauvres Français, » défendant de percevoir dans ces cas-là aucun honoraire. Il ne paraît pas qu'aucune décision concernant ce sujet ait été communiquée (*Documents relative to the colonial History of the State of New-York*, IV, pp. 434, 450, 454, 474, 486, 548).

Elias², fils d'Elias et de Jael Naudin, épousa à Philadelphie, en 1715, Alida ou Lydia, fille de Peter et de Lydia Le Roux. Il fut nommé ancien de l'église presbytérienne, et ses descendants, Arnold³, Andrew⁴ et Arnold⁵, occupèrent successivement la même charge au Consistoire de cette église (Voy. « *Hamilton Record*, » par A. Boyd Hamilton, Esq, à Harrisburg, Pensylvanie).

(1) « Les Lavigne, fugitifs de Royan » (*Arch. nat.*). « Charles Lavigne, matelot, fugitif de Royan, parti en 1684, lieu de retraite, Virginie » (*Ibid.*). Estienne La Vigne, un des colons français de Narragansett, 1686, était membre de l'Eglise française de New-York, 3 avril 1692, et obtint des lettres de naturalisation dans la province de New-York, 6 février 1696.

(2) « Les Quantins fugitifs de Royan » (*Arch. nat.*). Isaac Quantin ou Cantin habitait New-Rochelle en 1702 et New-York en 1721.

(3) « Daniel Lambert, natif de St-Palay, » épousa Marie Tebaux, le 8 novembre 1691, dans l'église française de New-York. « Lambert, » probablement le même, avait été l'un des colons français de Narragansett.

(4) André Jolin obtint les petites lettres de naturalisation à New-York le 6 août 1686, et fut naturalisé le 15 avril 1693. Il était membre de l'église française de New-York en 1688. Il épousa Madeleine Poupin. Une Bible de famille, entre les mains de T. S. Drake, Esq., New-Rochelle (N.-Y.), porte le nom de Guis Jolin. Guy Jaulin, natif de Vaux, paroisse de Saint-Palais

natifs de Saint-Palais. Elie Badeau, chef d'une famille établie dans le comté de Westchester (New-York), vint de Saint-Georges (1), et Jean Coudret et sa femme Marie Guiton (2), membres de l'église française de New-York, étaient originaires de la même localité.

Meschers, village de onze cents habitants, était le lieu d'origine d'André Lamoureux (3), maître de navire, de Jacques Many et de son frère Jean, capitaine de marine (4), de Gilles Lieure (5), de Daniel Fumé (6),

en Saintonge, était, à la fin du dix-huitième siècle, l'un des réfugiés de Bristol.

(1) « Elie Badeau, natif de St-Georges en Saintonge, fils de Pierre Badeau et de Marie Triau, » épousa à Bristol (Angleterre), le 30 août 1696, Claude, fille de Daniel Fumé et veuve de François Blondeau (Reg. de l'Egl. franç. de Bristol). Elie, fils d'Elie Badeau et de Claude Fumé, né le 29 octobre 1698, fut baptisé à l'église franç. de New-York. La famille se fixa à New-Rochelle, et le nom est encore représenté dans Wetchester-County.

(2) Daniel, fils de Jean Coudret et de Marie Guiton, de Saint-Georges (Saintonge), fut présenté au baptême à l'église française de New-York, 7 juin 1691.

(3) « André Lamoureux, maître de navire, cy-devant demeurant à Méché en Xaintonge, où il était pillotte, et Suzanne Latour, sa femme, » présentèrent leur fils Daniel au baptême dans l'église française de Bristol (Angleterre), 7 janvier 1693. Leur fils aîné Jacques était mort en mars 1689. André et sa famille vinrent à New-York dès le 15 mai 1700, et ses descendants habitèrent cette ville et New-Rochelle.

(4) Jacques Many, de Meschers en Saintonge, fut reçu membre de l'église française de New-York, le 9 novembre 1692. Il épousa Anne, fille de François Vincent. Jean, frère de Jacques, connu sous le nom de capitaine Many, épousa Jeanne, fille aînée de Jean Machet.

(5) « Les Lièvres, fugitifs de Meschers » (*Arch. nat.*). Pierre Lieure, sargettier, de Méché en Saintonge, se maria à l'église française de Bristol, le 20 mai 1688. Gilles Lieure signa au mariage de Jean Le Lieure, marinier de Saintonge, à l'église française de Crispin Street (Spitalfields, Londres), 26 janvier 1704. Gille Lieure habitait New-Rochelle en 1743.

(6) « David Fumé, tisserand, demeurant cy-devant à Méché en Xaintonge, » était membre de l'église française de Bristol dès 1688. Il vint à New-York, probablement avec sa fille Jeanne, qui épousa Isaac Quintard, et fut assisté par l'église française de New-York, le 13 septembre 1698.

et de Jeanne Couturier (1), femme de Daniel Bonnet.

A une petite distance de la côte sont plusieurs villages qui ont également fourni des réfugiés à l'Amérique. Le plus grand, Saujon, qui a près de trois mille habitants, fut le berceau d'Elie Chardavoine, dont les descendants s'établirent à New-York et dans l'Alabama (2). A trois milles au sud-ouest de Saujon est le village de Médis, où naquit Jean Boudin ou Bodin, l'un des colons français de Staten-Island (3). Le petit hameau de Musson (4), paroisse de Médis, était la résidence de Daniel Gaillard, émigrant huguenot à New-York (5). D'Arces, à six milles de Meschers, vinrent Jean Pelletreau et ses deux neveux Elie et Jean, qui se réfugièrent en

(1) « Jeanne Couturier, natifve de Méché en Xaintonge, » était à Bristol avec son mari en 1693. Elle était membre de l'église française de New-York en 1717.

(2) « Elie Chardavoine, de Saujon en Saintonge, » épousa à l'église française de New-York, le 24 août 1692, Anne Valos, probablement sœur d'Etienne et Esaïe Valteau.

(3) « Boudin, fugitif de Medit, élection de Saintes » (*Arch. nat.*) John Boudin et Esther, sa femme, furent naturalisés à Londres, le 14 octobre 1681, avec François Bridon, dont Boudin avait épousé la fille à son arrivée à Londres. Il avait déjà des enfants d'un premier lit (*Testaments, N.-Y., VII, 312*). Il s'établit à Staten-Island (N.-Y.), et mourut en mars 1695 (*Testaments, N.-Y., V, 101*). Sa femme, « Hester Bodine, fille de Francis Bridon » (*Testaments, N.-Y., VI, 88; VII, 147*), lui survécut. Il laissa un fils, Jean Bodin, et une fille, Marianne, qui épousa Jean Abelin (*Registres de l'église française, New-York*). Le testament de Jean Bodien, daté du 3 janvier 1707, mentionne ses frères Eliazor et Francis et ses sœurs Esther et Mary (N.-Y., col. mss. *Land Papers, IV, 84*).

(4) Le hameau de Musson n'est pas sur les cartes. Je le trouve seulement mentionné dans les registres de l'église française de Bristol, comme situé dans la « paroisse de Medy. »

(5) « Daniel Gaillard, sargettier, de Musson en Saintonge, et Elisabeth Labé, sa femme, » présentèrent leur fille Susanne au baptême dans l'église française de Bristol, le 29 août 1692. Daniel et Elizabeth Gaillard étaient membres de l'église française de New-York dès 1702.

Amérique peu de temps après la révocation, et s'établirent à New-York comme fournisseurs de navires (1). Trois familles fixées à New-Rochelle (Westchester-County, New-York), — les Forestier, les Raynaud et les Suire, — paraissent originaires de la même portion de la province. Charles, Jean et Théophile Forestier venaient de Cozes, village de deux mille habitants (2). Daniel Raynaud (3) était natif de Chenac, et Jean Suire (4), de Saint-Seurin de Mortagne, villages voisins sur les rives de la Gironde, où les doctrines de la Réformation pénétrèrent de bonne heure, et qui eurent des églises florissantes. Le temple de Saint-Seurin fut démoli quatre ans avant la révocation de l'édit de Nantes, et celui de Mortagne eut, peu après, le même sort. Mais les protestants de ces localités continuè-

(1) « John Pelletreau, né à Arse en Saintonge, Magdalen [Vincent], sa femme, née à St-Martins, et Elie Pelletreau [son neveu], né à Arse en Saintonge, » furent naturalisés à New-York, le 27 septembre 1687. Elie était fils de Paul Pelletreau, décédé, et Esther Gouin, sa femme, tous deux d'Arces. Jean, autre fils de Paul, vint aussi à New-York, où les descendants des deux frères furent nombreux.

(2) « Les Forrestiers fugitifs de Coses » (*Arch. nat.*). « Forretier » est mentionné sur la liste des colons de Narragansett. Théophile Forestier, âgé de 56 ans, Charles, âgé de 54, et Jean habitaient, en 1698, à New-Rochelle, où la famille continue à être représentée.

(3) La Bible de famille de Daniel Rayneau, conservée à New-Rochelle, porte cette note : « Mémoire du jour que nous » avons parti de Bristol : ce fut le six^{me} d'avril 1693. » Les registres de l'église française de Bristol donnent les noms d'Abraham Regnaud, « marinier, demeurant cy-devant à Chinat (Chenac), proche Saint-Surin de Mortagne, en Saintonge. » Daniel Rano (Renaud), âgé de 55 ans, et Judith, sa femme, âgée de 45, habitaient New-Rochelle (New-York) en 1698. Leurs descendants sont nombreux dans le comté de Westchester.

(4) Suzanne Suyre, femme d'André Denis, un des réfugiés de Bristol, était native de Saint-Seurin-de-Mortagne. John Suire, naturalisé en 1701, mourut à New-York avant 1712. Sa veuve et son fils César Suire habitaient New-Rochelle.

rent longtemps à tenir leurs assemblées religieuses, la nuit, dans les bois ou plus souvent dans les cavernes et sur les rochers au bord de la mer, où le bruit des vagues pouvait empêcher leurs persécuteurs d'entendre les prières et le chant des psaumes (1).

Si, des côtes de la Saintonge, nous pénétrons à l'intérieur du pays, nous rencontrons d'autres villes d'où les huguenots, chassés par la persécution, se retirèrent en Amérique. A Saint-Jean d'Angély, autrefois l'une des principales places fortes des réformés, le temple fut fermé en 1683. Jean Tartarien (2), ancien de l'église française de Boston, et probablement trois autres familles huguenotes réfugiées dans la Caroline du Sud, les familles de Daniel Durouzeaux (3), Elie Bisset (4) et Jean Thomas (5) étaient originaires de Saint-Jean d'Angély. Jean Faget (6), l'un des « chefs de famille »

(1) *Histoire des Eglises réformées de Pons, Gemozac et Mortagne en Saintonge*, par A. Crottet, pp. 200-203.

(2) « Jean Tartarin, marchand de St-Jean-d'Angély, » épousa Suzanne Jaille, dans le temple de Soho (Londres), 21 décembre 1690. Il était fils de feu Jean Tartarin et de Jeanne Collardeau.

John Tartarien, naturalisé le 3 juillet 1701, était ancien de l'église française de Boston en 1704.

(3) « Daniel Durouzeaux, né à Saint-Jean-d'Angély, en Saintonge, fils de Daniel Durouzeaux et Marie Souchard; Elizabeth Foucheraud, sa femme; Daniel, Pierre, leurs enfants, nez en Caroline » (Liste, etc.).

(4) « Elie Bisset, né à Saint-Jean-d'Angély, fils d'Abraham Bisset et de Marie Bitheur; Jeanne Poinset, sa femme; Anne, Catherine, filles, nées en Caroline » (Liste, etc.).

(5) « Jean Thomas, né à Saint-Jean d'Angély, en Saintonge, fils de Jean Thomas et d'Anne Dupon » (Liste, etc.).

(6) « Jean Faget, ouvrier en laine, demeurant cy-devant à Mirambeau, en Xaintonge, fils de Jean Faget, dudit lieu, » épousa le 5 novembre 1691, à l'église française de Bristol, Marie Chrestien, de Normandie. Jean Faget, fournisseur, fut reçu bourgeois de New-York le 26 mai 1699. Il épousa en secondes noces Madeleine David, à l'église française de New-York, le 29 juin 1701, et était l'un des « chefs de famille » de cette église en 1704.

de l'église française de New-York, était natif de Mirambeau. Chalais était le lieu de naissance de Jacques Nicholas, dit Petitbois (1), l'un des réfugiés de la Caroline du Sud.

Etienne Tamplé (2) était aussi un fugitif de Saintonge, mais on ne connaît pas exactement la localité dont il était originaire.

Juste au delà de la frontière de la Saintonge, dans l'Angoumois, se trouve Barbezieux, berceau de Paul Droilhet, l'un des membres les plus honorables de la colonie française de New-York (3).

Pons en Saintonge fut l'une des premières villes à recevoir les doctrines réformées, vers le milieu du seizième siècle. Occupée par les huguenots pendant les guerres civiles, elle leur fut garantie comme place de sûreté par l'édit de Nantes. Pendant la première moitié du dix-septième siècle, « les meilleures familles » de la noblesse de Saintonge fréquentaient le temple de Pons (4). » Au moment de la révocation, Pons comptait encore un nombre considérable de protestants. Elie Prioleau était leur pasteur, et il le demeura au milieu

(1) « Jacques Nicholas, Petit-Bois, né à Chalais, en Xaintonge, fils de Daniel Nicholas et de Léonore Gast » (Liste, etc.).

(2) « Estienne Tamplé, né en Xaintonge, fils de Estienne Tamplé et de Jeanne Prinseaud. Marie Du Bosc, sa femme » (Liste, etc.).

(3) « Paul Drouhet, ancien de l'église de Barbezieux, 1682 » (*Bull.*, VII, 219). Malgré la légère différence du nom, il n'est pas douteux que ce fût le même Paul Droilhet qui fut longtemps « ancien » de l'église française de New-York. Dix enfants de Paul Droilhet et de Suzanne de la Vabre son épouse furent baptisés dans cette église de 1689 à 1710. Il mourut en 1712 ou 1713, laissant une veuve et quatre filles qui reçurent pendant plusieurs années des secours de l'église française. Il existe de nombreuses preuves de l'estime et de l'affection qu'avaient pour Droilhet non seulement ses compagnons de refuge, mais même les habitants anglais de New-York.

(4) *Bulletin de la Soc. de l'hist. du prot. franç.*, XI, 316.

de la persécution, jusqu'au 15 avril 1686, date de la destruction du temple. Pendant cette œuvre d'anéantissement, Prioleau prêchait à son troupeau en pleurs sur ce texte : « Celui qui aura conservé sa vie la perdra ; mais celui qui aura perdu sa vie à cause de moi » la retrouvera (1). »

Sous la rigueur croissante de la persécution, beaucoup signèrent une abjuration tout extérieure pour obtenir quelque relâche à leurs maux. Mais plusieurs d'entre eux, avec ceux qui étaient demeurés fermes dans leur profession, profitèrent de la première occasion pour s'enfuir de France. Prioleau lui-même et un certain nombre de ses paroissiens gagnèrent l'Amérique. Il devint le premier pasteur de l'église huguenote de Charleston (Caroline du Sud) (2). Matthieu Colineau,

(1) *Hist. des égl. réf. de Pons, Gemozac et Mortagne, en Saintonge*, par A. Crottet, p. 139.

(2) « Elias Prioleau, fils de Samuel Prioleau et de Jeanne Merlat, né à, en Xaintonge, en France » (Liste, etc.). « Son aïeul était Elisée Prioleau, sieur de la Viennerie, pasteur de Jonzac et de Niort » (*Hist. des protestants et des églises réformées du Poitou*, par Auguste Lièvre, t. III, p. 306). Son père, Samuel Prioleau, était pasteur de Jonzac en 1637, de Niort en 1642, et de Pons en 1650, après avoir été, pendant quelques années, le collègue de Jean Constans, le pasteur précédent » (Crottet, etc., p. 121). « Samuel mourut le 16 février 1683 et fut remplacé le 10 mai 1683 (*ibid.*, 130) par son fils Elie, qui avait fait ses études à l'académie de Genève (*Livre du recteur*, p. 161). « Elie Prioleau épousa Jeanne Burgeaud, de l'île de Ré, dont il eut deux enfants avant son départ de France ; Jeanne, née à Saint Jean-d'Angély » (Liste, etc.), « et Elias, nommé dans l'acte de naturalisation, mais qui mourut probablement avant son arrivée en Amérique. Il se réfugia en Angleterre, où il fut naturalisé le 15 avril 1687. Ce fut dans le courant de cette année qu'il vint à Charleston (Caroline du Sud), et fonda l'église française de cette ville, probablement avec son collègue Laurent-Philippe Trouillard. Elie Prioleau mourut dans l'année 1699. Il laissa dans la Caroline du Sud de nombreux descendants qui chérissent sa mémoire et suivent l'exemple de ses vertus » (*History of the presbyterian Church in South Carolina*, par Georges Howe, D.D., p. 110, 111).

avocat et juge de la sirie de Pons, et diacre de l'église réformée de cette ville, s'établit à New-York et y fut reçu bourgeois en 1694 (1). Jean Sarrasin, sieur de Frignac, diacre de l'église de Prioleau, le suivit à Charleston (2).

La fuite de ces réfugiés des provinces maritimes de France demanderait des volumes pour être racontée en détail, et au lieu d'une sèche énumération de noms de personnes et de villes, nous aurions l'histoire de fuites hasardeuses et d'aventures de l'intérêt le plus saisissant. Des relations de ce genre ont certainement été conservées pendant plusieurs générations dans toutes les familles huguenotes établies en Amérique; mais, le plus souvent, il ne nous en a été conservé que des fragments. Une exception doit être faite en faveur des Mémoires de Jacques Fontaine, dont nous avons déjà fait mention. Les souffrances qu'il endura, les périls auxquels il

(1) « Matthieu Colineau, avocat en la Cour et juge ordinaire de Pons, diacre de l'église de Pons, 1678, chef de famille, 1682 » (Crottet, *Hist. des égl. réf. de Pons*, etc., p. 124-128). « Il épousa Jeanne Carré » (*France protestante*, IV, 522). Matthew Collineau, naturalisé en Angleterre le 10 octobre 1688, fit une pétition, le 1^{er} juillet 1694, pour demander, en qualité de « protestant français, » sa naturalisation à New-York; il obtint ces lettres le 12 juillet et fut reçu bourgeois de New-York le 14 juin 1698. Nous ne trouvons plus trace de lui après cette époque; peut-être se fixa-t-il dans la Caroline du Sud, où Peter Colineau vivait en 1730.

(2) « Jean Sarrazin, sieur de Frignac, diacre de l'église de Pons, 1678; chef de famille, 1682 » (Crottet, *Hist. des égl. réf.*, etc., p. 124-228). John Sarrazin fut naturalisé en Angleterre le 20 mars 1686. Moreau Sarrazin, en 1730; Jonathan Sarrazin, en 1772, habitaient la Caroline du Sud. On a prétendu que Prioleau avait amené avec lui un grand nombre de ses paroissiens à Charleston, mais je ne trouve pas la confirmation de ce fait. Aucun des noms français de la *Liste* ci-dessus citée n'est donné comme originaire de Pons; Colineau et Sarrazin sont les seuls réfugiés en Amérique qui paraissent avoir appartenu à l'église du pasteur Prioleau.

échappa présentent le plus vif intérêt et peuvent servir à nous représenter les tribulations de la plupart de ces familles.

Jacques Fontaine commence l'histoire de sa famille par celle de son arrière-grand-père, qui était un gentilhomme du Maine, signait *de La Fontaine* dans les actes, et avait été homme d'armes dans une compagnie d'ordonnance, sous François I^{er}. L'homme d'armes quitta le service pour embrasser la religion réformée dès l'apparition de celle-ci en France, et vécut quelque temps au Mans, dans la retraite, d'un petit patrimoine qu'il possédait. Là, en 1563, durant les premières guerres civiles, il fut assassiné avec sa femme, dans sa maison, par une bande de fanatiques ou plutôt de brigands qui prenaient un drapeau religieux pour piller avec impunité. Ses trois fils se sauvèrent comme ils purent, et gagnèrent La Rochelle, qui était alors la capitale et la citadelle des réformés.

Le grand-père de Jacques Fontaine, arrivant en cette ville à demi nu, dépourvu de toutes ressources, fut heureux d'être recueilli par un cordonnier qui l'adopta et lui apprit à tailler le cuir. Il y réussit, à ce qu'il paraît, et gagna même une petite fortune à faire des souliers. C'était un fort bel homme. Il se maria deux fois, la seconde fois étant déjà sur le retour, mais encore vert, et portant bien une barbe grisonnante qui lui couvrait la poitrine. Cela n'empêcha pas que sa seconde femme ne voulût l'empoisonner. Les bonnes âmes de La Rochelle remuèrent ciel et terre pour obtenir la grâce de la coupable. Le roi Henri IV, se trouvant de fortune en ces parages, se fit montrer le mari, qui sollicitait comme les autres. On lui présenta un grand gaillard haut de six pieds, d'apparence plus propre à manier

une lance qu'un tranchet. « Elle n'a pas d'excuse ! » s'écria le roi, qui avait aussi une barbe grise ; « ventre saint-gris ! empoisonner le plus bel homme de mon royaume ! Qu'on la pendre. » Ainsi fut fait. — Le grand-père de Jacques Fontaine mourut en 1633. Le père de Jacques Fontaine était le dernier enfant du premier mariage. Déjà la famille était en voie de prospérité, car ce fils, au lieu de faire des chaussures, fit de fortes études sous la direction du pasteur Merlin, puis, à l'académie de Saumur, fut ministre de l'Evangile, et s'acquit une certaine réputation d'éloquence par ses prédications. Il avait fait plusieurs voyages à Londres, et même y avait pris femme en 1628. M^{lle} Thompson lui donna onze enfants.

Jacques Fontaine naquit à Jenouillé en 1658. Il fut élevé comme devait l'être l'arrière-petit-fils d'un martyr et le fils d'un ministre ardent et passionné pour sa croyance. La mission des pasteurs protestants commençait à devenir pénible et même périlleuse. Des tracasseries continuelles préludaient à la persécution ouverte, et chaque jour la partialité des agents du gouvernement mettait à l'épreuve la constance des prédicateurs évangéliques. Jacques Fontaine était d'un caractère à se distinguer dans ces temps malheureux, et la rude éducation de son enfance ne fit que développer sa résolution et son énergie. Il devint un bon humaniste, et il se disposait à embrasser le ministère évangélique, lorsqu'une crise décisive éclata. Au régime d'exception qui pesait sur les religionnaires, M. de Louvois fit succéder les dragonnades, et trompa indignement Louis XIV sur les moyens employés pour parvenir à l'extirpation de l'hérésie. A bout de patience, les huguenots ne virent plus que l'émigration pour remède à leurs maux, et la plu-

part étaient réduits au dernier dénuement lorsqu'ils arrivaient sur la terre étrangère.

Mis en prison pour avoir prêché, Fontaine se défendit fort bien, et finit par être acquitté par le parlement de Bordeaux ; mais il ne sortit du guichet que débarrassé de tout son argent. Il se remit à prêcher de plus belle, gourmandant les indécis, réchauffant les braves et évitant les dragons, car il était excellent cavalier. Bientôt n'ayant plus d'autre ressource que la fuite, il fit marché avec un capitaine anglais qui, pour cent livres par tête, transportait dans son pays les protestants réduits à émigrer. De par le roi, la fuite était interdite à ces malheureux, et tandis que les dragons les traquaient dans les bois, des vaisseaux croisaient le long des côtes pour arrêter les fugitifs. L'embarquement devenait hasardeux. Neuf femmes et deux hommes s'étaient jetés avec Fontaine dans une petite barque qui devait accoster le vaisseau anglais à quelque distance au large. Pour que leur manœuvre ne parût pas suspecte à une frégate française qui croisait le long de la côte, ils passèrent plusieurs heures à portée de la voix de ce bâtiment, dont le capitaine pouvait avoir envie de les visiter. Les douze protestants étaient au fond de la barque, cachés sous des voiles et des filets de pêche. La nuit et le vent les favorisèrent, et ils purent gagner le vaisseau anglais.

A peine débarqué sur le sol britannique, en décembre 1685, Fontaine entra chez un boulanger pour acheter du pain. Frappé du bon marché, il emploie aussitôt le peu d'argent qu'il avait apporté à faire une spéculation sur les farines, charge un bâtiment, fait vendre ses farines en France et réalise un très honnête bénéfice.

Si Fontaine avait l'instinct du commerce, d'un autre côté

il croyait que tout n'est pas matière à spéculation et que l'argent n'est pas le bien le plus désirable en ce monde. Parmi les neuf compagnes de son aventureuse évasion, il y avait une demoiselle Boursiquot, sa cousine, avec laquelle il avait échangé une promesse de mariage écrite, engagement autorisé par les lois de ce temps. Cette jeune personne, fort jolie, à ce qu'il paraît, attira tout d'abord l'attention d'un Anglais très riche, qui voulut l'épouser. M^{lle} Boursiquot ne savait pas un mot d'anglais, l'Anglais pas un mot de français; il s'adressa bravement en latin à Fontaine, et le pria de faire la proposition à M^{lle} Boursiquot, offrant à son interprète sa propre sœur en mariage, avec une belle dot en dédommagement. Les deux émigrés soutinrent noblement cette épreuve, envoyèrent promener l'Anglais et sa sœur, et se marièrent riches d'amour, mais sans un sou vaillant (8 février 1686).

Peu de temps après, nouvelle tentation. Le mariage romanesque de ces deux jeunes gens avait fait une certaine sensation et leur avait procuré des protecteurs. On offrit à Fontaine une prébende de trente livres sterling par an, situation assez bonne alors, même pour tout autre qu'un réfugié; mais pour l'obtenir, il fallait confesser le symbole de l'Eglise d'Angleterre et Fontaine fut pris de scrupules. « J'adoptais de grand cœur les trente-neuf articles, mais j'appris que l'Eglise anglicane persécutait nos frères. » Echappé aux dragons, Fontaine était prêt à braver les jurés de Jeffreys; il se reconnut aussitôt pour presbytérien et refusa le bénéfice qu'on lui offrait.

Pour vivre et pour faire vivre sa femme et ses enfants, Fontaine se fit tout à la fois épicier, mercier, chapelier, puis il s'avisa de créer des fabriques de drap. Il naturalisa en Angleterre un ingénieux procédé pour

débarrasser le drap des longs poils qui restent à sa surface après le tissage.

La révolution de 1688, en émancipant les presbytériens, rendit Fontaine à ses travaux spirituels. Nommé ministre d'une communauté de réfugiés établis à Dublin, il desservit cette paroisse pendant dix années. Puis il dut quitter ses ouailles pour aller prêcher l'Evangile et fonder un établissement de pêcheries dans le nord de l'Irlande, en plein pays de vrais sauvages. Toujours sur le qui-vive, à cause des fréquentes incursions des corsaires, Fontaine proposa au duc d'Ormond, lord-lieutenant d'Irlande, d'élever un fort qui défendrait ses pêcheries et toute la baie. Surpris de voir un ministre disserter doctement sur l'art de la guerre, le duc lui répondit un peu sèchement : « Priez pour nous, monsieur, nous saurons bien vous défendre. » Fontaine se mordit les lèvres et rempocha son projet de fort ; mais quelques mois après, il écrivit au duc : « Mylord, je me » suis acquitté fidèlement de mon devoir de prier pour » vous ; mais Votre Grâce a oublié sa promesse, car elle » ne m'a pas défendu, et il a bien fallu que j'en prisse » le soin moi-même. » Un corsaire avait débarqué auprès des pêcheries et avait voulu piller la maison de Fontaine ; il avait trouvé à qui parler. Après huit heures de combat, le corsaire était obligé de se retirer honteusement.

Ce siège si vaillamment soutenu fit grand bruit en Irlande et attira les faveurs du gouvernement sur l'émigré français qui payait de son sang sa dette d'hospitalité. Le duc d'Ormond adopta les idées de Fontaine et fit bâtir un fort auprès de ses pêcheries ; mais ces précautions tardives ne firent qu'irriter les corsaires. Servis par des espions irlandais, ils surprirent la petite gar-

nison et s'emparèrent du fort sans coup férir. La maison de Fontaine se défendit mieux ; mais comment résister au nombre ? Après avoir épuisé ses munitions , grièvement blessé et entouré de flammes , Fontaine capitula avec les pirates et ouvrit ses portes. Ils le traitèrent fort mal, et il put dire avec Cicéron : « *Beneficium latronis non occidere.* » Durement rançonné , pillé et incendié , Fontaine , déjà vieux , paraît avoir renoncé dès lors aux aventures. Au moment où il terminait ses mémoires , il était domicilié à Dublin , où il vivait d'une pension du gouvernement. Ses fils étaient établis. L'un d'eux , qui avait servi comme officier dans l'armée de lord Peterborough , en Catalogne , alla s'établir en Amérique , emportant une copie des Mémoires dont nous venons de rendre compte , publiés , après deux siècles , par M^{me} Anna Maury et traduits en français par la Société des livres religieux de Toulouse (1). Un de ses descendants s'illustra comme colonel dans les rangs de Washington , et combattit à côté des soldats français pour la cause de la liberté.

La province du *Poitou* a fourni à l'Amérique nombre d'excellentes familles huguenotes. De Châtellerault , ville importante qui perdit par la fuite de ses habitants protestants beaucoup plus du dixième de sa population la meilleure et la plus laborieuse (2), vinrent Pierre Berthon de Marigny et Marguerite , sa femme , Marie Fleu-

(1) *Mémoires d'une famille huguenote victime de la révocation de l'Edit de Nantes*, par Jacques Fontaine, avec une introduction et des notes par E. Castel. Toulouse, 1877 (épuisé).

Sous presse, pour paraître prochainement, une nouvelle édition du texte français des *Mémoires de Jacques Fontaine*, d'après le manuscrit original que la famille Maury a bien voulu mettre à la disposition de la Société de Toulouse par l'entremise du Rév. D^r Charles W. Baird.

(2) Lièvre, *Hist. des prot. et des égl. réf. du Poitou*, II, 225.

riau, veuve, avec son fils Pierre et sa fille Marquise et son gendre Louis Carré; Ami Canche et Louise sa femme; et Charles Fromaget. Pierre Berthon prit la tête de la colonie de Rhode-Island, dans le Narragansett. Louis Carré vint à New-York et devint l'un des principaux négociants et l'un des membres les plus zélés de l'église française (1); Ami Canche fut l'un des colons de New-Paltz, Ulster-County (New-York) (2). Charles Fromaget se fixa dans la Caroline du Sud (3).

A six milles de Châtelleraut est le village de Sussay, berceau de Jacques Benoît, qui vint dans la Caroline du Sud, avec sa femme Sarah Monnié et leur fils Jean (4).

A Loudun, les protestants étaient nombreux. Dans la seule nuit du 30 octobre 1686, deux compagnies

(1) Cette famille était nombreuse, et plusieurs de ses membres s'expatrièrent à la révocation. Louis semble être un descendant de Jean Carré, pasteur distingué de l'église réformée de Châtelleraut, sa ville natale (de 1618 à 1665, et même après); Louis et sa femme, Prégeante Fleuriau, s'établirent à New-York en juin 1688 (Certificat de naturalisation, daté de Londres, 5 avril 1688, et enregistré le 14 juin de la même année par le Common Council, New-York). Ils avaient été précédés par deux frères de Prégeante, Pierre et Daniel Fleuriau, qui obtinrent leurs lettres de naturalisation à New-York, le 29 juillet 1686. Carré devint bientôt un des principaux négociants de la ville, et ses enfants se marièrent dans des familles influentes. Il était « ancien » de l'église française en 1713 et 1724. Il mourut le 29 mai 1744, âgé de quatre-vingt-cinq ans. Sa veuve, dont le prénom de Prégeante s'était transformé en *Bridget*, mourut le 13 juin 1750, à quatre-vingt-onze ans.

(2) « Ami Canche et Louise, sa femme, nés à Chastellerau, en Poitou, » furent naturalisés à New-York, le 27 septembre 1687, avec leur fille Marianne, née à Saint-Christophe. Marianne épousa Abraham Jouneau, de New-York.

(3) « Charles Fromaget, né à Chastelleraut, fils de Charles Fromaget et de Marie Le Nain » (Liste, etc.).

(4) « Jacques Benoît, fils de Jacques Benoît et de Gabrielle » Mercier, né à Sussay en Poitou, Sarah Mounié, femme dudit » Jacques, Jean, son fils, né en France, Jacques et Pierre, nez en » Caroline » (Liste, etc.).

du régiment d'Asfeld-dragons y extorquèrent par leurs violences quinze cents abjurations. Là, comme ailleurs, un grand nombre de huguenots s'étaient enfuis à l'approche des missionnaires bottés de Rome, quittant leurs demeures à la faveur des ténèbres avec le peu d'effets qu'ils pouvaient emporter avec eux (1). Parmi ceux qui gagnèrent l'Amérique, citons Daniel Huger et Marguerite Perdriau (2), sa femme, Jacob Baillergeau (3), Jacob Ammonet (4), Nicolas Malherbe (5), Zacharie Angevin (6), fugitifs établis dans la Caroline du Sud, dans la Virginie et à New-York.

(1) Lièvre, *Hist. des prot. du Poitou*, II, 153, 166.

(2) A l'exemple des protestants déjà mentionnés (p. 251), Huger chercha d'abord à La Rochelle et dans l'île de Ré un refuge contre la persécution qui sévissait dans le Poitou. La liste officielle des fugitifs de l'Aunis mentionne « Daniel Huger, marchand, sa femme et deux enfants, sortis de l'isle de Ré, en 1682 » (*Arch. nat.*). Cette liste est corroborée par la « liste des François et Suisses refugiez en Caroline, » qui mentionne une fille née à La Rochelle. « (Daniel Huger, né à Loudun, fils de Jean Huger, et » Anne Rassin. Marguerite Perdriau, sa femme, Marguerite, » leur fille, née à La Rochelle; Daniel et Madeleine, leurs enfants nez en Caroline »).

(3) Jacob, fils de Jacob Baillergeau et de Marguerite, sa femme, né à Loudun, en Touraine, demanda des lettres de naturalisation de la province de New-York en 1701. Le docteur Jacob Baillergeau prit, le 11 avril 1704, un diplôme pour exercer la médecine et la chirurgie dans les Etats de New-York et de New-Jersey. Il avait été membre de l'église française de Threadneedle street, à Londres, en 1688.

(4) « Jacob, Pierre et Matthieu Ammonet, chefs de famille à Loudun, 1634 » (*France protest.*). Jacob Ammonet était l'un des colons de Manakintown (Virginie).

(5) Nicholas Malherbe était membre de l'église française de New-York en 1697, et habitait cette ville en 1702-1703. Sa fille Marie épousa Isaac Guion, le 25 août 1710. Plusieurs réfugiés de ce nom vinrent de Loudun (Lièvre, *op. cit.*, III, 295-355).

(6) Zacharie Angevin épousa, à l'église française de New-York, le 5 mars 1690, Marie, fille d'André Naudin. En 1701, il acheta des terres à New-Rochelle (N.-Y.), où il passa le reste de sa vie et où ses descendants ont longtemps habité. Isaac Angevin, de Loudun, fils de feu André Angevin, se maria à l'église française de Threadneedle-Street le 28 octobre 1682. Voyez aussi *France protestante*.

Poitiers, capitale de la province, avait pour pasteur, au temps de la révocation, le savant Jacques Gousset, qui se réfugia en Hollande où il fut appelé à occuper une chaire de théologie à l'université de Groningue. Gousset était accompagné d'un parent de sa femme, Isaac-Bertrand du Tuffeau (1), qui s'associa à Gabriel Bernon, dans la colonie huguenote de New-Oxford (Massachusetts). De Poitiers vinrent aussi Pierre Girard (2), qui s'établit dans la Caroline du Sud, et Aman et Goussé Bonnin (3), qui se fixèrent à New-York.

Le port de mer de La Chaume (Sables-d'Olonne), habité par d'intrépides marins que les dragons eurent de la peine à dompter, était le lieu de naissance de Benjamin Marion, ancêtre de Francis Marion, le brave général de la guerre de l'Indépendance (4). Un autre

(1) Lièvre, *Hist. des prot. et des égl. réf. du Poitou*, t. III, p. 312.

(2) « Pierre Girard, né à Poitiers, fils de Pierre Girard et de Judith Fruschard » (Liste des François, etc.). Elisabeth Damaris-Girard, Isaac Girard et Marie Roubin, sa femme, — ces deux noms se rencontrent fréquemment parmi les protestants du Poitou, — étaient membres de l'église française de New-York en 1694 et plus tard.

(3) Bonnin, — « une des plus anciennes maisons du Poitou, » — dont plusieurs membres figurent sur la liste des « nouveaux convertis » de Poitiers en 1682. Aman Bonnin fut naturalisé en Angleterre, le 5 janvier 1688, et Goussé, — qui reçut sans doute ce prénom inaccoutumé en l'honneur du pasteur de Poitiers, Jacques Gousset, — obtint des lettres de naturalisation dix ans plus tard, le 9 septembre 1698. Ils vinrent en Amérique en 1688. Aman s'établit à New-York et se maria à l'église française, le 29 septembre 1689, avec Suzanne, fille d'Esaié Valteau. Six enfants d'Aman et de Suzanne furent baptisés dans cette église. Goussé Bonnin et sa femme Marie Pontin allèrent en Pensylvanie, où leur fils Simon-Pierre naquit le 16 janvier 1689 (baptisé le 6 octobre 1689 à l'église française de New-York).

(4) « Benjamin Marion, né à La Chaume, en Poitou, fils de Jean Marion et de Périnne Boutignon; Judith Baluet, sa femme; Ester Gabrielle et Benjamin, leurs enfants, nez en Caroline » (Liste des François, etc.).

réfugié de la Caroline, Gabriel Ribouteau (1), venait aussi de La Chaume et un troisième, Jean Girardeau (2), de Talmont, ville voisine et proche de la côte. Dans l'intérieur des terres, les villages de Mouchamps et Sigournais comptaient de nombreuses familles protestantes. Gilles Gaudineau (3), médecin huguenot mêlé aux affaires de New-York du temps de Leisler, était originaire de Sigournais, et sa fille Hélène, mariée à Jacques Desbrosses, était née dans le voisinage, à Mouchamps. Desbrosses lui-même semble être de ces environs (4).

(1) « Gabriel Ribouteau, né à Lachaume, en Poitou, fils d'Es-tienne Ribouteau et de Catharine Girardot » (Liste, etc.).

(2) « Jean Girardeau, né à Tallemont, en Poitou, fils de Pierre Girardeau et de Catharine Lareine » (Liste, etc.).

(3) Gilles Gaudineau, nommé parmi les réfugiés du Poitou (Lièvre, *op. cit.*, III, 360), était né « à Sigornay, en bas Poitou, » mais s'établit à « Mouchamps, en bas Poitou, » où naquirent ses filles Suzanne et Hélène (Acte de naturalisation). Ils obtinrent les petites lettres de naturalisation à New-York, le 26 août 1686, et furent naturalisés le 27 septembre 1687. Gaudineau prit aussitôt une part active aux affaires de la province. Il fut fait lieutenant de la compagnie du capitaine Minvielle le 8 octobre 1686. Il accompagna l'expédition du gouverneur Dongan pour défendre Albany et protéger les Cinq-Nations contre les Français en 1687 et prit parti, en 1689, contre Leisler, qui le mit en prison, pour refus de rendre sa commission de lieutenant » (*Documents relative to the Collecty*, New-York, III, 716). Il était médecin. « Giles Gaudineau, chirurgien, » obtint les lettres de bourgeoisie le 27 mai 1702. Il était « ancien » de l'église française de New-York en 1702, et membre du conseil paroissial de l'église de la Trinité, New-York, en 1708. Sa fille Suzanne retourna en Europe (peut-être Suzanne Godineau enterrée à Londres le 10 octobre 1692). Hélène demeura à New-York et épousa à l'église française, le 18 octobre 1703, Jacques Desbrosses. Gilles mourut après le 20 mai 1709 et avant le 24 novembre 1715; son testament porte la date du 24 août 1694 (*Testaments*, N.-Y., VIII-374). Jacques Godineau, aussi du Poitou, et « chirurgien, » âgé de cinquante-huit ans, reçut des secours du « Royal-Bounty, » à Londres, en 1705.

(4) Voir plus haut. Le nom de Ragnou des Brosses et celui de Gaudineau se rencontrent sur la même liste de réfugiés du Poitou. Nous ne trouvons Jacques à New-York qu'en 1701. Six enfants

Au centre du Poitou, à l'est et au nord de Niort, est une contrée très peuplée, d'où partirent pour l'Amérique de nombreuses familles huguenotes. La plupart de ces localités sont maintenant trop insignifiantes pour figurer sur les cartes ordinaires. Mais aucune ne fut alors assez obscure pour échapper à la rage des troupes de Louis XIV, qui, sous la direction de l'infâme Marillac, ravagèrent le pays en 1681, et il est probable que ce petit district souffrit autant de vexations et de tortures qu'aucune autre province du royaume. Les dragons ne laissaient une paroisse pour passer à une autre que lorsqu'il n'y restait plus un seul protestant à convertir ou à ruiner. Les maisons étaient livrées au pillage, les femmes outragées et torturées, les hommes battus, puis poussés ou traînés dans les églises, et dès qu'on les avait persuadés de s'agenouiller devant le prêtre ou de placer leur main sur l'Evangile latin, ils étaient inscrits sur les listes de convertis. On rencontrait des multitudes fuyant du côté de La Rochelle ou dans d'autres places où elles croyaient trouver la sécurité, ou groupées le long des côtes, attendant le moment favorable pour un embarquement clandestin. Il est aisé de concevoir que l'effroi et la consternation causés par l'approche des dragons ait pu quelquefois occasionner la folie. Jean

de Jacques Desbrosses et d'Hélène Gaudineau furent baptisés à l'église française, 1705-1718. L'aîné, Jacques, fut élu « ancien » de l'église. Le plus jeune, Elie, né le 22 avril 1718, fut l'un des membres du conseil paroissial de l'église de la Trinité (New-York), 1759-1770, et l'un des gardiens, 1770-1778. Dans son testament, il « fit un legs à l'église de la Trinité en fidéicommiss pour l'usage et bénéfice des pasteurs français qui célébreront le service religieux en français dans cette cité, conformément à la liturgie de l'Eglise d'Angleterre » (Registres de l'église française, New-York). L'une des rues de New-York porte le nom de cette famille.

Migault raconte qu'il rencontra souvent dans ses tournées une femme portant un nourrisson dans ses bras, et suivie de deux autres enfants, fuyant, folle de peur, à travers les champs, sous l'impression qu'elle était poursuivie par les dragons.

Niort, qui fut longtemps l'une des places fortes des huguenots, fournit aussi un nombreux contingent à l'émigration. Parmi ceux qui vinrent en Amérique, nous remarquons tout d'abord François et Thomas Bureau, fils de Philippe Bureau, imprimeur huguenot de Niort, qui éditaient des ouvrages religieux (1). François s'enfuit de France dès l'année 1684 (2) et s'établit dans le commerce à Londres (3), tandis que leur vieille

(1) On a des psautiers imprimés « à Nyort, par Philippe Bureau, » 1657 et 1670, et par la *veuve* Philippe Bureau en 1678 (*Bull.*, XXXIV, 368, *note*).

Benjamin Faneuil écrivait, en 1690, la lettre suivante à Thomas Bureau, « marchand françois, habitant près de la grande porte de Savoie, dans le Strand, à Londres. »

« à Boston, le 22^e may 1690.

» M^r Thomas Bureau,

» Mons^r et amy,

» Jay Bien Reçu Lagreable votre en datte du 3^e janvier et
» vous suis bien obligé de votre bon souvenir et vous prie, M^r,
» de me vouloir continuer L'honneur de votre Bienveillance.

» *Pour Ce quy est de votre papier dont vous me parlez, je ne lais
» point retiré, veu qu'il Estoit Entre les mains de M^r votre frere ou
» il est encore à la Reserve d'une Balle que jay vendue pour lui a
» 9 ch [shellings] la rame* » (Voir la fin de cette lettre au chap XI).

Il paraît, d'après cette lettre, que Thomas Bureau, marchand [libraire] à Londres, aurait envoyé à son frère aîné, François, à Boston, plusieurs balles de papier, ce qui donne à supposer qu'ils faisaient tous les deux ce négoce. François (« Bureau l'aîné ») et Thomas s'établirent tous les deux à Londres.

(2) « Francis Bureau, Anne, sa femme, et Anne, Mary-Anne, » Philip et Francis, leurs enfants, » furent naturalisés en Angleterre le 2 juillet 1684. Le fait que Francis nomma son fils aîné Philip nous confirme dans la conviction qu'il était fils de l'éditeur de Niort.

(3) Voir la lettre ci-dessus. « Bureau l'aîné, » comme il signalait habituellement, fut rejoint en Angleterre, dès le mois de jan-

mère restait avec le plus jeune de ses enfants. Ils souffrirent, l'année suivante, toutes les horreurs des dragonnades, que Thomas décrivit dans une lettre adressée à son frère le 30 août 1685 : « C'est à pré-
» sent que nous sommes à l'épreuve, mon très cher
» frère. Cette pauvre province est inondée de dragons
» qui désolent tout. Revenant de Poitiers avec mon
» beau-frère, passant par Saint-Maixent, nous vismes
» les désordres qui s'y commettoient, et l'ordre que
» M. l'intendant donna de ne laisser personne sortir de
» la ville, et, pour cet effet, mit trente mousquetaires
» à chaque porte. Je craignis que l'on ne fist la mesme
» chose à Niort, ce qui m'obligea de monter à cheval
» pour m'y rendre ; mais les dragons y estoient desja
» qui foisoient les plus étranges violences du monde ;
» cela m'empescha d'y entrer ; mon beau-frère y entra
» parce qu'estant chef de famille, il auroit esté crimi-
» nel en s'absentant ; dès que les dragons furent dans
» la ville, on en envoya quatre chez nous qui commen-
» cèrent par la boutique, jettèrent tous les livres par
» terre, ensuite, avec des haches et des marteaux, bri-
» sèrent et mirent en pièces toute la charpente, les
» rayons, les vitres et la menuiserie, entrèrent leurs
» chevaux dans la boutique et les livres leur servirent
» de litière ; ils furent ensuite dans les chambres d'où
» ils jettèrent tout ce qui estoit dedans en la rue, de
» sorte qu'en peu de temps il y eut un si grand embar-
» ras qu'on n'y pouvoit passer. M. le maire regardoit

vier 1688, par son frère Thomas (lettres de naturalisation). François émigra peu de temps après au Massachusetts, tandis que Thomas demeurait à Londres, où il prit une place importante parmi les réfugiés français. Il faisait partie du comité chargé de la répartition du « Royal-Bounty. »

» cela de dessus sa porte, qui se baignoit de joie ; je
 » suis résolu de partir aujourd'hui pour Paris, afin d'y
 » aller solliciter nostre congé. Je suis à présent à
 » demi lieue de la ville chez un amy, ma mère me
 » mande par un exprès qu'elle n'en peut plus, ces mi-
 » sérables la traittent de la plus épouvantable manière
 » du monde, et assurément elle est d'un exemple ad-
 » mirable par sa constance ; elle me mande ne pouvoir
 » plus fournir à l'excessive depence qu'ils font ; car,
 » outre 4 escus qu'elle leur donne par iour, ils luy ont
 » mangé toute sa vaisselle d'argent. Je lui escriis de
 » faire en sorte de se cacher en quelque endroit, si elle
 » peut, avec ma sœur, ce qui est presque impossible, car il
 » est fait défense aux catholiques romains de réfugier
 » aucun protestant sous peine de galères ; le comman-
 » dant de ces dragons passant hier au soir chez nous
 » appela ma mère et luy dit : « Quoy, chienne, tu n'as
 » pas encore changé de religion, ni ta p... de fille, »
 » à quoy ma mère respondit qu'elle espéroit de la grâce
 » de Dieu de ne le renier jamais. « Eh bien, » dit-il,
 » b... de chienne, tu seras donc bien tost pendue avec
 » huict ou dix autres opiniâtres de cette ville, qui ne se
 » veulent pas changer non plus que toy. » Les dragons
 » dirent qu'il valoit mieux leur attacher les licols de
 » leurs chevaux au col et les traîner par les rues,
 » comme les chiens enragez, pour servir d'exemple ; on
 » m'escrit qu'aujourd'hui on doit redoubler la garde chez
 » nous, c'est-à-dire envoyer encore quatre autres dra-
 » gons, et que M. le maire et dix autres personnes me
 » cherchent de tous costez ; mais je m'en vay monter à
 » cheval et partir pour Paris. M. le maire a dit à ma
 » mère que si elle quittoit sa maison seulement pour six
 » heures, qu'il la feroit pendre et qu'on alloit faire

» transporter tous les livres qui sont dans nostre maga-
» zin dans la place du château pour les brûler. J'exhorte
» ma mère à ne se point étonner de tout cela et de con-
» tinuer ce qu'elle a si bien commencé. Enfin, l'heure
» me presse pour partir; et je suis si navré que je ne
» peux vous faire icy qu'un faible traict du plus horrible
» tableau qui se soit jamais vu; mon beau-frère a trois
» dragons qui luy font à peu près la mesme chose; ju-
» gez par là de nostre état. Je ne vous dis point la
» peine des autres : M. Sérot le père et MM. Méri-
» chaud et Valvod sont prisonniers dans des cachots,
» les fers aux pieds, pour avoir dit seulement qu'ils es-
» toient bons et fidelles sujets du roy, mais qu'ils ne
» changeroient jamais de religion. A Dieu, mon cher
» frère, priez Dieu pour nous. » *Thomas Bureau* (1).

De Niort étaient également originaires Marie Té-
baux (2), André Foucault (3), David Pognin (4), René
Gilbert (5), Jean Coulon (6), Daniel Champenois (7),

(1) « Copie d'une lettre escrite par le sieur Thomas Bureau, de Niort, en Poitou, le 30 aoust 1685, à son frère, marchand libraire à Londres » (*Bull.*, XXXIV, 368).

(2) Marie Tebaux, « native de Niord, » épousa le 8 novembre 1691, à l'église française de New-York, Daniel Lambert.

(3) André Foucault, témoin au mariage ci-dessus, fut autorisé par le gouverneur, le 13 septembre 1703, à tenir une école anglaise et française à New-York. Il était l'un des « chefs de famille » de l'église française en 1704, et est mentionné jusqu'en 1720. Ce nom est celui d'une famille réfugiée du Poitou, connue par les souffrances qu'elle avait endurées pour cause de religion (*Lièvre, op. cit.*, III, 358).

(4) Comme André Foucault, Pognin était témoin du mariage de Marie Tébaux; sans doute il appartenait à la même famille que le réfugié Pognant, de Niort et environs (*Lièvre, ibid.*, III, 357).

(5) René Gilbert, « natif de la ville de Niort, » mourut à New-York le 16 janvier 1690 (Registres de l'église française).

(6) Jean Coulon, « de la ville de Nyort, en Poitou, » fut marié dans l'église française de New-York, le 27 avril 1692, à Marie du Tay. Quatre enfants furent baptisés dans la même église.

(7) Parmi les persécutés de ce nom figurent Jacques Champe-

Pierre Reverdy (1) et Samuel et Moïse, fils de Jean Morin ou Morine (2).

A douze milles au sud-est de Niort est le village de Thorigné, qui fut le berceau de Daniel Bonnet, l'un des colons de New-Rochelle (3), et de

nois, « le plus riche négociant de Niort. » — « M. Champenois » était à New-Rochelle en 1716. Daniel et sa femme Marguerite étaient membres de l'église française de New-York en 1725.

(1) Peter Reverdy et son fils Benoni furent naturalisés en Angleterre le 2 juillet 1684. Peter vint de Londres à New-York avec le pasteur Peiret, sur le navire *Robert*, en novembre 1687. Il est mentionné dans *New-England justified*, p. 41 (republiée dans *Force's historical Tracts*, IV), comme l'auteur de quelques mémoires concernant Sir Edmund Andros (*Documents relative to the colonial history of the State of New-York*, III, 651). Il fut nommé « coroner » de Newcastle (Delaware), 3 mai 1693 (*Colonial Records*, I, 330). Reverdy est un nom de Niort. Catherine, de Niort, reçut l'assistance du « Royal Bounty » de Londres en 1705.

(2) « Jean Morin, sargettier, demeurant cy-devant à Niort en Poitou, et sa seconde femme Elizabeth Viconte, de Meschers, en Xaintonge, » eurent cinq enfants baptisés à l'église française de Bristol (Angleterre), 1687-1694. » Parmi eux, Samuel, né le 19 janvier 1691, et Moïse, né le 12 janvier 1692. Jean mourut à Bristol, le 5 février 1699, âgé de quarante-quatre ans. Samuel et Moïse vinrent à New-York. Le premier épousa Marie, fille d'Isaac Quintard; le second épousa Marianne Bricou. Samuel Morine et Isaac Quintard sont au nombre des signataires d'une pétition adressée au gouvernement de Connecticut, en mai 1738, à l'effet de demander l'exemption d'une taxe pour l'entretien de l'église congrégationaliste (*History of Stamford (Conn.)*, by Rev. E. B. Huntington, p. 315).

(3) La tradition conservée dans la famille Bonnet, au sujet de l'évasion de leur ancêtre, rapporte que Daniel et sa femme se rendirent à la côte, à 45 ou 50 milles, avec leurs deux petits enfants cachés dans des paniers portés par un âne et couverts de légumes. La mère avait recommandé aux enfants de garder un silence absolu, quoi qu'il pût arriver. Ils avaient à peine commencé leur voyage, qu'ils rencontrèrent un dragon celui-ci demanda ce que contenaient les paniers. La mère répondit : « Des légumes frais pour le marché. » Doutant de l'exactitude de cette déclaration, le brutal soldat poussa son cheval auprès de l'âne et perça de son épée le panier le plus proche, leur criant, en continuant son chemin : « Bon voyage, mes amis ! » L'angoisse des parents fut extrême, et dès que le soldat fut hors de vue, ils ouvrirent le panier et trouvèrent l'enfant blessé, l'épée ayant pénétré dans le gras de la jambe. L'enfant n'avait pas jeté un cri. Heureuse-

Jacques Bergeron, qui se fixa à New-York (1).

Les habitants de Thorigné montrèrent une admirable fermeté en présence des cruautés du féroce Marillac et de ses dragons forcenés, qui purent à peine obtenir une seule conversion simulée. Le prêtre du village enrageait de l'obstination des huguenots. Il demanda une seconde campagne des dragons, qui fut aussi infructueuse que la première. Les habitants s'étaient réfugiés dans la forêt voisine, laissant leurs maisons désertes.

Benet, à huit milles au nord-ouest de Niort, était le berceau de la famille Soulice, de New-Rochelle (2) et

ment, aucun autre obstacle ne vint interrompre le voyage (*History of the County of Westchester (N. Y.)*, by the late Rev. Robert Bolton, revised edition, tome I, pp. 595, 596). Les fugitifs arrivèrent ensuite heureusement à Bristol (Angleterre). Daniel Bonnet, « ouvrier en laine, fils de Louis Bonnet, de la paroisse de Torigny en Poitou, » et sa femme Jeanne Coutturier, étaient membres de l'église française de Bristol (Angleterre), de 1690 à 1700. Leurs enfants, baptisés dans cette église, furent : Pierre, né le 2 juin 1693 ; Daniel, né le 29 janvier 1695 ; et Marie (qui épousa Jean Soulice), née le 9 mai 1697. Cette famille huguenote se fixa en Amérique pendant l'hiver de 1700, apportant le certificat suivant, religieusement conservé par ses descendants :

« *Civitas Bristol.* — Le présent est pour certifier que le porteur, Daniel Bonnett, tisserand, ainsi que nous sommes bien assurés par des personnes honorables et de bonne réputation parmi les réfugiés français ici, est un protestant français, de bonne réputation, qui a vécu ici dix ans. Mais, dans l'espérance de trouver, pour sa famille, des ressources plus avantageuses, il a l'intention de s'établir, avec sa femme et ses quatre enfants, dans quelque colonie de Sa Majesté, en Amérique. En foi de quoi nous avons signé ici, et y avons fait apposer le sceau de la mairie de cette ville le seizième jour de novembre mil sept cents.

» Thos. Cary, *clerc.* William Daines, *maire.* »

(1) « Jacques Bergeron, ouvrier en laine, demeurant cy-devant à Torigny (Poitou), » et Judith Peletan, sa femme, étaient membres de l'église française de Bristol (Angleterre), 1707-1708. Un fils, Pierre, naquit le 25 septembre 1707 ; une fille, Judith, le 12 octobre 1708. Jacques Bergeron et Judith Péletan eurent quatre enfants baptisés à l'église française de New-York : Jean, 24 février 1712 ; Anne, 17 janvier 1714 ; Jean, 27 mars 1715, et Elie, 27 janvier 1717.

(2) Le nom de Soulice est rare en France, et il ne se rencontre

de la famille Ravard, de New-York (1). Cherveux, village au nord-est, était le lieu d'origine de Pierre Gaillard (2) et de Georges Juin (3), qui s'établirent dans la Caroline du Sud, et sans doute aussi de Jean Pinaud, de New York (4). De Germon, au nord de Cherveux,

pas dans les listes officielles des protestants français naturalisés en Angleterre. Cependant je trouve, dans les registres de l'église française de Threadneedle-Street, à Londres, mention du mariage de « Jacques Soulice, natif de Benet en Poitou, fils de feu Jacques Soulice et feue Marie Ravard, » avec Marie Amail, « native de Rouffigny en Poitou, » 19 octobre 1687. Les recherches de M. Louis Soulice, bibliothécaire de Pau, sur l'histoire de sa famille, établissent qu'il descend de William Soulice, né en Irlande, en 1520, qui émigra en France en 1540, et s'établit à Marans, province d'Aunis. Son fils Jacques, né en 1554, alla à Coulon, village du Poitou, à six milles à l'ouest de Niort, où ses descendants continuèrent à habiter jusqu'à la révolution française. Benet, lieu de naissance de Jacques Soulice le réfugié, est un village à quatre milles au nord de Coulon.

Les archives de la famille Soulice, de New-Rochelle (New-York), établissent que Jean, leur ancêtre, était fils de Jean Soulice et de Jane Curterrie (Couturier), sa femme. Il épousa Mary, fille de Daniel Bonnet. — Voir page précédente. (Il est évident qu'on a confondu la mère de Jean Soulice avec celle de Marie Bonnet.)

Jean Soulice, sans doute neveu de Jacques, de Benet, naquit en 1695, et mourut à New-Rochelle (New-York) le 28 août 1776. Mary Bonnet, sa femme, née le 9 mai 1697, mourut à New-Rochelle le 11 septembre 1778. La famille est encore représentée dans cette ville.

(1) Pierre Ravard épousa Jeanne du Gas (ou Dugua) à l'église française de New-York, le 7 janvier 1702. Le nom existait encore en 1737.

(2) « Pierre Gaillard, né à Cherveux en Poitou, fils de Pierre » Gaillard et de Jacqueline Jolain. Elisabeth Leclair, sa femme. » Cleremonde, leur fille, née en Caroline. Elisabeth et Marthe » Melet, nées à la Nouvelle-Yorck, filles de Jean Melet et de » ladite Leclair » (Liste des François, etc.).

(3) « George Juing, né à Cherveux, en Poitou, fils de René » Juing et de Judith Pié. Suzanne Le Riche, sa femme, née à » Londres. Jean Juing, leur fils, né en Caroline » (Liste, etc.). Plusieurs réfugiés de ce nom habitaient Londres en 1694. Jean Juin habitait New-Rochelle en 1709. « Juin » se transforma promptement en « June. »

(4) « Jeanne et Catherine Pinaud, fugitifs de Cherveux, et » François » (Arch. nat.). Jean Pineaud, imprimeur, mourut à

vint Philippe Normand, de la Caroline du Sud (1). Daniel Seneschaud (2), de la Caroline du Sud, et Jean Moreau (3), de New-York, étaient natifs de Saint-Maixent. Lusignan était le berceau d'Antoine Boureau (4) et d'Isaac Quintard (5), ancêtre d'une éminente famille huguenote de New-York et Connecticut. Les villages de Beaussais, Sepvret, Chenay, La Forge-Nocoy et Sainte-Soline fournirent aussi leur contingent à l'émigration en Amérique. De Beaussais vinrent Marie et Marianne Bricou (6); de Sepvret, Pierre

New-York, le 11 décembre 1688. Inhumé dans le cimetière public (Reg. de l'église française de New-York). Paul Pinaud et Elisabeth Audebert se marièrent dans la même église le 5 mai 1700. Plusieurs autres personnes de ce nom sont mentionnées.

(1) « Philippe Normand, né à Germain en Poitou, fils de Philippe Normand et de Jeanne Pineau. Elisabeth Juin, sa femme » (Liste, etc.).

(2) « Daniel Seneschaud, fils de Jonas et de Jeanne Seneschaud, » de Saint-Maixant en Poitou. Magdelaine, sa femme, fille de » Daniel Ardouin et de Marie Ardouin, de Gémoset en Xaintonge. Elisabeth Seneschaud, fille des susdits née en Caroline » (Liste, etc.).

(3) « Jean Moreau, Jeanne Moreau, fugitifs de Saint-Maixant » (Arch. nat.). Jean Moreau habitait New-Rochelle en 1712. Jeanne Moreau était membre de l'église française de New-York en 1714.

(4) « Antoine Boureau, né à Lusignan en Poitou fils de Jean Boureau et de Marguerite Gourdain, Jeanne Braud, sa femme; Jeanne leur fille, née en Angleterre. » (Liste, etc.)

(5) Le mariage d'Isaac Quintard, « ouvrier en laine, demeurant cydevant proche à Luzignan en Poitou, » et Jeanne Fumé, fut célébré dans la chapelle de Gaunt, Bristol (Angleterre), par M. Descairac, pasteur de l'Eglise française, le 16 novembre 1693. Leur fille Marie fut baptisée dans la même chapelle le 13 janvier 1695, et leur fils Isaac fut baptisé le 13 décembre 1696. Quintard vint à New-York en 1697 ou l'année suivante. Son second fils, Abraham, fut baptisé à l'église française de cette ville le 25 septembre 1698, et le troisième fils, Pierre, le 28 janvier 1700. Il se transporta, vers l'année 1708, de New-York à Stamford (Connecticut), où ses descendants ont continué à habiter. Le très Honorable Révérend Charles T. Quintard, D.D., LL.D., évêque du diocèse de Tennessee, de l'église protestante épiscopale, descend de ce réfugié huguenot à la cinquième génération.

(6) Pierre Bricou, de Beaussais en Poitou, était membre de l'église française de Bristol et allié par mariage à Isaac Quin-

Guerri (1) ; de Chenay, Jacques Marseau et sa mère Françoise Mounart (2) ; de La Forge-Nocey, Auguste Mémin (3), et de Sainte-Soline, Isaac Cailleboëuf (4). De la même région vint aussi Jean Prou, l'un des colons de la Santee (5).

Aulnay et La Ville-Dieu, aujourd'hui communes du département de la Charente-Inférieure, faisaient alors partie de la province du Poitou. Pierre et Abraham Michaud, fugitifs de La Ville-Dieu, s'établirent dans la colonie des rives de la Santee (Caroline du Sud) (6).

La violence de la persécution ne put déraciner le protestantisme de cette région centrale du Poitou, qui en formait le foyer le plus intense. Plus d'un demi-siècle

tard. A New-York, Marie Bricou, femme de Pierre Durand en 1706, et Marianne Bricou, femme de Moïse Morin, en 1717, étaient membres de l'église française.

(1) « Pierre Guerri, fils de Jacques et d'Anne Guerri, de Se-
» pvret en Poitou ; et Jeanne sa femme, fille de Louis et de Judith
» Broussard, du dit lieu. Enfans, François, né à Dublin, Jean,
» Pierre, Jean-Jacques, Jeanne Elizabeth, nez en Caroline »
(Liste, etc.).

(2) « Françoise Mounart, née à Chainé en Poitou, fille de
» Jacques Mounart et d'Anne Bonneau. Jacques Marseau, né à
» Chainé en Poitou, fils de Gabriel Marseau et de Françoise
» Mounart » (Liste, etc.).

(3) « Auguste Memin, né à la Forge Nossay, en Poitou, fils
» de Jean Memin et de Marie Masiot » (Liste, etc.).

(4) « Isaac Caillabeuf, né à Sainte-Soline, fils de Louis Cailla-
» beuf et de Marie Charuyer ; Rachel Fonton, sa femme ; Isaac,
» Etienne et Anne, leurs enfans, nez en Caroline » (Liste, etc.).

(5) « Jean Prou, fils de Moyse Prou et de Sara Prou, né en
» Poitou ; Jeane, Jean, Charlotte, ses enfans et de défunte Jeane
» Prou » (Liste, etc. Comparez Lièvre, III, 351, 352, 357).

(6) « Pierre Michaud, fils de Jean Michaud et de Catherine
» Michaud de la Ville Dieu d'Onis, province de Poitou. Sara
» Michaud sa femme, fille de Jacques et Elizabeth Bertonneau,
» née en l'isle de Ré, cidevant femme de Elie Jodon. Abraham
» Michaud, frère de susdit Pierre Michaud idem, et Ester Mi-
» chaud sa femme, fille d'Elie Jodon, née en l'isle de Ré.
» Jeanne, Ester et Charlotte Michaud leurs enfans, nez en Caro-
» line. Daniel Jodon, fils de Elie Jodon et Sara Jodon, né en
» l'isle de Ré » (Liste, etc.).

après la révocation, un pasteur, qui explorait secrètement cette région pour se rendre compte de sa situation religieuse, écrivait : « Je n'aurais jamais cru que les » réformés fussent en aussi grand nombre dans ce » pays-là, surtout dans les campagnes du haut Poitou. » Il est des paroisses entières où il n'y a de catholiques » romains que le curé et son sacristain. Je n'en ai pas » fait le juste calcul, mais autant que je puis juger par » ce que j'en ai vu depuis Couhé jusqu'à Niort (c'est une » distance de dix lieues de long sur quatre ou cinq de » large), il n'y a pas un huitième de catholiques » romains (1). »

La province de *Touraine*, qui touche à l'est au Poitou, contenait également une population protestante considérable. Sa capitale, Tours, fut presque ruinée par la révocation de l'Edit de Nantes. De nombreux fugitifs trouvèrent asile en Amérique, et parmi eux plusieurs familles d'une haute situation. Jean de Neufville (2),

(1) Lettre du ministre Viala, *Bull. de la Soc. de l'hist. du prot. franç.*, XI, p. 81.

(2) « Jean de Neufville, né en *Xaintonge*, » d'après son acte de naturalisation à New-York le 27 septembre 1687. Son testament lui donne cependant pour lieu de naissance Tours, « en *Poitou*. » Les erreurs dans la désignation de la province d'origine sont assez fréquentes. Il s'intitule lui-même « docteur en médecine. » Sa femme, Rachel Le Vilain, était native de l'île de Saint-Christophe. « Désirant, » dit-il, dans son testament par lequel il lui lègue tous ses biens, tant en France qu'en Amérique, « laisser à ma » très chère et honorée espouse un témoignage assuré de la véritable et tendre affection que j'ay toujours eue pour elle, fondée » sur la vertue, sagesse et prudence que je lui ai toujours remarquée dans toute sa conduite, et la reconnaissance que j'ay de » tous les bons fidelles et affectionnés services qu'elle m'a rendus » depuis que le Seigneur nous a mis ensemble. » L'acte par lequel il acheta de Jacob Leisler sa terre de New-Rochelle est daté du 1^{er} mai 1690. Les noms et âges de ses enfants sont indiqués comme suit par le recensement de New-Rochelle de 1698 : John, 20 ans; Prudence, 18; Mary, 16; Jeanne, 14; James Peter, 12; Sebe (?), 8; Josias, 7; Rachel, 6; et Martha, 3. « Mary

médecin, devint l'un des premiers acheteurs et colons de New-Rochelle, comté de Westchester (New-York). Pierre Chardon, banquier, habitait Paris au moment de la révocation (1). Il se réfugia d'abord en Angleterre, puis peu après dans le Massachusetts, prit une place importante parmi les négociants de Boston et fut élu « ancien » de l'église française de cette ville. Pierre Fauconnier (2) vint à New-York et devint un fonctionnaire important. En 1705, il était collecteur du port et receveur général des impôts. La Caroline du Sud s'enrichit par l'établissement de plusieurs familles importantes, Fleury de la Plaine (3),

Prudence » devint la seconde femme d'Aman Bonnin (l'autorisation de mariage est datée du 28 décembre 1705). Jean de Neufville était né vers 1639 (recensement). — Son testament, daté du 3 mai 1712, fut homologué le 21 décembre 1716. Il paraît avoir été l'un des réfugiés les plus distingués de la province de New-York.

(1) Il fut naturalisé en Angleterre le 15 avril 1687 et s'établit peu après dans le Massachusetts. On le croit natif de Tours (*France protestante*, 2^e édition, vol. IV, p. 46).

(2) Peter Fauconnier et Magdalene [Pasquereau] son épouse furent naturalisés en Angleterre le 4 avril 1685, en compagnie de Louis Pasquereau et de Magdalene son épouse et de leurs enfants Louis, Peter et Isaac. Madeleine, fille de Pierre Fauconnier et de Madeleine Pasquereau son épouse, fut baptisée dans l'église française de Threadneedle-Street, à Londres, le 13 mai 1685. Pierre et Estienne, jumeaux, furent baptisés dans la même église le 24 juin 1686; et Estienne fut baptisé le 20 avril 1689. Peter et Magdalen Fauconnier étaient à New-York dès le mois de décembre 1702, lorsqu'ils signèrent avec d'autres une pétition relative à quelques terres situées à Staten Island. Fauconnier était en grande faveur auprès des gouverneurs Bellomont et Cornbury, dont il obtint non seulement des emplois importants, mais aussi de grandes concessions de terrains. Son administration fut naturellement critiquée sévèrement par les adversaires de ces deux gouverneurs.

(3) « Abraham Fleury de la Plaine, né à Tours, fils de Char-
» les Fleury et de Madeleine Soupzmair; Marianne Fleury, sa
» fille, veuve de Jacques Dugué, née à Paris; et Marianne Du-
» gué, fille du défunct Jacques Dugué et du dit Marianne Fleury.
» née en Caroline. Isaac Fleury, né à Tours, fils de Charles

Royer (1), Carron (2), Pasquereau (3) et Bacot (4).

» Fleury et de Madelaine Soubmain » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline).

(1) « Noé Royer, l'aîné, né à Tours, fils de Sébastien Royer » et de Marie Rendon. Madeleine Saulnier, sa femme, native de » Chatelleraux, fille de Jacques Saunier et Judith Baudon. » Pierre, Madeleine et Marie, leurs enfants, nez à Tours. Noé » Royer le jeune, né à Tours, fils de Noé Royer et de Made- » laine Saulnier. Judith Giton, sa femme » (*Ibid.*).

(2) « Claude Carron, né à Tours, fils de Michel Carron et de Elizabeth Belong » (*Ibid.*).

(3) « Louis Pasquereau, né à Tours, fils de Louis Pasquereau et de Madeleine Chardon. » Il semble que Pasquereau l'aîné mourut (peut-être à Londres) laissant quatre fils, et que sa veuve, Madeleine Chardon, se remaria et vint dans la Caroline du Sud avec son second mari, Philippe Gendron, le frère de ce dernier, Jean, et sa fille Madeleine, et avec Pierre, Isaac et Charles Pasquereau, les plus jeunes fils de son premier mari. Pierre et Isaac, de même que Louis, étaient nés à Tours; Charles était né à Londres (Liste des François, etc.). Pierre Pasquereau, de Tours, âgé de soixante et douze ans, recevait à Southampton, en Angleterre, des secours du « Royal Bounty » en 1706 et 1707.

(4) « Pierre Bacot, né à Tours, fils de Pierre Bacot et de » Jeanne Moreau. Jacquine Mercier, sa femme, fille d'Abraham » Mercier, et Jacquine Sélipaux. Pierre et Daniel Bacot, leurs » fils, nez en France, et Elizabeth, leur fille, née en Caroline » (Liste, etc.).

La généalogie de la famille Bacot représente l'émigrant comme petit-fils de Pierre, qui épousa Jeanne Moreau. Son fils Pierre², marié à Jacqueline Menissier, eut trois enfants : David, qui resta en France et dont les descendants y habitent encore; Pierre, qui se réfugia dans la Caroline du Sud, et un fils dont on ignore le nom qui vint en Angleterre; Pierre³, second fils de Pierre et de Jacqueline Bacot, naquit à Tours vers 1670 et épousa Jacquine Mercier. Il se réfugia en Amérique avec sa famille en 1694, et se fixa comme planteur à Goose Creek, à environ dix-neuf milles de Charleston (Caroline du Sud). Il eut trois enfants : Daniel, né en France, dont on ignore la destinée; Pierre, né à La Rochelle, 1694; et Elisabeth, née en Caroline, mariée à Boinest. Pierre⁴, second fils de Pierre et de Jacquine Bacot, marié à Mary Peronneau, succéda à son père comme planteur à Goose Creek. Il eut quatre enfants : Samuel, né en 1716, qui se fixa dans le district de Darlington, maintenant Darlington-County (Caroline du Sud); Mary, née en 1717; Elisabeth, née en 1725, et Peter, né en mars 1728. Peter⁵ épousa Elisabeth Harramond, le 11 novembre 1764, et se fixa à Charleston comme marchand. Il mourut le 7 septembre 1787.

Cette famille est représentée aujourd'hui par Thomas W. Bacot, esq., de Charleston (Caroline du Sud).

CHAPITRE VII.

LA RÉVOCATION. — FUITE DES PROVINCES DU NORD.

Quoique le pays qui s'étend entre la Loire et la Gironde soit celui qui a envoyé en Amérique le plus grand nombre d'émigrants huguenots, la province de Normandie, si nous en jugeons d'après le nombre de familles qui en sont originaires, doit suivre de près la Saintonge et le Poitou dans sa participation à ce mouvement. De plus, un intérêt spécial s'attache à l'émigration de Normandie et des provinces voisines de Bretagne et de Picardie, en raison de la position sociale de quelques-uns des émigrants. Plusieurs représentants de la noblesse protestante de France, et de cette classe de manufacturiers riches et entreprenants auxquels la France devait la prospérité qu'elle rejetait maintenant d'une manière aussi insensée, abandonnèrent leurs terres et leurs affaires commerciales pour chercher la liberté de conscience dans le nouveau-monde. De semblables sacrifices, faits au nom d'un principe, font honneur aux hommes aussi bien qu'à la cause à laquelle ils s'attachent, et l'historien de la dispersion des huguenots persécutés doit reconnaître également la fermeté du pauvre et de l'humble, qu'aucune promesse ne pouvait décider à renier leur foi, et la fidélité du noble et du puissant, qui

renonçait à une vie large et aisée, et préférait le bannissement et la pauvreté à l'abandon de ses convictions religieuses.

Le protestantisme avait conservé jusqu'à la période de la révocation un grand ascendant sur la population de cette province. Plus d'un siècle auparavant, lors de la paix d'Amboise, on pouvait dire que par toute la Normandie « les nobles et le peuple s'unissaient dans l'observation de la religion réformée (1). » En 1681, des rapports officiels estiment que le nombre de ceux qui professent la foi calviniste atteint cent quatre-vingt mille. Des multitudes s'étaient déjà enfuies à l'étranger à cause des vexations infligées aux protestants; et de plus grandes multitudes allaient bientôt les suivre, fuyant devant les dragonnades (2).

La ville de Caen contenait une population protestante considérable, et son église était l'une des plus fortes et des plus influentes du royaume. Le « temple » huguenot, construit en 1612, était un vaste bâtiment, connu pour être le seul en France qui eût, comme les églises catholiques, un clocher surmonté d'une croix. Les nombreux fidèles qui s'assemblaient dans ce sanctuaire jouissaient du ministère de plusieurs pasteurs associés, qui prêchaient tour à tour dans plusieurs lieux de la campagne environnante. Cette église se distinguait par le rang de la plupart de ses membres. Ses registres contenaient un grand nombre de familles de la noblesse protestante, et ses revenus, tirés de donations et de contributions

(1) *Essai sur l'histoire de l'Eglise réformée de Caen*, par Sophronyme Beaujour. Caen, 1877, p. 67.

(2) *Le protestantisme en Normandie depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'à la fin du dix-huitième siècle*, par M. Francis Waddington. Paris, 1862, p. 16, note.

volontaires, étaient considérables. En 1563, les bourgeois et habitants adressaient une pétition au roi, demandant qu'on choisisse un gouverneur « vivant dans la crainte de Dieu et professant la religion réformée, » attendu qu'ils étaient tous de cette religion (1).

Sous le régime d'oppression légale qui prépara la révocation de l'édit de Nantes, cette importante église fut d'abord privée de ses ministres, puis interdite, et enfin, le 25 juin 1685, sa démolition fut commencée au son des trompettes, accompagné des acclamations de la populace de Caen. Quatre mois après, à dix heures du matin, le 5 novembre, les principaux protestants furent réunis dans la maison de ville par ordre de l'intendant, qui les informa qu'un régiment royal de mille six cents hommes allait arriver prochainement, et serait logé à discrétion chez les familles réformées qui refuseraient d'obéir au commandement du roi et de se faire catholiques.

Parmi les personnes auxquelles cette communication fut faite se trouvait un jeune gentilhomme, représentant une branche protestante d'une vieille famille originaire de Picardie. Etienne de Lancy était alors dans sa vingt-troisième année. Son père, Jacques de Lancy (2), était

(1) Beaujour, *Essai sur l'hist. de l'Eg. réf. de Caen.*

(2) Jacques de Lancy, écuyer, descendait de Guy de Lancy, écuyer, vicomte de Laval et de Nouvion (1432), dont le fils Jean, qui le remplaça en 1436, eut un fils, Jean (1470). Charles, fils de Jean (1525), eut une fille de sa première femme et épousa ensuite Marie de Villiers, dont il eut deux fils : Charles, cinquième vicomte de Laval (1535), et Christophe, seigneur de Rarai. Charles épousa Isabeau de Branche, fille de Furié de Branche, sieur de Bréan, le 15 avril 1534. Ils eurent trois fils : Charles, Jacques et Claude. Le second fils, Jacques, eut un fils, Pierre, seigneur de Niville, dont le fils Jacques fut le père d'Etienne le réfugié. La branche américaine de la famille de Lancy, représentée actuellement par Edward Floyd de Lancey, esq., de New-York,

mort, et sa mère, Marguerite Bertrand, fille de Pierre Bertrand, de Caen, était avancée en âge. La veuve et son fils étaient tous deux de fidèles huguenots, et aucun d'eux n'était disposé à s'exempter des peines dont on les menaçait en acceptant servilement la religion du roi. Il était clair cependant qu'il ne leur restait d'autre alternative que de se cacher ou de fuir, et le jeune de Lancy choisit le dernier parti, tandis que sa mère se déterminait à rester. Avant de se séparer de son fils, elle lui donna quelques bijoux de famille, comme étant la partie de ses biens qu'il pouvait emporter et utiliser le plus facilement. Il réussit à gagner la Hollande, et de Rotterdam se rendit à Londres, où il se fit naturaliser, puis s'embarqua immédiatement après pour l'Amérique. Etienne de Lancy devint un des grands négociants de New-York; la vente de ses joyaux de famille lui fournit une somme qui lui permit de se lancer immédiatement dans des affaires fructueuses; et son rang comme son caractère personnel lui acquirent une haute position parmi les réfugiés français de cette ville. Il fut l'un des premiers anciens de l'église réformée française de New-York, qui s'organisa deux ans après son arrivée. Quelques années plus tard, il épousa la fille de Stephen van Cortlandt, et fonda une famille distinguée, au point de vue social et politique. Son fils James devint « *Chief justice* » et lieutenant-gouverneur de la province.

Plusieurs autres protestants de Caen émigrèrent également en Amérique. Thomas Bayeux devint un grand négociant à New-York (1), et légua à son fils « tous

est la seule qui en porte le nom, les autres branches de la ligne masculine s'étant éteintes.

(1) Thomas Bayeux, marchand, fut reçu bourgeois de la ville de New-York, le 10 mai 1705. Il épousa Madeleine Boudinot

ses biens réels et personnels dans le royaume de France. » Daniel Du Chemin avait gagné les Antilles quelques années avant la révocation (1). Isaac Le Grand, écuyer, fils de Jean Le Grand, sieur d'Anville (2); et Jacques Le Bas, dont le frère aîné a fondé une famille importante en Angleterre (3), vinrent dans la

(par autorisation du 14 juillet 1703) et en eut huit enfants, baptisés à l'église française. Thomas, né le 5 juillet 1708, épousa Mary Lisenard. Jean, né le 4 juin 1723, mourut jeune. Madeleine, née le 22 juillet 1706, épousa Edward Holland, maire de New-York de 1747 à 1750. Anne, née le 16 décembre 1710, épousa John Groesbeck. Marie, née le 5 juillet 1716, épousa le révérend Richard Charlton. Jeanne, née le 20 mai 1719; Elisabeth, née le 25 juillet 1721; Marianne, née le 14 juillet 1725. Une autre fille, Suzanne, femme de Jeremiah Schuyler, est nommée dans le testament de son père, qui parle aussi de « mon frère, John Bayeux, précédemment marchand à Londres, maintenant décédé. » Thomas Bayeux mourut en 1742, laissant sa maison de Kingstreet, à New-York, et tous ses « biens réels et personnels dans le royaume de France, » à son fils Thomas (*Testaments*, N.-Y., XIV, 257).

La France protestante mentionne plusieurs réfugiés de ce nom, tous de Normandie, et la plupart de Caen. La femme de Pierre Bayeux, de Caen, fut arrêtée avec d'autres, en 1687, à Saint-Aubin, sur la côte de Normandie, dans une tentative d'évasion par mer. Elle fut emprisonnée à Dieppe et condamnée à être rasée et cloîtrée » (*Mémoires inédits de Dumont de Bostaquet*, p. 358).

(1) Daniel Du Chemin, « né à Caen en Normandie, » fut naturalisé à New-York le 7 septembre 1687, avec son fils Daniel et sa fille Catharine, « née dans l'île de Saint-Christophe. » Il retourna peut-être comme quelques autres dans cette île; car le nom ne reparait pas avant quatre-vingts ans, quand un autre Daniel Duchemin obtient une autorisation de mariage dans la ville de New-York le 7 juillet 1767, et reçoit les lettres de naturalisation le 20 mai 1769.

(2) « Isaac le Grand, écuyer, fils de Jean le Grand, S^r d'Anville, et de Marie le Grand, natif de Caen en Normandie. Elizabeth le Grand, femme; fille de Jean et de Judith Dieu, de Caen en Normandie. Isaac, leur fils, né à Caen. Elizabeth, leur fille, née en Caroline » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, etc.).

(3) « M^r Jacques le Bas, né à Can, fils de Jean le Bas et Anne Samborne. Pierre le Bas, son fils, né à Can. Sa mère Catharine Varing » (*Ibid.*).

Il paraît, d'après la généalogie de la famille anglaise de Le Bas, dressée par Henry Wagner, esq., F. S. A., de Londres, que

Caroline du Sud. Daniel Marchand, membre de l'église française de New-York, y mourut en 1693 (1).

Le nombre des protestants de Rouen était évalué, peu de temps avant la révocation, à cinq mille. Ils se faisaient remarquer par leur zèle religieux et par la constance qu'ils montraient sous la persécution. Plusieurs membres importants de l'église réformée de cette ville furent jetés en prison ; leurs femmes et leurs filles furent enfermées dans des couvents, où quelques-unes moururent. Les corps des prétendus hérétiques qui avaient refusé, à leurs derniers moments, d'abjurer leur foi fu-

« John le Bass, de Caen, en Normandie, 1609, épousa Mary, fille de Robert Paisan. Il eut un fils, John le Bass, de Caen, « gentleman, » qui épousa Anne Samborne, fille aînée de Richard Samborne, marchand à Caen en Normandie, et de Maiden Newton, dans le comté de Dorset. Anne mourut le 11 mars 1634, à l'âge de trente-deux ans. » Les enfants de John Le Bas et d'Anne Samborne furent : John, né le 10 mars 1625, décédé s. p. ; James, né le 26 juin 1627 (voir plus haut) ; Richard, le 30 décembre 1629 ; Michael, né en 1632, décédé s. p. ; Mary, née le 28 décembre 1623, mariée à Jeanblin.

Richard, troisième fils de John et d'Anne Le Bas, était, en 1687, « assistant de Sir Charles Cotterel, maître des cérémonies en Angleterre. » Il épousa Kiffiana, fille de Peter Gosfraight, et eut un fils, Charles Samborne Le Bas. Charles était « de Pipwell Abbey, comté de Northampton, » et épousa, le 24 juillet 1711, Mary, seconde fille de Sir Samuel Moyer, baronnet, et, en dernier lieu, sa seule héritière. Leur seule fille et héritière fut Rebecca, qui épousa Simon (mort le 16 septembre 1777), second vicomte et premier *earl* (comte) d'Harcourt ; gouverneur du prince de Galles (depuis George III), 1751 ; vice-roi d'Irlande, 1772 ; vingt-septième descendant de Bernard, seigneur d'Harcourt en Normandie.

Par son testament, en date du 18 mars 1720, Charles Le Bas laisse une certaine part de sa propriété à « mon cousin Stephen, second fils du cousin Paul Peter Le Bas de la Caroline, » et à ses héritiers, et, à leur défaut, à mon frère aîné James ; à défaut, à mon plus proche héritier légal qui se trouvera protestant, mais non à aucun de mes parents actuellement en France, » qui ont changé de religion et m'ont dépossédé de mes biens. »

(1) Daniel Marchand, de Caen, était à New-York en 1692. Sa fille Marianne était née le 5 septembre. Sa veuve, Catharine Lavandier, épousa François Le Comte le 31 mai 1693.

rent plus d'une fois traînés nus sur la claie dans les rues de Rouen, et ensuite jetés à l'égout. Une personne qui visita la ville peu après l'arrivée des dragons, à la fin d'octobre 1685, écrit : « Rouen paraissoit une ville » prise d'assaut; le cuirassier armé couroit les rues d'un » air fier et insolent. La tristesse était peinte sur le visage des habitants; et ce remuement continuel des » troupes qui changeoient de maison du moment qu'elles en avoient contraint les hôtes à signer, faisant » croire que la ville en étoit remplie, et inspirant un » air de terreur que l'on voyoit régner dans cette » grande et riche ville (1), faisoit une pitié extrême. »

Heureusement pour les protestants de Rouen, la traversée n'étoit pas longue jusqu'en Angleterre, et tous les efforts du gouvernement ne les empêchèrent pas de suivre cette voie. Le pasteur de l'église de cette ville se réjouissait mélancoliquement de ce que les deux tiers de son troupeau s'étaient réfugiés à l'étranger. Une multitude de ceux qui appréhendaient ces persécutions s'étaient déjà expatriés, et beaucoup de ceux qui avaient abjuré dans un moment de faiblesse profitaient de la première occasion pour les suivre.

Parmi les fugitifs de Rouen, nous remarquons Isaac Bataille (2) et Daniel Le Gendre (3), l'un des colons de Narragansett, qui s'établit plus tard dans la Caroline du Sud. Jacques Montier s'établit à Boston (4).

(1) *Mémoires de Bostaquet*, pp. 99, 100.

(2) Isaac Bataille, tisserand, et Judith Petit, sa femme, habitaient en 1700 dans « Ancre-Street, » à Londres. Isaac Bataille habitait, en 1720, la Caroline du Sud.

(3) « Daniel, fils de Jacques Le Gendre et de Maurice....., de » Rouen en Normandie » (Liste des François et Suisses, etc.).

(4) Jean Montier, « de Laon pont Bourg de Darnetal les Rouen, ville de Rouen, » était au nombre des fugitifs de Nor-

Pierre Assire trouva un asile à New-Rochelle (1), et Jean Gancel (2), Pierre Chaperon (3), Abraham Dupont (4) et Jacob Gosselin (5) vinrent à New-York.

Guillaume Le Conte, de Rouen, devint le chef d'une famille américaine qui a rendu des services notables aux sciences naturelles (6).

mandie (*Arch. nat.* TT, n° 445). Jacques Montier fut naturalisé en Angleterre, le 8 mars 1682, et fut admis dans la colonie du Massachusetts le 1^{er} février 1691.

(1) David Assire, tailleur, de Rouen, était à Londres (1699-1711). Pierre Assire, habitant de New-Rochelle en 1714, était de la même profession, et probablement de la même famille.

(2) Jean Gancel, natif de Rouen, épousa, le 19 mai 1695, Judith Le Roy, dans l'église française de New-York. Leur fille Judith naquit le 17 novembre 1700.

(3) Le sieur Chaperon, marchand, est mentionné dans un « Mémoire de ceux qui sont plus zélés pour leur religion dans la ville de Rouen, » vers l'an 1688 (*Le protestantisme en Normandie*, p. 25). Pierre Chaperon, de Rouen, et Elisabeth Rémy, sa femme, présentèrent leur fils Pierre au baptême dans l'église française de Glasshouse-Street, à Londres, le 2 septembre 1688. C'est probablement ce Pierre, le fils, qui était membre de l'église française de New-York en 1717 et 1720, avec sa femme Judith.

(4) « Abraham Dupont, rue des Bons-Enfants, Rouen, » était au nombre des « religionnaires » fugitifs dont les biens furent confisqués (*Arch. nat.*). Il faisait partie de l'église française de New-York en 1695, et résidait, en 1730, dans la Caroline du Sud.

(5) « Nom originaire de la Normandie » (*Le protestantisme en Normandie*, p. 18). « Etienne Gozelin, de Rouen, mis à la chaîne, » 1684 (*Id.*). Jacob et Marie-Madeleine Gosselin étaient membres de l'église française de Threadneedle-Street (Londres), le 26 octobre 1690, lorsque leur fille, Marie-Madeleine, y fut baptisée. Jacob Gosselin et sa femme, Judith L'Esveillée, présentèrent leur fils Josse au baptême à l'église française de New-York, le 9 novembre 1701. Jean Gancel, de Rouen, était parrain de leur fille Judith, le 5 septembre 1703. Ils eurent trois autres enfants, Jacob, John et Samuel (James Riker, *The Annals of Newtown*, p. 346). Gosselin, tisserand de profession, s'établit à Newtown, Long-Island (N.-Y.), où il acheta une ferme. Le nom s'y est perpétué, corrompu en celui de Gorsline.

(6) Guillaume Le Conte, né à Rouen le 6 mars 1659, mourut à New-York en 1720. Une tradition de famille le fait descendre par sa mère et sa grand'mère des barons de Nonant. Il épousa, le 17 février 1701, Marguerite de Valteau, fille de Pierre Joyeux de Valteau, de la Martinique, qui mourut bientôt, laissant un fils, Guillaume, né le 3 décembre 1702. Il épousa en

George de Bonneville, gentilhomme normand, né à Rouen, se réfugia avec sa famille en Angleterre, où naquit son fils George, « protégé de la reine Anne, » et plus tard propagateur influent de la doctrine de la restauration en Pennsylvanie (1).

secondes nocés Marguerite Mahault, dont il eut deux enfants : Pierre et Esther. Lui et sa femme moururent de la fièvre jaune le même jour, 15 septembre 1720. Guillaume, le fils aîné, épousa Anne Besly, de New-Rochelle, et eut deux filles, dont la seconde, Suzanne, épousa un autre Besly ou Bayley. C'est de cette dernière que descend M^{me} Seton, fondatrice des Sœurs diaconesses de Charité en Amérique, et feu l'archevêque Bayley, de Baltimore. Le second fils, Pierre, médecin distingué, épousa d'abord Margaret Pintard, et, trois ans plus tard, Valeria Eatton, d'Eatonville (New-Jersey), qui lui donna cinq enfants : William, John Eatton, Margaret, Thomas et Peter. Margaret épousa le Révérend Jedediah Chapman, ministre éminent de l'Eglise presbytérienne. John Eatton, né le 2 septembre 1739, épousa Jane Sloan en 1776, et en eut trois enfants : William, Louis et John Eatton. Louis, né en 1782, homme d'une grande capacité pour les sciences, fut le père des professeurs John et Joseph Le Conte, de l'université de Californie. John Eatton, né à Shrewsbury (New-Jersey), le 22 février 1784, était un savant passionné pour l'histoire naturelle. Il épousa, en juillet 1821, Mary Ann Lawrence, et en eut trois fils, dont deux moururent en bas âge. Le plus jeune était John Lawrence Le Conte, né le 13 mai 1825, mort le 15 novembre 1883. Les travaux du docteur John Lawrence Le Conte sur l'histoire naturelle lui ont valu une grande renommée. Il a été « bien certainement le plus grand entomologiste que ce pays a encore produit. » Les comptes rendus de la Société entomologique américaine de Philadelphie, dont il était président, contiennent « une esquisse biographique du Dr John Lawrence Le Conte, » avec un appendice sur sa famille, par M. Samuel Hubbard Scudder, de Cambridge (Massachusetts).

(1) « Après la mort de ma mère, » qui était de la famille de Granville, « la reine Anne me procura une nourrice et me soigna pendant mes premières années. » Dans sa première jeunesse il était très indiscipliné. Une fois, en rentrant d'un bal, il eut un évanouissement, et, dans une vision, se vit damné. « Revenant à moi, je m'écriai : Je suis damné ! Des prières furent demandées dans les églises françaises [à Londres] pour une personne mélancolique qui avoit perdu le sens. » Cette impression religieuse amena sa conversion. Il se sentit appelé à annoncer l'Evangile, et, à l'âge de dix-sept ans, il s'embarqua pour la France, où il prêcha pendant deux ans, soumis à une dure persécution, risquant souvent sa vie, et la plupart du temps emprisonné. Une fois qu'il

A quelques milles à l'est de Rouen se trouve le village de Lyons-la-Forêt, lieu de naissance de Nicolas de Longemare, fils de Jacques de Longemare et d'Adrienne Aracheguene, sa femme. Nicolas épousa Anne Le Roy et s'établit à Dieppe, où son fils Nicolas

célébrait le culte dans un lieu retiré, l'assemblée fut surprise par une troupe de soldats, qui s'emparèrent d'une grande partie des assistants, et, entre autres, de George de Bonneville et d'un jeune Durant, de Genève, âgé de vingt-quatre ans. Ils furent tous deux conduits à la place d'exécution; Durant chantait le long du chemin le psaume CXXVI, et mourut fidèlement. Après lui, de Bonneville monta sur l'échafaud, et se mit à genoux pour prier; au moment où l'exécuteur lui liait les mains, arriva un messenger du roi avec l'ordre de grâce. Il fut alors ramené en prison, mais, plus tard, on le relâcha définitivement à la demande du gouvernement anglais. Il alla en Allemagne, et, après avoir appris à grand'peine la langue du pays, il prêchait tantôt en français et tantôt en allemand, passant cependant la plus grande partie de son temps parmi les réfugiés français de Berlin, Magdebourg, Brunswick, du Palatinat et de la Hollande, et dans les vallées du Piémont. Après avoir vécu ainsi dix-huit ans, il eut la conviction qu'il était appelé par Dieu à prêcher l'Evangile en Amérique, et vint en ce pays vers l'an 1741, à peu près en même temps que le comte Zinzendorf. On l'engagea à s'établir à Oley, dans le comté de Berk, en Pensylvanie, et il y passa la plus grande partie du reste de sa vie, enseignant, prêchant et visitant les Indiens du voisinage, et pratiquant en même temps la médecine. En 1745 il épousa Esther, fille de Jean Bertolet, dont il eut deux fils et cinq filles. L'aîné de ses fils servit comme chirurgien pendant la révolution. De Bonneville mourut en 1793, âgé de quatre-vingt-dix ans. Il ne se rattachait à aucune église; comme foi religieuse il était un « *witterbringer* » ou restaurationniste. Il passait pour un homme pieux et plein de zèle, et « son influence et son enseignement durent porter de bons fruits, surtout dans la période d'établissement dans ce pays. Il était sujet à des extases fréquentes et très remarquables » (Manusc. Bertolet entre les mains du docteur R. M. Bertolet, de Philadelphie).

Jean Bertolet, dont nous venons de faire mention, était natif du Château-d'Œx, canton de Vaud, où ses ancêtres huguenots avaient cherché un refuge contre la persécution en France. De là il se transporta à Guttenberg, en Allemagne; puis, en 1726, il vint en Amérique avec son frère, sa femme Susanna et leurs cinq enfants: Abraham, né le 11 décembre 1712; Maria, 12 juillet 1715; John, 28 septembre 1717; Esther, 1720; Susan, 17 novembre 1724. Un autre fils, Frederick, lui naquit en Amérique (Manusc. Bertolet).

naquit, et où il épousa Marie Bonneau. Ces deux familles s'établirent plus tard sur les bords de la Santee, dans la Caroline du Sud.

Le port de Dieppe s'était enrichi par le commerce de ses négociants huguenots depuis le jour où ses hardis marins avaient ouvert le Canada à la France. Après des années de vexations et de persécution, ses habitants protestants étaient encore nombreux et pleins de courage. Jusqu'à ce que Louvois leur eût envoyé ses dragons, ils restèrent « obstinés plus encore que tous les autres du royaume, » aussi ce ministre, en donnant ses ordres pour les dragonnades à Dieppe, prescrivit au commandant des troupes « de ne pas imposer à ses hommes la discipline à laquelle on avait l'habitude de les assujettir, mais de leur permettre de faire autant de désordre qu'il pourrait être utile pour arracher cette population de son état présent, et en faire un exemple pour le reste de la province (1). »

Les auteurs contemporains dépeignent vivement la consternation et le désespoir qui suivirent. Quelques-unes des victimes de cette persécution atteignirent les côtes du nouveau monde. Etienne Hamel, « pauvre protestant français de Dieppe, » se réfugia, comme nous l'avons vu, à la Guadeloupe, mais fut « forcé de fuir de nouveau devant la persécution rigoureuse » qui l'y poursuivit. Il arriva en juin 1686 à New-York, « ayant abandonné ses biens derrière lui (2). » Deux autres réfugiés de la même ville, Jean et Pierre Le Comte, s'établirent sur Staten-Island (3).

(1) *Le protestantisme en Normandie*, p. 2.

(2) Voir page 187.

(3) Pierre Le Conte, « né à Dieppe en Normandie, » fut na-

La famille de Josias Le Vilain, s'échappant de Saint-Christophe en 1687, vint à New-York et se joignit à la petite colonie qui se fondait à New-Rochelle (1). Jacques Lardan (2), Nicolas Le Nud (3), Marie Brugnet (4), Marie Soyer (5), Isaac Dubosc (6), Jean Potell (7) et Nicolas de Longemare (8) s'enfuirent dans la Caroline du Sud.

Plusieurs autres villes de la Normandie contribuèrent

turalisé à New-York le 27 septembre 1687 et obtint une concession de terre sur la côte ouest de Staten-Island. Il mourut en 1704. Sa femme Marguerite lui survécut. Ils eurent trois fils : Jean, Pierre et Jacques (*Testaments*, N.-Y., VII, 142; XII, 492).

Jean Le Conte, frère du précédent, habitait aussi Staten Island. Il mourut en 1697, laissant sa femme Hester et une fille Suzanne (*Testaments*, N.-Y., V, 253).

(1) Josias Le Vilain figure parmi les habitants de Saint-Christophe vers l'an 1677, et, s'il atteignit New-York, il dut y mourir peu après, car en 1687 (27 septembre), Marie Guespin, veuve de feu Josias Le Vilain, avec ses fils Josias et Jean Le Vilain, et sa fille Jeanne, « née à l'île de Saint-Xtops (Saint-Christophe), » furent naturalisés à New-York. La terre de Mary Levilain, à New-Rochelle (N.-Y.), est mentionnée dès l'année 1690.

(2) Jacques Lardan, né à Dieppe, fils de Jacques Lardan et de Marie Poulart; Marthe Moreau, sa femme; Jacques, leur fils, né en Caroline » (Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, etc.).

Jean Lardant, de Dieppe, fut condamné aux galères en mars 1687 pour avoir tenté de quitter le royaume. Il était encore en 1700 sur le navire « *La Guerrière*, » et soumis à de cruels traitements (*Le protestantisme en Normandie*, pp. 18, 19).

(3) « Nicholas, fils de Nicholas et Marie Le Nud, de Dieppe en Normandie » (Liste des François et Suisses réfugiés, etc.).

(4) « Marie Brugnet, née à Dieppe, veuve de Nicholas Postell » (*Ibid.*).

(5) « Marie Soyer, native de Dieppe en Normandie, femme de Jean Aumant, de Nisme » (*Ibid.*).

(6) « Isaac Dubosc, fils de Louis et Anne Dubosc, de Dieppe en Normandie; Susanne Dubosc, sa femme » (*Ibid.*).

(7) « Jean Potell, né à Dieppe, fils de Nicholas Potell et de Marye Brugnet. Madeleine Pepin, sa femme. Jean, Pierre, Jacques-Jean, leurs enfans, nez en Caroline » (*Ibid.*).

(8) « Nicholas de Longemare, né à Dieppe, fils de Nicholas Longemare l'aîné et d'Anne Le Roy. Marie Bonneau, sa femme » (*Ibid.*).

également à l'émigration américaine. Saint-Lô était la patrie de Jean Berteau (1) et de Pierre Le Chevalier (2), de Charleston, et probablement aussi de Jean Le Chevalier, de New-York (3), et de Pierre Chevalier, de Philadelphie (4).

(1) Jean Berteaud, né à Saint-Lô, fils de Jean Bertaud et de Marguerite Robert » (Liste des François et Suisses réfugiés, etc.).

(2) Pierre Le Chevallier, natif de Saint-Lô en Normandie, fils de Rolland Le Chevallier et d'Ester Dallain, et Madelainne Garillion, sa femme, native de Grenoble, fille d'Israël Garillion et Susanne Saunier, sa mère » (*Ibid.*).

(3) Jean Le Chevalier et Marie de La Plaine furent mariés à l'église hollandaise de New-York, suivant autorisation en date du 27 juin 1692. Ils eurent deux enfants baptisés à l'église française : Marie, née le 6 juin 1693, et Suzanne, née le 11 mars 1695. Peter Chevalier et Belitje Claerhout eurent deux enfants baptisés à l'église hollandaise : Catharine, le 17 décembre 1693, et Peter, le 1^{er} janvier 1695. Peter Chevalier épousa Cornelia Bosch, dans la même église, le 3 avril 1697.

(4) « Le fondateur de la famille Chevalier, de Philadelphie, fut un protestant français qui, au moment de la révocation de l'édit de Nantes, avait été contraint de fuir de sa patrie avec sa femme. La famille a toujours supposé, d'après une fleur de lis qu'il portait sur ses armoiries, qu'il descendait d'une maison de haute noblesse ; mais on ne sait rien de certain là-dessus. On conseilla à ses petits-fils, devenus de gros négociants à Philadelphie, de faire un voyage en France pour rechercher la vérité et pour prendre possession de leur héritage ; mais leur crainte du pouvoir du clergé catholique et de la mauvaise volonté du gouvernement à l'égard des hérétiques était si grande qu'ils ne purent se décider à s'y aventurer. — Le réfugié et sa femme s'étaient établis en Angleterre, où naquit leur fils Peter. Peter, devenu majeur, épousa une dame anglaise, dont il eut une fille avant d'émigrer en Amérique. Cette fille demeura en Angleterre, et épousa un gentilhomme irlandais nommé Gittong. Après son arrivée en Amérique, Peter eut deux fils : John et Peter, et plusieurs filles, dont l'une, Susannah, épousa Standley, de Philadelphie, et une autre, Jane, Garland Anderson, second fils du Rév. James Anderson, le premier ministre presbytérien qui se soit établi à New-York » (Communiqué par le professeur Edward E. Salisbury, L.L.D., précédemment du Yale-College, New-Haven, petit fils du juge Samuel Breese, de Shrewsbury (N.-I.), dont la femme, Elisabeth, était fille de Garland Anderson, et petite-fille de Peter Chevalier. — Depuis que ce qui précède a été écrit, le professeur Salisbury a acquis la preuve que la famille en question était originaire de Bretagne, le seul écusson Chevalier qui porte une fleur de lis étant celui d'une famille de cette province).

La ville de L'Aigle était le berceau de Jacques Gallopin (1), autre réfugié de la Caroline du Sud ; et François Le Comte (2) de New-York, était natif de Pont-l'Evêque en Normandie.

Le groupe de petites villes et de villages compris entre l'embouchure de la Seine et l'Océan envoya un grand nombre de réfugiés en Amérique. De l'ancien port de mer de Harfleur, maintenant éclipsé par le port du Havre, vinrent Abraham Lesueur et Catharine Poinset (3), sa femme, colons de la Caroline du Sud. Montivilliers, à quatre milles au nord de Harfleur, était le lieu de naissance de Jacques Le Moine, qui se réfugia également dans la Caroline du Sud. Pierre Le Moine, l'un des colons de Narragansett et le fondateur de la

(1) Jacques Gallopin, né à L'Aigle en Normandie, fils de Siméon Gallopin et de Louise Malherbe (Liste des François et Suisses réfugiés, etc.).

(2) « Natif du Pont-l'Evêque en Normandie, fils de François Lecompte et de Marie Amon. » Il épousa, à l'église française de New-York, le 31 mai 1693, Catharine Lavandier. Deux mois auparavant, il avait abjuré. « François Lecompte, né et élevé dans la Religion Romaine, ayant demandé diverses fois d'être reçu à faire abjuration du Papisme, Dieu luy ayant fait la grâce de le cognoître la fausseté par la lecture de l'Ecriture Sainte et autres livres et à faire profession de la Religion protestante dont il a pareillement reconnu la vérité, après diverses épreuves, a enfin esté receu aujourd'huy à la face de ceste Eglise où il a protesté qu'il rejette sincèrement toutes les erreurs et tous les faux cultes dudit Papisme et qu'il désire aussi de tout son cœur de professer toutes les doctrines de la Religion Protestante. En foy de quoy, le présent acte a esté dressé. Fait en Consistoire ledit an et jour que dessus » (Registres de l'église française de New-York).

François Lecompte, munitier, fut reçu bourgeois de la ville de New-York le 18 avril 1695. Trois enfants de François et de Catharine Le Comte furent baptisés dans l'église française : François, né le 2 mars 1694 ; Josias, né le 20 février 1697, et Madeleine, née le 15 mars 1698.

(3) « Abraham Lesueur, né à Harfleur, en Normandie, fils d'Isaac Lesueur et de Marye Senée. Catharine Poinsett, sa femme » (Liste des François, etc.).

famille Mawney, de Rhode-Island, était probablement du même lieu (1). Bolbec, ville de dix mille habitants, à quatorze milles de Harfleur, était probablement la patrie de Jean Mallet, l'un des colons de New-Oxford (2), et de Nicolas Caron (3), qui vint à New-York. Jacques Le Blond, un des principaux huguenots de Boston, était probablement originaire de Trouville, petit village à sept milles à l'est de Bolbec (4).

Jean Carrière, réfugié dans la Caroline du Sud, était natif de Normandie (5). Jacques Caudebec (6), « jeune homme de Normandie » s'enfuit de France, suivant la tradition, pendant la persécution, de compagnie avec Pierre Guimard, et vint, comme nous l'avons vu (7), dans la province de New-York. Là Caudebec et d'autres, au nombre de sept, achetèrent un territoire dans

(1) « Jacques Le Moine, fugitif de Montivilliers » (*Arch. nat.*). James Le Moyne, naturalisé en Angleterre le 8 mars 1682, habitait la Caroline du Sud en 1689. Pierre Le Moine était, en 1686, au nombre des colons français de Rhode-Island.

(2) Plusieurs de ce nom se trouvent parmi les « religionnaires fugitifs de Bolbec » (*Arch. nat.*). Jean Mallet habitait en 1687 à New-Oxford (Mass.). Il se transporta à Boston. Le testament de John Mallet, de Boston, marchand, dont la femme se nommait Elisabeth, fut signé le 7 octobre 1734 et homologué le 27 janvier 1741.

(3) Louis et Daniel Caron s'enfuirent de Bolbec. Peter Caron fut naturalisé en Angleterre le 5 janvier 1688. Nicolas Caron, joaillier, fut fait bourgeois de la ville de New-York le 5 août 1718. Il mentionne dans son testament : « Mon frère Peter, qui habite actuellement Londres » (*Testaments, N.-Y., IX-311*).

(4) « Abraham et David Le Blond, fugitifs de Trouville » (*Arch. nat.*). Jacques et Antoine Le Blond vinrent à Boston. Jacques eut neuf enfants, baptisés, entre 1690 et 1709, dans l'église de Cotton-Mather, dont sa femme était devenue membre en 1690.

(5) « Jacques Carrière, né en Normandie, fils de Jean Carrière » (*Liste, des François, etc.*).

(6) « Jacob Codebeck, van Normandyen » épousa Margaret Provost à l'église réformée hollandaise de New-York, le 17 septembre 1695.

(7) Voir ci-dessus, page 277.

la vallée du Peenpack. On trouve encore des descendants de Caudebec dans la ville de Deerpark, dans le comté d'Orange.

L'histoire de la persécution dans la province de Bretagne fournit quelques noms remarquables que nous retrouvons dans l'émigration en Amérique.

Quelques-uns des réfugiés de la Caroline du Sud étaient natifs de Vitré, ville de quelque importance, dans la partie nord-est de la province et anciennement l'une des places fortes des huguenots. Les protestants de Vitré jouissaient depuis plus d'un siècle du culte public, lorsqu'en 1671, on leur intima l'ordre d'évacuer leur temple, dont l'exercice avait été condamné et qui devait être démoli par arrêt du conseil du roi; mais le château appartenait heureusement à la princesse de Tarente (1), protestante ferme et dévouée, qui vint vers cette époque s'établir sur ses domaines, dans cette province, et qui, jusqu'à la révocation, c'est-à-dire pendant quatorze ans, continua à faire profiter les réformés des environs de son droit d'exercice dans son château. Parmi ceux qui fréquentaient ce culte étaient trois famil-

(1) Emilie de Hesse, veuve de Henri-Charles de la Trémouille, prince de Tarente et de Talmond, duc de Thouars. Son mari appartenait à une famille qui avait été longtemps l'un des plus fermes appuis de la cause protestante. Il céda cependant à la contrainte du roi, et renonça à sa foi. Sa femme et sa fille refusèrent de suivre son exemple. Il mourut le 14 septembre 1672, peu après son apostasie (Erman et Reclam, *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés dans les Etats du roy*, Berlin, vol. I, pp. 202 et 206). La princesse de Tarente était une personne douée d'excellentes qualités et d'une piété exemplaire. Elle était fille du landgrave Guillaume de Hesse-Cassel. Après la mort de son mari, elle se retira à Vitré, où elle possédait des terres; mais, après la révocation, elle se réfugia à Heidelberg, puis à Francfort, où elle mourut le 23 février 1693, « universellement regrettée » (*Essai sur l'histoire des églises réformées de Bretagne*, 1534-1808, par B. Vaurigaud, III, 94-96. Voy. aussi Paul Marchegay, *Chartrier de Thouars*, publié par le duc de La Trémouille).

les de haut rang, les maisons de Ravenel, du Bourdieu et de Saint-Julien. Pierre de Saint-Julien, sieur de Malacare (1) et son frère Louis de Saint-Julien (2), son beau-frère René Ravenel (3) et Samuel du Bourdieu, écuyer, sieur du Heullet, de la Goulairie et de la Bachulaye (4), vinrent en Amérique en 1686. Le premier de ces émigrants laissait un domaine considérable qui fut confisqué par ordre du roi (5). La propriété de du Bourdieu,

(1) « Pierre de Saint-Julien-Malacare, né à Vitré, en Bretagne, fils de Pierre Saint-Julien-Malacare et de Jeanne Le Febure. Damaris Elizabet Le Serurier, sa femme, Pierre et Jacques, leurs enfans nez en Caroline » (Liste des François, etc.).

(2) « Louis de Saint-Julien, né à Vitré, fils de Pierre Saint-Julien et de Jeanne Le Febure » (*Ibid.*). Une sœur des réfugiés Pierre et Louis de Saint-Julien était filleule de la princesse de Tarente, et nous trouvons dans le registre de l'église protestante de Vitré : « Aujourd'hui, trois février 1675, a esté baptisée Emilie, fille de Pierre de Saint-Jullien, sieur de Malacore et de demoiselle Jeanne Lefebure, sa femme, de laquelle a esté parain hault et puissant messire Claude Charles Goyon, baron de Marcé, et marraine très haulte et très puissante princesse dame Emilie de Hesse, princesse de Tarente. L'enfant né le 30 janvier dernier » (Vaurigaud, *op. cit.*, III, 96-97).

« Mr S. Juliens Plantacon » est mentionné dans une communication du docteur Le Jau, de la Caroline du Sud, au secrétaire de la Société pour la propagation de l'Évangile à l'étranger, en date du 21 mai 1715. Henry de Saint-Jullien, de Saint-John, Berkley (Caroline du Sud), le plus jeune fils de Pierre de Saint-Jullien, mourut dans cette paroisse en 1768 ou 1769, à l'âge de soixante et dix ans environ. Sa sœur ne mourut qu'en 1780. C'est dans cette famille qu'a été conservée l'inappréciable « Liste des François et Suisses réfugiés en Caroline, » que nous avons eu si souvent occasion de citer.

(3) « René Ravenel, fils de Daniel Ravenel et de Marie Ravenel, de Vitré, en Bretagne ; Charlotte Ravenel, fille de de Saint-Julien de Malacare, née à Vitré, en Bretagne ; Jeanne Charlotte, Daniel René Ravenel, enfans des susdits, nez en Caroline » (Liste des François, etc.).

(4) « Samuel du Bourdieu, escuyer, né à Vitré, en Bretagne, » fils d'Olivier du Bourdieu et de Marie Genne ; Judith Dugué, sa femme. Louis-Philippe, fils dudit Samuel et de Louise Thoury, né en Caroline. Samuel, fils du susdit et de laditte Judith Dugué, né en Caroline » (*ibidem*).

(5) « Etat de ce qui se trouve de biens en Bretagne appartenans cy-devant à... aux religionnaires et nouveaux convertis fu-

consistant en une maison à Vitré et plusieurs domaines dans le voisinage, fut réclamée par un frère, en vertu de sa qualité « d'ancien catholique (1). »

Non loin de la ville de Nantes était la résidence de la noble maison de La Muce-Ponthus. Bonaventure Chauvin, seigneur de La Muce-Ponthus, chef de cette maison lors de l'introduction de la réforme en France, fut l'un des premiers gentilshommes de la province qui embrassa la foi évangélique. Il devint l'un de ses soutiens les plus courageux, « consumé de zèle » pour la « cause » de la religion (2), et ses descendants héritèrent de sa piété. Ses trois fils combattirent dans les rangs huguenots sous Henri IV, et son petit-fils, David, marquis de la Muce, présida l'assemblée politique des réformés tenue à La Rochelle en 1621. La présidence d'une assemblée que le roi voulait dissoudre lui valut une sentence capitale. Son corps devait même être déchiré par quartiers ; mais cette sentence ne put heureusement être exécutée qu'en effigie, tandis que son ma-

» gitifs, 1685. » « Pierre de Saint-Jullien, sieur de Malacar, a laissé pour cent soixante et dix livres de rente d'héritages affer-
més qui font, en principal, au denier vingt, trois mille quatre
cent livres. . . . cy 3,400 l.
La vente de ces meubles monte à sept cents livres qui a esté faicte
à la requeste du procureur fiscal. . . . cy 700 l.
Cela fait en tout en principal. . . . 4,100 l. »
(Vaurigaud, *op. cit.*, III, 67-68).

(1) « Biens delaisés par ceux de la R. P. R. qui se sont retirés de la province de Bretagne dans les pays étrangers. — Pierre du Bourdieu a hérité par la fuite de Samuel du Bourdieu, son frère, et d'Elisabeth, Ester et Renée du Bourdieu, des terres du Heullet, de La Goulairie, de La Bachulaye, scituées èz paroisses de Baluzé, Saint-Aubin-des-Landes, et de Pocé, et d'une maison à Vitré. » — (En marge) le sieur du Bourdieu est ancien catholique » (Vaurigaud, *op. cit.*, III, 176).

(2) *La France protestante*, 2^e éd. vol. IV, p. 266. — Sur la marge du registre de l'église protestante de Vitré, en regard de la mention de son décès, sont écrits ces mots : « Va-t-en au nombre des élus, Bonaventure de La Musse ! » (Vaurigaud, III, 181).

gnifique château fut réellement abattu et rasé jusqu'aux fondations.

Son fils César et son petit-fils Olivier furent « anciens » de l'église réformée de Nantes. Sous le régime de l'Edit de Nantes, les seigneurs de La Muce réclamèrent le droit d'exercice dans leur château, et, indépendamment de ce culte, ils contribuèrent généreusement aux dépenses du temple dans le village voisin de Sucé. L'église de Sucé avait deux pasteurs, dont l'un prêchait également au château de La Muce. Ce culte était fréquemment suivi par des protestants de Nantes, qui se rendaient à Sucé par eau, chantant leurs psaumes à la bonne vieille mode huguenote, en ramant le long des rives de l'Erdre, qui traverse ce village et se jette dans la Loire à Nantes. Urseline de La Muce, veuve de César, abandonna le protestantisme au moment de la révocation; cependant le clergé se plaignit qu'elle ne donnait pas des signes d'une conversion sincère. Son fils, Olivier, digne de ses ancêtres huguenots (1), demeura inébranlable. Peu après la révocation, il s'enfuit de son château et fut arrêté à l'île de Ré, où il attendait une occasion pour passer en Angleterre.

Emprisonné pendant deux ans, d'abord à La Rochelle et ensuite au château de Nantes, il résista à tous les efforts qui furent faits pour le persuader de renier sa foi. A la fin, un ordre fut donné pour l'expulsion du marquis de la Muce hors du royaume, comme hérétique obstiné. En conséquence, il fut mis à bord d'un navire étranger, dont le capitaine reçut l'ordre de le débarquer en Angleterre, mais de lui cacher soigneusement qu'on

(1) Parmi eux était le fameux chef huguenot François de La Noue Bras-de-Fer.

se préparait à le mettre en liberté. Cette méthode était souvent employée par le gouvernement pour les protestants de haut rang, dont l'emprisonnement prolongé ou l'exécution sommaire aurait pu attirer l'attention publique et quelquefois des remontrances de l'étranger.

Le mystère gardé dans ces circonstances jusqu'à la fin était destiné à augmenter la terreur du prisonnier, et peut-être à le pousser à abjurer avant l'heure fixée pour sa mise en liberté. Ignorant sa destination et supposant que, comme beaucoup d'autres à cette époque, il devait échanger la prison contre l'esclavage dans les Antilles, l'incertitude du marquis ne prit fin que lorsque le navire arriva en vue de la côte anglaise (1).

Douze ans plus tard, nous trouvons Olivier de La Muce à la tête d'une grande expédition qui mettait à la voile d'Angleterre pour l'Amérique. Le gentilhomme breton devint le fondateur de la colonie huguenote de James River, connue sous le nom de « Manakintown » ou « King William Parish, » en Virginie. C'était un homme du caractère le plus honorable. L'historien Elie Benoît parle de lui comme d'un jeune gentilhomme d'une piété profonde, dont il donna d'admirables preuves durant sa longue captivité. Une jeune sœur d'Olivier de La Muce, qui mourut en 1681 à l'âge de seize ans, partageait ces précieuses qualités. La beauté de son caractère et la fermeté de sa foi étaient si reconnues, qu'un récit des « Dernières heures de M^{lle} de La Muce » fut publié en Hollande deux ans avant la révocation.

(1) Benoist, *Histoire de l'Edit de Nantes*, III, 2^e partie, pp. 1000 et 1001. Vaurigaud, *op. cit.*, III, 199-144. La *France protestante*, 2^e édition, relate ce qui précède, mais ne donne pas la fin de la carrière d'Olivier de La Muce.

De diverses autres villes de Bretagne s'enfuirent Jean Lebert (1), Joseph Marbœuf (2), Esther Le Cerf (3) et Paul Micou. Les trois premiers s'établirent dans la Caroline du Sud, et Paul Micou, natif de Nantes, élevé pour le barreau, vint en Virginie après avoir passé quelques années en Angleterre, et s'établit à Rappahannock, auprès d'une plage qui porte son nom (4).

La province de Picardie avait envoyé, dès le commencement des persécutions, un grand nombre de familles huguenotes importantes en Amérique, et plusieurs de ces familles y avaient pris solidement racine. David de Marest, Nicolas du Puis, Philip Casier, Jean Mesurole, Marc de Chousoy, Benjamin de La Noy et autres, étaient établis, depuis une trentaine d'années, à New-York et y avaient déjà acquis une certaine in-

(1) « Jean Lebert, né à Redon, en Bretagne, fils de Pierre Lebert et de Jeanne Guernier » (Liste des François, etc.).

(2) « Joseph Marbœuf, natif de Vieillie Vigne [Vieilleville], en Bretagne, fils de Julien Marbeuff et d'Ester Robin » (*Ibid.*). « Joseph Marbœuf, apothicaire (paroisse de Vieilleville), passa en Angleterre, il y a un peu plus d'un an ; ses immeubles sont situés en Poitou » (*Etat général des gens de la R. P. R. qui ont sorty de la province de Bretagne depuis l'année 1681*. Vaurigaud. III, 88). Plusieurs autres réfugiés de ce nom étaient aussi originaires de Bretagne.

(3) « Fille de Jean Le Cerf » (Liste des François, etc.), probablement celui qui était « ancien de l'église de Rennes, » et dont le fils Jean, à l'âge de vingt-deux ans, atteignit Londres à la fin de mars 1686 (*Bulletin de la Soc. de l'hist.*, etc., XXXIV, p. 179). Ester, qui accompagnait probablement son frère dans sa fuite en Angleterre, épousa Jean Guibal, et émigra dans la Caroline du Sud (Liste des François, etc.).

(4) « Homme de grande valeur. Il mourut le 23 mai 1736, à l'âge de soixante et dix-huit ans. Sa tombe, de marbre noir, est encore visible, quoique profondément enfoncée en terre. Une de ses filles épousa M. Gisborne, ministre épiscopal dans le comté de Richmond. Une autre fille, Judith, épousa Lunsford Lomax, et une autre Moore Fauntleroy » (*The Huguenots, or reformed French Church*, by W^m H^{vy} Foote, D.D., 1870, pp. 571, 572).

fluence (1), ce qui dut déterminer la plupart des réfugiés de la Picardie, au moment de la révocation, à chercher le même refuge.

Daniel Crommelin était le treizième enfant d'un riche manufacturier de Saint-Quentin (2). Après diverses aventures, il arriva à New-York vers la fin du dix-septième siècle, et devint le chef d'une famille bien connue, dont l'ancien domaine, dans le comté d'Ulster, prit probablement le nom de « Gricourt, » de leur lieu de naissance dans le nord de la France (3).

(1) Voir p. 141.

(2) « Jean Crommelin, de Saint-Quentin, eut quinze enfants. Le treizième, Daniel, était né le 28 février 1647. Il entra dans les affaires à Paris et épousa, en octobre 1674, Anne Testard. En 1680, il entreprit le négoce avec l'Amérique du Sud, mais il y perdit toute sa fortune et revint en Europe sans un sou vaillant. Après avoir passé dix ou douze ans en Angleterre, il alla avec son fils aîné Charles et deux neveux en Jamaïque, où ses neveux moururent d'une fièvre contagieuse peu de jours après leur arrivée. Daniel se rendit alors avec son fils à New-York, où il fut rejoint par sa femme et son plus jeune fils Isaac; ces deux derniers moururent dans cette ville en 1702 ou 1703 » (*Bulletin*, VII, pp. 478-495).

Daniel Crommelin fut reçu bourgeois de la ville de New-York le 18 juin 1698. Sa femme était dès le 17 mai 1696, à New-York où elle signa, comme marraine, l'acte de baptême de Gabriel, fils de Daniel et de Charlotte Streing (Registres de l'église française, N.-Y.). Charles Crommelin épousa en 1706 Hannah Sinclair, dont il eut deux enfants, baptisés dans l'église française de New-York : Elisabeth, née le 6 novembre 1715, et Robert, né le 13 février 1718.

(3) « Crommelin aîné était un des copropriétaires de la concession de Wawayanda, dans le comté d'Orange, où il fonda, en 1716, une plantation qu'il nomma *Greucourt* (James Riker, *The annals of Newtown, in Queen's Co N.-Y.*, p. 145). La maison Grey Court, comme on l'appelait communément, était auprès de Chester (N.-Y.), au confin nord des prairies de Greycourt » (Eager, *History of Orange County (N.-Y.)*, pp. 476, 477. Cet auteur donne une explication absurde de ce nom).

Gricourt, qui a maintenant plus de huit cents habitants, n'était, en 1696, qu'un hameau de moins de trois cents âmes. Il est à environ deux lieues de Saint-Quentin (Melleville, *Dict. hist. du département de l'Aisne*, I, 430).

Jean Cottin de Bohain appartenait à une autre famille éminente de manufacturiers, en Picardie. Il figure dans la liste des « religionnaires et nouveaux convertis » fugitifs, dont les biens furent confisqués par ordre du roi, entre 1685 et 1688. Arrivé en Amérique, il remonta le fleuve Hudson jusqu'à Kingston, où quelques protestants français s'étaient déjà établis et entretenaient un commerce florissant, principalement en pelleteries. Jean Cottin était l'un des réfugiés les plus entreprenants et les plus heureux, et se montrait enfant dévoué de l'église persécutée de France (1).

(1) « Jean Cottin » est nommé dans l'« Etat des biens des religionnaires et nouveaux convertis qui se sont absentés du royaume; saisis par l'ordre du roi. » 1685-1688. (O. Douen, *La Réforme en Picardie. — Bulletin*, VIII.) Jean Cottin fut naturalisé dans le comté d'Ulster, province de New-York, le 2 décembre 1687, peu après son arrivée à Kingston. Ses livres de comptes (deux volumes in-folio, aux mains du Consistoire de la première église réformée de Kingston (N.-Y.) montrent qu'il entretenait pendant trente ans un commerce étendu, et qu'il était en correspondance avec les négociants français de New-York, Etienne de Lancey, Auguste Jay, Barberie, Faneuil, Bayeux, Freneau et autres. Il épousa Catharine, veuve de Louis Du Bois, qui mourut le 18 octobre 1713, et il mourut lui-même le 31 juillet 1721, probablement à New-York. Ses dons et legs montrent qu'il était aussi riche que généreux, et l'article de son testament qui stipule le maintien du service religieux à New-Rochelle prouve son grand attachement aux doctrines et à la discipline des églises réformées de France. Le testament de « Jean Cottin, du comté d'Ulster, marchand, maintenant à New-York, » laisse à MM. Jean Barberie, Stephen de Lancey, Abraham Jouneau, Elias Pelletreau et Jean Cazalls, de New-York, marchands, la somme de deux cent quatorze livres, pour être placée de manière que les intérêts en soient consacrés au traitement du ministre français de l'église française protestante réformée de la ville de New-York, aussi longtemps que ladite église conservera la discipline des églises protestantes réformées de France. Une autre somme de cent neuf livres est léguée de la même manière pour l'entretien des pauvres de ladite église. Une troisième somme de trente-six livres est léguée aux mêmes administrateurs « pour l'intérêt en être payé au ou aux ministres de l'église française protestante réformée de la ville de New-York qui va ou vont annuellement à New-Rochelle, dans la province de New-York, pour

Pierre Le Grand était également de Bohain ; il rejoignit Cottin à Kingston, puis retourna à New-York, où sa fille Marie épousa Jean Canon (1). Abraham Sauvage, de Saint-Algis, en Picardie, alla à Boston (2). Jacques Le Serrurier, l'un des principaux membres de

prêcher à ceux des habitants qui demeureraient dans la discipline des susdites églises protestantes de France. » D'autres legs étaient faits aux églises protestantes réformées hollandaises de Kingston, de New-York et de Harlem (*Testaments. Surrogate's office*, New-York, IX, pp. 250-256). (Le testament est en anglais).

Parmi les légataires mentionnés dans le testament de Jean Cottin figurent son « frère bien-aimé, Daniel Cottin, habitant Bohain, auprès de Saint-Quentin, dans le royaume de France ; » sa « sœur, Susanne, veuve de Louis Libot, habitant Bohain ; » sa « sœur, Marie Cottin, femme de Philip Gilliot aîné ; » ses « cousins, Daniel et Jacques Libot et leur sœur, enfants de Daniel » Libot, fils de ma sœur Susanna Cottin, qui habite maintenant » Amsterdam, en Hollande, » et son « neveu, Philip Gilliot, qui » habite maintenant New-York. » Daniel, le frère mentionné ci-dessus, est probablement celui désigné comme « Cottin, marchand de la paroisse de Bohain, » le 17 octobre 1700, huguenot dont les enfants avaient été enlevés et confiés aux soins du curé.

(1) Pierre Legrand est mentionné parmi les « religionnaires de Bohain dont les biens ont été saisis par l'ordre du roi ; » il fut naturalisé en Angleterre le 8 mars 1682. Il alla probablement ensuite dans l'île de Saint-Christophe, où un Pierre Legrand est mentionné dans une liste des habitants. « Pieter le Grand et sa femme » furent reçus membres de l'église réformée hollandaise de New-York le 5 décembre 1684. Ils se transportèrent le 30 avril 1685 à Esopus ou Kingston, et revinrent le 5 mars 1686 à New-York, mais se joignirent définitivement à l'église française. Peter Legrand, marchand de tabac, fut reçu bourgeois de la ville de New-York le 30 août 1698. Sa femme, Jeanne de Wendel, mourut le 20 mai 1699. Sa fille Marie épousa, le 23 septembre 1697, Jean Canon, dans l'église hollandaise. Leurs enfants, baptisés dans l'église française, furent Jeanne, née le 24 septembre 1698 ; Catharine, née le 30 août 1700 ; André, né le 15 août 1701, et Abraham, baptisé le 9 septembre 1702.

(2) Abraham Sauvage, « veuf, natif de Saint-Algi, près de Guise, » épousa Marie Bridou, le 17 octobre 1677, dans l'église française de Threadneedle-Street (Londres). Abraham Sauvage était à Boston (Mass.) le 4 septembre 1696. Thomas, marchand à Boston, et « madame la veuve Elizabeth Sauvage, de Boston, » sont nommés dans les comptes de Gabriel Bernon, 1704-1706.

l'église réformée de Saint-Quentin avant la révocation, émigra en Angleterre en 1683. Son fils Jacques alla dans la Caroline du Sud, tandis que d'autres membres de la même famille furent s'établir aux Antilles et au cap de Bonne-Espérance (1).

Plusieurs autres réfugiés du Sud étaient natifs de Picardie : Louis Dutarque (2), Solomon Bremar, d'Anseme (3), et Isaac Batton, fils d'un religieux éminent de Leschelle, dont la propriété fut confisquée après sa fuite (4).

De la province voisine d'Artois étaient originaires

(1) Jacques Le Serrurier était l'un des « chefs de famille » de l'église de Saint-Quentin en 1668. Son fils Jacques « s'est retiré en Angleterre en 1683, où son père est allé le rejoindre » (Douen, *La Réforme en Picardie*). James et Peter Le Serrurier furent naturalisés en Angleterre le 2 juillet 1684. James alla dans la Caroline du Sud. « Jacques Le Serrurier, né à Saint-Quentin, en Picardie, fils de Jacques Le Serrurier, et de Marie Le Comte. Elizabeth Léger, sa femme, native dudit lieu, fille de Jacques Léger et d'Elizabeth Bossu » (Liste des François, etc.). Peter alla dans les Antilles, et, de même qu'un trop grand nombre de ses coréugiés, traduisit son nom en anglais. Dans son testament, enregistré à New-York, il apparaît sous le nom de « Pierre Smith, marchand à Saint-Thomas. » Il fait des legs à « mon frère Josias Le Serurier, demeurant à Saint-Quentin, en France ; » à « ma sœur, Elizabeth Le Serurier, épouse du sieur Daniel de Clues, demeurant à Paris, » à « ma sœur Lydie Simmons, épouse de M. Thomas Simmons, ministre du St-Evangille à Londres ; » et à « ma sœur Madelaine Le Serrurier, épouse du sieur Jacques Du Montier de Vabre, demeurant à Saint-Quentin. » Il mentionne également « mon beau-frère, Jacques Smith, à Saint-Thomas, » et « mon cousin, Pierre Genilliat. » Suzanne Le Serrurier, femme de Jean François Gignilliat, figure dans la « Liste des François, etc. » (*Testaments. Surrogate's Office, New-York, VIII, 13*).

(2) « Louis Dutarque, né en Picardie, fils de Mathieu Dutarque et de Anne Foulon » (Liste des François, etc.).

(3) « Solomon Bremar, natif d'Anseme, en Picardie, en France, fils de Jacque Bremar et de Marthe Le Grand, et sa femme, Marie Sauvagot » (*Ibid.*).

(4) « Isaac Batton, né à Leschelle, en Trévache, fils de Cornille Batton et de Judith Voienne ; et Isaac Batton, son fils, né en Caroline ; et Jaques Batton, son fils, né à Londres. Leur

Louis Gourdain, qui s'établit dans la Caroline du Sud (1), et Norbent-Félicien Vigneron, médecin, qui se fixa dans Rhode-Island (2).

Les provinces du centre de la France n'envoyèrent qu'un nombre relativement restreint de fugitifs en Amérique. Orléans envoya Daniel Streing (3) et sa femme Charlotte Lemestre (4), Louis et Gabriel Thi-

mère est morte ; elle s'appeloit Marye de Lorme, native de Vadenouste » (*Ibid.*).

Cornille Baston figure sur une liste des religionnaires de Leschelle, Picardie (Douen).

(1) « Louis Gourdain, né à Goncourt, en Artois, fils de Valentin Gourdain et de Marye Piedeuin [Piedevin] » (Liste des François, etc.).

(2) Norbent-Félicien Vigneron, originaire de l'Artois, arriva en Amérique en 1690. Il mourut à Rhode-Island en 1764, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans. « Il avait reçu une bonne éducation, et était connu comme praticien. » Sa femme mourut en 1748-9. Charles Antonio, fils de Norbent Vigneron, né à Newport (Rhode-Island), devint un médecin éminent. Il épousa une demoiselle Fish, dont il eut cinq fils et trois filles. Il mourut à New-York en 1772, à l'âge de cinquante ans » (*History of the medical profession in Rhode-Island, by Usher Parsons, M.D.*).

(3) La signature de « Daniel String Genabensis » figure au « Livre du recteur, » de l'académie de Genève, comme étudiant en philosophie inscrit le 29 juillet 1672. Cette signature est identique à celle de Daniel Streing, le réfugié, sauf une différence d'orthographe, dont on trouve de fréquents exemples dans les registres de l'église française de New-York. Ces différences de forme, qui n'affectaient pas le son du nom, étaient même alors considérées comme insignifiantes. Daniel lui-même écrivait généralement son nom *Streing*. Daniel Streing et sa femme Charlotte furent naturalisés en Angleterre le 21 mars 1688 (voir page 352). Ils eurent plusieurs enfants, mais les noms qui se trouvent dans le rôle officiel, Peter, Matthew, Mary et Anne, ne sont pas conformes à ceux que l'on conserve dans la famille, et ont probablement été, sur le rôle, transposés de leur propre place.

(4) Charlotte Lemestre, femme de Daniel Streing (Registres de l'église française de New-York), appartenait probablement à la famille Lemaistre d'Orléans, mentionnée par Haag (*France protestante*) et dont plusieurs membres se réfugièrent en Angleterre. Une alliance avec la famille Thibou, d'Orléans (voir plus loin), appuie cette présomption.

bou (1) et Mariette, l'un des réfugiés de Boston (2). Plusieurs des colons d'Orange-Quarter, dans la Caroline du Sud, étaient originaires de l'Orléanais. Antoine Poitevin l'aîné était né à Orsemont (3), Antoine junior à Maintenon (4). Pierre Dutartre, son beau-frère, à Châteaudun (5), et Daniel Trezevant, son parent, à Authon-en-Perche, dans la partie nord de la province voisine du Maine (6).

Ces réfugiés furent accompagnés dans la Caroline du

(1) Louis Thibou, né à Orléans, fils de Jean Thibou et de Marie Callard, se réfugia dans la Caroline du Sud avec sa femme, Charlotte Mariette, et ses enfants, Louis et Charlotte, nés à Paris; Gabrielle, née à Londres; Isaac, né à New-York; Jacob et Louise, nés en Caroline (Liste des François, etc.).

Gabriel Thibou, peut-être frère de Louis, de la Caroline du Sud, était membre de l'église française de New-York en 1700 et 1702. Louis, fils de Gabriel Thibou et de Marie Couly, son épouse, fut présenté au baptême le 11 août 1700; Jacob Thibou et Louison Streing, parrain et marraine. Un autre fils, Jean, fut baptisé le 20 décembre 1702. Les noms de Gabriel, de Charlotte et de Louise furent également donnés aux enfants de Daniel Streing.

(2) Mariette, nom d'Orléans (voir plus haut), Claude Mariette, de l'Orléanais, « galérien pour cause de religion, 1681. » — « Le sieur Mariette, propriétaire à Blois, » était, en 1687, au nombre des « fugitifs de l'élection de Blois » (*Bull.*, XXX, p. 89). Mariette, réfugié de Boston, était membre de l'église française avant 1700.

(3) « Anthoine Poiteuin, natif d'Orsemont, province de Gaule, en France, fils de Jacques Poiteuin et de Jenne Modemen; et Gabrielle Bérou, sa femme, native d'Ormeu-en-Bause, fille d'Utrope Bérou et d'Andrée Le Prou » (Liste des Français, etc.).

(4) « Anthoine Poiteuin, fils, né à Maintenon, fils de Anthoine Poiteuin et de Gabrielle Bérou. Margueritte de Bourdeaux, sa femme, native de Grenoble en Dofiné, fille de Jacque de Bourdeaux et de Madalenne Garilian » (*Ibid.*).

(5) « Pierre Dutartre, fils de Daniel Dutartre et d'Anne Ré-nault, natif de Chathaudun en Bause, province de France, et Anne Poiteuin sa femme, native de Duplèsis Morné, province de Gaule en France, fille d'Anthoinne Poiteuin et de Gabrielle Bérou » (*Ibid.*).

(6) « Daniel Trezevant, fils de Théodore Trezevant et de Suzanne Menou, natif d'Authon en Perche, et Suzanne Maulard sa femme, natif de Chanseuille en Bause, Province en France, fille

Sud par un excellent ministre de l'Évangile, de la même région. Laurent Philippe Trouillard, le premier pasteur de la petite colonie d'Orange-Quarter, était né à La Ferté-au-Vidame, où son père Pierre était alors pasteur (1).

Pendant la panique causée par les dragonnades dans les provinces, beaucoup de malheureux protestants s'enfuirent à Paris, où ils espéraient trouver plus de sécurité, et où ils pensaient qu'il serait impossible de loger les soldats chez les familles protestantes, comme on le faisait ailleurs, et de commettre toutes les barbaries auxquelles ils ne pouvaient échapper dans les endroits reculés. En outre, un grand nombre de personnes qui devaient

de Lubin Maulard et de Gabrielle Berou. Daniel Trezevant, fils de Daniel Trezevant et de Suzanne Maulard, natif de Menthe-non, province de Gaule » (*Ibid.*).

(1) « Laurent Philippe Trouillard, né à la Fette Regnault » Roidam, fils de Pierre Trouillard et de Marie. Madeleine Maslet, sa femme, née à Cet. Elizabet et Madeleine leurs filles, nez en Caroline » (Liste des François, etc.). Le nom est donné, dans un autre endroit de la même pièce, comme « Florent Philippe Trouilliard, natif de la Fette Regnault, ditte le Vidame, fils de défunct Pierre Trouillard, vivant professeur en Théologie. » Florent est, sans aucun doute, une erreur pour « Laurent. »

Pierre Trouillard le père était natif de Sedan en Champagne. Il desservit plusieurs églises de cette province et d'ailleurs, entre autres celle de La Ferté-au-Vidame. La révocation le trouva à Calais, d'où il se réfugia en Hollande et ensuite en Angleterre, où il devint ministre de l'église française de Canterbury (*Bull.*, VIII, p. 605 ; Burn, *Foreign churches*, p. 45). Ce fut peut-être durant son séjour en Hollande qu'il occupa une chaire de théologie, comme nous l'avons dit plus haut.

Le fils, Laurent, vint dans la Caroline du Sud, et y était « à la fin de 1686 » (Howe, *History of the presbyterian church in South Carolina*, I, p. 108). Sa première église fut celle de Charleston, où il avait pour collègue Prioleau. A la mort de ce dernier, en 1699, il abandonna sa place. Le consistoire de l'église française de Charleston écrivit, le 3 mars 1700, au consistoire de l'église française de Londres pour demander un ministre « pour remplir la place que M. Trouillard laisse vacante dans notre église. » Il devint pasteur de la congrégation française de Saint-John (Berkley), où il demeura jusqu'à sa mort, en 1712.

se marier étaient obligées de venir à Paris pour y recevoir la bénédiction pastorale, l'exercice de la religion protestante étant alors interdit dans la moitié du royaume. Une vieille habitude huguenote requérait, en de telles occasions, la présence de nombreux parents et amis, et il n'était pas rare de voir des suites nombreuses accompagner les personnes qui venaient se marier dans la capitale. C'est ainsi que, à la veille de la révocation de l'édit de Nantes, la ville se trouvait pleine d'étrangers, et que les tavernes et auberges étaient encombrées de réformés. Décidé à leur enlever tout espoir d'évasion, le gouvernement enjoignit alors à tout protestant de retourner dans la province ou la ville à laquelle il appartenait, et, une semaine avant la signature de l'édit de révocation, une ordonnance prescrivit à toutes les personnes qui résidaient à Paris depuis moins d'une année de sortir de la capitale dans le délai de quatre jours. Dans la confusion qui s'ensuivit, un certain nombre de huguenots trouvèrent moyen d'abandonner le royaume. Des familles entières erraient de ville en ville jusqu'à ce que la Providence leur ouvrît une voie pour passer la frontière.

Ces faits, relatés par l'historien Elie Benoît (1), confirment d'une manière frappante certaines traditions intéressantes conservées dans les familles huguenotes d'Amérique. Nous reproduisons ici une de ces traditions, dans le simple langage où elle a été écrite, il y a longtemps, sous la dictée d'un descendant des réfugiés :

« La famille Requa (2) vivait à Paris avant que la persécution de l'Eglise romaine contre les huguenots,

(1) *Histoire de l'édit de Nantes*, tome III, 2^e partie, pp. 862, 864.
 (2) Peut-être originairement Requier ou l'Escuyer.

comme on les appelait, ne l'obligeât à quitter la France. Ils partirent de nuit pour sauver leur vie, abandonnant la plus grande partie de leurs biens, qu'ils ne purent pas liquider. Onze autres familles s'enfuirent en même temps. Les prêtres avaient alors l'habitude de visiter toutes les maisons où ils pensaient qu'on gardait des Bibles ou qu'on tenait des réunions. Ils cachèrent leur Bible pendant un certain temps ; mais, à la fin, elle fut découverte et détruite. Ils réussirent néanmoins à en conserver quelques feuilles, qui furent dissimulées dans le fond d'une chaise. Les douze familles s'enfuirent de nuit de Paris à La Rochelle, où elles demeurèrent quelque temps ; mais des rapports envoyés de Paris à La Rochelle trahirent bientôt leurs différentes retraites. Leurs maisons devaient être envahies une certaine nuit, et tous leurs membres auraient été pris, sans l'intervention d'un brave homme, un catholique, qui leur était attaché. Il leur donna l'alarme ; en sorte qu'ils s'enfuirent la nuit précédente, entre une et deux heures. Les douze familles enveloppèrent les roues de leurs voitures de façon à ne faire aucun bruit ; mais ils furent découverts en route, poursuivis et rejoints au bord d'une rivière, que dix familles traversèrent heureusement, tandis que deux furent capturées. Les premières réussirent à gagner un navire en partance pour l'Amérique (1). »

Daniel Sreing se trouvait aussi avec sa femme à Paris

(1) Document (en anglais) aux mains de F. R. Fowler, esq., de Peekskill (N.-Y.). Ce document rapporte ensuite que, parmi les fugitifs qui s'échappèrent, étaient Requa et sa famille. Durant la traversée, une fièvre éclata parmi les passagers, et en enleva un grand nombre. Parmi les victimes, se trouvaient Requa et sa femme, dont le fils unique, Claude, devint le fondateur de la famille en Amérique. La tradition donne à l'émigrant le nom de Gabriel ; mais les rôles anglais mentionnent la naturalisation de John et Claude Esquier ou Equerie. Les registres de l'église

au moment de la révocation (1). Laissant ses biens sous la garde de sa femme, Daniel profita d'une occasion pour gagner l'Angleterre, où il obtint une commission de lieutenant dans la garde de Jacques II. Dans l'intervalle, les vexations contre les protestants avaient redoublé ; les biens du réfugié furent confisqués, et sa femme se trouva seule et sans ressources. Après plusieurs tentatives infructueuses d'évasion, elle finit, dans son désespoir, par abandonner son enfant de deux ans au soin de la sentinelle qui la gardait à la porte de la ville, le lui laissant comme gage de son prompt retour des faubourgs, où elle prétendait aller chercher des vivres. Elle réussit à gagner Londres, et, tandis qu'elle errait à travers les rues de la grande ville, elle fut reconnue par des amis de son mari, qui la conduisirent chez lui (2).

française de New-York mentionnent le décès de Jean Equier, marin, natif de la Tremblade, mort dans le port sur un navire venant de Londres, le 22 décembre 1689.

(1) Voir page 357.

(2) « Journal de la famille de Daniel L'Estrange et de Charlotte sa femme, qui s'enfuirent de France en 1685, pendant la persécution, sous Louis XIV, vinrent en Amérique en 1688, et s'établirent à New-Rochelle, dans le comté de Westchester, alors province de New-York » (Mss.).

« La bienveillance continue du gouvernement anglais permit à M. de L'Estrange de s'établir peu après dans la ville de Londres, où il résida quelque temps ; il demeura dans les gardes jusqu'à vers l'année 1688, quand, la vente de sa commission l'ayant mis à même de se suffire à lui-même, il s'embarqua en compagnie de plusieurs autres réfugiés protestants, dont beaucoup étaient de ses connaissances, et arriva, en 1688, à New-York, avec sa femme et un fils, et peut-être d'autres enfants. M. L'Estrange se rendit alors, avec la plupart de ses compagnons, à New-Rochelle, dans le comté de Westchester, où ils s'établirent chacun suivant sa profession. »

La famille de Lestrangle, originaire du Limousin et d'ancienne chevalerie, compte, entre autres illustrations, un archevêque de Rouen, nonce du pape Grégoire XI auprès du roi de France Charles V. En 1569, un autre Lestrangle fut député par les princes du sang pour présenter une requête de la part de tous les huguenots de France. Il fut trouver le duc d'Anjou, depuis

D'autres personnes, nées à Paris ou y résidant, se joignirent à l'émigration américaine. Henri Colié s'enfuit en Angleterre lors de l'accroissement de la persécution, en 1681 ; mais, plus tard, il fit naufrage pendant un voyage sur la côte de France, et fut fait prisonnier. Il obtint la liberté par une fausse abjuration, qu'il se hâta de désavouer dès qu'il eut de nouveau atteint Londres, et vint quelques années plus tard à New-York (1).

Jonas Bonhoste (2), Elie Horry (3), Louis Picard (4) allèrent dans la Caroline du Sud, et Jean Beauchamp devint un négociant prospère à Boston (Massachusetts) (5).

Henri III, pour avoir son passeport, mais il ne put en tirer autre réponse, sinon qu'il en donnerait avis à Sa Majesté (*Mémoires de Castelnau*, liv. VII, chap. vi. — *Histoire de De Thou*, liv. XLIII).

Les armes de la famille de Lestrangé sont : de gueules à un lion léopardé d'argent en chef et deux lions adossés d'or en pointe (Rietstap, *Armorial général*, et De La Roque, *Armorial de la noblesse de Languedoc*).

(1) Henri Collier fut naturalisé en Angleterre, le 8 mars 1682. « Henry Colié, natif de Paris, s'est présenté à la compagnie pour » faire reconnaissance de l'abjuration qu'il a faite de notre religion » en France, où le vaisseau dans lequel il étoit étoit. Il le fera » dimanche prochain » (Registres du Consistoire de l'église française de Londres, le 20 septembre 1700). Henry Collier signa, à New-York, le 24 septembre 1724, la protestation contre la démission du pasteur Rou. Sa veuve, Suzanne Colié, était, en 1726, assistée par l'église française de New-York.

(2) « Jonas Bonhoste, né à Paris, fils de Pierre Bonhoste et de Marie Garlin ; Catherine Allaire sa femme, Jonas leur fils, né en Caroline » (Liste des François, etc.).

(3) « Ellye Horry, né à Charenton, fils de Jean Horry et de Madelaine du Frêne » (*Ibid.*).

(4) Louis Picard était, en 1695, dans la Caroline du Sud. Il paraît être retourné en Angleterre, où, en 1705, Louis Picard, de Paris, âgé de soixante ans, était assisté, avec sa femme Anne, par le comité chargé de la distribution du *Royal Bounly*.

(5) Jean Beauchamp, réfugié français protestant, se trouvait à Boston, dès l'année 1687, lorsque sa seconde fille vint au monde. Il se rendit, après 1720, à Hartford, en Connecticut, et ses descendants, alliés à d'autres familles huguenotes, — Chevenard, Laurence, Sigourney, — habitent encore cette belle ville. Beauchamp mourut à Hartford le 14 novembre 1740, âgé de quatre-

Deux ou trois des familles qui émigrèrent dans la Caroline du Sud venaient de différents villages ou hameaux du voisinage immédiat de Meaux, où l'Evangile avait commencé à être prêché ouvertement sous le patronage de l'évêque Briçonnet. Ces réfugiés d' « Orange-Quarter » descendaient peut-être des premiers convertis de France, qui avaient reçu l'Evangile des lèvres de Lefèvre et de Farel, et dont la foi avait été confirmée par le témoignage de l'un des premiers martyrs de la Réforme française, Jean Leclerc, « le cardeur de laine de Meaux (1). »

Le village de Saint-Sévère, dans la province du Berry, était le lieu de naissance d'Isaac Porcher de Richebourg, ancêtre d'une importante famille huguenote de la Caroline du Sud. Isaac était médecin et avait pris ses grades à l'Université de Paris. Il passa en Angleterre, peu après la révocation, avec sa femme Claude Chérigny, native de Touraine, et probablement en com-

vingt-huit ans. « Jean Beauchamp, fils de Samuel Beauchamp et de Marie Malherbe, » fut baptisé à Charenton le 3 juin 1656. Le père, légiste, et l'un des membres les plus influents de l'église de Paris, passa en Angleterre à la révocation, et mourut à Thorpe en 1688 (*France protestante*, 2^e édition, tome II, p. 9).

(1) Henry M. Baird, *History of the rise of the Huguenots of France*, I, pp. 73-89.

« Nicholas Bochet ou Bouchet, natif de Nanteuil-lès-Meaux, fils de Nicholas Bochet et Marguerite Petit ; Susanne Dehays, sa femme, née à Magny, paroisse de Boutigny ; avec leur fille Susanne, née à Fublaines ; et Abel Bochet, frère de Nicholas, né à Nanteuil, » étaient au nombre des colons d'Orange-Quarter. « Noé Seré, natif de Luminie [Lumigny], fils de Claude Seré et d'Esther Gilliet, Catharine Challion sa femme et leurs enfants Marguerite et Noé » allèrent aussi dans la Caroline du Sud (Liste des François, etc.).

Nanteuil, à deux milles de Meaux, est un village de douze cents habitants. Fublaines, tout auprès, n'en a que quatre cents, et Lumigny, avec cinq ou six cents habitants, est situé dans le canton de Rosoy, où Leclerc se retira après avoir été fouetté et marqué à Meaux pour hérésie (Henry M. Baird, *op. cit.*, I, 87).

pagnie d'un parent, Claude Philippe de Richebourg, ministre protestant, qui devint plus tard pasteur de la colonie française de James-River, en Virginie, et de l'église française de Charleston. Les Porcher descendaient des comtes de Richebourg (1).

De la ville voisine de Buzançais vinrent à la même époque les deux frères Pierre et Isaac Dugué, avec leur sœur Elizabeth, qui, plus tard, arrivèrent également dans la Caroline du Sud (2).

(1) « Isaac Porcher, né à Saint-Sever en Berry, fils d'Isaac Porcher et de Suzanne Ferré. Claude Cheriny, sa femme, Isaac, Pierre, Elizabeth, Madelaine et Claude leurs enfans, nez en Angleterre et en Caroline » (Liste des François, etc.).

« Cette famille descend des comtes de Richebourg. Isaac Porcher de Richebourg, docteur en médecine de l'université de Paris, épousa Claude de Cherigny, de la province de Touraine, et, après l'édit de révocation, ils s'enfuirent dans la Caroline du Sud, sous la domination anglaise. Leur fils, Joseph Porcher, eut un fils Paul, qui épousa Mary du Pré; et son fils, Josias Du Pré-Porcher, quitta Charleston (Caroline du Sud) en 1768, avec son oncle James Du Pré, ancien gouverneur de Fort-George (Madras), qui l'emmena en Angleterre. Son fils fut Josias Du Pré-Porcher, Esq., à Winslade-House (Devonshire) membre du Parlement pour Old-Sarum, qui épousa Charlotte, fille de sir William Burnaby et sœur de la femme de John Chamier, Esq., qui mourut en 1820. Leur fils aîné, Rev. George Porcher, épousa, en 1818, Francis Amelia, fille de John Chamier, Esq., et ses fils sont Gerges du Pré-Porcher, Esq., avocat, et le capitaine Edwin-Augustus Porcher, de la marine royale » (Agnew, *Protestant exiles from France in the Reign of Lewis XIV*, II, 256).

Claude Philippe de Richebourg, pasteur huguenot, qui vint en Virginie en 1699 comme ministre de la colonie française de Manakintown, sur James-River, appartenait sans aucun doute à la même famille. Il quitta cette colonie en 1712, et se rendit dans la Caroline du Sud, où il remplaça Pierre Robert comme ministre de la colonie française à Santee. Il mourut en 1719.

La famille Porcher, de la Caroline du Sud, est actuellement représentée par Frederick A. Porcher, Esq., de Charleston.

(2) « Pierre Dugué, Isaac Dugué, son frère, et Elizabeth Dugué, leur sœur, nez à Bésance en Bery, enfans de Jacques Dugué et Elizabet Dupuy » (Liste des François, etc.).

CHAPITRE VIII.

LA RÉVOCATION. — FUITE DES PROVINCES DE L'EST ET DU SUD.

Les protestants persécutés de l'est de la France, et spécialement des provinces de Champagne et de Lorraine qui s'étendaient jusqu'à l'Allemagne, tournaient naturellement, dans leur détresse, leur espoir vers la région, comparativement accessible, qui s'étend entre le Rhin et le Jura, où les princes protestants et les États amis de Suisse et de Hollande les attendaient avec sympathie. La plus grande partie de ces exilés y trouvèrent une demeure définitive, tandis que d'autres, préférant chercher pour eux-mêmes et pour leurs enfants un asile dans le nouveau monde, remontèrent jusqu'à la mer du Nord, et s'embarquèrent pour l'Angleterre.

Nous n'avons pu recueillir que pour un petit nombre de réfugiés le nom des localités d'où ils étaient partis. Nicolas Vignon, natif de Metz, vint à New-York peu après la révocation, et y mourut en octobre 1689 (1).

Ce fut probablement du voisinage de la même ville que vint Abraham Rutan, l'un des colons huguenots de New-Paltz, réfugié d'abord dans le Palatinat (2).

(1) Registres de l'église française de New-York.

(2) Des réfugiés de ce nom s'étaient, à une époque antérieure,

Sedan en Champagne était la patrie de la famille Tiphaine ou Tiffane (1) et de Suzanne Rochette, qui épousa plus tard un des réfugiés de la Virginie. Suzanne était la plus jeune de trois filles, dont l'aînée était âgée de seize ans au moment de la révocation. Leur demeure avait été plusieurs fois visitée par les prêtres, qui questionnaient les enfants, cherchant quelque prétexte pour les enfermer dans une école catholique. A la fin, le père résolut d'envoyer, s'il était possible, sa fille aînée hors du royaume, et la confia en conséquence aux soins d'une nièce qui s'apprêtait à gagner, avec son enfant en bas âge, un port de mer d'où elle pût se rendre en Hollande. Elles étaient conduites par des hommes déguisés en femmes ; mais, en traversant de nuit un petit cours d'eau, la mère trébucha sur des rochers, et l'enfant se mit à crier. Une troupe de soldats, cantonnés dans un moulin à peu de distance, furent attirés par le bruit et se saisirent des femmes, qu'ils emmenèrent en prison. On permit au père de ramener sa fille chez lui. Une seconde tentative fut plus heureuse, et il réussit enfin à faire passer ses deux filles aînées à Amsterdam. La plus jeune, Suzanne, re-

enfuis devant la persécution à Saint-Mihiel et réfugiés à Metz (*Bull.*, II, 426).

L'émigrant Rutan paraît avoir accompagné Abraham Hasbrouck en Amérique ; il arriva à New-York dès le mois de mai 1680. Cinq enfants d'Abraham Rutan et de Marie Pétilion, sa femme, furent baptisés par le pasteur Daillé dans l'église française de New-Paltz, 1683-1691.

(1) Jacques Tiphaine et sa femme Elisabeth, avec six fils, furent naturalisés en Angleterre en 1682. Deux de ces fils, Jean, « de Sedan, » et Daniel, demeurèrent à Londres, où furent baptisés plusieurs de leurs enfants ; et un autre, Pierre, vint à New-York, avec sa femme Suzanne Renel. Jacques, fils de Pierre et de Suzanne Renel, fut baptisé dans l'église française de New-York le 15 octobre 1704.

joignit plus tard ses sœurs, cachée dans un tonneau qui fut confié à un capitaine ami. La famille demeura en Hollande jusqu'au mariage des filles aînées, qui passèrent aux Antilles. Suzanne épousa Abraham Micheaux, réfugié huguenot qui s'établit plus tard en Virginie (1).

Barthélemy Dupuy, l'ancêtre de la famille huguenote qui s'établit en Virginie, était aussi probablement originaire de cette partie de France. Suivant la tradition conservée dans différentes branches de cette famille, Dupuy était né en 1650, s'était engagé dans l'armée à l'âge de dix-huit ans, avait servi pendant quatorze ans et pris part à autant de batailles rangées dans les Flandres. Promu au grade de lieutenant dans les gardes de Louis XIV, il fut plusieurs fois employé pour des commissions importantes, muni d'un laissez-passer du roi, qui requérait toutes personnes de le laisser poursuivre son chemin sans obstacle. Vers l'an 1682, il quitta le service, acheta une propriété et épousa la comtesse Suzanne Lavillon. Quoique connu comme fidèle huguenot, il avait conservé la faveur royale, et, peu de temps avant la révocation, un messenger de la cour vint le prévenir des mesures que l'on préparait, le pressant d'abjurer pour y échapper, et lui promettant une forte récompense. Peu après, le curé de la paroisse, avec qui il entretenait des relations amicales, vint chez lui avec six hommes armés. A la vue de cette troupe, Dupuy tira son épée ; mais le curé l'engagea à désarmer, lui faisant comprendre que toute résistance était impossible, et le pressa de se rallier à l'Eglise romaine. Après une discussion assez vive, Dupuy finit par demander du temps pour réfléchir et se décider. Le curé y consentit et le laissa. Dès

(1) William Henry Foote, D.D., *The Huguenots*, pp. 541-545.

la nuit suivante, Dupuy s'enfuit à cheval, accompagné de sa femme déguisée en domestique. Lorsque le jour parut, ils avaient franchi une bonne partie de la distance qui les séparait de la frontière allemande. Interrogé à diverses reprises par les autorités militaires qu'il rencontrait sur son chemin, Dupuy arguait d'importantes affaires officielles, et, quand on le pressait trop, produisait un laissez-passer revêtu de la signature du roi. Dès qu'ils eurent passé la frontière, les fugitifs, descendant de leurs montures, s'agenouillèrent au bord du chemin, prièrent et pleurèrent ensemble, et chantèrent le psaume de délivrance :

« Après que j'ai constamment attendu
De l'Eternel la volonté,
Il s'est tourné de mon côté. »

Dupuy demeura quatorze ans en Allemagne. En 1699, il alla en Angleterre, et, peu de temps après, se joignit à la colonie française de James-River, en Virginie, où il finit ses jours. Ses descendants sont nombreux aux Etats-Unis (1).

La ville de Lyon avait eu une population protestante considérable. Presque toute cette population quitta le royaume pendant la période la plus aiguë de la persécution religieuse. Parmi les fugitifs se trouvait François L'Egaré (2), dont le fils aîné, Salomon, fonda une des principales familles de la Caroline du Sud. D'après la légende de la famille, Salomon, âgé de dix-huit ou dix-neuf ans, était absent et dans un collège lorsque

(1) William Henry Foote, *op. cit.*, pp. 549-555. Le nom de Barthélemy Dupuy figure sur une liste des habitants de Manakintown en 1714.

(2) Manusc. en la possession de M^{me} Eliza Fludd, à Charleston.

ses parents effectuèrent leur évasion. Un fidèle serviteur lui apporta les instructions de ses parents, qui lui disaient de se déguiser en paysan et de se rendre à Genève. Il réussit à faire ce voyage, et rejoignit peu de temps après sa famille à Bristol, où ils demeurèrent quelques années avant d'aller en Amérique. François L'Egaré et ses deux fils furent reçus dans la colonie du Massachusetts, en 1691 (1).

Salomon L'Egaré se réfugia à Charleston, dans la Caroline du Sud, où il vécut jusqu'à quatre-vingt-dix-huit ans. C'était un homme droit et d'une piété sérieuse, mais de caractère très vif et de volonté inébranlable. On rapporte qu'il ne tolérait pas qu'on parlât français dans sa famille, désirant rompre tous les liens qui l'attachaient au pays de ses ancêtres ; et souvent, décrivant les scènes d'horreur auxquelles il avait assisté ou dont il avait entendu parler, il avertissait ses enfants de ne jamais rentrer en France. L'honorable Hugh Swinton Légaré, homme d'Etat américain et littérateur distingué, descendait de ce réfugié huguenot (2).

La Voulte, petite ville de Languedoc, sur la rive gauche du Rhône, à trente lieues de Lyon, était le lieu de naissance de Judith Giton, qui, dans une lettre écrite

(1) Francis L'Egaré, joaillier, sa femme Anne, et leurs fils, Francis Solomon, Daniel James, et Stephen John, furent naturalisés en Angleterre le 8 mars 1682. Francis Legare, orfèvre, et deux fils, furent reçus dans la colonie du Massachusetts le 1^{er} février 1691. « Legare, » peut-être l'un des fils, se joignit à la colonie de Narragansett.

Le testament de François Légaré, de Braintree, dans le Massachusetts, en date du 3 février 1710-11 (enregistré 26 janvier 1711-12) mentionne sa femme Anne, son fils Solomon, « maintenant en Carroline » et son fils Daniel.

(2) Catherine Challion, veuve de Noé Seré (voir plus haut, page 354), était aussi native de Lyon. Elle était fille de Louis Challion et Bénoite Pitauer (Liste des François, etc.).

d'Amérique à son frère, alors en Allemagne, donne un récit pittoresque de sa fuite de France.

« Je veux faire une relation de notre sortie de France
» jusqu'à la Caroline, puisque vous le souhaitez. Nous
» avons souffert pendant 8 mois, les contributions et
» les logemens des gens de guerre, pour la religion,
» avec bien du mal. Nous prîmes donc résolution de
» sortir de France la nuit, et de laisser les soldats dans
» le lit, et laisser la maison toute garnie. Nous fûmes
» à Romans (en Dauphiné) nous cacher pendant dix
» jours, cependant qu'ils faisoient la recherche pour
» nous trouver; mais l'hotesse étant secrette, ne nous
» déclara point, car on vint demander si on nous avoit
» vus. De là nous fûmes passer à Lyons; de là à Dijon,
» d'où mon frère aîné vous écrivit une lettre et une de
» Langres; je ne sçais si vous les avez reçues. Il vous
» marquoit que nous sortions de France. Nous passâ-
» mes chez M^{me} de Choiseule, où nous ne fîmes rien
» du tout; elle étoit morte, et son beau-fils étoit maître
» en tout; de plus, il nous fit bien connoître qu'il voyoit
» que nous voulions sortir de France; que si nous vou-
» lions lui demander quelque chose, il nous déclareroit.
» Nous poursuivîmes notre chemin pour aller à Metz
» en Lorraine, d'où nous nous embarquâmes sur la
» rivière de la Moselle pour aller à Treves; de là nous
» fûmes à Cochem et à Coblentz; de là à Cologne,
» où nous quittâmes le Rhin pour aller passer dans des
» carioles, d'où nous fûmes à Vesselle [Wesel], où
» nous trouvâmes un hôte qui parloit un peu françois,
» qui nous dit qu'il n'y avoit que trente lieues de là à
» Lunebourg.

» Nous savions que vous étiez là en quartier d'hiver,
» car nous avions reçu une de vos lettres quinze jours

» avant de sortir de France, qui nous apprenoit que
» vous passiez là l'hiver. Notre défunte mère et moi
» priâmes instamment notre frère aîné de vouloir passer
» par là ou nous laisser avec elle, cependant qu'il vous
» pourroit aller voir lui-même ; — c'étoit dans le plus fort
» de l'hiver, — mais il ne voulut jamais, n'ayant que la
» Caroline en son esprit, de peur de perdre quelque
» occasion pour y venir ; ce qui m'a causé toujours un
» grand chagrin quand j'ai pensé à vous, et avoir perdu
» une si belle occasion pour vous voir, au moins en-
» core une fois. Que j'ai eu de regret de voir un frère
» avoir si peu de naturel ! Que je lui ai reproché de
» fois ! Mais il étoit notre maître ; il nous falloit faire
» tout comme il vouloit. Après, nous passâmes en Hol-
» lande pour aller en Angleterre. Je ne me souviens
» pas bien dans quelle année c'étoit : en quatre-vingt-
» quatre ou en quatre-vingt-cinq ; c'étoit l'année que le
» Roi Charles d'Angleterre est mort (février 1685).
» Nous fûmes trois mois à Londres pour attendre un
» vaisseau prêt pour [la] Caroline. Etant embarqués,
» nous fûmes bien mal ; la fièvre pourpreuse se mit dans
» notre vaisseau, dont il en mourut beaucoup ; notre
» défunte mère en mourut, étant âgée. Nous fûmes neuf
» mois avant d'arriver en Caroline ; nous fûmes à deux
» ports, un portugais, et une isle appelée Bermoude,
» appartenant à l'Angleterre, pour racommoder notre
» vaisseau, à cause d'une grande tempête où nous fûmes
» bien mal traités. Notre capitaine de vaisseau, ayant
» fait quelque friponnerie, fut mis en prison et le vais-
» seau saisi. Notre argent ayant été entièrement dé-
» pensé, ce fut avec la plus grande difficulté que nous
» [nous] procurâmes passage dans un autre vaisseau.
» Après notre arrivée en Caroline nous avons souffert

» toutes sortes de maux ; notre frère aîné mourut un an
» et demi après notre arrivée ici d'une fièvre, n'étant pas
» accoutumé au rude travail ou nous étions exposés.
» Nous nous sommes vus depuis notre sortie de France
» en toute sorte d'afflictions, en maladie, peste, famine,
» pauvreté, travailler bien rudement. J'ai bien été dans
» ce pays six mois sans avoir goûté de pain, et que je
» travaillois à la terre comme une esclave, et même j'ai
» bien passé trois ou quatre années avant d'en avoir
» quand je voulus. Dieu nous a fait une belle grace
» d'avoir pu résister à toutes sortes d'épreuves. Je crois
» que si je voulois vous faire un détail de toutes nos
» aventures, je n'aurois jamais fait. Il suffit que Dieu a
» eu pitié de moi, et a changé mon sort à un plus heu-
» reux. Gloire lui en soit rendue (1) ».

A l'est du Rhône, à 20 lieues environ de La Voulte, s'élève la ville de Die, en Dauphiné, dans le voisinage de laquelle résidait, quelques années avant la révocation, un gentilhomme huguenot, René de Durand, dont le domaine seigneurial contenait un temple protestant qui fut des premiers détruits de cette province. Sans se soucier des défenses ni des menaces, Durand continua à assembler, tous les dimanches, sa famille et ses amis sur les ruines du temple, pour y célébrer un service de louanges et de prières. Il ne tarda pas à payer son audace. Il fut proscrit ; sa maison fut pillée et rasée et ses grands biens confisqués (2).

(1) Judith Giton, auteur de cette lettre, épousa, à son arrivée dans la Caroline du Sud, Noé Royer, et, plus tard, en secondes noces, Pierre Manigault. La lettre ci-dessus m'a été obligeamment communiquée par son descendant Dr Gabriel E. Manigault, de Charleston (Caroline du Sud).

(2) « M. de Durand, gentilhomme du Dauphiné, 50 ans, » figure sur une liste de pasteurs et autres personnes persécutées en

Ce fut un frère de ce gentilhomme qui vint au Maryland, en Virginie, en 1686, et publia, à son retour en Europe, une « Description » de cette contrée. Le récit de sa fuite du Dauphiné est une peinture vivante de l'effet des dragonnades dans cette province.

« Il n'y avoit point encore de soldats dans cette Province ; on l'avoit réservée la dernière parce qu'il n'y avoit que sept mille familles de réformés. Je donnai ordre incontinent dans mon voisinage qu'on m'avertît dès qu'on apprendroit qu'il en seroit arrivé. Le 18 d'octobre 1685, j'appris environ midi qu'il en étoit entré par Tarascon. Je part donc sur la minuit, aiant pris trois chevaux et deux valets. Je crûs que j'avois assez de temps de me retirer à Marseille avant qu'ils eussent avancé, car je sçavois qu'il y avoit cinq ou six grands bourgs de six à sept cens habitans le chacun, où il n'y avoit presque point de Papistes, et j'y connoissois des Bourgeois riches de 100,000 écus, et fort affectionnés à la Religion. J'estimois donc qu'il n'y avoit aucun d'iceux qui ne gardât ce Régiment un mois avant que de se rendre ; mais je fus bien surpris, le lendemain, sur le tard, lorsque je vis descendre d'une petite montagne beaucoup de manteaux jaunes. Je ne doutai point alors que ce ne fut ces Dragons. Je fis donc cacher dans un valon mon équipage ; car s'ils eussent vû deux chevaux chargés de meubies et d'un petit garçon de dix ans, ils auroient sans doute soubçonné ma Religion et ma fuite, et ainsi il y auroit eu danger pour moi, me trouvant encore dans nôtre Evêché, où j'avois été conté, ne dou-

France qui s'étaient réfugiés à Genève en 1683. Il était accompagné de sa femme et de quatre enfants (*Bull.*, XIX, p. 313).

» tant point que le Commandant n'en portât le rôle, et
» que je ne fus des premiers, d'autant qu'il n'y avoit
» dans icelle que deux Gentilhommes de la Religion, le
» reste étant tout Païsans ; pour quoi je me tins au
» bort de chemin bien monté que j'étois et fis la meil-
» leure contenance qu'il me fut possible. Ainsi je vis
» passer douze compagnies de Dragons dont ce régi-
» ment étoit composé.

» Des qu'ils eurent défilé, je marchai toute la nuit
» pour sortir de l'Evêché, et aiant rencontré quelques
» soldats à pied, je voulûs scavoir des nouvelles. Ils
» me dirent avec beaucoup de chagrin, qu'ils accompa-
» gnerent de quelques serments, qu'ils avoient passé,
» ce jour-là, deux ou trois grands Bourgs, tous rem-
» plis d'Uguenots, qui avoient témoigné si peu d'ata-
» chement pour leur Religion, que dès qu'ils entendoient
» leurs tambours, il se montoit sur les épaules pour
» entrer dans l'Eglise, afin d'y faire leur abjuration ; que
» le premier qu'ils aborderent étant entrés dans la Pro-
» vince, avoit voirement résisté trois jours, et qu'ils y
» avoient bien fait leurs affaires, mais que pour ces au-
» tres il ne leur avoit pas été permis d'y débrider un
» cheval ni d'y prendre tant seulement une poule. Je fus
» surpris de la rapidité de ces belles conquêtes, et me
» trouvant hors de l'Evêché, ayant appris qu'il n'y avoit
» plus de soldats derriere, je résolu de m'aller reposer
» dans un d'iceux nommé Mérindol (1). Je trouvay ces
» pauvres gens dans un état lamentable, qui me fit
» grande compassion ; leur conscience commençoit à
» leur reprocher le crime qu'ils avoit commis avec

(1) Village de trois cent soixante et seize habitants, à deux lieues de Nyons, dép. de la Drôme.

» tant de précipitation. J'en partis, et allay loger en-
 » suite dans d'autres endroits où il n'y avoit aucuns
 » Protestans ; c'étoit là où l'on avoit logé ces Dragons
 » à cause de la facile revolte de ces Bourgs Réformés ;
 » ils étoient si accoutumés à la licence et aux rançon-
 » nemens, que à la reserve de battre et de martiriser,
 » ils y avoyent exercés le même brigandage que chés
 » les Protestans, ce qui faisoit faire à ces pauvres gens
 » des terribles imprecations contre cette entreprise in-
 » fernale (1). »

Du Dauphiné venaient également Jacques de Bourdeaux (2) et Paul Pepin (3), de Grenoble ; et André Rembert (4), de la ville voisine du Pont-en-Royans. Ces émigrans s'établirent dans la Caroline du Sud. Les Bessonnet de Pensylvanie (5) étaient probablement originaires de

(1) *Voyages d'un François exilé pour la Religion avec une description de la Virgine et le Marilan dans l'Amérique.* A la Haye, imprimé pour l'auteur, 1687.

(2) « Jacques de Bourdeaux, né à Grenoble, fils de Evremond » de Bourdeaux et de Catherine Fresné. Madeleine Garillond, » sa femme ; Madeleine, Judith, leurs filles, nez à Grenoble. An- » thoine, Jacques, Israel, leurs enfans, nez en Caroline » Liste des François, etc.).

(3) « Paul Pepin, né à Grenoble, fils d'Alexandre Pepin et de Madeleine Garillon » (*Ibid.*).

(4) « André Rembert, fils de François Rembert et de Judith » Rembert, de Pont-en-Royan, en Dauphiné. Anne, sa femme, » fille de Jean et Louise Bressan, dudit lieu. Anne, André, Ge- » rosme, Pierre, Susanne, Jeanne, enfans, nez en Caroline » (*Ibid.*).

(5) Famille protestante de Dauphiné. Claude de Bessonnet, sieur de Gatuzières, est mentionné de 1598 à 1614 (*France protestante*). Un siècle plus tard, un autre Claude Bessonnet fut naturalisé en Angleterre (11 mars 1700). Il s'établit à Waterford, en Irlande, où sa famille occupa une haute position sociale (Agnew, *Prot. exiles from France*, II, 272). Francis Bessonnet était ministre de l'église française de Dublin en 1765 (*Ibid.*, I, 210). Daniel Goudon Bessonnet fut baptisé à l'église française de New-York le 30 juillet 1710. La famille s'établit vers 1720 à Bristol, en Pensylvanie, où Charles Bessonnett fut député et directeur des postes pendant la Révolution.

la même province. Du village vaudois de Mérindol, sur la Durance, était originaire Jean Andrivet (1), condamné, en 1686, comme fugitif par le parlement de Grenoble. A une époque postérieure, Jean-Henri La Motte, « huguenot que l'on suppose originaire de la Provence, » et qui avait résidé quelque temps en Hollande, » vint à Charleston (2).

Le protestantisme ne s'était développé dans aucune province de France d'une manière plus remarquable qu'en *Languedoc*. Ses adhérents dépassaient, peu avant la révocation, le nombre de deux cent mille, et, dans bien des villes, la population protestante était en majorité ; mais un demi-siècle de répression et, à plusieurs reprises même, de persécution, avait beaucoup affaibli une cause

(1) « Jean Andrivet, banni du royaume pour dix ans, » est mentionné parmi les « religionnaires fugitifs emprisonnés et jugés par le parlement de Grenoble en 1686 » (*Bull.*, VIII, 308). Jean Andrivet et Antoinette Buvier, sa femme, étaient à New-York le 14 mai 1693, lorsque le pasteur Daillé baptisa leur fils Pierre. Trois autres fils de sa première femme furent baptisés à l'église française, et « Jean Andrivet, de Mérindol, en Provence, » épousa en secondes noces Jeanne de Loumeau le 18 octobre 1699. Il fut naturalisé le 18 avril 1695, et, le 24 avril, « John Androuet, pourvoyeur, » fut reçu bourgeois de la ville.

(2) Il arriva dans la Caroline du Sud vers 1727, et s'en alla quelques années plus tard à Hagerstown, en Maryland, d'où il fut chassé par la défaite de Braddock. Il s'établit alors dans le voisinage de Hanover, en Pensylvanie, et mourut à York, dans le même Etat, en 1794, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il avait épousé à son arrivée en Amérique une veuve Bollinger, de Suisse, dont il eut cinq fils : John, Daniel, Henry, Francis et Abram. « C'était un homme très réservé, et sa propre famille ne savait pas qu'il parlât français jusqu'au moment de la première visite de Lafayette en Amérique, lorsqu'un capitaine, Nicolas de la Motte, qui se disait son cousin, vint le voir avec d'autres officiers français ; l'on croit, d'après la profonde déférence qu'ils lui témoignaient, et le peu qu'il disait sur lui-même, qu'il était de haut rang. » Il existe encore des descendants de Jean Henri de la Motte en Pensylvanie, dans l'Ohio et la Caroline du Nord (Renseignement fourni par William John Potts, Esq., de Camden, New-Jersey).

qui, aux premiers temps de la Réforme, semblait devoir gagner toute la province. Une de ses principales villes, Montpellier, accueillit la Réforme avec une promptitude particulière, et, un an seulement après son introduction dans la ville, les protestants s'y trouvaient en majorité. Dans une explosion de zèle aveugle, ils s'emparèrent des églises, en détruisirent plusieurs et abolirent la messe, qui ne fut plus dite pendant plusieurs années (1). De même qu'à La Rochelle, plusieurs membres des ordres monastiques embrassèrent la foi nouvelle, et on prétend que l'évêque lui-même la favorisait.

Montpellier, l'une des forteresses des huguenots pendant les guerres civiles, fut une de leurs places de sûreté sous le régime de l'édit de Nantes ; mais, après la chute du protestantisme comme parti politique, le nombre de ses adhérents diminua constamment sous l'oppression systématique dont l'édit de révocation fut le couronnement. Les deux temples huguenots de cette ville furent détruits, l'un en 1670, l'autre en 1682 ; et, à l'automne de 1685, seize compagnies de troupes entrèrent à Montpellier pour y commencer la mission qui s'était montrée si efficace dans les autres provinces. Comme ailleurs, en effet, la terreur produite par cette arrivée fut irrésistible. Le jour même, six mille protestants de Montpellier abjurèrent et obtinrent le certificat (2) qui les exemptait de la visite des « missionnaires bottés. »

(1) *Histoire de l'église réformée de Montpellier depuis son origine jusqu'à nos jours*, par Philippe Corbière. Montpellier, 1861, p. 53. Soixante ans plus tard, lorsque Louis XIII entra dans la ville, il ne trouva pas une seule église dans laquelle on pût dire la messe, et, refusant de suivre le conseil de quelques-uns, qui le poussaient à se saisir du « grand temple, » il fit aménager une halle à cet effet (*Ibid.*, p. 162).

(2) Ces certificats étaient délivrés sur des formules imprimées.

L'abjuration, dans une multitude de cas, était suivie d'aussi près que possible par la fuite. Beaucoup, du reste, avaient échappé, par une fuite opportune, à la fraude de cette conversion forcée, et se trouvaient maintenant hors d'atteinte. Il n'est pas toujours facile de déterminer à laquelle de ces deux classes appartiennent nos réfugiés américains. Nous trouvons, sur la liste des religionnaires et nouveaux convertis dont les biens furent saisis à leur départ de France, le nom de Pierre Monteils ou Montels, marchand de fer, de Montpellier, né à Canet, dans le diocèse de Lodève, en Languedoc. Avant de quitter sa patrie, avec sa femme Jeanne de Bosson et une de leurs filles, Monteils fit don de ses biens à son gendre, Noé Cazalet, aussi marchand, qui demeura dans la ville, officiellement « nouveau converti, » mais dont la sincérité fut cependant soupçonnée (1).

Nous en reproduisons un spécimen donné par M. Corbière (*Histoire de l'église réformée de Montpellier*, p. 261). Les mots en italique étaient écrits à la main.

Extrait des registres des nouveaux convertis du diocèse de
Montpellier.

« L'an 1685 et le 29^e jour du mois de *septembre*, sieur *Pierre Restouble*, manganier, âgé de 45 ans ou environ, habitant de cette ville de *Montpellier*, après avoir été suffisamment instruit, a fait abjuration de l'hérésie de Calvin et profession publique de la religion catholique, apostolique et romaine, dans la chapelle du Séminaire, entre les mains de *Pierre Fressinaud*, prêtre de l'Oratoire, en présence de frères *André Péraud* et *Claude Gilles*, qui ont signé l'original. Collationné à l'original par moi, secrétaire de monseigneur l'Evêque.

» *Sauvaire, de l'Oratoire.* »

(1) « *Fugitifs* : Pierre Monteils, marchand de fer, sa femme et une de ses filles. — *Possesseur des biens* : Le sieur Cazalet, près la croix des Sevenols, paroisse Notre-Dame. — *Première note* : Il m'a répondu qu'il avait baillé ses enfants, qu'ils allaient à l'église, mais que pour lui il fallait que cela vint de Dieu. — *Deuxième note* : Il ne donne aucune marque de catholicité » (*Etat des biens des religionnaires et nouveaux convertis sortis du royaume, situés dans le diocèse de Montpellier, qui doivent estre saisis*, Corbière, op. cit., 290, 525).

Monteils se réfugia à Londres, où il résida pendant plusieurs années, puis se rendit, au commencement du dix-huitième siècle, à New-York (1), où il fut accompagné ou suivi par Cazalet (2).

Quelques émigrants de Montpellier se réfugièrent dans la Caroline du Sud avec leurs familles ; parmi ceux-ci figurent Joachim Gaillard (3), François de Rousserie (4) et un « monsieur Brie (5). » La famille Garrigues, de Pensylvanie, descend, croit-on, d'un frère de David Garric, qui s'enfuit comme lui de Montpellier, au

(1) Pierre Montels (ou Monteils), natif de Canet, diocèse de Lodève, épousa demoiselle Jeanne de Montels et de Bosson, dont il eut deux filles, Marie, qui épousa Noé Cazalet, et Marguerite, qui épousa François Besart, marchand, de Londres. Montels s'enfuit en Angleterre, où il fut naturalisé le 5 janvier 1688 ; il habitait la paroisse de Saint-Martin, à Londres, le 4 juillet 1699, lorsqu'il fit le testament qui mentionne les détails précédents. Pierre et Marguerite Montels étaient parrains au baptême de Pierre, fils de Gabriel Montels, dans l'église française de Swallow-Street, à Londres, le 18 juillet 1695. Il vint à New-York et fut reçu bourgeois de cette ville le 27 mai 1702, sous le nom de « Peter Montels, gentl. » Lui et sa femme étaient membres de l'église française de New-York, dont il était un des « chefs de famille » en 1704. Par son testament, enregistré le 20 janvier 1707, Montels laissa à sa femme tous ses biens, en France ou ailleurs (*Testaments*, New-York, VII, 334).

(2) Noé Cazalet fut reçu bourgeois de la ville de New-York le 22 août 1709, et élu constable en 1710. Cinq enfants de Noé Cazalet et d'Elisabeth Ony, sa femme (probablement un second mariage), furent baptisés à l'église française de New-York de 1711 à 1717. Tous deux étaient décédés en 1743-44, lorsque des lettres d'administration furent accordées à John Cazalet (*Testaments*, New-York, XII, 110, 147).

(3) « Joachim Gaillard, fils de Jean & Marie Gaillard, de » Montpellier en Languedoc. Ester Gaillard, sa femme, fille de » André Paparel, et Caterine Paparel, de Bouin en Foret. » Jean, Pierre, enfans du susdit » (Liste des François, etc.). Le réfugié français à Boston écrivait, en 1687 : « M. Gaillard, que » mon père connoit, est arrivé avec toute sa famille en Caroline » (*Relation d'un François réfugié à Boston*).

(4) « François de Rousserie, né à Montpellier, fils d'Alexandre » de Rousserye et de Marie Suranne » (Liste des François, etc.).

(5) *Relation d'un François réfugié à Boston*.

moment de la révocation, et vint en Amérique, où il se joignit à la société des Amis (1).

Toulouse, capitale de la province, fut connue, dès les premières années de la réforme en France, pour son hostilité prononcée contre le protestantisme. Pendant le cours du seizième siècle, les rues de cette ville se teignirent par deux fois du sang de ses enfants, massacrés comme hérétiques. En dépit de cette réputation, Toulouse était cependant encore, au moment de la révocation, la demeure d'un grand nombre de huguenots. Parmi ceux qui se réfugièrent en Amérique, étaient Vincent de Laymerie, fils de Noé de Laymerie, et Marie Elisabeth sa femme (2).

Castres, l'une des principales villes du Languedoc, avait été des premières à accueillir les doctrines de la réforme. Ses habitants protestants, soumis pendant un demi-siècle à des restrictions vexatoires innombrables, formaient cependant encore, en 1670, la majorité de la population. Près de Castres était le lieu de naissance de John-Paul Mascarene, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, de 1740 à 1749, qui descendait d'une des plus anciennes familles du Languedoc (3). Son père,

(1) Un autre frère s'enfuit, dit-on, en Allemagne, où le nom existe encore, sous la forme de « Garrigue. » Cette famille est représentée actuellement par William H. et Samuel B. Garrigues, de Philadelphie.

(2) Naturalisé en Angleterre, le 15 avril 1693, sous le nom de de Lainerie, et, à New-York, en 1705, sous celui de de Laymerie (*Livre d'actes (Book of deeds)*. Albany, New-York, X, 151).

(3) La famille de Mascarene, ou Mascarenc, avait atteint une importance considérable à Castres vers la fin du seizième siècle. Jacques et Antoine Mascarenc, frères, étaient au nombre des huguenots les plus braves de cette petite ville. Jacques Mascarenc était un des trois soldats protestants qui, lorsque Castres fut tombé entre les mains des catholiques, entreprirent une exploration hasardeuse pour reconnaître s'il était possible d'entrer dans la ville par la voûte grillée d'un moulin adjacent aux remparts, et

Jean Mascarene, membre intelligent et dévoué de l'église réformée de Castres, était un légiste estimé, conseiller à la Chambre de l'Edit, qui existait encore, bien que réunie au parlement de Toulouse. A l'approche des dragons, pendant l'été de 1685, Jean Mascarene

qui vinrent rapporter à leurs frères que le projet était praticable (5 juillet 1573, *Mémoires de Jacques Gaches*, p. 146). Le plan fut découvert par l'ennemi et échoua ; mais, un an plus tard (23 août 1574), une petite troupe de treize huguenots accomplit une entreprise encore plus hardie, qui aboutit à la reprise de Castres par les protestants. « Ce seroit une grande ingratitude à » l'endroit de ces braves hommes, » dit Gaches, p. 178, « si on » cachoit leurs noms à la postérité, lesquels je coucherai sur le » papier pour estre le héraut de leur vaillance. » « Jacques et Antoine Mascarene frères » figurent parmi ces treize immortels, et paraissent avoir égalé, sinon même surpassé leurs compagnons en intrépidité. Elevés au grade de capitaine, les deux frères se distinguèrent par le secours qu'ils donnèrent à la cause protestante. Antoine fut assassiné en 1581, en pleine paix. Son frère aîné demeura encore plusieurs années un des chefs les plus fidèles du parti.

Outre Jacques et Antoine, il y avait un autre Mascarene, un huguenot qui, en 1580, était l'un des consuls d'Anglès (*Mémoires de Jacques Gaches*, p. 271). Il peut avoir été un ancêtre de Paul Mascarene, qui, comme nous l'apprenons de son propre récit, possédait des terres auprès de ce lieu.

La généalogie conservée par les descendants de Jean Mascarene, dans le Massachusetts, donne les renseignements suivants : Martin Mascarene, né en 1535, épousa Elisabeth de Siton. Ils eurent trois fils, dont l'un, Jean, né en 1580, mort en 1660, épousa Guilste Dimbert. Leur fils, Jean (mort en 1682), avait épousé, le 26 avril 1659, Louise de Balarand, née le 8 août 1642, morte le 13 décembre 1731. Ils eurent onze enfants, dont huit moururent jeunes. L'aîné, Jean, né le 20 avril 1660, mort le 6 avril 1698, avait épousé, le 4 août 1684, Marguerite de Salavy, dont il eut un fils, Jean Paul, né en octobre 1685, mort le 15 janvier 1760. Jacques, huitième enfant de Jean et de Louise, mourut en 1718. César, leur dernier né, épousa, en 1702, Elisabeth Termangen, et mourut en 1730. Ils eurent deux enfants, Henri, né en 1703, et Anne. Henri épousa une demoiselle Baudecour, et eut deux filles, Elisabeth et Anne (*New-England historical and genealogical Register*, tome XI, p. 239, où la date de la naissance de Jean-Paul est erronée ; comparer XXXV, 223).

Les armes de la famille Mascarene sont : « d'argent au lion rampant de gueules, au chef d'azur chargé de trois mulets ; cimier, un mulet de même » (*Ibid.*, IX, 247).

s'en alla avec sa femme, Marguerite de Salavy, qui était alors enceinte, à sa maison de campagne de Carrelle, auprès d'Anglès, à six lieues de Castres. Puis, apprenant qu'Anglès allait être aussi livré aux soldats, il se réfugia dans une maison de paysans sur l'une des montagnes voisines. Ce fut là que naquit Jean-Paul, au mois d'octobre. Dès que l'enfant fut sevré, on le porta à Castres, chez sa grand'mère, avec laquelle il vécut jusqu'à l'âge de onze ans. Ses parents demeurèrent cachés dans leur retraite, sur la montagne, jusqu'au mois de février suivant, qu'ils se rendirent à Toulouse et s'embarquèrent sur la Garonne pour Agen, où ils espéraient rester sans être remarqués. Mais l'officier qui commandait les troupes logées chez les protestants, à Agen, était précisément natif de Castres, et les fugitifs, craignant d'être reconnus, s'embarquèrent de nouveau pour Bordeaux. A peine avaient-ils mis le pied à bord qu'un lieutenant les accostait, leur demandait s'ils ne professaient pas la « religion appelée réformée, » et, sur leur réponse affirmative, leur ordonnait de le suivre. Ils furent aussitôt jetés en prison, et, un peu plus tard, conduits devant le juge criminel de Castres, sous l'accusation d'avoir violé l'édit du roi, qui défendait à ses sujets de quitter le royaume. Mascarene se défendit modestement, mais avec fermeté. Interrogé s'il était vrai qu'il eût l'intention de quitter le royaume, il répondit qu'il « aymoît trop sa patrie pour vouloir la quitter que d'y estre forcé. » Interpellé sur son but en allant à Bordeaux, il répondit qu'il y allait parce qu'il ne pouvait pas rester en sûreté à Agen, et espérait pouvoir rester quelque temps à Bordeaux tranquille et sans être remarqué. Interrogé s'il était vrai qu'on lui eût demandé s'il voulait changer de religion et qu'il eût

répondit qu'il était convaincu de la vérité de sa religion et espérait lui rester toute sa vie fidèle, non seulement il admit le fait, mais il dit même au juge que s'il voulait prendre la peine de lui répéter la question, il y ferait toujours la même réponse. Cette courageuse confession ne lui servit à rien. En avril 1686, il fut condamné aux galères à vie avec son compagnon de captivité Dupuy, de Caraman; ses biens furent confisqués et une amende de trois cents livres lui fut imposée. Il en appela avec calme au parlement de Toulouse et quitta la cour en disant : « Mon Dieu a tout abandonné pour moi et est » mort sur la croix. Il n'est que juste que je fasse pour » Lui le petit sacrifice auquel je suis condamné. Je suis » assuré qu'Il ne m'abandonnera jamais tant que je Lui » resterai fidèle. »

L'emprisonnement de Mascarene dura plus de deux ans. Le 7 mai 1687, il eut une audience de la Chambre du parlement dont il avait été lui-même conseiller. La posture humiliante dans laquelle on l'avait placé, les fers qu'il avait aux pieds, la présence de quatorze juges ne l'effrayèrent en rien. Il conserva une présence d'esprit et une fermeté admirables, écouta tous ses juges, répondit à chacun avec calme, se défendit lui-même avec une habileté remarquable, et obtint même de la Cour, fait sans précédent, la permission d'interroger l'un des juges qui lui avait posé une question. A la fin de la séance, on lui demanda s'il persistait encore dans sa foi. « Oui, » répondit-il, « je suis prêt à suivre mon » Dieu partout où il voudra m'envoyer. Il a tout abandonné pour moi, il n'est que juste que j'abandonne tout pour lui. » On le ramena à la conciergerie, et quelques jours plus tard on le transféra à la prison de l'hôtel de ville. C'est ce qu'on faisait habituellement

pour les criminels qui devaient être exécutés, et Mascarene en conclut que la fin de ses peines était proche. Comme le temps passait et qu'il ne recevait aucune nouvelle, il reprit courage et fit tous ses efforts pour faire de nouveau valoir ses droits; ce fut en vain. A la fin, de grand matin, un jour d'avril 1688, un officier vint dans sa cellule et lui ordonna de se lever immédiatement. Ne doutant pas que sa dernière heure ne fût venue, il répondit : « Donnez-moi le temps de dire mes prières » et je serai prêt à aller où Dieu m'appellera. » Une demi-heure plus tard, l'officier revint, et après lui avoir bandé les yeux, le conduisit à une chaise à porteurs où il s'assit avec lui. On le conduisit alors à la frontière où on le mit en liberté, en lui ordonnant au nom du roi de ne jamais rentrer dans le royaume. Il remercia alors l'officier pour le soin qu'il avait pris de lui, tout en observant qu'il n'était pas nécessaire de le garder pendant deux ans pour finir par le conduire là où il voulait aller; ajoutant qu'il souffrait patiemment ses épreuves, « ne les considérant comme rien en comparaison de la gloire qui devait être révélée et dont il espérait fermement jouir. » Il atteignit Genève le 10 avril, « ne possédant que ce qu'il avait sur le dos. » Sa mère lui envoyait de temps en temps les secours qu'elle était en mesure de lui donner. Il vécut encore dix ans, et mourut à Utrecht le 6 avril 1698, à l'âge de trente-huit ans.

Jean Mascarene fut un confesseur héroïque de la foi réformée. Ses descendants ont conservé de lui plusieurs souvenirs très intéressants que nous publions dans l'appendice de ce volume. On remarquera, dans le mémoire qu'il adressa de sa prison à l'avocat qu'il pria de plaider sa cause, quelques passages où il donne un exposé très clair de sa foi.

Son fils, Jean-Paul, avait été dans l'intervalle élevé à Castres sous la direction de sa grand'mère, Louise de Balarand, et de son oncle César Mascarene. Lorsqu'il atteignit sa douzième année, on décida, à la requête instante de son père, de l'envoyer à Genève, et en conséquence, à la fin de novembre 1696, l'oncle se mit en route, accompagné d'un serviteur fidèle et de Jean-Paul, déguisé en page et revêtu d'une livrée verte. Les voyageurs prirent la route de Lyon, avec l'intention de traverser le Rhône à un village nommé Seissel, au lieu de passer le pont à Saint-Esprit, et ils trouvèrent un batelier qui se préparait justement à porter sur l'autre rive un chargement de foin. Le batelier consentit à prendre Paul et son portemanteau à bord ; mais son oncle et le domestique durent rester en arrière. Paul, « avec la résolution d'un homme de vingt-quatre ans, » retira sa livrée verte pour revêtir un costume de marin. Son portemanteau fut caché dans le foin, et, après avoir pris congé de ses compagnons, il saisit un aviron et traversa le Rhône sans encombre. Il arriva à Genève le 14 décembre 1696, et fut placé sous la direction de M. de Rapin, chargé de son éducation. Après quelques années il se rendit en Angleterre, où il se fit naturaliser en 1706. Il entra dans l'armée, et obtint une commission de lieutenant. Après une longue carrière et des états de service distingués, il rentra dans la vie civile et se retira à Boston, en Massachusetts (1).

Parmi les protestants de Castres emprisonnés en 1687, pour cause de religion, et transportés plus tard aux Antilles, était Suzanne de la Vabre, probable-

(1) Quelques-uns des détails du récit qui précède ont été tirés d'une lettre écrite, en 1763, par un parent au petit-fils de Jean Mascarene.

ment la même qui épousa Paul Droilhet, l'un des premiers anciens de l'église française de New-York.

Nîmes, en Languedoc, qui est restée depuis la Réforme une ville protestante, contenait, au moment de la révocation, nombre de huguenots. Deux cents personnes environ réussirent à s'échapper avant l'arrivée des dragons, et beaucoup d'autres se préparèrent aussi à la fuite dès qu'ils apprirent la venue des troupes. Dégarnissant à la hâte leurs maisons, ils entassaient tout leur mobilier dans les rues pour le vendre à qui voudrait l'acheter. Mais les autorités de la ville publièrent immédiatement un décret interdisant à qui que ce fût d'acheter les biens des hérétiques, sous peine d'amende et d'emprisonnement, de sorte que les malheureux huguenots abandonnèrent leurs biens et se précipitèrent vers les portes de la ville pour prendre la fuite, quoique dénués de tout et ne sachant même pas où tourner leurs pas. Là cependant ils se trouvèrent en face des dragons, qui les repoussèrent sans pitié, et ils furent contraints de rentrer dans leurs demeures pour y recevoir leurs bourreaux. En une semaine quatre mille d'entre eux furent conduits dans une des principales églises de la ville pour y faire leur abjuration publique; et le duc de Noailles, qui dirigeait la dragonnade, put écrire au premier ministre Louvois :
« Les personnes les plus importantes à Nîmes ont
» abjuré le jour après mon arrivée, et en conséquence
» il y a eu du ralentissement ; mais grâce au logement
» des soldats, que j'ai ordonné pour les plus obstinés,
» les choses ont repris leur cours. Le nombre des religionnaires de cette province est de deux cent quarante mille. Je pense qu'à la fin du mois tout sera
» terminé. »

Louis Bongrand, marchand, « né à Nîmes dans le

Bas-Languedoc, » fut l'un des premiers colons de New-Rochelle, dans le comté de Westchester (1).

Louis Liron, autre fugitif de la même ville, s'établit comme négociant à Milford, dans le Connecticut (2). Jean Aunant, de Nîmes, s'enfuit dans la Caroline du Sud (3). La famille de Says (4) s'établit de bonne heure en Delaware, celle d'Imbert (5) en Pensylvanie et en Virginie. Jean Courdil, natif de Nîmes, était ministre protestant et officiait dans la maison du sieur La Casagne, auprès de cette ville. En 1683, il alla à Londres, prit les ordres dans l'église anglicane, et fut nommé à

(1) Il fut naturalisé à New-York le 27 septembre 1687, et acheta des terres à New-Rochelle, de Jacob Leisler, le 21 mai 1690, mais les revendit trois ans plus tard, en réservant un champ qu'il donna aux habitants pour leur servir de cimetière. Il épousa Mary Van Bursum, suivant autorisation du 8 novembre 1695. Nommé constable du North-Ward, à New-York, le 14 octobre 1696, il demanda à être dispensé de ce service, « ayant plus de soixante » ans, et ne comprenant pas la langue. » Il était un des chefs de famille de l'église française en 1704, et, à sa mort, en 1709, il laissa 10 livres aux pauvres de cette église.

(2) Les petites lettres de naturalisation furent accordées, à New-York, le 28 octobre 1696, à « Leuwis Liron, protestant français. » Il fut naturalisé le 9 septembre 1698. Il était associé en affaires avec Bongrand. Sa tombe à Milford, dans le Connecticut, porte l'inscription : « M. Louis Liron, marchand, a quitté cette vie le » 18 sept. 1738, dans la 88^e année de son âge. » Par son testament, en date du 9 octobre 1736, il laissa 200 liv. à l'église française de Boston, et 100 liv. à l'église française de New-Rochelle, « dont Mons. Mulinor est ou était dernièrement le pasteur ou ministre. » Liron ne laissait pas d'enfants. Il avait épousé, à un âge avancé, la veuve d'Alexander Bryan; mais elle n'est pas nommée dans son testament, et mourut probablement avant lui.

(3) « Jean Aunant, natif de Nîmes, fils de Jean Aunant et de » Sibelle Dumas; et sa femme Marie Soyer » (Liste des Français, etc.). « Jean Aunant, marchand de soye, et sa famille » (Liste de réfugiés nîmois, en 1686, *Bull.*, XIV, p. 260).

(4) Richard Seays, colon huguenot dans le Delaware (Rev. George Foot, *Early History of Delaware, and of the Drawyers Congregation*). Louis Says, marchand (Liste de réfugiés nîmois).

(5) Andrew Imbert promit obéissance au gouvernement de Pensylvanie, le 10 juillet 1683. Imbert, l'un des colons de Manakintown, en Virginie, en 1699. Jean Imbert, réfugié nîmois (*Ibid.*).

la cathédrale de Saint-Paul. Trois ans plus tard il vint à New-York, où il resta jusqu'à l'été de 1689. Il fut ensuite fait prisonnier avec trois autres protestants français qui revenaient avec lui en Angleterre sur un navire anglais, et on les emprisonna à Nantes, où ils demeurèrent deux mois. Au bout de ce temps, on embarqua Courdil sur un navire qui allait à Copenhague. L'un de ses compagnons, qui avait comme lui quitté la France avant la révocation, fut autorisé à regagner sa demeure après avoir abjuré; les deux autres, qui s'étaient enfuis après la révocation, furent condamnés aux galères (1).

D'autres émigrants étaient originaires de petites villes du Languedoc; Antoine Cordes, de Mazamet (2), Jacques Du Bosc, de Saint-Ambroix (3); Jean Guibal, de Saint-André-de-Valborgne (4); Moïse Carion, de Faugères (5), qui s'établirent dans la Caroline du Sud.

(1) B. Vaurigaud, *Essai sur l'histoire des églises réformées de Bretagne*, 1535-1808, t. III, 152-154. « Courdil, ministre, » officiait au baptême d'un enfant dans l'église française de New-York, le 25 avril 1689 (Registres). Il était venu à New-York « pour y voir des François de ses amis » (Vaurigaud). Le consistoire de l'église française de Threadneedle-Street donna, le 24 juin 1694, l'ordre au trésorier de donner 20 shellings pour subvenir aux besoins de M. Courdil, ministre.

(2) « Antoine Cordes, né à Bazamet en Languedoc, fils de Paul Cordes et de Marie Depeuch. Ester Madeleine Balluet, sa femme; Isaac, Madeleine, Ester, leurs enfans, nez en Caroline » (Liste des François, etc.). *Bazamet* paraît être mis à tort pour *Mazamet*.

(3) « Jacques Du Bosc, né à Saint-Ambroise en Languedoc, » fils d'André Du Bosc, et Marie Le Stoade. Marie Dugué, sa femme; Marie, leur fille, née en Caroline » (Liste des François, etc.).

(4) « Jean Guibal, fils de Henry Guibal et de Claude Guibal, » de Saint-André de Val [borgne], en Languedoc. Ester Guibal » sa femme, fille de Jean le Cert et Marie le Cert, de Rennes en Bretagne » (*Ibid.*).

(5) « Moïse Carion, né à Faugère en Languedoc, fils d'André » Carion et de Marie Fascal; Anne Ribouteau sa femme; Moïse » Carion leur fils » (*Ibid.*).

Jean Balaguier, de New-Jersey, paraît être originaire de Puylaurens (1). Guillaume Barbut (2) réfugié à Boston, et plus tard à Rhode-Island, venait également du Languedoc. Jacques Gautier, « que l'on croit descendre d'une famille noble de ce nom, originaire du » Languedoc, émigra en Amérique peu après la révolution, » et s'établit à New-York (3). Jean-Pierre Richard et Marthe Pont, sa femme, tous deux du Languedoc, étaient en 1692 membres de l'église française de New-York (4).

La Guyenne, le grand camp des armées huguenotes et le boulevard de Henri de Navarre, avait assisté, durant les guerres civiles du seizième siècle et sous le règne de Louis XIII, à bien des scènes de carnage, mais jamais les malheureux protestants de cette province n'avaient été aussi cruellement traités qu'ils le furent,

(1) Jean Ballaguier, colon français de New-Jersey, habitait, en 1716, « à un mille de Burlington » (*Mémoires d'une famille huguenote*, p. 301). « Jean, fils de Barthélemy Balaguier, ministre de cette église, » fut baptisé dans le « temple » français de Soho, à Londres, le 30 janvier 1692.

(2) La *France protestante* mentionne plusieurs personnes de ce nom, toutes du Languedoc. William Barbut, naturalisé en Angleterre le 31 janvier 1690, fut reçu dans la colonie du Massachusetts, le 1^{er} février 1691. Il se joignit ensuite à la colonie de Narragansett, et, après sa dissolution, se rendit à Boston, où nous le trouvons membre de l'église française, en 1696. Il retourna à Rhode-Island vers l'an 1700.

(3) *New-York gen. and biogr. Record*, III, 1-9.

(4) Registres de l'église française de New-York.

Jacques Jerauld était aussi du Languedoc. Ses parents étaient tisserands en soie ; mais le fils (l'un de leurs vingt et un enfants) avait commencé l'étude de la médecine, quand la révocation arriva. Il fit connaissance, pendant sa traversée pour l'Amérique, avec une famille de réfugiés, dont il épousa plus tard la fille aînée, Marthe Dupee (Du Tay ?). Jerauld s'établit comme médecin à Medfield (Massachusetts), et mourut, en 1760, à un âge avancé. Son fils, le docteur Dutee (Du Tay) Jerauld exerçait la médecine à East-Greenwich (Rhode-Island), où il mourut, en 1813, âgé de quatre-vingt-onze ans.

après une paix de soixante ans , lorsque la soldatesque de Louis XIV entra dans leurs villes et leurs villages pour les contraindre à se rallier à l'église romaine. Il est vrai qu'en Guyenne comme ailleurs le coup final avait été précédé de bien des mesures préparatoires pour l'anéantissement de la religion réformée. Ce fut dans cette province que l'on expérimenta pour la première fois le système de logement des troupes chez les familles protestantes en temps de paix. En 1661, sous un prétexte quelconque , la ville protestante de Montauban fut occupée pendant quatre mois par une troupe de cinq mille hommes , distribués chez les habitants pour les obliger à se convertir. Le culte réformé avait déjà été interdit dans mainte localité de cette province où il n'existait pas une seule église catholique , et les temples furent fermés les uns après les autres. L'académie protestante de Montauban , fondée en 1599 , fut d'abord affaiblie par son transfèrement dans une autre ville , Puylaurens , près de Castres , puis définitivement supprimée en mars 1685. Les huguenots subirent toutes ces vexations avec leur patience et leur soumission proverbiales , priant et attendant des temps meilleurs. Aucune autre province ne s'était montrée plus fidèle au roi. Lorsque , à l'avènement de Louis XIV, le prince de Condé leva l'étendard de la rébellion , les protestants de sa propre province de Guyenne refusèrent de se joindre à lui et envoyèrent au contraire des renforts à l'armée royale. « La couronne chanceloit sur la tête du roi , » disait en 1651 le ministre royal aux députés de Montauban , « c'est vous qui l'avez affermie. » Plus tard , devant la destruction de leurs temples , les huguenots firent preuve de la même fidélité et de la même admirable patience. Les congrégations s'assemblèrent

autour de leurs ministres, qui continuèrent à prêcher sur les ruines de leurs sanctuaires jusqu'à ce qu'on les emprisonnât, et ensuite dans leurs demeures ou dans quelque lieu retiré des forêts ou des montagnes, où ils s'efforçaient d'adorer Dieu selon leur conscience.

Cependant les dragonnades ne furent pas moins efficaces en Guyenne que dans les provinces de l'ouest et du nord. « Soixante mille conversions dans le district » de Bordeaux et vingt mille dans celui de Montauban ! » écrivait le ministre Louvois. « Telle est la rapidité de » notre œuvre qu'à la fin du mois il ne restera pas dix » mille religionnaires dans le district de Bordeaux, où » au milieu du mois dernier il y en avoit cent cinquante » mille. »

Il ne nous est parvenu aucune relation concernant l'évasion des réfugiés de Guyenne en Amérique, mais il est certain que les noms qui nous ont été conservés ne représentent qu'une petite partie de l'émigration de cette province. Plusieurs des colons de la Caroline du Sud étaient de ce nombre. Jean Boyd et sa famille (1) et Pierre La Salle (2) venaient de Bordeaux; Jean Pécontal (3), de Caussade. Parmi ceux qui vinrent à New-York étaient Henri de Money (4), Jean

(1) Ses trois fils, Jacques, Jean et Gabriel étaient natifs de Bordeaux. Trois autres enfants, Jeanne-Elisabeth, Jacques et Jean-Auguste, étaient nés en Caroline, où le père mourut avant 1696. Sa veuve était Jeanne Berchaud, native de La Rochelle (Liste des François, etc.).

(2) « Pierre La Salle, né à Bourdeaux, fils de Charles La » Salle et de Suzanne Hugla. Elizabeth Messett, sa femme, » Pierre et Elizabeth, leurs enfans, nez en Caroline » (Liste, etc.).

(3) « Jean Pecontal, né à Cossade, en *Languedoc*, fils de Jean » Pécontal et d'Anne Nonnelle » (*Ibid.*). Caussade est néanmoins en Guyenne.

(4) « Henry Monye, van Bordeaux, » fut marié à Marianne Grasset dans l'église hollandaise de New-York le 25 avril 1701. Quatre enfants de Henry et Marianne de Money furent bapti-

Bouyer (1) et Josué Lasseur (2), de Bordeaux ; Denis Lambert (3), de Bergerac ; Jean-Jacques Fouchard (4), de Duras ; Isaac de la Garde (5), de La Roche-Chalais en Périgord , et Jérémie Latouche (6), de Villeneuve. Jean Barbarie (7), l'un des principaux réfugiés de New-

sés à l'église française de 1702 à 1719. En 1721, il s'occupait d'affaires à Elizabethtown (New-Jersey).

(1) « Jean Bouyer , de Bourdeaux, » fut marié le 12 novembre 1693, dans l'église française de New-York, à Madeleine Sauzeau, de Marennes.

(2) Des lettres d'administration de la propriété de Josué Lasseur, de Bordeaux, furent accordées à New-York en 1684 à Gabriel Minvielle.

(3) « Denis Lambert, natif de Bergerac, en France, décédé » mardy, 29 septembre, enterré le 1^{er} octobre 1691 » (Registres de l'église française de New-York). Sa veuve, Françoise Brinqueman, épousa Jean Barbarie.

(4) « Jean-Jacques Fouchart, natif de Duras, en Agenois, fils » de feu Simon Fouchart, et feue Suzanne Roche, » fut marié le 31 octobre 1688 à l'église française de Threadneedle-Street, à Londres, à Suzanne Noger, également native de Duras. John-James Fouchard, approvisionneur, fut fait bourgeois de New-York le 2 mai 1704, et élu constable le 15 octobre 1705. Son testament, signé le 14 juin 1723, enregistré le 25 août 1724, mentionne son fils Jacob et deux filles, Marie, femme d'un « M^r Williams, à Deptford, dans la Grande-Bretagne, » et une autre Marie à New-York (*Testaments*, N.-Y., IX, 488).

(5) « Isaac de Lagarde, fils d'Abraham Delagarde, par Mary, » sa femme, né à Laroche-Chaylay, en Périgord, » demanda à être naturalisé à New-York, et fut naturalisé par acte passé la douzième année du règne du roi Guillaume III (Livre d'actes, Albany, N.-Y.).

(6) « Jérémie, fils de Isaac Latouche, fils de deffunt Pierre La- » touche, demeurant à Villeneuve de Puichegru (Villeneuve de » Puységur?), en Agenois de Guyenne, » fut baptisé dans l'église française de Bristol, en Angleterre, le 9 juin 1694. Jérémie Latouche, marchand à New-York, et Jeanne Soumain, sa femme, eurent trois enfants baptisés à l'église française de cette ville de 1724 à 1738. Il fut élu « ancien et diacre » pour un an en 1740.

(7) Jean Barbarie, naturalisé en Angleterre le 5 janvier 1688, avec ses deux fils Pierre et Jean-Pierre, vint à New-York au printemps de la même année, et prit aussitôt une place éminente dans la communauté. C'était un négociant entreprenant qui, en même temps, s'occupait activement des affaires politiques. Il paraît avoir été le principal fondateur de l'église française de New-York, qui date de l'année de son arrivée, et dont il fut ancien et trésorier. Il épousa Marie Brinqueman, veuve de Denis Lambert

York était également, croit-on, natif de Guyenne.

Gabriel Minvielle, de Bordeaux (1), avait précédé ces émigrants de plusieurs années, et au moment de la révocation il était un des négociants les plus prospères de New-York. Le terme de sa charge de maire de cette ville expira à cette époque, et il fut remplacé par un autre huguenot, Nicholas Bayard.

Parmi les colons de New-Rochelle nous trouvons également plusieurs émigrés de Guyenne. Jean Magnon (2) venait de Tonneins; Pierre Villeponteux (3) et

et nièce de Gabriel Minvielle. Son fils Pierre épousa Suzanne Lambert, et se joignit à l'église de la Trinité, à New-York, dont il devint sacristain et gardien. Il possédait des terres importantes, tant dans la ville de New-York que dans le reste de la province. Le nom de « *Barbarie's Garden* » c'est-à-dire jardin de Barbarie, fut longtemps familier aux habitants de cette ville.

(1) Gabriel Minvielle, de Bordeaux, alla à Amsterdam dès l'année 1669, et était déjà à New-York en 1673. Il fut élu alderman en 1675, et maire en 1684. Il remplissait, en outre, plusieurs charges importantes, était l'un des représentants de la province et resta membre du conseil sous quatre des gouverneurs. Il épousa Judith Van Beeck le 5 août 1674, à l'église hollandaise de New-York. Sa femme est nommée dans son testament *Susanna*. Minvielle habitait « dans la grande rue auprès de Balthus Bayard. » Il ne laissa pas d'enfants. Son testament mentionne quatre enfants de son frère décédé Pierre : Isabeau, Jean-Jacques, Jane et David, et les enfants d'une fille de sa sœur, Marie Minvielle, qui avait épousé un certain Brinqueman. Jean-Jacques Minvielle, reçu bourgeois de la ville de New-York le 27 mai 1702, épousa Suzanne Papin le 28 décembre 1702, et eut deux enfants baptisés à l'église française de New-York : Jacques, né le 1^{er} novembre 1705, et David, né le 16 août 1707.

(2) « Jean Magnon, tailleur d'habits, demeurant cy devant à » Tonneins, en Guyenne, fils de feu Jacques Magnon et Judith Herbe, » fut marié le 4 février 1695 à l'église française de Bristol, en Angleterre, à Claude, fille d'Elie Badeau. Leur fils Jean fut baptisé dans la même église le 25 juillet 1697. John Magnon, tailleur, vint à New-York en 1697 ou 1698, et fut fait bourgeois de cette ville le 15 mai 1705. Il eut deux enfants baptisés dans l'église française : Elie, le 23 octobre 1698, et Marie, le 4 février 1700. Il était, en 1704, l'un des « chefs de famille. » En 1707 il s'était transporté à New-Rochelle (N.-Y.), où le nom devint « Mannion. »

(3) Pierre Villeponteux fut naturalisé en Angleterre le

Jeanne Rivasson, sa femme, des environs de Bergerac. Abraham Tourtellot (1), natif de Bordeaux, vint en Amérique avec Gabriel Bernon et s'établit à Rhode-Island. Philip Salue, de Bordeaux, avait été élevé pour le pastorat; obligé de s'enfuir de France au moment de la révocation, il vint en Amérique et s'établit d'abord à Edgartown, puis à Harwich, dans le Massachusetts (2). Jean Chabot, l'un des membres de l'église française de Boston, avant 1700, était probablement de Bergerac (3). De Montauban vinrent

5 mars 1691. Il acheta les biens de David de Bonnefoy à New-Rochelle. Il eut des discussions en 1701 et 1702 avec les sheriffs du comté de Westchester, et fut, pour une raison quelconque, déposé de sa charge d'ancien dans l'église française de New-Rochelle par le pasteur Boudet, contre lequel il porta plainte au gouverneur. Après cela nous le perdons de vue. Rivasson et Villemonteix, — peut-être une erreur du clergé pour Villeponteix, — sont au nombre des protestants persécutés à Bergerac et dans ses environs.

(1) Abraham Tourtellot arriva à Boston pendant l'automne de 1687 sur le navire *Friendship*, de Boston. Benjamin Tourtellot, probablement son frère, s'était embarqué avec lui, mais mourut en mer le 25 septembre 1687. Abraham était veuf et avait trois enfants : Jacques-Thomas, Jacques-Moïse et Jean (Acte de naturalisation). Il épousa Marie, fille de Gabriel Bernon (Acte du 1^{er} juin 1699, *Actes de Suffolk*, Boston, XIX, fol. 179). Il se joignit à la colonie de Narragansett, et, après la dissolution de celle-ci, se transporta à Roxbury, dans le Massachusetts, où naquirent deux de ses enfants : Gabriel, le 24 septembre 1694, et Esther, le 12 juin 1696. Il alla ensuite avec son beau-père, Gabriel Bernon, à Newport (Rhode-Island), et on dit qu'il partit de là comme capitaine d'un navire avec son fils aîné, et que tous deux se perdirent en mer (Elisha R. Potter, *Memoir concerning the French settlements in the colony of Rhode-Island*, pp. 118-121). Les descendants d'Abraham Tourtellot et Marie Bernon sont nombreux. La tradition de la famille que le nom de l'émigrant était Gabriel est erronée.

(2) D'après T.-G. Sellew, esq., de New-York.

(3) « Chabot, famille influente de Languedoc qui embrassa les » doctrines de la Réforme aussitôt qu'elles s'introduisirent dans » cette province » (*France protestante*). Bernard Chabot, de Bergerac, épousa Anne Ouradour, à l'église française de Londres, le 16 mai 1690.

Antoine Trabue (1) l'un des colons français de James-River, en Virginie, François Benech (2), Isaac Garrison (3) et David Minvielle (4), neveu de Gabriel.

(1) Antoine Trabue mourut à Manakintown, en Virginie, en janvier 1724, à l'âge de cinquante-six ou cinquante-sept ans. Il y a encore à Montauban une famille de ce nom.

Daniel Trabue, petit-fils du réfugié (né le 31 mars 1760, mort en 1840), a laissé un « memorandum » de l'histoire de sa famille, dont nous extrayons le passage suivant : « Mon grand-père, Anthony Trabue, s'enfuit de France l'an de notre Seigneur 1687, » au moment de la sanglante persécution des catholiques romains » contre les dissidents. La loi contre les dissidents était très sévère à cette époque. Quiconque était connu pour tel, ou même » seulement suspect, voyait, s'il ne voulait pas prêter serment » comme le voulait le prêtre, ses biens confisqués, et souffrait » la mort la plus honteuse et la plus cruelle. Et le pis de tout, » c'est qu'on ne voulait pas que personne sortît du royaume. Des » gardes et des troupes étaient partout postés pour arrêter tous » ceux qui voudraient s'échapper. A tous les endroits où l'on pouvait supposer que ces gens passeraient, il y avait des gardes » permanentes et des compagnies d'inquisiteurs, et des patrouilles » parcourant toutes les routes et tous les autres endroits, donnant la chasse à ces hérétiques, comme on les appelait ; et pour » un qui réussit alors à s'échapper, il y en eut peut-être des centaines qui furent torturés et tués. »

« Lorsque l'édit eut été signé, bien des personnes pensaient » qu'il ne serait pas mis immédiatement à exécution ; mais les » prêtres, les moines et les inquisiteurs avaient hâte de mettre la main sur les biens des proscrits, et ne perdirent pas un moment. » J'ai entendu dire que mon grand-père, Anthony Trabue, avait » des biens, et était décidé à les abandonner s'il pouvait effectuer » son évasion. Il était alors très jeune ; lui et un autre jeune » homme prirent un chariot qu'ils chargèrent de vin et qu'ils » allèrent vendre à la garde la plus éloignée, et, lorsque la nuit » vint, ils laissèrent leurs chevaux et leur chariot, et, s'échappant, ils réussirent à gagner un navire anglais sur lequel ils » s'embarquèrent pour l'Angleterre, laissant leurs biens, leur » patrie, leur famille et tout le reste pour l'amour de Jésus, qui » était mort pour eux » (En anglais dans l'original ; communiqué au *Richmond-Standard*, 10 mai 1879, par R. A. Brock, esq., secrétaire de la Société historique de Virginie).

(2) François Benech, membre de l'église française de New-York, en 1698. Antoine Benech, fugitif de Montauban (*Arch. nat.*, Tr, n° 445).

(3) Isaac Garrison, fils d'Isaac Garrison et de Catharine de Romagnac. Sa femme s'appelait Jeanne. Naturalisé à New-York en 1705 (*Libres d'actes*, Albany (N.-Y.), X, 151).

(4) David Minvielle, fils de Peter Minvielle, et de.... Paul sa

Thomas Lanier, de Bordeaux, chassé par la persécution, vint en Virginie quelques années avant la révocation (1). La famille Aydelott (2), du Delaware, est également originaire de Guyenne.

Plusieurs des pasteurs qui accompagnèrent ou suivirent les réfugiés en Amérique étaient de la même province ou de la province voisine, le comté de Foix. William Gilet, l'aïeul de la famille Gillette d'Amérique, venait, croit-on, de Bergerac, « d'où il fut banni parce » qu'il continuait à prêcher l'Évangile ; ses biens furent » confisqués et sa vie exposée à des dangers constants. » Il s'établit à Milford, dans le Connecticut (3). Louis Latané alla en Virginie en 1701, et resta

femme, né à Montauban, fut naturalisé à New-York en 1705 (*Livres d'actes*, u. s.). Il arriva en Amérique après la mort de son oncle Gabriel (voir plus haut), et épousa Suzanne Boudinot. Six enfants de David et Suzanne Minvielle furent baptisés à l'église française, 1711-1721.

(1) *Sketch of the life of J. F. D. Lanier*, New-York, 1871.

(2) « D'après la tradition de la famille, tous les Aydelott sont » d'origine huguenote. Ils s'établirent dans ce qui forme maintenant l'Etat du Delaware, à Indian-River, dans le comté de » Sussex. Ils sont encore nombreux à cet endroit, mais ils s'éten- » dirent, il y a bien des années, au sud et à l'ouest, dans le Ma- » ryland, la Virginie, l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois et le Kentucky » (*Lettre de feu le Rev. B. P. Aydelott, D.D., à Cincinnati*). Une famille du même nom se réfugia en Angleterre après la révocation. « Isaac Aydelot, de Mauvoisin en Haute Guiesnes, » épousa Martha Bonnefous, le 30 octobre 1688, dans la chapelle française de Savoie, à Londres.

(3) Gilet était un nom de Bergerac. « Jacques Gilet, de Ber- » geraq, ministre, » fut marié à Jeanne Mestre, le 11 octobre 1701, dans l'église française de Crispin-Street, à Londres. « Elie Gillet, de Bergerac, » habitant en Irlande, recevait, en 1705, des secours du *Royal Bounty*. En Amérique, la famille se distingua par le grand nombre de ministres qu'elle fournit aux différentes congrégations. William, mentionné plus haut, fut marié le 14 novembre 1722, à Milford (Connecticut), avec Elisabeth, fille de Thomas Welsh. Il commença de bonne heure à exercer la médecine, et, après s'être suffisamment assimilé la langue, recommença aussi ses travaux comme ministre. Il vécut jusqu'à quatre-vingt-douze ans. Il se distinguait par son zèle et son dévouement, et aussi par

pendant plus de trente ans ministre de South-Farnham dans cette province (1). Jean Cairon, natif de Figeac en Guyenne, s'enfuit en Suisse au moment de la révocation, et vint en Amérique après avoir passé quelques années dans le pays de Vaud. En 1714, il était pasteur de la colonie française de Manakintown (2).

Jacques Laborie, de Cardaillac, étudia la théologie d'abord à l'académie de Genève, puis à Zurich, où il fut consacré. Il arriva en Angleterre « au moment du » couronnement du roi Guillaume, » et se rendit dix ans après dans le Massachusetts (3). Sa femme était Jeanne

son excentricité. Elisha, son fils, ministre dévoué, né à Milford le 17 août 1733, passa la plus grande partie de sa vie à Long-Island. Il mourut près de Patchogue, en 1820 (W^m B. Sprague, D.D.; *Annals of the American Pulpit*, tome VI, p. 719).

(1) « Petrus Lataneus Neracensis » fut immatriculé à l'académie de Genève, le 22 novembre 1605. Isaac Latané, pasteur de diverses églises de l'Agénais, demanda l'autorisation de quitter la France lors de la révocation. La réponse fut : « Comme c'est un » homme fort considéré et de beaucoup d'esprit, *il vaut mieux le » laisser en prison que de permettre son expatriation* » (*Bull.*, III, 499). Il s'échappa pourtant, et alla en Hollande. Daniel Latané passa en Angleterre.

Louis Latané, le réfugié d'Amérique, prit les ordres dans l'Eglise anglicane pendant qu'il était en Angleterre, et vint, en 1701, en Virginie. Il devint le ministre de South-Farnham, dans le comté d'Essex, et occupa cet emploi jusqu'à sa mort, en 1732. C'était un homme d'une vie sans tache et dévoué à son ministère (W. H. Foote, *op. cit.*, pp. 572-574). Plusieurs descendants de Louis Latané habitent encore dans le comté d'Essex.

(2) « Jean Cairon, né à Figeac, ci-devant ministre de Cajarc, » dans la Haute Guyenne, » était au nombre des pasteurs français qui s'étaient réfugiés, en 1688, à Zurich. En 1714, il était ministre de la colonie française de James-River, en Virginie. Il était alors veuf, et avait trois fils (*Liste generale de tous les François Protestants Réfugiés, Etablys dans la Paroisse du Roy Guillaume, Comté d'Henrico*).

(3) « Jacobus Laborie Cardailhacensis apud Cadurcos, » compléta ses études de théologie à l'académie de Genève, le 12 mars 1688 (*Livre du recteur*). Il fut consacré à Zurich, le 30 octobre 1688, et alla en Angleterre, où il obtint une licence de l'évêque de Londres pour enseigner la grammaire et le catéchisme dans la paroisse de Stepney. Il officia dans plusieurs des églises fran-

de Ressiguier. Alexandre de Ressiguier, peut-être un parent, natif du petit village de Trescléoux en Dauphiné, émigra à peu près au même moment que Laborie. Son nom figure en 1696 sur la liste des principaux fabricants de soieries employés par la « Compagnie royale des lustrez » à Londres. Son fils Alexander s'établit à Norwalk, dans le Connecticut (1).

Du petit comté de *Foix*, à l'extrémité sud du royaume, vint l'un des pasteurs huguenots les plus dévoués d'Amérique. Pierre Peiret était le petit-fils et l'homonyme d'un officier protestant qui s'était distingué par sa bravoure au siège du Mas-d'Azil. Il épousa Marguerite de Grenier la Tour, des Verriers de Gabre. « Chassé de France

çaises de Londres pendant neuf ou dix ans, et vint en Amérique en 1698. Après avoir exercé quelque temps le ministère dans la colonie française de New-Oxford, en Massachusetts, et avoir travaillé comme missionnaire parmi les sauvages des environs, il s'en alla à New-York, où il se chargea pendant deux ans, du 15 octobre 1704 au 25 août 1706, de la direction de l'église française de cette ville comme successeur de Peiret. Après quoi il commença à exercer la médecine et la chirurgie, et s'installa, en 1716, comme médecin, dans le comté de Fairfield, dans le Connecticut, prêtant occasionnellement assistance aux missions de l'église d'Angleterre. Il épousa en secondes noces Abigail Blacklach, le 29 août 1716, et mourut en 1731, ou peut-être avant, laissant deux fils, James et John, qui embrassèrent tous deux la médecine.

(1) « Alexander Resseguie et sa femme, réfugiés huguenots, » eurent deux fils. L'aîné fut élevé avec l'intention de le renvoyer » en France pour réclamer les biens de la famille, dont les titres » avaient été conservés par Alexander ; mais, au moment où il » allait quitter New-York, il fut atteint de la petite vérole et » mourut. Le second fils, Alexander, acheta des terres dans la » ville de Norwalk (Connecticut), en 1709, et épousa, la même » année, Sara, fille de Peter Bontecou, de New-York. La famille » fut longtemps florissante à Norwalk et dans les villes voisines ; » mais elle n'est plus représentée dans cette région que par » M. Abijah Ressiguie et sa fille, de Ridgefield. M. Ressiguie, » âgé de quatre-vingt-douze ans, est gardien de l'église épiscopale, et jouit de la plus haute estime. Beaucoup de personnes de » ce nom se trouvent encore dans l'Etat de New-York » (Communiqué par John E. Morris, esq., d'Hartford, en Connecticut).

« pour cause de religion , » Peiret « prêcha la parole » de Dieu pendant dix-sept ans , » dans l'église française de New-York, et mourut le 1^{er} septembre 1704 (1).

Les comptes du comité de Londres chargé de la distribution d'une somme de douze mille livres sterling, accordée par la reine à de pauvres réfugiés français, mentionnent parmi les cas extraordinaires relevés dans l'année 1705, celui de « Marguerite Peyret, du Béarn, » veuve d'un ministre décédé à New-York, où elle est » maintenant avec deux enfants : douze livres (2). »

(1) Les restes de cet excellent ministre reposent dans le cimetière de la Trinité, à New-York. Sa tombe porte l'inscription franco-latine suivante :

« Ci-git le révérent M^r Pierre Peirete, M. d. St Ev. qui, chassé de France pour la religion, a prêché la parole de Dieu dans l'Eglise Française de cette ville, pendant environ 17 ans, avec l'approbation générale, et qui, après avoir vescu comme il avoit prêché jusques à l'âge de 60 ans, il remit avec une proffonde humilité son esprit entre des mains de Dieu, le 1 septembre 1704. »

Hic jacet reverd. Dom. Petrus Perrieterus V. D. M. qui, ex Gallia religionis causa expulsus, verbum Dei in hujus civitatis ecclesia Gallicana per annos 17 cum generale approbatione prædicavit quique cum vitam prædicationibus suis conformem duxerit usque ad 60 ætatis suæ annum tandem in manus Domini spiritum humiliter deposuit 1 mens. Sept. ann. Dom. 1704.

(2) Un autre réfugié du Béarn, Jean La Tourette, « natif d'Osse en Béarn, » se joignit à la colonie française de New-York. Il épousa, le 16 juillet 1693, Marie Mercereau, dont il eut trois enfants, Marie, Jean et David, baptisés à l'église française. Pierre Latourette, peut-être frère de Jean, épousa Marie Mercereau. David épousa Catherine, fille de Jacques Poillon. David et Pierre étaient, en 1735, membres de la congrégation française de Staten-Island.

CHAPITRE IX.

LE REFUGE. — ANGLETERRE.

Plusieurs années déjà avant la révocation, les puissances protestantes de l'Europe avaient invité les huguenots persécutés en France à se réfugier chez leurs coreligionnaires étrangers. Un grand nombre avaient accepté cette invitation et jouissaient d'une généreuse hospitalité en Angleterre, en Hollande, en Allemagne et en Suisse. Plus tard vint le moment où les huguenots victimes des dragonnades n'eurent plus que ce moyen de salut devant eux, et ils se hâtèrent alors de se rendre en foule aux invitations qui leur étaient faites. Trois cent mille personnes sortirent de France à cette époque. La plupart se réfugièrent en Hollande; mais l'Angleterre fut la « cité du refuge » pour beaucoup de ceux qui vinrent ensuite en Amérique. Nous allons essayer, dans ce chapitre, de raconter l'histoire de nos réfugiés, spécialement pendant leur passage dans ce royaume.

Leur fuite fut, dans la plupart des cas, précipitée et aveugle. Ceux qui appartenaient aux classes protestantes aisées possédaient, il est vrai, en général, une certaine connaissance des pays étrangers, et des relations avec leurs compatriotes exilés, ce qui leur permettait de

choisir les localités où ils se réfugieraient et de prendre leurs dispositions pour y arriver. Mais ce ne fut pas le cas du plus grand nombre. Ne connaissant ni le pays ni la langue, obligés de se confier au hasard des vents et des flots, ou à la conduite de capitaines ou de pilotes étrangers, les fugitifs avaient généralement peu de choix relativement au port où ils devaient se rendre. Le lieu où la Providence les conduisait devenait ordinairement celui de leur résidence permanente, et de petites colonies de protestants français se formèrent ainsi dans la plupart des villes côtières d'Angleterre et d'Irlande. Londres, cependant, devint la demeure de la plupart des réfugiés. De Plymouth, Barnstaple, Southampton et de quelques autres ports, ils se rendaient bientôt à la capitale. Ils y retrouvaient un grand nombre de leurs compatriotes, et une église protestante française fondée depuis longtemps.

Nos réfugiés se trouvèrent à Londres dans une ville nouvellement bâtie. Les rues, il est vrai, étaient étroites, tortueuses, et misérablement pavées, mais les maisons étaient en général propres et confortables. Il n'y avait guère plus de vingt ans que « le grand incendie » avait détruit presque toute la ville, et les vieux bâtiments de bois et de plâtre, dont les étages se projetaient l'un au-dessus de l'autre et se rapprochaient « tellement de chaque côté qu'on pouvait des fenêtres » avoir un tête-à-tête et parler à voix basse à travers la rue, » avaient fait place à des constructions de briques, bâtiments « sans magnificence, » mais pleins de confort et de commodité. Vingt églises étaient construites ou en construction, et le nouveau Saint-Paul, commencé depuis dix ans, était suffisamment avancé

pour que l'on pût juger, en partie, de la grandeur de ses proportions (1). Les émigrants, dont beaucoup probablement n'avaient jamais visité leur propre capitale, trouvaient dans cette ville populeuse bien des choses qui excitaient leur surprise ou leur admiration. La beauté de la Tamise et les facilités de communication qu'elle présentait, grâce aux bateaux qui longeaient constamment ses rives, ainsi que la forêt de mâts qui la couvrait, les remplissaient d'étonnement. La liberté et la cordialité des manières anglaises les surprirent aussi beaucoup. Les gentilshommes et les hommes du peuple se servaient tous également des voitures de louage dans les rues et des bateaux sur la rivière. Les cafés et tavernes étaient « extrêmement commodes. » C'était pour eux un spectacle nouveau, mais qui n'était pas pour leur déplaire, de voir la façon anglaise de saluer, en se pressant cordialement la main, au lieu du salut plus cérémonieux du chapeau. Ce qui intéressait par-dessus tout le réfugié, était le fait qu'il atteignait enfin la ville qui, depuis plus d'un siècle, était l'asile de ses compatriotes exilés, et où il pouvait, comme eux, jouir du bien sans prix de la liberté de conscience.

L'un de nos huguenots d'Amérique nous a laissé un récit de ses premières impressions sur Londres. Il nous reste si peu de relations de ce genre que nous croyons intéressant d'en donner ici des extraits.

(1) Les ouvriers étaient occupés (1685-1686) à abattre le vieux pignon de l'ouest ; à enlever le mur entre Saint-Gregory et la Cathédrale ; à raser la vieille tour de Lanthorn ou Lollard, et à dresser des échafaudages autour des constructions. Les murs du chœur semblent avoir été, à cette époque, entièrement construits jusqu'à la hauteur de la corniche ; les piliers du dôme, jusqu'aux chapiteaux ; la nef, jusqu'à deux baies du dôme » (Renseignement obligeamment communiqué par le Rev. Dr Sparrow-Simpson, par l'intermédiaire du très Rev. Doyen de Saint-Paul).

Durand, du Dauphiné, s'était enfui de Marseille à Livourne, où il saisit la première occasion de s'embarquer pour l'Angleterre. Après un long et dangereux voyage, il débarqua à Gravesend le 31 mars 1686 et, y laissant sa famille, se rendit en bateau à Londres. « Les premières maisons que je rencontray, » raconte-t-il, « ne sachant point la grandeur de la ville, je me » fis mettre à terre, et demandois une chambre à louer, » mais on ne m'entendoit point, j'y roulai assez long- » temps jusques à ce que par signes ou autrement je » fis entendre à un homme qu'il me menât où il y avoit » des François, moyennant bien de l'argent que je lui » promis, et que je lui montrai. Il me mena finalement » à la Bourse, et m'ayant mis entre les mains d'un Fran- » çois il me laissa. Je lui racontai ce qui m'étoit arrivé » pour lui inspirer plus de compassion, mais il me dit » qu'il n'étoit pas de la Religion, que néanmoins je ne » me mis point en peine, que bien qu'il fut loin d'une » lieüe et demy, il ne me quitteroit point qu'il ne me » vit logé. Nous cherchâmes donc, mais inutilement, une » chambre dans ce quartier, si bien que n'en trouvant » point, j'eus recours à la lettre que m'avoit donné » M. Christophle Parker à Lignorne [Livourne]. Nous » nous enquimes si soigneusement du logis de M. Bro- » kin, qu'on nous indiqua la rue, nous y allâmes et » neûmes pas de peine à le trouver. Il ne s'y rencon- » tra pas, mais ayant prié M^{me} Brokin d'ouvrir la lettre, » et de me faire trouver une chambre, elle envoya inpon- » tinent sa gouvernante, qui m'en loüa une vis-à- » vis de son logis, et nous ayant bien fait servir à man- » ger et à boire, qui ne me vint point mal, car il étoit » six heures du soir sans que j'eusse encore rien pris, » et j'étois crevé de lassitude d'avoir si longtemps mar-

» ché , le pavé de Londres étant le plus méchant que
» j'aye encore veu.

« Le lendemain qui étoit un samedi, je m'en retour-
» nai bon matin à Gravesin [Gravesend] et amenay mes
» malades comme je peus. Les gardes de la douane ne
» me laisserent apporter de mes ardes que nos lits ; et
» étant revenus, il falut que mon valet avec le batelier
» portassent cette pauvre malade jusques à la chambre,
» et il me falut aussi presque toujours porter mon petit
» garçon , mais ce qui nous avint bien , c'est qu'elle
» étoit tout proche de la rivière. Le lendemain, qui
» étoit un jour de Dimanche, je m'enquis si soigneuse-
» ment et roulay tant dès le bon matin qu'après qu'on
» m'eut mené à plusieurs Eglises angloises, finalement
» on me mena au Temple françois de Londres, où j'ar-
» rivay assez longtemps avant qu'on commençat le pre-
» mier preche. Ce fut là où avec une joye que je ne
» sçauois exprimer d'avoir rejoint ce précieux flambeau
» de l'Evangile, qui avoit été transporté hors de
» nôtre royaume, je rendis mes très humbles actions de
» grâces à l'Eternel de la sortie de Babilon, et de mon
» heureuse arrivée dans ces fortunées contrées où l'on
» prêche la vérité sans aucun trouble ni empêche-
» ment (1).

Durand nous donne plus loin ses impressions sur la capitale et sur l'Angleterre. « La Savoye, » écrit-il, « est le plus grand fauxbourg de Londres ; c'est l'en- » droit où est la maison du Roy, de la Reine douerriere, » et presque de tous les grands seigneurs de la Cour. » Il y a deux Eglises françoises , et une dans la ville. » La plus grande partie des François logent là et au

(1) *Voyages d'un François exilé pour la Religion , etc.*

» fauxbourg Despedlefil [Spitalfields], qui est de l'autre
 » côté, les loüages y étant meilleur marché que dans
 » Londres (1). »

« L'Angleterre, » continue-t-il, « est un beau païs,
 » très riche et très abondant en toutes sortes de grains,
 » legumes, et principalement en paturages ; on y nour-
 » rit quantité de bétail, et tout le défaut qu'on trouve
 » aux viandes de la boucherie c'est qu'elle est trop
 » grasse. De sorte que leurs fons n'étant chargés que
 » des dismes pour l'entretien des Evêques et des minis-
 » tres ; les impositions n'étant que sur les marchandises
 » et mines de tain, cela joint avec leur grand com-
 » merce fait que c'est le païs le plus riche de l'Europe ;
 » aussi ne voit-on presque pas un pauvre dans les rües
 » et à la porte des temples, mais ce qu'il y a, et qui
 » contribüe sans doute à la fertilité de leur terroir,
 » c'est que dans l'hiver et dans le printemps il y pleut
 » presque tous les jours, ou il y traîne un certain
 » broüillard, et on voit rarement un jour bien clair et
 » bien serain ; cela rend l'air fort humide et fort gros-
 » sier, et ceux qui ne l'ont pas accoustumé deviennent
 » fluxionères. »

Géné par la détention de ses effets à la douane de Gravesend, et ne sachant où chercher assistance, Durand se rendit le mercredi suivant au « prêche » hebdomadaire de l'église française, et après le service demanda une entrevue au Consistoire. « Ces messieurs » prièrent Monsieur Herman Olmy, un fort honnête

(1) « Le peuplement du désert de Spital-Fields est dû entière-
 » ment aux Français. En une génération, neuf églises s'y étaient
 » élevées, et les artisans y étaient si nombreux et si actifs, que
 » la fabrication des soieries à Londres s'était accrue au vingtu-
 » ple » (Reginald Lane Poole, *A History of the Huguenots of the*
dispersion at the recall of the Edict of Nantes, pp. 82, 83).

» marchand anglois, de m'y servir ; il le fit avec beau-
» coup de générosité , étant un très honnet homme et
» fort charitable , et ce fut non seulement dans cette
» rencontre , mais en plusieurs autres. Il parloit bon
» françois , et il étoit si obligeant qu'ayant tous les
» jours besoin de lui à cause du langage, il quittoit tout
» pour me servir, bien qu'il eut beaucoup d'affaires, et
» ne me laissoit même jamais sortir de son logis qu'il
» ne me fit boire du vin d'Espagne. Monsieur Brokin
» revint cependant de la campagne, et d'abord m'envoya
» querir. Il m'offrit cent services , me faisoit fort sou-
» vent manger chez lui , et si souvent qu'il ne tenoit
» qu'à moi d'y manger tous les jours. »

Les réfugiés n'arrivaient pas tous complètement dépourvus de ressources ; beaucoup d'entre eux avaient , comme Durand , apporté quelques biens et pouvaient , avec de l'économie , vivre quelque temps à Londres ou ailleurs. Mais la plupart arrivaient dénués de tout , et leur seule ressource étoit de recourir à un fonds qui avait été établi cinq ans auparavant par des collectes faites dans tout le royaume pour secourir les réfugiés français. Ce qui restait de cet ancien fonds fut renforcé de nouvelles collectes faites à partir du 23 avril 1686. Le fonds ainsi créé s'éleva quelquefois jusqu'à deux cent cinquante mille livres sterling. On le connaissait sous le nom de *Royal Bounty* mais il n'étoit pas possible de lui donner un nom plus inexact , car aucun des rois sous lesquels il fut fondé , Charles II et Jacques II , n'avait de sympathie pour ce mouvement , ou de compassion pour les personnes que l'on voulait secourir. Le fonds étoit en réalité une munificence du peuple anglais , un témoignage magnifique de la pitié hospitalière d'une nation. Un édit royal ordonnant ces collectes étoit

cependant nécessaire à leur légalité, et Jacques II, de même que Charles, consentit, bien qu'à contre-cœur, à donner cet édit.

L'attitude du roi et de son gouvernement envers les réfugiés était vraiment anormale. Jacques professait ouvertement la religion catholique, et passait même pour s'appliquer à ramener son peuple sous le joug de Rome. Les huguenots s'étaient soustraits à la domination de Louis XIV pour se mettre sous la protection d'un monarque anglais qui, en bigoterie et en intolérance, ne le cédait en rien au Roi-Soleil, dont il s'était fait le servile instrument. Tous les réfugiés savaient qu'il les regardait d'un mauvais œil, et ils en eurent bientôt une preuve frappante. L'un des pasteurs bannis de France, Jean Claude, le célèbre prédicateur de Charenton, venait de publier son livre impartial mais brûlant d'indignation : *Les plaintes des protestants cruellement opprimez dans le royaume de France*, et une traduction en parut, peu de temps après, en Angleterre. Sur la plainte de l'ambassadeur de France, Jacques ordonna que l'original et la traduction seraient tous deux brûlés publiquement à Londres par le bourreau, ce qui fut fait le 5 mai 1686 (un mois après l'arrivée de Durand), et l'enthousiaste français ou quelqu'un de ses compagnons de refuge, passant près de la Bourse, put voir l'ouvrage de leur grand compatriote livré ignominieusement aux flammes.

Le roi était donc visiblement leur ennemi, mais un ennemi dépouillé, malgré sa couronne, de tout pouvoir pour leur nuire. L'Angleterre était l'amie des protestants de France; leurs souffrances avaient profondément ému le cœur du peuple anglais, et le sentiment protestant de la nation, surexcité par la conduite arbi-

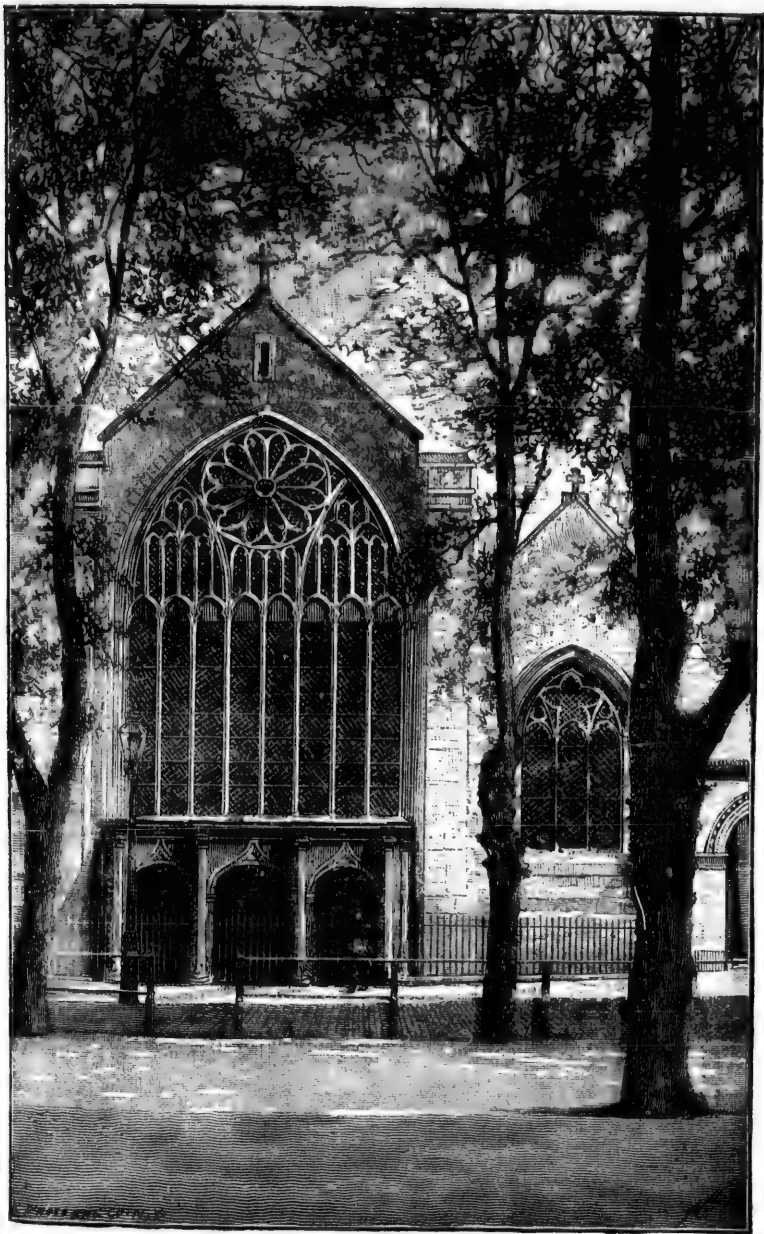
traire du roi et son dessein non dissimulé de rétablir la religion catholique, se manifesta par sa cordialité et son dévouement à ces étrangers qui cherchaient sa protection (1). L'Eglise anglicane leur accorda également une généreuse hospitalité, et les non-conformistes les accueillirent comme des frères. Les pasteurs réfugiés furent soutenus par le *Royal Bounty*, et les fidèles qui ne pouvaient pas trouver place dans le « temple » déjà existant de Threadneedle-Street, reçurent des subventions pour les aider à en fonder de nouveaux. Dans une seule année, en 1687, quinze églises françaises furent construites de cette manière, trois à Londres et douze dans les provinces.

Les deux ports d'Angleterre qui reçurent le plus de réfugiés furent Plymouth, au sud, et Bristol, à l'ouest. Il y avait à Plymouth environ trois cents protestants français en janvier 1686. Ce fut là que Pierre Jay

(1) Il existe à Londres un intéressant souvenir de cette bienveillance : c'est l'« Hôpital pour les pauvres protestants français » et leurs descendants résidant dans la Grande-Bretagne. » Cet hôpital, qui fut longtemps connu par les réfugiés eux-mêmes sous le nom de « La Providence, » fut fondé en 1708 par M. de Gastigny, qui légua la somme de 1,000 livres sterling pour être consacrée, par les distributeurs du *Royal Bounty*, à la construction et à l'entretien de cet établissement. D'autres donations et legs s'y ajoutèrent bientôt, et, en 1716, on acheta un terrain dans Bath-Street, à Saint-Luke, auprès de City-Road. De nouvelles donations, faites soit par des Anglais, soit par des Français, vinrent encore accroître le fonds, et, en 1736, les directeurs agrandirent l'hôpital de façon à ce qu'il pût recevoir deux cent trente personnes. L'établissement fut transporté en 1862, au nord de Victoria Park, et près des districts de Spitalfields et de Bethnal-Green, qui fournissent la plupart de ses pensionnaires. Une construction spacieuse et imposante, entourée de jardins, y offre maintenant un asile paisible aux descendants pauvres ou âgés des réfugiés français. Les directeurs de l'institution sont généralement des représentants des familles réfugiées. Le gouverneur actuel est le Très Honorable Earl of Radnor ; le secrétaire est Arthur Giraud Browning, esq.

rejoignit sa famille après son évasion de La Rochelle. Le plus grand nombre de ces réfugiés cependant passaient bientôt après dans d'autres villes, tandis que Bristol, qui était alors la ville la plus commerçante de l'Angleterre après Londres, resta la demeure permanente de la plupart de ceux qui s'y réfugièrent. Cette colonie est la plus intéressante de toutes pour les Américains ; le registre de l'église huguenote de Bristol, depuis sa formation en 1687 jusqu'à la fin du siècle, abonde en noms qui se sont depuis naturalisés dans le Nouveau-Monde. C'est là que nous retrouvons les Badeau, les Bonnet, les Morin, les Quintard, dont nous avons déjà raconté la fuite des provinces occidentales de la France. Les mariages et les baptêmes de nos réfugiés sont spécialement intéressants. Leur habitude, caractéristique d'une race cordiale et gaie était d'inviter un grand nombre de parents et amis à fêter ces solennités domestiques. Même pendant les persécutions en France, le risque d'être découverts et punis ne les empêchait pas d'avoir pour ces occasions des réunions bien plus nombreuses que celles permises par la loi, qui restreignait le nombre des assistants à douze et à ceux seulement de la parenté la plus proche. Les calmes habitants de Bristol voyaient souvent leurs hôtes se rendre gaiement à leur temple, dans la semaine aussi bien que le dimanche, soit pour accompagner à la maison de Dieu quelque heureux couple, qui devait peut-être, peu de temps après, chercher un asile au delà des mers, soit pour assister au baptême d'un futur colon du Massachusetts ou de la Caroline.

Cette petite colonie de réfugiés formait un groupe choisi, et jouissait du patronage de l'évêque de Bristol, Sir Jonathan Trelawney, le même qui devint, quel-



LA CHAPELLE DU MAIRE, A BRISTOL.

(Occupée comme église française protestante, de 1687 à 1721).



ques mois plus tard, le héros d'un chant populaire en Angleterre, comme l'un des sept prélats dont la résistance à Jacques II précipita la révolution de 1688 (1). Ce fut certainement l'influence de ce charitable évêque qui donna aux réfugiés de Bristol le privilège d'employer pour leur culte la belle église de Saint-Marc, ou chapelle de Gand. Anciennement attaché à l'hôpital Saint-Marc, fondé au treizième siècle, ce bâtiment avait été concédé par la couronne, en 1540, au maire et aux bourgeois de Bristol pour l'usage public; et ce fut avec leur assentiment que les protestants français y célébrèrent leur culte de 1687 à 1721. Leurs premiers ministres furent Alexandre Descairac et Jérémie Tinel. L'excellent Descairac, qui avait été pasteur à Bergerac avant la révocation, fut frappé d'apoplexie, tandis qu'il prêchait à son troupeau de Bristol, un dimanche, le 14 juin 1703, et il fut enseveli le mardi suivant dans la chapelle de Gand, où sa bière fut portée par les ministres de la ville, et suivie par toute la congrégation.

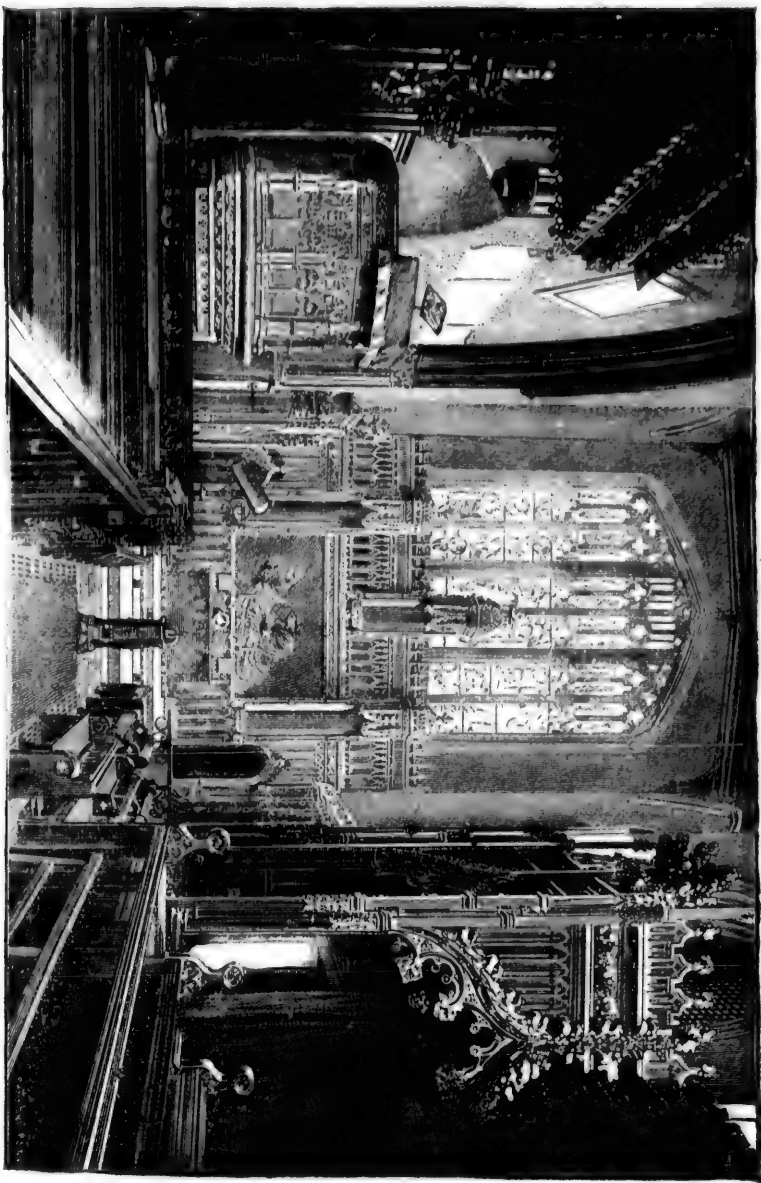
La colonie française de Bristol se renforçait de temps à autre de nouveaux arrivants du pays de la persécution. Au commencement du dix-huitième siècle, elle était devenue considérable. « La chapelle était pleine à l'ex- » cès, les ailes aussi bien que l'autel étaient pleines de » bancs, en sorte qu'il devait y avoir plusieurs centai- » nes de personnes. » La principale famille des réfugiés était celle d'Étienne Pelouquin, natif de La Rochelle, et négociant considérable. Ce fut un fils de ce réfugié que les citoyens de Bristol élurent maire en 1751.

(1) Thomas Babington Macaulay, *The History of England from the Accession of James II* (Voir traduction d'Emile Montégut, 1854, tome II, p. 397).

Etienne Peloquin avait épousé la sœur de Pierre Jay, et il est plus que probable que Jay lui-même, après avoir quitté Plymouth, s'établit à Bristol. Les deux familles étaient intimes, et cette intimité subsista pendant plusieurs générations (1).

L'église française de Bristol, de même que celle de Plymouth, était une église « conformiste. » Ses ministres, Descairac et Tinel, avaient pris les ordres dans l'Eglise anglicane et avaient adopté le « *Book of Common Prayer*. » Les réfugiés d'Angleterre, aussi bien que leurs pasteurs, étaient très divisés sur cette question de conformité. Egalement attachés sans doute, au moment de leur départ de France, à la discipline presbytérienne et au culte calviniste de leur propre Eglise réformée, ils avaient des vues différentes sur leur devoir ou sur leur convenance quand ils se trouvaient sur le sol anglais. Beaucoup d'entre eux voulaient conserver l'organisation ecclésiastique dirigée par les colloques et les synodes, qui était restée en usage chez les protestants de France aussi longtemps que le gouvernement l'avait toléré et à laquelle les réfugiés qui les avaient précédés en Angleterre étaient aussi restés fidèles. D'autres, au contraire,

(1) Papiers Jay (mss.). Aucun des quatre enfants d'Etienne Peloquin, le réfugié, ne se maria, et la famille s'éteignit. Le nom cependant se conserve dans la ville de Bristol, par une fondation charitable connue sous le nom de « Don de M^{re} Mary Anne Peloquin. » Cette demoiselle, décédée le 23 juillet 1778, légua au maire et aux aldermen de Bristol la somme de 19,000 livres sterling, à condition qu'eux et leurs successeurs distribueraient, chaque année, le jour de Saint-Etienne, l'intérêt de 300 livres de cette somme au recteur, au curé, au clerc et au sacristain de l'église Saint-Etienne, à Bristol, pour lire des prières et prêcher un sermon l'après-midi de ce jour dans ladite église; et aussi l'intérêt de 15,200 livres à trente-huit pauvres hommes et à trente-huit pauvres femmes, le même jour (Communiqué par John Taylor, esq., Bristol).



LA CHAPELLE DU MAIRE, A BRISTOL.

étaient disposés à abandonner leurs préférences et à se rallier complètement à l'Eglise épiscopale. Reconnaissant la pureté scripturaire de ses croyances, et trouvant peu à redire à ses rites, ils ne jugeaient pas devoir se tenir à l'écart de cette Eglise pour des questions de discipline (1).

En même temps une certaine pression était exercée sur eux pour les pousser à « se conformer. » On leur objectait, — et cet argument n'était pas sans action sur des âmes sensibles et reconnaissantes, — que ceux auxquels l'Etat et l'Eglise officielle avaient montré tant de bienveillance devaient être reconnaissants d'être admis dans cette Eglise. Dans aucun pays du continent, il ne fut nécessaire d'employer un argument de ce genre en faveur de la « conformité. » En Hollande, en Suisse, en Allemagne, les réfugiés conservèrent leur organisation particulière ou se mêlèrent aux églises établies, suivant

(1) L'accord cordial des églises réformées de France et d'Angleterre remontait jusqu'au temps de Calvin. Le grand réformateur, malgré ses vues bien arrêtées sur l'organisation ecclésiastique, ne condamnait aucune église pour cette question de forme, si ses doctrines étaient pures, et il entretenait toujours des relations amicales avec le clergé anglais. « Touchant des cérémonies, » écrivait-il, « pource que ce sont choses indifférentes, les églises en peuvent user diversement en liberté. Et quant on seroit bien advisé, il seroit quelquefois utile de n'avoir point une conformité tant exquise, pour monstrier que la foy et chrestienté ne consiste pas en cela » (Lettres de Jean Calvin, recueillies par Jules Bonnet, *Lettres françaises*, tome II, pp. 29, 30). Et ailleurs : « Talem nobis hierarchiam si exhibeant, in quâ sic emineant episcopi, ut Christo subesse non recusent; ut ab illo tanquam unico capite pendeant, et ad ipsum referantur; in quâ sic inter se fraternam societatem colant, ut non alio modo quam ejus veritate sint colligati : tum vero nullo non anathemate dignos fatear si qui erunt qui non eam reverenter summâque obedientiâ observent » (*De necessitate reformandæ ecclesiæ*).

Les réformateurs anglais, de leur côté, ne montrèrent pas moins de cordialité envers Calvin et les autres théologiens du continent, reconnaissant la validité de leurs ordres, et les consultant sur les questions importantes.

leur convenance. Nulle part la qualité de leurs pasteurs ne fut mise en question, et nulle part ils n'eurent lieu de suspecter le caractère protestant des églises nationales. L'église anglicane, au contraire, faisait de la consécration par ses évêques une condition rigoureuse de l'exercice du ministère sur son territoire, et les hommes qui avaient prêché, pendant plusieurs années, l'Evangile sous la croix de la persécution avaient de la peine à se soumettre à cette exigence. Diverses considérations détournaient aussi les réfugiés de cette église. Les uns, comme Bostaquet, élevaient des objections contre les cérémonies du culte anglican, qui leur semblait « très opposé à la simplicité de notre religion réformée. » D'autres, qui, comme Fontaine, se trouvaient au milieu de non-conformistes anglais, remplis du souvenir de « l'acte d'uniformité » et encore excités par les récentes atrocités de lord Jeffries envers leurs frères, se pénétrèrent de leur sentiment et s'attachèrent avec résolution à leur « ancienne discipline. »

Mais, précisément à ce moment, l'église anglicane devint immensément populaire. Contraint par les empiètements de Jacques II de se poser en défenseur des principes protestants, le clergé, sous la direction de ses évêques, refusa sa sanction à une mesure royale destinée à renforcer le pouvoir papal. « Jamais l'église ne fut plus » chère à la nation que ce jour-là. L'esprit de dissidence semblait éteint. Baxter, du haut de la chaire, » prononça l'éloge des évêques et du clergé des paroisses. Le ministre hollandais, quelques jours plus » tard, écrivit pour informer les Etats généraux que » le clergé anglican s'était incroyablement élevé dans » l'estime publique. Le cri universel des non-conformistes, disait-il, était qu'ils préféreraient rester soumis

» aux lois pénales plutôt que de séparer leur cause de
» celle des prélats (1). »

Ce flux de popularité aida sans aucun doute les nouveaux arrivants français à entrer dans le port de l'Eglise anglicane, où une partie des pasteurs réfugiés étaient du reste entrés en dépit de l'écueil de la réordination. Il est difficile de déterminer la proportion d'entre ceux qui entrèrent dans les ordres anglicans avec ceux qui demeurèrent fidèles à la discipline et au culte huguenots, pendant la première génération. Il nous semble pourtant probable que, tandis que plus de la moitié des églises françaises d'Angleterre maintenaient leur constitution originelle (2) au moins jusqu'à la fin du dix-septième siècle, la plupart des pasteurs huguenots se conformèrent au contraire à l'Eglise anglicane. Ces nouvelles recrues enrichirent et élevèrent considérablement le niveau pastoral. Le nombre des noms distingués qui se trouvent parmi les ministres français conformistes est considérable, et plus nombreux encore sont les ministres illustres de l'Eglise anglicane qui descendent directement de ces pieux exilés de la révocation.

Ceux des réfugiés cependant qui projetaient de se rendre bientôt après en Amérique se préoccupaient peu de la conformité ou de la dissidence. Leur séjour en Angleterre fut très court, et la plupart de ceux qui vinrent

(1) Macaulay, *Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II*, traduction d'Emile Montégut, tome II, page 381.

(2) De vingt-deux églises françaises fondées à Londres avant la fin du dix-septième siècle, treize ou quatorze demeurèrent dissidentes jusqu'en 1700 au moins, tandis que les sept ou huit autres furent fondées comme églises conformistes ou le devinrent dans la suite. De vingt églises fondées dans les autres villes d'Angleterre avant la fin du même siècle, — quelques-unes à une époque bien antérieure, — une moitié au moins semble être demeurée dissidente jusqu'en 1700.

par l'Angleterre dans le Massachusetts, à Rhode-Island, à New-York et dans la Caroline arrivèrent dans ces colonies peu de temps après leur sortie de France.

L'émigration en Amérique était l'un des principaux sujets qui occupaient les esprits des réfugiés français à Londres. Les cafés qu'ils fréquentaient à Soho et à Saint-Giles, et les boutiques de tisserands de Spital-fields retentissaient souvent de vives discussions sur les avantages relatifs des colonies du nord, du centre, et du midi, et sur les moyens de s'y rendre. Le sujet, du reste, n'était pas nouveau; et les pensées des huguenots persécutés de France se tournaient depuis longtemps vers le Nouveau-Monde. Ceux qui venaient des provinces maritimes le connaissaient déjà un peu par leurs relations commerciales avec le Canada, Boston et New-York. Même dans les provinces du centre et de l'est de la France, des placards et brochures circulant en cachette parmi les protestants avaient, longtemps avant la révocation, éveillé l'intérêt général en faveur de l'émigration. Une partie des émigrés qui vinrent en Angleterre « n'avaient que la Caroline en tête » et ne pensaient qu'à atteindre cette terre de fruits et de fleurs. D'autres voulaient rejoindre leurs compatriotes établis dans les colonies du Nord, particulièrement à New-York et à Boston.

L'émigrant dauphinois Durand, dont nous avons déjà cité la « relation, » penchait pour la Caroline; mais, avant de se décider, il alla voir le « célèbre monsieur du Bourdieu, » précédemment ministre à Montpellier, et alors pasteur de l'église française de Savoie, à Londres, avec son fils Jean-Armand comme collègue. Le généreux vieillard le reçut à bras ouverts, mais lui conseilla fortement de renoncer à son projet. De même que beau-

coup de réfugiés, il nourrissait encore l'espoir que les persécutions cesseraient en France, et que le gouvernement de Louis XIV se déciderait à changer de politique vis-à-vis des protestants. Il conseilla à Durand de ne pas quitter l'Angleterre et lui promit d'employer toute son influence pour lui procurer une position pendant deux ou trois ans, et lui dit « qu'après cela, comme » nous étions voisins de Province, il falloit retourner en » France; qu'il avoit septente ans, mais qu'il ne prétendoit » pas de mourir qu'il n'eût encore prêché à Montpellier. » Cela m'ébranla un peu, mais en me retirant de chez » lui je rencontrai un homme que je connoissois, qui » me dit que M. Pyoset, pasteur de l'Eglise de Londres, qui m'avoit aussi offert service, avoit reçu une » lettre de ce païs-là d'un Marchand de son lieu, qui y » étoit allé depuis peu. Je m'en allai donc encore le » trouver. Il me dit qu'on ne lui écrivoit que du bien, » et qu'il me conseilloit d'y aller, mais que j'eus à prendre garde avec qui je m'embarquerois, parce que ce » lui qui lui écrivoit lui marquoit qu'il avoit été fort mal » traité par le capitaine du navire qui l'avoit porté. »

Gabriel Bernon, de La Rochelle, étoit alors à Londres, projetant un établissement dans le Massachusetts. Il avoit fait le commerce avec le Canada pendant plusieurs années et, en quittant la France à la révocation, ses pensées se tournèrent naturellement vers les colonies du nord de l'Amérique. Bernon arriva d'Amsterdam à Londres dès le commencement de l'année 1687. Il y rencontra un autre réfugié, qui le présenta au président de la Société pour la propagation de l'Evangile dans la Nouvelle-Angleterre. Cette société avoit été fondée du temps de Cromwell, près de quarante ans auparavant, à la suite de l'intérêt éveillé dans la Grande-

Bretagne par les nouvelles des succès qu'Eliot remportait chez les sauvages. Son président, Robert Thompson, était un des grands négociants de Londres, et des considérations commerciales se mêlaient à ses desseins philanthropiques concernant les déserts de l'Amérique, car la cour générale du Massachusetts, en reconnaissance d'importants services rendus à la colonie, lui avait concédé cinq cents acres (1) de terres dans le Nipmuck, territoire encore inoccupé dans l'intérieur de la province. En même temps la cour générale avait concédé à une compagnie organisée à Londres avec Robert Thompson à sa tête un terrain plus étendu, de huit milles de côté, pour y fonder une colonie. Les termes de cette concession stipulaient que le terrain devait être occupé par trente familles dans le délai de quatre années après la date de la concession, et que ces familles devaient être accompagnées par un ministre orthodoxe capable. Lorsque Bernon parut, les quatre années étaient presque écoulées; la compagnie n'avait pas encore réussi à fonder son établissement, et, à sa requête, la cour générale du Massachusetts avait prolongé le terme de trois ans. L'intelligent et intrépide Français était véritablement un envoyé de Dieu pour la compagnie; tandis que, pour Bernon lui-même, la vision d'une « seigneurie » ou au moins d'une « gentilhommière » à établir dans un pays neuf et libre où il avait déjà projeté de se rendre devait être une perspective bien tentante. Il fut immédiatement élu membre de la Société pour la propagation de l'Evangile parmi les Indiens et on lui offrit une part dans les terres de la compagnie. Une autre circonstance vint encore l'engager à

(1) Deux cents hectares environ.

se lancer dans les entreprises de colonisation. Isaac Bertrand du Tuffeau, réfugié du Poitou (1), apprenant les projets de Bernon, offrit de se rendre sur-le-champ dans la Nouvelle-Angleterre, de se faire concéder des terres et de commencer une plantation. Bernon consentit à l'appuyer, lui avança les fonds nécessaires pour son établissement et, au printemps de l'année suivante, encouragé par les lettres qu'il recevait de Bertrand, se décida, comme nous le verrons dans un chapitre suivant, à se rendre à Boston.

Indépendamment du Massachusetts et de la Caroline du Sud, d'autres colonies encore avaient à Londres leurs avocats empressés à s'assurer pour colons les réfugiés français. En tête était la Pensylvanie. Il n'y avait pas d'émigrants que William Penn désirât plus ardemment pour ses plantations du Delaware et de Susquehannah que les huguenots persécutés ; et beaucoup de ceux-ci, même avant leur arrivée en Angleterre, avaient entendu parler de tous les avantages de la Pensylvanie par les rapports que les agents de Penn répandaient dans toute l'Europe. Les propriétaires de certaines terres en Virginie, sur le bord de la baie d'Occoquan, s'empressaient également de faire leurs propositions, pour vendre ou pour louer avec facilités de paiement des lots à choisir dans les environs de la ville de Brenton, alors en construction.

Une bienveillance désintéressée entraînait peut-être pour peu de chose dans tous les plans qui furent soumis aux huguenots pendant leur séjour en Angleterre ; mais il est probable que les avantages qu'on leur faisait valoir étaient généralement sincères, et que les conventions

(1) Voir plus haut, p. 307.

furent faites de bonne foi. Il y eut cependant une exception que nous devons signaler. La compagnie sans scrupules d'Atherton avait à Londres des agents qui ne réussirent que trop bien à s'assurer des acheteurs parmi les protestants français. Une troupe de quarante-cinq familles s'embarquèrent pendant l'automne de 1686 pour la Nouvelle-Angleterre, dans le but de s'établir dans le Narragansett, sur le territoire réclamé par Rhode-Island. Les émigrants avaient avec eux un ministre, Ezéchiel Carré, précédemment pasteur de Mirambeau et de La Roche-Chalais, et un médecin, Pierre Ayrault, natif d'Angers. A la tête de l'expédition était Pierre Berthon de Marigny, représentant d'une famille éminente de Châtellerault, en Poitou. Aucune autre troupe d'émigrants français ne partit d'Angleterre pour l'Amérique mieux équipée et avec des perspectives plus riantes, et aucune ne souffrit plus de misères et n'éprouva plus de désappointements.

Les réfugiés préparaient en général leurs expéditions avec beaucoup de soin. Les forêts américaines pouvaient, il est vrai, fournir en abondance des matériaux de construction; mais on devait s'approvisionner de ferrures et d'outils. Ce qu'ils jugeaient néanmoins le plus important, c'était les plantes qu'on pouvait acclimater sur le sol étranger pour transporter dans le désert quelque chose de la patrie. Les émigrants qui étaient déjà établis dans le Nouveau-Monde recommandaient à ceux de leurs amis qui se proposaient de les rejoindre d'apporter avec eux une provision des meilleures variétés de la vigne. Un connaissance qui décrit les biens d'une des familles huguenotes qui s'en allèrent dans le Massachusetts mentionne, dans une bizarre juxtaposition, un « paquet de fer ouvré » et « deux caisses de

plants de vigne. » D'autres provisions s'y ajoutaient, suivant le goût ou les ressources des émigrants. Les plus pauvres étaient aidés dans leurs préparatifs par le comité qui administrait le « Royal Bounty » ou par le Consistoire de l'église française de Londres. Ceux qui étaient dans une meilleure position, comme Durand du Dauphiné, n'étaient pas embarrassés de trouver des conseils pour l'emploi de leurs fonds. « M'étant abso-
lument déterminé à faire ce voyage, je commençai à
acheter des meubles, des outils de fer pour faire tra-
vailler, et des ferrements pour faire bâtir une maison ;
mais comme l'argent n'a point de anse pour le rete-
nir, je n'avois pas plutôt acheté une chose, qu'un
autre venoit et me disoit qu'il me faudroit encore
ceci ou cela ; que ceux qui y étoit allés avant moi en
avoit porté. Je m'embarquai donc insensiblement à
dépenser bien de l'argent, de sorte que je vois que
je n'avois pas demeuré plus de cinq ou six semaines
dans Londres, que j'y avois déjà laissé plus de qua-
rante louis d'or. »

Beaucoup de réfugiés, avant de laisser l'Angleterre, demandaient des lettres de naturalisation au gouvernement anglais. Ce n'était pas toujours sans difficulté que les protestants français se résignaient à renoncer pour jamais à la patrie qui leur refusait la liberté religieuse et à se constituer sujets d'un prince étranger. Souvent l'émigrant ajournait cette décision pendant plusieurs années, et quelquefois même finissait ses jours sur la terre d'exil comme étranger, sans vouloir abandonner sa nationalité. Plus généralement cependant, ceux qui se préparaient à chercher un refuge dans quelque dépendance lointaine de la Grande-Bretagne reconnurent l'utilité de s'assurer la protection de la métropole, et

obtinrent, comme citoyens naturalisés, des privilèges de commerce. Les petites lettres de naturalisation leur étaient accordées sans délai sur leur simple demande. Les protestants qui, confiants dans l'invitation de Charles II, s'étaient réfugiés en Angleterre, avaient même entretenu longtemps l'espoir qu'un acte général de naturalisation leur serait accordé par le Parlement ; mais cette promesse ne fut remplie que longtemps après la révocation. Cependant le réfugié pouvait obtenir du gouvernement une concession sous sceau royal, lui assurant, à lui et à sa famille, « tous droits, privilèges et immunités » dont jouissaient les citoyens du royaume. Cet acte lui était octroyé sans frais, et sans qu'il fût, du moins dans les premiers temps, assujetti à d'autres conditions que celle de résider effectivement en Angleterre ou dans quelque une des possessions du roi. Plus tard on devint un peu plus difficile, et le requérant dut présenter un certificat constatant qu'il avait reçu la communion. Plus tard on exigea la promesse qu'il prêterait le serment de fidélité et de suprématie un an au plus après avoir reçu ses petites lettres de naturalisation. Quelques-unes des lettres patentes octroyées par Jacques II étaient soumises à la condition de participer au sacrement de la Sainte-Cène, « suivant l'usage de l'Eglise d'Angleterre ; » mais ces deux clauses tombèrent peu après de nouveau en désuétude.

Les rôles de patentes anglaises, ou listes des personnes de naissance étrangère naturalisées par lettres patentes royales, contiennent les noms d'un grand nombre de nos réfugiés d'Amérique. Plusieurs d'entre eux cependant attendirent leur arrivée dans le Nouveau-Monde pour demander à être naturalisés. Ce fut surtout le cas des colons de New-York, de la Virginie

et de la Caroline du Sud. Leurs pétitions, dans lesquelles ils racontent souvent les souffrances qu'ils ont supportées pour leur foi, nous offrent des monuments des plus intéressants de l'émigration huguenote. Les législations coloniales encourageaient les réfugiés à demander la naturalisation. La Virginie fut la première province qui s'occupa de favoriser ce mouvement et, dès 1671, l'assemblée générale de cette province décida que tous les étrangers qui désireraient s'y fixer seraient admis aux libertés, privilèges et immunités des Anglais de naissance, à condition de présenter une pétition à l'Assemblée, et de prêter serment de fidélité et de suprématie. New-York prit une mesure semblable en 1683 (1), et, quatorze ans plus tard, l'assemblée de la Caroline du Sud fit une loi « pour recevoir citoyens de la province » tous les étrangers qui étaient protestants. » Plusieurs centaines de protestants français ou étrangers furent admis à la naturalisation en vertu de ces décisions.

Mais tout ceci fut fait sans la sanction du gouvernement anglais, qui maintenait obstinément qu'aucun gouverneur ni chambre provinciale n'avait le pouvoir d'octroyer des lettres de naturalisation. Ce droit appartenait exclusivement au Parlement ou au souverain. Il est vrai qu'en 1740 une loi fut votée pour le bénéfice spécial des colonies anglaises d'Amérique, admettant tous les étrangers protestants aux privilèges des sujets de naissance, après sept ans de résidence, et à la condition

(1) « Lorsque je rencontre un marchand français, et connu » comme bon protestant, je lui accorde les petites lettres de naturalisation. » Lord Bellomont aux *Lords of Trade*, New-York, 21 septembre 1698 ; *Documents relative to the Colonial History of the State of New-York*, IV, 379).

de prêter les serments requis et de recevoir le sacrement. Cependant, en 1773 encore, le roi en son conseil désavoua certaines lois votées dans quelques colonies d'Amérique pour accorder aux étrangers les privilèges de la naturalisation ; et défense fut faite aux gouverneurs des colonies de donner leur approbation à toute loi votée ou à voter dans ce but par les assemblées coloniales. Dans tous les cas, la jouissance des avantages ainsi conférés ne devait s'étendre qu'au territoire de la colonie qui les avait accordés, et fréquemment le réfugié, après avoir obtenu les petites lettres de naturalisation du gouvernement provincial sous lequel il se trouvait, demandait en Angleterre des lettres patentes de la Couronne.

Les frais de l'émigration en Amérique étaient généralement supportés par le comité de secours de Londres et une assez grande partie du *Royal Bounty* fut absorbée par le paiement du passage des réfugiés. Un « compte de l'argent reçu pour le secours des pauvres » protestants venus dernièrement du royaume de France, » commençant le 2 janvier 1681, contient les articles suivants :

« 29 janvier 1682, payé à M. Peter Du Gua, ancien » de l'Eglise de Savoye pour l'entretien de douze personnes pendant leur voyage à la Jamaïque, soixante » livres sterling — 3 mai 1683, payé à M. David Dushaise, ancien de l'Eglise française de Londres, pour » cinquante-cinq protestants français qui vont en Virginie, soixante-dix livres sterling — 15 juin 1683, payé » à M. Daniel Duthais, pour le transport de plusieurs » protestants français aux Indes occidentales, vingt-six » livres sterling — 12 octobre 1684, payé à M. Peter » Delaforetre, autorisé avec deux autres et leurs famil-

» les à aller en Amérique, douze livres sterling (1). » Dans la seule année 1687, six cents réfugiés protestants français furent envoyés en Amérique aux frais du comité.

Quelques années plus tard, juste à la fin du dix-septième siècle, une plus grande quantité encore de protestants étrangers, au nombre d'un millier, reçurent également des secours pour leur voyage en Amérique. Quelques-uns de ces émigrants allèrent en Floride. Un plus grand nombre s'établirent dans la Caroline du Sud; mais la plupart, c'est-à-dire sept cents au moins, allèrent en Virginie, où ils fondèrent sur James-River la colonie de Manakintown. Nous anticiperons l'ordre des événements, pour présenter ici les faits qui concernent cette dernière émigration, et qui se rattachent à l'œuvre du comité pour la distribution du *Royal Bounty*, qui continuait à subvenir aux frais de l'émigration.

Ce fut au printemps de l'année 1700, qu'une flottille de quatre vaisseaux mit à la voile de Gravesend, portant deux cents réfugiés français protestants. Deux mois après, une seconde troupe de cent soixante et dix les suivit, et un troisième et un quatrième détachement prirent la mer peu après, avec cent quatre-vingt-dix-sept émigrants. En tout, les colons étaient plus de sept cents. A leur tête était le brave marquis de la Muce, dont nous avons parlé dans un chapitre précédent (2). Un autre noble huguenot, Charles de Sailly, trois ministres et deux médecins accompagnaient l'expédition. Les ministres étaient Claude-Philippe de Richebourg, Ben-

(1) Documents conservés à la bibliothèque de Guildhall, à Londres.

(2) Page 339.

jamin de Joux et Louis Latané. Les médecins se nommaient Casaing et La Sosée.

Les préparatifs pour ce mouvement important étaient commencés depuis longtemps, et sa destination avait été plusieurs fois changée. Deux ans avant l'embarquement, des négociations furent entamées par les chefs de la troupe avec le docteur Daniel Cosce, « propriétaire de Carolana et Florida » pour l'achat d'un demi-million d'acres de terres dans ce dernier pays. Le terrain en question était situé près de la baie d'Appalachee, et les acheteurs devaient avoir le privilège d'un demi-million d'acres supplémentaire, au loyer nominal « d'un « épi mûr de maïs dans la saison » pendant les sept premières années. A un autre moment, l'objectif de l'expédition devint la Caroline. Un troisième point proposé était le comté de Norfolk, dans la Virginie, sur la rivière de Nansemond, dans le voisinage du Dismal-Swamp. A la fin, les émigrants à leur arrivée en Virginie furent envoyés à vingt milles environ au-dessus de Richmond, sur James-River, où dix mille acres leur furent distribués sur les terres de la tribu indienne éteinte des Manakins.

On peut dire en toute assurance qu'aucune des troupes de colons qui avaient traversé l'Océan pendant la seconde moitié du siècle qui venait de finir n'était plus intéressante que celle que conduisait Olivier de la Muce. Beaucoup de ces émigrants appartenaient à la race persécutée des Vaudois, dont des milliers avaient cherché un refuge en Suisse lorsqu'ils étaient chassés de leurs vallées du Piémont par les troupes de Louis XIV.

En 1698, le nombre des exilés s'augmenta de nouveaux arrivants. Les cantons suisses, se trouvant enfin dans l'impossibilité d'entretenir tant d'étrangers, s'oc-

cupèrent de les envoyer dans d'autres pays protestants plus prospères. En Angleterre, leur demande d'assistance fut accueillie avec une grande libéralité, et un pasteur réfugié fut envoyé sur le continent pour enrôler les Vaudois qui voudraient émigrer en Virginie. Des prospectus imprimés et des cartes furent répandus dans plusieurs villes de Suisse, d'Allemagne et de Hollande. Le nombre de ceux qui firent partie de l'expédition n'est pas connu. Un compte de sommes reçues pour le transport et l'entretien des réfugiés français mentionne une troupe de soixante et seize personnes venues de Suisse par la voie de Rotterdam. Il semble probable qu'une grande partie des émigrants étaient Vaudois. Les noms de certains colons de Virginie indiquent cette origine ; et la mention proéminente qui est faite des Vaudois dans les comptes du comité pour la distribution des fonds de la munificence royale nous porte à croire qu'ils formaient une partie importante de la troupe d'émigration.

En 1699, le roi Guillaume IV rendit une ordonnance pour une collecte en faveur des réfugiés protestants. Le produit de cette collecte, se montant à près de douze mille livres, fut confié comme d'habitude à la garde de la Chambre de la cité de Londres, et les dépenses furent mandatées par le chambellan, sur l'ordre de l'archevêque de Canterbury, Sir William Ashurst, et des autres membres du comité. Ainsi le 24 avril 1700, le chambellan reçut l'ordre de payer à Sir William Ashurst la somme de dix-huit cents livres sterling, formant le reliquat d'une somme de trois mille livres, consacrée, au taux de six livres par tête, « au transport de cinq cents » réfugiés vaudois et français désignés pour quelques-unes des plantations de Leurs Majestés, pour être payée

» à Sir William Ashurst sur un compte fourni par lui pour
» tous ceux qui, aux différents départs, se trouveront à
» bord pour leur transport. » Le mois de juin suivant la
somme de trente-huit livres fut donnée « du fonds de la
» collecte à M. Benjamin de Joux, ministre, désigné
» pour aller en Virginie; en outre vingt-quatre livres
» pour s'approvisionner des objets nécessaires pour
» le voyage. » En août, l'évêque de Londres écrit au
chambellan de la cité : « Monsieur, le porteur, Mon-
» sieur Castayne, est sur le point de partir comme chi-
» rurgien pour les Français qui s'en vont en Virginie.
» Il a besoin de vingt livres pour préparer son coffre
» de médicaments et d'instruments. C'est peu pour un
» tel voyage, mais si vous avez en main de quoi lui
» fournir cette somme, je réponds que Lord de Canter-
» bury vous autorisera à le faire. » En novembre, le cham-
bellan est requis de payer à sir William Ashurst, che-
valier et alderman de Londres, deux mille livres sterling
pour l'usage des réfugiés vaudois et français qui projet-
tent de s'établir en Virginie, pour leur être distribuées,
au taux de six livres par tête, à bord du navire sur
lequel ils s'embarquaient. En décembre, un supplément
de mille livres est encore payé à la même personne, pour
d'autres « réfugiés vaudois et français qui projettent de
» s'établir en Virginie ou dans quelque autre plantation
» de Leurs Majestés (1). »

(1) Documents conservés à la bibliothèque de Guildhall, à Lon-
dres.

CHAPITRE X.

L'EXODE. — SUR LA HAUTE MER.

Il y a deux siècles, la traversée de l'océan Atlantique présentait des difficultés et des périls dont nous ne pouvons pas nous faire aujourd'hui une idée exacte. C'était inévitablement un très long voyage, car la ligne à suivre était mal définie et de petits navires, difficiles à manœuvrer, avançaient lentement, excepté lorsqu'ils rencontraient des vents constamment favorables. Une traversée de trois à quatre mois n'était pas rare alors. Les incertitudes de la navigation étaient très grandes. Le capitaine avait bien la boussole pour le guider, mais il ne connaissait ni le quart de cercle ni le chronomètre. Ses cartes étaient fort imparfaites, et souvent absolument inexactes. Mesurant la vitesse du navire à l'estime, il se trompait souvent d'un degré sur la position véritable, et devait se contenter, pour le calcul de la longitude, d'une approximation de cent milles. Les dangers augmentaient à l'approche des côtes. Il n'y avait pas de pilotes pour guider le navire à l'entrée des rades et des ports; point de phares pour indiquer les récifs et prévenir le navigateur des dangers. Plus d'une fois un navire se brisa sur les rochers au moment même où il croyait atteindre un refuge assuré. Tel fut le sort de maint navire portant

au Massachusetts des fugitifs huguenots. Sautreau, pasteur français, sa femme Elisabeth Fontaine et leurs cinq enfants firent naufrage et se noyèrent tous en vue du havre de Boston.

Les pirates faisaient aussi courir de grands périls aux navigateurs. Pour s'en préserver, le plus petit navire devait être armé en guerre et pourvu de munitions. Heureux encore si ces précautions devenaient inutiles, et si la traversée s'effectuait sans qu'aucun navire suspect, signalé en vue, fût venu jeter la consternation dans la troupe des réfugiés.

Les épidémies et les maladies contagieuses n'étaient pas moins redoutables. De nombreux récits nous retracent les épouvantables ravages de la fièvre durant les mois d'une pénible traversée sur l'Océan. Une colonie de huguenots, arrivée à Boston dans l'été de 1686, avait perdu le médecin et douze hommes pendant le voyage, et les survivants étaient terriblement éprouvés par la maladie. « Nous fûmes trois mois à Londres, » écrit Judith Manigault, « pour attendre un navire prêt pour la » Caroline. Etant embarqués, nous fûmes bien mal ; la » fièvre pourpreuse se mit dans notre vaisseau, dont il » mourut beaucoup ; notre défunte mère en mourut, » étant âgée. Nous fûmes neuf mois avant d'arriver en » Caroline (1). »

Il ne faut pas perdre de vue toutes ces difficultés, pour apprécier la joie et le contentement d'esprit de l'un des réfugiés français arrivés à Boston dans l'automne de 1687. « Je suis, par la grâce de Dieu, » écrit-il, « arrivé en ces heureuses contrées en par- » faite santé depuis le 17 du mois passé, après une

(1) Voir la fin de cette lettre pages 362-363.

» traversée de cinquante et trois jours , à conter de
» puis les dunes qui sont à 20 lieues de Londres jus-
» qu'à Boston , et je puis dire qu'il y a peu de navires
» qui passent un si peu de temps. Nostre navigation a
» esté fort heureuze , et je puis dire qu'à la réserve de
» trois jours et trois nuits que nous avons eu un fort
» orage , tout le reste n'a esté qu'un temps agréable et
» délicieux ; car un chacun menoit joye dans nostre
» bord. Les femmes , filhes et enfans ont esté presque
» tous les jours sur le gailhard à se divertir. Nous
» n'avons pas eu le plaisir de la pêche sur le banc ,
» parce que nous n'y avons pas touché ; nous en avons
» passé à 50 lieues au sud ; nostre route a presque tou-
» jours esté de l'est à l'ouest..... »

» Pour venir dans ce pays , il faut s'embarquer à Lon-
» dres , d'où il part tous les mois , l'un pour l'autre , un
» navire. Le temps le plus propre pour s'embarquer est
» à la fin de mars , ou à la fin d'aoust et au commence-
» ment de septembre. Ce sont les véritables saisons ,
» d'autant plus qu'il ne fait ni trop chaud ni trop froid ,
» et que l'on n'est plus dans le temps des calmes qui
» sont fréquents en esté , et qui sont cause que les
» navires demeurent des 4 mois à passer de deça ,
» outre que les chaleurs causent souvent des maladies
» dans le navire. L'on n'a point des fatigues à essuier ,
» lors que l'on a avec soy des bons rafraichissemens
» et de toute sorte. Il lest bien aussy d'avoir un chirur-
» gien dans le navire où l'on s'embarque , comme nous
» en avons dans le nostre. A l'esgard du danger , il faut
» prendre garde de s'embarquer sur un bon navire et
» bien équipé du monde et du canon , et bien pourvu de
» vituailles , surtout que le pain et l'eau ne manque pas.
» Pour la route , j'en ay suffisamment parle cy-dessus ,

» il n'y a du danger qu'en approchent les terres, et sur
 » le banc de sable qu'on trouve. Nous avons sondé en
 » deux endroits, au Cap de Sable, que est dans le
 » costé du Port-Royal ou Accadie, où nous trouvâmes
 » 90 brasses. Alors nous n'estions qu'à 20 lieues de
 » terre ; nous prîmes au large, et vinsmes sur le banc
 » Saint-George, qui est à 80 lieues de Boston, où
 » nous trouvâmes 100 brasses. Du despuis, nous ne
 » sondâmes plus, car trois jours apres nous vismes le
 » cap Coot, qui est à 20 lieues de Boston, du costé
 » du Sud, et le lendemain nous arrivâmes à Boston,
 » après avoir trouvé une quantité de fort jolies isles qui
 » se trouvent devant Boston, la plus part cultivées et
 » habitées par des peysans, qui font une très-belle
 » veue. »

Bien différent fut le sort d'un réfugié qui atteignit la
 Caroline du Sud. Le voyage dura plus de quatre mois.
 Le capitaine, inexpérimenté et entêté, au lieu de faire
 route vers le sud-ouest, navigua vers le nord-ouest,
 espérant rencontrer les vents du nord sur la côte de
 l'Amérique. « Nous nous trouvâmes à plusieurs degrés
 » au nord de la latitude de la Nouvelle-Angleterre,
 » lorsque nous aperçûmes de gigantesques baleines. »
 Durant une violente tempête, à la distance de six cents
 milles de Charleston, les provisions du navire avaient été
 avariées, et les passagers furent rationnés à trois livres
 de biscuit moisi par semaine et par personne. L'eau vint
 à manquer, et plusieurs passagers moururent de priva-
 tions et d'épuisement. Heureusement, comme le navire
 approchait du rivage, les marins pêchèrent beaucoup
 de poissons, qui subvinrent en partie au manque de
 provisions. Enfin la terre fut signalée, et les réfugiés,
 joyeux, se préparèrent à débarquer pour passer la nuit à

Charleston. Ils étaient charmés par la vue d'une quantité d'oiseaux de toute espèce qui perchaient sur les mâts et les vergues. Mais courte fut leur joie. A midi, quoique le vent n'eût pas augmenté, la violence des vagues fracassa l'avant du vaisseau. Le mât de misaine fut balayé, et, dans sa chute, brisa deux des vergues du grand mât. Le navire, 'désespéré, fut forcé de gagner la haute mer et de jeter l'ancre à l'embouchure du fleuve d'York, à quatre cents milles de son lieu de destination.

Les descendants des huguenots seront curieux de comparer l'aménagement misérable de leurs ancêtres, sur les navires qui les emportaient en Amérique, avec le luxe des palais flottants qui leur permettent aujourd'hui de franchir l'Océan en une semaine. Un contrat passé en 1700, pour le transport de deux cents réfugiés français de Londres à Jamestown, en Virginie, nous donne un aperçu de la position des passagers dans les conditions les plus avantageuses. Le *Nassau* était un navire de 500 tonneaux. L'armateur s'engageait à fournir aux émigrants « la même alimentation qu'à l'équipage même du vaisseau. » Chaque jour les vivres étaient servis par tables de huit passagers, et chaque lundi matin on distribuait pour la semaine la provision de pain, de beurre et de fromage. Le menu était fixé comme suit : « Chaque passager au-dessus de six ans » recevra sept livres de pain par semaine, chaque table » de huit passagers recevra deux morceaux de porc, de » deux livres chacun, cinq jours par semaine, avec des » pois, et deux jours par semaine deux morceaux de » bœuf de quatre livres par jour avec des pois ou un » morceau de bœuf de quatre livres et un pudding avec » des pois, et toutes les fois qu'ils ne voudront pas faire

» bouillir la marmite ou ne le pourront pas à cause du
» mauvais temps, chaque passager aura une livre de
» fromage par jour, et les enfants au-dessous de six ans
» auront de la farine, du gruau, du fruit, du sucre et du
» beurre, selon que leurs surveillants le jugeront conve-
» nable. » Le navire devait être muni de chambres ou
cabines pour les passagers, qui logeaient deux par deux,
et avaient pour lits des hamacs. Le quart de la cale
était réservé aux émigrants. Le prix du passage était
de cinq livres sterling par personne, et, en outre, cent
livres pour la partie de la cale réservée aux émigrants.
Des provisions d'eau-de-vie, sucre, figues, raisins et
biscuits pour les malades occupaient cet emplacement,
ainsi que des approvisionnements de graines et d'instru-
ments de jardinage, armes à feu, filets et autres instru-
ments pour la colonisation projetée. Il y avait une clause
particulière pour le cas où le navire relâcherait dans
quelque port en cours de voyage. « Si quelques-uns des
» passagers descendent à terre, le navire les attendra
» pendant vingt-quatre heures après que le vent sera
» devenu favorable, et enverra ses canots à terre pour
» les ramener à bord. Au bout de vingt-quatre heures,
» le navire sera libre de reprendre la mer. »

CHAPITRE XI.

ÉTABLISSEMENT A BOSTON.

Aucun des faits concernant l'histoire des établissements successifs des Européens en Amérique ne s'explique mieux que les événements qui amenèrent, au dix-septième siècle, l'émigration des protestants français. Les persécutions qu'ils subissaient dans leur patrie, à cause de leur inviolable attachement à leurs principes religieux, leur horreur de toute apparence d'hypocrisie, leur complète sincérité furent l'unique cause de leur expatriation.

On a peu étudié cependant les raisons particulières de l'établissement des huguenots dans les diverses colonies où ils se fixèrent. L'émigration, qui procédait d'une fuite forcée, présente encore à l'imagination l'apparence d'une dispersion hâtive et incohérente, et nous nous figurons que les fugitifs traversèrent l'Océan comme la plupart d'entre eux avaient traversé la Manche, frappés de panique et presque désespérés, s'abandonnant, dans leur ignorance, à un pouvoir dirigeant auquel ils se confiaient religieusement. Un examen plus attentif permet cependant de se rendre compte que ce fut là une émigration intelligente, et dont la marche, providentiellement tracée, fut organisée par le jugement

réfléchi d'hommes bien informés et aussi entreprenants que dévoués.

Les huguenots qui s'établirent à Boston, par exemple, avaient leurs raisons pour choisir ce refuge. Cette ville était bien connue des négociants de l'ouest de la France, et, en particulier, des Rochelais. Le commerce avec le Canada et surtout avec la Nouvelle-Ecosse était entre les mains des négociants protestants et des marins protestants de La Rochelle et avait amené de fréquentes relations avec la Nouvelle-Angleterre. Plus d'une fois, dans le cours des intrigues et des querelles entre les capitaines acadiens rivaux, La Tour et Charnisé, qui se disputaient l'influence jusque dans le Massachusetts, un navire de La Rochelle était venu dans le port de Boston, et son équipage, qu'il fût protestant ou catholique, avait reçu l'hospitalité dans la ville. Dans ces voyages, dans ces relations d'affaires, les huguenots de l'ouest de la France avaient reçu une impression plus favorable de la capitale des puritains que de tout autre lieu de l'Amérique, et, quoiqu'il semble qu'il leur fût impossible d'orthographier convenablement le nom de cette ville, la position géographique et les avantages commerciaux de « Baston » (1) étaient reconnus de tous.

Ce fut sans doute pour cette raison qu'un groupe de protestants français, bannis de la ville de La Rochelle, s'adressa, comme nous l'avons vu, en 1662 au gouverneur

(1) L'orthographe « Baston » apparaît constamment non seulement dans les lettres particulières, mais même dans les rapports du gouvernement, les cartes et le *Mercure historique*. Peut-être cette orthographe se peut-elle justifier par la prononciation. Le son plein de la lettre française A, dans le dialecte saintongeais en particulier, est celui qui rend le plus exactement le son anglais anormal de la lettre O dans « Boston. »

et aux magistrats du Massachusetts, pour demander la liberté de s'établir en terre anglaise, sous leur juridiction (1). Pendant les vingt années qui suivirent, peu de réfugiés vinrent à Boston, mais la ville voisine de Salem reçut des fugitifs des îles de la Manche, Jersey et Guernesey. Ces îles, voisines des côtes de France, appartenaient autrefois aux ducs de Normandie et demeurèrent à la couronne d'Angleterre après la conquête normande. Les habitants descendaient presque tous de Français et parlaient la langue française. A la Réformation, ils embrassèrent la foi protestante, et, à partir du règne d'Elisabeth, ces îles devinrent un lieu de refuge pour les huguenots persécutés. Ils y apportèrent avec eux leurs traditions ecclésiastiques et organisèrent leurs églises « d'après le modèle de Genève (2). »

(1) Voir p. 221.

(2) Parmi ces réfugiés, on comptait près de cinquante ministres, dont plusieurs se distinguaient par leur naissance, leur mérite et leurs lumières. « Ils combattirent si bien les restes de » superstition qui subsistaient encore qu'au bout de peu de temps » il ne restait plus un seul papiste dans l'île (de Jersey), et il n'y » en a plus eu depuis » (*Cæsarea, or an account of Jersey, etc.* 2^e édition. Par Philip Falle, Recteur de l'Eglise Saint-Sauveur et Député des Etats de l'île auprès de Leurs Majestés Guillaume et Marie. Londres, 1734. Publié pour la première fois en 1681). Ces pasteurs introduisirent la discipline et la liturgie de l'Eglise réformée française au lieu de la liturgie anglicane, qui avait été traduite en français sous Edouard VI et était employée dans toutes les églises de l'île. Ils établirent des anciens et des diacres dans l'église de Saint-Hélier, la capitale de l'île, et poussèrent les magistrats et les principaux habitants à présenter une pétition à la reine pour obtenir l'autorisation d'organiser toutes les églises sur le modèle de celle de Saint-Hélier. La reine refusa cette autorisation, tout en permettant à l'église de Saint-Hélier de continuer à se servir de la même liturgie. Par degrés cependant cet exemple fut suivi, et, en juin 1576, un synode de pasteurs et d'anciens se réunit dans la ville de Saint-Peter-Port (Guernesey), et un modèle de discipline fut adopté pour les églises réformées des îles de Jersey, Guernesey, Selk et Oriny [Aurigny], avec l'approbation des gouverneurs des îles. La reine ne prit pas garde à ces changements, et Jacques I^{er}, en 1603, confirma la nouvelle

Jouissant de privilèges et de franchises commerciales spéciales, ces îles fournirent de nombreux marins et des capitaines entreprenants qui connaissaient parfaitement les côtes et les îles de la Nouvelle-Angleterre. Salem, en particulier, entretint des relations commerciales suivies avec l'île de Jersey dès 1660, et, plus tard, de nombreuses personnes des îles s'y établirent. Philip English, John Touzell, John Browne, Nicolas Chevalier, Peter Morrall, John Vouden, Edward Feveryear, Mary Butler, Rachel Dellaclose, les Valpy, Lefavor, Beadle, Cabot, et d'autres habitants de Salem étaient natifs de Jersey (1). Beaucoup de ces noms s'altérèrent par suite de l'émigration. John Browne était probablement nommé « Jean Le Brun, » Philip English, « Philippe L'Anglois, » fils de Jean L'Anglois, comme il ressort de son certificat de baptême (2).

Philip English arriva à Salem vers 1670 et devint promptement un riche négociant. Il entretenait un commerce considérable avec la France, l'Espagne et les Antilles. Au moment de sa plus grande prospérité, en 1692, il possédait vingt et un vaisseaux, quatorze maisons en ville, un chantier et un magasin. Sa propre résidence était une belle habitation longtemps

organisation. Quelques modifications y furent apportées dans la suite : l'office de doyen fut rétabli, la liturgie anglaise fut recommandée, mais une grande liberté fut laissée dans son usage.

(1) George F. Chever, *Some remarks on the commerce of Salem from 1626 to 1740, with a sketch of Philip English, a Merchant in Salem from about 1670 to about 1733-4* (*Historical Collections of the Essex Institute*, tome I, pp. 67-91, 117-143, 157-181).

(2) « Extrait du livre du Baptême de l'Eglise de la Paroisse » de La Trinité en L'isle de Jersey. » — « Phillipe fils de Jean » L'Anglois, fut baptisé le 30^e jour de Juin En L'an mille six » cents cinquante un, présenté au St Baptême par Messire » Philippe de Carteret, Chevalier, Seigneur de Saint Ouan et » Madame sa Femme. — Donné copie par moy. — J. Dorey, » Sectr. »

connue sous le nom de « la grande maison de l'Anglois, » qui subsista jusqu'en 1833. Ses registres de comptes étaient généralement tenus en français et il entretenit longtemps une correspondance dans la même langue avec ses parents de Jersey. De temps en temps, il faisait venir de l'île des jeunes gens et des jeunes filles : les jeunes gens pour servir sur mer pendant quatre ans, les jeunes filles pour faire sept ans d'apprentissage. C'était un homme d'une indomptable énergie, ardent, résolu, et ne pouvant supporter l'injustice.

Durant le terrible règne de la prétendue sorcellerie dans le Massachusetts, English souffrit cruellement. Sa femme, fille de William Hollingworth, riche négociant de Salem, fut accusée de sorcellerie et jetée en prison (21 avril 1692). Le mari fut ensuite arrêté, et, avec cinq autres, envoyé quelque temps après à Boston. Tous furent condamnés à mort et exécutés, sauf English et sa femme, qui s'échappèrent de prison avec la connivence de l'autorité et se réfugièrent à New-York. L'année suivante, quand la violence du fanatisme se fut calmée, ils retournèrent à Salem, trouvèrent leur maison saccagée par la populace et leurs biens confisqués par le shérif. English se remit courageusement à refaire sa fortune ; mais sa femme ne survécut pas longtemps aux mauvais traitements qu'elle avait endurés. Le mari atteignit un âge avancé et mourut en 1736. Il est fort probable que les huguenots qui vinrent depuis au Massachusetts trouvèrent dans le négociant de Salem un chaud et généreux ami. Bernon parle de lui dans les termes les plus respectueux, comme connaissant à fond les affaires de la colonie d'Oxford.

D'autres émigrants des îles de la Manche vinrent vers le même temps à Boston. Jeffrey Foye et John

Foye, « bien connus à Londres et à Boston comme des hommes pieux, excellents et prudents, » étaient probablement de Guernesey. John Augustine, natif de Jersey, débarqua à Reading, mais s'établit en 1680 à Falmouth. Le capitaine Philip Dumaresq amena un peu plus tard un nombre considérable de huguenots de la même île, et, en 1716, se fixa lui-même à Boston. En 1711, Joseph Roy, de la paroisse de Saint-Aubin, île de Jersey, vint à Boston avec son fils John. Il demeura onze ans dans la ville, et se fixa ensuite à Woodbridge (New-Jersey). Sa famille s'établit définitivement à Basking-Ridge, où cinq générations se sont succédé. La tradition de la famille nous représente l'émigrant comme un huguenot français réfugié d'abord à Jersey (1).

Au commencement de l'année 1680, une députation de La Rochelle visita Boston avec la mission de demander, au nom de leurs frères, l'autorisation de s'établir dans la colonie (2). Cette autorisation fut ac-

(1) « Francis Gerneaux s'enfuit de [dans] (?) l'île de Guernesey » pendant la persécution sanglante qui suivit la révocation de l'Édit de Nantes. L'un de ses voisins ayant été martyrisé, un fidèle serviteur du défunt l'informa qu'il était lui-même condamné au même sort et qu'on devait se saisir de lui ce même soir à minuit. Comme c'était un homme riche et entouré d'amis influents et fidèles, il se procura immédiatement un navire où il fit placer sa famille. Après cela, il se fit transporter lui-même à bord dans une futaille, et, pendant la nuit, le navire prit la mer. Soucieux du sort des autres réfugiés des établissements protestants, il prit soin d'envoyer son canot à terre à plusieurs de ces endroits, et augmenta ainsi beaucoup sa troupe d'émigrants. Ils firent alors voile pour l'Amérique et arrivèrent sains et saufs à New-York. — M. Gerneau mourut à l'âge de cent trois ans » (William B. Sprague, D. D., *Annals of the American Pulpit*, vol. VI, p. 62). Le nom se corrompt en Gano. Le Rév. John Gano, ministre baptiste éminent (1727-1804), était l'arrière-petit-fils du réfugié.

(2) *Voyage to New-York*, par Dankers et Sluyter, p. 390.

cordée ; mais, soit que l'expédition n'ait pas pu s'organiser, soit que les réfugiés se soient établis dans quelque autre colonie, on ne trouve aucune trace de leur arrivée dans le Massachusetts. Peu de temps après cependant, le redoublement de la persécution en France imprima une impulsion nouvelle à l'émigration, et, en 1682, quelques fugitifs arrivèrent dans un état de dénuement bien propre à exciter les sympathies de la population. Un ordre du gouverneur et du conseil informa les églises de Boston et des environs que « plusieurs » protestants français se sont réfugiés ici à cause des » persécutions qui règnent en ce moment dans leur » propre patrie. » Ils étaient recommandés par d'éminents personnages de Londres. Le conseil, prenant en considération le malheureux état de ces étrangers, prescrivit des collectes dans les églises pour « ces martyrs de la foi chrétienne. » Le jeudi suivant devait être un jour de jeûne général et les pasteurs furent invités à annoncer dès le matin, dans leurs églises, que ces collectes seraient faites dans l'après-midi (1).

Les réfugiés étaient au nombre de douze : quatre hommes, trois femmes et cinq enfants. Quelque peu nombreux qu'ils fussent et quelque grande que fût la distance qui les séparait de France, le gouvernement persécuteur de leur patrie avait encore les yeux sur eux. Une liste officielle des fugitifs d'Aunis contient les noms suivants :

« Marie Tissau, veuve de Jean Paré, marchande,
» paroisse St-Sauveur, La Rochelle ; trois filles ; a
» laissé un domaine à Marsilly et une maison en
» ville ; année de leur départ : 1681 ; lieu de leur re-

(1) *Massachusetts Archives*, v. XI, p. 22.

» traite : Nouvelle-Angleterre. — Laveuve Guerry, mar-
 » chande, paroisse St-Sauveur, deux fils, sa bru, et
 » deux petits enfans ; point de bien ; année de leur dé-
 » part : 1681 ; lieu de leur retraite : Baston. — Elie
 » Charron, matelot, Fouilloux ; année de son départ :
 » 1682 ; lieu de sa retraite : Baston. — François Bas-
 » set, matelot ; année de son départ : 1682 ; lieu de sa
 » retraite : Baston (1). »

Le bienveillant accueil que reçurent ces infortunés à Boston fut pour quelques-uns d'entre eux un présage de bonheur. Les trois filles de Marie Tissau trouvèrent en Amérique des demeures qui durent remplacer avec avantage leur maison de La Rochelle et leur domaine de Marsilly. Judith Paré épousa Etienne Robineau, réfugié huguenot établi à Narragansett. Sa sœur Marie épousa Ezéchiel Grazillier, l'un des principaux membres de la colonie française de New-York, et Suzanne se maria avec Elias Neau, le premier catéchiste de l'église de la Trinité, à New-York, et un des réfugiés français les plus distingués de tous ceux qui vinrent en Amérique.

Boston fut le premier asile d'Elias Neau en Amérique ; il y demeura six ans. Ce fut pendant ce temps qu'il se lia avec le célèbre apôtre des Indiens, John Eliot

(1) *Archives nationales*, Tr, n° 259. « Liste des familles de la religion prétendue réformée qui sont sorties des pays d'Aulnix, isles et costes de Xaintonge pour aller dans les dits pays estrangers depuis l'année 1681 jusques à la fin de may 1685. »

Une carte de la ville, de la baie et des environs de « Baston, » dressée en 1693 par Franquelin, « hydrographe du Roy, » nous fournit un nouvel exemple de l'intérêt malveillant avec lequel Louis XIV suivait le sort de ses sujets fugitifs. Le bâtiment affecté à l'église huguenote de Boston y est indiqué par les mots « renegats françois » (Fac-similé à la bibliothèque publique de Boston).

(1686-1692), et qu'il le vit à l'œuvre au milieu des tribus du Massachusetts. Cette œuvre était, suivant le mot même d'Eliot, « sous un nuage sombre, » et Neau semble s'être fait une opinion peu favorable de la sincérité et de la constance des Indiens. On ne peut cependant s'empêcher de penser que ce fut auprès de ce vétéran missionnaire que le jeune Français prit une partie du zèle et de la piété qu'il déploya plus tard dans ses propres travaux au milieu des Indiens et des nègres de New-York.

Cependant le dernier coup n'avait pas encore frappé le protestantisme en France. En octobre 1685, Louis XIV signa à Fontainebleau l'édit qui révoquait l'édit perpétuel et irrévocable de Nantes. Ce fut à ce moment que des centaines de mille huguenots abandonnèrent leur patrie et que le Massachusetts reçut le plus grand nombre de réfugiés. Une lettre de La Rochelle écrite à un protestant de la colonie, au premier jour du terrible mois des *dragonnades* et de la révocation, annonce l'arrivée prochaine de nombreux fugitifs (1). « La contrée où vous habitez (c'est-à-dire la Nouvelle-Angleterre) est tenue en grande estime, et moi » et un grand nombre de protestants cherchons à nous » y fixer. Dites-nous, s'il vous plaît, quels avantages » nous offre ce pays et particulièrement aux paysans » qui sont habitués à la culture du sol. Si quelqu'un de » votre pays se hasardait à venir avec un navire pour » chercher nos protestants français, il pourrait réaliser » de gros bénéfices. »

Le navire ne vint pas, mais, fertiles en expédients, beaucoup des persécutés de La Rochelle réussirent à

(1) Voir p. 261.

s'échapper de France et à gagner la Nouvelle-Angleterre. L'été et l'automne suivants virent aussi arriver de nombreux fugitifs huguenots. En juillet 1686, une supplique fut signée par des protestants français récemment arrivés de Saint-Christophe pour solliciter leur admission dans la colonie. Le conseil ordonna (12 juillet), que non seulement les requérants, mais encore tous les autres protestants français qui viendraient sur ce territoire seraient autorisés à demeurer dans ladite possession de Sa Majesté, pourraient en sortir et y rentrer aussi librement que tous autres sujets de Sa Majesté, après avoir prêté serment d'obéissance devant le président du conseil (1). Une lettre fut lue dans toutes les assemblées de la colonie pour faire connaître les besoins d'un grand nombre de réfugiés, « récemment arrivés dans la plus grande détresse. » Les congrégations de Boston et d'autres villes furent informées « qu'il vient » d'arriver quinze familles françaises avec un pasteur de » l'église réformée, qui sont en tout, hommes, femmes » et enfants, plus de quatre-vingts âmes, qui se sont » enfuies de France pour cause de leur religion, que » pendant leur longue traversée leur docteur et douze » hommes sont morts, et que les vivants sont réduits à » une grande maladie et pauvreté, et, par conséquent, » les objets d'une vraie charité chrétienne. »

Il était dit aussi que « d'autres pauvres protestants » français » étaient attendus, et qu'il y aurait lieu de leur venir aussi en aide dans leur grande affliction. Deux des principaux habitants de Boston, le capitaine Elisha Hutchinson et le capitaine Samuel Sewall, consentaient à recevoir et à répartir l'argent que l'on pour-

(1) *Massachusetts Archives. Council Records*, 1686 et 1687, p. 52.

rait collecter pour ces pauvres étrangers, et l'on recommanda aux pasteurs des églises non seulement d'annoncer cette invitation du haut de la chaire, mais aussi « d'exciter leurs troupeaux à la charité (1). »

Cinq semaines plus tard (septembre 1686) arrivaient les visiteurs annoncés. Un petit navire entra dans le port de Salem, portant une troisième compagnie de personnes « cherchant un refuge dans la grande persécution dirigée contre les protestants de France, » obligés d'abandonner le Royaume pour chercher un « endroit où ils pussent jouir du libre exercice de leur religion suivant une bonne conscience, et encouragés par l'exemple de leurs amis qui avaient déjà été bien accueillis dans le pays. » La bonne population de Salem montra la plus généreuse compassion envers les fugitifs. Le 27 septembre, le conseil ordonna que la contribution recueillie à Salem pour venir en aide aux pauvres protestants français y fût retournée pour les secours indispensables aux nouveaux débarqués (2). Il y a cinquante ans, on montrait encore à Salem la « Maison Française » où les émigrants avaient été reçus à leur arrivée (3).

Mais les huguenots n'acceptèrent pas longtemps ces offrandes. Habités au travail et rompus à la fatigue, dans un pays neuf et sous un régime de liberté, ils ne tardèrent pas à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. D'ailleurs, les premiers fugitifs furent suivis, pendant les deux années suivantes,

(1) *Mass. Archives. Council Records*, 1686 et 1687, p. 67.

(2) *Ibid.*, p. 79.

(3) *Boston News-letter and City Record*, vol. I, p. 199. Cette maison était dans une ruelle non loin de High-Street, à la source de South-River.

par des émigrants qui avaient réussi à sauver de France quelques débris de leur fortune. Les navires qui partaient chaque mois de Londres pour Boston amenaient des familles dont les noms appartiennent à l'histoire des Etats-Unis, et dont beaucoup avaient de la fortune et un haut rang. Bernon, Baudouin, Cazneau, Sigourney, les Faneuil, les Allaire arrivèrent à l'automne de 1688. M. Palfrey établit (1) que cent cinquante familles huguenotes françaises s'établirent, après la révocation, dans le Massachusetts. Cette estimation semble au-dessous de la réalité ; mais, si le chiffre est exact, la proportion des noms remarquables qui y figurent est très considérable.

L'excellent navire *John-Elizabeth*, de Londres, capitaine Jonas Leech, partit de la Tamise en mars 1688, avec de nombreux réfugiés français. D'autres familles vinrent, la même année, sur le *Dolphin*, commandé par John Foy. Un troisième groupe vint sur le *Friendship*, navire de cent tonneaux portant quatorze canons, commandé par John Ware.

La première impression des huguenots à leur arrivée à Boston fut très favorable. « Nous arrivâmes à Boston, » écrit l'un d'eux, « après avoir trouvé une quantité de fort jolies isles. Boston est situé au fond d'une baie qui aura de 3 à 4 lieues de tour, enclos des isles que je vous ay dit. Quels temps qu'il fasse, les navires sont en seureté. La ville est bastie sur la pente d'une petite colline, et aussy grande que La Rochelle. La ville et le dehors n'ont pas plus de trois milles de circuit, car c'est presque une isle : l'on n'auroit qu'à couper des trois cent pas de largeur tout

(1) *History of New-England*, tome I, préface.

» sable, qui, en moins de deux fois 24 heures, rend
» Boston une isle que la mer battoit de tous costés.
» La ville est presque toute bastie de maisons de bois ;
» mais depuis que le feu a fait quelques ravages, il
» n'est plus permis de bastir de bois ; de sorte qu'ilz
» se font présentement de fort jolies maisons de bri-
» que. »

Les étrangers qui arrivèrent à ce moment ne s'établirent pas tous dans la ville même de Boston. Quelques-uns, lorsque les circonstances le leur permirent, achetèrent ou prirent à bail de petites fermes dans les environs.

« Il y a icy, » écrit le même réfugié dans la lettre que nous venons de citer, « diverses familles françoises qui
» ont acheté des habitations des Anglois toutes faites et
» qu'ilz ont eu à grand marché. M. de Bonrepos (1), frère
» à nostre ministre, en a acheté une à quinze milles
» d'icy, et à une lieue d'une ville fort jollie, et où il y
» a un grand négosse, qu'on appelle Sellem, pour
» 68 pistolles de 10 livres de France l'une. La maison
» est fort jolie, et elle n'a jamais esté faite pour 50 pistolles. Il y a 17 acres de terres toutes défrichées, et
» un petit verger. M. Légaré, un marchand orphèvre
» françois, en a acheté une à 12 milles d'icy, du costé
» du sud (2), sur le bord de la mer, où il a une fort
» jolie maison et 10 acres 1/2 de terre pour 80 pistolles de 10 liv. de France la pièce. Il a encore sa
» part dans des comunaux, où il peut envoyer paistre
» ses bestiaux, et faire couper du bois pour sa provi-

(1) Elie de Bonrepos adressa une pétition au gouverneur pour demander à être naturalisé (*Council Records*, 1686-1687).

(2) A Braintree, dans le comté de Norfolk, en Massachusetts.

» sion, et pour en vendre icy, le pouvant envoyer com-
 » modément par mer. Il se trouve tous les jours des
 » occasions semblables, et des métairies à ferme autant
 » qu'on veut, et à un prix modique. Etc. » (Voir à l'ap-
 pendice).

Parmi les Français qui arrivèrent au printemps et dans l'été suivants (1688), nous remarquerons quarante personnes sous la conduite de Gabriel Bernon. Le plus grand nombre de ces émigrants s'établirent dans la colonie d'Oxford. Bernon, avec ses neveux Allaire et de Pont, et ses parents Benjamin et André Faneuil, se fixèrent à Boston (1), où ils furent bientôt rejoints par un autre réfugié rochelais, Pierre Baudouin.

Pierre Baudouin, natif de La Rochelle, appartenait à l'une des plus anciennes familles de cette ville. Les persécutions qui sévirent contre les protestants de France

(1) Le premier soin des réfugiés, et principalement de ceux qui avaient quelque bien, était, à leur arrivée en Amérique, de faire enregistrer leurs noms comme sujets naturalisés de la Grande-Bretagne. Ainsi, le 20 juillet 1688, nous trouvons Bernon, qui, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, était arrivé à Boston le 5 du même mois, au bureau d'enregistrement des actes du comté de Suffolk, où le clerc, Thomas Dudley, « à la requête de M. Gabriel Bernon, l'une des parties ci-mentionnées, » enregistre les lettres patentes de naturalisation délivrées à Londres le 5 janvier de la même année en faveur de quelque quatre cents exilés français protestants et de leurs familles (XIV, folio 212). Un dixième à peine de ces familles vint jusqu'en Amérique, mais la transcription intégrale de la patente n'en paraissait pas moins indispensable au réfugié, habitué à la formalité scrupuleuse de toutes les procédures civiles dans sa patrie. Les registres d'actes de la province de New-York nous offrent des exemples analogues d'exactitude. Les noms des personnes naturalisées par lettres patentes délivrées à Londres le 21 mars 1682, en faveur de Stephen Bouchet et de trente-cinq ou quarante autres protestants français, sont transcrits au livre IX (folio 326) pour le seul bénéfice de François Vincent, sa femme Anne, ses enfants, Anne et François, et de John Hain. Une note annexée nous apprend que ces personnes s'étaient embarquées à Londres pour la Nouvelle-Angleterre le 28 mars 1682 (Voir aussi X, folio 40).

le contraignirent à abandonner sa patrie avec sa famille et à se réfugier à Dublin. Il obtint une place dans les douanes royales ; mais un changement dans le personnel l'ayant privé de son emploi, il partit pour l'Amérique et se fixa à Casco, aujourd'hui Portland (Maine). Dans l'été de 1687, Baudouin demanda au gouverneur Andros une concession de cent acres de terrain (1). Cette demande fut accueillie (2), mais la concession

(1) « *A son Excellence, Monsieur le gouverneur en chef de la
» nouvelle Angleterre.*

» Supplie humblement Pierre Baudouin, disant que les rigeurs
» qui se exercere en France contre les protestans, lauroyent
» obligé d'en sortir avecq sa famille et ce seroyent refugies en le
» royaume d'irlande en la ville de Dublin, auquel lieu il auroit
» pleu a messieurs les receueurs des droits de sa majesté dad-
» mettre le suppliant à vn employ de garde des bureau, mais
» comme du despuis il y a heu changement d'officiers il seroit de-
» meuré sans employ, ce quy auroit esté cause que le supplant et
» sa familles quy sont au nombre de six personnes se sont re-
» tirez dans ces terittoire, dans la ville de Casco, en la conté de
» Mayne, et daultant quil y a plusieurs terres quy ni sont point
» occupée et principalement celles quy sont située a la pointe
» dusus de Barbary Crike. Ce consideré monsieur il plaize a vos-
» tre Excellence ordonner qu'il en soit deliuré au suppliant jus-
» que au nombre de cent acre, aux fins que ce luy soit un moyen
» dentretenir sa famille et il continura à prier Dieu pour la santé
» et prospérité de vostre Excellence.

» PIERRE BAUDOUIN. »

Enregistré 2^d aoust 1687.

L'original de cette lettre est en possession de l'hon. Robert C. Winthrop (Boston). Un fac-similé se trouve dans un volume de discours de M. Winthrop, intitulé *Washington, Bowdoin and Franklin*.

(2) Un mandat daté du 8 octobre 1687, signé par le gouverneur Andros et adressé à M. Richard Clements, arpenteur délégué, l'autorise et le requiert de mettre à part pour Pierre Baudouin cent acres de terres disponibles dans la baie de Casco, à la place qui lui sera indiquée par Edward Tyng, esq., conseiller de Sa Majesté. « Cependant, même avant l'exécution de ce mandat, » Pierre Baudouin avait obtenu quelques acres de terrain sur ce » qui forme maintenant la grande route de Portland au pont de » Vaughan, à quelques verges au nord de la maison de l'hon. Ni- » cholas Emery. Un pommier solitaire et quelques pierres qui » paraissent provenir de la margelle d'un puits étaient tout ce qui » restait, il y a vingt ans, pour marquer le lieu de la première de-

de terrains lui fut frauduleusement enlevée par l'arpenteur; et, dans l'automne suivant (1688), il fut obligé de demander réparation. Sa lettre au gouverneur est conservée aux archives du Massachusetts, et, comme les autres écrits de réfugiés qui nous ont été conservés, elle dénote un homme intelligent et cultivé (1).

Benjamin et André Faneuil (2) vinrent, comme Baudouin, de La Rochelle; habiles tous deux dans les affaires, entreprenants et actifs, ils se livrèrent aussitôt au commerce à Boston, et nous trouvons bientôt la maison « Faneuil et compagnie » en pleine prospérité. Benjamin était l'aîné et son nom est celui que nous

» meure des Bowdoin en Amérique » (Robert C. Winthrop, *The life and Services of James Bowdoin*).

(1) « A son Excellence monsieur le gouverneur en chef de la
» nouvelle Angleterre.

» Supplie humblement Pierre Baudouin, disant quil a pleu a
» Vostre Excellence de luy accorder cent acre de terre en la
» despen[dan]ce de Falmouth, province de Mayne, et mesme or-
» donne au sieur Richard Clements harpanture (arpenteur ?) en
» cette partie deputté d'en faire harpantement, apres quoy en
» faire son rapport aux fins quil soit delivre patentés ou baillettes
» de la ditte terre. Et d'autant que par la fuitte du sup[pli]ant
» du royaume de France, pays de sa naissance, causée par les ri-
» geurs quy cy exerce contre ceux de sa religion, il a preque
» tout perdu le bien quil poceddoit et ce quy luy restoit a esté
» employé a son transport et de sa famille en ces territoires es-
» tant au nombre de six personnes, ayant quatre petits enfans
» quy ne sont encore en age de gagner leur vie ce consider[ant],
» monsieur, il plaist à Votre Excellence en continuant vos faveurs en-
» vers le suppliant de luy faire delivrer laditte baillette pour Dieu (?)
» et de lexantir pour quelques années des taxes quy se levent sur
» les proprietaires des terres, et le suppliant continuera a prier
» Dieu pour la prospérité de Vostre Excellence, ayant desjà payé
» audit Clements trante quatre shillings et deux penny en argeant
» tant pour harpantement de 90 acres de laditte terre, que pour
» les certificats comme il apert par son mesmoire, ayant esté
» obligé de vandre quelque esfaits quy luy restoyent à moytié de
» juste pris pour avoir argeant pour ledit Clements.

» PIERRE BAUDOUIN. »

(Mass. Archives, vol. CXXIX, p. 237). — 7 octobre 1688.

(2) Voir p. 232.

rencontrons le plus souvent pendant les premières années. Nous savons peu de choses sur André, jusqu'au commencement du dix-huitième siècle ; ce fut probablement pendant cette première période qu'il visita la Hollande, où il se maria. Cependant Benjamin devint l'un des plus solides négociants de Boston. Gabriel Bernon était intéressé avec lui dans la colonisation de New-Oxford, et il le mentionne en tête des personnages les plus considérables dont il invoque le témoignage concernant l'entreprise. Vers 1699, Benjamin se transporta à New-York, où il ne tarda pas à acquérir la réputation d'un des plus importants habitants français de la ville. Il épousa Anne, fille de François Bureau. André apparaît de nouveau à ce moment et prend bientôt rang parmi les citoyens les plus entreprenants et les plus riches. Ses magasins étaient sur Bulter-Square, près de State-Street ; sa résidence à Tremont-Street. Construite en 1711, en briques, peinte en blanc, cette maison avait une apparence imposante. « La porte d'entrée était surmontée d'un balcon semi-circulaire. Le vestibule et les appartements étaient spacieux et élégamment meublés. Les terrasses qui s'élevaient derrière la maison étaient supportées par des murs de granit, et les marches de l'escalier étaient aussi en granit (1). » Le propriétaire de ce palais n'avait pas d'enfants ; à sa mort, en 1737, l'habitation fut occupée par son neveu, Pierre Faneuil, l'aîné des enfants de Benjamin, dont le nom fut conservé par l'histoire nationale, associé au « berceau de la liberté, » Faneuil-Hall.

Le réfugié François Bureau était originaire du Poitou, et appartenait à une famille de savants libraires

(1) *Memorial history of Boston*, II, p. 259.

et imprimeurs huguenots, que le gouvernement de Louis XIV persécuta impitoyablement. Il dut quitter la France avant la révocation, et quand il parvint à Londres, il apprit que les dragons avaient saccagé sa maison de Niort, maltraité sa vieille mère et sa sœur et détruit sa propriété, transformant en écurie sa librairie et pillant les livres les plus précieux. Il vint à Boston en 1688 avec sa femme Anne, deux filles et deux fils, se joignit ensuite à la colonie d'Oxford, et enfin, lorsque cette colonie fut abandonnée, s'établit à New-York. François, qui signait invariablement « Bureau l'aîné » était le frère de Thomas Bureau, l'un des principaux négociants français de Londres « près de la grande porte » de Savoye dans le Strand (1). » François se joignit d'abord à la colonie d'Oxford, puis, à la dispersion de cet établissement, il se rendit à New-York.

Dans les dix dernières années du dix-septième siècle, les huguenots dont les noms suivent s'établissent à Boston :

Louis Allaire (2), William Barbut (3), Philip Bar-

(1) Voir pp. 310-313.

(2) Louis Allaire était fils d'Antoine Allaire, de La Rochelle, et neveu d'Alexandre Allaire, l'un des premiers colons de New-Rochelle (N.-Y.). Il accompagna sans doute à Boston Gabriel Bernon, qu'il appelle son cousin (Jean Allaire, frère d'Antoine et d'Alexandre, avait épousé Jeanne Bernon, sœur de Gabriel). Louis gagna d'abord la colonie de Narragansett, puis se fixa à Boston. La maison « Louis Allaire et Cie » était fondée dès 1692, et faisait un grand commerce entre Boston et Salem et les ports du Sud. Louis alla ensuite habiter New-York, où il mourut d'une maladie de langueur, avant le 30 avril 1731, date à laquelle l'administration de ses biens fut confiée à sa veuve Abijah (*Testaments*, N.-Y., XI, 127). M. Torterue Bonneau, de La Rochelle, écrit à son cousin Peter Jay, de New-York, le 21 mai 1726 : « Ce que vous me dites du pauvre Allaire m'afflige beaucoup. » Je prie le Seigneur qu'il l'ait soulagé dans un mal aussy facheux » que celui la » (Papiers de la famille Jay).

(3) Voir page 380.

ger (1), David Basset (2), Peter Basset (3), Peter Baudouin, Jean Beauchamp (4), Gabriel Bernon, Isaac Biscon (5), Louis Boucher (6), Stephen Boutineau (7), Francis Bridon (8), Francis Bureau, Peter Canton (9), Paix Cazneau (10), John Chabot (11), Peter Char-

(1) Philippe Barger, fugitif huguenot, vint, vers 1685, à Casco avec Pierre Baudouin. Il mourut en 1703, laissant une veuve, Margaret, et probablement un fils, Philip, qui mourut en 1720 (*Savage, Gen. Dict. of the first settlers of N. England*).

(2) « David Bassett, » protestant français, eut deux enfants baptisés dans la vieille église du Sud : Mary (13 avril 1684) et David (25 septembre 1687 (*Ibid.*)).

(3) Voir page 283.

(4) Voir page 353. — John Beauchamp, mégissier, acheta la maison qu'occupait le pasteur Daillé « Washington-Street. » Par son testament, il légua 10 livres à l'église française de Boston.

(5) Voir p. 258. — Isaac Biscon fut admis comme résident de la colonie le 1^{er} février 1691.

(6) Louis Boucher fut naturalisé en Angleterre le 20 mars 1686. « M. Louis Boucher, marchand à Boston, » est mentionné dans les comptes de Gabriel Bernon (23 mars 1703 au 15 août 1704).

(7) Voir page 288. — « Stephen Boutineau, marchand huguenot, vint de La Rochelle à Casco, en 1686; il accompagna son ami Baudouin, en 1690, à Boston, et se maria le 22 août 1708 avec Marie, fille de Baudouin. Il eut six fils et quatre filles : Anna, née le 24 avril 1709, James le 27 janvier 1711, John le 1^{er} avril 1713, Mary le 5 août 1715, Elizabeth le 11 février 1717, Mary, 2^e du nom, le 18 janvier 1719, Stephen le 22 mai 1721, Peter le 11 décembre 1722, Thomas, le 11 octobre 1724 et Isaac, le 22 juin 1726 » (*Savage, Gen. Dict.*). « James Boutineau, de Boston, marchand, » fut chargé, le 6 novembre 1745, de l'administration des biens de son frère Peter, auparavant de Boston, mais en dernier lieu de Saint-Christophe, marchand (*Probate office, Suffolk C^o, n^o 8365*).

(8) Voir page 273.

(9) Peter Canton fut associé, en 1692-1694, à la fabrique de résine de Gabriel Bernon.

(10) Paix Cazneau ou Cazaniau se fixa à Boston après la ruine de la colonie d'Oxford. Des lettres d'administration sur les biens d'Adam de Chezeau furent accordées, en 1738, à son beau-frère Isaac Casno, sellier à Boston. Des bons furent donnés par Peace Casno, fabricant de feutre, et autres (*Probate office, Suffolk C^o, n^o 7206*).

(11) Voir page 385. — Chabot est mentionné, en 1700, au nombre des membres importants de l'église française de Boston qui allaient la quitter. Sans doute, il allait à New-York, où, en 1711, John Chabot contribua, pour seize schellings, à la dépense de construction du clocher de l'église de la Trinité.

don (1), Deblois (2), James et Gabriel Depont (3), Broussard Deschamps, (4), Benjamin et André Faneuil, Bastian Gazeau (5), René Grignon, Louis Guionneau (6), Daniel Johonnot (7), James et Anthony Le

(1) Voir page 320. — Cette famille devint nombreuse et influente. Peter Chardon, riche marchand d'origine huguenote, habitait au coin de la rue qui porte son nom (*Memorial history of Boston*, II, p. XLVIII). Le dernier des Chardon, Peter, dont parle John Adams, en 1758, comme de l'un des jeunes gens les plus distingués de Boston, mourut aux Antilles en octobre 1766.

(2) Voir page 283. — Deblois vint d'abord dans la Caroline du Sud, puis remonta vers le Nord (*Relation d'un protestant réfugié à Boston*, 1687). Gilbert et Louis Deblois, chaudronniers, cèdent une propriété, à Boston, à Stephen Deblois, en 1754 (*Memorial History of Boston*, II, XVIII, XII).

(3) Ils étaient fils de Paul Depont et de Suzanne Bernon. James alla, de Boston, se fixer à Milford (Connecticut), et mourut avant 1703.

(4) Isaac Deschamps, « connu sous le nom de Saviot ou Sceviot Broussard, » était à New-York dès 1674. En 1683, il acheta une pièce de terrain dans cette ville pour Pierre Daillé. Il alla ensuite à Boston, mais il revint, en 1686 ou auparavant, à New-York. Sa femme, dont il paraît avoir pris le nom, était Marie Broussard. Deschamps fut l'un des colons de Narragansett. Son dernier séjour fut New-Rochelle, où Marie Broussard vendit, en 1709, des terres qui avaient appartenu à son mari. Sa fille épousa en premières noces Benjamin d'Harriette, et en secondes noces André Stuckey.

(5) Bastian Gazeau, que Savage croit d'origine huguenote, était à Boston de 1686 à 1690. Plusieurs réfugiés de ce nom venaient du Poitou et de la Saintonge.

(6) Voir p. 237. — « Marchand à Boston, 1706-1707 » (Papiers Bernon).

(7) Daniel Johonnot, « né en France vers 1668, était le chef de l'une des trente familles arrivées à Boston en 1686, en compagnie de son oncle André Sigourney, distillateur de La Rochelle. Ils allèrent à Oxford, et y demeurèrent jusqu'au massacre par les Indiens, le 25 août 1696. Les victimes furent John Johnson et trois enfants. M^{me} Susan Johnson était fille d'André Sigourney, et fut sauvée du massacre, suivant la tradition, par son cousin Daniel Johonnot, qu'elle épousa devant le Rév. Samuel Willard, à la vieille église du Sud, en 1700. Johonnot était distillateur, et fut suivi dans ses affaires par son fils André et son petit-fils André. Il mourut à Boston en 1748, âgé de quatre-vingts ans. Les enfants de Daniel et de Susan Johonnot furent Zacharie, né le 20 janvier 1701 ; Suzanne, née le 18 avril 1702 ; Daniel, né le 19 mars 1704, décédé en 1721 ; André, né le 21 juin 1705 ; Ma-

Blond (1), Francis Lëgaré (2), Jean Maillet (3), Francis Mariette (4), Bartholomew Mercier (5), John Millet (6), Jacques Montier (7), Thomas Mousset (8), John Neau (9), Anthony Olivier (10), John Pas-

rianne, née le 17 août 1706, et François, né le 30 novembre 1709, décédé le 8 mars 1775 » (*Memoranda of the Johonnot family, in the New-England hist.-gen. Register*, oct. 1852 et avril 1853).

(1) Voir page 336. — « M. Jacques Le Blond, » 18 décembre 1702; « M. Anthoine Blond, chandellier à Boston, » 6 février 1703 (Papiers Bernon); « James Le Blond, 1689, probablement huguenot, dont la femme Ann se joignit, en 1690, à » l'église de Mather » (Savage, *Gen. Dict.*). Leurs enfants baptisés dans cette église furent : James, le 7 juin 1691; Peter, le 6 janvier 1695; Gabriel, le 6 mars 1698; Ann, le 15 décembre 1700; Philippa, le 23 avril 1704; Marian, le 10 mars 1706; et Alexander le 4 septembre 1709 (*Ibid.*).

(2) Voir p. 359.

(3) Jean Maillet, l'un des habitants d'Oxford, établi dans la suite à Boston. Le testament de Jean Mallet, marchand de Boston, signé le 7 octobre 1734, fut enregistré le 27 janvier 1741.

(4) Voir p. 348.

(5) Voir page 241. Bartholomew Mercier fit une pétition le 29 octobre 1684, à New-York, pour demander à être exempté d'impositions, étant venu de Boston dans cette ville. Il obtint la naturalisation pour Catharine et Henry Mercier et pour lui-même, le 17 octobre 1685. Sa femme, Catharine Laty, était probablement sœur de Marthe de Lasty, femme de Guillaume Le Conte.

(6) Jean Millet habitait Oxford et était « Ancien » de l'église française de cette ville.

(7) Voir p. 328. Jacques Montier habitait Boston en 1696 et en 1703 (Pap. Bernon).

(8) Thomas Mousset (Boston) eut de sa femme Catherine un fils, Pierre, né le 18 octobre 1687. Il était propriétaire à Roxbury en 1698 et avait habité Braintree (Savage). Mousset était un des « Anciens » de l'église française de Boston en 1696.

(9) Mentionné en 1703 dans les papiers Bernon.

(10) « M. Anthoyne Olivier, chandellier, de Boston, 1704, » (Pap. Bernon). « Olivier, en Angleterre » est nommé au nombre des religionnaires fugitifs de Niort. John et Peter Olivier furent naturalisés en Angleterre le 12 novembre 1681. « Antoine Olivier le Huguenot » (probablement de la seconde génération) eut de sa femme Mary quinze enfants, entre 1712 et 1731. Susanna épousa André Johonnot. Il n'est pas possible de suivre exactement cette famille, le nom d'Olivier se trouvant très fréquemment sur nos registres; mais elle était représentée en 1850 par George Stuart Johonnot Oliver » (W. H. Whitmore, dans *Mem. Hist. of Boston*, II, p. 554).

tré (1), John Rawlings (2), Stephen Robineau (3), Joseph Roy, Abraham Sauvage (4), Pierre Signac (5), André Sigourney (6), Jean Tartarien (7) et Abraham Tourtellot (8).

Parmi ces noms, il en est un qui mérite une mention spéciale. Nous avons plus de détails sur la vie de Gabriel

(1) John Pastré fut naturalisé en Angleterre le 10 octobre 1688. En 1689, il était négociant à Boston et l'un des membres influents de l'église française. Margaret Pastree, veuve, fut nommée, le 11 décembre 1745, administratrice de la propriété de son petit-fils George Pastree, vitrier, de Boston (*Probate office*, Suffolk Co, n° 8396).

(2) Joshua Moody écrit de Porstmouth, le 20 mars 1683-4, à Increase Mather : « Si M. John Rawlings apporte ceci lui-même et que vous ayez le loisir de converser avec lui, vous ne tarderez pas à lui reconnaître de la piété et du sérieux. Il a été l'un des principaux anciens de l'église française de Southampton. Il est souvent avec nous, et il pourra vous apprendre avec plus de détails comment vont les affaires ici. Il est digne de confiance » (*Collections of the Massachusetts historical Society*, vol. VIII, IV^e série, p. 363). Rawlings devint l'un des anciens de l'église française de Boston (1696).

(3) Stephen Robineau, probablement natif du Poitou, où le nom fut porté par plusieurs religionnaires fugitifs, fut naturalisé en Angleterre, le 15 avril 1687, avec sa femme Judith et leur fille Mary. Judith Paré, épouse de Stephen Robineau, était sœur de Suzanne Paré, femme d'Elie Neau (*Test. de Mary (Paré) Gra-zillier, Surrogate's office N.-Y.*, VII, 465). Mary, fille de Stephen décédé, et de Judith Robineau, épousa le 9 mai 1703, à l'église française de New-York, Daniel Ayrault. Pour les descendants de ce dernier, voir le Mémoire d'Elisha R. Potter concernant les établissements français de la colonie de Rhode-Island (pp. 105-109). L'assertion contenue dans ce mémoire que Mary était la petite-fille d'Elias Neau et de Suzanne sa femme est inexacte.

(4) Voir p. 345.

(5) « M. Peter Signac, marchand, de Boston, » est mentionné dans les papiers Bernon (1702-1705), ainsi que « Coysgame (?) et Signac et Compagnie. » Ann Signac, célibataire, reçut, le 20 mars 1732, avec d'autres, l'administration des biens de son père, Peter Signac, précédemment de Boston, en dernier lieu de Terre-Neuve, marchand, décédé (*Probate office*, Suffolk Co, n° 6398).

(6) Voir pp. 232, 233, 270. Une généalogie de la famille Sigourney a été publiée, en 1857, à Boston, par Henry H. W. Sigourney.

(7) Voir p. 295.

(8) Voir p. 385.

Bernon que sur celle d'aucun autre réfugié français du Massachusetts. Il a beaucoup écrit et il conservait précieusement sa correspondance et ses papiers de famille. A la révocation, il était un des principaux négociants de La Rochelle. Laissant ses affaires aux soins de son beau-frère, il s'enfuit à Amsterdam en mai ou juin 1686. Une feuille de balance dressée avec grand soin juste avant son départ indique que son avoir se montait à la somme, considérable pour l'époque, de 51,762 livres. Mais il put à peine réaliser et remettre à ses banquiers d'Amsterdam le dixième de cette somme. De Hollande, il se rendit en février 1787 à Londres et, dans l'été de 1688, il vint au Massachusetts.

Pendant son séjour en Angleterre, Bernon s'associa avec un autre réfugié français, Isaac-Bertrand du Tuffeau, pour fonder une colonie sur le territoire d'Oxford, dans le comté de Worcester, à 50 milles de Boston. Cette entreprise, malheureuse à tous les points de vue, absorba la plus grande partie de ses ressources, mais ne diminua pas son énergie.

Peu après son arrivée dans la Nouvelle-Angleterre, nous le voyons occupé dans une fabrique de résine et autres fournitures de navires pour l'exportation dans la Grande-Bretagne. Ses succès dans ce genre d'affaires furent tels qu'ils attirèrent l'attention d'un agent du gouvernement, que Lord Portland avait envoyé pour s'assurer des avantages présentés par les colonies américaines pour les fournitures de la marine. Sur le conseil de cet agent, Bernon traversa de nouveau l'Océan en 1693 pour communiquer au gouvernement ses projets et les résultats de ses expériences, et afin d'obtenir une patente pour la fabrication de ses fournitures. Il fut bien accueilli à Londres par Lord Portland et Lord

Carmarthen, président du conseil du roi, et, malgré l'opposition puissante que lui fit Sir Henry Ashurst, depuis agent de l'Angleterre dans le Massachusetts, il réussit à passer un contrat avec le gouvernement pour un certain nombre d'années comme fournisseur attiré de la marine.

Bernon retourna encore à Londres pour le même objet en décembre 1696, et revint à Boston, le printemps suivant, en compagnie du gouverneur Bellomont, auquel il avait été chaleureusement recommandé par le comte de Galway et d'autres personnages de distinction. Lord Bellomont entra dans ses vues pour créer des débouchés à l'industrie coloniale, et engagea même le conseil royal à nommer Bernon surintendant de la manufacture des approvisionnements pour les navires. Ce projet reçut d'abord un accueil favorable et fut soumis à plusieurs reprises à l'attention des lords du conseil de commerce; mais le gouvernement, semble-t-il, ne voulut pas, même dans une matière qui intéressait tant l'intérêt public, se départir de sa politique habituelle, qui était de décourager toutes les industries coloniales.

L'indomptable énergie de Bernon se créa de nouvelles ressources. Nous le trouvons, dès 1692, associé avec les Faneuil et Louis Allaire dans le commerce avec la Pensylvanie et la Virginie, exportant des marchandises en Angleterre et aux Antilles, avec d'autres négociants de Boston, et associé à Charles de la Tour dans le commerce des pelleteries avec la Nouvelle-Ecosse. Il était intéressé aussi dans une manufacture de clous, dans la fabrication du sel (1), dans la construc-

(1) « Le lieutenant-gouverneur et une vingtaine des principaux

tion et l'achat de navires (1). Toute son activité ne se concentrait même pas dans les arts de la paix. En avril 1690, il passe un contrat avec un autre réfugié, Jean Barré, s'engageant à lui fournir « un mousquet de » la valeur de trois livres, un pistolet de vingt shillings, » une boîte de cartouches de trois shillings, une hache » de deux shillings » et tous les autres objets nécessaires, en outre de trois livres d'espèces, « pour le voyage » qu'il projette sur le bon navire le *Porkepine*, commandé par Cyprien Southack, allant maintenant à la » mer pour une expédition de guerre. »

Le capitaine Southack était un marin de Boston qui se fit depuis remarquer par ses succès dans la répression de la piraterie. Le navire le *Porcupine* appartenait à la flotte qui allait appareiller de Boston, sous le commandement de Sir William Phips, et « l'expédition de guerre » en question était une campagne pour s'emparer de Port-Royal, ou Annapolis, dans la Nouvelle-Ecosse, campagne que le Massachusetts entreprit, au printemps de 1690, pour commencer la conquête du Canada.

Le succès de l'expédition contre Annapolis encou-

» négociants de Boston employèrent un Français à la saunaison, » et l'on fit quelques cents boisseaux de sel » (*Earl of Bellomont* aux lords du conseil de commerce, 28 novembre 1700).

(1) Il est probable que Bernon, de même que d'autres réfugiés, recevait plus ou moins régulièrement des remises de ses correspondants de La Rochelle. Longtemps après la révocation, les prétendus nouveaux convertis restés en France et demeurés au fond du cœur fidèles à la foi évangélique, « lorsqu'ils réglaient leurs intérêts de famille pour aider à l'établissement de ceux de leurs enfants réfugiés hors de France, adressaient à des correspondants sûrs une certaine somme d'argent, et au moment de partager la succession paternelle, les enfants de la religion réformée restés en France réservaient les terres et complétaient en argent la part qui revenait à leurs parents réfugiés » (*L'Eglise sous la Croix*, par M. L.-M. de Richemond, p. 4).

ragea des tentatives contre Québec. Les huguenots arrivés à Boston suivaient avec un grand intérêt ces divers mouvements. La correspondance de Benjamin Faneuil en fait foi (22 mai 1690) : « Notre flotte que nous auions » envoyé dicy pour prandre Port-Royal a envoyé une » ketché qui est arrivée aujourd'hui avec la nouvelle de » la prise de la place à compassion. Ils ont pris six » ketché et brigantins chargés de vin ou de vie et sel » avec le gouverneur et 70 soldats et ont démoli le » fort. Ils ont pris aussi 24 pièces de très bons canons » et 30 barils de poudre. Nous les attendons à toute » heure. Notre flotte étoit composée de six bâtiments, » dont il y en a un de 40 pièces de canon. On va la » renforcer encore de quelques navires de force et on » envoie douze cents hommes et des Indiens pour » prendre Canada, ce que j'espère qu'il réussira (1). »

Le Massachusetts perdit beaucoup au départ de Gabriel Bernon. Il n'y avait guère une seule branche du commerce colonial dont l'industriel négociant français ne se fût occupé. Il abandonna Boston en 1697, après un séjour de neuf ans, et s'établit pour le reste de sa longue vie à Rhode-Island. De nombreux négociants huguenots quittaient la ville vers le même moment. Une lettre des anciens de l'église française de Boston, en juin 1700, nous apprend le départ de Bernon, Tourtelot, Basset, Mariette et autres, et le prochain dépla-

(1) (*Mass. Archives, French Collection*, tome IV, p. 13). La lettre est adressée à « M^r Thomas Bureau, french merchant » Living near y^e Savoy great gate in the Strand in London. P^r » Cap^t Sampson. L[ivrez] D[e] G[race]. » La lettre fut sans doute interceptée, puisqu'elle entra dans les archives du gouvernement français; mais le correspondant de Faneuil put bientôt apprendre par d'autres voies l'échec honteux de l'expédition, qui fut repoussée de Québec par Frontenac, et revint à Boston désemparée par la tempête et complètement démoralisée.

cement de Bernard, Grignon, Bureau, Barbut et Chabot.

L'église française de Boston existait déjà en 1685. Nous trouvons même quelques indices d'une origine plus reculée, et il est probable qu'elle fut fondée, comme plusieurs de ses sœurs, par l'excellent Pierre Daillé, peu après son arrivée en Amérique en 1682 ou 1683 (1). Mais nous n'en entendons parler qu'à une époque postérieure dans une correspondance entre Daillé, déjà à New-York, et le Rév. Increase Mather, ministre de l'église du nord à Boston et président de « Harvard College » (2). Cette correspondance montre l'affabilité avec laquelle les pasteurs de Boston accueillirent les réfugiés français. L'autorité n'était pas moins bienveillante. Le 24 novembre 1687, le conseil accorda à l'église française l'autorisation de se réunir dans l'école latine de Boston comme elle le désirait (3). L'école était située « School-Street, » entre Tremont et Cornhill, aujourd'hui « Washington-Street. » Le maître d'école était alors le célèbre Ezéchiel Cheever. L'autorisation fut renouvelée aussi souvent que ce fut nécessaire, et les protestants français n'eurent pas d'autre lieu de culte durant vingt-neuf à trente ans. En 1704, la congrégation demanda à adresser un appel aux personnes

(1) Nous ignorons la date précise de l'arrivée de Daillé en Amérique. On croit qu'il fut appelé par le consistoire de l'église réformée hollandaise de New-York pour prêcher en français dans cette ville (*Manual of the reformed Church in America*, par E. T. Corwin, D. D., p. 229. Mais il paraîtrait, d'après une lettre adressée par le Rév. Christopher Bridge, de Boston, à la Société pour la propagation de l'Évangile à l'étranger (15 octobre 1706), que Daillé avait été envoyé par l'évêque de Londres. Voir plus loin, p. 468.

(2) Voir l'appendice.

(3) *Mass. Archives. Council Records.* 1686 et 1687, p. 155.

bien disposées pour la construction d'une église (1). Ils exposèrent au conseil que le roi Guillaume leur avait octroyé 83 livres pour cette fin et qu'ils avaient acheté pour cet usage un terrain dans la ruelle de l'école. La demande fut accueillie, mais les magistrats de Boston refusèrent d'autoriser la construction du petit « temple » en bois que les pétitionnaires se proposaient d'élever, renouvelant cependant « l'offre d'une entière liberté de » réunion dans la nouvelle maison d'école, » qui était suffisante pour contenir un nombre de personnes supérieur à celui qui composait la congrégation. On dut donc ajourner le projet, et ce ne fut qu'en 1716, après la mort de Daillé, qu'une maison de prières fut bâtie sur le terrain acheté dix ans auparavant (2).

(1) *Mass. Archives*, tome LXXXI, p. 472 (*Minutes du conseil* 12 janvier 1704).

(2) Les huguenots de Boston furent très sensibles à la cordiale sympathie qui leur fut témoignée par les magistrats et par le peuple. André Lemercier, successeur de Daillé comme pasteur de l'église française, se fit l'organe de la reconnaissance des fidèles dans les termes suivants : « Quand nous considérons la cruelle Persécution des Eglises de Dieu dans notre terre natale, la destruction de ses sanctuaires, sa verge restant si longtemps appesantie sur nous, nous ne pouvons ne pas répéter les lamentations du prophète Jérémie sur la ruine de Jérusalem et du Temple : « Oh ! que ma tête n'est-elle de l'eau et mes yeux » une fontaine de larmes ! Je pleurerai jour et nuit les blessés à » mort de la fille de mon peuple. » Mais quand de ce spectacle nous tournons les yeux vers les compassions de Dieu, quand nous considérons comment il lui a plu de nous donner un asile et, après un flot de misères précédées par un flot de péchés, comment il nous a accueillis sur la rive étrangère, comment il nous a donné les moyens de le servir suivant les aspirations de nos consciences, comment il nous a envoyé la divine colombe portant le rameau d'olivier, le Saint-Esprit, le Consolateur, nous devons le louer, nous devons le bénir, nous devons nous réjouir en Lui. C'est ce qui m'a fait choisir, pour le texte du premier sermon que je prêche dans cette maison de prières, construite peu après mon arrivée ici, ces paroles du prophète Esdras (chap. VI, verset 16) : « Et les » enfants d'Israël, les Sacrificateurs, les Lévites et le reste de » ceux qui étaient retournés de la captivité, célébrèrent avec » joie la dédicace de cette maison de Dieu. »

Les sentiments de bienveillance des ministres et des autorités civiles de Boston envers la petite communauté de huguenots furent mis à l'épreuve par la conduite du premier pasteur, Laurentius Van den Bosch ou Laurent du Bois. Ce réfugié, Français de naissance ou de parenté française, avait séjourné en Hollande et avait donné à son nom une forme hollandaise, à l'exemple d'autres fugitifs. Etabli ensuite en Angleterre, il se rallia à l'église anglicane et vint en Amérique avec une licence de l'évêque de Londres. A Boston, il s'attira le mécontentement général par son indifférence des lois civiles aussi bien qu'ecclésiastiques, et par sa manière d'être

« N'oublions jamais, je vous en supplie au nom du Seigneur, comme ambassadeur de Christ, comme messenger de paix et de bonnes nouvelles, n'oublions jamais ses faveurs inestimables, imméritées, combien nous avons heureusement échappé à la Persécution, et avons trouvé l'hospitalité au milieu du peuple de ce pays; comment, lorsque nous étions étrangers, ils nous ont reçus; comment ils ont contribué à l'acquisition de cette maison de prières: comment de pieux et vénérables ministres se sont joints à nous, dans nos jours de jeûne, pour implorer avec nous la compassion et la paix de Dieu pour les fidèles de France; comment l'honorable cour générale nous a gracieusement admis par l'acte de naturalisation des étrangers protestants, et par sa réponse favorable à notre requête à participer aux privilèges si précieux dont jouissent les habitants eux-mêmes, comme Anglais; comment Dieu a réalisé pour nous la promesse de Jésus-Christ au 19^e chapitre de saint Matthieu: « Quiconque aura quitté des maisons, ou des frères, ou des sœurs, ou père ou mère, ou femme » ou enfants, ou des champs, à cause de mon nom, en recevra » cent fois autant et héritera la vie éternelle. » Pour obtenir la seconde et la plus importante de ces promesses, vous devez faire un saint usage de l'accomplissement de la première, et consacrer vos biens à la gloire de son nom, au soulagement des pauvres, au service de son Eglise.

» Soyons reconnaissants et prêts à rendre service à ceux qui nous ont reçu avec tant de bonté.

» Prenons garde de ne pas les offenser par une mauvaise conduite ou par une vie déréglée; mais, au contraire, ne leur donnons que de saints exemples, afin qu'ils ne se repentent jamais de leur bienveillance envers nous. » (*A Treatise against Detraction. Dedication.*)

hautaine et opiniâtre lorsqu'on l'en reprenait. Il fit si bien en même temps qu'il mit le désordre dans sa petite congrégation. Daillé, anxieux, écrivit à Mather en leur faveur le 2 mai 1686. « Je vous prie, très honoré monsieur, que les difficultés soulevées par M. Vandebosk ne diminuent pas votre sympathie pour les Français qui sont maintenant dans votre cité et pour ceux qui pourraient y venir. La faute d'une seule personne ne doit pas être imputée aux autres, ni leur causer du tort. J'espère donc que vous continuerez, comme par le passé, à donner des preuves de votre charité à ces fidèles réfugiés, qui ont traversé les plus cruelles persécutions. Je ne doute pas non plus que vous ne les aidiez pour la restauration de l'église française de Boston. J'offre en cette affaire mon propre secours pour redresser les affaires qui ont été mal conduites. Que l'avenir vous apporte, ainsi qu'à vos savants collègues, une joie méritée, au lieu d'une tristesse im-
 » méritée. Nous sommes frères, et l'affection fraternelle doit être chérie entre nous (1). »

Van den Bosch quitta Boston peu de temps après, laissant la place à un homme d'un esprit tout à fait différent. Les protestants français qui vinrent de l'île Saint-Christophe au Massachusetts en juin ou juillet 1686 furent accompagnés ou suivis de près par leur ministre David de Bonrepos (2), depuis pasteur des colonies

(1) Voir l'Appendice.

(2) David était frère d'Elie de Bonrepos, l'un des émigrants de Saint-Christophe (voir p. 187). Je pense qu'il avait été pasteur de l'église protestante de Saint-Christophe, mentionnée en 1680 (voir p. 165). Ses relations avec New-Rochelle, où un nombre considérable de ces réfugiés s'étaient établis, favorise cette opinion. Le réfugié de Boston, dont nous avons cité plusieurs fois la *Relation*, l'indique comme pasteur de l'église française de cette ville, au moment où il écrivait, dans l'été de 1687-8. (« M. de Bon-

huguenotes de New-Rochelle, Staten-Island et New-Paltz, dans la province de New-York. L'arrivée de ces réfugiés contribua à fortifier la petite église, et David, secondé par son excellente femme Blanche, mit un terme aux divisions créés par Van den Bosch. Mais la population de l'église était une population flottante. « Ils ne sont pas ici plus de vingt familles françaises, » écrivait un réfugié dans l'hiver de 1687, « et leur nombre diminue chaque jour, car ils pénètrent dans l'intérieur du pays pour cultiver les terres et s'y établir définitivement. Cependant, nous en attendons de nouveaux au printemps. » De Bonrepos lui-même se fixa, au mois d'octobre suivant, à New-Rochelle, et l'église demeura sans pasteur pendant huit ans. Cependant, Ezéchiel Carré, pasteur de la colonie française de Narragansett, et Daniel Bondet, pasteur de New-Oxford, prêchaient souvent devant la congrégation de Boston, et la chaire fut aussi plus d'une fois occupée par le Révérend Nehemiah Walter, successeur d'Eliot dans le pastorat de la première église de Roxbury, homme très versé dans la langue française.

En 1696, Pierre Daillé vint de New-York au Massachusetts. Depuis son arrivée en Amérique, il avait été ministre de l'église française de cette grande cité. Son pastorat à Boston se prolongea jusqu'à sa mort, qui arriva dix-neuf ans plus tard, et cette période fut celle de

repos frère à notre ministre »). Un an plus tôt, le 20 septembre 1686, Domine Selyns, ministre de l'église réformée hollandaise de New-York, écrivit au consistoire d'Amsterdam que « le Rév. instruit et console les réfugiés français à Boston. » Le nom, dans la copie de la correspondance, est indéchiffrable.

Le « pieux Pasteur Huguenot, » qui arriva peu de semaines plus tard avec « 15 familles françaises qui avaient quitté la France pour cause de Religion, » était sans doute Daniel Bondet, pasteur de la colonie d'Oxford. (Bondet ou plutôt Boudet. Voir note au commencement du chapitre suivant. — Trad.)

la plus grande prospérité de l'église. Les relations de Daillé avec le ministre de Boston furent toujours des plus affectueuses, comme nous l'avons vu, et quand il se fixa dans cette ville, il y fut reçu avec les témoignages de la plus haute considération. Il devait en partie cette estime au nom glorieux qu'il portait, celui du fameux ministre de Charenton, Jean Daillé, un des érudits et des théologiens les plus marquants de son siècle. Nous ne savons pas exactement quelle était la parenté de Pierre avec son grand homonyme. On suppose qu'il appartenait à une branche de la famille de Jean Daillé, famille établie à Châtellerault, en Poitou. Mais notre pasteur huguenot avait d'autres titres à l'estime des fidèles. Avant de s'établir en Amérique, il avait été professeur à la grande académie de Saumur, la plus célèbre des quatre académies protestantes de France. Saumur fut pendant quatre-vingts ans « un flambeau qui illumina toute l'Europe. » Les cours de cette académie étaient très complets. Elle comptait deux professeurs de théologie, deux de philosophie, un d'hébreu, un de grec, et un doyen surveillant tout l'ensemble des études. On ignore quelle est la chaire que Daillé occupait; mais Saumur était réputée pour le soin qu'elle prenait de n'admettre dans le corps de ses professeurs que des hommes d'une capacité reconnue, et le fait seul que Daillé y fut admis atteste sa réputation de professeur. Comme la plupart des érudits de son temps, il écrivait le latin avec élégance. Ses lettres, dont plusieurs nous ont été conservées, attestent sa courtoisie, sa modération, et sa rare intelligence, qualités qui font de lui un des plus beaux types du caractère huguenot (1). Mais

(1) Voir l'appendice.

le plus grand éloge qu'on puisse faire de Daillé, c'est de dire qu'il fut un chrétien d'une piété à toute épreuve et d'une foi profonde. « Il est plein de feu, de piété et » de science, » écrivait Selyns, de New-York. « Banni » pour fait de religion, il défend la cause de Jésus- » Christ avec un zèle infatigable. » Les églises dont il fut ministre étaient principalement composées d'hommes et de femmes éprouvés par la plus rude persécution, et ces martyrs étaient fiers d'avoir à leur tête un pasteur qui avait traversé les mêmes épreuves.

A Boston, les Anglais eux-mêmes venaient quelquefois entendre le prédicateur huguenot; mais malgré toute l'estime qu'ils avaient pour lui, les puritains les plus stricts goûtaient peu un culte liturgique et l'observation des fêtes de Noël et de Pâques. Samuel Sewall, cet homme admirable, se crut obligé de protester courtoisement, comme nous l'apprend son journal, contre une de ces pratiques : « Aujourd'hui j'ai parlé à » M. Newman sur ce qu'il s'était joint à l'église française le 25 décembre en raison de ce que c'était le » jour de Noël (*Christmas*), comme ils l'appellent abusivement (1). » Mais ces petites dissidences n'altéraient en rien la cordiale considération dont les puritains faisaient preuve envers les exilés. « J'espère, » disait Cotton Mather, « que les églises anglaises ne manquent pas de témoigner leur respect pour tous ceux » qui ont enduré de cruelles choses pour leur fidélité » au Fils de Dieu (2). »

(1) *Diary of Samuel Sewall*, I, 491.

(2) Préface au sermon de M. Carré, « *Le charitable Samaritain*. »

Aux funérailles de la femme de Cotton Mather, le 11 novembre 1713, « M. Dallie » fut choisi pour être l'un des « porteurs » (*Diary of Samuel Sewall*, II, 407).

Les huguenots n'inspiraient pas seulement aux pasteurs de Boston une chrétienne sympathie à cause de

Il est curieux de remarquer qu'un pasteur de Boston publia, dès 1689, un récit des souffrances des protestants de France à l'époque de la révocation. Cette publication précéda de plusieurs années le grand ouvrage d'Elie Benoit (*Histoire de l'Edit de Nantes*, Delft, 1693-1695), dont le dernier volume renferme un récit circonstancié de ces souffrances. Cotton Mather recueillit évidemment ces renseignements auprès des pasteurs réfugiés, particulièrement de Daillé et de Carré, et de ses correspondants en Europe, qui étaient au nombre de cinquante au moins. Son récit concorde avec celui de Benoit et apporte ainsi une nouvelle preuve de l'exactitude de ce dernier ouvrage, que confirment également les récits contemporains publiés dans ces dernières années. Voici un extrait qui se rapporte au départ des réfugiés pour le Massachusetts :

« Après d'innombrables vexations et outrages dans l'année 1680, » les pauvres *Protestants de France* furent exclus de toutes les » charges et de tous les emplois, de sorte qu'à la fin celui même » de *sage-femme* fut interdit à leurs femmes. Les nouveaux convertis étaient déchargés du paiement de leurs dettes, et les » *confesseurs résolus* ne pouvaient vendre leurs biens pour faciliter » leur délivrance de la tempête qui avait éclaté sur leurs têtes, » mais étaient obligés de payer, en outre, toutes les *contributions* » de leurs voisins *apostats*. Les parents étaient obligés de payer » les frais d'une éducation papiste pour leurs enfants, qu'ils auraient préféré de voir périr dans les fleuves d'*Egypte*. Quand » enfin le projet sembla mûr, le *Despote Français* employa une » armée de *Dragons* pour réduire par la force les milliers de protestants qui avaient résisté à toutes les séductions. Les chefs » de ces *nouveaux apôtres* firent assembler les habitants de plusieurs villes pour leur signifier que la volonté du Roi était qu'ils » devinssent *Catholiques Romains*, et le pauvre peuple répondant » humblement qu'ils *donneraient volontiers pour le service du Roi* » leurs biens et leurs vies, mais que leurs consciences ne relevaient » que de Dieu seul, les *Dragons* s'emparaient des villes et étaient » partout logés dans les maisons des protestants, comme les *sauterelles* qui dévorent tout ce qu'elles trouvent. Quand ces » *monstres* avaient dévoré tous les biens des pauvres habitants, ils » s'en prenaient à leurs personnes..... leur faisant endurer dix » mille cruautés que des démons seuls pouvaient inventer. Si » aucune torture ne pouvait décider les protestants à renoncer » à la vérité de N. S. Jésus-Christ, ils étaient précipités dans » d'épouvantables cachots, où ils étaient enfermés jusqu'à la » mort. Si quelqu'un d'entre eux était découvert dans une tentative d'évasion, il était traité avec une cruauté plus intolérable encore, si possible, et jamais les *bêtes féroces* ne furent » traquées avec plus d'acharnement que ces pauvres agneaux ne

leurs souffrances , mais ils leur fournissaient en même temps un sujet de spéculations théologiques. L'opinion avait été émise en Europe que la grande persécution contre les protestants de France avait été l'objet de la vision de l'Apocalypse et que les huguenots martyrisés étaient symbolisés dans le livre de la Révélation par les deux témoins vêtus de sacs, tués dans les rues de la grande cité. Ceux qui , avec Jurieu , avaient adopté cette interprétation , attendaient l'accomplissement de la prophétie par le rétablissement des protestants persécutés dans leur patrie. « Nous avons sujet de penser, » écrit Cotton Mather, « que la résurrection des témoins massacrés en France est maintenant très prochaine et ceux de nous qui se seront montrés de bons Samaritains à l'égard de ce peuple affligé se réjouiront avec eux aux jours de la Rédemption qui approche. »

La liturgie employée par les réfugiés pour leurs services religieux était celle dont se servaient , depuis un siècle et demi, les églises réformées de France. Rédigée par Calvin lui-même, d'après les offices primitifs, elle était à la fois d'une austère simplicité et très impressive. Le service du dimanche était précédé de la lecture de plusieurs chapitres de l'Ecriture sainte. Cette lecture était faite non par le pasteur, mais par un « lecteur » qui était en même temps « chantre » et qui, le plus souvent, pendant la semaine, remplis-

» l'étaient par leurs barbares persécuteurs. Cependant des milliers » de protestants réussirent providentiellement à s'échapper et » quelques-uns abordèrent à la *Nouvelle-Angleterre*, où, même » avant leur arrivée, des jeûnes et des prières étaient faits pour » eux, et où, depuis leur arrivée, ils ont été reçus avec bienveil- » lance par ceux qui savent sympathiser avec leurs frères » (Préface au sermon de M. Carré, « *Le charitable Samaritain* »).

sait dans la paroisse les fonctions de maître d'école. Aux jours de Daillé, le « lecteur » était probablement le « vénérable John Rawlins » que le pasteur nomme avec affection dans son testament. La lecture se terminait par le Décalogue, puis le pasteur continuait le service par une invocation, suivie d'une prière et de la confession des péchés. L'assemblée se levait pour l'invocation et la prière et se rasseyait quand le pasteur indiquait le psaume qui devait être chanté. Le chant des psaumes constituait la part des fidèles dans ce culte sans répons ; et toute la ferveur huguenote éclatait dans ces accents qui exprimaient, depuis plusieurs générations, la foi et la joie religieuse d'une race persécutée (1). Une courte prière improvisée précédait le sermon. Les prières générales étaient lues après la prédication. Elles se terminaient — excepté les jours de communion — par l'Oraison dominicale et le Symbole des apôtres ; après la bénédiction, l'assemblée était congédiée par les paroles de paix et l'invitation à se souvenir des pauvres, pour lesquels des troncs étaient disposés à la porte de l'église (2).

Des places élevées étaient réservées dans le « Temple » huguenot pour les « anciens » qui, avec le pasteur, formaient le consistoire ou conseil de l'église, chargé de la direction du troupeau et du soin de ses intérêts

(1) Un touchant usage, qui était entré en usage peu de temps avant la révocation, était probablement observé par les huguenots de Boston. L'assemblée tenue à Toulouse en 1683 ordonna que, quand on chanterait les psaumes se rapportant à l'état de l'Eglise, la congrégation devrait s'agenouiller, en signe d'humiliation devant Dieu, pour l'affliction de son peuple.

(2) Il paraît qu'en 1689, la congrégation française de Boston ne se conforma pas, pour un motif quelconque, à cet ancien usage. Le pasteur Carré remarqua cette omission et en fit le sujet d'un discours qui fut imprimé depuis. (Voir chap. XIII.)

spirituels et temporels. Les anciens étaient élus par le peuple pour une période déterminée. L'absence des registres ne nous permet pas de dresser une liste complète des anciens de l'église française de Boston. Cependant nous avons réuni les noms de ceux qui exercèrent cette charge de 1696 à 1705 : Pierre Chardon, Jean Millet, Jean Rawlings, Mousset, Guillaume Barbut, René Grignon, Jean Tartarien, François Bridon et Jean Dupuis (1).

Le comte de Bellomont, pendant qu'il était gouverneur du Massachusetts, rendit témoignage au bon esprit des réfugiés et à l'excellence de leurs directeurs spirituels. S'adressant à la cour générale, lors de sa dernière visite à Boston, il dit : « Je vous recommande le » pasteur français de cette ville qui n'a point d'honoraires, en raison du très petit nombre de familles de son » église. La violence de la persécution qui s'est déchaînée sur les malheureux protestants de France doit » exciter votre zèle et votre compassion pour lui. Je » désirerais pour vous-mêmes que les protestants français fussent encouragés parmi vous. Ce sont de très » braves gens, ingénieux et travailleurs, et qui pourraient être d'un grand secours pour peupler ce pays » et l'enrichir par le commerce. »

(1) En 1705, et de nouveau en 1729, John Dupuis ou Dupee est mentionné comme ancien de l'église française de Boston. Son testament, daté du 4 janvier 1734 et enregistré le 9 juin 1743, nomme ses fils John, Daniel, Charles, Isaac et Elias. Charles, qui mourut avant le 28 février 1743, laissa un fils, Charles, né à Boston le 18 octobre 1734. Il épousa en 1755 Hanna Smith, qui mourut le 2 avril 1813. Il mourut lui-même le 12 août 1802. Son fils aîné, James, naquit à Walpole (Massachusetts) en 1756. Il épousa Esther Hawes et mourut en 1819, laissant un grand nombre d'enfants, parmi lesquels James, né en 1787, épousa Ursula Plimpton et mourut en 1875. Son seul fils est James A. Dupee, esq., à Boston.

Encouragés par l'intervention du gouverneur, les protestants français de Boston présentèrent, quelques semaines plus tard (juin 1700), à lui ainsi qu'au conseil et à l'assemblée des représentants, alors en session dans cette ville, une pétition demandant de l'aide pour entretenir le ministère du saint Evangile au milieu d'eux. Ils « prennent la liberté d'exposer » à ces messieurs, « que beaucoup de membres de leur troupeau qui contribuèrent beaucoup à la subsistance de leur ministre » étant déjà partis, le peu qui demeurent ne sont pas » capables de fournir la moitié de ce qui est nécessaire » à son entretien. » Aussi « ils doivent se soumettre au » malheur d'être privés des consolations du saint ministère de la Parole de Dieu (dont la cruauté inouïe » des persécuteurs de l'Eglise les a privés dans leur » propre patrie) à moins qu'ils ne puissent obtenir votre » chrétienne assistance. Et voyant, » ajoutent-ils, « que » notre grand roi William, avec toute l'Angleterre, » comme aussi les Hollandais, le duc de Brandebourg » et tous les autres Etats protestants, ont toujours entre » tenu un grand nombre de protestants français et » leurs ministres, ils espèrent que vous voudrez leur » montrer de même le même esprit de sainte charité. » A l'appui de leur requête, les pétitionnaires exposent qu'ils « ont supporté de grandes charges en payant les » taxes pour les pauvres du pays et en entretenant leurs » propres pauvres de cette ville et ceux de New-Oxford, qui s'en sont allés à cause de la guerre, et que » depuis ils en ont assisté beaucoup qui sont revenus » à Oxford pour s'y établir de nouveau. » Pour ces raisons, ils « ont recours maintenant à cette honorable » assemblée, que Dieu a établie pour le secours des » affligés, et principalement des fidèles qui sont étran-

» gers , afin que nous puissions obtenir votre secours
» pour la subsistance de nos ministres , dont il y a tant
» besoin (1). »

La demande des anciens fut transmise à une commission qui donna l'avis que « pour leur encouragement
» comme étrangers et pour l'entretien du culte public
» de Dieu parmi eux, il fût payé à leur ministre douze
» livres sur le trésor public. »

Les conclusions de la commission furent adoptées par le conseil. Le secours fut reçu avec reconnaissance, mais il n'y a pas de trace d'aide subséquente sur les fonds de l'Etat. Les ressources de Daillé étaient précaires, et il se demanda comment il pourrait demeurer au milieu de son peuple bien-aimé. Mais « un ministre, » disait-il, « doit
» recourir à tous les moyens avant d'abandonner son
église. » En 1706, il écrivit à la Société anglaise pour la propagation de l'Evangile à l'étranger, afin de lui exposer ses besoins (2). Sa lettre fut appuyée de la recommandation du gouverneur Dudley et des pasteurs de l'Eglise d'Angleterre à Boston. Dudley le représente comme « un
honnête homme et bon prédicateur , qui a depuis long-
» temps fait preuve de loyauté et d'esprit pacifique envers
» le gouvernement. Son église est pauvre, » ajoute-t-il,
« et je crois qu'il n'a pas plus de 30 livres par an. » Le recteur de la chapelle royale, M. Myles, écrit : « Les fidèles de l'église française de cette ville sont en si petit
» nombre , qu'ils ne peuvent faire les frais d'un traitement raisonnable pour leur ministre actuel (un très
» brave et digne homme) » et il espère que la Société

(1) *Mass. Archives*, tome XI, p. 150. La pétition est signée par Jn^e Rawlings, Peter Chardon et René Grignon, « anciens de la congrégation française. »

(2) Voir la lettre de Daillé, à l'appendice.

fera son possible pour lui assurer le nécessaire (9 octobre 1706). Le révérend Christopher Bridge, autrefois pasteur adjoint de la chapelle royale, recommande le pasteur français à la même Société, « comme un homme » de grand savoir et d'une grande simplicité, et d'un » grand zèle dans les fonctions de son ministère. Il a » reçu les ordres épiscopaux et a été envoyé dans ce » pays il y a plusieurs années, par le lord-évêque de » Londres (1). »

La réponse de la Société ne fut cependant pas favorable (21 mars 1707). M. Daillé n'avait pas été envoyé sous ses auspices, et son église n'était pas rattachée à l'Eglise d'Angleterre. Placé ainsi entre le règlement des puritains et l'établissement ecclésiastique de la mère patrie, le bon pasteur huguenot dut finir ses jours dans la gêne.

Daillé vieillissait ; mais son zèle pour les affaires publiques ne diminuait pas. Une lettre qu'il écrivit à cette époque à Bernon, — « un de mes anciens et bons amis, » comme il l'appelle, — nous montre avec quelle attention le vénérable réfugié suivait les événements de son temps et combien l'Anglais naturalisé avait épousé la cause de sa patrie d'adoption.

Pierre Daillé mourut le 20 mai 1715, à l'âge de soixante-sept ans. Sa troisième femme, Martha, lui survécut. Dans son testament, il ne fait aucune mention d'enfants, ni de ce dernier mariage ni des précédents. Il laisse le reste de son avoir, après quelques legs particuliers, à son frère bien-aimé Paul Daillé, en Hollande. Son amour pour l'église qu'il servit pendant près

(1) (11 octobre). Registres de lettres de la Société pour la propagation de l'Evangile à l'étranger.

de vingt années se manifeste dans ces legs. Il laisse à cette église ses livres français et latins pour l'usage des ministres, avec une somme de dix livres pour être employée à la construction d'une maison de réunions, et cent livres, dont l'intérêt devait être employé pour l'entretien du ministre (1).

Tout ce que nous savons de la vie de ce pieux et

(1) Le « testament de Peter Daillé, de Boston, clerc, » se trouve dans le registre du *Probate Office* du comté de Suffolk (Boston) (n° 3663).

Parmi les dispositions qui concernent ses funérailles, il recommande « qu'il n'y ait pas de distribution de vin, » et il demande que « tous les ministres du Saint Evangile de la ville de Boston » et M. Walter aient des écharpes et des gants aussi bien que « mes porteurs. » Les legs suivants sont formulés : « Je donne » tous mes livres français et latins à l'église française de Boston (dont j'ai été pasteur) comme bibliothèque pour l'usage et » le bénéfice des pasteurs de ladite église à l'avenir pour tous » jours. Je donne aussi la somme de cent livres pour être placée » en fonds sûrs par les anciens de ladite église à toujours et dont » l'intérêt annuel servira au secours et à l'entretien du ministre » de ladite église à l'avenir. Je désire aussi qu'une somme de » dix livres soit placée entre les mains desdits anciens pour servir à l'entretien de ladite église jusqu'à ce qu'ils construisent » une maison de réunions pour le service de Dieu, auquel moment lesdites dix livres seront employées à cette construction. » Je donne cinq livres au vieux M. John Rawlins, maître d'école » français. Item je donne et lègue à ma bien-aimée femme Martha Daillé la somme de trois cent cinquante livres en billets » de province ou argent équivalent à ladite somme, et mon domestique nègre nommé Kuffy, mon argenterie, mes vêtements, » ustensiles et meubles pour les garder à elle ladite Martha Daillé, à ses héritiers, exécuteurs, administrateurs et ayants » droit à perpétuité. Item, je donne et lègue à mon cher frère » Paul Daillé Vaugelade à Amsfort en Hollande, et à ses héritiers et ayants droit à perpétuité, tout le surplus de mon avoir, » tant mobilier qu'immobilier, en quelque endroit qu'il soit ou » sera trouvé. Enfin, je nomme et désigne par le présent, pour » mon seul exécuteur testamentaire, mon bon ami M. James Baudoin. En foi de quoi j'ai ici signé de ma main et apposé mon » cachet les jour et an que dessus.

» DAILLÉ » (Cachet).

Témoins : Benjamin Wadsworth, Phebe Manley, Martha Willis.

Présenté à l'enregistrement le 31 mai 1715.

zélé pasteur huguenot nous montre en lui un digne représentant de la race et du corps auxquels il appartenait et prouve hautement qu'il jouissait de l'estime et de la confiance des gens de bien de son temps. Une phrase tirée d'une de ses lettres particulières suffit du reste à peindre cette belle âme : « J'ai toujours résolu de ne » jamais blesser qui que ce soit en paroles ou autre- » ment, mais au contraire de rendre service à tous ceux » à qui je pourrai le rendre. »

La chaire de l'église française ne demeura pas longtemps vacante. Avant la fin de l'année, André Le Mercier, jeune étudiant récemment sorti de l'académie de Genève, accepta la vocation qui lui fut adressée. Le Mercier était natif de Caen. La vocation de l'église de Boston lui parvint à Londres. Des honoraires de cent livres lui furent promis par la congrégation, qui était devenue plus riche sinon plus nombreuse. Trente ans s'étaient écoulés depuis la fondation de cette église et les principaux noms des réfugiés qui avaient fait partie de la première émigration y étaient encore représentés. Andrew Faneuil, James Bowdoin, Daniel Johonnot, Andrew Sigourney étaient les chefs de la congrégation et chacun d'eux fit à sa mort un généreux legs au pasteur. La maison de prières si longtemps attendue fut achevée peu après l'arrivée de Le Mercier. C'était un petit édifice en briques élevé dans la rue de l'Ecole, sur le terrain acheté, dix ans auparavant, avec le don du roi Guillaume.

Le jeune prédicateur justifia l'attente des fidèles avides d'entendre son premier sermon. Avec sérieux, mais en même temps avec la modestie qui convenait à sa jeunesse, il exposa les devoirs du saint ministère et protesta de son désir de les remplir fidèlement, deman-

dant les prières et le concours des fidèles pour remédier à ce qu'il y aurait d'insuffisant chez lui. Il rappela l'exemple de son prédécesseur, dont la mémoire avait été en bénédiction, et que toute son ambition était d'imiter, et il termina par un chaleureux appel aux cœurs des auditeurs pour les exhorter à demeurer fidèles à la foi (1).

(1) La péroraison de ce discours se trouve parmi les manuscrits de Le Mercier, dans les archives de la Société historique du Massachusetts. Le texte est emprunté à la 1^{re} épître de saint Paul aux Corinthiens, ch. II, v. 2 : « Je n'ai voulu savoir autre chose » parmi vous que Jésus-Christ et Jésus-Christ crucifié. »

« Vous pouvez conter que nos vœux les plus ardens seront » votre prospérité et votre bonheur pour ce monde et dans l'autre, et que ce sera là la matière de nos prières à notre Dieu » père et créateur de toutes choses, et à J.-C. son fils bien » aimé. Qu'enfin nous tacherons de remplir la vocation sainte à » laquelle Dieu nous a lui-même apellés de si loin, en faisant valoir les talents et la mesure de grace qu'il nous a départie soit » dans nos discours publics, soit dans les particuliers, soit par » nos exemples, en suivant celui de votre dernier Pasteur, de bénite mémoire, et dont sans doute vous vous souvenés avec plaisir suivant l'exhortation de l'apôtre aux Hébreux, en considérant quelle a été l'issue de la conversation de ce conducteur » du troupeau à qui je parle. Voilà, mes très chers frères en » N. S. J.-C., quelles sont nos intentions qui sont pures et » justes, mais en meme tems si difficiles à remplir, que nous aurons sans doute besoin que vous excusés souvent nos faiblesses » et que vous vous souveniés que nous avons notre trésor dans » des vaisseaux de terre, afin que l'excellence de cette force soit » de Dieu et non point de nous. Nous vous demandons la communion de vos prières pour parvenir à nos fins, et pour nous » acquitter dignement d'une charge aussi pénible qu'elle est glorieuse. Encouragés-nous vous mêmes par votre conversation » sainte à soutenir avec joye ce grand fardeau ; ce sera par là que nous deviendrons de plus en plus diligens à semer dans une » terre où nous verrons produire des fruits et rapporter trente, » soixante, et cent grains pour un seul. Ce plaisir sera suffisant » pour nous délasser de toutes nos fatigues. Si vous en usés ainsi, comme je l'espère de la piété que vous avés déjà fait paraître, et comme je vous en conjure au nom de N. Sauveur J.-C. » qui a été crucifié pour vous, — si, dis-je, vous faites la volonté » de notre Père commun, et si vous écoutés comme vous devés la parole de son fils, vous serés véritablement mes pères et mes » mères, mes frères et mes sœurs. Vous serés notre consolation

Le nouveau ministre entretint comme Daillé des relations amicales avec ses frères congrégationalistes. Mais il différait de son prédécesseur en ce qu'il était presbytérien décidé et fortement attaché à la vieille discipline des églises réformées françaises. Dès que l'occasion se présenta, il pensa à perfectionner l'organisation de l'église française de Boston en la plaçant sous l'administration d'un consistoire. Rien de semblable ne fut établi dans la Nouvelle-Angleterre jusqu'au commencement du dix-huitième siècle. Les presbytériens irlandais et écossais établis dans le Massachusetts, le New-Hampshire ou le Maine se contentèrent ordinairement de se conformer à l'ordre congrégationaliste régnant, ou bien de former des églises indépendantes, mais ne firent aucune tentative pour établir leur propre système de gouvernement de l'église au moyen de consistoires et de synodes. Vers l'an 1729 seulement, plusieurs ministres se réunirent pour constituer le consistoire de Londonderry, destiné à diriger ces congrégations éparées, et André Le Mercier fut du nombre. Les réunions de ce consistoire se tinrent fréquemment dans la « *meeting-house* » française, et le pasteur huguenot semble avoir pris pendant sept ans une part importante dans ses délibérations et ses discussions (1).

» dans cette vie, et, dans le siècle à venir, notre joye et notre
 » couronne. Nous nous trouverons tous ensemble, par la grâce
 » de Dieu, devant son throne, et vous présentant à lui, nous di-
 » rons : Accorde le nous, o Dieu, et à toi Père et au Fils et au
 » Saint Esprit soit gloire, force et magnificence aux siècles des
 » siècles. Amen. »

(1) L'une de ces discussions, en 1736, avait pour objet la réception d'un ministre qui avait été pasteur d'une église congrégationaliste, mais avait refusé de se soumettre à la décision d'un conseil qui le requérait de se retirer de sa charge. Le Mercier, avec quelques autres, s'opposa à la proposition de le recevoir dans le consistoire, objectant que ce serait un acte discourtois envers le

Pendant le long ministère de trente-quatre ans (1715-1748) de Le Mercier, le nombre des membres de l'église française diminua sensiblement. La nouvelle génération inclinait naturellement à fréquenter les églises américaines. Le milieu du dix-huitième siècle, que l'on peut considérer comme la ligne de mort des églises réfugiées, approchait. Peu d'églises vécurent au delà de cette époque, peu surtout conservèrent l'usage de la langue française. Le successeur de Daillé, il est vrai, lui fut probablement inférieur comme prédicateur : ses écrits sont caractérisés par la diffusion et la verboosité du style réfugié ; mais on peut douter que Daillé lui-même eût pu retenir, dans le temple de School-Street, les « jeunes gens » que Le Mercier était accusé d'avoir « poussés vers les autres églises (1). » Et nous n'avons aucune raison de mettre en doute sa propre déclaration, que pendant la plus grande partie de son ministère « une paix et une union ininterrompues » avaient régné dans son église.

S'il ne fut pas un orateur brillant, Le Mercier se montra du moins, comme la plupart de ses compagnons d'exil, un grand travailleur dans différentes branches de recherches et d'entreprises. On a deux livres de lui : Une histoire de l'église et de la république de Genève (2)

conseil. Une brochure publiée au cours de cette controverse est attribuée à Le Mercier. Elle est intitulée : « *Remarques sur la préface d'un pamphlet publié par John Presbyter pour justifier M. James Hillhouse* » (petit in-4° de 17 pages, à la bibliothèque de la Société historique du Massachusetts).

(1) *Memorial History of Boston*, tome II, p. 257.

(2) *The church History of Geneva, in five books. As also a political and geographical account of that Republick*, by the Reverend M^r Andrew Le Mercier, Pastor of the French church in Boston. Boston (New-England) 1732. Ce petit volume contient deux parties séparées avec des titres distincts :

1^o *Histoire de l'église de Genève* en cinq livres ;

et un traité contre la détraction (1). Outre la religion, il donna également une part de son activité à d'autres soins. Il s'occupa du perfectionnement de l'agriculture dans le Massachusetts et s'efforça avec beaucoup de zèle de trouver des moyens de sauvetage pour les marins qui faisaient naufrage sur les côtes si périlleuses de la Nouvelle-Ecosse. En 1738, il adressa une pétition au gouverneur et au conseil de la Nouvelle-Ecosse pour la concession de *Sable-Island*, sur ladite côte, de façon à y construire un asile et à peupler l'île d'animaux domestiques qui pussent servir à sauver la vie des marins échappés aux naufrages. La concession lui fut accordée et les gouvernements de la Nouvelle-Ecosse et du Massachusetts firent des proclamations défendant à toutes personnes d'enlever ou de détruire les aménagements faits par le propriétaire de l'île (2). Bien des

2^o *Description géographique et politique de la république de Genève.*

(1) *A Treatise against Detraction*, en dix sections, par le Rev. M^r Andrew Lemerrier, etc. Imp. à Boston (N.-E.), vendu chez Daniel Henchmann, 1733, pp. i-iv, i-viii, 1-303. Ce traité est intéressant, et, — si l'on a égard à la traduction défectueuse pour laquelle l'auteur fait des excuses en disant qu'elle serre de près le « français » et qui donne peut-être un peu d'obscurité au style, — très bien écrit; il ne manque ni de vivacité ni de pénétration, et quoique semé de citations et d'anecdotes, n'est pas l'ouvrage d'un pédant. La modération caractéristique du huguenot apparaît dans ce qu'il dit de la détraction par rapport au pouvoir civil. « Parler mal des souverains est un des plus hauts degrés » de péché que la détraction peut atteindre qui concerne les » princes étrangers, dont nous ne sommes pas les sujets, ce n'est » certainement pas un si grand mal de parler mal d'eux que de » nos propres princes; mais ce n'en est pas moins un grand » péché. »

(2) *The history and antiquities of Boston*, by Samuel G. Drake, p. 488. Haliburton cependant établit que la concession fut reprise par le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, parce que M. Le Mercier avait refusé de l'accepter dans les termes proposés, c'est-à-dire de payer une redevance au roi (*An historical and statistical account of Nova Scotia*, vol. II, p. 269). En fé-

vies humaines furent sauvées par cet établissement, quoique souvent des déprédations eussent été commises sur la propriété, et qu'on eût égorgé le troupeau. Sable-Island a continué d'être le théâtre de fréquents naufrages, et, encore aujourd'hui, le refuge fondé par le bon pasteur huguenot est soigneusement entretenu par le gouvernement, qui y consacre quatre mille dollars par an et y entretient des hommes avec les provisions nécessaires pour venir en aide aux malheureux naufragés.

En 1748 enfin, les membres de l'église française de Boston étaient réduits à une poignée; la dissolution de la petite assemblée devenait inévitable. La maison de prières passa aux mains d'une nouvelle église congrégationaliste sous la seule réserve que le bâtiment serait conservé à perpétuité pour servir uniquement de sanctuaire protestant. Malgré cette clause formelle, le « temple » huguenot fut vendu, quarante ans plus tard, aux catholiques romains, et un prêtre de cette communion y célébra la première messe le 2 novembre 1788. Le Mercier survécut seize ans à la dispersion de son troupeau. Il passa ses derniers jours à Dorchester, où il avait acheté une propriété en 1722, et mourut après une longue maladie, le 31 mars 1764 (1).

vrier 1753, M. Le Mercier mit en vente « Island-Sables, à quarante lieues environ d'Halifax, à trente du cap Breton, et à cinquante de Terre-Neuve, excellent marché pour les productions de l'île. Elle mesure 28 milles de long, un de large, et contient environ dix mille acres de terre, dont 500 sont stériles, mais dont tout le reste produit ou peut produire quelque chose... Les avantages, qui augmentent ou pourront augmenter par suite des perfectionnements apportés à ce lieu, sont si grands que je ne voudrais pas m'en dessaisir, si j'étais aussi expert dans la navigation et la marine que cela serait nécessaire » (*The Boston weekly News-Letter*, n° 2640, february 8, 1753).

(1) Le testament d'Andrew Le Mercier, clerc de la ville de Dorchester, daté du 7 novembre 1761, se trouve dans les regis-

L'élément huguenot, pour n'être plus représenté à Boston par une société religieuse particulière, continua cependant à fournir à cette ville d'éminentes individualités. Le plus illustre de ces noms huguenots est celui de Faneuil. A la mort d'André, en 1738, sa fortune, « la plus grande de cette ville, » passa à son neveu Pierre, l'aîné des fils de Benjamin, de New-York. Pierre Faneuil était un négociant sagace et énergique, avide de gain et dépensant avec prodigalité. Ses registres de lettres qui ont été conservés nous donnent un portrait vivant de l'homme d'affaires et du bon vivant, veillant avec soin à ses intérêts pécuniaires et n'oubliant pas non plus sa cave ni sa cuisine. Sa « belle voiture, » sur les panneaux de laquelle étaient peintes les armes de sa famille, devait faire l'admiration de la ville. Mais l'extérieur de Pierre ne prévenait pas en sa faveur. De petite taille, hydropique et d'un teint basané, il était en outre boiteux depuis son enfance (1). Le tempérament brûlant qui éclate dans sa correspondance devait trouver à s'épancher dans ses gestes aussi bien que dans sa pa-

tres du *Probate Office* du comté de Suffolk, Boston (n° 13459). Il prescrit de payer toutes ses dettes, « parmi lesquelles je » compte l'argent dû par mon fils Barthélemy à Thomas Hancock, » Esq., pour les objets qu'il lui a fournis et dont j'étais responsable, et dont j'ai déjà payé la plus grande partie. Je prescris » enfin que ma fortune soit partagée également entre mes chers » enfants Andrew, Margaret, Jane et mon fils Bartholomew, s'il » vit encore, et je désigne mes deux filles Margaret et Jane pour » exécuter mes dernières volontés et testament ci-présents, en foi » de quoi j'y ai apposé ma signature et mon cachet. » « Andrew » Le Mercier. » Un codicille du 3 février 1764 substitue Zechariah Johonnot comme exécuteur testamentaire à sa fille Margaret, dont l'esprit est dérangé.

(1) « Un obèse et replet personnage de teint brun, boiteux depuis son enfance, » tel est le portrait peu flatteur tracé par un contemporain de Faneuil (*Notes on a copy of Dr W^m Douglass's Almanack for 1743, etc., by Samuel Abbott Green, M. D.* Réimprimé par la Société historique du Massachusetts. Février 1884).

role, avec peu de souci pour la dignité de sa personne. C'était d'ailleurs un homme bienfaisant, donnant généreusement aux œuvres de charité (1), tandis que son esprit d'homme public, comme citoyen de Boston, se révéla par un acte qui immortalisa son nom. Peu de temps après être entré en possession de la grande fortune de son oncle, Pierre Faneuil offrit de construire à ses frais un marché public et d'en faire don à la ville. Cette offre généreuse fut acceptée; « Faneuil-Hall » fut achevée en temps convenable et livrée aux autorités.

Le libéral huguenot n'avait songé, en construisant cet édifice, qu'au bien de ses concitoyens; mais son utilité s'étendit bien au delà. Le second étage du nouvel édifice formait une salle de réunion qui pouvait contenir mille personnes. Les assemblées de la ville se tenaient habituellement dans cette salle, et ce fut là qu'aux jours fiévreux de la révolution eurent lieu quelques-uns des débats politiques les plus importants; ce fut de là qu'on entendit partir les plus brûlants appels à l'amour du peuple pour la liberté. « Faneuil-Hall » devint célèbre comme berceau de l'indépendance américaine.

Les descendants de Pierre Baudouin (2), pendant

(1) Jeudi, 3 mars 1743. — « Peter Faneuil, Esq., est mort » cette après midi, entre 2 et 3 heures, d'une complication d'hydropisie. Grande perte, à mon avis, pour la ville. Il était âgé de 42 ans 8 mois, et je crois, d'après ce que j'ai entendu dire, qu'il a fait plus d'actes charitables qu'aucun homme qui ait jamais vécu dans cette ville, et pour lequel je suis très affligé » (*Notes on a copy of Dr Wm Douglass's Almanack for 1743, etc.*).

(2) Pierre Baudouin (décédé en septembre 1706) et sa femme Elizabeth (décédée le 18 août 1720) laissèrent deux fils, James et John, et deux filles, Elizabeth et Mary. James (décédé le 8 septembre 1747, âgé de 71 ans) se maria trois fois. De sa première femme, Sarah Campbell (mariée le 18 juillet 1706, décédée le 21 décembre 1713), il eut six enfants, dont quatre moururent jeunes. Sa fille Mary, née le 27 juin 1708, épousa Balthazar Bayard le 12 février 1729 et mourut en juillet 1780. Son fils

plusieurs générations, se montrèrent dignes de la renommée de leur ancêtre. James, fils de Pierre, s'éleva au premier rang parmi les négociants de Boston. Pendant plusieurs années, il fut membre du conseil de la colonie et laissa la plus grande fortune qu'on eût jamais connue dans la province. Son fils, connu sous le nom du gouverneur James Bowdoin, se distingua comme patriote et comme homme d'Etat. Entré dans la vie publique à l'âge de vingt-sept ans, il prit une part éminente à l'opposition faite aux empiétements de la couronne pendant la période qui précéda la révolution. Peu de temps avant la rupture avec l'Angleterre, il était président du conseil de gouvernement. L'assemblée constituante de 1779 le choisit comme président et, à la fin de la guerre, il fut nommé lieutenant-gouverneur de la république du Massachusetts et succéda ensuite à John Hancock comme gouverneur. « Dans cette haute charge,

William, né le 14 juin 1713, décédé le 24 février 1773, épousa Phœbe Murdock. De sa seconde femme, Hannah Portage (mariée le 15 septembre 1714, décédée le 23 août 1736), James eut quatre enfants : Samuel, mort jeune ; Elizabeth, née le 25 avril 1717, décédée le 20 octobre 1771, mariée à James Pitts ; Judith, née le 5 mars 1719, mariée à Thomas Flucker, et James (gouverneur du Massachusetts), né le 7 août 1726, décédé le 5 novembre 1790, marié à Elizabeth, fille de John Erving, décédée le 5 mai 1803. Le gouverneur James Baudoin eut deux enfants. Son fils James, né le 22 septembre 1752, épousa Sarah, fille de William Bowdoin, et mourut le 11 octobre 1811, sans postérité. Sa fille Elizabeth (décédée le 25 octobre 1809) épousa John Temple, premier consul général britannique aux États-Unis, et eut deux fils : Sir Grenville et James, et deux filles : Elizabeth, mariée à Thomas L. Winthrop, lieutenant-gouverneur du Massachusetts, et Augusta. L'hon. Robert Charles Winthrop est le plus jeune des quatorze enfants de Thomas L. Winthrop et d'Elizabeth Temple. Le deuxième fils de Pierre Baudoin, John, s'établit en Virginie et mourut avant 1717, laissant des enfants. La fille de Pierre, Elizabeth, épousa Robins, et sa fille Mary épousa Stephen Boutineau le 22 août 1708 (*New England Historical and genealogical Register*, tome X, pp. 76-79).

» sa sagesse, sa fermeté, sa modération, firent le plus
» grand honneur à son caractère, écrasèrent dans son
» principe et sans une seule exécution une insurrection
» contre le gouvernement, causée par une taxation
» imprudente et chérie en secret par tous les citoyens
» malfaisants ou mécontents. Cette mesure, qui sauva
» l'Etat et peut-être l'Union, lui mérita une statue (1). »

Le gouverneur Bowdoin mourut le 6 novembre 1790, à l'âge de soixante-quatre ans. « Pendant plus de
» trente ans il fut comme un professeur de religion et
» fit l'ornement de sa profession. Il abonda toute sa
» vie dans tous les devoirs prescrits par l'Evangile, tant
» ceux de la piété que de la charité, et quitta ce monde
» en recommandant à sa famille la religion qu'il avait
» professée. Son nom sera conservé à la postérité
» comme une odeur de doux encens (2). »

« Bowdoin College, » dans le Maine, qui faisait alors partie du Massachusetts, reçut ce nom en l'honneur du gouverneur James Bowdoin. Son fils unique, James, un homme cultivé et de goûts littéraires, s'occupa comme lui activement des affaires publiques. Il fut nommé en 1805, par le gouvernement des Etats-Unis, ministre plénipotentiaire auprès de la cour de Madrid. Il répandit ses libéralités sur le collège qui portait le nom de sa famille. Il mourut sans postérité, et « avec lui le nom
» de Bowdoin disparut dans sa ligne masculine des annales de la Nouvelle-Angleterre (3). »

Jean-Paul Mascarene, dont nous avons déjà parlé,

(1) *Travels in New-England and New-York*, vol. I, p. 523, by President Timothy Dwight.

(2) *Ibid.*

(3) *The Life and Services of James Bowdoin. An Address delivered before the Maine historical Society, at Bowdoin College, 5 september 1849, by Robert C. Winthrop*, p. 82.

vint à Boston peu après sa nomination à un commandement militaire dans la Nouvelle-Ecosse. Il épousa en 1714 Elisabeth Perry (1). Il habitait dans « School-Street, » tout près de l'église française. Ce fut là que demeura sa famille pendant tout le temps de son service militaire et, lorsqu'en 1749 il résigna sa charge de lieutenant-gouverneur et de commandant en chef de la Nouvelle-Ecosse, il revint à Boston pour finir ses jours au milieu des siens et entretint d'excellentes relations avec les personnages les plus distingués de la ville. Il mourut à Boston le 15 janvier 1760 à l'âge de soixante et quinze ans, laissant un fils, John, et deux filles (2). Son petit-fils, le dernier du nom, vécut et mourut à Dorchester (Massachusetts).

L'histoire des huguenots de Boston est particulièrement satisfaisante. Si le Massachusetts mérita le repro-

(1) Leur mariage fut célébré à Boston le 21 avril 1714. Ils eurent quatre enfants : Elisabeth, née en 1717 ; Joanna, née en 1720 ; John, le 11 avril 1722, et Margaret en 1726. John épousa le 9 août 1750 Margaret Holyoke et mourut en 1778, laissant un fils, le dernier du nom. Elisabeth épousa en 1741 Thomas Perkins, et mourut le 30 juin 1745 en donnant le jour à un fils, Thomas. Joanna épousa le 3 mars 1744 James Perkins, et eut deux fils, Thomas et James, et une fille, Joanna. Thomas, fils de Joanna Mascarene et de James Perkins, épousa en premières noces miss Appleton, qui laissa une fille Eliza, et, en secondes noces, Anna Powell, dont il eut trois enfants : Miriam, qui épousa F.-C. Loring ; Anna, qui épousa Rogers, et Powell. James, fils de Joanna Mascarene et de James Perkins, mourut sans postérité. Joanna, fille de Joanna Mascarene et de James Perkins, épousa William Hubbard et eut plusieurs enfants, parmi lesquels Samuel Hubbard, né le 1^{er} juin 1788, qui épousa Mary-Ann Coit et mourut le 24 décembre 1847. Il était juge-adjoint de la cour suprême du Massachusetts. Margaret, la plus jeune fille de John Paul Mascarene, épousa, en 1750, Foster Hutchinson, décédé en 1799, réfugié en Nouvelle-Ecosse, laissant un fils, Foster, mort en 1815 et une fille, Abigail, née en 1776, morte en juillet 1843 (*New-England historical and genealogical Register*, tome X, pp. 143, 147, 148).

(2) La fille aînée, Elisabeth, mourut avant son père.

che de lord Bellomont de n' « avoir pas encouragé les » protestants français, » ce reproche doit se rapporter à la classe agricole, plutôt qu'à la classe commerciale des émigrants. Car si on ne chercha guère à donner libéralement des concessions de terrains à ceux qui désiraient s'établir dans l'intérieur du pays, il est certain que les commerçants qui se fixèrent dans les villes du littoral furent, dès le principe, très bien accueillis.

Les huguenots étaient arrivés au Massachusetts dans un moment critique pour les affaires de la colonie. Entre la France et ses sauvages du Canada d'une part, l'Angleterre et ses lois oppressives pour la navigation d'autre part, la situation du peuple était difficile et malheureuse. Les taxes pesaient lourdement sur les colons, et les réfugiés français n'étaient pas toujours exemptés de ce fardeau. Cependant le plus grand danger pour ceux qui s'étaient établis dans l'intérieur vint, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, non de l'Angleterre, mais des sauvages indiens, excités par les prêtres canadiens. Un meilleur sort était réservé à ceux qui se fixèrent en ville, car Boston offrait de grandes ressources aux caractères entreprenants. Le réfugié rochelais appartenait généralement à des maisons qui, depuis plusieurs générations, avaient fait des affaires sur une grande échelle; l'expérience commerciale et la largeur de vues qu'il apportait dans la petite ville du Massachusetts lui tenaient lieu de capital, qui, du reste, ne lui faisait pas toujours défaut. Le vif esprit du Français aiguïsa la finesse du Yankee. La persévérance du huguenot, affermie par une longue série de persécutions, renforça l'énergie de l'habitant de la Nouvelle-Angleterre, résolu et plein de confiance en lui-même.

Le calviniste français trouva un frère dans le puritain. La généreuse et chaleureuse hospitalité accordée par l'église épiscopale d'Angleterre aux pasteurs et aux fidèles des églises réformées persécutées de France fut égalée par le bienveillant accueil du clergé congrégationaliste de Boston. « Ils réclament une place » dans nos meilleures affections, » disait Mather. Les familles réfugiées de La Rochelle étaient faites pour briller dans la vie sociale et les alliances qui ne tardèrent pas à se former prouvent qu'ils entrèrent dans l'élite de la colonie. En somme, les huguenots fixés à Boston durent voir leurs plus hautes espérances se réaliser, et la ville répondit à la haute estime qu'ils en avaient conçue en venant s'y fixer. S'ils reçurent du bien, ils en firent aussi, et il est difficile d'apprécier à sa juste valeur l'effet de cette émigration sur la colonie.

Il serait plus facile de faire cette appréciation sur les colonies plus importantes qui s'établirent à New-York, dans la Virginie et dans la Caroline du Sud, ou sur l'ensemble de l'émigration française protestante. Mais il est certain que le petit corps de réfugiés établis à Boston déploya des qualités précieuses surtout à ce moment. Ils apportèrent une élasticité et une gaieté qui durent être contagieuses même au milieu de l'austérité générale. Ils apportèrent l'amour du beau, qui se manifestait par la culture des fleurs. Ils apportèrent des convictions religieuses qui n'étaient pas moins fermes pour être accompagnées d'une certaine modération et de largeur pour les choses qui n'étaient pas considérées comme d'une importance essentielle. Ils apportèrent enfin un amour pour la liberté qu'ils savaient unir à l'esprit de tolérance acquis à l'école de l'épreuve. Boston gagna incontestablement à s'assimiler une population qui possédait

d'aussi précieuses qualités. Et ces noms d'outre-mer, qui se sont altérés en franchissant l'océan, mais qui brillent dans son histoire, ces noms des Bowdoin, des Faneuil, des Revère, rappellent, dans le refuge des huguenots sur cette côte, un épisode touchant et d'une grande importance quant à son influence sur la vie sociale et publique aussi bien que sur le caractère national des citoyens de la Nouvelle-Angleterre.

CHAPITRE XII.

ÉTABLISSEMENT A NEW-OXFORD (1687-1721).

Ce fut au printemps ou pendant l'été de l'année 1687 qu'une petite colonie de huguenots, destinée pour le pays de Nipmuck, au cœur du Massachusetts, arriva à New-Oxford. Le voyage dut durer au moins trois jours. Ils avaient suivi, durant cinquante milles, la route à travers le désert connue sous le nom de « Bay Path, » qui conduit de Boston à la rivière de Connecticut. Après avoir été sans doute à l'origine un simple sentier indien, ce chemin était depuis bien des années fréquenté par les Anglais, et dans toute la région qui s'étendait entre la côte et la ville de l'intérieur, Springfield, c'était ce qui ressemblait le plus à une route carrossable. Conduisant les véhicules qui portaient leurs provisions et leurs instruments de labourage ou de défrichement, les Français admiraient le paysage grandiose du pays nouveau dans lequel ils venaient de pénétrer. Excepté le long de cette ligne étroite, où çà et là quelques arbres étaient abattus et quelques broussailles coupées, ou dans quelques clairières grossièrement défrichées par les sauvages, la forêt se montrait à eux dans toute sa grandeur primitive. Bon nombre des essences qui la composaient étaient tout à fait nouvelles pour



OXFORD (MASSACHUSETTS), VU DE L'EMPLACEMENT DU FORT HUGENOT.

les étrangers. Le noyer d'Amérique, le sapin du Canada, le chêne rouge, écarlate et noir attiraient leurs regards. Le chêne blanc, le sycomore, l'ormeau, le hêtre, l'érable, le pitch-pin, le sapin atteignaient un développement que les Français des côtes plates de l'ouest ou des plaines cultivées de l'intérieur n'avaient jamais observé jusque-là. Ces géants de la forêt, ces dais de feuillage, cette exubérance de végétation formaient les paysages les plus enchanteurs et les plus pittoresques. D'ailleurs, les bois étaient remplis de fleurs éblouissantes, de plantes grimpantes et de fruits savoureux de toute espèce ; en maints endroits, la vigne, vue bien agréable pour des enfants de France, développait sur le sol ses larges feuilles ou grimpait d'arbre en arbre, laissant pendre des grappes qui promettaient une abondante récolte.

Le chef de la petite colonie était un pasteur français, Daniel Bondet (1), qui, après une longue et périlleuse traversée sur l'Océan, avait abordé à Boston, l'été précédent, « avec une bande de pauvres réfugiés. » Sur les quinze familles qui composaient ce premier groupe, huit ou dix l'accompagnèrent à l'endroit où des terrains leur avaient été concédés pour leur établissement. Boudet avait été choisi par la Société de Londres pour la propagation de l'Evangile dans la Nouvelle-Angleterre, et chargé de travailler à l'évangélisation de la tribu indienne de Nipmuck, dont les faibles restes occupaient quelques

(1) Bondet ou plutôt *Boudet*, comme nous l'orthographierons désormais dans le cours de l'ouvrage. M. Michel Nicolas parle d'un Boudet, pasteur réfugié. « Jean Boudet, que Quick donne pour un » petit-fils par sa mère de Daniel Chamier, placé à la tête d'une » petite église française, en Amérique, profita de cette circonstance pour prêcher l'Evangile aux diverses tribus qui campaient » dans les environs de sa paroisse. » (Michel Nicolas, *Histoire de l'Académie de Montauban*, p. 316). (Note des traducteurs.)

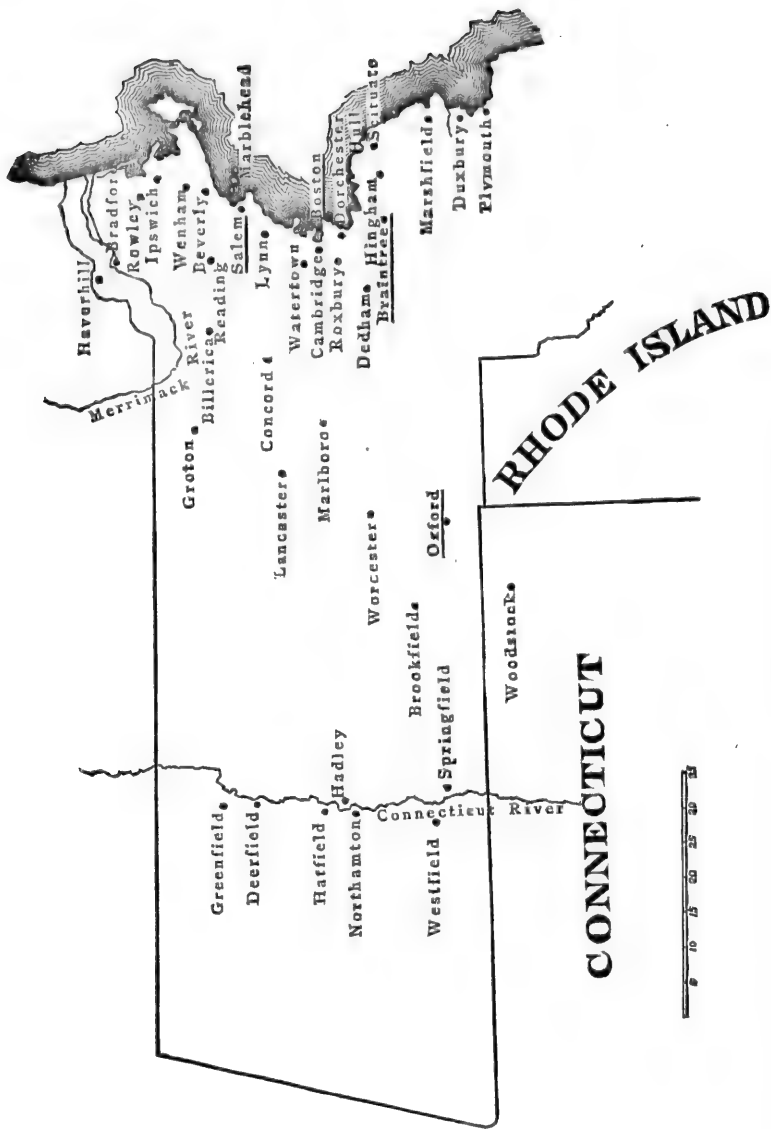
villages autour de l'établissement projeté par les réfugiés français. Le premier aspect du pays dut paraître encourageant aux huguenots. Actuellement, vu d'une élévation au sud-est du village d'Oxford, le pays semble admirablement choisi. Une ligne de collines boisées encadre la vallée baignée par le Maanexit ou fleuve Français. Les rives du fleuve, s'étendant de chaque côté à plus de deux milles, présentaient dès cette époque une apparence cultivée et fertile ; car les Indiens y récoltaient depuis longtemps du maïs et d'autres grains, et la région était renommée parmi eux pour la richesse de son sol. Autour de ces plaines d'alluvion, les pentes douces des collines voisines pouvaient facilement se transformer en plantations variées et en prairies, et offraient maint site pittoresque pour l'établissement des habitations, tandis que le rûrmure d'un petit torrent suggérait aussitôt à l'esprit pratique du colon l'idée d'une force que la communauté pouvait utiliser pour actionner un moulin.

Le modeste village était encore en construction lorsqu'un personnage important vint se joindre à la colonie naissante. C'était Isaac Bertrand du Tuffeau, associé et agent de Gabriel Bernon, qu'il précédait, et venu d'Angleterre pour fonder en commun avec lui une plantation (1). Du Tuffeau partit de Londres à la fin de mai, muni des lettres de recommandation que Bernon et Robert Thompson, président de la Société pour la propagation de l'Évangile dans la Nouvelle-Angleterre, et l'un des propriétaires de New-Oxford, lui avaient remises pour Joseph Dudley et William Stoughton, qui étaient les autres propriétaires à Boston.

(1) Voir page 413.

Sur la présentation de ces lettres, il obtint une concession de sept cent cinquante acres de terrains à Oxford. Du Tuffeau était accompagné de deux jeunes fermiers anglais de Staffordshire, John Johnson et Thomas Butt, et par Jacques Thibaud et sa fille Catherine, réfugiés français engagés à Londres par Bernon et par lui-même pour travailler pendant quelque temps dans leur plantation.

La première année fut encourageante pour la nouvelle colonie. Quoique la saison fût avancée pour la plantation, la nourriture ne manqua pas. Les bois étaient pleins de gibier et les cours d'eau très poissonneux. Les Indiens des forêts voisines fournissaient aux Français du maïs et, de temps en temps, on se procurait à Boston les provisions indispensables. L'hiver fut d'une douceur exceptionnelle. A la grande surprise des Français, le froid ne fut pas plus rigoureux qu'en France ; ils n'eurent que deux fois de la neige, et elle ne dépassa pas l'épaisseur d'un pied. Le contentement régnait dans la petite communauté, et nul n'était plus enchanté que Bertrand du Tuffeau, qui s'était marié depuis son arrivée au Massachusetts. Le premier mariage béni par l'excellent pasteur Boudet fut probablement celui de du Tuffeau et de « demoiselle de La Rochefoucauld. » Ni l'un ni l'autre n'étaient jeunes, et ils n'eurent point d'enfants. Bernon avait avancé libéralement à son agent la somme de 200 livres pour la plantation, et les bonnes nouvelles qu'il reçut de la colonie l'amenèrent à envoyer encore 300 livres. L'argent fut dépensé généreusement, sinon judicieusement ; et enfin, l'année suivante, « encouragé par les lettres dudit du » Tuffeau, » Bernon « s'embarqua lui-même avec ses » serviteurs, » à ses propres frais, « avec quelques



» autres familles, » comprenant « plus de quarante » personnes, » et vint s'établir lui aussi en Amérique (1).

Le navire le *Dolphin*, qui était considéré comme un bon marcheur, justifia sa réputation, et le capitaine, John Foye, « navigateur très prudent, » eut la satisfaction de débarquer ses passagers à Boston dix semaines après leur départ de Gravesend (2).

Bernon ne perdit pas de temps pour remettre les lettres de recommandation que Robert Thompson lui avait données pour Dudley et Stoughton. Il s'occupa aussi d'obtenir la confirmation de la concession qui lui avait été faite d'un terrain de trois mille cinq cents acres à Oxford. Peu de semaines après, le petit village de Nipmuck fut mis en grand émoi par l'arrivée de deux personnages importants. L'un était le riche et entreprenant huguenot dont l'arrivée était un puissant encouragement pour la petite colonie. L'autre était le « chief justice » de la province du Massachusetts, président du conseil de la province, l'un des propriétaires d'Oxford et, en réalité, le seul directeur de toute l'entreprise. Dudley avait été heureux d'accompagner

(1) Papiers Bernon, Mss.

(2) « Mercredi 5 juillet.... Foy arrive aujourd'hui.... Plusieurs Français sont venus avec Foy, dont quelques-uns possèdent des biens. » (Journal de Samuel Sewall, I, 219).

On pourrait croire, d'après un acte du 24 mai 1688, au nom de Bernon, lui concédant les terrains qui lui avaient été promis par les propriétaires de New-Oxford, qu'il était arrivé à Boston avant la date que nous venons d'indiquer. Mais Bernon avait autorisé du Tuffeau à le représenter dans cette transaction, et il est prouvé d'autre part qu'il ne partit pas de Gravesend avant le 26 avril 1688, jour où il signa un contrat avec Pierre Cornilly (Papiers Bernon). Il est certain aussi qu'il « s'embarqua, » lui et ses compagnons, avec « le Capt. Foye et le Capt. Ware » (*Ibid.*), dont le premier arriva à Boston, comme nous l'apprend Sewall, le 5 juillet.

son nouvel ami à la colonie pour le mettre en possession de son terrain. L'investiture dut se faire avec toute la solennité habituelle. La vieille coutume anglaise de l'investiture « par le gazon et la branche » (*by turf and twig*) était encore souvent observée par les colons américains, et ce fut probablement ainsi que Bernon fut mis en possession de son terrain d'Oxford. L'imagination nous retrace aisément cette scène, qui avait attiré tous les habitants du village.

Les deux parties se rencontraient au centre du terrain concédé ; là le propriétaire donnait au concessionnaire un morceau de gazon coupé du sol et une petite branche de l'un des arbres qui l'ombrageaient, priant en même temps tous les assistants de remarquer qu'il en mettait le nouveau possesseur en pleine et paisible jouissance.

Les deux parties étaient des hommes fort distingués, et tous deux dans la fleur de l'âge ; l'Anglais était plus jeune que le Français de trois ans.

Joseph Dudley était l'un des gentilshommes les plus accomplis de son temps. « D'un noble aspect et de » bonne mine, » son affabilité lui avait gagné la considération générale. Fils d'un gouverneur du Massachusetts, il entra de bonne heure dans la carrière où il devait finir par occuper la même haute charge que son père.

Quoiqu'il fût rusé et intéressé, comme ses contemporains s'en aperçurent fort bien, il se faisait pardonner ses travers par ses manières courtoises et son extraordinaire habileté à concilier des intérêts opposés et à triompher des préjugés les mieux fondés. Peu d'hommes publics ont mieux su gagner la confiance publique en Amérique, et peu, après avoir trahi la confiance du

peuple, ont mieux réussi à la regagner. Il tenait donc à gagner la confiance de Bernon, et il n'épargna aucun effort pour se concilier les sympathies d'un homme qui pouvait lui être si utile dans l'avenir. On a dit de Dudley qu'il « n'était pas sincère, même envers ses amis. »

Gabriel Bernon nous est représenté par la tradition comme singulièrement droit et vif, et comme un homme d'apparence imposante et de mine courtoise. Grand, droit et élancé, il joignait à la vivacité de sa race l'esprit de réflexion qui distinguait les hommes de sa religion. Le descendant de la maison princière de Bourgogne ne le cédait pas en affabilité au premier magistrat de la province; mais Bernon savait allier une véritable bienveillance avec un tempérament vif, qui se trahissait par une certaine brusquerie de manières, dont le souple et habile homme d'Etat devait être exempt. Sensible à l'injure et à l'injustice, il était impétueux mais fidèle dans ses affections, et il ne paraît pas qu'aucune ombre de méfiance se soit jamais glissée dans l'amitié qu'il avait formée avec Dudley. « J'ay sacrifié tous mes » intérêts pour m'attacher aux vôtres avec toute la » passion d'une véritable affection, » lui écrivait-il vingt-deux ans plus tard (1).

L'esprit franc et ardent de l'un devait former un contraste frappant avec le sang-froid de l'autre, au moment où Bernon reçut du représentant des propriétaires les signes de son investiture. Il se voyait déjà le seigneur de ce petit domaine, surveillant le village fondé par ses compagnons de refuge dans ce pays neuf et libre, dont il pouvait suivre de Boston la croissance et la prospérité, et qu'il pouvait visiter de temps à autre, comme

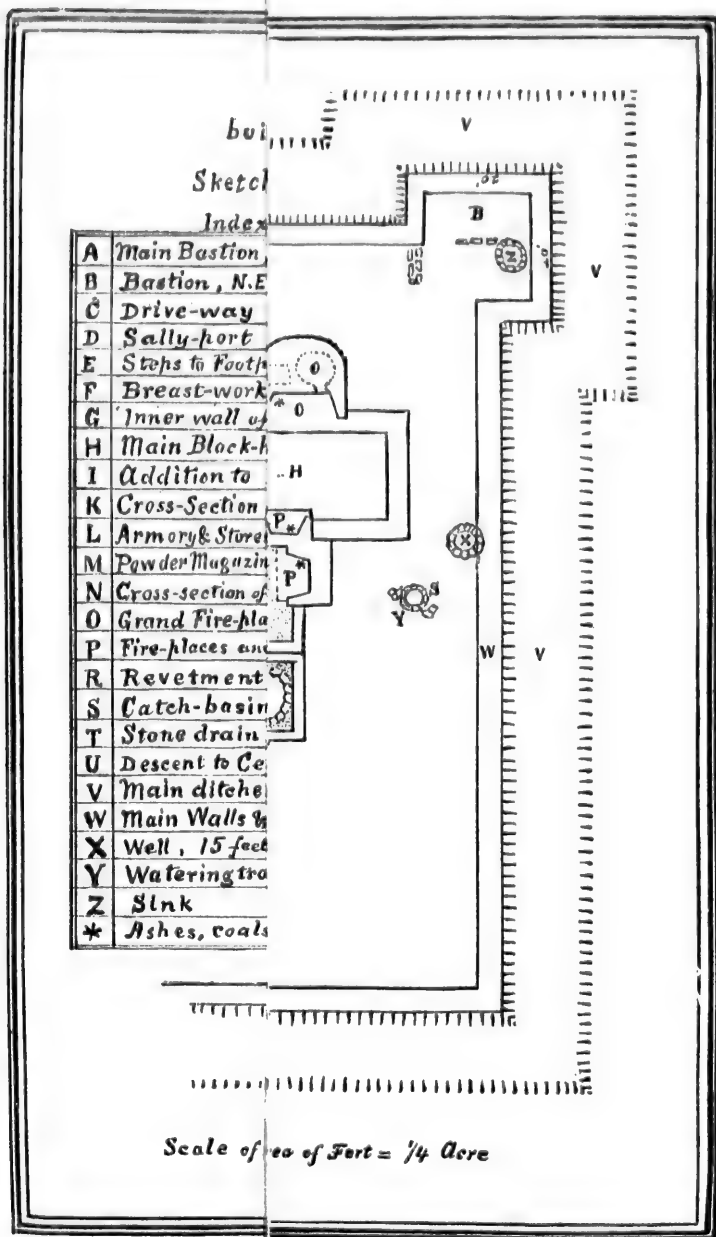
(1) Papiers Bernon. Bernon à Dudley, 1^{er} mars 1710.

autrefois il se rendait de La Rochelle à La Bernonnière, en Poitou, ou à Bernonville, dans l'île de Ré. Il se doutait peu alors certainement du sort de cette colonie fondée dans la forêt du Massachusetts, et ne pensait pas que vingt-huit ans s'écouleraient avant que son ami anglais consentît à lui remettre les titres de propriété du terrain qu'il lui avait concédé avec des formes si solennelles.

Bernon amenait avec lui à Oxford une portion au moins de la compagnie de quarante personnes qui l'avait accompagné à son départ d'Angleterre. Son arrivée imprima une forte impulsion aux progrès de la colonie. Aux termes de son contrat avec les propriétaires, il s'était engagé à construire un moulin pour l'usage des habitants et à l'entretenir à ses frais. L'engagement fut rempli et, outre le moulin à blé, le torrent qui bordait le village actionna bientôt un moulin à scierie indispensable à l'industrie des colons. La petite communauté fut aussi dotée d'une maison de prières. La grande maison du pasteur Boudet n'était plus suffisante pour recevoir les familles des colons depuis qu'il en était arrivé de nouvelles, et un « Temple » fut construit sur la route du fort. Auprès du temple était le cimetière, qui ne tarda pas à recevoir les premières victimes de la barbarie des sauvages.

Un fort était alors le complément habituel d'une ville frontière de la Nouvelle-Angleterre. Sa construction n'était pas causée par la crainte d'une attaque immédiate, mais plutôt regardée comme une précaution dictée par la simple prudence, alors même qu'aucune raison ne pouvait faire craindre un péril immédiat du côté des indigènes. Le fort d'Oxford fut probablement construit aux frais de Bernon peu après l'arrivée de du Tuffeau.

PLAN DU FORT COM DÉFENDRE CONTRE LES INDIENS,
OCTOBRE 1884.



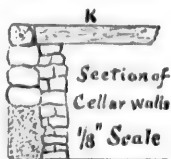
A Bastion principal, à l'an
B Bastion à l'angle nord-e
C Porte sur la grande rou
D Poterne.
E Escalier sur le sentier d)
F Parapet de la palissade
G Mur intérieur de défens

V Fossés principaux.
W Murailles principales et ruines.
X Puits (15 pieds de profondeur).
Y Auge pour le bétail.
Z Egout.
* Cendres, charbon, etc.

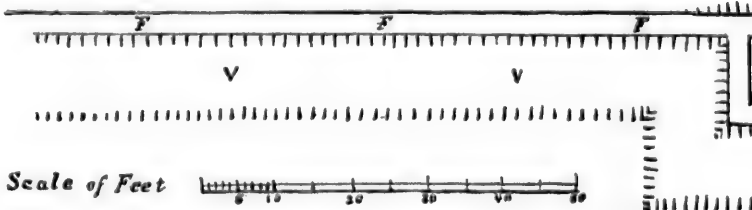
Plan of Fort at Oxford, Mass,
built by Gabriel Bernon, about 1690,
for defence against the Indians,
Sketched, after recent explorations, by William D. Ely,
Oct. 1854.

Index

A	Main Bastion, S.W. Angle
B	Bastion, N.E. Angle
C	Drive-way
D	Sally-port
E	Steps to Footpath to Village
F	Breast-work to West Stockade
G	Inner wall of defence
H	Main Block-house, 30'x18'
I	Addition to Do, 16'x14'
K	Cross-Section of Cellar walls
L	Armory & Stores, 12'x12', over Magazine
M	Powder Magazine, 6'x8', underground
N	Cross-section of Powder Magazine
O	Grand Fire-place, and Oven?
P	Fire-places and Chimney
R	Revetment Walls
S	Catch-basin
T	Stone drain of Cellar, 70 ft.
U	Descent to Cellar of House
V	Main ditches & traces of them
W	Main Walls & traces of Walls
X	Well, 15 feet in depth
Y	Watering trough for Stock
Z	Sink
*	Ashes, coals &c. found



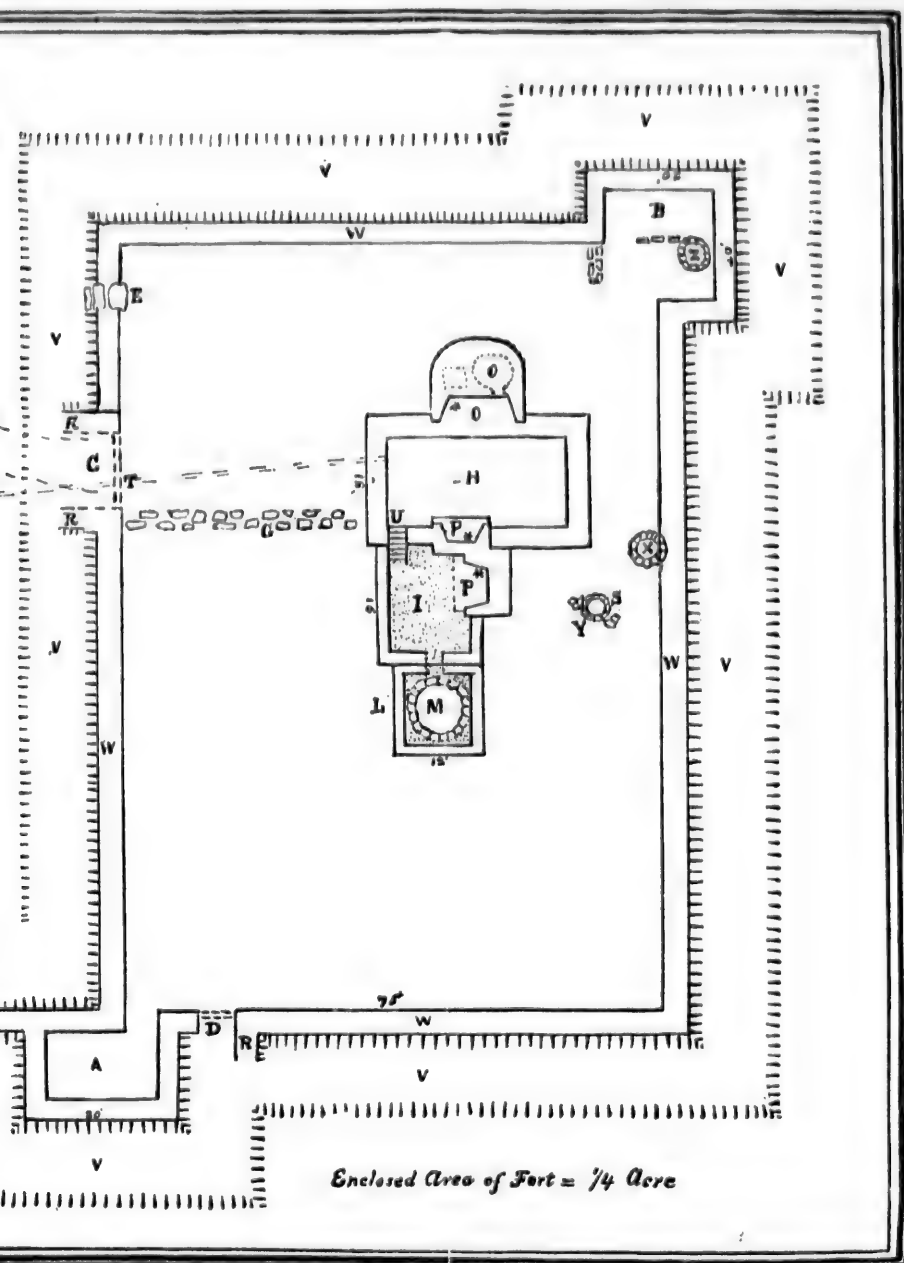
Stockade



A Bastion principal, à l'angle sud-ouest.
B Bastion à l'angle nord-est.
C Porte sur la grande route.
D Poterne.
E Escalier sur le sentier du village.
F Parapet de la palissade ouest.
G Mur intérieur de défense.

H Blockhaus principal (30 pieds X 18).
I Annexe (16 X 14).
K Coupe des murs de la cave.
L Arsenal et chambre à vivres (12 X 12),
au-dessus de la poudrière.
M Magasin à poudre souterrain (6 X 6).
N Coupe du magasin à poudre.

BERNON, VERS 1690, POUR SE DÉFENDRE CONTRE LES INDIENS,
 , PAR WILLIAM D. ELY, EN OCTOBRE 1884.



- O Foyer principal et four?
- P Foyers et cheminée.
- R Murailles de revêtement.
- S Bassin de captation.
- T Conduite de pierre de la cave (70 pieds).
- U Descente à la cave de la maison.

- V Fossés principaux.
- W Murailles principales et ruines.
- X Puits (15 pieds de profondeur).
- Y Auge pour le bétail.
- Z Egout.
- * Cendres, charbon, etc.

Elevé sur une éminence, il dominait le village et la vallée tout entière. Ses murailles entouraient une vaste enceinte au milieu de laquelle s'élevait une maison avec une cave contenant un puits (1).

(1) En enlevant, pendant l'été de 1884, une grande quantité de pierres d'une ferme voisine, entassées depuis deux siècles sur l'emplacement occupé par le fort, on a découvert ses fondations et reconnu ses dimensions primitives. Il est démontré maintenant que c'était une construction solide, faite dans les principes de l'art et très résistante. Le principal mur d'enceinte, construit en pierres, de trois pieds d'épaisseur et quatre pieds de hauteur, était sans doute surmonté par de fortes pièces de bois percées de meurtrières. C'était un fort quadrangulaire flanqué de deux bastions, avec un feu sur chaque face ; le principal bastion à l'angle sud-ouest, plus développé que celui du nord-est, enfilait aussi un ouvrage avancé avec fossé qui s'étendait à l'ouest à une distance de six verges (31 mètres). Cet ouvrage, entouré sur ses autres côtés de palissades, avait au sud un mur et un fossé comme ceux du principal ouvrage. Il protégeait ainsi le front ouest du fort et servait aussi à abriter le bétail et les objets mobiliers qu'on ne pouvait admettre dans le fort. Le mur de l'est présente aussi des traces d'une ouverture qui devait donner accès à un ouvrage analogue sur ce front. Une poterne s'ouvrait au sud, sous la défense du fossé, juste à l'est du principal bastion, tandis qu'un chemin pour les charrettes s'ouvrait du côté ouest ; toutes ces ouvertures étaient protégées par des revêtements de murailles et probablement par des palissades. La route semble s'être étendue sur le flanc de la montagne jusqu'à la vallée et au village sur les bords de la rivière, et les traces d'un sentier sont encore visibles sur une partie plus élevée de la colline, moins cultivée que les terrains fertiles qui avoisinent immédiatement le fort. Au près du mur de l'ouest, non loin de la route, sont de larges pierres qui passent pour avoir formé un escalier permettant à ceux qui venaient de la vallée à pied de passer par-dessus le mur. Le puits est près du front est du fort, et a servi jusqu'à aujourd'hui. A une petite distance se trouve l'auge servant à abreuver le bétail, et dont les fondations de pierre existent encore. Près de l'angle nord-est du fort, où la pente commence à s'incliner vers le nord, est un égout maçonné de trois pieds environ de profondeur. Du côté sud de la route se trouvait, à l'intérieur du fort, une solide muraille s'étendant de la muraille ouest jusqu'au blockhaus et formant ainsi une forte ligne de défense intérieure.

Le principal blockhaus avait 30 pieds de long et 18 de large, avec une cave à double muraille de 24 pieds de long, 12 de largeur et 6 pieds environ de profondeur. La muraille intérieure supportait les solives du plancher ; l'extérieure, à 3 pieds d'intervalle, était faite de gros blocs sur des fondations de 3 pieds de profondeur, supportant les troncs qui formaient les murs de

A la fin de la seconde année (1690), les travaux d'établissement les plus importants étaient terminés. Vingt-

la maison. La cave était sans doute solidement construite, car, après avoir travaillé pendant deux jours à creuser un égout pour préserver ses murs de nouveaux délabrements, les ouvriers tombèrent sur le sommet d'une conduite couverte en pierre, de 70 pieds de long, s'étendant le long de leur tranchée, construite en même temps que le fort et dont la plus grande partie était encore en excellent état, quoique engorgée à l'extrémité supérieure, exposée depuis près de deux cents ans à la pluie et à la gelée.

La principale cheminée était au milieu, du côté nord de la maison. Elle avait près de dix pieds de large à l'ouverture des jambages, et des bûches de huit pieds de longueur trouvaient place jusqu'au fond du foyer. Une plus petite cheminée était du côté opposé. Reliée à la maison principale était une annexe de 16 pieds de long et 14 de large, sans cave, mais pourvue, dans l'angle nord-ouest, d'un escalier de pierre conduisant à la cave de la maison principale. En enlevant les matériaux et les débris, trois ou quatre des bancs originaux ou retraites, coupées dans la terre dure pour établir les marches lors de la construction de la cave, furent retrouvés aussi distincts que s'ils venaient d'être faits. Sur le côté est une large fondation (plus de 50 pieds carrés), pour un foyer et une cheminée, s'étendait jusqu'à 5 pieds derrière la maison; la cheminée servait en commun pour ce foyer et pour celui qui se trouvait de l'autre côté dans la maison principale. Ces deux foyers étaient de la dimension habituelle de cette époque, de 2 pieds environ de profondeur sur 5 de largeur, et faits pour des bûches de 4 pieds. Dans tous ces foyers on retrouva des cendres. Derrière l'annexe, et communiquant sans doute avec elle, était un logement séparé de 12 pieds de côté sur des fondations indépendantes. Celui-ci était à peu près au centre du fort et servait probablement à serrer les armes et les munitions. Au-dessous était une chambre souterraine de 6 pieds de large sur 5 de profondeur, entourée d'un mur circulaire, et qui servait évidemment de poudrière. On trouva dans les crevasses de la muraille des grains de poudre ou du charbon dont on la compose, ressemblant à de la poudre qui a longtemps séjourné à l'humidité. Il est à regretter que bon nombre des pierres angulaires les mieux taillées de la construction aient été employées dans les caves et les murs de la ferme. Mais les fondations massives sont encore intactes. La négligence même qui pendant tant d'années les avait couvertes de débris protégea les lignes de la structure intérieure jusqu'au moment où les descendants de ses premiers constructeurs seraient prêts à conserver avec un soin jaloux les nombreux vestiges qui subsistent encore et qui montrent clairement que le fort était aménagé comme habitation de refuge aussi bien que comme citadelle de défense. (Communiqué par William D. Ely, esq., à Providence, Rhode-Island.)

cinq à trente familles étaient abritées dans le village. On leur avait concédé des lots de cinquante à cent acres de terrain espacés dans la « grande plaine » qui bordait la rivière et dans les prairies qui s'étendaient sur les collines, mais, rapprochées par les instincts sociaux de la race française, elles avaient construit leurs habitations auprès les unes des autres.

Les habitants d'Oxford montrent encore l'emplacement des « maisons françaises » à un mille et demi au sud-est du centre du village actuel. Là et dans le voisinage immédiat s'élevaient les maisons de Sigourney, Bureau, Cassaneau, Johonnot, Alard, Johnson, Baudrit, Elie et Jean Dupeu, Germon, Barbut, Grignon, Martin, Canton, Baudouin, Montier, Mousset, Depont, Cornilly, Mourgue, Thibaud, Maillet, Millet, du Tuffeau, Montel, Cante, Boutineau, Bourdille et sur la « Colline Boudet » s'élevait la grande maison du pasteur.

André Sigourney et sa femme Charlotte Pairan (1) avec leurs enfants, trois garçons et deux filles, occupaient l'une de ces maisons. Quatre des enfants, avec un cousin, avaient accompagné leurs parents lors de leur départ de France, dans l'hiver de l'an 1681. Le plus jeune, Barthélemy, était né à Londres et avait été baptisé dans l'église française de Threadneedle-Street, le 16 avril 1682. La fille aînée, Suzanne, fut fiancée à un jeune fermier anglais, John Johnson, qu'elle épousa lorsqu'il fut arrivé au terme de son engagement avec du Tuffeau. André Sigourney était un des principaux membres de la communauté française d'Oxford. En 1694, il fut élu constable de la « plantation française. » C'était une charge de dignité, et sa nomina-

(1) Voir pp. 232, 233, 270.

tion à ces importantes fonctions montre qu'on le tenait en grande estime.

Isaac Bertrand du Tuffeau était le magistrat du village aussi bien que l'agent de Bernon. La Cour générale, dans sa séance du 21 juin 1689, à Boston, le nomma « commissaire de la ville de New-Oxford, » et lui conféra « l'autorité de juger les causes qui ne dépassaient pas 40 shillings et d'agir en toutes autres » matières comme tout délégué peut le faire conformément aux lois de la colonie. »

François Bureau appartenait à une noble et ancienne famille de La Rochelle (1). Son frère Thomas était l'un des premiers négociants français de Londres et faisait partie du comité institué pour distribuer les secours du *Royal Bounty* à ses compagnons de refuge. Le colon d'Oxford avait amené avec lui sa femme Anne, deux filles et deux fils. L'aînée de ses filles devait épouser Benjamin Faneuil et devenir mère de Peter Faneuil de Boston (2).

Jean Germon ou Germaine, né à La Tremblade (Saintonge), était père de Margaret Germaine, qui épousa Paix Cassaneau peu après son arrivée à Oxford. Une plus jeune fille, Mary Germaine, devint, quelques années plus tard, la femme d'André, fils d'André Sigourney. Le nom de Charles Germon se rencontre aussi sur la liste des colons d'Oxford.

Paix Cassaneau ou Cazneau était du Languedoc. Sa maison, qui fut d'abord celle de du Tuffeau, était voisine de la demeure de Johnson, qui fut ensanglantée par le massacre indien.

(1) Jean Bureau avait été grand maître de l'artillerie de France, et maire de La Rochelle en 1448 (Note des traducteurs).

(2) Voir page 476.

Daniel Johonnot, âgé de vingt ans, vint à Oxford avec son oncle André Sigourney. Peu d'années après le massacre, il épousa sa cousine Suzanne Johnson.

Elie Dupeux, marin, du Port-des-Barques (Saintonge), s'enfuit en Angleterre en 1681. Lui et sa femme Elisabeth, avec quatre enfants, occupaient également une des maisons françaises d'Oxford.

Jean Martin et Anne sa femme étaient de laborieux cultivateurs de Saintonge. Deux enfants, Jean et François, leur naquirent à New-Oxford.

René Grignon, Guillaume Barbut, Thomas Mousset et Jean Millet habitèrent pendant quelque temps dans la colonie. A sa dissolution, ils se retirèrent à Boston et devinrent anciens de l'église française. Grignon conserva ses intérêts dans la plantation et y revint plus tard, comme nous le verrons.

Jean Baudoin était l'aîné des deux fils de Pierre Baudoin. D'Oxford, il retourna à Boston, puis se fixa en Virginie, où ses descendants habitent encore.

Jacques Depont était neveu de Gabriel Bernon. Il alla d'Oxford, dans le Connecticut, où il mourut vers 1702.

Pierre Cante ou Canton, qu'il ne faut pas confondre avec Peter Canton, de Boston, associé de Bernon dans la fabrication de la résine, précisément à la même époque, était meunier et garde-magasin.

Cornilly, Mourgue, Butt et Thibaud entrèrent comme Johnson au service de Bernon, pour deux ou trois ans, mais rien ne prouve que ce fût à titre de colons définitifs.

La communauté d'Oxford comptait de soixante et dix à quatre-vingt personnes. Les fondations étaient terminées et tout faisait prévoir un rapide accroissement par de nou-

velles arrivées de réfugiés en quête d'un lieu d'établissement. Quoique éloignée de Boston, cette résidence n'était pas d'ailleurs complètement isolée. Woodstock, à dix milles au sud-ouest, était parfaitement visible du fort Oxford, et les deux localités entretenaient de fréquentes relations. Rien ne semblait devoir troubler la tranquillité de ce paisible village, rien, si ce n'est le voisinage des Indiens. Les Français n'avaient de ce côté aucune appréhension. « Le voisinage des sauvages ne nous cause aucune inquiétude, » écrivait le réfugié de Boston en 1687, « à cause de leur petit » nombre. Leurs dernières guerres contre les Anglais, » il y a douze ans, les ont réduits à une poignée et, par » conséquent, ils ne sont pas en état de se défendre. »

Cette impression était confirmée par les relations avec les Indiens. Les Nipmucks formaient une petite peuplade, assujettie, au moment où les Anglais avaient pénétré dans le pays, à la puissante tribu des Pokanokets. Ils étaient maintenant abattus et inoffensifs. Les Français se refusaient à croire aux récits qu'on leur faisait de la férocité des indigènes, quand, excités par Philip, ils s'étaient joints aux Pokanokets pour attaquer l'un après l'autre tous les établissements anglais, massacrant hommes, femmes et enfants et dévastant les plantations. Ces dociles habitants de la forêt, qui les approvisionnaient de poisson, de gibier et de maïs, leur paraissaient incapables de pareilles atrocités.

Peu de mois s'écoulèrent pourtant avant que les Français trouvassent occasion de modifier le jugement qu'ils avaient porté sur la douceur des Indiens. Le trafic du rhum, cette source de la ruine de la race rouge, avait commencé dans le voisinage et des trafiquants sans scrupules vendaient impunément aux Nipmucks

le poison de feu. Le pasteur Boudet, que ses devoirs comme missionnaire avaient mis en rapports fréquents avec les Indiens, écrivit à quelque personne en autorité, — probablement Dudley, — pour signaler ces abus. Il représente l'objet de sa plainte comme une chose qui remplit son cœur de chagrin et sa vie de tristesse. « Mon humble requête, » disait-il, « sera, au moins » devant Dieu et devant vous, une protestation solennelle contre le péché de ces personnes incorrigibles » qui habitent nos localités. Le rhum est vendu aux » Indiens sans discernement ni mesure, tellement que, » suivant la plainte que m'a envoyée maître Dickesteane » avec l'avis de la présenter à Votre Honneur, le » 26 du mois passé, il y eut vingt Indiens si furieux à » force de boisson, qu'ils se battirent comme des ours » et tombèrent sur un nommé Remes envoyé pour » leur prêcher l'Évangile. Il a été tellement défiguré » par les blessures qu'il a reçues qu'il n'y a aucun » espoir de le sauver. » Le bon pasteur supplie celui à qui il adresse sa requête de signifier sa désapprobation aux auteurs de ce mal, l'assurant qu'en s'interposant ainsi, il fera beaucoup de bien, « maintenant » l'honneur de Dieu dans une habitation chrétienne et » reconfortant quelques âmes honnêtes qui, n'admettant » pas de telles abominations, sentent chaque jour s'aggraver le fardeau de leur honorable pérégrination (1). »

(1) *Memoir of the French Protestants, who settled at Oxford, Massachusetts, A.D. 1686. By A. Holmes, D.D., corresponding Secretary (Collections of the Mass. Historical Society, 3^me série, II, pp. 1-83) appendice D.*

Deux ans plus tard, le mal durait encore, et la personne coupable de le produire en vendant des boissons enivrantes aux sauvages paraît, d'après la déclaration suivante, être l'un des colons français lui-même.

« André Sigourney, âgé d'environ cinquante ans, affirme que le

Malheureusement, il ne paraît pas que Dudley se soit occupé de réprimer cet abus. Ce fut en vain que les notables de Woodstock firent une plainte analogue le mois de février suivant (1692), à la Cour générale, et que, huit ans plus tard, les habitants d'Oxford adressèrent une pétition au gouverneur Bellomont pour demander l'interdiction de la vente du rhum aux Indiens. Au dix-septième siècle, pas plus qu'au dix-neuvième, ceux qui trafiquaient avec les Indiens ne purent être réprimés, et continuèrent, en dépit de tous les efforts, à représenter aux indigènes les plus mauvais côtés de la civilisation, dont les gens de bien s'efforçaient de répandre les bienfaits.

La « pérégrination honorable » de nos pieux réfugiés fut bientôt affligée de troubles plus graves que l'ivresse des Indiens et leurs contestations. Ils n'avaient encore aucun motif pour redouter des violences personnelles des sauvages voisins. Les enfants des colons étaient autorisés à parcourir la forêt en toute liberté pour récolter des noix et des baies, et redoutaient aussi peu les Peaux-Rouges que les daims qui bondissaient

» 28 novembre dernier il fut, avec tous les autres du village, au
 » moulin pour prendre le rhum des mains de Peter Canton, et
 » quand ils lui demandèrent pourquoi il abusait ainsi les Indiens
 » en leur vendant cette liqueur, à la grande honte et danger de
 » toute la compagnie, lui, ledit Canton, répondit que c'était son
 » bon plaisir, et qu'il avait le droit de le faire; et lui demandant
 » ensuite si ce n'était pas lui qui avait fait enivrer tant d'Indiens,
 » il répondit qu'il avait vendu à un Indien et à une femme la va-
 » leur de quatre gills (environ 1/2 litre), et que c'était tout; sur
 » quoi l'un de la compagnie, nommé Ellias Dupeux, lui dit qu'ils
 » avaient rencontré un Indien ivre qui avait une bouteille pleine,
 » et dit que cela lui avoit été vendu au moulin; il répondit que
 » cela pouvait être vrai. André Sigournay. Boston, le 5 décem-
 » bre 1693. »

(L'original est aux mains de l'hon. Peter Butler, à Quincy (Mass.).)

autour d'eux. Quelquefois même ils s'aventuraient auprès de quelque « wigwam, » dont les habitants accueillaient toujours bien les petits visages pâles. Mais pendant l'été de 1694 survint un événement qui changea cette heureuse confiance en alarme et en périls. La fille du réfugié français Alard, ayant quitté avec deux enfants plus jeunes sa demeure auprès du moulin inférieur, ne reparut plus. Les recherches n'aboutirent qu'à la découverte du cadavre de la pauvre jeune fille cruellement massacrée dans les bois. On ne retrouva jamais les enfants. Plusieurs mois durent s'écouler avant que les pauvres parents apprissent que leurs enfants avaient été enlevés par des Indiens du Canada et transportés à Québec (1).

De nouvelles alarmes suivirent ces douloureuses préoccupations. « Les Indiens, » écrivait André Sigourney, constable de la plantation française, « ont fait » plusieurs apparitions cet été. Nous avons dû tenir » garnison pendant trois mois, en sorte que toute » notre récolte de foin et de blé a été détruite par les » bêtes sauvages et le bétail. » Renfermés dans leur fort, les colons français entendaient parler de temps à autre des incursions des Canadiens et des Indiens dans

(1) « La fille du S^r Alord fut tuée et les deux enfants d'Alord faits prisonniers et menés à Québec » (Papiers Bernon).

L'abbé Tanguay (*Dictionnaire généalogique des familles canadiennes depuis 1608 jusqu'à 1700*) donne, sous le titre « anglais, » une liste de personnes qui furent faites prisonnières pendant les guerres entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre, au dix-septième siècle. Les noms de baptême d'une vingtaine d'enfants y sont mentionnés. Les lignes suivantes se rapportent à l'incident relaté plus haut : « Jean-Baptiste, né en 1633, près Boston ; baptisé 10 avril 1700, Sainte-Anne. Il avait été fait » prisonnier de guerre par les sauvages de l'Acadie. » — « Louis, » né en 1685, près Boston, pris par les sauvages, vendu, en 1693, » à Etienne Veau, et baptisé le 10 avril 1700, à Sainte-Anne. »

les villages anglais et les fermes isolées voisines de Portsmouth et de Groton. Des troupes de sauvages guidées par des pères jésuites avaient surpris, au milieu de la nuit, des familles paisibles dans leurs habitations, et les avaient massacrées et scalpées, ou bien avaient enlevé de nombreux prisonniers, pour les torturer sous les yeux de leurs femmes. Nos huguenots n'avaient donc que trop de motifs pour redouter une attaque de ce genre sur leur colonie, car la bande qui était tombée sur le village d'Oyster-River, maintenant Durham, près Portsmouth, avait délibéré si elle ferait là son coup ou si elle gagnerait les villes à l'ouest de Boston. Il n'était pas à croire que la petite colonie protestante de réfugiés d'Oxford eût pu échapper à l'attention des guides canadiens qui, connaissant tous les établissements de la Nouvelle-Angleterre, avaient dû remarquer une plantation fondée par ces maudits « renégats » de France.

Dès qu'ils purent sans danger quitter le fort, plusieurs des réfugiés commencèrent leurs préparatifs de départ. Du Tuffeau, agent de Bernon, avait déjà donné l'exemple. Appelé à rendre compte de la mauvaise gestion des intérêts qui lui avaient été confiés, il avait vendu le bétail et le mobilier de la plantation de Bernon et abandonné la place. Une perte plus sérieuse fut le départ du pasteur de la colonie, Boudet. Dans l'automne ou l'hiver de l'année suivante (1695), Boudet quitta Oxford pour se rendre à Boston, emportant avec lui « tous les » livres donnés pour l'usage de la colonie avec les actes et les papiers du village. »

Il est probable qu'il emporta avec lui ces documents pour assurer leur conservation, sous l'impression que l'établissement était condamné à une dispersion pro-

chaîne. La catastrophe n'éclata cependant que l'été suivant.

Les incursions des sauvages du Canada, souvent guidées par les pères jésuites, continuaient à troubler la paix de la Nouvelle-Angleterre. Au printemps de 1696, les attaques, suspendues pendant l'hiver, furent reprises. Elles menaçaient surtout les établissements anglais isolés de l'Est. Mais les instigateurs des sauvages n'attendaient qu'une occasion favorable pour fondre sur les places de l'intérieur, et, au moment propice, ils attaquèrent Oxford. Auprès d'Oxford, dans le village des Wapaquassets, clan de la tribu des Nipmucks, auprès de New-Roxbury ou Woodstock, vivait un Indien connu des Anglais sous le nom de Toby, qui se distinguait, dans une tribu pacifique, par son caractère impatient et intrigant. Wapaquasset était l'une des « villes de prières » établies par le zèle laborieux du missionnaire Eliot, et c'était l'une des rares places justement punies par les Anglais après la guerre de Philip (juin 1676), à cause de la part que les perfides Nipmucks avaient prise à la révolte. La tribu semblait abattue et calme depuis la défaite. Toby seul gardait au cœur une haine profonde contre l'homme blanc, haine attisée par le désir de venger des offenses personnelles.

Vingt ans s'étaient écoulés depuis la fin de la guerre de Philip, et Toby était devenu un « grand homme » ou capitaine parmi les Indiens Nipmucks. Appartenant à une tribu pacifique et tranquille, il était désigné pour devenir l'agent de l'ennemi qui surveillait de loin d'un œil perçant les colonies de la Nouvelle-Angleterre. Le gouverneur du Canada et ses « hommes rusés, » les pères jésuites, n'avaient pas de serviteur plus sûr et plus zélé que Toby l'Indien. Les planteurs d'Oxford

soupçonnaient peu qu'un ennemi aussi féroce se cachait dans cette population indolente et apathique.

Ce fut un mardi soir, le 25 août 1696, qu'une horde de sauvages, guidée par Toby, surprit les « maisons françaises » d'Oxford. L'habitation de John Johnson, mari de Suzanne Sigourney, était un peu à l'écart des autres habitations, sur une vaste place qui a conservé le nom de plaine Johnson. Située près de la grande route qui conduisait à Woodstock, elle recevait les quelques voyageurs qui passaient par là. En entrant dans cette maison, si nous acceptons la relation détaillée conservée par la tradition locale, les Indiens saisirent les trois petits enfants de Johnson, André, Pierre et Marie, et les tuèrent en leur écrasant la tête sur les pierres du foyer (1).

Le père était absent de la maison, étant allé ce jour-là à Woodstock. Terrifiée, à demi-folle, la mère réussit à s'échapper avec l'aide de son cousin Daniel Johnson et s'enfuit dans la direction de Woodstock, espérant rencontrer son mari. Mais la route de Woodstock se divise en un certain point en deux directions, et les fugitifs prirent un chemin, tandis que le mari retournait à Oxford par l'autre. Ignorant du danger, Johnson n'atteignit son domicile que pour être frappé sur le seuil par les meurtriers de ses enfants (2).

(1) « Casser des testes à la surprise après s'estre divisés en » plusieurs bandes de quatre ou cinq » était le procédé constant des Indiens pendant la guerre contre les établissements de la Nouvelle-Angleterre. Telles sont les cyniques déclarations d'un officier français commandant les Indiens, qui ajoute « ce que ne peut manquer de faire un bon effect » (*Count Frontenac and New France, under Louis XIV*, by Francis Parkman, p. 367).

(2) Hon. Peter B. Olney, *Historical address* à l'inauguration de Memorial Hall à Oxford (Mass.), 19 nov. 1873, pp. 23, 24. — George F. Daniels, *The Huguenots in the Nipmuck Country, or Oxford prior to 1713*, pp. 83, 84.

L'atrocité de ce massacre produisit une douloureuse et profonde impression dans la Nouvelle-Angleterre. Une bande de douze soldats de Worcester, accompagnée de trente-huit Indiens amis, accoururent pour protéger les villes frontières d'Oxford et de Woodstock, qui semblaient menacées d'une entière destruction.

On explora pendant plusieurs jours tous les bois environnant les plantations, et on trouva des traces récentes de pas sur les bords de la rivière dite Halfway, au nord de l'établissement français. Le capitaine Daniel Fitch, qui conduisait l'expédition, fit son rapport au lieutenant-gouverneur Stoughton et lui demanda des munitions et des provisions pour poursuivre ses recherches (1). Les auteurs du crime ne purent être arrêtés, mais l'événement ne fut pas oublié de longtemps. Le 29 janvier 1700, le gouverneur Winthrop, du Connecticut, dans une correspondance avec le gouverneur Belmont, de New-York, y fait allusion comme à une chose demeurée dans toutes les mémoires (2) et, dans une assemblée tenue à New-London, les Mohegans amis parlèrent de Toby comme de l'Indien « qui avait contribué au meurtre d'un certain Johnson (3). » Toby était désormais un homme connu. Dès lors, il change de résidence et va « tantôt au milieu de ses amis de Woodstock et tantôt dans des maisons de chasse du dé-

(1) William Lincoln, *History of Worcester (Mass.) from its earliest settlement to September 1836*, p. 37.

(2) « Un Toby, le principal instigateur, qui prit une part particulièrement au meurtre d'un Johnson. »

(3) « Un Indien, du nom de Toby, appartenant précédemment aux Indiens de New-Roxbury, et qui prit part au meurtre d'un Johnson, près de cette même ville, dans la dernière guerre avec les Anglais. »

sert (1). » Mais son activité au service de l'ennemi canadien est plus grande que jamais. Tantôt il apparaît à une réunion des Mohawks canadiens avec leurs frères des Cinq-Nations, et leur dit que s'ils veulent seulement « séparer les Indiens amis des Anglais, » ils pourront « détruire facilement » les établissements de la Nouvelle-Angleterre. Tantôt nous le trouvons à Norwich (Connecticut), portant une ceinture de « wampom (2) » aux tribus fidèles et les invitant à se joindre à une révolte générale (3). En passant dans ces missions secrètes le long de la plantation abandonnée d'Oxford, le sauvage contemple avec satisfaction le point où il a frappé le coup qui a renvoyé « les renégats français » à Boston.

La dispersion de l'établissement suivit en effet de près le massacre. Les réfugiés se décidèrent, pour la plupart, à demeurer à Boston, où ils furent généreusement accueillis par leurs frères de l'église française. De ce nombre furent Sigourney, Johonnot, Germon, Baudouin, Cassaneau, Boutineau, Grignon, Barbut, Maillet, Dupeu, Montier, Canton et Mousset. Depont alla à Milford (Connecticut); Bureau et Montel à New-York. Le pasteur Boudet, après quelques mois de séjour à Boston, se fixa, avec du Tuffeau et Martin, à New-Rochelle, province de New-York, où il devint ministre de l'église française.

Trois ans plus tard, un nouvel essai de colonisation fut tenté à Oxford. Au printemps de 1699, les huit ou

(1) « *Documents relative to the colonial History of the State of New-York*, vol. IV, pp. 612-620.

(2) Ceintures de coquillages enfilés, servant, par des combinaisons emblématiques, à transmettre des messages secrets. (Trad.)

(3) « Information de Black James prise de sa propre bouche le 1^{er} février 1699-1700 » concernant une révolte qu'on craint de la part des Indiens (*Documents, etc.*, tome IV, pp. 613-616).

dix familles qui s'étaient retirées à Boston revinrent, avec l'assistance de leurs amis de cette ville, reprendre possession de leurs maisons et de leurs plantations. Une période de tranquillité avait calmé leurs craintes. Les Indiens étaient paisibles. Depuis le traité de Ryswick, aucune incursion de Canadiens n'avait pénétré dans le Massachusetts, et les efforts pour soulever les tribus de la Nouvelle-Angleterre semblaient avoir cessé. Dans le village voisin de Wapaquasset tout était calme.

Sigourney et ses associés étaient accompagnés à leur retour à Oxford par un pasteur français récemment arrivé d'Angleterre. C'était Jacques Laborie, natif de Cardaillac, en Quercy, qui avait exercé durant plusieurs années son ministère dans les églises françaises de Londres. Laborie s'était concilié la faveur de lord Bello-mont, le nouveau gouverneur, qui lui procura trente livres d'honoraires payés par la corporation, avec une commission pour travailler parmi les Indiens voisins de New-Oxford. Il avait avec lui sa femme Jeanne de Ressi-guier et sa jeune fille Suzanne. Sa commission pour évangéliser les Indiens émanait du bureau de la Société pour l'avancement de l'Evangile dans la Nouvelle-Angleterre, et recommandait à son « soin pastoral » les Indiens voisins de la plantation de Kekamoochuk, » près de la ville de New-Oxford, » où il devait « s'établir pour l'œuvre de son ministère. »

Ce nouvel essai pour faire revivre la colonie de New-Oxford trouva un chaleureux appui dans Gabriel Bernon. Il n'est pas improbable même que le projet fut formé à son instigation et pour la réalisation de ses plans. Bernon était alors à Newport (Rhode-Island), ayant laissé Boston plus d'un an avant le retour des familles françaises à la plantation. Il n'avait pas perdu de vue

ses intérêts, qui avaient beaucoup souffert de l'abandon de la colonie. Il avait fait des avances considérables pour la culture de ses propres terres et pour le bien général. De plus, l'acte de cession des propriétaires stipulait qu'en cas d'abandon, les terrains de la colonie leur feraient retour. Il fit tous ses efforts pour persuader aux colons de rester et de défendre leur ville, même après le massacre, entretenant sa propre maison fortifiée, en état d'assurer leur protection, et n'abandonnant enfin sa propriété que parce que ses efforts ne furent pas secondés. Un certificat lui fut délivré à cet effet par les colons, peu de temps après leur retour à Boston, l'infortunée veuve de Johnson s'unissant aux autres colons pour attester les dépenses et les efforts de Bernon en faveur de la colonie.

Oxford était plus éloigné de Newport que de Boston, mais cependant plus accessible de ce côté, en raison de la communication par mer avec Providence, qui ne laisse qu'un voyage par terre de trente ou trente-cinq milles. Bernon avait trouvé un nouvel emploi de la propriété qu'il possédait près du village français, et, s'associant avec René Grignon, l'un des colons revenus à Oxford, et avec Jean Papineau, il fonda une chamoiserie sur la rivière qui arrosait la plantation.

Cette entreprise promettait d'être avantageuse à la petite communauté (1). Elle fournissait du travail aux jeunes gens de la colonie, par la chasse du gros et petit gibier qui abondait dans la forêt. De temps en temps, des chariots chargés de peaux préparées étaient

(1) Grignon et Papineau avaient probablement, comme d'autres réfugiés, l'expérience de cette industrie. Deux des colons de la Caroline du Sud sont désignés comme « *shammy dressers* » (chamoiseurs).

envoyés à Providence pour être expédiés par mer à Bernon , qui fournissait les chapeliers et gantiers français, Signac et Baudouin à Boston, et Julien à Newport.

Mais les causes qui avaient amené la dispersion des colons ne tardèrent pas à se produire de nouveau à Oxford. A peine les huguenots étaient-ils réinstallés dans leurs anciennes habitations , que le commerce du rhum reprit avec activité. John Ingall , marchand établi sur cette place , vendait cette boisson « sans mesure » aux Indiens. Il ne se bornait même pas à cela , mais achetait toute la viande qu'ils apportaient dans la ville pour la revendre dans les villages voisins , empêchant ainsi les habitants d'Oxford de faire leurs provisions d'hiver. Laborie , au nom de ses compagnons , adressa une pétition au gouverneur et à l'assemblée pour faire cesser ces procédés. Bientôt aussi de nouveaux rapports inquiétants circulèrent sur les naturels de Wapaquasset. Ils se préparaient à abandonner leurs habitations et à rejoindre la tribu de Pennacook , dans les forêts de New-Hampshire. Laborie , envoyé pour prêcher aux sauvages dans leur propre langue , essaya vainement de les décider à demeurer dans le pays.

« A New-Oxford , ce 17 juin 1700. Monseigneur,
» Lorsque j'eus l'honneur d'écrire à Votre Excellence,
» je ne lui envoyay pas le certificat de nos habitants
» sur le sujet de Mons^r Bondet , parce qu'ils n'étoient
» pas tous icy : je l'ay enfin retiré et l'envoye à Votre
» Excellence. Au sujet de nos Indiens, je me sens
» obligé d'avertir Votre Excellence que les quatre qui
» étoient revenus , nonobstant toutes les protestations
» qu'ils me firent à leur arrivée, leur retour n'a eu d'au-

» tre but que d'engager ceux qui avoient été fidelles à
 » s'en aller avec eux , de sorte qu'ils en ont gagné la
 » plus part et partent aujourd'hui pour Penikook (Pen-
 » nacook , aujourd'hui Concord, N.-H.) au nombre
 » de vint-cinq hommes et femmes ou enfans. Je leur
 » prêchay hier en leur propre Langue et les exhortay
 » aussy fortement qu'il me fût possible à rester; mais
 » inutilement. Ils me dirent pour raison que les habi-
 » tans de Newroxbury les troubloient incessamment,
 » que tous le monde les trompoit ; mais ces raisons ne
 » me satisfaisant pas, je voulus en avoir quelque autre.
 » Ils me dirent en suite, que la religion des Indiens de
 » Penikook étoit plus belle que la nôtre, que les françois
 » leur donnoient des croix d'argent à metre au col. Je
 » fis tout ce que je peus pour leur faire voir le con-
 » traire. Ils ajoutèrent qu'on leur faisoit de grandes
 » promesses dans ce pays-là , au lieu qu'icy ils avoient
 » un Roy qui les maltraitoit, les ayant fait coucher tout
 » l'hiver sur la dure sans aucun secours. Là dessus je
 » leur ay représenté que là où ils alloient, ils seroient
 » tous esclaves, que quand lon auroit besoin de soldats
 » on les fairoient marcher par force, au lieu qu'icy [ils]
 » iouissent d'une entiere liberté, et que le Roy n'a d'au-
 » tre dessein que de les protéger, etc. Enfin ils m'ont
 » assuré qu'il y avoit une autre forte raison qu'ils ne
 » pouvoient pas dire, mais qu'on la sauroit bientôt ; ils
 » sont encore icy pour tout ce tour [jour ?] et je m'aper-
 » çois qu'il y en a plusieurs qui commencent à changer
 » de dessein. Je ne perdray point de moment pour les
 » retenir, s'il m'est possible, étant secouru de ceux qui
 » restent. Si j'avois sçeu plus tost leur dessein, j'aurois
 » mieux reussi ; dans tout ce qu'ils disent , je voy que
 » les pretres agissent vigoureusement et qu'ils couvent

» quelque entreprise qu'ils fairoient éclore quand ils en
» trouveront l'occasion favorable. Voilà, Monseigneur,
» ce que mon devoir m'obligeoit à faire savoir à Votre
» Excellence. J'ajouteray seulement que je feray gloire
» dans quelque occasion que ce soit de faire connoître
» à Votre Excellence que je tacheray de ne me rendre
» jamais indigne des graces que j'ay reçeus, et de té-
» moigner toute ma vie que je suis, Monseigneur, — De
» Votre Excellence, le très humble, très obeissant et
» très soumis serviteur, J. LABORIE (1). »

Les émissaires canadiens, reprenant leurs machinations, cherchaient en effet à soulever les tribus alliées de l'Angleterre en soufflant au milieu d'elles la désunion et le mécontentement. Le projet d'isoler les colons avait ses instigateurs dans le village des Wapauassets. L'Indien Toby se glissait encore secrètement dans les cabanes. Nanaquabin, Indien notable, approuvait fort ce dessein. Cawgatwo, un autre Wapauasset, portait activement les ceintures de wampom des Canadiens Mohawks « à tous les Indiens. » Des rumeurs de ce genre venaient constamment semer l'inquiétude à Oxford et à Woodstock. Cependant ce ne fut que pendant l'été de 1703 que les hostilités éclatèrent et qu'une nouvelle série de massacres et d'atrocités des sauvages répandit la terreur et la consternation dans la colonie française; mais, dans l'intervalle, les craintes croissantes des colons les poussèrent à se préparer à cette conjoncture redoutée. Bernon, s'adressant à son

(1) Au dos : copie d'une lettre de Monsieur Laborie du 17 juin 1700 au comte de Bellomont (mss. historiques de Sa Maj. Brit. — *State Paper Office*, avril 1700 à octobre 1746. Bibliothèque de John Carter Brown, à Providence, R.-I.).

vieil ami Dudley, nouvellement nommé gouverneur du Massachusetts, reçut de lui la commission de capitaine de New-Oxford (7 juillet 1702), avec ordre d'y retourner et de faire connaître sa nomination, d'armer la population et de fortifier sa maison par de fortes palissades pour la sécurité des habitants. Bernon se conforma sans retard à ces instructions. « Suivant l'ordre de Votre Excellence, » écrit-il de Newport le 27 juillet, « j'ai fait lire ma » commission à la tête de ma compagnie. J'ai assuré nos » colons que je ne les considérais pas comme des sol- » dats, mais comme mes amis; que je ne prenais la » commission qu'afin qu'il y ait un chef dans la plantation, » et que je croyais être la personne la plus intéressée » et la plus attachée à la colonie. Ils semblèrent en » être reconnaissants à Votre Excellence. Je leur dis » qu'une palissade autour de ma maison était nécessaire » pour tenir garnison; mais ce travail a été ajourné à » cause de la récolte. Je puis assurer Votre Excellence » que j'organiserai le tout à l'avantage de la place, et » que cela aboutira inévitablement au profit de Votre » Excellence, de moi-même et de nos gens en générale. » Il suggère ensuite qu'en cas de péril menaçant New-Oxford, les habitants de Providence sont ceux qui pourront le mieux porter secours et il en nomme deux, le capitaine Arnold et le lieutenant Wilkinson, comme des gens sur qui l'on peut compter pour un secours efficace.

Les comptes de la chamoiserie montrent qu'Oxford continua à être occupé jusqu'au printemps de 1704. Les planteurs étaient armés et exercés, et le fort leur offrait un refuge en cas d'assaut. Cependant le nuage menaçant avait déjà éclaté sur les établissements de l'est du Massachusetts. Des hordes d'Indiens, conduits parfois

par des officiers français, avaient surpris les villages dispersés au nord de Boston, et des centaines d'habitants avaient été massacrés. Le 29 février 1704, enhardis par le succès, les sauvages s'avancèrent davantage et attaquèrent Deerfields, sur les bords de la rivière de Connecticut, à 45 milles au nord-ouest d'Oxford. Soixante des habitants furent égorgés. Cent, parmi lesquels le ministre de la ville, furent faits prisonniers et traînés dans la neige jusqu'au Canada. Ce fut sous l'impression de l'inquiétude que ce désastre leur causait que les colons d'Oxford abandonnèrent de nouveau et définitivement leurs établissements. Bernon seul conserva ses plantations, prenant soin d'y maintenir un garde, pour que ses titres ne pussent être périmés. Les autres, ouvertement ou tacitement, abandonnèrent leurs droits, et, pendant neuf ans, la plantation demeura inculte. Le 8 juillet 1713, trente colons anglais s'établirent sur les domaines des huguenots et jetèrent les fondements de la ville actuelle d'Oxford.

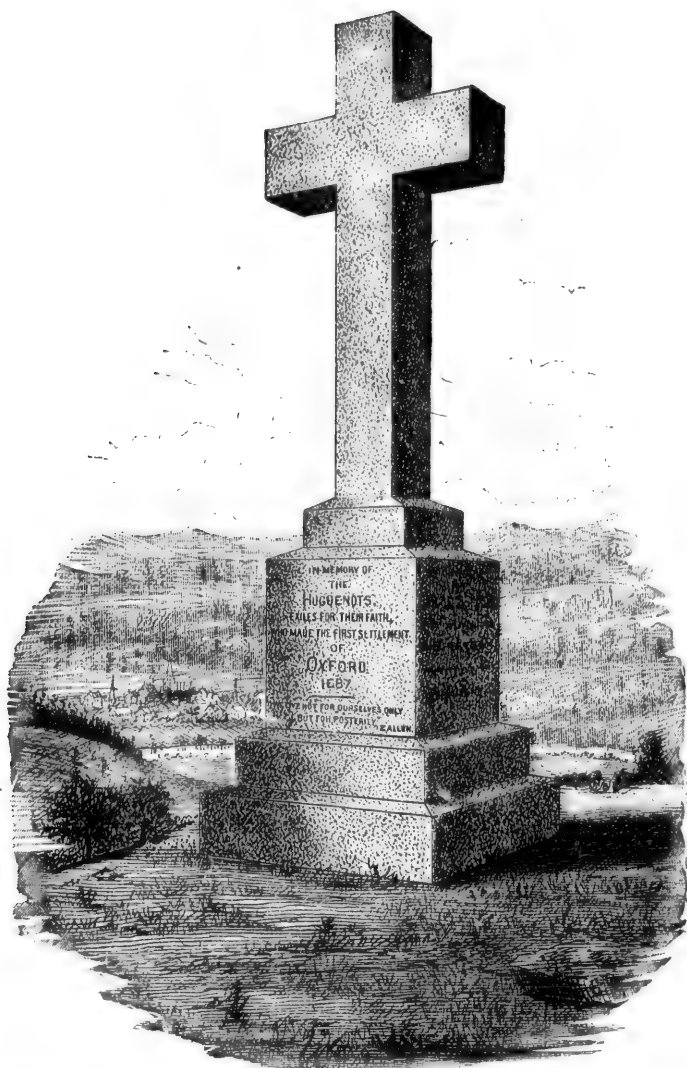
Bernon lui-même finit par renoncer à tout espoir de tirer parti de sa plantation. Il était avancé en âge et ses affaires n'étaient plus aussi prospères. Les envois d'argent qu'il avait d'abord reçus des parents auxquels il avait laissé ses biens en France avaient cessé, et plusieurs des entreprises qu'il avait fondées en Amérique n'avaient pas réussi. Il chercha à vendre sa ferme d'Oxford, mais éprouva des difficultés. Quelque étrange que cela puisse paraître, en effet, il ne possédait aucun titre de propriété de cette terre, qui lui avait été concédée en apparence avec tant de solennité, et sur laquelle il avait dépensé une fortune. Ce ne fut que le 5 février 1716 que Joseph Dudley, — l'ex-gouverneur Dudley, — reconnut l'instrument dressé vingt-

huit ans auparavant, et le délivra à Bernon. Il n'est pas difficile de deviner le motif de ce délai. Il est clair, d'après les lettres de Bernon (1), que cela contribua à maintenir le réfugié dans une dépendance qui flattait la vanité de son protecteur. Enfin, quand il eut le titre en mains, une autre difficulté se présenta. Dans le terrain réclamé par Bernon, une portion de sept cent cinquante acres lui avait été concédée en commun avec Isaac Bertrand du Tuffeau. Aucun partage de cette propriété commune n'avait été fait durant la vie de Bertrand; et, après sa mort, qui arriva avant l'automne de 1720, un ordre de la cour nommant Bernon administrateur de ses biens était nécessaire pour qu'il pût prendre possession de tout le terrain qui était de vingt mille cinq cents acres et pour qu'il pût légalement le céder à un acheteur. L'acte fut enfin signé le 21 mars 1721, et Bernon reçut en paiement la somme de 1,200 livres pour sa chère plantation (2).

(1) Jusqu'à l'année 1710, Dudley continua à flatter les espérances du réfugié. « Votre Excellence, » écrit Bernon en réponse à une lettre du gouverneur, « est toujours bienfaisante, puisqu'elle » me dit qu'elle veut me procurer un bon prix pour la moitié de » ce que j'ay au village d'Oxford. Je veux déferer entièrement à » votre conseil; ainsi je me rendrai à Boston le plutôt qu'il me » sera possible pour saluer Votre Excellence. »

(Papiers Bernon).

(2) *The Huguenots in the Nipmuck Country, or Oxford prior to 1713*, by George F. Daniels, p. 110.



MONUMENT ÉLEVÉ EN MÉMOIRE DES COLONS HUGUENOTS D'OXFORD (MASSACHUSETTS).
(Inauguré le 2 octobre 1884.)

CHAPITRE XIII.

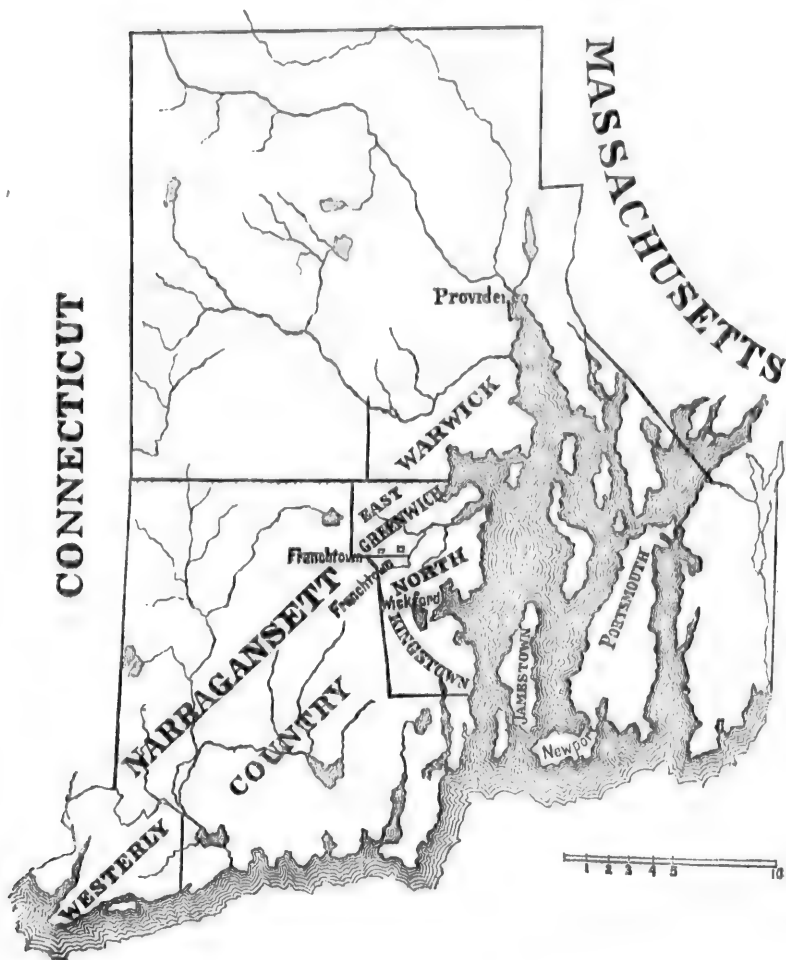
ÉTABLISSEMENT A RHODE-ISLAND.

Dans l'automne de 1686, un groupe de protestants français composé de quarante à cinquante familles arriva dans la Nouvelle-Angleterre et s'établit sur le territoire maintenant occupé par l'Etat de Rhode-Island. Cet établissement donnait beaucoup d'espérances. De toutes les troupes de réfugiés qui abordèrent alors sur nos rivages, la colonie de Narragansett était peut-être la plus homogène et la plus compacte. Son histoire cependant est aussi courte que triste. Dès la cinquième année de sa fondation, la colonie était dissoute et la plupart des familles avaient cherché un asile ailleurs.

Le malheur de ces réfugiés fut de se trouver mêlés dans des débats soulevés au sujet de la propriété des terrains sur lesquels ils s'étaient établis. Un court récit de ces démêlés éclairera l'histoire de cette colonie.

Nombre d'années avant l'arrivée des huguenots une association d'habitants du Massachusetts, du Connecticut et de Rhode-Island, connue sous le nom de « Atherton Company, » obtint des Indiens du Narragansett, partie par des moyens honorables et partie par la fraude, la cession des terres qui leur restaient à l'ouest de Narragansett-Bay. Au moment de cette

MASSACHUSETTS



PAYS DE NARRAGANSETT.

transaction, on était encore incertain si le terrain cédé faisait partie de Rhode-Island ou du Connecticut. Un différend existait depuis longtemps entre les deux colonies au sujet de leurs frontières. Rhode-Island prétendait que son domaine s'étendait jusqu'à la rivière de Pawcatuck, tandis que le Connecticut maintenait que son territoire atteignait la baie de Narragansett. Dans le terrain disputé entre ces deux lignes était le « pays de Narragansett, » espace de vingt milles de côté environ, bordé au sud par l'Océan. Peu de temps après que la compagnie Atherton eut obtenu la possession de ce territoire, la couronne, par une charte concédée à Rhode-Island (1663), confirma le titre de cet Etat, contre celui du Connecticut, sur la région à l'ouest de la baie jusqu'à la rivière de Pawcatuck, et invita la compagnie d'Atherton à choisir « à laquelle des deux colonies elle désirait se rattacher. » En vertu de ce privilège, la Société se plaça sous le patronage du Connecticut. Deux ans plus tard (1665), des commissaires royaux, envoyés d'Angleterre pour résoudre quelques différends entre les diverses colonies, déclarèrent nulles les prétentions de la compagnie d'Atherton. Cependant le Connecticut insista sur les droits de sa juridiction, tandis que Rhode-Island combattit ces prétentions; et quand la compagnie, appelant de la décision des commissaires, continua à mettre en vente ses terrains en les décrivant comme compris dans les limites du Connecticut, Rhode-Island dénonça ces ventes comme irrégulières et avertit les acheteurs de n'en pas prendre possession. Une nouvelle complication survint dans le conflit au sujet du titre de la couronne elle-même sur le territoire contesté (1686). Plus de quarante années auparavant (1644), les Indiens du Narragansett s'étaient

soumis, eux et leurs territoires, au roi, demandant sa protection et déclarant qu'ils ne pouvaient reconnaître la suzeraineté « de gens qui étaient eux-mêmes sujets. » La province royale, comme on nomma longtemps le pays de Narragansett, était donc une partie du domaine royal, et le roi seul pouvait y disposer des terres vacantes.

Après de longs démêlés, les deux parties convinrent enfin de s'en rapporter à la décision de la couronne (1686). Malheureusement cette décision n'était pas encore parvenue quand les réfugiés français traitèrent avec la compagnie Atherton pour l'achat de terrains dans le Narragansett. Un an plus tard (juin 1687), Sir Edmund Andros, au nom du roi, examina les droits respectifs des intéressés, et sanctionna de nouveau les droits de Rhode-Island, à l'exclusion de ceux du Connecticut et des prétendus propriétaires.

Dans l'intervalle, le 12 octobre 1686, un accord était intervenu entre le comité des propriétaires de Narragansett et Ezekiel Carré, Pierre Berton et d'autres Français, leurs amis et associés, concernant un établissement sur le lieu appelé plantation de Newberry. Mais, après examen, le point ainsi désigné parut trop éloigné de la mer pour convenir aux colons, et, quelques semaines plus tard, un nouvel arrangement fut fait pour la concession d'« un terrain convenable et considérable sur le territoire de Rochester, » ou Kingstown. En vertu de ce traité, chaque famille qui désirait une surface de cent acres de terres hautes pouvait l'obtenir avec une part proportionnelle de prairies. Le prix fut fixé à raison de vingt livres par cent acres de terres au comptant, ou vingt-cinq livres payables au bout de trois ans. M. Carré, le pasteur, devait avoir

gratuitement cent cinquante acres, cent acres étaient mis à part comme communal, et cinquante pour le maître d'école.

On montre encore dans la ville d'East-Greenwich, à Rhode-Island, la place ainsi désignée pour cet établissement. Là, au lieu connu jusqu'à aujourd'hui sous le nom de « Frenchtown, » sont les traces de fondation d'un certain nombre de petites habitations, et des personnes encore vivantes ont conservé le souvenir de quelques restes d'arbres que l'on disait avoir été plantés par les Français. Les maisons en question n'étaient probablement que des demeures provisoires (1), construites les unes auprès des autres par les colons pour se protéger mutuellement jusqu'à ce qu'ils puissent se fixer sur leurs « *home-lots* » respectifs de vingt acres chacun, tracés dans les terres adjacentes d'après un plan déjà convenu (2). La construction de ces habitations occupa probablement la fin de l'automne ; les voyant ainsi abrités pour l'hiver, nous pouvons nous arrêter pour

(1) « Environ vingt-cinq maisons, » s'élevèrent, dit Ayrault, « avec quelques caves dans le sol. » Ce dernier genre d'habitation est minutieusement décrit par Cornelis Van Tienhoven, secrétaire de la province de New-Netherland en 1650.

On creusait un trou carré, « en forme de cave, » de six ou sept pieds de profondeur, revêtu, planchéié, avec un toit en bois couvert de gazon. « Les habitants, » dit Van Tienhoven, « peu- » vent habiter dans ces demeures au sec et chaudement avec leurs » familles, pendant deux, trois ou quatre ans. » Les principaux colons de la Nouvelle-Angleterre construisirent d'abord des habitations de ce genre ; dans le cours de trois ou quatre ans, ils se construisaient de belles maisons (*Information relative to taking up land in New-Netherland. — The documentary history of the State of New-York*, vol. IV, pp. 31-32).

(2) Une copie de la « planche » indiquant les lots déterminés au moment de l'établissement accompagnait une pétition d'Ayrault adressée au gouvernement en 1700 pour obtenir la réparation de quelques griefs personnels. Cette planche est conservée au *British State Paper Office*, et nous la reproduisons à la page suivante.

théologie à l'académie fondée par Calvin à Genève. Il avait alors de trente-cinq à quarante ans et avait déjà été pasteur de deux églises en France, celles de Mirambeau en Saintonge et de La Roche-Chalais en Guyenne. L'associé de Carré dans la direction de la troupe de réfugiés était Pierre Berthon de Marigny, — que les Anglais appelaient Peter Berton, — représentant d'une illustre famille de Châtelleraut, en Poitou. Un autre personnage important de la colonie était son médecin, Pierre Ayrault, d'Angers, homme d'un caractère décidé, déjà avancé en âge, qui seul tint bon, comme nous le verrons plus loin, lorsque ses compagnons abandonnèrent l'entreprise. Ayrault était accompagné de sa femme Françoisse, de son fils Daniel et de son neveu Nicholas.

Voici la liste des colons français de Narragansett conduits par Carré, Berthon et Ayrault : Jean Julien, Jean Coudret, Elie Rambert, Daniel Lambert, André Arnaud, Daniel Targé, veuve Galay, Abram Tourtelot, Pierre Le Moine, Ezéchiel Bouniot, Pierre Traverrier, Etienne La Vigne, Moïse Le Brun, Jean Beauchamps, Jean David, Jacob Ratier, Jean Galay, Menardeau, Pierre Bretin dit Laronde, Daniel Le Gendre, Daniel Renaud, Daniel Jouet, Milard, Belhair, Jean Lafon, Amian, Ezéchiel Brazilier, Paul Bussereau, Etienne Jamain, Louis Allaire, Théophile Forétier, Jean Chadène, Josué David senior, Josué David junior, Jacques Magni, Jean Magni, Etienne Robineau, François Légaré, René Grignon, Pierre Tougère, Dechamps, Jean Germon, Paul Collin et Guillaume Barbut.

Aux premiers jours du printemps, les colons commencèrent à défricher leurs terres et à construire leur église. Ils trouvèrent le pays « complètement sauvage, rempli

» de bois et de pierres, » et aucun travail de culture n'y avait jamais été fait, en sorte que « notre travail et » notre peine furent grands, » dit le docteur Ayrault; « mais nous avons une consolation : nous pouvions » rendre notre culte à Dieu; nous avons la protection » du gouvernement dans nos travaux, et personne ne » pouvait nous troubler ni élever aucune prétention sur » le sol (1). »

Ces efforts laborieux et habiles furent largement récompensés. Vergers, vignes, jardins fleurirent sous ce doux climat de Rhode-Island et dépassèrent toutes les espérances des colons (2). « Les Français trouvèrent » le climat et le sol de Narragansett excellents pour la » vigne; et quelques personnes qui avaient goûté du » vin récolté dans le pays dirent à lord Bellomont, à » Boston, qu'elles l'avaient trouvé aussi bon que du vin » de Bordeaux. » Les colons projetaient de planter également des mûriers pour élever des vers à soie, dans l'espérance d'être rejoints par un grand nombre de leurs frères du Midi, qui pourraient s'occuper de la fabrique de la soie. On pensait même que plus de cinq cents familles françaises pourraient habiter cette région privilégiée (3).

Déjà quelque inquiétude sur la propriété de leurs

(1) Manuscrits historiques de Sa Maj. Britan., *State Paper Office*, vol. XIII. Bibliothèque de feu John Carter Brown, Providence, (R.-I.).

(2) Cette impression causée par le climat de la région en question est confirmée par les observations faites de nos jours. Il y a des plantes qui ne réussissent dans aucun autre endroit de la Nouvelle-Angleterre et qui croissent en abondance sur la côte occidentale de la baie de Narragansett. « La flore correspond à celle de la Virginie. »

(3) Lord Bellomont aux lords du commerce, 28 novembre 1700. (*Documents relative to the colonial history of the State of New-York*, tome IV, pp. 787, 788.) Ceux-ci répondirent : « Si le pays de

terres commençait à se répandre parmi les colons. Ne connaissant qu'imparfaitement la langue anglaise ou même l'ignorant absolument, ils ne comprirent qu'au bout d'un certain temps que le droit des propriétaires de Narragansett était discuté. Même alors, ils ne paraissent pas s'être figuré que Rhode-Island eût jamais fait partie des terrains contestés. A Boston, on croyait qu'il s'agissait uniquement d'un conflit entre la compagnie Atherton et la couronne. « C'est une question encore incertaine, » écrivait le réfugié français de cette ville que nous avons déjà cité, « si le pays de Narragansett appartiendra aux » propriétaires actuels, improprement nommés ainsi, ou » au roi. En attendant la décision, on ne fait aucun » paiement pour ces terrains. Il paraît même que s'ils » demeurent à la couronne, il n'y aura rien ou du moins » peu de chose à payer et que la couronne se conten- » dra d'une faible redevance, moyennant laquelle on » pourra vendre ou hypothéquer comme propriétaire » légitime. »

Ce fut dans le courant de l'été que les difficultés prirent un caractère plus grave. Une grande prairie désignée par les Indiens sous le nom de Kickameeset, près du village, formait une partie importante du territoire concédé aux Français; ceux-ci virent à leur grande surprise, un matin de juillet, des Anglais qui fauchaient cette prairie. Malgré leurs observations ces hommes continuèrent leur travail et emportèrent de force le foin qui

» Narragansett se trouve propre aux mûriers et aux vers à soie, » ce sera très bien; ceux qui pensent à s'occuper de la produc- » tion de la soie là-bas peuvent s'informer de ce qui a été fait en » Caroline où l'on s'en occupe déjà depuis quelques années. » Les Français dont vous parlez jugeront facilement ou trouve- » ront bientôt si ce pays de New-York, ou tout autre lieu de ce » côté, est propre à la culture des vignes » (*Ibid.*, p. 855).

remplissait plus de quarante chariots. Les intrus étaient des planteurs du voisinage, des villes d'East-Greenwich et de Kingstown. Le pasteur français, M. Carré, se rendit immédiatement à Boston pour se plaindre au gouverneur Andros. Sommés de rendre compte de leur conduite, les Anglais de Greenwich déclarèrent qu'il y avait plus de huit ans que la prairie leur avait été concédée par le gouvernement de Rhode-Island, ce dont ils avaient des titres authentiques, tandis que les fermiers de Kingstown prétendaient établir qu'ils avaient possédé et amélioré ce terrain depuis vingt-cinq ans, le tenant du « major Atherton et compagnie. » Les habitants de Kingstown et de Greenwich insistaient les uns et les autres sur le fait que, loin d'être les agresseurs, ils étaient au contraire les parties lésées par l'arrivée des Français dans leur territoire. Les habitants de Greenwich présentèrent au gouvernement et au conseil une protestation où ils disaient : « Nous ignorons en vertu de » quel ordre ou loi, ou pourquoi ces Français se sont » établis sur notre territoire. Mais nous sommes cer- » tains que c'est à notre grand détriment, et sans » l'aide de Votre Honneur en cette occurrence, nous » serons complètement ruinés. » Le gouverneur réserva sa décision et ordonna qu'en attendant, le foin coupé sur le territoire contesté serait partagé en deux parts égales dont l'une serait donnée à quelques-uns des plaignants anglais « qui demeurent loin et qui » en ont le plus besoin, » et l'autre aux Français qui, « étrangers et nouvellement arrivés, sont sans ressour- » ces et n'ont aucun autre moyen de s'approvi- » sionner (1) (5 août 1687). »

(1) *Mass. Archives*, CXXVI, 363, 410, 419.

Les huguenots paraissent avoir joui quelque temps sans encombre de leur territoire, et, pendant un ou deux ans, ils furent laissés en tranquille possession. La compagnie d'Atherton avait réussi (10 avril 1688) à obtenir de la couronne un certain nombre de terrains dans la province royale, au lieu de toute la contrée de Narragansett, sur laquelle ses prétentions avaient été repoussées ; et dans l'une de ces concessions était compris le terrain qu'elle avait vendu aux réfugiés français (1). Cette confirmation de leurs titres empêcha dès lors leurs voisins anglais de les troubler, et il est probable aussi qu'après avoir fait plus ample connaissance avec ces étrangers doux et inoffensifs, ils renoncèrent à les inquiéter. Déjà le docteur français, M. Ayrault, était bien accueilli dans les maisons anglaises, dans lesquelles, avec l'aide de Dieu, il fut l'instrument de grandes délivrances, et le pieux pasteur Carré sut gagner le respect de tous les gens sérieux des différentes confessions.

Souvent Carré était appelé loin de son troupeau de Narragansett pour prêcher l'Evangile à l'église française de Boston, alors privée de pasteur. C'est à cette circonstance qu'est due la publication du seul sermon qui puisse nous donner une idée de la prédication à cette époque des huguenots réfugiés (2).

(1) *History of the State of Rhode-Island and Providence Plantations*, by Samuel Greene Arnold, tome I, p. 507. — *Historical Mss. from British State Paper Office*, vol. XIII.

(2) « Le Bon Samaritain, sermon sur saint Luc, X, 30-35, prononcé à l'église française de Boston, par Ezéchiel Carré, ancien pasteur de La Rochechalais, en France, et maintenant ministre de la colonie française de Narragansett. Trad. en anglais par N. Walter, Boston. Imprimé par Samuel Green, 1689. » Le seul exemplaire de ce petit volume dont nous ayons connaissance est à la bibliothèque du Congrès, à Washington (D. C.).

L'introduction fait connaître que ce sermon fut publié sur les instances de ceux qui l'avaient entendu, et notamment de « M. John Pastre, négociant français, réfugié à Boston, » qui fit les frais de l'impression (1). Le Rév. Nehemiah Walter traduisit le sermon en anglais, et le docteur Cotton Mather écrivit la préface. Le but de cette publication est indiqué par la dédicace et la préface. Ce fut pour combattre des impressions peu favorables aux réfugiés, qui s'étaient répandues dans quelques endroits parmi les Anglais du Massachusetts aussi bien que de Rhode-Island. La guerre était alors déclarée entre l'Angleterre et la France. Les incursions d'Indiens et de Français du Canada avaient commencé. Une flotte française était annoncée. On soupçonnait fortement les jésuites d'avoir des espions secrets à Boston et dans d'autres villes de la Nouvelle-Angleterre (2). La présence d'un aussi grand nombre de Français, bien qu'ils fussent protestants et réfugiés, inquiétait les esprits et y répandait la méfiance.

Ces sentiments de défiance atteignirent même plus tard un tel degré qu'ils furent partagés par la cour gé-

(1) L'introduction expose ainsi l'objet de la prédication de ce sermon. « L'auteur ayant dû remplir une part de son ministère à » l'église française de Boston, jusqu'à ce qu'il eût plu à Dieu de » lui procurer un pasteur, il fut très surpris de remarquer que » bien des dimanches cette église, contrairement à son habitude, » négligeait extrêmement les aumônes pour les pauvres, que » notre discipline recommande à la fin de chaque culte. C'est » ce qui lui fit prendre la résolution de traiter ce sujet ; ce qu'il » a fait dans ce sermon. »

(2) « Je me rappelle que M. Dellius, le ministre d'Albany, me » dit que le comte de Frontenac lui avoua qu'il recevait une » grande partie de ses lettres et de ses intelligences de France » par la voie de Boston, tout le temps de la dernière guerre » (Lord Bellomont aux lords du Conseil de commerce, 21 septembre 1698, *Documents relative to the col. History of the State of N.-Y.*, IV, 379).

nérale du Massachusetts qui, en octobre 1692, prit la résolution suivante :

« Considérant que, parmi les nombreux français gentilshommes et autres qui se sont fixés au milieu de nous et qui prétendent être protestants, il y en a qui sont papistes et ennemis de Leurs Majestés et du bien de la province, il est humblement proposé à Son Excellence le gouverneur et au conseil s'il n'est pas nécessaire qu'une enquête soit faite sur la condition des Français établis parmi nous, qu'un serment de fidélité à nos souverains, le roi Guillaume et la reine Marie, leur soit imposé, et que ceux qui refuseraient de prêter ce serment soient traités comme ennemis de Leurs Majestés; qu'on envoie incontinent un homme prudent, avec une escorte suffisante, dans chacune des plantations de cette province, pour y faire une enquête sur l'état de leurs affaires et pour rechercher la poudre, le plomb, les pelleteries, etc., et que si l'on trouve quelques Français ou Indiens qui ne rendent pas d'eux-mêmes un compte satisfaisant, ils soient saisis et conduits à Boston pour être procédé contre eux suivant ce que l'affaire requerra (1). »

A Rhode-Island, les mêmes soupçons s'élevèrent contre les réfugiés. Ils souffrirent cruellement de l'ignorance et de la défiance de leurs voisins, qui, arbitrairement, prirent sur eux d'effectuer la recherche des armes que l'on avait proposée comme mesure légale.

Les Anglais les plus intelligents et les plus calmes se joignirent aux Français pour présenter leurs réclamations aux autorités de Boston au sujet de ces violences imméritées. Le gouvernement provisoire du Massachu-

(1) *Mass. Archives*, XI, 65.

setts (3 mai 1689), apprenant du « major Richard Smith et » de M. Corey [Carré], ministre de la plantation française » récemment établie dans le pays de Narragansett à » Rochester, près de l'habitation du major Smith, que » les habitants de Greenwich insultent et projettent de » violenter les Français de ladite plantation, en leur en- » levant leurs armes, brisant leurs clôtures et détruisant » leurs prairies, ce qui semble une grande extrava- » gance, » les engagea à s'abstenir de tout procédé de ce genre, « s'ils avaient souci de leur propre paix, » ajoutant qu'une pareille conduite mécontenterait au plus haut point la couronne d'Angleterre, les réfugiés français étant reconnus pour de bons protestants et très estimés. Si quelque différend avait surgi entre eux, ils devaient le soumettre à une décision légale (1).

Le 3 mars suivant (1690), le gouvernement de Rhode-Island ordonna aux colons français de se présenter devant John Greene, à Warwick, et de prêter serment de fidélité à la couronne de la Grande-Bretagne, après quoi ils devaient vivre à l'abri de toute inquiétude tant qu'ils demeureraient en paix (2). Les réfugiés ne firent pas de difficultés de se soumettre à ces mesures de précaution; mais ils furent douloureusement impressionnés à la seule pensée que leur profond attachement à une foi religieuse pour laquelle ils avaient tant souffert avait pu être mis en doute. Le pasteur Carré saisit donc joyeusement l'occasion que ses amis de Boston lui procurèrent pour parler en faveur des colons de Narragansett.

« Notre petite colonie, » écrit-il dans sa dédicace à

(1) *Mass. Archives*, XI, 45.

(2) *History of the State of Rhode-Island*, by S. G. Arnold, I, 519. — (*Historical mss.*, *ubi supra*).

John Pastré, « vous aura une vive obligation, car vous » la justifierez par là en quelque sorte des calomnies » qui rendaient suspect notre établissement dans ce » nouveau monde; car on peut aisément comprendre » que des personnes qui conservent une telle doctrine, » à cause de laquelle ils ont bravé tant de périls et de » misères, ne peuvent raisonnablement pas passer pour » papistes, et que c'est un manque de compassion et » de charité que de les en accuser. Je crois que c'est » le motif le plus sérieux et le plus important qui vous » engagera à publier ce sermon. »

Mais le bon vouloir de quelques amis ne pouvait sauver l'établissement français. Dans l'été de 1691, la colonie fut dispersée et toutes les familles qui la composaient, sauf deux ou trois, se retirèrent à Frenchtown. L'histoire de cette catastrophe nous est retracée par le docteur Ayrault, dans son style étrange et pittoresque : « La protection*de notre liberté et de notre propriété » sous ledit gouvernement ne dura pas deux ans, avant » que nous ne fussions inquiétés par la populace, qui » abattait nos clôtures et dévastait nos terres, nous en- » levant ainsi tout profit; et nous avions consacré à » l'amélioration de ces terres le peu que nous avions » sauvé de France. La ruine nous menaçait. Les me- » naces d'une foule de vauriens jetaient nos femmes et » nos enfants dans de perpétuelles alarmes. Ce que » nous espérions récolter sur nos terres pour notre » subsistance était détruit par des gens qui venaient » jour et nuit ouvrir nos clôtures. Il nous semblait si » dur d'entendre les cris de nos femmes et de nos en- » fants, déplorant leur cruel sort, et de nous voir » nous-mêmes ruinés, nous qui avions fui devant la per- » sécution et étions venus sous la gracieuse indulgence

» de Sa Majesté, que le gouvernement nous avait pro-
 » mise. Et quand nous nous plaignions au gouvernement,
 » nous ne pouvions avoir aucun secours, quoique quel-
 » ques-uns nous eussent aidé, croyons-nous, s'ils avaient
 » pu supporter avec patience les mauvais traitements
 » qu'ils devaient s'attendre à recevoir des habitants
 » désordonnés qui y étaient aussi établis. Beaucoup
 » d'habitants anglais, qui avaient pitié de nous, nous
 » auraient aidé; mais lorsqu'ils tentaient de le faire, ils
 » étaient maltraités. En sorte que ces choses nous firent
 » chercher un lieu de refuge dans notre malheureuse
 » position, et apprenant que nombre de nos malheureux
 » compatriotes avaient été protégés et bien traités à
 » Boston et à Yorke, cela nous fit chercher de nouvelles
 » demeures, où les gouvernements auraient compassion
 » d'eux et leur donneraient du secours et de l'aide pour
 » la subsistance de leurs femmes et de leurs enfants.
 » Deux familles seulement se transportant à Boston, et
 » le reste à New-York, où quelques-uns achetèrent des
 » terres, à qui on laissa du temps pour payer. Et ainsi ils
 » furent tous chassés de leurs terres et de leurs maisons,
 » de leurs vergers et de leurs vignes, recevant quelque
 » petite chose de quelques Anglais pour leur travail et
 » laissant ainsi leurs habitations. Quelques-uns d'entre
 » eux ne reçurent rien pour leur travail et les amélio-
 » rations qu'ils avaient apportées aux terres; mais les
 » habitants de Greenwich qui leur avaient causé ces
 » désagréments, prenant les terres, les cultivèrent
 » comme ils purent, et abattirent et démolirent bientôt
 » notre église. »

Il résulte du récit d'Ayrault que les désordres qui
 amenèrent l'abandon de la plantation française doivent
 être attribués à la vile populace et qu'ils furent haute-

ment désapprouvés par la partie la plus honorable de la population. Rhode-Island comptait sans doute beaucoup de ces gens sans aveu, prêts pour toutes les entreprises de désordre (1). Le conflit relatif aux titres de propriété, tant entre les propriétaires individuels qu'entre les villes, avait entraîné, spécialement dans le Narragansett, des rixes et des bagarres continuelles.

Les violences dont les huguenots, étrangers inoffensifs qui fuyaient la plus cruelle persécution, furent victimes, sembleraient cependant indiquer une méchanceté plus qu'ordinaire, si nous ne savions pas que le terrain qui leur avait été frauduleusement concédé avait été déjà, plusieurs années auparavant, assigné à d'autres colons. En octobre 1677, le gouvernement de Rhode-Island avait concédé ce territoire, sur lequel fut établie la ville d'East-Greenwich, et l'avait divisé par lots entre certaines personnes nominativement désignées (2). Les Français, victimes de la peu scrupuleuse société Ather-ton, occupaient et cultivaient innocemment des terrains sur lesquels d'autres colons avaient un droit antérieur.

En quittant Narragansett, les réfugiés se dispersèrent en divers endroits. Sept familles, — Allaire, Arnaud, Beauchamp, Barbut, Dechamps, Légaré et Tourtellot, — se fixèrent à Boston. Germon et Grignon s'établirent à New-Oxford. Paul Collin vint à Milford (Connecticut). Quatre familles, — Bretin, Chadène, Forétier et Renaud, — vinrent à New-Rochelle. Quatre autres, — Amian, Jouet, Le Brun et Le Gendre, — gagnèrent la Caroline du Sud. Le plus grand nombre se fixèrent à New-

(1) *History of Rhode-Island*, by S. G. Arnold, tome I, p. 442.

(2) *Memoir concerning the French Settlements in the Colony of Rhode Island*, by Elisha R. Potter (*Rhode Island Historical Tracts*, n° 5), page 23.

York. Vingt et un des noms qui figurent sur le plan de Frenchtown se retrouvent dans les registres de l'église française de New-York — Bouniot, Coudret, Jean David, Josué David senior, Josué David junior, veuve Galay, Grazilier, Jamain, Lafon, Lambert, La Vigne, Le Breton, Jacques Magni, Jean Magni, Rambert, Ratier, Robineau, Daniel et Jacques Targé, Traverrier et Tougère.

Nous ignorons ce que devinrent les quelques autres colons après leur départ de Narragansett, ainsi que l'excellent pasteur de la colonie, Ezéchiel Carré. Nous n'avons pu découvrir s'il retourna en Europe ou s'il finit sa carrière dans quelque partie du nouveau monde.

La dispersion ne fut cependant pas totale. Deux familles françaises, Le Moine et Ayrault (1), demeurèrent dans l'établissement ou à une petite distance. Une troisième, Julien, ne se retira que jusqu'à Newport (2). Moïse Le Moine occupa une ferme qui est toujours restée depuis à ses descendants et qui couvre l'emplacement du village huguenot. Le nom primitif de cette famille s'est transformé en celui de Money ou Mawney. Pierre Ayrault conserva ses propriétés, malgré tous les efforts qui furent faits pour le déposséder. Il avait « palissadé » cinquante acres de terrains, et y avait fait de grands « aménagements, un vaste verger, un jardin, une vigne et une bonne habitation. » Les tribulations qu'il souffrit de la part des « hommes de Greenwich, » qui ne se bornaient pas à briser ses clôtures, mais changeaient les limites de ses champs, sont relatées dans la pétition.

(1) Voir le Mémoire du juge Potter concernant les établissements français à Rhode-Island, pour le détail des généalogies de ces familles.

(2) Jean Julien, « chapellier, » habitait Newport en 1702.

tion pathétique (1) qui reproduit toutes les vicissitudes de l'établissement de Frenchtown et de son abandon, pétition que nous avons déjà citée. Soit ses remontrances au gouvernement, soit la résistance opiniâtre qu'il opposa à ses persécuteurs finirent par lui réussir, car il resta à Narragansett jusqu'à sa mort, qui arriva vers 1711. A ce moment, son fils Daniel s'établit dans le commerce à Newport et vendit la propriété d'East-Greenwich.

Dans le reste de Rhode-Island, nombre de protestants, isolément ou par groupes, s'établirent à la fin du dix-septième siècle ou au commencement du dix-huitième. Peter Tourgée et ses frères vinrent directement de l'île de Guernesey, dans le temps de l'établissement des Français à Narragansett, et s'établirent à North-Kingstown, auprès de cette colonie. Leurs descendants s'y sont perpétués durant plusieurs générations. La famille Tourgée est originaire de la province de Bretagne, où ce nom existe encore, et se déroba à la persécution en se réfugiant dans les îles de la Manche (2). François Le Baron, médecin huguenot, se fixa

(1) 5 août 1700.

(2) Peter Tourgée avait trois fils : Peter, John et Philip. Les enfants de Peter furent Thomas (né en décembre 1722), Philip (octobre 1724), Elizabeth (1728), Peter (février 1733) et John (né en décembre 1735, décédé en 1812). John était père de Jérémiah, né en décembre 1778 et mort en 1867. Son fils Ebenezer, né à Warwick en 1809, mourut en octobre 1878 (*Memoir of the French Settlements in the Colony of Rhode-Island*, by Elisha R. Potter. Pages 132, 133. Ce mémoire confond du reste à tort la famille Tourgée avec la famille Targé, mentionnée plus haut).

Cette famille Tourgée est maintenant dispersée sur toute l'étendue des Etats-Unis. L'une des branches habite la province de l'Ontario (Canada). Elle est représentée par le juge A. W. Tourgée, auteur de plusieurs ouvrages populaires excellents, et par le professeur Eben Tourgée, directeur du Conservatoire de musique de la Nouvelle-Angleterre, à Boston (Massachusetts).

dans la Nouvelle-Angleterre après la révocation, et mourut à Plymouth (Massachusetts), en 1704 (1). — Pierre Papillon et sa femme Joan étaient déjà venus de Boston à Bristol (Rhode-Island), vers l'année 1681. — Pierre pouvait appartenir à une famille huguenote du même nom, originaire d'Avranches, en Normandie. Les Papillon endurèrent de grandes souffrances pour la religion. David, après une captivité de trois ans, réussit à fuir en Angleterre, où ses descendants ont prospéré (2). Philip fut le premier huguenot qui siégea à la Chambre des communes. Pierre, qui se réfugia en Amérique, arriva au Massachusetts dès 1679 (3). Son fils, Peter, connu sous le nom de capitaine Papillon, devint négociant à Boston (4). Jacques Pineau, dont le

(1) « Le Baron » est mentionné par le juge Potter (*Memoir*, etc., p. 137) parmi les colons français de Rhode-Island. A la génération suivante, le docteur Lazarus Le Baron, « fils de ce réfugié, descendant de huguenots, » habitait à Plymouth. Sa fille Elisabeth, née le 1^{er} janvier 1746, épousa en 1762 le Rév. Ammi Ruhamah Robbins, pasteur de l'église congrégationaliste de Norfolk (Connecticut) de 1761 jusqu'à sa mort, en 1813. Elle mourut en septembre 1829 (*Annals of the American Pulpit*, by W^m B. Sprague, D. D., tome I., p. 370. Sermon aux funérailles d'Elizabeth Robbins, par Ralph. Emerson, pasteur de l'église de Norfolk (Connecticut).

L'inscription sur la tombe de « M. Francis Lebaran, médecin » à Plymouth (Massachusetts), est encore lisible. « Il quitta cette vie le 8 août 1704 dans la 36^e année de son âge. » — « Le Dr Le » Baron était chirurgien à bord d'un corsaire français qui avait fait naufrage dans la baie de Buzzard. Il vint à Plymouth, et y ayant effectué une opération chirurgicale importante, les notables adressèrent une pétition au comité exécutif de la colonie, pour qu'il fût libéré de sa captivité de guerre et qu'il pût s'établir dans leur ville. Nous croyons que c'est de cet ancêtre que sont descendues toutes les familles qui portent ce nom dans les Etats-Unis. » (M. Russell, dans les *Pilgrim memorials*).

(2) *The Huguenots*, by Samuel Smiles, pp. 319, 422. (Page 308 de la traduction française.)

(3) *The Huguenots in the Nipmuck Country*, by G. F. Daniels, pp. 46, 47.

(4) En 1722, il commandait un navire contre les pirates des

nom se transforma bientôt en Pinneo, vint à Bristol vers 1700 en compagnie de Jean Soulard. La tradition rapporte qu'ils fuirent la persécution de France, s'établirent à Plymouth (Mass.), et que, ne pouvant payer leur passage à travers l'Océan, ils furent vendus par le capitaine pour quatre ans. Leur conduite fut telle, cependant, qu'ils furent relâchés au bout de peu de mois. Vers 1725, ils allèrent de Bristol à Lebanon (Connecticut), où Pineau a laissé des descendants (1). Soulard s'y fixa également (2). Auguste Lucas, Rochelais, dont la sœur Marie avait épousé André Laurent (3), suivit ce réfugié en Amérique, peu d'années après, et se fixa à Newport (Rhode-Island). Avant de laisser la France, il avait épousé à Saint-Malo (6 janvier 1696) la fille de Daniel Lefebvre de Garhere, qui mourut peu après son arrivée à Newport (4). Sa seconde femme était petite-

côtes de la Nouvelle-Angleterre (Savage, *Gen. Dict.*). Katherine, sa veuve, et John Wolcot, esq., de Salem (Massachusetts), son gendre, reçurent, par acte du 10 mai 1733, l'administration des biens du capitaine Peter Papillon, marchand à Boston. Son hôtel était dans Bennet-Street. Quatre filles, dont deux, Martha et Marah, mineures, sont mentionnées dans cet acte. La veuve de Peter mourut avant le 24 janvier 1734 (*Probate office, Suffolk county*, n° 6425).

(1) James Pinneo eut deux fils et trois filles. L'aîné, James, né en 1708, épousa Priscilla Newcomb, dont le fils, James, fut le père du Rév. Bezaleel Pinneo, qui demeura cinquante-trois ans pasteur de la première église de Milford (Connecticut) (de 1796 à sa mort, en septembre 1849). La famille Pinneo s'est beaucoup étendue; elle est représentée surtout dans la Nouvelle-Angleterre, les Etats du centre, le New-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse.

Plusieurs familles de ce nom s'étaient expatriées à la révocation. Citons Jeanne et Catharine Pinaud, natives de Cherveux, en Poitou (*Archives nationales*, Tt.). Un James Pineau fut naturalisé en Angleterre le 5 janvier 1688, en même temps qu'une famille Soulard.

(2) Jean Soulard, « maître armurier » de La Rochelle, est mentionné en 1675 (Papiers Bernon).

(3) Voir page 233.

(4) *Memoir concerning the French settlements in the Colony of Rhode-Island*, par Elisha R. Potter, p. 134.

filles de John Eliot, « l'apôtre des Indiens. » Son fils, Augustus Lucas, épousa Mary Caner, dont la fille Mary épousa James A. Hillhouse. Une autre fille, Barsheba, se distingua par ses talents littéraires (1).

D'autres réfugiés, arrivés à Rhode-Island à une époque bien antérieure, étaient aussi probablement des protestants français. Mathurin Ballou aborda à Providence en 1639 (2). Plus d'un siècle après, un autre Mathurin, son descendant, était pasteur de l'église baptiste de Richmond (New-Hampshire). Son fils, Hosea Ballou (3); devint un ministre influent de la dénomination universaliste des Etats-Unis (4).

Daniel Grennell, issu d'une « famille française, » était à Portsmouth (Rhode-Island), en 1638 (5). Il fut l'ancêtre de trois négociants importants de New-York : Joseph, Moses H. et Henry Grinnell.

Peu après la ruine de l'établissement français de Narragansett, Rhode-Island devint le refuge de Gabriel Bernon, le hardi négociant huguenot dont nous avons déjà suivi la carrière à Boston et à New-Oxford. Bernon passa près de quarante années à Rhode-Island. Pendant huit à neuf ans, il résida à Newport (1697-1706). En 1706, il vint à Providence. Six ans plus tard, il se fixa à Kingstown (1712), puis retourna en 1718 à Providence, où il demeura jusqu'à sa mort, en 1736.

Bernon fut sans doute attiré à Newport par l'import-

(1) *History of the protestant episcopal Church in Narragansett (Rhode-Island)*, par Wilkins Updike, p. 507.

(2) Savage, *Gen. Dict. of the first settlers of N.-E.* — La France protestante fait erreur en mentionnant Ballou parmi les réfugiés en Amérique, au moment même de la révocation.

(3) Né le 30 avril 1771, décédé le 7 juin 1852.

(4) Eliza Ballou, mère du président de la république des Etats-Unis James A. Garfield, était de cette famille.

(5) Savage, *Gen. Dict. of the first settlers of N.-E.*

tance croissante de cette ville, qui commençait à se placer à la tête des villes commerçantes de la Nouvelle-Angleterre. Associé avec son compatriote et coreligionnaire Daniel Ayrault, il s'engagea avec une énergie caractéristique dans les opérations commerciales les plus variées. Rhode-Island tenait en ce moment la tête du commerce avec les Antilles. Ses navires, « fins et légers, » étaient renommés pour la facilité avec laquelle ils échappaient aux corsaires français qui croisaient devant les ports américains. La jeunesse de la province aimait les entreprises maritimes et la marine marchande ne manquait jamais de volontaires. Le principal commerce de Newport, qui se faisait avec les îles de Curaçao et de Surinam, était très rémunérateur. Bernon employait pour ces expéditions plusieurs navires, dont un, au moins, lui appartenait, et il avait pour correspondants à Curaçao des négociants français, Jacob Alard, Jacques Poissant et Jean Girard. Si les profits étaient considérables, les pertes étaient parfois terribles. Mainte généalogie des familles de Rhode-Island mentionne quelque membre de cette époque comme « perdu en mer » (*lost at sea*). Gabriel, fils unique de Bernon, fut l'une des victimes de ce commerce périlleux. Suivant la tradition, « il s'embarqua avec un capitaine Tripe sur un vaisseau destiné pour les Indes orientales, qui se perdit dans une tempête de neige, au sortir de la baie, et tous ceux qui étaient à bord périrent (1). ».

(1) Parmi les papiers Bernon figure une intéressante lettre adressée de Boston par le jeune Gabriel, le 29 décembre 1696, à son père alors en Angleterre. Le sentiment, le style et l'écriture même nous représentent un jeune homme d'une intelligence et d'une culture rares. Un correspondant de Bernon lui écrit, d'ailleurs, en 1699 : « Je vous suis bien obligé de l'adresse que vous

L'industrie des réfugiés huguenots peut être personnifiée dans la vie de cet éminent négociant de Rhode-Island, et ce fut pendant son séjour à Newport que son activité fut la plus grande. Peu d'années après, Bernon estimait qu'il avait « dépensé plus de dix mille livres, pour l'avantage du pays, dans la construction des navires, la fabrication des clous, et en développant les manufactures de tissus, de chapeaux, de résine, etc. » Une de ces branches de commerce mérite une mention spéciale : « La fabrication des chapeaux fut en effet une » des plus belles industries dont les réfugiés dotèrent » l'Angleterre. En France, elle avait été presque entiè- » rement entre les mains des réformés. Eux seuls pos- » sédaient le secret de l'eau de composition qui sert à » la préparation des peaux de lapin, de lièvre et de cas- » tor, et eux seuls livraient au commerce les chapeaux » fins de Caudebec, si recherchés en Angleterre et en » Hollande. Après la révocation, la plupart se retirè- » rent à Londres, emportant avec eux le secret de leur » art, qui resta perdu pour la France pendant plus de » quarante ans. Ce ne fut qu'au milieu du dix-huitième » siècle qu'un chapelier français, nommé Mathieu, » après avoir longtemps travaillé à Londres, y déroba » le secret emporté par les réfugiés, le rapporta dans » sa patrie, le communiqua généreusement aux chape- » liers de Paris, et fonda une grande manufacture dans » le faubourg Saint-Antoine. Avant cet heureux larcin, » la noblesse française et tous ceux qui se piquaient » d'élégance ne portaient que des chapeaux de fabrique » anglaise, et les cardinaux de Rome eux-mêmes fai-

» me donnaste pour M. vostre fils ; il est digne d'un tel père.
 » Ses manières obligeantes ne dérogent en rien des vostres. »

» saient venir leurs chapeaux de la célèbre manufacture
» de Wandswath, établie par les réfugiés (1). »

La préparation des peaux et la fabrication des gants étaient aussi au nombre des industries dans lesquelles excellaient les huguenots. Ces industries furent transportées en Amérique par les réfugiés. Plusieurs des protestants français de Boston se livraient à la fabrication des chapeaux. Bernon les fournissait de peaux qu'il recevait préparées de sa chamoiserie d'Oxford, et expédiait à Peter Signac, John Baudouin et autres à Boston, ainsi qu'à John Julien, qui faisait le même genre d'affaires à Newport. Une cargaison, embarquée en août 1703 à l'adresse de son agent Samuel Baker, comprenait des peaux de loutre, de castor, de raton, de daim et autres, estimées à quarante-quatre livres.

Bernon était à peine fixé à Newport qu'il reçut une lettre du comte de Bellomont, gouverneur de New-York, avec les assurances de sa considération et de son bon vouloir.

« De la Nouvelle York, ce 23^e novembre 1698.

» Monsieur, je suis fâché d'apprendre que vous avez
» quitté la Nouvelle Angleterre pour venir habiter dans
» Rode-Island ; c'est une nouvelle que M^r Campbel
» me dis, ce qui m'afflige beaucoup, puisque j'avez des-
» sin de vous faire toute l'amitié possible Lors que Je
» serais arivé à Boston. J'ay de la honte de ne vous
» avoir pas Ecrit plutost, mais Je vous assure que cela
» na été faute d'Estime, mais seulement pour avoir été

(1) Documents communiqués par M. Burn. Comparez *Erman et Réclam*, tome V, pp. 51, 52, et tome IV, p. 295. (Charles Weiss, *Histoire des réfugiés protestants de France*, tome I, livre III, chap. III).

» continuellement occupé aux affaires de mon gouver-
 » nement. Si vous trouvez a propos de vous venir eta-
 » blir icy dans Cette Ville, je feray tout mon possible
 » de vous donner de l'Encouragement, Je noublieray
 » pas la recommandation de Monsieur Le comte de
 » Gallway en votre faveur et sans compliment Je suis
 » fort disposé d'y repondre par toute sorte de Bons
 » Offices. Je Seray Bien Ayse de vous voir ici, afin de
 » descourir avec vous sur de certaines afaire qui Re-
 » garde Le Service du Roy.

» Je Suis, avec une veritable Estime et amitié,
 » Votre tres humble Serviteur.

» BELLAMONT.

» *For monsieur Bernon, a French marchand (In Rode-
 » Island) (1).* »

Le sujet de l'entretien proposé était un plan que Bernon avait soumis à lord Bellomont, pour employer la force militaire de la province à la fabrication des approvisionnements maritimes. Au mois de mars suivant (1699), il répondit à l'invitation du gouverneur et se rendit à New-York, où il fut reçu avec beaucoup de témoignages de considération. Lord Bellomont écrivit au conseil de commerce pour patronner chaleureusement le plan de Bernon (2).

(1) *Papiers Bernon.*

(2) « Mons. Bernon est un négociant français et un homme des
 » plus honorables, que j'ai connu en Angleterre. Il m'a été chau-
 » dement recommandé par Lord Gallway et plusieurs autres gen-
 » tilshommes français. Il a passé quelques années à Boston, et
 » a fait dans ce pays une quantité de goudron, de résine et de
 » térébenthine. Je l'ai entretenu sur ces diverses industries et
 » j'estime que le roi peut être approvisionné au mieux dans cette
 » province pour les diverses espèces de denrées que je viens de
 » nommer, et cela pour les raisons suivantes. Il pousse un nombre

En septembre, il vint à Newport pour examiner certains griefs contre l'administration des affaires publiques à Rhode-Island. A cette occasion, une pétition signée par seize personnes, — et, en tête, par deux huguenots, Gabriel Bernon et Pierre Ayrault, — fut présentée au gouverneur, afin de demander son appui pour entretenir un pasteur de l'église d'Angleterre. Les pétitionnaires exposent que, avec d'autres habitants de l'île, ils sont convenus d'élever une église pour le service de Dieu, suivant le rite anglican, mais qu'ils sont dans l'impossibilité de fournir sans aide les honoraires d'un ministre.

Ils prient en conséquence Sa Seigneurie d'intercéder auprès du roi en sa qualité de gouverneur de la colonie, de façon à ce qu'ils soient protégés et aidés dans cette entreprise, et aussi de les recommander au conseil du commerce ou à ceux des ministres qu'il jugerait pouvoir la faire aboutir.

Les conséquences de cette demande furent considérables. Lord Bellomont envoya la pétition des membres de l'église épiscopaliennne de Newport au conseil de commerce avec un avis très favorable. La pétition fut communiquée à l'évêque de Londres, qui la soumit au roi,

» infini de pins à Long-Island ou Nassau-Island, et sur les deux
 » rives du fleuve Hudson, ainsi qu'entre Albany et Schenectady;
 » et le transport par eau contribuera puissamment à les procurer
 » à bon marché. Alors je voudrais avoir des soldats employés à la
 » fabrication à solde anglaise entière, qui est 8^d par jour et un
 » supplément de 4^d par jour, soit 12^d en tout. Tout ce que je
 » propose comme prix pour la direction est 200 liv. par an, ar-
 » gent de New-York, à M. Bernon, et 2^s 6^d par jour à chaque
 » lieutenant, argent de New-York, un lieutenant pour chaque cen-
 » taine de soldats pour les tenir au travail » — Comte de Bello-
 mont aux lords du conseil de commerce, New-York, 17 avril 1699.
 (La lettre est en anglais.) (*Documents relative to the colonial history of the State of New-York*, tome IV, pp. 502-503).

et le roi la retourna au conseil de commerce, pour qu'il l'examinât et en fît l'objet d'un rapport (24 octobre 1699). D'autres pétitions d'Amérique demandant de l'aide pour faire les honoraires de pasteurs et pour répandre le christianisme chez les Indiens, furent présentées vers le même temps, et ces appels amenèrent la formation de la Société pour la propagation de l'Évangile dans les pays étrangers, approuvée par le roi Guillaume III, qui lui octroya une charte le 16 juin 1701.

Bernon avait été membre de l'église réformée française jusqu'à son départ du Massachusetts, et ses relations avec le pasteur Daillé et les anciens de l'église de Boston continuèrent à être intimes et cordiales. Mais à Rhode-Island, jeté au milieu d'une population anglaise, il se joignit de tout cœur au projet d'établissement d'une église anglicane, dont il devint un membre fidèle et zélé. Il contribua à la fondation des trois premières églises épiscopales de Rhode-Island : l'église de la Trinité à Newport (1699), Saint-Paul à Kingstown (1707) et Saint-Jean à Providence (1722) (1).

(1) On lit sur une plaque dans la muraille de l'église Saint-Jean, à Providence, l'inscription suivante :

« En mémoire de GABRIEL BERNON, fils d'ANDRÉ et de
 » SUZANNE BERNON, né à La Rochelle, France, le 6 avril,
 » A. D. 1644. Huguenot. Après une captivité de deux années
 » pour cause de Religion, avant la révocation de l'Edit de Nan-
 » tes, il se réfugia en Angleterre, puis vint en Amérique, A. D.
 » 1688. Il continua ici à contribuer avec fermeté à l'honneur de
 » l'Eglise et à la gloire de Dieu. L'histoire de Rhode-Island rap-
 » porte que c'est à la piété persévérante et au zèle infatigable de
 » Gabriel Bernon que les trois premières Eglises épiscopales de
 » Rhode-Island durent leur existence. L'église du roi, aujour-
 » d'hui de Saint-Jean, Providence, fondée A. D. 1722, en est
 » une. Il mourut dans la Foi une fois délivrée aux Saints, le
 » 1^{er} février A. D. 1736, dans la 92^e année de son âge, et est en-
 » seveli sous cette église. « Quiconque aura quitté maisons, ou frè-
 » res, sœurs, père, mère, femme, enfants, terres, à cause de mon

Son zèle pour la religion dans sa patrie d'adoption ne se ralentit pas avec les infirmités de la vieillesse. Dans sa quatre-vingt-unième année, pendant l'été de 1724, il passa l'Océan pour représenter à l'évêque de Londres et à la Société pour la propagation de l'Evangile dans les pays étrangers les besoins de l'église de Providence et l'importance d'envoyer un ministre capable dans cette ville prospère.

Comme beaucoup de réfugiés, Bernon s'était rattaché loyalement à la couronne d'Angleterre. « Nous devons, » disait-il, « chaqu'un de nous, nous soumettre sous le gouvernement où nous nous rencontrons. C'est pour nous un grand bonheur et un grand honneur de nous pouvoir dire et réclamer bons sujets de notre Souverain le Roy Guillaume, que puisque Dieu nous commande de nous assujétir au puissance royale, qu'on ne peut avoir trop de vénération pour un sy grand, sy bon et sy illustre prince, ny trop de Respect pour ses gouverneurs qui nous le Représente. » La conduite des principaux protestants français de Boston, qui appuyaient le parti opposé à la politique du gouverneur Bellomont, excita un vif déplaisir chez Bernon, et les violents reproches qu'il leur adressa amenèrent une rupture qui ne se raccommoda jamais. Son dévouement à Dudley et son manque de sympathie pour l'esprit puritain finirent aussi par l'éloigner de ses anciens amis de Boston. Le juge Sewall nous dépeint dans son journal une des fréquentes apparitions du réfugié dans cette ville.

« Revenant d'une prédication à Charleston, je ren-

» Nom, il en recevra cent fois autant et héritera la vie éternelle »
» (saint Matth.). » (L'inscription est en anglais).

» contrai M. Bernon dans la rue Sudbury; il se dé-
 » tourna de moi et ne paraissoit pas me voir, mais je lui
 » parlai. Immédiatement après, je rencontrai le colo-
 » nel Vetch dans la Chambre du conseil et je lui dis :
 » — M. Bernon est en ville, comme je vous disais qu'il
 » viendrait. Il prit la chose en riant et dit qu'il lui avoit
 » acheté du cidre. Il supposoit qu'il avoit quelque af-
 » faire ici. J'observai qu'il étoit à la revue de Sir Char-
 » les, et qu'il fit le tour de la troupe l'épée au côté (1),
 » suivi par les officiers du gouverneur (2). »

Le protestantisme de Bernon n'étoit pas moins ferme que son attachement à la couronne. Jusqu'en 1714, il continua à échanger avec son frère Samuel, catholique romain, de Poitiers, des lettres sur la différence de leurs convictions religieuses, et la controverse paraît avoir été soutenue avec assez d'âpreté des deux côtés. Il échangea également des lettres avec le fameux évêque de La Rochelle, Frézeau de la Frézelière, et son successeur, M. de Champflour. Le vieil huguenot, jusqu'à la fin de sa vie, fut toujours révolté contre tout ce qui ressembloit à l'arrogance et à la domination ecclésiastique. En 1723, l'excentrique John Checkley publia à Boston sa brochure intitulée : *Modestes preuves de l'ordre et du gouvernement établi par le Christ et ses apôtres dans l'Eglise*,

(1) L'épée de Bernon est conservée par son descendant, Charles Bernon Allen, esq., à Providence (Rhode-Island). On y voit gravé sur la lame « *1*4*1*4* ». Cette date correspond précisément à l'une des guerres de la maison de Bourgogne, dont la famille Bernon prétendait descendre (p. 229). Delfius rapporte en effet « qu'en 1414 Jean l'Intrépide vint en Bourgogne à la tête de » vingt mille cavaliers, soumit toutes les places fortes de Ton- » nerre et les donna à son fils Philippe » (*Rerum Burgundicarum libri sex*, p. 102).

(2) *Diary of Samuel Sewall* (11 août 1709), tome II, pp. 261-262.

recommandé pour être mis dans les mains des laïques. Bernon écrivit au conseil de l'église de la Trinité de Newport, -qui en avait approuvé la publication, et la dénonça comme un piège de l'adversaire, se plaignant qu'on eût abusé de son propre nom dans cette recommandation (1).

La première femme de Bernon, Esther Le Roy, mourut à Newport le 14 juin 1710 à l'âge de cinquante-six ans. Il épousa en 1712 Mary Harris. Son second mariage fut très heureux. Les dernières années de ce réfugié rochelais s'écoulèrent paisiblement à Providence, dans la maison qu'il se construisit auprès de la source de Roger William (2), où nous le voyons ensei-

(1) « Votre livre insinue, » écrit Bernon, « 1^o que les laïques sont » les esclaves des ecclésiastiques, qui les doivent conduire à leur » plaisir et instruire par leurs lèvres ; 2^o que les ecclésiastiques » peuvent revetir et despouiller les laïques suivant leur prétendue » succession ; 3^o que les ecclésiastiques ont le gouvernement spirituel et temporel et immuable, ce qui est très absurde, opposé » comme le clergé du Papisme à l'ordre du gouvernement que » Dieu a établi par Moyse, et Christ déclare à ses disciples que » celui qui voudra être le premier sera le dernier. » — « Je suis » né gentilhomme laïque de France, » continue-t-il, « naturalisé » Anglois, que je prends à grand honneur plus que toutes les richesses de France, parce que les laïques d'Angleterre ne sont » pas, comme les laïques de France, esclaves du clergé et les » haquenées du Pape ; pour quoy, plutôt que de le souffrir, j'ay » abandonné ma patrie, mon bien et mes amis pour me venir » ranger et soumettre sous le gouvernement anglois, où je suis » solennellement engagé par serment devant Dieu » (Papiers Bernon).

(2) « Gabriel Bernon avait fait construire ici une maison dans » le style français avec un porche sur la rue. Cette maison était » charpentée en bois, deux étages par devant et trois par derrière, » et, pour le temps, l'une des plus élégantes de la ville. L'écriture » vain se rappelle parfaitement la source qui avait attiré l'attention de Roger Williams et l'avait décidé à tourner la proue de » son canot dans cette direction. Elle coulait abondamment de » la terre en courant puissant qui allait se jeter dans la rivière » voisine » (*Historical sketch of the life of Gabriel Bernon*, ms. par feu Zachariah Allen, L.L. D.).

gner à sa femme et à ses enfants anglais les vers pieux qu'il avait composés dans sa langue natale, correspondre avec le doyen Berkeley à Newport, et rédiger ses pieuses réflexions sur Thomas A-Kempis et sur les consolations de Drelincourt. Il mourut le 1^{er} février 1736, âgé de quatre-vingt-onze ans et dix mois, et fut enseveli, comme on l'a déjà vu, dans l'église de Saint-Jean, à Providence, « avec des marques inusitées de respect (1). »

On lit, le 19 février 1736, dans un journal de Boston, la notice suivante :

« M. Gabriel Bernon a quitté cette terre le 1^{er} de ce
 » mois, à Providence, dans la quatre-vingt-douzième
 » année de son âge. C'était un gentilhomme par la
 » naissance et par ses domaines. Né à La Rochelle, en
 » France, il quitta sa patrie et la plus grande partie de
 » ses biens il y a environ cinquante ans, et se réfugia,
 » pour la cause de la vraie religion, dans la Nouvelle-
 » Angleterre, où il continua à professer la foi protes-
 » tante avec ferveur. Il était courtois, honnête,
 » affectueux, et mourut en manifestant une grande foi
 » et une grande espérance dans son Rédempteur et
 » dans l'assurance de son salut. Il a laissé une bonne
 » renommée chez tous ceux qui l'ont connu. Il prouva
 » la puissance de la foi chrétienne dans ses grandes
 » souffrances, en abandonnant sa patrie et ses grands
 » biens pour pouvoir servir Dieu suivant sa conscience.
 » Il laisse trois filles d'un premier mariage avec une
 » dame noble de France, sa première épouse, dont
 » l'une est la digne épouse de l'honorable William Cod-
 » dington, Esq^{re}; trois filles et un fils de son second mariage

(1) *History of the State of Rhode-Island and Providence Plantations*, by Samuel Greene Arnold, vol. II, p. 116.

» avec une noble dame de la Nouvelle-Angleterre qui
» lui donna jusqu'à la fin des témoignages de la plus
» sincère affection. Il a été inhumé dans l'église épis-
» copale de Providence , au milieu d'une grande
» affluence de peuple , auquel le révérend M. Brown a
» prêché un éloquent et excellent sermon funèbre sur
» le verset 4 du Psaume XXXIX : « Eternel fais-moi
» connaître ma fin et quelle est la mesure de mes jours ;
» que je sache combien courte est ma durée. »

DESCENDANTS DE GABRIEL BERNON.

1^o Gabriel Bernon eut, de son premier mariage avec Esther Le Roy : Gabriel, Marie, Esther, Sarah et Jeanne.

Gabriel mourut célibataire (voir p. 541).

Marie épousa Abraham Tourtellot (voir p. 385).

Esther épousa le 30 mai 1713 Adam Povell, qui mourut à Newport (Rhode-Island), le 24 décembre 1725, à l'âge de cinquante et un ans. Elle mourut le 20 octobre 1746, et fut ensevelie à Tower-Hill (Rhode-Island). Adam et Esther Powell eurent deux filles. L'aînée, Elizabeth, née à Newport le 8 avril 1714, épousa le rév. Samuel Seabury, de New-London. Celui-ci avait eu d'un premier mariage un fils, Samuel, qui fut le premier évêque anglais d'Amérique. Elizabeth mourut le 6 février 1799, âgée de quatre-vingt-sept ans. La fille puînée, Esther, née à Newport en mai 1718, épousa en octobre 1738 James Helme, premier président de la Cour suprême de Rhode-Island, et mourut le 22 mars 1764.

Sarah, fille de Gabriel et d'Esther Bernon, épousa Benjamin Whipple le 11 novembre 1722.

Jeanne, fille de Gabriel et d'Esther Bernon devint, le 11 octobre 1722, la seconde femme du colonel William Coddington, de Newport, et mourut le 18 juin 1752, laissant deux fils, John et Francis et quatre filles, Content, Esther, Jane et Ann.

2^o Les enfants de Gabriel Bernon et de sa seconde femme Mary Harris, furent Gabriel, Susanne, Mary et Eve.

Gabriel mourut jeune.

Susanne, née à Narragansett en 1716, épousa Joseph Crawford le 23 août 1734, et mourut le 18 février 1802, âgée de quatre-vingt-six ans. Joseph et Susanne Crawford eurent neuf enfants, dont le plus jeune, Ann, née le 25 juin 1759, épousa, en janvier 1778, Zachariah Allen, qui mourut le 4 avril 1801, âgé de soixante et un ans. Ann mourut le 3 septembre 1808, laissant six enfants : Lydia, Ann, Philip, Candace, Zachariah et Crawford.

Mary, née le 1^{er} avril 1719, épousa Gideon Crawford, et mourut le 1^{er} octobre 1789, laissant sept fils et quatre filles.

Eve, baptisée le 11 juillet 1721, mourut célibataire en 1775.

L'honorable Zachariah Allen, LL. D., fils de Zachariah et d'Ann Crawford, et arrière-petit-fils de Gabriel Bernon, né à Providence (Rhode-Island) le 15 septembre 1795, mourut dans la même ville le 17 mars 1882, dans sa quatre-vingt-septième année. Il prit ses grades en 1813 à Brown-University, et continua ensuite à étudier le droit et la médecine. Il épousa, en 1817, Eliza Harriet, fille de Welcome Arnold, esq., à Providence. Tout le temps de sa longue vie, tout en s'occupant activement d'affaires, il étudia avec ardeur les sciences naturelles et mécaniques, et fut l'inventeur de plusieurs perfectionnements importants de machines, le fondateur ou le promoteur de nombreuses entreprises littéraires et philanthropiques, l'auteur de plusieurs livres et d'une quantité de dissertations. Comme président de la Société historique de Rhode-Island, M. Allen consacra une grande partie de son temps à des recherches relatives à l'histoire de sa province. Méthodique et grand travailleur, son tempérament, d'une élasticité et d'une énergie merveilleuses, lui permit de continuer ses travaux jusqu'à la fin, tout en s'intéressant aux diverses questions qui s'agitaient autour de lui, accueillant avec sympathie tous ceux qui l'approchaient et contribuant, par sa bienveillance et son affabilité aussi bien que par sa piété si sincère, au bonheur de sa famille et d'un large cercle d'amis.

M. Allen aimait à parler de son extraction huguenote, dont il était fier. Il se rappelait très bien sa grand'mère Suzanne, la fille de Gabriel Bernon, et sa mémoire fidèle en avait reçu des impressions distinctes de ce personnage remarquable et de la race qu'il représentait si dignement. M. Allen lui-même présentait, du

reste, plus peut-être qu'aucun autre Américain de notre temps, les plus beaux traits du type huguenot.

A la formation de la *Huguenot memorial Society* d'Oxford, en octobre 1881, il fut élu président. Amos Perry a publié, en 1883, un *Memorial of Zachariah Allen, 1795-1882*.

ALLIANCES DE LA FAMILLE BERNON.

(Note de l'édition française.)

La famille Bernon, à La Rochelle, était alliée aux De Pont, Rasteau, Garreau, Carayon, Liège, Ranson, Auboyneau, Fleuriau, Pineau, Harouard, Petit du Petitval, Bernard de Marigny, Carré de Sainte-Gemme, Chastenet de Puységur, comte de Culant, de Villedon, de Nossay, Sonnet d'Auzon, Sanceau, Gauvrit, Crassous, Sauvestre de Clisson, Froger de l'Eguille, de Lescure, Seignette, Hardy, Saintpé, Weiss, Belin, Paillet, Suidre, Gauvaing, Meschinet de Richemond, Colomb, Fautereau, Thalamy, Serre, Garesché, Gast, Admyrauld, Van Hoogwerff, Nairac, de Baussay, Vivier, Rocaute, Schaaff, Faneuil, Bonfils, Basset (de Pons), de la Haye du Mesnils, Le Gardeur de Lisle, Robert, Giraudeau, Brevet, de Brécéy, Gigaux des Marais, Dusault, Tabuteau, Oüalle, Pelletan, Gilbert des Borderies, Alquier, Cottiby, Jousseau, Brédif, Dessalines d'Orbigny. La plupart de ces familles ont persisté dans la foi protestante, et presque toutes ont marqué dans la marine, dans l'armée, dans le commerce ou dans les finances, dans les charges de magistrature ou les assemblées politiques de 1789.

CHAPITRE XIV.

ÉTABLISSEMENT AU CONNECTICUT.

Au moment de l'exode général, les réfugiés protestants français qui se fixèrent dans le Connecticut ne furent pas très nombreux. Cependant diverses localités donnèrent asile à quelques familles notables de huguenots et doivent à ce titre fixer notre attention.

Le petit port de mer de Milford, dans le détroit de Long-Island, offrit, par son facile accès et son aspect agréable, un attrait à quelques réfugiés dont les noms sont très connus et justement honorés. Citons Peter Peiret, Paul Collin, les Gillette, les Durand, qui arrivèrent à la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècle.

Peter Peiret paraît être le fils de l'excellent pasteur de l'église française de New-York, décédé en 1704, dont les restes reposent dans l'église de la Trinité. Le pasteur Peter Peiret avait laissé plusieurs enfants et, parmi eux, un fils aîné qui portait le même prénom que lui (1). Le colon de Milford mourut avant le 16 juin

(1) Quatre enfants de Pierre Peiret (ou Peyrat) [de Grenier] et de Marguerite La Tour, sa femme (voy. *Bull. de l'hist. du protestant.*, XXVII, p. 334, furent baptisés dans l'église française de New-York : Suzanne, née le 18 novembre 1690, Gabriel, le

1718, laissant sa fortune à ses deux enfants, Peter et Margaret. Son fils Peter devint un riche négociant, et fit de nombreuses affaires avec la France (1). Feu Pelatiah Perit de New-York était son descendant (2).

Paul Collin, l'un des colons français de Narragansett, se fixa à Milford après la destruction de la colonie, et fut probablement le père de John Collin, né en 1706. La tradition qui représente cette famille comme d'origine huguenote repose sur des faits incontestables (3).

William Gilet, pasteur réfugié, dont nous avons déjà parlé (4), vint à Milford en 1722, ou peut-être auparavant. Il avait été précédé par Eliphalet Gilet, son parent, dont on rencontre le nom dès 1703.

Le huguenot Pierre Durand se réfugia également en Amérique, d'après une tradition de famille, en 1702, et, après un court séjour dans le Sud, se fixa à Milford, où ses descendants habitent encore aujourd'hui.

Jacques Depont, neveu de Gabriel Bernon, se fixa à Milford à la fin du dix-septième siècle. Il s'associa

30 janvier 1694, Françoise, le 1^{er} mars 1696, et Elisabeth, le 22 décembre 1700. Peiret avait déjà achevé la moitié de sa carrière quand il vint à New-York, et il dut amener avec lui des enfants nés en France. Pierre et Madeleine, parrain et marraine d'Elisabeth, devaient être les enfants aînés de Pierre et Marguerite Peiret.

L'administration de la succession de Pierre Peiret fut confiée à sa veuve Marie, qui fut instituée tutrice de ses enfants, Peter âgé de huit ans, et Margaret âgée de six ans. L'acte de partage de la succession est daté du 16 juin 1718 (Registres de New-Haven, Connecticut).

(1) *History of Connecticut*, par Lambert.

(2) Je suis informé que M. Perit parlait souvent de ses ancêtres comme étant d'origine huguenote, et fixés à Milford.

(3) Paul Collin, voir pages 251-252, était fils de Jean Collin, de l'île de Ré. C'est le nom d'une ancienne famille rochelaise dans laquelle se reproduit fréquemment le prénom de Jean. Pour leurs descendants en Amérique, voir *A history of the family of John Collin, of Milford (Connecticut)*. Hudson, N.-Y., 1872.

(4) Page 387.

avec Nathanael Smith et laissa à sa mort, en 1703, une fortune considérable (1).

On lit sur une tombe, dans le cimetière du village, le nom de « M. Louis Liron, marchand, décédé le 18 septembre 1738, dans la quatre-vingt-huitième année de son âge (2). » Louis Liron, réfugié protestant, de Nîmes, en Languedoc, fonda une maison de commerce à Milford en 1695. Quatre ans plus tard, il se trouva mêlé à une affaire qui excita un grand émoi dans la colonie et même dans la province voisine de New-York. Au commencement d'octobre 1699, deux envoyés du Canada firent leur apparition à Milford. Ils arrivaient de Rhode-Island, où ils avaient été chercher Lord Bellomont, qu'ils avaient trouvé à Newport. Après avoir remis au gouverneur de New-York un message de M. de Callières, gouverneur du Canada, ces messagers cherchaient maintenant à retourner à Québec par le plus court chemin, l'Albany et le lac Champlain. A leur arrivée à Milford, ils furent envoyés à Liron, qui les reçut courtoisement et leur donna un guide pour les accompagner par la vallée du Naugatuck jusqu'à Water-bury. L'émotion causée dans le village par cette visite inaccoutumée était à peine apaisée, quand le bruit commença à se répandre que les voyageurs étaient en réalité des espions ou agents secrets du gouverneur du Canada. Suivant les uns, l'objet de leur mission était de persuader aux Indiens des Cinq-Nations d'abandonner l'alliance anglaise pour conclure un traité avec la France. D'autres pensaient qu'ils venaient examiner les ouvrages de défense des frontières anglaises, en vue de faciliter

(1) Papiers Bernon.

(2) Communication du Rév. George H. Griffin, à Milford (Connecticut).

une surprise. L'un des émissaires était M. de la Vallière, fils d'un ancien gouverneur de Québec (1). L'autre était le fameux missionnaire jésuite Bruyas. « Quelques-uns, » écrivait lord Bellomont un an plus tard, « ne sont pas sans inquiétudes au sujet du voyage du jésuite Brouyas et de M. de la Vallière, qui m'ont été envoyés soi-disant pour me porter les compliments du gouverneur du Canada, mais semblent avoir eu plutôt pour but d'examiner l'état de nos forts et garnisons (2). »

Ces soupçons étaient-ils fondés ? Il serait difficile de le dire. L'intrigue et les manœuvres tortueuses semblaient alors être de mise dans toutes les relations entre les deux pays, et il n'est pas impossible que la mission de ces deux Français à Newport et à Albany ait caché quelque affaire privée plutôt qu'un complot politique. Tous les deux avaient l'habitude de semblables entreprises. De la Vallière avait déjà été l'objet de la méfiance de son propre gouvernement, à cause de ses secrets agissements commerciaux avec les Anglais de Boston (3) et le jésuite Bruyas, comme beaucoup de ceux de son ordre, s'occupait probablement aussi de commerce (4). Il n'était pas rare de voir des notabilités

(1) Michael Le Neuf, sieur de La Vallière et de Beaubassin, était fils de Jacques Le Neuf de la Poterie, gouverneur de Québec, en 1665. De La Vallière vint en Acadie en 1676, et fut nommé commandant le 16 juillet 1678. *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes depuis 1608 jusqu'à 1700*, par l'abbé Cyprien Tanguay, p. 381. *History of Acadia*, par James Hannay, p. 216.

(2) *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, tome IV, p. 645.

(3) *History of Acadia*, par James Hannay, pp. 216-219. Massachusetts Archives, collections françaises, tome III, pp. 49-146.

(4) *The old régime in Canada*, par Francis Parkman, pp. 328-

canadiennes se rendre à la Nouvelle-Angleterre sous quelque prétexte spécieux, mais en réalité pour nouer des relations avec les maisons puritaines et huguenotes.

La bonne réputation de Louis Liron était trop bien établie pour avoir à souffrir du mystère de cette visite. Il atteignit un âge avancé, et, ayant acquis une grande fortune, il fit des legs généreux aux églises françaises de Boston et de New-Rochelle, aux pauvres de Boston et à Yale College (1).

La belle ville de Hartford, en Connecticut, offrit aussi asile, au commencement du dix-huitième siècle, à plusieurs familles françaises protestantes. Entre 1721 et 1727, Jean Beauchamp (2) se retira de Boston à Hartford. Il y fut suivi par un membre de la famille française huguenote de Laurens ou Lawrence, qui épousa une des filles de Beauchamp (3). Une autre de ses filles épousa Jean-Michel Chenevard (4), dont les

330. *The Jesuits in North America in the seventeenth century*, par Francis Parkman, p. 365.

« Tout le monde sait que le commerce des pelleteries fait par les jésuites avec les Indiens s'est étendu pendant un an autant que celui de tous les Hollandais de New-York, d'Albany et de la Pensylvanie pendant dix ans. » (Trad. des Papiers du père Bruyas. Boston, 29 avril 1690. *The Magazine of American History*, vol. III, p. 259).

(1) *Probate Records*, New-Haven. (Rev. George H. Griffin.)

(2) Voir pages 353 et 525. Il était marchand à Boston, lorsqu'il servit de caution à Gabriel Bernon, comme administrateur de la succession de Bertrand du Tuffeau. Sa femme Margaret mourut à Hartford, 8 décembre 1727, âgée de cinquante-neuf ans. John Beauchamp mourut le 14 novembre 1740, âgé de quatre-vingt-huit ans. Susanna Beauchamp épousa Allan Mc Lean le 28 octobre 1741. Elisabeth Beauchamp épousa Thomas Elmer, de Windsor, le 18 février 1752.

(3) Savage, *Genealogical Dictionary of the first settlers of New-England*.

(4) Il descendait sans doute d'une famille huguenote du Poitou, représentée, de 1605-1621, par Estienne Chesnevert ou Chesneverd, jurisconsulte éminent, député aux assemblées des églises réformées de France (*France protestante*).

descendants résidèrent encore pendant plusieurs années dans cette ville (1).

François Duplessis (2) se joignit bientôt à ce groupe de réfugiés. Vers la fin du siècle, un autre nom huguenot vient enrichir cette liste : Charles Sigourney, descendant d'André Sigourney, de La Rochelle, natif de Boston, vint de bonne heure à Hartford et se maria deux fois ; sa seconde femme fut Lydia Huntley Sigourney.

Quoique M^{me} L. H. Sigourney ne soit pas elle-même de race huguenote, son nom mérite cependant d'être mentionné dans ce livre, puisque, par son mariage, elle se rattache à une souche huguenote. L'histoire des huguenots d'Europe et d'Amérique l'intéressa toujours vivement et plusieurs de ses nombreux écrits, en prose et en vers, rappellent les vertus et les souffrances des huguenots. En voici un exemple dans le passage d'un poème intitulé : *The Huguenot Fort at Oxford (Massachusetts)*.

(1) John, fils de John Michael Chenevard, fut baptisé dans la première église de Hartford, le 5 août 1733. Marianne, sa fille, fut baptisée le 23 mars 1734-5. John Michael Chenevard mourut le 7 avril 1735 âgé de cinquante-six ans. Sa femme, Margaret, mourut le 18 mars 1787, âgée de soixante et seize ans. Margaret Chenevard épousa John Lawrence le 26 septembre 1748. Mary Chenevard épousa Samuel Olcott, le 18 novembre 1759. Catherine épousa Samuel Marsh le 17 janvier 1762. John épousa Hepzibah Collyer le 29 janvier 1769. Le capitaine John Chenevard mourut le 6 octobre 1805, âgé de soixante et douze ans. Hepzibah, sa femme, mourut le 4 juin 1774, âgée de trente-trois ans. Michaël Chenevard mourut le 15 novembre 1801, à l'âge de trente ans. (Com. par Charles J. Hoadly, esq., conservateur de la bibliothèque de l'Etat, à Hartford (Connecticut).

(2) Francis Duplessis mourut le 3 juillet 1731, âgé de 38 ans. Il semble être le fils de Francis Du Plessis, naturalisé en Angleterre le 10 juillet 1696.

Le fort huguenot d'Oxford.

« Dites-moi d'autres récits de cette noble race, qui, pour la cause sacrée de la conscience, fit sa demeure de ces déserts de l'Ouest. Redites-moi comment le sauvage en rôdant rampait jusqu'à leur porte et teignait leur foyer du sang de leurs enfants; et, — de même que l'Arabe replie sa tente fragile et abandonne son désert, — comment ils quittèrent, le cœur plein de tristesse, leur Sion naissante pour chercher une plus sûre demeure.

» J'aimerais à m'asseoir auprès de ce fort en ruines et à songer à eux, en mêlant à mes humbles vers les traits de ceux que les plus nobles de notre pays revendiquent comme leurs glorieux aïeux.

» Puisse leur manteau couvrir tous ceux qui portent leur nom et sont de leur lignage..... Qu'ils conservent cette fermeté pour la vérité, ce calme contentement dans de simples plaisirs, cette confiance inébranlable dans la peine, dans l'adversité et en face de la mort, qui jetèrent un levain si sain au milieu des éléments qui ont peuplé le Nouveau Monde! »

NOTES AJOUTÉES EN COURS D'IMPRESSION.

Pages 141, 146.

Le Rév. David D. Demarest, D. D., vient de publier, en 1886, un mémoire intitulé : « *The Huguenots on the Hackensack*, » qu'il avait lu l'année précédente devant la Société huguenote d'Amérique et qui se termine par une généalogie de cette famille, laquelle complète l'article de MM. Haag dans la première édition de la *France protestante* et dans la seconde édition de M. H.-L. Bordier.

David, fils de Jean Des Marest, né à Beauchamp en Picardie

vers l'an 1620, épousa à Middelbourg, en Hollande, le 24 juillet 1643, Marie Sohier.

De ce mariage naquirent six enfants : Jean, David I, David II, Samuel, N. et Daniel.

Jean épousa Jacomina Dreuns (de Ruine) le 9 septembre 1668.

De cette alliance, onze enfants : David, John, Mary, Sarah, Simon, Rachel, Jacomina, Lea, Magdalena, Samuel et Peter.

David, fils de David II, s'unit à Rachel Cresson le 4 avril 1675. De cette alliance, douze enfants : David, Peter, Susanna, Rachel, Jacobus, Samuel, Mary, Daniel, Benjamin, Jacomina, Lea et Lydia.

Samuel, fils de David, épousa Maria Dreuns le 11 août 1678. Onze enfants : Magdalena, David, Samuel, Peter, Jacomina, Judith, Sarah, Simon, Rachel, Susanna et Daniel.

David, né en Picardie, se réfugia d'abord en Hollande, ensuite dans le Palatinat, et vint à New-Amsterdam en 1663.

Page 297.

L'église française protestante de Charleston (Caroline du Sud), la seule qui ait gardé, pendant plus de deux siècles, la liturgie et la confession de foi de l'Eglise des martyrs huguenots, et qui avait été fondée en 1681-82, a éprouvé de grands dégâts par suite du terrible cyclone d'août 1885, et, à cette occasion, les membres du Consistoire réformé, — le pasteur Charles S. Vedder et MM. Robert N. Gourdin, J.-W^d Prioleau, M. D., S.-P. Ravenel, P.-C. Gaillard et Daniel Ravenel, — ont adressé (mai 1886) un pressant appel à la charité de leurs coreligionnaires pour la restauration de ce temple.

APPENDICE

PAPIERS MASCARENE

Lettre de M^r M... à M^r de Vie, son ad^t. Ecrite des prisons de l'Hotel de ville [de Toulouse] en 1687, du 1^{er} decembre.

MONSIEUR,

Jay jetté les yeux sur vous [pour vous] prier de defendre mon droit et de le mettre en evidence parceque je ne connois point davocat plus éclairé soit par l'estude soit par l'experience ni plus integre ni moins capable de se laisser preocuper par un zeile de religion mal reglé et mal conduit.

1^o Je fais profession de la Religion Reformée, et je suis en prison poursuivi comme ayant contrevenu à la déclaration du Roy, qui deffend à ses sujets de sortir du Royaume.

2^o J'ay esté arretté à Agen le 20 ou le 21 de feurier de l'année 1686 (ma femme estant avec moy) par le S^r cheuailler de Grammond, lieutenant de dragons et conduit par luy et plusieurs autres officiers accompagné de soldats au logis du S^t Jaques. De là, apres avoir esté separé de ma femme, je fus mené aux prisons du presidial d'Agen avec quelques autres qu'on auoit arrettés. Une heure apres, je fus visité par un sergent et un soldat du regim^t de Tourayne qui me prirent mes tablettes apres que je les eus ouvertes en presence du concierge; dans ces tablettes il y auoit seulem^t un papier volant d'un cart de feuille sur lequel estoit marqué un cadran. Ces tablettes feurent portées aux officiers qui commandoit les troupes qui pour lors estoit à Agen.

3^o Deux ou trois jours apres je feus jnterrogé par un officier de

Robe qu'on apella Lieuten^t du Présidial d'Agen, deuant qui je demanday mon renvoy devant mon juge naturel, et quoy que j'eusse resollu de ne repondre à aucun de ses jnterrogatoires, néantmoins il ne fut pas en mon pouvoir de me contenir lorsque, m'ayant representé mes tablettes, jl s'y trouva vn sonnet en langage de Gascongne fait à ce quil me dit en derision des conuersions qui se faisoit. Je presume que M^{rs} les officiers du regiment de Touraine, par les mains de qui mes tablettes passerent, ly mirent.

Je me contantay de protester que je nauois point composé, ny escrit, ny leu, ny entendu lire led. sonnet, et qu'il auoit été mis dans mes tablettes depuis que je les auoit remises entre les mains du sergent et du soldat, et de cela les appellay a temoins avec le concierge. Ma protestaon fut écrite meme sur le sonnet.

4^o Apres une audition faite 12 ou 15 jours apres, dans laquelle j'insistay toujours à demander mon renuoy, je fus conduit à Castres avec M^r Dupuy, maintenant prisonier à la conciergerie, preuenu du meme cas. Il fut arreté le meme jour que moy, et c'est la premiere connoissance que j'ai fait avec luy. Quelques jours apres que nous fumes à Castres dans les prisons de Latoucaudière (1), M^r Barbara, juge criminel, proceda à mon audition.

5^o Il me demanda s'il n'estoit vray que j'auois quitté ma maison de Castres pour aller à la campagne au comencem^t de l'esté de l'année 1685, à quoy je repondis que j'auois passe l'esté avec ma femme à vn bien que j'auois du cotté d'Anglès pour y faire faire la saison et ensuite la recolte et pand^t ce tems là y faire agrandir mon logem^t, qui ne consistoit pour lors qu'en une chambre, afin de pouvoir plus comodem^t y passer un ou deux mois tous les étés.

6^o Il me demanda si, estant reuenu à Castres vers la fin de l'esté, je ne m'en estois retourné à ma meterie, à quoy je repondis qu'ouy.

7^o Il me demanda pourquoy, environ le 10 ou le 12 octobre 1684 (1685), j'auois avec ma femme quitté ma maison de campagne. Je respondis que, pour lors, ma femme estoit enceinte et prette à acoucher dans 7 ou 8 jours et quelle fut si fort effrayee par le bruit qui couroit que des gens de guerre deuoit venir à dis-

(1) La tour Caudière était le palais de justice de Castres (*Mémoires de Jacques Gaches*, p. 7).

creation à Castres et à Anglès comme ils estoit déjà venus dans les villes circonuoisines, et que notre maison en deuoit estre remplie, il me fut impossible de la faire reuenir de son effroy de sorte que voyant quelle estoit en danger de perir avec lanfant quelle portoit, je fus luy chercher un asile chez quelques paisans de la Montagne Noire ou des environs, ou nous passames une partie de l'hiver. Pand^t ce tems elle accoucha d'un enfant male nommé Jean Paul Mascarene (qui est maintenant à Castres).

8^o Il me demanda pourquoy estois-je venu à Toulouse. Je repondis qu'oyant que vingt deux soldats de regim^t de Conismark (apres auoir vandu tous mes cabaux (1) et tous les foin et la paille quil trouuerent dans mes meteries avec tous mes meubles) se detachoit la nuit pour nous prendre cela, redoubla si fort l'effroy que ma femme auoit déjà, que nous feumes obligés de nous elloigner d'autant plus que nous ne pouuions plus rester dans les lieux où nous fuissions conneus à cause d'une ordon^{ee} de Mgr l'intand^t qui deffant de loger des gens de la Religion à peine de 500^l d'amende, et que d'ailleurs l'éd. du Roy [qui] reuoque celui de Nantes dans l'article 12 nous donnoit la liberté d'aller dans toutes les villes du royaume sans y estre troubles pour la Religion.

9^o Il me demanda pourquoi je n'auois resté à Toulouse et pourquoi je me sois embarqué sur la Garonne dans le bateau de poste; à quoy je repondis que n'ayant pas cru pourvoir rester en surete dans Toulouse pour y estre trop connu, j'auais resolu d'aller dans les villes ou ne l'estant pas je puisse attendre avec moins d'allarmes ce quil plairoit au Roy d'ordonner à l'egard de ses sujets de la R. P. R., qui ne voudroit pas changer, car bien que par l'éd. de sa majesté il feut deffendu de les troubler, neantmoins plusieurs particuliers abusoient de leur pouuoir et du tems pour persécuter ceux contre lesquels ils auoient quelque ressentiment, et que parce que ma femme n'estoit pas encore bien remise d'une rechute qu'elle eut dans cet acoucher ny par conséq^t en estat d'aller commodem^t à cheval, je resollus de nous embarquer sur la Garonne dans le bateau qui part ordinairement pour Agen. Et qu'estant arriué à Agen, je crus ny pouuoir rester en

(1) *Cabau* (dialecte languedocien) : « tous mes bestiaux. »

sureté parce que j'appris que le S^r de Romens, natif de Castres, à qui j'ettois connu, commendoit les troupes qui estoient dans la ville en qualité de plus ancien capitaine, que je vis quelques autres officiers de qui ma femme et moy estions connus et que j'entendis dire qu'on avoit arrêté de gens de la Religion. Tout cela m'obligea à m'en aller promptem^t au bateau qui partoît pour Bourdeaux, dans lequel je ne fus pas plutôt que le S^r Chevaillier de Gramond, estant venu, me demanda si je ne faisais pas profession de la Religion prétendue Réformée, à qui je répondis qu'ouy; sur quoy il nous fit commendem^t à ma femme et à moy de la part du Roy, de le suivre et nous obeïmes.

10^o M. Barbara juge criminel me demanda encore s'il n'estoit pas vray que je voulus quitter le royaume; à quoy je répondis que j'aymois trop ma patrie pour vouloir la quitter [à moins] que dy estre forcé.

11^o Il me demanda ensuite si je n'auois pas fait complot avec M^r Dupuy de Caramang, M^r de Moutens et Mad^{lle} sa femme, le S^r Caudier et sa femme, habitans de Bruniquel, à trois lieues de Montauban, et le S^r Malabion (qui est presentem^t à Castres), de quitter le royaume. Je denyay led. interrogatoire, et j'avoueray [j'avouay] que je ne connoissés point du tout M^r Dupuy ny le S^r Caudier ny sa femme, que je ne connoissés que de veue M^r Moutens et M^{me} sa femme, qu'ils estoit elloignés du lieu de mon habitation, les uns de neuf ou dix lieues, et les autres de douze ou quinze lieues. J'avoueray [j'avouay] qu'en venant à Toulouse j'auois fait rencontre du S^r Malabion, qui me dit qu'il alloit à la foire de Bourdeaux sur un cheval qu'il montoit (il appartenoit à M^r Barbara, juge), et je fus surpris de trouver en suite led. S^r Malabion au bateau, et luy demanday ce qu'il auoit fait de son cheval.

12^o Il me demanda ensuite pourquoy j'avois eu dessein de m'en aller à Bourdeaux: à quoy je répondis que c'estoit parce que je n'auois peu rester en sûreté à Agen et que j'esperois de pouvoir passer quelques jours en repos et sans qu'on prit garde à moy au moins durant la foire qui commençoit dans sept ou huit jours (et je me resouvois [j'avais résolu] de m'arrêter à la Reolle ou en quelque autre lieu en cas que j'y eusse trouvé la sûreté et le repos que je cherchois).

Quatre de mes metayers de differantes meteries déposent que je suis party de ma meterie de Carrelle où j'auois passé l'esté, et qu'ils n'ont point seu où j'ettois allé. L'un d'eux dit que je suis party de nuit avec ma femme ; vous verrés ma reponse dans l'article 7.

Deux consuls d'Anglès deposent que lorsque vingt soldats du regiment de Conismark et un sergent commendés par un officier feurent allés à ma meterie de Carrelle quelqu'un d'entr'eux reuint à Anglès dire qu'ils ne my auoit point trouvé. Vous verrés ma reponse dans l'article 7.

Un nomme Durraquy, precepteur chez un gentilhomme, depose qu'ayant esté interrogé par ce gentilhomme chez qui il estoit, si je ne voulois pas changer de religion, je repondis que jettois persuadé de la vérité de ma religion, et que je voulois y perseuerer toute ma vie. Non seulement j'accorday le fait, mais outre cela je dis à M^r Barbara qui me confrontoit ces temoins que s'il prenoit la peine de me faire la meme demande je luy fairois la meme reponse.

Par sentence du mois d'auril 1686, M^r Dupuy et moy auons esté condamnés aux galères perpetuelles nos biens confisqués et mille ecus damande envers le Roy, nous auons este menés de suite au parlement de La prevosté de Toulouse, on nous separa quelque jours apres, M^r Dupuy est resté à la Conciergerie, et j'ay este transferé aux prisons de l'hostel de ville, d'ou je vous ecris.

Un an apres savoir le 7 may de la presente annee 1687 nous auons esté mis sur la selette ou M^{rs} les conseillers de la Tour-nelle me firent quelque interrogats de ceux que je vous ay cy dessus specifics, et le reste de mon audition fut employé en questions de controuerse qui ne touchent en rien à ce que je souhaite maintent de vous. Car quoy que ma Religion passe pour un crime et que je voye bien que sans ma Religion je ne serois à l'estat ou je suis je ne pretends point me justifier de ce crime pretendu et jayme mieux estre toujours criminel de cette manniere que recouvrer tout ce que jay perdu. Toute controuerse apart je suis persuadé de la verité de ma religion, ma conscience ne peut gouter celle qu'on me propose, j'ay une auersion insurmontable pour l'hipocritie et j'estime que tout ce qui nous peut porter à embrasser une religion c'est seulem^t la connoissance que nous auons de Dieu et de ce qu'il a fait pour nous l'amour et la reconn^e que nous

devons avoir pour luy, la connoissance et l'amour de la verité ; la crainte d'un malheur infiny et eternel, et l'esperance d'une félicité parfaite et eternelle.

Dans toutes mes auditions jay obmis ce qui estoit le principal sujet de ma femme et qui nous donnoit lieu de craindre avec raison d'estre pris et maltraités et comme vous jugerès peut-estre que cela pourra estre de quelque importance dans mon affaire il ne sera pas mal apropos que je fasse icy une petite digression. Il y a environ quatre ans que Margueritte de Salavy (avec qui je suis marié depuis trois ans) reçut un affront du nommé Calvet fils qui luy donna un soufflet en plaine rue pour lequel affront il fut decreté deprise de corps capturé et remis aux prisons de la Tourcaudiere où les parens et amis delad. dem^{ll}e Margueritte de Salavy presentement ma femme feurent obligés de le garder à veue parce que le concierge ne vouloit pas s'en charger à cause du mauvais estat ou se trouvoit les prisons et de la peur qu'il avoit dud. Calvet. Le proces luy fut fait et par sentence des officiers ordin^{res} de Castres il fut condamné aus galeres pour dix ans, et conduit icy de suite, et par arrest du parlem^t il fut condamné à aller demander pardon à lad. dem^{ll}e de Salavy dans sa maison à Castres, en presence des personnes quelle voudroit et bany pour vn an de la ville et fauxbourgs de Castres.

Le père dud. Calvet estoit consul de Castres en 1685 lorsque les gens de guerre y vindrent, et comme c'estoit vn tems ou ceux qui avoit quelque autorité en abusoient de la maniere qui vouloit pour satisfaire leurs ressentim^{ts} particuliers, il se jacta [se vanta] que les premiers cinquante dragons qui entreroit dans Castres seroit detaches pour venir ravager notre bien et nous persecuter à ma meterie de Carrelles où nous estions, et ou nous n'auions encore pour tout logement qu'une chambre. Representès vous l'estat d'une femme enceinte et qui conte quelle doit accoucher dans deux ou trois jours et à qui l'on vient annoncer de telles nouvelles.

Depuis ce tems là, le meme Calvet fut cause que nous quittames aussi le lieu ou ma femme accoucha, car ayant rencontré en son chemin un homme du Masage de Poussines, il s'informa curieusement où j'estois, disant quil estoit vn de mes intimes amis et quil souhaitoit de savoir le lieu ou j'estois pour me venir faire offre de ces services et pour passer quelque jours avec moy. Et

nous seumes qu'il estoit allé à Castres pour aduertiser le s^r Calvet son père consul qu'il n'auoit qua envoyer de soldats et quils ne manqueroit pas d'executer ce quils auoit une fois manqué à l'égard de nos personnes seulement, car pour nos biens il eut tout le plaisir de les voir dissipés. Sur ces memoires que je vous donne icy et les autres instructions que nous pourrons vous donner si nous en auons le tems vous aurez s'il vous plait la bonté de dresser vn factum en quittant le reste de vos affaires pour tout le temps quil faudra : car M^r le procureur general a fait intimer aujourd'hui la production à M^r Manen mon procureur, et il pourroit peut estre nous faire juger Samedi prochain; cepand^t il faut du tems pour faire imprimer le factum et pour le distribuer. S'il est nécessaire que je vous parle je vous prie d'auoir la bonté de venir jusqu'icy, vous assurant que tout le tems que vous employerès pour moy ne sera pas vn tems perdu. S'il y a quelques depences à faire (outre celles que nous faisons pour tacher de voir s'il se peut la procedure) je vous prie d'en donner advis à celui qui vous rendra cette lettre, car je suis resollu d'employer tout le soin de mes parens et de mes amis tout ce que je puis pretendre d'eux et tout ce quil me reste à me bien deffendre en attend^t de Dieu l'issue de mon affaire telle qu'il luy plaira de me la donner. S'il me faut souffrir, je souffriray avec plus de patience lorsque je n'auray rien à me reprocher. J'estime qu'il faut donner les biens pour sauuer le corps comme il faut donner l'un et l'autre pour sauuer l'âme.

Je suis, M^r, votre tres humble et tres obeissant serviteur,

Signé : MASCARENE.

Je ne crois pas monsieur quil soit parle dans ma procedure de ce que je vous [ay] icy escrit du s^r Calvet parce que ne mestant point venu dans l'esprit que mons^r Barbara peut me condamner à des peines, je ne mestois pas soucie de prendre des grandes precautions pour justifier ma conduite. Si cepand^t vous jugès que cela puisse etre de quelque importance et quil faille en parler ce que j'avance ce peut justifier ainssi. Il paroît que le S^r Calvet pere estoit consul en 1685. Les causes du resentment que luy et son fils auoit contre ma femme et contre moy, paroissent par la sentence des ordin^{res} de Castres qui le condamnent aux galeres, don-

née à la requ^{is} de Margueritte de Salavy à présent ma femme et par l'arrest qui fut donne ici a la Tournelle, il y a environ 4 ans, sur lapel de suite qui le condamne au banissement pour vn an et à demander pardon, et l'on pourra aysement prouver ce dont il se jacta publiquement. Il me semble que le 7 may de la annee presente 1687, lorsque je fus ouï sur la selette à la Tournelle, quelq'un de M^{rs} mes juges me fit vn jnterrogat, sur quoy cela venoit apropos et que j'en parlay ; mais je n'en suis pas bien asseuré.

Le S^r Barbara me condamna sur vne presumption quil a eue que voyageant sur la Garonne et volant aller du cotté de Bourdeaux par conséquent je voulois sortir du royaume ; mais il se trouve vne autre cause de mes courses, scavoir la persecution d'un ennemi particulier qui abusoit de son pouuoir. Pourquoy faut-il quil me condamne sur une imagination quil a ? qui, quand elle auroit quelque apparence, ne vaudroit qu'à poser que jay eu la volonté de sortir du royaume ; or jay toujours ouï dire que les volontés ne sont point punies en France.

Je suis arrete à Agen à quarante ou cinquante lieues de la frontiere et pour ainssi [dire] au cœur du royaume ; j'aurois bien eu le temps de changer de volonté (supposé que je l'eusse eu), sachant surtout que depuis l'éd. du Roy qui revoque celui de Nantes, ceux de la R. P. R. pouvoit rester dans toutes les villes du royaume sans estre jnquiétés ny troublés pour leur religion. Il ny auoit à craindre que les ressentiments particuliers, et la malice de ceux qui abusoint de leur pouvoir. Vne marque bien visible que M^r Barbara ettoit prevenu de passion contre moy c'est que lors du confrontation de mes trois voisins qui (à ce que je pence) furent les 1^{ers} temoins qui me furent confrontés, il se trouva que le S^r Barbara auoit fait coucher sa deposition propre selon sa fantasie au lieu de celle des temoins ; car lors quil leut la deposition du premier temoin concue en ces termes (Tel cordonnier a deposé que le S^r Mascarene est party de sa maison de Castres pour aller à sa maison de campagne afin de ne point changer de religion, selon la volonté du Roy), ce temoin tout ettonné se recria que ce n'estoit point la sa deposition quil estait vray quil auoit dit que j'estois party de Castres pour aller à la campagne avec ma famille ; mais qu'il ne sauoit point les affaires que j'i avois et qu'il n'avoit point le don de deviner pour scavoir

ce qui se passoit dans mon cœur. Le Sr Barbara le menaça en ma présence de le faire pendre. Le témoin persista toujours à dire que quand il scauroit d'être pendu il ne vouloit dire que ce qu'il scauroit ; sur quoy il corrigea la deposition dud. témoin, et comme il auoit fait la meme chose à l'égard de la deposition des autres deux qui attandoit à une autre chambre de la prison, qu'il auoit eu vn peu de confusion de me voir assister à la correction de la deposition du premier témoin, il me fit passer dans une autre chambre et appella les deux autres témoins dont la deposition ne parla plus ensuite du dessain pour lequel j'estois party de Castres pour aller à la campagne. Ce que je dis icy paroltra par les ratures qui ce trouveront dans les originaux de la procedure.

Mon nom est Jean Mascarene ; je suis natif de Castres ; lors de ma premiere audition, j'estois agé d'environ 26 ans ; je suis dans ma 28 année depuis le 26 du mois d'auril dernier.

Factum pour M^r Jean Mascarene, advocat prévenu prisonnier à la conciergerie contre Monsieur le procureur general.

Dit que l'année 1685, le produisant estant allé de Castres, où il faisoit son séjour ordinaire, à la campagne, dans vne sienne meterie pres du lieu d'Anglès pour y passer l'este et partie de l'automne ; il courut vn bruit au commencement d'octobre, que de gens de guerre devoit venir loger à discretion à Castres, à Anglès et autres lieux voisins, comme auoit déjà fait en d'autres dioceses, et le produisant et sa femme qui estoit enceinte et prete d'accoucher, furent menacés que leur maison en devoit être remplie. Cette nouuelle donna vn si grand effroy à cette femme que le produisant voyant qu'elle estoit en danger de périr avec l'enfant qu'elle portoit, fut obligé de luy chercher vn azile chez quelques paisans de la montagne d'Anglès ou ils passerent vne partie de l'hiver, et ou elle accoucha d'un enfant mâle, qui fut baptisé par M^r Oulet, ministre de ceux de la R. P. R., et fut appelé Jean Paul Mascarene : le Roy ayant bien voulu permettre que quoyque l'exercice de lad. Religion fut alors interdit, le bapteme fut encore administré par quelques ministres.

Pendant le séjour que les gens du regiment de Konismark firent à Castres et aux environs, vingt deux soldats dudit regiment ravagerent les biens du produisant et vendirent ses cabaux et généralement tout ce qui se trouva dans ses meteries.

Le produisant et sa femme estans advertis que lesd. soldats les cherchoient et se vouloient saisir de leurs personnes, ils crurent devoir secarter de Castres et des environs, et ils vinrent à Toulouse y chercher quelque repos ; mais craygnant qu'on ne sçût qu'ils estoit à Toulouse, où ils estoit connus de plusieurs personnes, et qu'on ne les obligeât de retourner chez eux, ils voulurent s'éloigner encore davantage et aller du cotté d'Agen et de Bordeaux, vsant de la permission que le Roy, par l'article XII de l'Edit qui revoque celui de Nantes, donnoit à tous ceux qui n'auoit pas abjuré la R. P. R. d'aller, venir et demeurer dans tous les lieux et villes du royaume sans y pouvoir estre troublés sous prétexte de religion. Ils partirent donc par le bateau de poste et se rendirent à Agen ; mais ayant trouvé que le Sr de Romans, capitaine dans le régim^t de Touraine, de qui le produisant est connu, estoit dans lad. ville et y commendoit les troupes comme plus ancien officier et qu'il y auoit aussi d'autres officiers de la conoissance du produisant ; et ayant encore appris qu'on auoit arreté quelques personnes de la R. P. R., il crut qu'il n'y seroit pas en seuretté, ce qui l'obligea et sa femme d'aller promptement au bateau qui partoît pour Bourdeaux, dans lequel ils ne furent pas plutôt, que le sieur Cheu^r de Gramont y estant venu, leur demanda s'ils ne faisoit pas profession de la R. P. R. : ce qu'ayant aduoué, il les fit conduire au logis de St Jaques de lad. ville d'Agen, et puis ayant séparé le produisant de sa femme, il fut conduit aux prisons des Sénéchal de lad. ville avec quelques autres qui auoit étéss aussi arretés ce jour là, qui fut le 20 ou 21 feurier 1686. Quelques heures après on fit venir vn sergeant du regiment de Touraine, accompagné d'un soldat, lesquels, de lordre de leurs officiers, se firent remettre des tablettes qu'ils trouverent sur le produisant ; dans lesquelles il y avoit seulement un papier volant d'un cart de feuille sur lequel estoit marqué vn cadran.

Deux ou trois jours apres, un officier dud. Sén^{al} estant venu pour interroger le produisant, il proposa sa declinatoire et refusa

de repondre ; neantmoins il ne fut pas en son pouvoir de garder le silence , lorsque cest officier luy ayant présenté lesd. tablettes, il s'y trouva un papier sur lequel estoit écrit vn sonnet en langage de Gascogne , fait, à ce que disoit led. officier en derision des nouuelles conuersions, lequel sonnet auoit esté apparem^t mis dans lesd. tablettes par les officiers ou soldats du régiment de Touraine, par les mains desquels elles auoit passé.

Le produisant se contanta de protester qu'il n'auoit point composé, ny jamais veû, ny leû, ny entendû lire led. sonnet, et qu'il ne scauoit pas meme parler le langage de Gascogne, et qu'il auoit esté mis dans lesd. tablettes depuis qu'il les auoit remises entre les mains du sargent et des soldats, dequoy il se remit à leur temoignage et à celuy du concierge, et il escriuit sa protestation sur led. sonnet, laquelle il signa.

Douze ou quinze jours apres il fut de nouveau interrogé, mais il insista toujours à son renuoy, et il fut conduit à Castres avec le s^r Dupuy, qui auoit esté arrêté le même jour que le produisant, qui ne l'auoit jamais conñû auparavant.

Le juge criminel de Castres les interrogea tous deux et leur ayant fait confronter à chacun quelques temoins qui ne chargent aucunement le produisant, il a donné sentence le 19 aoust 1686, par laquelle il les a condamnés aux galeres perpetuelles avec confiscation de biens et 3,000 livres d'amande envers le Roy.

Ils furent conduits de suite à la Conciergerie de la cour, et quelques jours apres on les separa et l'on conduisit le produisant aux prisons de l'hôtel de ville, où il a demeuré plus d'un an auant que le proces fut porté sur le bureau. Enfin le 7 may 1687 apres la visitte du proces, le produisant et led. Dupuy ayant esté ouïs sur la selette, la cour renuoya à greffe pour conclurre sur l'appel et lettres que le produisant et led. Dupuy auroit presentées en cassation des procedures contre eux faites.

C'est l'estat de la cause en laquelle la cassation desd. procedures et le relaxe du produisant ne peut recevoir aucune difficulté.

1^o On ne peut pas imputer à crime au produisant de ce quil n'a point changé de religion, le Roy n'ayant pas ettably de peines pour cela : et au contraire, Sa Majesté, par l'éd. de Revocation de celuy de Nantes, art. 12, a permis à ceux de la R. P. R. qui n'ont point changé de vivre librement dans son royaume recon-

noissant que *nemo credit invitus*, et que la foy est un don du ciel.

2° Le produisant n'est pas coupable aussi d'auoir vouleü sortir du royaume contre les deffences de Sa Majesté, il ny a aucune preuve contre luy de cette pretendüe contrevention, car les temoins qui luy ont esté confronté disent seulement quil alla à son bien de campagne au commencement de l'esté de l'année 1685, et que le 10 ou 12 d'octobre aud. an il partit de sa meterie avec sa femme; ce que le produisant na jamais dénié, mais ce cy ne fait ny preuve ny presumption qu'il ait vouleü sortir du royaume, et il ne faut pas s'estonner quil se soit retiré de Castres et de sa meterie pour ne s'exposer pas à la licence et à l'insolance des soldats qui devoit y venir loger à discretion, et quy y vinrent en effet, et y firent tout le desordre qu'ils peurent ayant pillé et vendu tous les bestiaux et autres choses qui y estoit. L'effroy d'une femme grosse qui estoit prette à accoucher, la tendresse d'un mary et d'un pere pour la conseruation de sa femme et de son enfant, la crainte d'être exposé soy même à la folie et brutalite des soldats sont des causes assez legitimes de cest elloignement et de la recherche quil fit d'une maison dans la montagne d'Anglès pour y faire accoucher sa femme sans crainte et sans frayeur, et pour y estre à couuert des insultes qu'il n'auoit que trop de sujet d'aprehender, on peut dire avec rayson, *hic metus cadebat in constantem virum*; et s'il fit baptiser l'enfant dont sa femme accoucha, par vn ministre de la R. P. R., il na rien fait en cela contre les loix de l'estat, puisque le Roy l'auoit expressement permis, ayant apres l'interdiction de l'exercice de la R. P. R. fait laisser de ministres en diuers lieux pour baptiser les enfans.

Le voyage dud. produisant et de sa femme à Toulouse, ensuite à Agen, où ils furent pris, ne peut aussi le convaincre d'auoir vouleü sortir du royaume, soit parce qu'ils eurent auis quon les faisoit chercher pour les ramener chez eux où on prétendoit leur donner de nouueaux logements, par la hayne qu'auoit un nommé Calvet, consul de Castres, leur ennemy particulier, soit parce qu'on ne peut pas leur imputer à crime d'auoir uzé de la permission que le Roy donne à ceux de la R. P. R. par l'édit de Reuocation de celuy de Nantes, d'aller, de venir et demeurer dans toutes les villes et lieux de son royaume, sans y pouoir estre troublez; et, en vn mô't, il suffit de dire que le produisant a esté pris

à Agen , à 40 ou 50 lieues de la frontière , et pour ainsi dire au cœur du royaume , pour montrer que c'est mal à propos qu'on l'accuse d'avoir contrevenu aux déclarations de Sa Majesté , portant défenses à ceux de la R. P. R. de sortir du royaume.

Il est vray quil fut pris entrant dans le bateau pour aller à Bordeaux , mais quand il auroit esté pris dans Bordeaux même il ne seroit pas coupable ; et ce n'est pas la pensée de sortir hors du royaume qui le conduisoit à Bourdeaux , cestoit le desir de trouver vn lieu où , nestant point connû , il peut estre hors de toute crainte. Enfin il n'a pas esté pris sur la frontière, ny dans aucun passage deffendû , et le soupçon qu'on a voulu former quil auoit la pensée de sortir du royaume n'est pas vne matière d'accusation parce quil ny a que Dieu qui soit le scrutateur des cœurs , et les loix humaines ne s'executent point sur les pensées , « *cogitationis pœnam nemo patitur.* »

Les tablettes dont il a esté parlé , ne peurent de rien servir à la conviction du produisant 1^o que quand il auroit composé ou escript le pretendu sonnet contre les nouvelles conversions , ce ne seroit pas vn sujet d'accusation 2^o il n'est pas vray quil l'ayt écript ni composé , n'entendant pas meme le langage de Gascogne ; il protesta avec rayson devant l'officier du senechal qui le voulut interroger que le sonnet auoit été mis dans ces tablettes par ceux entre les mains desquels elles auoit passé depuis la remise quil en auoit faite entre les mains du sergent du regiment de Tourayne , soutenant que lors qu'il les prit des mains du produisant ce sonnet ny estoit pas comme il paroistroit par le témoignage d'iceluy et du soldat quy l'accompagnait , aussi bien que du concierge , qui auoient tous veu l'état desd. tablettes dans la prison.

Et si bien elles estoit chargées d'une adresse pour Londres , d'une autre pour Amsterdam , et d'une autre pour la Haye ce n'estoit pas pour sortir du royaume , mais pour pouvoir envoyer et recevoir des nouvelles de la Dem^{lle} de Rozengues , sa cousine germaine , du S^r Tiscier , ministre , qui sy estoit retiré avec elle par la permission du Roy , et pour apprendre aussi des nouvelles du S^r de Fabriques , ministre , son intime amy , qui , par la meme permission , s'estoit retiré en Holande , ne sachant s'il estoit à Amsterdam ou à la Haye.

Enfin , si le produisant estoit coupable , M^r Barbara , juge cri-

minel de Castres qui estoit extremement passionné pour sa perte et qui a recherché des preuues partout , jusques à menacer le S^r du Raqui de luy faire une affaire de religion s'il ne déposoit contre le produisant, n'auroit pas manqué d'en trouuer, mais led. S^r Duraqui, que led. Barbara alla prendre luy même prisonnier, au lieu de Senegats, et le fit conduire en prison à Castres, ne vouleut pas charger sa conscience par vn faux témoignage.

Les motifs susd. qui obligèrent le produisant et sa femme de quitter leur habitation de Castres et de la campagne pour s'eloigner estoit fortifiés par l'inimitie capitale du S^r Calvet, lors consul de Castres, dont il a esté parlé cy dessus, qui auoit juré leur ruyne, et qui sestoit venté de leur bailler les plus forts logemens, et de recommander aux soldats de les traiter plus rigoureusement, en haine de ce que la femme dud. produisant lauoit cy devant fait condamner aux galeres par sentence des ord^{res} [juges ordinaires] de Castres, ensuite de laquelle elle le fit mener de suite en la cour, laquelle, par son arrest, en reformant lad. sentence, le condamna à vn banissement et à demander pardon à lad. Dem^{lle} des exes qu'il auoit commis brutallement contre elle, de quoy il promit de se venger « *et odium aspera monet.* »

Partant conclud. comme au proces, M^r de Seuin rapporteur, Manen procureur.

Lettre à sa femme du 7 may 1687.

Ma chere femme, jay compareu devant mes juges lors que j'y pensois le moins. Hier au matin, etant encore au lit, le concierge vint m'advertir quil me falloit aller à la Tournelle. Des que je feus habillé et que jeus fait ma priere à Dieu et imploré sa grace pour me soutenir dans cette nouvelle tentation et l'assistance de son St-Esprit afin de pouuoir rendre raison de ma foy à ceux qui me devoient interroger, on me mit les fers aux pieds et je fus porté en chaise jusques à la grande porte du palais. De là je traversay toute la cour à pied, et fus conduit à la porte du bureau de la Tournelle, attendant qu'on eut fait sortir M^r Dupuy qui y auoit été mené avant moy.

Avant que j'entrasse, le murmure de tous les plaideurs qui estoit

à la porte de la chambre aussi bien que mon procureur ne me presagoient rien de bon. Il ni avoit personne qui douttat que la sentence de notre premier juge ne fut confirmée, tellement que je me trouvay sur le point detre bientot au rang des galeriens. Cependant Dieu [me] fit la grâce de n'etre point troublé par une crainte qui ne paroissoit que trop legitime.

J'entray et, apres avoir prêté le serment en la forme de notre Religion, le president commença a m'interroger, et je respondis presque avec autant de tranquillité que si j'eusse parlé à des personnes de ma connoissance. Je garday pourtant devant mes juges tout le respect et toute la moderation quil me fut possible; mais aussi la justice de la cause que je soutiens fit qu'il ne parût point de timidité dans mes paroles ni dans mon action.

Après que le president m'eut fait quelques interrogats sur quelques faits de la procedure, je luy fis le detail de tout suivant et conformement à mes premieres auditions en donnant les memes raisons de ma conduite que j'avois données devant le premier juge, à savoir, l'etat où tu te trouvois et le danger evident où tu étois de perir toy. et ce que tu portois si nous n'eussions trouvé quelque espece d'azile pendant l'allarme qui s'etoit rependue par tout. Pour le reste je fis remarquer l'article 12 de l'Edit du Roy qui revoque celuy de Nantes, dans lequel art. il est permis à tous ceux qui n'ont pas abjuré la Religion d'aller librement par toutes les villes du royaume.

Toutes les questions qu'on me fit sur la procedure eurent bientôt fini. M^r le Président me demanda si je voulois toujours persister dans ma religion? A quoy je repondis qu'ouy. Ensuite un autre juge me demanda ce que je pretendois faire dans le royaume; ma religion ni etant plus soufferte? à quoy je repondis que j'attandois patiamment ce que sa majesté ordonneroit à l'egard de ceux qui ne voudroit pas abjurer la religion. M^r le Président me demanda si je ne savois pas quil etoit deffendu par le dernier Edit de sa majesté de faire aucun exercise de notre Religion, et si je ne voyois pas que par là j'étois dans la contrevantion aux ordres de sa majesté. Je répondis à cela que s'etoit de l'exercice public qu'il etoit parlé dans l'Edit et qu'ainssi je n'étois point dans le cas. L'un des juges qui m'avoit déjà interrogé me parla ainssi: Vous n'ignorez pas que la volonté du roy est qu'il ni ait qu'une

religion dans son Royaume. Vous donc qui etes fidelle sujet de sa majesté (car vous avez tousjours accoutumé de dire que vous estes des sujets fidelles et obéissants), pour quoy ne voulez-vous pas maintenant obeir à sa volonté et embrasser la religion quil veut que vous embrassiez? Comme il acheva de prononcer ce qui est contenu dans cette parenthese , je repondis que non seulement nous le disions , mais que nous l'ettions en effet ; et , lors quil eut achevé , je repondis que dans toutes les choses qui ne blessaient pas ma conscience , jetois prest a obeir aux ordres de sa majesté avec une parfaite soumission , que mon ame et ma conscience relevoit de Dieu immediatement , et que j'ettois bien marri qu'il se trouvât un point où il fallût que ma volonté fut contraire à celle du Roy.

M^r le président me demanda pour la 2^{de} fois si j'étois entierement resollu à persister dans ma religion , a quoy je repondis qu'ouy , apres quoy un autre juge me parla en ces termes : Estant éclairé comme vous estes, vous devriés profiter de vos lumieres pour reconnoitre la vérité de la religion catholique Rom. et l'embrasser. Nous ne vous regardons pas, dit-il , comme un de ces criminels que nous avons accoutume de voir à nos pieds , mais nous serons contraints de vous juger suivant les declarations du Roy et de vous condamner aux peines qui y sont portées.

Un autre juge poursuivit à peu pres de la meme maniere me disant que mon opiniatreté seroit cause qu'ils m'envoyeroit chargé de chaines dans des lieux don je ne pourrois pas sortir quand je voudrois , et que je ne pouvois éviter cela que par la grace du prince a laquelle je devois avoir recours. Il me representa comme ils souhaitoient tous, de meme que tous mes parens, et tous ceux qui me conoissoient , que je me misse en repos. Je repondis en leur protestant devant Dieu que ce n'étoit point par opiniatreté que je perséverois dans ma Religion, et que c'étoit parce que je la reconnoisès veritable , pure et conforme a la parole de Dieu. Je suis prest , leur dis-je , à suivre mon Sauveur partout où il m'appellera. Il a tout quitté pour moy , il est venu mourir pour moy sur une croix ; je suis obligé à tout abandonner pour luy et à tout souffrir pour l'amour de luy.

Un juge qui n'avoit point encore parlé me demanda comment estions-neus asseurés de la vérité de notre Religion. Je repondis

que nous conferions la doctrine qui nous est proposée avec les Ecritures à l'exemple des fidelles de Berée, dont il est parlé dans les actes des apostres. Il tacha d'eluder la force de cest exemple, et me demanda ensuite si je ne croyois pas que Dieu voulût sauver les ignorants aussi bien que les sçavants ? Je repondis qu'ouy. Il me repliqua que les ignorants estoit incapables d'examiner la religion par l'Ecriture S^{te} ; à quoy je repondis que dans l'Ecriture S^{te} les ignorents pouvoit connoitre aussi bien que les sçavants tout ce qui est necessaire pour le salut, et par là estre en estat de rejeter tous les articles que l'on voudroit ajouter à ceux de la foy chrestienne ; que S^t Paul presupposoit cette verité quand il disoit dans l'une de ces epitres (Or quand nous meme, ou un ange du ciel vous evangeliseroit outre ce quil vous a été evangelisé, quil soit en anatheme).

Le juge, dans beaucoup de paroles, ne repondit rien à proprement parler, et à la fin de son discours il me demanda d'où est ce que je sçavois que l'Ecriture S^{te} est l'Ecriture S^{te} ? De l'Ecriture S^{te}, lui repondis-je ; et comme il m'ût repeté à peu près la meme question, j'adjoutay que l'Ecriture S^{te} avoit des caracteres de divinité plus que suffisants pour se faire reconnoître pour parole de Dieu ; qu'elle estoit reconnue pour telle par tous les chretiens, et que d'ailleurs tant d'efforts que les payens avoit fait pour l'eteindre sans pouvoir en venir à bout m'estoit un temoignage certain que c'estoit un livre divin, puis que la divine Providence avoit pris un soin si particulier de nous le conserver dans tous les siecles, et qu'enfin je ne reconnoissés que l'Ecriture S^{te} pour le fondement et la regle de notre foy. Il me fit en suite quelques difficultés pour me persuader que , sans le secours de l'Eglise, nous ne pouvions estre assurés que ce que nous appellons l'Ecriture S^{te} fut la parole de Dieu, et conclud , apres un long discours, qu'il falloit reconnoitre l'Eglise avant que de pouvoir estre certains que l'Ecriture S^{te} fut la parole de Dieu. Sur cela, je suppliy la Cour de vouloir permettre que je fisse une question au juge qui me parloit, et les juges s'estant regardés, M^r le président me dit que je le pouvois.

M'adressant donc au juge, je luy demanday doù est ce qu'il sçavoit qu'il y auoit une Eglise qui ne peut nous enseigner que la vérité ? Mon juge ne peut s'empecher d'avoir recours à l'Ecri-

ture ; sur quoy je fis remarquer quil etoit contraint de poser aussi bien que moy l'Ecriture pour premier fondement, et qu'ainssi toutes les difficultes qu'il pouvoit me faire pour me faire douter que l'Ecriture S^{te} fut la Parole de Dieu, se tournoit maintenant contre luy. Il continua à rapporter des passages pour prouver la pretendue infallibilité de l'Eglise visible, et conclut en disant que cette Eglise rendoit temoignage à l'Ecriture, et l'Ecriture à cette Eglise, et que s'etoit un encheueure de verités qui etoit enseparable ; mais cela ne pouvoit pas le tirer de ce pas là, et pour le reste les passages quil aporta pour la pretendeue infallibilité de l'Eglise visible, qui étoit tirés des promesses que nôtre Seigneur J. C. fait à son Eglise, et des qualités quil luy attribue ; ces passages, dis-je, ne pouvoient etre apliqués legitimem^t qu'à l'Eglise qui est le corps des elûs qui sont les vrais membres de Jesus Christ.

J'aurois bien souhaité de luy faire voir comme les articles de notre religion sont bien autrem^t enchainés avec des passages de l'Ecriture clairs et formels, apres quoy j'aurois bien voulu luy demander à quel passage de l'Ecriture S^{te} est enchainé le sacrifice qu'on pretent faire tous les jours à la messe du corps et du sang de Jesus Christ. J'aurois peu faire la meme question sur l'adoration qu'on y rend au sacrement de l'Eucharistie, ainssi sur la transubstantiation, sur le culte qu'on rend aux S^{ts}, à leurs reliques et aux images. J'aurois peu demander à quel passage de l'Ecriture S^{te} est enchainé le purgatoire, et ainssi de tout ce qui a été adjouté à la religion chretienne.

Mais il fallut ecouter un autre juge, qui me fit un grand discours dans lequel il m'estala les grandeurs et les prosperités de l'église Romaine et les calamités et les miseres de la notre ; auquel je repondis par ces mots (Notre regne n'est point de ce monde). Un autre me dit que si je croyois ma religion bonne il me falloit rester dans ma maison, y souffrir le logement des gens de guerre, y voir dissiper mon bien sans regret, et y mourir martyr, si on eut voulu, comme faisoit les anciens chretiens, et non pas fuir comme j'avois fait. A cela je repondis que je pouvois justifier ma conduite par un verset de l'Evangile, j'entendois ce que notre Seigneur disoit a ses disciples (Quand on vous persecutera à un lieu, fuyez en un autre), et outre cela, leur dis-je, j'ay donné une raison bien

forte pour excuser mon absence, sçavoir l'état où ma femme se trouvoit, et le péril évident où elle étoit.

M^r le président me demanda si j'avois eu soin de m'instruire. Je répondis qu'ouy. Il me repliqua que c'étoit aparam^t dans les livres de nos ministres qui avoit accoutumé de nous defigurer la religion catholique R., et que si j'eusse pris soin de lire les livres de leurs docteurs et de leurs conciles je ni aurois rien trouvé de ce que les ministres supposoient à l'Eglise Romaine. A quoy je repondis que si la cour vouloit le permettre, je raporterois quelques passages de leurs docteurs et de leurs conciles que me faisoit de la peine et que je trouvois opposés à la pureté de la religion chretienne. Sur quoy s'étant regardés et quelques uns d'entre eux se demandant ce que je voulois proposer, ils me firent connoitre qu'ils n'avoit pas le loisir de m'entendre là dessus. Je me préparès à leur reporter le canon du 2^d concile de Nicée qui commande l'adoration des images, accompagné d'un passage de S^t Thomas leur docteur angelique et d'un autre de Gabriel Biel, un de leurs fameux theologien.

Je leur allois rapporter l'endroit du concile de Trente qui commande l'adoration souveraine du sacrement de l'Eucharistie, et le canon qui autorise la pratique d'offrir des messes à l'honneur des S^t pour obtenir leur intercession, le canon du concile de Constance qui retranche la coupe au peuple avec si peu de respect pour la volonté de notre Seigneur et pour la pratique de l'eglise pendant tant des siecles, et plusieurs autres choses de cette nature.

Un autre juge me dit si j'avois leu le livre d'un de mes compatriotes (parlant de M. Pelisson), ayant, me dit-il, tant de douceur et de docilité que vous en faites paroître, je m'assure que vous reconnoitriés la verité de la religion C. R., et que vous n'auriés pas fait difficulté de vous y renger. Je repondis que j'avois leu le livre de M^r Pelisson, et que je ni avois rien trouvé qui m'eut déterminé à cela ni qui m'eut donné seulement la moindre pensée d'abandonner ma religion. Enfin, M^r le president me demanda pour la 3^{me} fois si j'étois entierem^t resolu à persister dans ma religion ? Je repondis que c'étoit là ma résolution et que j'esperois que Dieu me fairoit la grace de my tenir. Il me demanda encore si je sçavois à quoy j'étois condamné, et comme jeus re-

pondu que j'avois été condamne par le 1^{er} juge aux galeres, il me demanda si j'ettois appellant. Apres que jeus repondu qu'ouy, il me congedia, en me disant que la cour me rendroit justice. J'eprouve avec joye que Dieu me fortifie de jour en jour et me fait la grace de me disposer à toute sorte d'evenem^{ts} avec une entiere resignation à sa volonté. Tu peux t'imaginer que je souhaite avec passion de te voir avant qu'on me fasse transferrer. Je ne crois pas de rester long temps. Je te souhaite toutes sortes de benedictions.

Lettre à sa mère, du 10 may 1687.

MADemoiselle MA MÈRE,

Vous verrés par la lettre que j'ecris à ma femme ce qui se parla lorsque je fûs sur la selete. Graces à Dieu, je ne fûs point étonné non plus que presentem^t par le crainte des peines qui me paroissoit presque inevitables. Si j'évite le galeres, ce sera apparament pour aller dans cest exil qui effraye tant de monde; mais j'espere que je trouveray partout Dieu qui sera tous jours mon consolateur et qui me soutiendra jusqu'au dernier moment de ma vie; c'est luy qui me donne la force de regarder avec un visage asseuré toutes les peines qu'on me prepare et qui maydera à les supporter constament à fin de luy estre fidelle jusqu'à la mort.

Il y a toutes les aparences que je ne seray ici que fort peu de jours. Vous vous imaginès bien que la plus grande consolation que j'attends du cotté du monde est de vous voir avant que je parte. Je viens de voir un moment Mad^{me} de Moulens par une grille, qui ma demandé si je changeois de lieu. Je luy ay repondu que je n'en scavois rien, et elle ma dit quil ny avoit plus de retardement pour elle et quelle partoît demain pour Montpellier. Je n'ay point encor veu mon procureur; j'ay seulement appris que nostre affaire estoit renvoyée au greffe pour conclure; je ne sais point asteure [à cette heure] ce quil faut faire. Je souhaiterois bien de voir mon fils, mais j'aprehende que cela ne puisse se faire qu'avec beaucoup d'embaras. Je luy [envoie mes] benedictions. Gardes

tout ce qui pourra un jour le faire souvenir de moy et de l'exemple que Dieu me fait la grace de luy donner. Je souhaite toute sorte de benedictions à toute la famille. Dieu veuille vous tenir en paix. Je suis, avec toute sorte de respect, Mad^{lle} ma mere, V. T. h. et obeissant serviteur.

Signé MASCARENE.

J'ay pris autres cinq ecus que j'ay presque deja achevés. Le capitaine du guet (?) vient de dire au garçon fayancier quil prit garde a luy, et quil le conduiroit apres quil seroit revenu de la conduite de Madame de Moulens. Ce matin, 11 may, Mad^{me} de Moulens est partie pour Montpellier, et j'ay appris qu'on a ecrit pour sçavoir ce que le Roy veut faire de nous, n'ayant trouvé de quoy nous condamner.

CONFESSION DE FOY DE M^r MASCARENE,

Par luy rendue à un grand vicaire, dans les prisons de L'hotel de ville de Toulouse.

1. Je ne veus pour objet de ma religion quun Dieu Pere Fils et St Esprit.
2. Je ne veus l'adorer qu'en esprit et en verité.
3. Je ne veus invoquer que luy.
4. Je ne veux flechir religieusement les genoux que devant luy.
5. Je ne veus reconnoitre pour notre intercesseur que Jesus Christ,
6. ni d'autre chef de leglise que luy,
7. ni d'autre Vicaire quil ayt laissé pour la conduite de l'eglise universselle que son St Esprit.
8. Je ne veux reconnoitre d'autre Sacrifice propitiatoire qu'une seule oblation une fois faite du corps et du sang de mon Sauveur,
9. ni d'autres merites que nous puissions metre en avant pour estre exhaucés dans nos prieres, que les merites de Jesus Christ,
10. ni d'autres satisfactions dont nous puissions payer la justice divine que ses souffrances,
11. ni d'autre purgatoire que son precieus sang,
12. ni d'autre indulgence que Sa grace.

13. Je ne reconnois d'autre manducation de la chair de J. C. que la spirituelle dont il est parlé au 6^e de St Jean.

14. enfin je ne reconnois personne qui ayt droit de retrancher le calice que Jesus Christ donna à ses comunians en leur disant : Beuvés en tous et faites ceci.

Ayant ces sentim^{ts} dans le cœur, je suis persuadé, M^r, quil ni a aucun de vous qui me conseilât de faire une profession exterieure de votre religion. D'autre cotté, je vous proteste, M^r, avec toute la sincerite dont je suis capable, quil m'est impossible de changer ces sentiments, quil nest pas meme en mon pouvoir de souhaiter le changem^t, et qu'au contraire je ne demande rien à Dieu avec tant ardeur que la grace dy perseverer.

CANTIQUE COMPOSÉ DANS LES PRISONS DE L'HOTEL DE VILLE,
EN 1687.

I

O roy des roys souveraine puissance
en qui j'ay mis toute ma confiance
assistemoy par ta force invincible
et l'on verra ce qu'on croit impossible.

entretiens dans mon cœur
la celeste vigueur
qui prend de toy sa source
et sans jamais broncher
on me verra marcher
jusqu'au bout de ma course.

II

Pour m'empecher de fournir ma carriere
on veut m'oter ce que j'ay de lumière,
et l'on metra bien tôt tout en usage
pour esseyer d'ebanler mon courage.

deja privé du jour
dans cest affreux sejour
rempli d'objets funebres
on offre à tout moment
à mon entendement
les plus noires tenebres.

3

Puisque je vois l'erreur et le mensonge
ne permets pas que mon ame si plonge
que ton Esprit qui deigne me conduire
chasse du mien ce qui peut me seduire.

que les biens advenir
m'otent le souvenir
de ceux que j'abandonne
au milieu des liens
et des maux que je crains
montre moy la couronne.

4

Satan qui voit qu'un gennereux martire
sera toujours fatal à son empire
a pris les soins à me forger des crimes
afin qu'on crut mes peines legitimes.

seigneur rends ses desseins
inutiles et vains
et fais partout entendre
que l'on poursuit en moy
ta pure et sainte loy
que l'on me veut deffendre.

5

Je t'ay suivi, je veux encor' te suivre
privé de toy seigneur je ne puis vivre
je suis à toy et je te sacrifie
ma liberté, mon repos et ma vie.

je scay que ton pouvoir
egale ton vouloir
et que ta providence
malgré tous les humains
peut m'arracher des mains
de quiconque m'offense.

6

Mais si ta main des prisons les plus fortes
ne brise pas les grilles et les portes
et pour bien tôt metre fin à mes peines
faire tomber et mes fers et mes chaines
au moins accorde-moy
l'esperence et la foy.

et cette patience
que triomphe de tout
et qui jusques au bout
soutienne ma constance.

Coppie de Lettre de M^r Mascarene, à M^r le Baron de Montbeton.

Monsieur et tres honoré frere en notre Seigneur Jesus-Christ, Bien loin d'avoir honte de votre chaine, je la regarde comme une marque et comme un gage certain de la couronne que Jesus Christ vous prepare dans le ciel. Je la regarde comme la joye des anges, la gloire de l'Eglise, l'edification et la consolation des fidelles, l'admiration et l'etonnement des ennemis de la verité, et comme un éguillon puissant pour porter ceux qui sont tombés à la repentance que vous faites eclater d'une maniere si illustre. Je souhaite que nos freres, qui sont les compagnons de vos souffrances, soient aussi les immitateurs de votre fermeté, et que loin de tourner leurs regards du coté du monde, ils ne regardent, comme vous, qu'à Jesus le chef et le comsomateur de notre foy. Je vous prie de vous souvenir de moy dans vos prieres, comme je me souviens aussi de vous dans toutes les mienes. Dieu veuille vous benir et vous accompagner par tout.

Reponce de M^r le Baron de montbeton à M^r Mascarene. Ecrite de Bordeaux lorsqu'il fut attaché à la chaine.

Votre billet m'est un cordiaque contre les foiblesses de l'ame, et peut me servir d'epitheme contre les sincopes et les maux de cœur. Gennereus confesseur de Christ, il vous confessera devant son Pere. Brave athlete, vous combatès le bon combat, vous remporterès la couronne de gloire. Pour ma chaine, mes amis savent qu'en me l'attachant je dis :

Benite soit la chaine
qui m'attache à mon Dieu ;

Je n'ay douleur ni peine
qui dans le sacré lieu
ne soit un jour changée
en douceurs en plaisirs.
heureuse destinée !
tu combles mes desirs.

Voilà mon tres cher frère mes sentiments et l'état de mon ame. Je suis votre imitateur et de tout mon cœur votre obeissant serviteur.

Nos tres chers compagnons vous embrassent de tout leur cœur.

C. M.

Les papiers de Jean Mascarene, que nous venons de transcrire, ont été conservés dans la famille de son frère César Mascarene, de Castres (voir ci-dessus, page 372, note), et vinrent en la possession de la branche américaine de la famille, quatre-vingts ans plus tard environ. En 1763, John Mascarene de Boston (page 480, note), fils unique de Jean Paul et petit-fils de Jean, visita l'Angleterre. Désirant savoir s'il existait encore des membres de sa famille en Languedoc, il fit des recherches à Londres, et, sur les conseils d'une personne de cette province, écrivit à « M. Mascarene, à Castres. » La lettre fut reçue par son cousin, fils de César Mascarene, qui répondit immédiatement en lui exprimant toute sa joie d'avoir de ses nouvelles (voir la correspondance, dont une traduction a été publiée dans le *New-England historical and genealogical Register* IX (1855), 239-247). C'est par ce parent que John Mascarene reçut copie des papiers de son grand-père.

LETTRE DE JUDITH (GITON) MANIGAULT.

Je veux faire une relation de notre sortie de France jusqu'à la Caroline, puisque vous le souhaitez. Nous avons souffert pendant

8 mois les contributions et les logemens des gens de guerre, pour la religion, avec bien du mal. Nous prîmes donc résolution de sortir de France la nuit et de laisser les soldats dans le lit, et laisser la maison toute garnie. Nous fûmes à Romans (en Dauphiné) nous cacher pendant dix jours, cependant qu'ils faisoient la recherche pour nous trouver; mais l'hotesse étant secrette, ne nous déclara point, car on vint demander si on nous avait vus. De là nous fûmes passer à Lyons, de là à Dijon, d'où mon frère aîné vous écrivit une lettre et une de Langres; je ne sçais si vous les avez reçues. Il vous marquoit que nous sortions de France. Nous passâmes chez M^{me} de Choiseule, où nous ne fîmes rien du tout. Elle étoit morte, et son beau-fils étoit maître en tout; de plus, il nous fit bien connoître qu'il voyoit que nous voulions sortir de France; que si nous voulions lui demander quelque chose, il nous déclareroit. Nous poursuivîmes notre chemin pour aller à Metz en Lorraine, d'où nous nous embarquâmes sur la rivière de la Moselle pour aller à Treves. De là nous fûmes à Cochem et à Coblentz; de là à Cologne, où nous quittâmes le Rhin pour aller passer dans des carioles, d'où nous fûmes à Wesel, où nous trouvâmes un hôte qui parloit un peu françois, qui nous dit qu'il n'y avoit que trente lieues de là à Lunebourg.

Nous savions que vous étiez là en quartier d'hiver, car nous avions reçu une de vos lettres quinze jours avant de sortir de France, qui nous apprenoit que vous passiez là l'hiver. Notre défunte mère et moi priâmes instamment notre frère aîné de vouloir passer par là ou nous laisser avec elle, cependant qu'il vous pourroit aller voir lui même; c'étoit dans le plus fort de l'hiver, — mais il ne voulût jamais, n'ayant que la Caroline en son esprit, de peur de perdre quelque occasion pour y venir : ce qui m'a causé toujours un grand chagrin quand j'ai pensé à vous, et avoir perdu une si belle occasion de vous voir au moins encore une fois. Que j'ai eu de regret de voir un frère avoir si peu de naturel ! Que je lui ai reproché de fois ! Mais il étoit notre maître, il nous falloit faire tout comme il vouloit. Après nous passâmes en Hollande pour aller en Angleterre. Je ne me souviens pas bien dans quelle année c'étoit : en quatre-vingt-quatre ou en quatre-vingt-cinq; c'étoit l'année que le Roi Charles d'Angleterre est mort (févr. 1685). Nous fûmes 3 mois à Londres pour attendre un vaisseau prêt pour

Caroline. Etant embarqués, nous fûmes bien mal ; la fièvre pourpreuse se mit dans notre vaisseau, dont il en mourût beaucoup ; notre défunte mère en mourut, étant agée. Nous fûmes neuf mois avant d'arriver en Caroline ; nous fûmes à deux ports, un portugais et une isle appelée Bermoude, appartenant à l'Angleterre, pour racommoder notre vaisseau, à cause d'une grande tempête où nous fûmes bien mal traités. Notre capitaine de vaisseau ayant fait quelque friponnerie, fut mis en prison, et le vaisseau saisi. Notre argent ayant été entièrement dépensé, ce fût avec la plus grande difficulté que nous procurâmes passage dans un autre vaisseau. Après notre arrivée en Caroline, nous avons souffert toutes sortes de maux ; notre frère aîné mourut un an et demi après notre arrivée ici d'une fièvre, n'étant pas accoutumé au rude travail où nous étions exposés. Nous nous sommes vus, depuis notre sortie de France, en toute sorte d'afflictions, en maladie, peste, famine, pauvreté, travailler bien rudement. J'ai bien été dans ce pays six mois sans avoir goûté de pain, et que je travaillois à la terre comme une esclave, et même j'ai bien passé trois ou quatre années avant d'en avoir quand je voulus. Dieu nous a fait une belle grâce d'avoir pu résister à toutes sortes d'épreuves. Je crois que si je voulois vous faire un détail de toutes nos aventures, je n'aurois jamais fait. Il suffit que Dieu a eu pitié de moi et changé mon sort à un plus heureux. Gloire lui en soit rendue.

LETTRES DU PASTEUR DAILLÉ.

Henri Selyns, Pasteur de l'église réformée hollandaise de New-York, aux Pasteurs de Boston.

(James Allen, pasteur de la 1^{re} église de Boston, de 1668 à 1710. Increase Mather, pasteur de la 2^e église de Boston ou église du Nord, de 1664 à 1723 ; et Samuel Willard, pasteur de la 3^e église de Boston ou église du Sud, de 1678 à 1707).

New-York, 8/18 mai 1683.

« Ego solus sum, et huic et circ... jacentibus Ecclesiis, solus a sacris sum, singulis hebdomadibus ter in hac urbe, et aliquibus

plus alicubi concinando. Excep... Rev. d^o Petro Daille, qui Galliam deseruit persecutionis causâ et q... concionatur, et d. Petro van Zuuren, qui non in hâc urbe, sed qu...dam in pagis eloquiorum Dei promulgator est. Sunt viri vita gemini et fide. »

Je suis seul pour le ministère évangélique pour cette église et les églises voisines ; chaque semaine je prêche trois fois en ville, et parfois plus souvent en n'importe quel lieu, seul, à l'exception du Rév. M. Daillé, qui a quitté la France à cause des persécutions et qui prêche aux Français, et M. Peter Van Zuuren, qui annonce dans les campagnes la parole de Dieu. Ce sont des hommes d'une égale foi et d'une même vie chrétienne (Papiers Mather (mss.), vol. V, n^o 17, Bibl. publ. de Boston).

Le même au Consistoire d'Amsterdam (Hollande).

21/31 octobre 1683.

M. Pierre Daillé, ancien Professeur à l'académie de Saumur, est devenu mon collègue. C'est un homme plein de zèle, de savoir et d'une piété profonde. Banni de France pour cause de religion, il soutient avec un grand courage la cause de Jésus.

Daillé à Increase Mather (1).

2 mai 1686.

« Clarissimo, doctissimoque Domino Crescentio Mathero, Verbi Divini fideli Ministro in urbe Bostoniensi.

» REVERENDISSIME AC DOCTISSIME VIR,

» Quod mei memineris in litteris, quas ad dominum Sleins collegam meum doctum scripsisti, per jucundum fuit : cum te bene erga me affectum esse manifestum sit. Qua de re opera pretium fore duxi, si tibi renunciarem, me viri pietate, charitate, doctrinaq. insignis, magni facere benevolentiam. Quam, sibi aliisq. Gallis profuturam, non fovisse Dominum Vandenbosh mirum est. Sed rogo te, celeberrime Domine, ne molestia a Domino Vanden-

(1) Papiers Mather ; à la bibliothèque publique de Boston.

bosh illata in causâ sit, cur minus faveas Gallis, qui jam adsunt in vestra urbe, quiq. ad eam sese recepturi sunt. Unius culpa aliis innoxiiis neque imputari, neque creare damnum debet. Itaque pristinæ charitatis erga fideles istos profugos gravissimamq. persecutionem passos, documenta te daturum spero : Neque etiam dubito quin ad Ecclesiam Gallicam Bostoni restituendam manum adhibere velis. Ad eam rem operam meam offero, ut non bene antea gesta resarciantur. Tibi collegisq. tuis doctis gaudium debitum pro mœstitiâ immeritâ efflorescat. Sumus fratres, fraterna igitur amicitia colenda est ! Hoc efficere pro viribus mihi mens est. Tibi collegisq. tuis inclytis (quibus plurimam etiam salutem dico) significando me esse, Reverende ac Doctissime Vir, obsequen-
tissimum addictissimumque servum tuum. » DAILLAEUM.

» Datum in Urbe Eboracensi die 2^o men. maii, annoq. 1686. »

Au très illustre et savant Increase Mather, fidèle ministre de la Parole de Dieu, à Boston.

TRÈS RÉVÉREND ET DOCTE MONSIEUR,

Je suis très touché que vous vous soyez souvenu de moi dans votre lettre à M^r Selyns, mon collègue, puisqu'il est clair que vous êtes bien disposé pour moi. C'est pourquoi il me parait convenable de vous répondre que je fais grand cas de la bienveillance d'un homme illustre par sa piété, sa charité et sa foi. Il est étonnant que M. Vandembosh ne l'ait pas recherchée, tant dans son intérêt que dans celui des autres français. Mais je vous prie, illustre Monsieur, que le tort causé par M. Vandembosch ne vous soit pas un motif pour moins favoriser les Français fixés maintenant dans cette ville ou qui peuvent y venir. La faute d'une seule personne ne doit pas être imputée aux innocents, ni leur causer du préjudice. Aussi je compte sur votre ancienne charité à l'égard de ces pauvres fidèles réfugiés qui ont traversé la plus rude persécution, et je ne doute pas que vous ne vous employiez à la restauration de cette malheureuse Eglise française de Boston. Je vous offre mon concours pour réparer les fautes qui ont été commises. Puissiez-vous, vous et vos collègues, en retirer la satisfaction qui vous est due après une tristesse imméritée. Nous sommes frères et nous devons cultiver cet amour fraternel ! J'y

veux consacrer tous mes efforts, et, dans ces sentiments, je suis, de vous et de vos illustres confrères auxquels j'envoie mes meilleures salutations, Révérend et très illustre Monsieur, votre très obéissant et dévoué serviteur.

DAILLÉ.

New-York, 2 mai 1686.

Daillé à Increase Mather (1).

REVERENDE VIR,

» Dominus Selyns in genere solummodo mihi retulit, qua in particulari de Domino Van den Bosh ipsi scripseras. Sed ab aliis audiavi vos jure merito ei infestos esse, quod rempublicam ecclesiamq. vestram male habuerit. Nos etiam experimur dictum Vandebosh omnia agere perverse, cum in animum multorum Gallorum inducere conatus fuerit Dominum Deschamps (qui in Bostoniæ vixit) admittendum esse ad sacram synaxim, etiam si consistorium nostrum contrarium censuerit, quod tumultus quosdam in ecclesiâ nostrâ antea pacatâ excitavit. Sed ut alia multa prætermittam, ille adversus fidem datam, et id quod honestum justumq. est duas partes (quæ degunt ruri) ecclesiæ nostræ sibi arripuit, ita ut ecclesia nostra, quæ ante adventum memorati Vandebosh intime conjuncta, et, ut ita dicam, unum cor, unaq. anima erat, jam in partes abierit. Rogo te Reverende Vir ut mihi rescribas, eaq. a Domino Vandebosh acta enarres. Ille Doctor, qui tibi reddet hasce meas litteras, est optimus homo, reformatæ nostræ religionis, peritissimus in arte suâ. Passus est maximam jacturam, ita ut omnes sarcinas, omniaq. medicamenta injuste amiserit. Vult emere Bostonia medicamenta et ea quæ necessaria sunt ut vitam quærat, artem suam profitendo. Sum certus, Reverende Vir, te velle, si opus sit suppetias, ipsi ferre. Mihi gratum feceris si eum adjuveris, hanc rem te rogo, et tibi Deo ego et ille rependemus grates. Non licet mihi per tempus alia addere; quia navis jam parat iter. Itaque finem facio tibi collegisq. tuis doctis salutem plurimam impertiendo, omniaque prospera et fausta præeundo. Sum, Reverende Vir, obsequentissimus et addictissimus servus tuus.

» DAILLÆUS. »

Datum in Urbe Eboracensi Julii an. 1686.

(1) Papiers Mather.

Daillé à Increase Mather.

RÉVÉREND MONSIEUR,

M. Selyns m'a fait connaître seulement en général ce qu'il vous avait écrit en détail au sujet de M. Vandenbosch. Mais j'apprends, d'autre part, que vous avez de justes sujets de mécontentement à son égard, à cause de sa conduite dans l'Etat et dans l'Eglise. Nous aussi nous avons reconnu que la conduite dudit V. est reprehensible, puisqu'il s'est efforcé de persuader à plusieurs Français que M. Deschamps, qui habite Boston, ne devait pas être admis dans notre sainte assemblée, quoique le Consistoire eût décidé le contraire, parce qu'il a excité quelque agitation dans notre église, jusqu'alors si paisible. Mais, sans parler de beaucoup d'autres choses, contrairement à ses engagements aussi bien qu'à l'honneur et à la justice, il s'est attribué deux parts [deux tiers] de notre église (qui sont à la campagne); de sorte qu'il a divisé en deux camps notre église qui, avant son arrivée, n'était qu'un cœur et qu'une âme. Je vous prie donc, révérend Monsieur, de me répondre et de m'instruire de ce qui a été fait par M. Vandenbosch. Le docteur qui vous remettra cette lettre est un homme d'un excellent esprit, attaché à notre religion réformée, et très habile dans son art. Il a couru les plus grands dangers et a perdu injustement tous ses bagages et tous ses médicaments. Il désire acheter à Boston d'autres médicaments et tout ce qui lui est nécessaire pour l'exercice de son art. Je suis certain, révérend Monsieur, que vous lui donnerez votre assistance en cas de besoin. Vous m'obligerez beaucoup en agissant en sa faveur. C'est ce que j'attends de votre bonté, et, Dieu voulant, nous vous en serons profondément reconnaissants l'un et l'autre. Je ne puis vous en dire plus long, parce que le navire qui doit porter ma lettre est prêt à partir. Je vous envoie donc, ainsi qu'à vos collègues, mes cordiales salutations, et je prie pour que toutes choses tournent à votre prospérité et à votre avantage.

Je suis, révérend Monsieur, votre très obéissant et dévoué serviteur,

DAILLÉ.

New-York, juillet 1686.

Daillé au secrétaire de la Société pour la propagation de l'Évangile dans les pays étrangers (1).

DOCTISSIME VIR ,

» Cum sis maxime propensus (ut fama est) ad beneficiendum ecclesiis, earumq. ministris, credidi te æqui benigni. consulturum, si hisce litteris multâ cum reverentiâ a me rogatus esses, ut libellum supplicem hîc inclusum prælegas plurimum venerandæ societati vestræ, et ut velis operam parare ad auxilium mihi necessarium procurandum. Decet ministrum omnia tentare antequam deserat suum gregem. Si potes efficere, Doctissime vir Domine, ne hoc accadat meo respectu, mihi comparando supplementum unde possim sustentari, promovebis rem gratissimam Deo, vestræ admodum inclytæ Societati gloriosam, atque ecclesiæ utilem. Ob benevolentiam tuam eximiam multum tibi obstrictus ero, et tibi omnia prospera et fausta semper precabor, sicuti nunc facio, Doctissimine Vir, obsequentissimus tuus. » P. DAILLÉ. »

Datum Bostoniæ octavo die septembris 1706.

TRÈS SAVANT MONSIEUR ,

Puisque vous êtes si bien disposé en faveur de nos Eglises et de leurs ministres, je pense que vous prendrez en bonne part que je vous prie par cette lettre de vouloir bien communiquer la supplique ci-jointe à Votre vénérable Société, en lui demandant de me venir en aide et de me procurer quelque assistance. Un pasteur doit faire tous ses efforts avant d'abandonner son troupeau. Si vous pouvez, très savant Monsieur, faire en sorte que tel ne soit pas mon sort, en me procurant des moyens d'existence, vous aurez fait une œuvre agréable à Dieu, honorable pour votre illustre Société et utile à l'Eglise. Je vous aurai la plus vive reconnaissance pour votre bonté, et je continuerai à prier Dieu pour votre prospérité et votre bonheur, comme je le fais maintenant, très savant Monsieur.

Votre très obéissant serviteur ,
Boston, 8 sept. 1706.

P. DAILLÉ.

(1) Registres de lettres de la Société pour la propagation de l'Évangile.

NOTE DES TRADUCTEURS

(CHAPITRE IX)

Le *Christianisme au dix-neuvième siècle*, du 8 avril 1886, a tracé, par la plume si autorisée de M. Edouard Sayous, une peinture fidèle de la colonie française de Londres en 1686, « de » l'harmonie saisissante des grandes et des petites églises de la » Réforme, réunies, dans leur séparation même, par la prière » commune et par le péril commun. »

Nous ajouterons à ce récit que César de Missy, « ministre de la chapelle française de la Savoye, » dans un éloquent sermon, « *Les Larmes du Refuge*, sur le psaume cxxxvii, prononcé dans l'église française de la Patente, du quartier du Soho, le 11/22 d'octobre 1735, jour de jeûne établi en mémoire de la révocation de l'édit de Nantes (Londres, chez Godefroi Smith, 1736), » — énumérant ses sujets de tristesse et d'humiliation, ajoutait :

« Ce qui nous afflige..., c'est que, malgré tout ce qu'a de glorieux ce nom de *Réfugié*, qui pourroit (si vous le respectiez) vous rendre capables de l'humiliation que ce jour vous demande; c'est que, malgré tout ce qu'un nom si saint pourroit (s'il étoit respecté) avoir d'influence sur vos mœurs et par conséquent sur votre salut, ce beau nom cependant, loin d'être en honneur parmi vous, y tombe de plus en plus dans un mépris qui nous dit que vous êtes des lâches; dans un mépris qui fait languir nos Eglises presque désertes, qui fait gémir ce qu'il y reste de véritables membres, et qui se fonde, après tout..., sur quoi? sur l'indigne et pitoyable crainte de ne pas faire assez bien sa cour à la nation où nous vivons, si, à quelque prix que ce soit, nous ne confondons notre nom avec le sien, si nous ne lui sacrifions basement ce que le nôtre a de plus saint et de plus vénérable. »

(Suit une dramatique peinture de la révocation en France et en Saintonge, dont César de Missy était originaire.)

A ce tableau, nous sommes heureux d'opposer la Relation, par M. J.-J. Weiss (*Au pays du Rhin*, 1886), de l'état actuel des réfugiés français recueillis après les dragonnades par Frédéric II à la Jambe d'Argent, landgrave de Hesse-Hombourg : « Ils » ont gardé avec un soin jaloux, une susceptibilité ombrageuse, » la langue de la France et la forme de protestantisme particulière à la France. Leur parler français est celui du beau moment ; il est intact et restreint ; aucune mixture n'est venue » l'altérer ni l'enrichir ; il n'a rien acquis, il n'a rien perdu. Leur » protestantisme est celui de l'âge héroïque et inflexible ; rien n'a » percé vers leurs forêts du courant d'idées protestantes contemporaines, ni le latitudinarisme des deux Coquerel, ni la liturgie » humanisée de M. Bersier. » J'aurais pu me croire au Temple neuf, à la Rochelle..... » J'étais tout enveloppé des idées de damnation et de salut éternel, qui sont la discipline sous laquelle j'ai grandi..... Songez à » ce qui s'est passé dans l'âme de leurs pères quand ceux-ci ont » eu à choisir entre la parole de Dieu et les ordres du Nabuchodonosor de Versailles. Songez à l'effort surhumain qu'ils ont » dû accomplir sur eux-mêmes pour abandonner leur industrie » prospère, le champ fécondé par leur travail, la maison où leurs » jours s'écoulaient dans la pensée et la recherche du salut..... » En tous temps la religion, mise en demeure et provoquée, l'a » emporté et l'emportera sur la patrie, les intérêts et les idées » que représente la patrie ne pouvant du tout lutter en importance » avec les intérêts et les idées que représente une religion réellement crue. »

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS PROPRES

MENTIONNÉS DANS CET OUVRAGE

A

- Abelin, 293.
 Abjurations, 84-85, 335.
 Acadie (établissement en) sous
 de Monts, 49-69.
 — (l') et les jésuites, 75-79.
 — concédée à Sir W^m Alexander, 79.
 — (colons de l'Aunis), 84-85.
 — (efforts pour exclure les réformés de l'), 103-107.
 Adams, 448.
 Agenois (Guyenne), 383.
 Aigle (L') (Normandie), 335.
 Alabama, 293.
 Alain, 94.
 Alaire, 271.
 Alard, 503, 541.
 Albany (N.-Y.), 132.
 Albe (duc d'), 146.
 Albert, 32.
 Alexander (Sir William), 79.
 Allaire, 168, 169, 170, 187,
 232, 237, 241, 271, 353, 440,
 442, 446, 452, 525, 535.
 Allemagne, 209.
 Allen, 552-553.
 Amail, 316.
 Amboise (d'), 94.
 Amboise (paix d'), 34.
 Amian, 525, 535.
 Ammonet, 306.
 Amon, 335.
 Amsfort (Amersfooort) (Hol-
 lande), 460.
 Amsterdam, 143.
 Anderson, 334.
 Andrivet, 288, 367.
 Andros (Sir Edmund), 433, 522,
 528.
 Angers (Anjou), 414.
 Angevin, 306.
 Anglès (Languedoc), 373.
 Angleterre (hospitalité de l') en-
 vers les réfugiés, 207-209.
 — (Impressions des réfugiés
 sur l'), 392-393, 396.
 — (le refuge en), 391-422.
 Anglois (L'), 432.
 Angoumois, 296.
 Anjou, 414.
 Annapolis (Nouvelle-Ecosse),
 102, 453-454.
 Ansème (Picardie), 346.
 Antilles, 159-192.
 — (persécution dans les), 173.
 — (transportation dans les),
 174-186.
 — (évasions des), 186.

- Antilles (relâchement de la persécution aux), 189.
 — (retour des colons d'Amérique dans les), 190.
 Antoine de Bourbon, roi de Navarre, 30.
 Anvers (église wallonne d'), 109.
 Anville (sieur d'), 326.
 Appalachee (baie d') (Floride), 420.
 Appleton, 480.
 Apre, 142.
 Aracheguene, 331.
 Arces (Saintonge), 293.
 Archambeau, 276, 283.
 Ardouin, 317.
 Argall, 73.
 Arnaud, 288, 290, 525, 535.
 Arnold, 514, 552.
 Arnou, intendant, 260.
 Arondeau, 280.
 Arras (église wallonne d'), 109.
 Arriné, 276.
 Ars (île de Ré), 250.
 Artois, 109, 347.
 Arvert (Saintonge), 285.
 Ashurst, 421-422, 452.
 Assise, 329.
 Atherton (Cie d'), 414, 519-529.
 Atinas, 32.
 Aubin, 284.
 Auboyneau, 237, 289.
 Aubry (messire), 58, 59.
 Audebert, 287, 317.
 Augustine, 434.
 Aulnay (Poitou), 318-319.
 Aumant, 333.
 Aunant, 378.
 Aunis, 214-435.
 — (émigrants de l') dans l'Acadie, 94.
 — (persécutions dans l'), 259-261.
 Authon-en-Perche, 348.
 Avranches (Normandie), 538.
 Aycrigg, 285.
 Aydelott, 387.
 Aymon, 32, 36.
 Ayrault, 251, 271, 414, 450, 525, 526, 529, 533-534, 536-537, 541, 545.

B

- Babinot, 51.
 Bachulaye (S^r de), 338.
 Bacot, 321.
 Badeau, 292, 384, 400.
 Baillergeau, 306.
 Baker, 543.
 Balaguier, 380.
 Balarand (de), 372, 376.
 Ballaud, 39.
 Ballon, 540.
 Baluet, Balluet, 307, 379.
 Barand, 248.
 « Barbarie's Garden » (New-York), 384.
 Barbarie, Barberie, 344, 383-384.
 Barbault, 240, 252.
 Barbé, 121, 124.
 Barbezieux (Angoumois), 252, 296.
 Barbier, 138.
 Barbot, 256.
 Barbut, 380, 446, 455, 465, 499, 508, 525, 535.
 Bard, 255.
 Bardin, 191.
 Barger, 447.
 Barillot, 94.
 Barnstaple (Angleterre), 392.
 Baron (le), 537-538.
 Barre (de la), gouv. du Canada, 104.
 Barré, 32, 453.
 Barthélemy, 36.
 Bas (Le), voir Lebas.
 Baseu (Le Baiseur), 124.
 Basking-Ridge (New-Jersey), 434.
 Basset, 106, 282, 283, 436, 447, 454.

Basse-Terre, 163.
 Bataille, 328.
 Baton, 169, 346.
 Baudecour, 372.
 Baudon, 321.
 Baudouin, Bowdoin, 231, 237,
 271, 440, 442-444, 447, 469,
 470, 477-479, 499, 508, 511,
 543.
 Baudry, 169.
 Baxter, 408.
 Bayard, 111, 138, 384, 477.
 Bayley, voir Besly.
 Bayeux, 325-326, 344.
 Beadle, 432.
 Béarn (province), 390.
 Beau (Le), 39.
 Beaubattu, 84.
 Beauchaire (sieur de), 39.
 Beauchamp, 353, 354, 447, 525,
 535, 558.
 Beaumont (sieur de), 58-94.
 Beaussais (Poitou), 317.
 Beauvois (de), 142.
 Bedloe (Ile), 138.
 Belgique, 109.
 Belhair, 525.
 Belleau (de), 89.
 Bellereau, 169.
 Belleville, 253.
 Bellin, 247.
 Bellomont (comte de), 89, 452,
 465, 509, 526-527, 530, 543-
 546.
 Bellot, 40.
 Belong, 321.
 Benech, 386.
 Benet (Poitou), 315.
 Bennet, 137.
 Benolt, 305.
 Benon, 249.
 Bentyn, 137.
 Berchaud, 245, 382.
 Bergerac (Guyenne), 383, 385,
 387.
 Bergeron, 315.
 Bergier, 104.
 Berkeley, 550.
 Bermudes (Iles), 190.
 Bernard, 255, 455.
 Bernardeau, 238.

Bernon (famille de La Ro-
 chelle), 226-230, 237, 553.
 — (André), 226, 265, 266.
 — de Bernonville, 230.
 — de La Bernonière, 230.
 — de L'Isleau, 230.
 — Gabriel, 91, 101, 230, 268,
 269, 411-413, 440, 442,
 447, 450-453, 488-494,
 509-517, 540-552.
 — Descendants de Gabriel,
 385, 448, 551-553.
 — Jean, sieur de Luneau,
 266-268.
 — Samuel, sr de Salins, 91,
 266, 268, 548.
 Bernonière (La), 230.
 Bernonville, 230.
 Bérrou, 348.
 Berry (province), 354-355.
 Berteaud, 334.
 Berthon de Marigny, 304, 414,
 525.
 Bertolet, 331.
 Berton, 522.
 Bertonneau, 253, 257, 318.
 Bertrand, 36, 239, 325.
 Bertrand du Tuffeau, 307, 451,
 488-489, 498, 504, 508, 516.
 Besart, 370.
 Besly, 254, 330.
 Bessonnet, de Bessonnet, 366.
 Bethnal-Green (Londres), 399.
 Bethlo, 138.
 Beverwyck (Albany), 148.
 Bibaud, 84.
 Biencourt (de), 59, 95.
 Billard, 238.
 Billbaud, 278.
 Billebeau, 274, 275.
 Billon, 246.
 Billt (Billet), 122.
 Biscon, 258, 447.
 Bisset, 295.
 Bitheur, 295.
 Blacklach, 389.
 Blanchan, Blanchard, 94, 146,
 147, 150, 276.
 Blénac (comte de), 184, 186.
 Bliss (du), 245.
 Block, 131.

- Blois, 348.
 Blom, pasteur, 150-155.
 Blond, Le Blond, 170, 449.
 Blondeau, 292.
 Blonderie (sieur de La), 39.
 Bobin, Bobinot, 94.
 Bochet ou Bouchet, 354.
 Bocquet, 169.
 Bodin, voir Boudin.
 Bodine, 273.
 Bohain (Picardie), 344-345.
 Boinest, 321.
 Bois, voir Du Bois.
 Boisbelleau, 188, 284.
 Bois Le Compte, 12.
 Boisseau, 94, 283.
 Boisselet, 238.
 Boiteux (Le), voir Le Boiteux.
 Bolbec (Normandie), 336.
 Boles, 28.
 Bollinger, 367.
 Bon, 142.
 Bondet ou Boudet, 385, 459,
 487, 501, 504, 508.
 Bongrand, 188, 377-378.
 Bonhoste, 353.
 Bonnaud, Bonneau, 170, 241,
 245, 318, 332, 333.
 Bonne-Espérance (cap de), 346.
 Bonnefoy (de), 385.
 Bonnefous, 387.
 Bonnerme, 58.
 Bonnet, 293, 314, 316, 400.
 Bonneville (de), 330.
 Bonnin, 307, 320.
 Bonrepos (de), 169, 170, 187,
 441, 458-459.
 Bontecou, 254, 389.
 Bordeaux (Guyenne), 382, 383,
 385.
 Bordel (du), 10, 28.
 Bosc (du), voir Dubosc.
 Bosch, 334.
 Bosson (de), 369, 370.
 Bossu, 346.
 Bostaquet (Dumont de), 408.
 Boston (Massachusetts), 261,
 273, 283, 288, 295, 320, 328,
 336, 345, 359, 429-483, 508.
 Boucaniers, 175.
 Bouché, 142.
 Boucher, 104, 442, 447.
 Bouchet, voir Bochet.
 Boudet, voir Bondet.
 Boudin ou Bodin, 293.
 Boudinot, 238, 247-249, 250,
 325, 387.
 Bouhier, 245.
 Bouin-en-Forêt, 370.
 Bouniot, 525, 536.
 « Bounty, » voir Royal-Bounty.
 Bouquet, 274.
 Bourdeaux, de Bourdeaux,
 169, 348, 366.
 Bourdet, 238, 240.
 Bourdieu (du), 338-339, 410-
 411.
 Bourdille, 497.
 Bourdon Pierre, 10, 27.
 Boureau, 317.
 Bourgogne (ducs de), 229, 548.
 Bourlioli (le sieur La Motte), 58.
 Boursiquot, 302.
 Bouteiller, 241, 285.
 Boutignon, 307.
 Boutigny (paroisse de), 354.
 Boutilier, 173, 187.
 Boutineau, 288, 447, 478, 508.
 Bouyer, 188, 285, 287, 383.
 Bovie, 145.
 « Bowdoin-College » (Maine),
 479.
 Bowdoin, voir Baudouin.
 Boyd, 245, 382.
 Boyer, 169.
 Boynaux, 256.
 Brabant, 109.
 Braintree (Mass.), 441, 449.
 Branche (de), 324.
 Braud, 317.
 Bréan (de), 324.
 Brebeuf, jésuite, 86.
 Bremar, 346.
 Brésil, 4.
 Bressan, 366.
 Bretagne, 109, 141-142, 337-
 342, 539.
 Breteau, 142.
 Bretin, 525, 535.
 Briand, 94.
 Bricou, 317.
 Bridge, 468.

- Bridon, 273, 293, 447, 465.
 Bridou, 345.
 Brie, 370.
 Briell, 138.
 Brigaud, 253, 258, 289.
 Brinqueman, 383, 384.
 Bristol (Angleterre), 399-405.
 Bristol (Rhode-Island), 538.
 Brokin, 394.
 Brooklyn (N-Y.), 137.
 Broque, 121, 122, 124, 125.
 Brouage (Saintonge), 279.
 Broucard, 146.
 Broussard, 245, 248, 318, 448.
 Brown, 244.
 Browne, 432.
 Browning, 399.
 Brownistes, voir Puritains.
 Brugnet, 333.
 Brun (Le), voir Browne et Le Brun.
 Bruneau (sr de la Chaboissière et de Rivedoux), 234, 236, 245.
 Brunet, 222.
 Bruyas, 557.
 Bryan, 378.
 Buckingham (duc de), George Villiers, 79.
 Bugnon (sieur du), 232.
 Bureau, 169, 237, 310-313, 445-446, 447, 454, 455, 497, 508.
 Buretel ou Burtel, 169, 235, 245.
 Burgand, 246.
 Burgeaud, 297.
 Burlington (New-Jersey), 288, 379.
 Burnaby, 355.
 Bushwick (Long-Island), 138.
 Bussereau, 525.
 Butler, 432.
 Butt, 489, 499.
 Buvier, 367.
 Buzançais (Berry), 355.

C

- Cabot, 432.
 Cadet, 94, 191.
 Cadix (Espagne), 179.
 Caianna, 191.
 Caen (de), 74, 82.
 Caen (Normandie), 323-327, 470.
 Caillaud, 169, 187.
 Cailleboëuf, 318.
 Cairon, 388.
 Calais, 138.
 Callard, 348.
 Callières (de), 556.
 Calvin, 10, 18-19, 407, 463.
 Calvinisme en France, voir Protestantisme.
 Camp (de), 142.
 Campbell (M^r), 477, 543.
 Campion, 122, 124, 169.
 Canada, 49-107.
 Canadiens français et indiens, 505-516.
 Canaveral (cap), 42.
 Canche, 169, 187, 305.
 Caner, 540.
 Canet, 369.
 Canon, 145, 345.
 Cante, voir Canton.
 Canterbury (archevêque de), 209, 421.
 — (Wallons à), 110.
 Canton, 447, 499, 502, 503.
 Caraïbes, 182.
 Cardaillac (Guyenne), 388, 509.
 Carion, 379.
 Carleton (Sir Dudley), 116.
 Carmarthen (Lord), 452.
 Carmeau, 10.
 Caroline du Sud, 370, 379, 382.
 Caroline (la), fort, 36.
 Caron, 123, 336.
 Carouge, 238.
 Carpentier (de), 123.
 Carpentry (du), 123, 125.
 Carré, 251, 298, 305, 414, 459, 522, 524-525, 528-533, 536.
 Carrelle (Languedoc), 373.

- Carrelet, 169.
 Carrière, 336.
 Carron, 321.
 Carteret (de), 432.
 Cartier (Jacques), 54.
 Casco, Portland (Maine), 443.
 Casée, 145.
 Casier, 141, 146, 342.
 Casjou, 138.
 Cassagne (La), 378.
 Cassaneau, voir Cazneau.
 Castaing, 420, 422, 508.
 Castres (Languedoc), 371-377.
 Catoir, 121, 124.
 Catskill (montagnes), 148.
 Caudebec, 277, 336.
 Caussade (Guyenne), 382.
 Cavernes servant aux assemblées religieuses du Désert, 295.
 Cazalet, 369-370.
 Cazalls, 344.
 Cazneau ou Cassaneau, 440, 447, 498.
 Certificats d'abjuration, 369.
 Censier, 121, 124.
 Cerf, voir Le Cerf.
 Chabert, 191.
 Chaboissière (château de La), 234.
 Chabossière (sieurs de la), 234.
 Chabot, 385, 447, 455.
 Chadaine, Chadène, 278, 279, 288, 525, 535.
 Chaigneau, 238.
 Chaillaud (journal de), 285-287.
 Chaillé, 243, 271.
 Chaillon, 167.
 Chaîne (du), 142.
 Chaîne (tour de la) La Rochelle, 224.
 Chalais (Saintonge), 296.
 Chalifour, 84.
 Challais, voir Chaillé.
 Challeux (Le), 40.
 Challion, 354, 360.
 Chambers, 148.
 Chamier, 355, 487.
 Chamoiserie de Bernon, 510, 543.
 Champagne, 84.
 — (province), 356-357.
 Champenois, 313.
 Champflour (de), évêque de La Rochelle, 548.
 Champlain (de), 50, 59, 69.
 Champont, 84.
 Champs (Des), voir Deschamps.
 Channy, 122.
 Chanseuille, 348.
 Chantonay (Poitou), 233.
 Chapeloupe, 284.
 Chaperon, 329.
 Chapman, 330.
 Chardavoine, 293.
 Chardon, 320, 321, 448, 465, 467.
 Charie, 142.
 « Charitable Samaritain, » sermon, 529.
 Charitres, 191.
 Charlesfort, 33.
 Charles I^{er}, roi d'Angleterre, 79.
 Charles II, roi d'Angleterre, 208.
 Charleston (Caroline du Sud), 298.
 Charlton, 326.
 Charnisé (de Menou-d'Aulnay, sieur de), 97-100.
 Charon, Charron, 382, 436.
 Chartier, pasteur, 10, 18, 19.
 Charuyer, 318.
 Chasteignier, Chastaignier, 234, 235, 246, 270.
 Chastes (Aymar de), 55.
 Châteaubriant (édit de), 3.
 Châteaudun (Orléanais), 348.
 Châtellerault (Poitou), 304, 414.
 Châtillon-sur-Loing, 11.
 — (collège de), 199.
 Chaudoré (le sieur de), 58.
 Chaume (la), (Poitou), 307-308.
 Chauveau Martin, 36.
 Chauvet, 94.
 Chauvin, sr de Tontuit, 54.
 Checkley, 548.
 Cheever, 455.
 Chenac (Saintonge), 294.

- Chenay (Poitou), 318.
 Chenevard ou Chesnevert, 558-559.
 Chentrier, voir Chintrier.
 Chérigny, 354-355.
 Cherveux (Poitou), 316, 339.
 Cheusse (de). V. Henry.
 Chevalier (Le), 334.
 Chevalier, Chevallier, 169-170, 256, 334, 434.
 Chezeau, 251, 447.
 Chintrier, 245, 246.
 Choiseul (M^{me} de), 361.
 Chotein, 125.
 Chouzoy (de), 342.
 Chrestien, 295.
 Claerhout, 334.
 Claude, 398, 399.
 Claude, 399.
 Clémenceau, 94.
 Clément, 141.
 Clements, 444.
 Cler (Le), Clere (Le) et Clercq, 141, 288.
 Clitden, 122.
 Cloux (du), 123.
 Clues (de), 346.
 Cochivier, 142.
 Coddington, 550-551.
 Coit, 480.
 Colbert, 1.
 Colier, 353.
 Coligny (amiral), 1-7, 11, 29-36.
 Coligny (île de), 9.
 Colineau, 297.
 Collardeau, 295.
 Collèges protestants (suppression des), 199.
 Colin, 170.
 Collin, Collyn, 223, 251, 256, 525, 535, 555.
 Collomb, 191.
 Colloques, 4.
 Collyers, 559.
 Commeau, 94.
 Commission de Henri IV à De Monts, 56.
 — du cardinal de Richelieu à d'Enambuc et de Rossey, 164.
 Concourt (Artois), 347.
 Condé (prince de), 73.
 Confession publique de l'apostasie, 289, 353.
 Confiscation des biens des réfugiés, 338-339.
 « Conformistes, » Conformité, 407-409.
 Conne (Coinne), 122, 124.
 Connecticut, 251, 257, 317, 378, 389, 519-522.
 — fleuve, 132.
 Conseiller (Le), 141.
 Consistoires, 4.
 Contat, 17, 20.
 Contesse, 253.
 Conversions, 84-86, 171, 207.
 Corbusier, 190, 191.
 Cordes, 379.
 Corguilleray, voir de Pont.
 Cork (Irlande), 279.
 Cormié, 94, 142.
 Cornille, 122.
 Cornilly, 491, 499.
 Cortlandt (van), 325.
 Cosce, 420.
 Cosette, 39.
 Cossart, 142, 232.
 Cothonneau, 170, 246, 252, 271.
 Cottiby, 267.
 Cottin, 344, 345.
 Cou (de), voir Cow (de).
 Coudray, Coudret, 170, 292, 525, 536.
 Couillandeau, 289.
 Coulombeau, 279.
 Coulon (Poitou), 316.
 Coulon, 252, 313.
 Couly, 348.
 Courdil, 378.
 Coursier, 253.
 Cousseau, 141, 232.
 Coutant, 253.
 Coutras (bataille de), 246.
 Couturier, 293, 315.
 Couverts, 142.
 Coxe, 420.
 Coysgame, 450.
 Cozes (Saintonge), 294.
 Cramahé(de), voir Chastaignier.

- Crawford, 552.
 Crenne (Cranne) (de), 121, 124.
 Crepy (de), 121, 124.
 Crequi (comtes de), 168.
 Cresson, 561.
 Cressy (seigneurs de), 247.
 Crispel, 146, 147, 150.
 Crochet, 191.
 Croiset, 239.
 Crommelin, 141, 343.
 Cromwell, 100.
 Crotte ou Cropte (de la), 40.
 Croy (de), 122, 125.
 Crucheron, 145.
 Curaçao (île de), 151.
 Cuvilje, 191.

D

- Daillé, 455, 458-470.
 Dallain, 334.
 Dallé, 170.
 Damaris, 307.
 Damont, 121, 123.
 Damour, 94, 277.
 Danemark (roi de), 209.
 Danziez, 191.
 Darlington (comté), 321.
 Dauphiné (province), 363-367.
 David, 169, 233, 234, 238, 295, 525, 536.
 Deblois ou de Blois ou de Bloys, 283, 448.
 Debray, 36.
 Dechamps, 525, 535.
 Dechezault, 271.
 Decoux ou De Cou ou De Cow, 287.
 Deerfields (Massachusetts), 515.
 Deerpark (c^{te} d'Orange), 337.
 Dehaies, 36.
 Dehays, 354.
 Delacheval, 284.
 De Lafont, Delafon, 169, 284.
 Delaforetre, 418.
 De la Grange, voir Grange.
 De la Main, voir Main.
 De la Plaine, voir Plaine.
 Delancey, De Lancey, de Lancy. V. Lancy (de).
 De Lanoy, 116, 170, 342.
 De Lannoy, 124.
 Delavergne, 284.
 Dellaclose, 432.
 De la Warde, voir Warde.
 Delaware (fleuve), 132, 143.
 Delaware (comté), 145, 290, 378.
 Dellius, 530.
 Demarest, voir Marest.
 Deméon, 284.
 De Merre, 125.
 De Mey, 166.
 De Missy, 595.
 De Muyn, 259.
 Denis, 284, 294.
 Denonville (marquis de), 90-91.
 Depeister, voir Peyster.
 Depeuch, 379.
 Depont ou de Pont, 232, 237, 255-256, 442, 448, 499, 508.
 Déportations et déportés huguenots, 174-185.
 De Rues, voir Rues.
 De Ruine (Dreuns), 561.
 Desbrosses, 308.
 Descairac, 239, 403.
 Deschamps, Des Champs, 58, 169, 245, 448.
 Desendre, 121, 124.
 Desert (mont), 73.
 Desplanques, 40.
 Desveaux, 169.
 De Vaux, voir Vaux (de).
 D'Harriette, voir Hariette (d').
 Dickesteane, 501.
 Die (Dauphiné), 199, 363.
 Dieppe (Normandie), 7-40, 332-333.
 Dieu, 326.
 Digand, 123, 124, 125.
 Dimbert, 372.
 Dorchester (Massachusetts), 475, 480.

- Douai (église wallonne de), 109.
 Doublet, 36, 276.
 Doucet, 84.
 Doucinet, 238, 278.
 Douens, 169.
 Douw, 242.
 Doyœux, 277.
 Dragaud, 278.
 Dragonnades. 202.
 Dreuns, 561.
 Droilhet ou Drouilhet, 248, 296, 377.
 Drouet, 40.
 Drune, 141.
 Dublin (Irlande), 318.
 Du Bois, 145, 146, 147, 149-155, 277, 344, 457-458.
 Dubois, 39, 169, 278, 284, 285, 287.
 Dubosc ou du Bosc, 289, 296, 333, 379.
 Dubrois, 191.
 Du Buisson (du Poitiers s^r), 86.
 Du Chainé, voir Chainé.
 Duché, 244.
 Duchemin, 169, 187, 326.
 Du Cloux, 123.
 Dudley, 488, 491-493, 514, 515-516.
 Du Four, 122, 125.
 Dugua, Du Gas ou Du Gua, 94, 316, 418.
 Dugué, 320, 338, 355, 379.
 Dulac, 40.
 Dumaresq, 434.
 Dumas, 378.
 Dunot, 275.
 Dupee, 465.
 Dupee ou Du Tay (?), 380.
 Dupeu ou Dupeux, 273, 497, 499, 508.
 Du Plessis-Mornay (Orléanais), 348.
 Duplessis, 559.
 Du Pon, 122, 124.
 Dupon, 295.
 Dupont, 329.
 Dupré, 355.
 Dupuis, Du Puis, 141, 342, 465.
 Dupuy, 283, 355, 358-359.
 Durand, de Durand, 169, 278, 318, 363-366, 394-397, 410-411, 415, 555.
 Durant, 331.
 Duras (Guyenne), 383.
 Durham (New-Hampshire), 504.
 Durié, 146.
 Durouzeaux, 295.
 Dushaise, 418.
 Dutais et Duthais, 418.
 Dutais, voir Tay (du).
 Dutarque, 346.
 Dutartre, 348.
 Du Tay, voir Tay (du).
 Dutee (du Tay), voir Jerauld.
 Duteil, 169.
 Duval, 40, 169.
 Duyou, 146.

E

- East-Greenwich, 523.
 Eaton, 330.
 Edgartown (Massachusetts), 385.
 Edit de Châteaubriand, (27 juin 1551), 3.
 — de juillet 1561, 30.
 — de janvier 1562, 31.
 — de pacification, 8 août 1570, 108.
 — de Nantes, 13 avril 1598, 49.
 — de décembre 1656, 139.
 — de révocation, voir Révocation.
 Eliot, 436-437, 505, 540.
 Elizabeth (New-Jersey), 383.
 Elmer, 558.
 Emigrants, voir Réfugiés.
 English, 432-433.
 « Engagés » aux Antilles, 175.
 Epée de G. Bernon, 548.
 Equier, 288, 351-352.
 Erlach (d'), 36.

Erouard, 253.
 Erthé, 191.
 Erving, 478.
 Esopus (Kingston, N.-Y.), 147-155.
 Espagne, 1, 41-46.
 Esquier, 351.
 Est (provinces de l') de la France, 356-367.
 Estrées (comte d'), 280.

Etats généraux des Provinces-Unies, 129.
 Evangile (Société pour la propagation de l'), 467-468, 547.
 — (bastion de l'), La Rochelle, 225.
 Evasion, voir Réfugiés.
 Evout, 282.
 Exoudun (Poitou), 249.

F

Face, 123.
 Fache, 124.
 Facteurs ou agents, représentants huguenots, 87.
 Faget, 295, 296.
 Falle, 431.
 Falmouth (Maine), 434.
 Faneuil, 232, 237, 344, 440, 442, 444-445, 448, 452, 470, 476-477, 498.
 « Faneuil Hall » (Boston), 445, 477.
 Fanton, 256.
 Farge (de la), 287.
 Farnarcque, 123, 125.
 Farnham (Virginie du Sud), 388.
 Fascal (Pascal ?), 379.
 Faucheraud, 274.
 Fauconnier, 255, 320.
 Faugères (Languedoc), 379.
 Fauntleroy, 342.
 Favières, 287.
 Ferré, 355.
 Ferté-au-Vidame (La), 349.
 Feveryear, 432.
 Figeac (Guyenne), 388.
 Fillou et Filoux, 251.
 Fiquinvillle, 32.
 Fish, 347.
 Fitch, 507.
 Flandreau, 241.
 Fleuriau, 169, 188, 305.
 Fleury de la Plaine, 320.
 Flip, 122.
 Floride, 41-46, 419.
 Flotte (La), île de Ré, 250.

Flucker, 478.
 Foissin, 191.
 Foix (comté de), 387-390.
 Foix (de), 231.
 Fontaine, 291, 299-304.
 Fonteyn, 141.
 Fonton, 318.
 Forcet, voir Marylan.
 Fore, 84, 85.
 Forest (de), 111, 117-135.
 Forestier, 294, 525, 535.
 Forge-Nocey (La) (Poitou), 318.
 Fort huguenot (Massachusetts), 494-496.
 Foucault, 313.
 Fouchard, 383.
 Foucheraud et Fouchereau, 276, 295.
 Fougeraut, 289.
 Fougeray (le sieur), 58.
 Fougie, 142.
 Fouilloux, 436.
 Foulon, 346.
 Fourdrin, 122.
 Fourneaux, 36.
 Fournié, 141.
 Foye, 433-434, 491.
 Framerie, 123, 125.
 France, 257, 271.
 « France Antarctique, » 9.
 François, 125.
 François I^{er}, roi de France, 2.
 Frankenthal (Palatinat), 146.
 Frégeau, 125.
 « French River, » voir Maa-nexit.

- Frenchtown (Rhode-Island), 523.
Frène (du), 353.
Fresné, 366.
Fresneau, Freneau, 344.
Freté, 84.
Frezeau de la Frezelière, 548.
Frignac, Prignac? (sieur de), 298.
Fromaget, 305.
Frontenac, comte, 454.
Fruschard, 307.
Fublaines près Meaux, 354.
Fuite des réformés de France, 203-207.
Fumé, 292, 317.
Fundy (baie), 164.

G

- Gaillard, 169, 293, 316, 370, 561.
Gaiveau, 141.
Galay, 525, 536.
Gallais, 254.
Gallaudet, 249, 250.
Gallopain, 335.
Galway (marquis de Ruvigny, comte de), 452, 544.
Gambié, 36.
Gancel, 329.
Gand, église wallonne, 109.
— (chapelle de), à Bristol, 403.
Gannepaine, 145.
Gano, 434.
Gantois, 122.
Garde (de la), 383.
Gardien, 10.
Gardiner, 243.
Garfield, 540.
Garhere, 539.
Garillion, 334, 348, 366.
Garlin, 353.
Garneau, Garnault, 83.
Garnié, 278.
Garnier, 256, 257, 276.
Garric ou Garrigues, 370-371.
Garrison, 386.
Gas (du), voir Dugua.
Gascherie, 242.
Gaspar, 123.
Gast, 296.
Gastigny, 399.
Gaudineau, 188, 189, 308.
Gautier, 104, 276, 283, 380.
Gazeau, 448.
Gendre (Le), 36, 328, 525, 535.
Gendron, 169, 247, 282, 321.
Genejoy, 141.
Genne, 338.
Gênes (de), 136.
Geneston (sieur de), 58.
Geneuil, 278.
Genève, 10-22, 470, 473.
Genilliat, voir Gignilliat.
Genouil, 287.
Genouillé ou Jenouillé (Saintonge), 291.
Germaine, 498.
Germon, 288, 498, 508, 525, 535.
Germon (Poitou), 316, 317.
Gerneaux, 434.
Gerould, voir Jerauld.
Gervon, 141.
Ghiselin, 121, 124.
Gignilliat, 346.
Gilbert, 313.
Gilet et Gillette, 387, 554-555.
Gille, 121, 123.
Gilliard, 191.
Gilliet, 354.
Gilliot, 345.
Gillott, 191.
Girard, 541.
Girardeau et Girardot, 308.
Giraud Browning, 399.
Girrard, 307.
Gisborne, 342.
Giton, 321, 360-363, 424.
Gittong, 334.
Gobard, 276.
Godet, 190, 191.
Gombauld ou Gombeaux, 170, 188, 190, 241, 244.

- Gondeau, 36.
 Gonnor, 40.
 Goose (baie), 321.
 Gosfraight, 327.
 Gosselin, 169, 170, 329.
 Gougeon ou Goujon, 94, 254, 271.
 Gouin, 283, 294.
 Goulairie (sr de la), 338.
 Gourdain, 347, 561.
 Gourdeau, 94.
 Gourdeман, 122.
 Gourgues (de), 46.
 Gousset, 307.
 Gowanus (Long-Island), 137.
 Goyave (Guadeloupe), 188.
 Goyon, 333.
 Grand, 145.
 Grandchemin, 1, 36.
 Grand (Le), voir Le Grand.
 Grandpré, 36.
 Grange (de la), 39, 138.
 Grasset, 238, 382.
 Graton, 254.
 Gravesend (Angleterre), 394-396, 419.
 Gravesend (Long-Island), 284.
 Brazilier, 436, 525, 536.
 Greene, 532.
 Greenwich (Rhode-Island), voir Ea. Greenwich.
 Gremier, 122.
 Grenier La Tour (de), 389.
 Grennell, 540.
 Grenoble (Dauphiné), 366.
 Greycourt, Gricourt, près Saint-
 Quentin, 343.
 Grignon, 169, 448, 455, 465, 467, 499, 508, 510, 525, 535.
 Grinnell, voir Grennell.
 Grion La Capelle, 138.
 Grissaut, 142.
 Groesbeeck, 326.
 Grontaud (de), 36.
 Gros, 40.
 Groton (Massachusetts), 504.
 Guadeloupe (île de la), 169, 170, 172, 185, 187.
 Guenon, Guesnon, 141.
 Guercheville (marquise de), 71-72.
 Guérin, 275.
 Guérineau, 169.
 Guernache, 32.
 Guernesey (île de), 431-434.
 Guernier, 342.
 Guerrain, voir Guérin.
 Guerri, 318.
 Guerry, 254, 436.
 Guespin, 333.
 Guibal, 342, 379.
 Guichard, 165, 169, 239.
 Guimard, 276, 277, 336.
 Guion, 249, 253, 306.
 Guionneau, 170, 237, 448.
 Guiraud, 183, 185.
 Guise (de), 33.
 Guiton, Guyton, 225, 292.
 Guizon, 191.
 Gumaer, voir Guimard.
 Guyenne, province, 380-389.
 Guymard (Orange, N.-Y.), 277.

H

- Hain, 275, 442.
 Hainaut (province), 110.
 Halfway (fleuve), 507.
 Hamel, 170, 187, 188, 332.
 Hamilton, 291.
 Hance, 36.
 Hancock, 476.
 Harcourt (seigneurs d'), 327.
 Harfleur (Normandie), 335.
 Hariette (d'), 238, 247, 448.
 Harlem, voir New-Harlem.
 Harramond, 321.
 Harris, 549-551.
 Harrisburg (Pennsylvanie), 291.
 Hartford, 353, 558-559.
 Harwich (Massachusetts), 385.
 Hasbrouck, 146, 277, 357.
 Hastier, 169, 188, 241.
 Hâvre (Le), 7.
 Hawes, 465.
 Hawkins (Sir John), 39.
 Helme, 551.

- Henri II, roi de France, 3.
 Henri IV, roi de France et de Navarre, 50-54, 66-67, 71.
 Héraud, 258.
 Herbe, 384.
 Heroy, 253.
 Hesse (de), 337.
 Het, 239, 285.
 Heullé (S^r du), 338.
 Hiers (Saintonge), 279.
 Hillhouse, 540.
 Holland, 326.
 Hollande (fuite des huguenots en), après la Saint-Barthélemy, 109.
 — accueille les réfugiés, 209.
 Hollingworth, 433.
 Holyoke, 480.
 Hommedieu (L'), 168, 169, 188, 242, 243.
 Honeur (de) (d'Ounous), 142.
 Honfleur (Normandie), 12.
 Hôpital pour les pauvres protestants français à Londres, 399.
 Horry, 257, 353.
 Horsford, 243.
 Houpleine, 141.
 Hubbard, 480.
 Hudson (fleuve), 115, 130.
 Huertin (Heurtin), 239.
 Huger, 306.
 Hugla, 382.
 Huguenots ou protestants de France, commencent à former un parti, 31.
 — La violence de la persécution les oblige à prendre les armes, 33.
 — en Floride, 36-46.
 — en France, sous l'édit de Nantes, 49-53.
 — en Acadie, 56-69.
 — sur le Saint-Laurent, 69-70.
 — en France, après la mort de Henri IV, 71.
 — exclus du Canada, 76-77.
 — à la Nouvelle-Angleterre, 80-82.
 — (Loyauté des) reconnue, 139, 196.
 — (Redoublement de persécution des), 141.
 — aux Antilles, 164-192.
 — en France, se livrent à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, 194.
 — négociants et manufacturiers loyaux et habiles, 195, 196.
 — marins aux Antilles, 165.
 — négociants aux Antilles, 167.
 — soldats au Canada, 84-85.
 Hulin, Hullin, Huslin, 170, 239.
 Hurley (N.-Y.) ou « New-Village », 151.
 Hussé, 124.
 Hutchins, 244.
 Hutchinson, 438, 480.

I

- Imbert, 378.
 Imborch, 151.
 Indes occidentales (Compagnie des), 130.
 Indes occidentales, voir Antilles.
 Indiens Nipmucks, voir Nipmucks.
 Ingall, 511.
 Inquisition introduite en France, 3.
 — dans les Pays-Bas, 109.
 Irlande (réfugiés en), 318.
 « Isles d'Arvert et Marennes », 281.
 Isle (seigneurs de l'), voir Chastaignier.
 Ive, 145.

J

- Jabouin, 253.
 Jacques, 40.
 Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, 79.
 Jacques II, roi d'Angleterre, 398.
 Jaille, 295.
 Jamain, 170, 238, 239, 240, 282, 525, 536.
 James-River, 359, 386.
 Janvier, 255, 271.
 Jay, 230, 231, 239, 243, 263-265, 344, 399, 404.
 Jeanblin, 327.
 Jenney, 244.
 Jenouillé, voir Genouillé.
 Jerauld, 380.
 Jeroe, 138.
 Jersey (île de), 109, 431-434.
 Jésuites, 71-79, 81-82, 84-89.
 Jodon, 253, 257, 318.
 Johannot ou Johannot, 448, 449, 470, 476, 499, 506, 508.
 Johnson, 448, 489, 497, 499, 506, 510.
 Jolain, 316.
 Jolin et Jollin, 169, 291.
 Jonville (sieur de), 39.
 Jorisse, 150.
 Jouet, 525, 535.
 Joullin, 170.
 Jouneau, 169, 188, 252, 271, 305, 344.
 Jourdain, 317.
 Journeay, 141, 146.
 Joux (de), 420, 422.
 Juin et June, 316, 317.
 Julien, 511, 525, 543.

K

- Kekamoochuk, village indien (Mass.), 509.
 Kickameeset, près Frenchtown, 527.
 Kingston (N.-Y.), 344, 345.
 Kingstown (Rh.-Isl.), 522, 528.
 Kirk, 80.
 Kockuyt, 141.
 Kolver, 142.
 Krygier, capitaine, 153, 154.

L

- La Barrée (Flandre), 145.
 Labé ou Labbé, 293.
 Laborie, 388, 509-513.
 Laboureur, 256.
 La Cadie, voir Acadie.
 Lacaille, 32, 36.
 Lachère, 32.
 Lackeman, 142.
 La Court, 283.
 La Crête, 36.
 La Croix, 36.
 Lafon, 10, 525, 536.
 La Forge-Nocey, voir Forge-Nocey.
 Lage (île de), 8.
 Lagourgue, 191.
 Lagrange, voir Grange.
 La Grasse, 191.
 Lambert, 122, 124, 125, 291, 313, 383, 384, 525, 536.
 Lamothe, La Motte, de La Motte, 84, 367.
 Lamoureux, 292.
 Lancey (de), Lancy (de), 285, 324-325, 344.
 Landry, 94.
 Languedoc (province), 367-380.
 Lanier, 387.
 La Noy, voir De la Noy.
 Lanterne (tour de la) à La Rochelle, 224, 225, 259, 264, 269.
 La Parière, 94.

La Ragotterie, 89.
 Lardant Jacques, 333.
 Lareine, 308.
 Laronde, voir Bretin.
 La Roux, 191.
 Lasseur, 383.
 Lasty, de Lasty, 169, 188, 449.
 Latané, 387-388, 420.
 Latouche, 383.
 La Tour (de), 95-101, 236, 452, 554.
 Latour, 292.
 La Tourette, Latourette, 278, 390.
 Laudonnière (de), 32-43.
 Laurent, 233, 539, 558.
 Laval (vicomte de), 324.
 Laval, évêque de Québec, 86, 87.
 Lavandier, 327, 335.
 Lavau, 84.
 Lavigne, La Vigne, 291, 525, 536.
 Lavill, 278.
 Lavillon, 358.
 Lawrence, 330, 558, 559.
 Laymerie (de), 371.
 Le (de), 122.
 Lebanon (Connecticut), 539.
 Le Bas, 326-327.
 Lebert, 342.
 Le Blond, voir Blond.
 Le Boiteux, 239, 241, 285, 336.
 Lebreton, Le Breton, 40, 169, 536.
 Le Brun, 241, 256, 432, 525, 535.
 Le Ca, 122, 125.
 Le Cerf, 342.
 Le Cert, 379.
 Lechielles (de), 122, 125.
 Leclair, 316.
 Leclerc, 30, 112, 354.
 Le Clere, Le Clercq, voir Clerc (Le).
 Le Combe, 191.
 Le Comte, Le Compte, 169, 170, 327, 332-333, 335, 346.
 Le Conte, 84, 168, 169, 188, 329-330, 449.
 Leeche, 440.
 Lefavor, 432.

Le Febvre, Le Febure, Le-febvre, 146, 191, 338, 539.
 Légaré, 359-360, 441, 449, 525, 535.
 Le Geay, 123.
 Le Gendre, voir Gendre.
 Léger, 346.
 Legrand, Le Grand, 284, 326, 345, 346.
 Leisler, 378.
 Le Jeune, 123, 125.
 Le Lièvre, 169.
 Lemaistre, 36, 169, 347.
 Lemestre, 347.
 Lemoyne, Le Moine, 36, 335, 336, 525, 536.
 Le Nain, 305.
 Le Neuf, 557.
 Le Nud, 333.
 Léonard, 244.
 Le Per, 124.
 Le Prou, 348.
 Lequier ou Lescuyé, 141, 240.
 Le Riche, 316.
 Le Rou, Le Roux, 122, 169, 191, 291.
 Le Roy, 121, 124, 329, 331, 549, 551.
 Léry (de), 10.
 Lescarbot, 65.
 Leschelle (Picardie), 346.
 Lescure (de), 553.
 Le Spere, 191.
 L'Espinard, 170.
 L'Espine (de), 332.
 Lestrangle, voir Streing.
 Lesueur, 335.
 L'Esveillé, 329.
 Le Tellier, 169.
 Le Thuillier, 190.
 Levasseur, 171.
 Levelin, 141.
 Le Vilain, 169, 188, 319, 333.
 Leyde, 112.
 L'Hommedieu, voir Hommedieu.
 Libot, 345.
 Liège, 553.
 Lieure (Lièvre), 292.
 Lille (Flandre), 109, 145.
 Liron, 378, 556-558.

- Lispenard, 326.
 Liturgie, 463-464.
 Lodève (Languedoc), 369.
 Lolsary (?), 278.
 Lomax, 342.
 Londres (évêque de), 422.
 — (Réfugiés français à), 392-397.
 — (Églises françaises à), 395, 396, 399.
 Longemare (de), 331-333.
 Long-Island (N.-Y.), 284, 287.
 Lorange, 245.
 Lordan, 333.
 « Lords of Trade, » 453, 544-545.
 Lorières (sieur des), voir Stelle.
 Loring, 480.
 Lorme (de), 347.
 Lorraine (province de), 356-359.
 Loudun (Poitou), 305, 306.
 Louhman, 142.
 Louis, prince de Condé, 30.
 Louis de Wallon, voir Du Bois.
 Loumeau (de), 288, 367.
 Louraux, 239.
 Lourion, 94.
 Louvois, 377, 382.
 Lucas, 233, 239, 539.
 Lumigny, près Meaux, 354.
 Lusignan (Poitou), 317.
 Luten, 141.
 Lyon-la-Forêt (Normandie), 331.
 Lyon, 359-360.
 Lys (du), 39.

M

- Maanexit (fleuve), 488.
 Mace, 275.
 Mac Lean, 558.
 Machet, 170, 188, 189, 289, 292.
 Machonville (de), 39.
 Magni, voir Many.
 Magnon, 384.
 Magny, près Meaux, 354.
 Magos, 85.
 Mahault, 169, 170, 243, 250, 330.
 Maillard, 39.
 Maillet, 449, 508.
 Maine (province), 348.
 Main (de la), 141.
 Maintenon (Orléanais), 348.
 Maisons françaises d'Oxford, 497-500, 506.
 Malacare (Saint-Julien, sieur de), 338-339.
 Malherbe, 306, 335, 354.
 Malines, 109.
 Mallet, 336, 449.
 Mallon, 32.
 Manakintown (Virginie), 255, 274, 276, 306, 341, 355, 378, 386-388, 419.
 Manhattan (l'île), 131.
 Manat, 159.
 Manigault, 231, 233, 363, 424.
 Manley, 469.
 Mannheim (Palatinat), 146.
 Mannion, voir Magnon.
 Mantes, 104.
 Many (Magni), 292, 525, 536.
 Marans (Aunis), 246-249, 316.
 Marbœuf, 342.
 Marchand, 36, 233, 327.
 Marc (de), 141.
 Marcé (baron de), 338.
 Marcou, 168.
 Marennès, 85, 277, 279-285.
 Marest (de), 141, 146, 342, 560-561.
 Marguerite d'Angoulême, 2.
 Mariette, 348, 449, 454.
 Marigny (de), voir Berthon.
 Marillac (de), 36, 203.
 Marion, 168 169, 307.
 Marlier (de la), 121, 123.
 Maroc (esclavage au), 283.
 Marseau, 318.
 Marsh, 559.
 Marsilly, près La Rochelle, 435-436.
 Martilène, 145.
 Martin, 40, 122, 124, 145, 169, 274, 499, 508.

- Martineau, Martineaux, Martineaux, 253, 258.
 Martinique (île de la), 170, 182-183, 284.
 Martinou, 145.
 Maryland, 244, 277, 364.
 Marylan (sieur de la Forcet), 236.
 Mascarenc, Mascarene, 102-103, 371-376, 479-480.
 Mas-d'Azil (Ariège), 389.
 Masiot, 318.
 Maslet, 349.
 Massachusetts, 165, 237, 251, 273, 320, 329, 336, 412, 429-516.
 Massacres de la Saint-Barthélemy, 108.
 — à la Caroline, 44.
 — au Massachusetts, 44.
 — en Provence, 3.
 — de Vassy, 32.
 Masselin, 40.
 Massé, 169-170, 278.
 Mather, 455, 461, 462, 530.
 Maton, 121, 123.
 Maubec (La Rochelle), 225-226.
 Maulard, 348.
 Maurice, 169.
 Mauritius (fleuve), voir Fleuve Hudson.
 Maury, 291.
 Mauvoisin (Guyenne), 387.
 Mauzé, 246.
 Mauzé (Aunis), 249.
 Mawney, voir Moine.
 May, 130.
 Mazamet, 379.
 Mazarin, 195-196.
 Mazicq, 257.
 Meaux, 3, 354.
 Médicis (Catherine de), 31.
 Medfield (Massachusetts), 380.
 Medis (Saintonge), 293.
 Médisance (traité de Le Mercier contre la), 474.
 Mélançon, Anne, 101.
 Melet, 288, 316.
 Mémin, 318.
 Menardeau, 525.
 Menendez, 41-45.
 Menigaut, 233.
 Menissier, 321.
 Mennin, 40.
 Menou, 348.
 Menou d'Aulnay (de), voir Charnisé.
 Mercereau, 278, 279, 390.
 Mercier, Le Mercier, 188-189, 241, 271, 305, 321, 449, 456-457, 470-475.
 Merie, 239.
 Mérindol (Dauphiné), 365.
 — (Provence), 367.
 Merlat, 297.
 Merlet, 142.
 Merlin, 188-189, 239.
 Meschers (Saintonge), 292, 293, 314.
 Meschinot de Richemond, 553.
 Mesnard, 169, 241, 284-285.
 Messett, 382.
 Mestayer, 253.
 Mestre, 387.
 Mesureur, Le Mesureur, 36, 169.
 Mesurole, 141, 342.
 Metz (Lorraine), 30, 356.
 Michaëlius, 136.
 Michaud, 253, 257, 318.
 Micheaux, 358.
 Michel, 80.
 Micou, 342.
 Migault, 310.
 Milard, 525.
 Milford (Connecticut), 378, 387, 508, 554-556.
 Millau, 200.
 Millet, 449, 465, 499.
 Minuit, 136.
 Minvielle, 383-384, 386.
 Miquelet, 58.
 Mirambeau (Saintonge), 296, 414.
 Misère (mont), 163.
 Missions évangéliques au Brésil, 10.
 — Acadie, 66.
 Modemen, 348.
 Mohégans et Mohawks, Indiens, 132, 507-508, 513.
 Moine (le), voir Le Moine.

- Moëze (Saintonge), 276.
 Molines, 116.
 Moluques (banc des), 50.
 Money, 238, 382.
 Monier et Monnié, 142, 238, 305.
 Monnel, 170.
 Mons (Eglise wallonne de), 109.
 Montagne (de la), 111, 135, 151, 153.
 Montauban (Guyenne), 199, 381, 385-386.
 Monteils, 369-370.
 Montel, 508.
 Montier, 328, 449, 508.
 Montier de Vabre (du), 346.
 Montivilliers (Normandie), 335.
 Montmorency (compagnie de), 74.
 — (duc de), 74, 195.
 Montonneau (de), voir Jay.
 Montpellier (Languedoc), 368-371.
 Monts, Pierre du Gua (sieur de), 53-72.
 Moody, 450.
 Moreau, 279, 317, 321, 333.
 Morin, 94, 169, 240, 249, 282, 314, 318, 400.
 Morine, 314.
 Morrall, 432.
 Morrye, 278.
 Mortagne, 294.
 Mot (de la), 122, 124.
 Mothe, Motte, voir La Mothe.
 Meuchamps (Poitou), 308.
 Mouchard, 265.
 Moulinars (de), 378.
 Mounart, 318.
 Mounier, Mousnier, 258, 305.
 Mousnier de la Montagne, 121, 122.
 Mourgue, 499.
 Mousset, 449, 465, 499, 508.
 Moyer, 327.
 Muce et de la Muce-Ponthus, (marquis de la), 339-341, 419-420.
 Mucot, 247.
 Mulinor, voir Moulinars.
 Murdock, 478.
 Musson, paroisse de Medis (Saintonge), 293.
 Muy (de), 84.
 Myles, 467.

N

- Nairac, 553.
 Nansemond, fleuve (Virginie), 420.
 Nantes (édit de), 49.
 — (Bretagne), 339.
 Nanteuil-lès-Meaux, 354.
 Narragansett (Rhode-Island), 251, 274, 288, 291, 305, 335, 414, 436, 519-553.
 Nations (les Cinq), 508.
 Naturalisation, 414-418, 442.
 Naudin, 296, 306.
 Naugatuck (fleuve), 556.
 Navires :
 — Amarante, 187.
 — Breton, 36.
 — Concorde, 36.
 — Dolphin, 181.
 — Elisabeth, 36.
 — Espérance, 182.
 — Faucon, 36.
 — Fleur-de-Gueldres, 144.
 — Fortune, 116.
 — Friendship, 385, 440.
 — John-Elisabeth, 440.
 — Loutre-Dorée, 147.
 — Mackerel, 131.
 — Marie, 141.
 — Nassau, 427.
 — New-Netherland, 130, 147.
 — Ours, 144.
 — Petite-Roberge, 12.
 — Porcupine, 453.
 — Prince-Maurice, 144.
 — Renard, 145.
 — Robert, 240.
 — Rosée, 12.
 — Saint-Bertram, 190.

— *Speedwell*, 116.
 — *Vache lâchée*, 145.
 Neau, 169, 172, 276, 436-437, 449, 450.
 Négociants huguenots, 167.
 Neuville, Neufville (de), 170, 188, 319-320.
 Nevis (île de), 166.
 New-Amsterdam (New-York), 133, 144, 147, 222.
 Newberry, 522.
 Newcomb, 539.
 New-Jersey, 244, 287, 330, 380, 424.
 New-London, 507.
 New-Harlem, 137.
 New-Oxford, voir Oxford.
 New-Paltz (Ulster), 277, 305, 356.
 Newport (Rhode-Island), 509, 385, 539-540, 542-551.
 New-Roxbury, voir Woodstock.
 New-Rochelle, 170, 240, 250, 279, 282, 289, 294, 314, 320, 329, 333, 342, 378, 508.
 Newton, 327.
 New-Village, 151.
 New-York, 88, 159, 168, 236, 237, 244, 252, 275-280, 283, 284, 287-289, 291-294, 305-308, 315-317, 320, 325-329, 332-336, 342-344, 353, 356, 370, 380, 384, 436, 446, 508.
 Nezereau, 240.
 Nicaise, 125.
 Nicolas, Nicholas, 275, 296.
 Nicolas (Saint), tour de La Rochelle, 224.
 Nîmes (Languedoc), 377-379.

Niort (Poitou), 310-314, 449.
 Nipmuck (Massachusetts), 484, 491.
 Nipmuck (Indiens de), 487, 500-506.
 Niville (sieur de), 324.
 Noailles (duc de), 377.
 Noël, 169.
 Noger, 383.
 Nollo, 169.
 Nombret, 246.
 Nonant (baron de), 329.
 Non-conformistes, 399-409.
 Nonnelle, 382.
 Nord (département du), 109.
 Norfolk, comté (Mass.), 441.
 — (Virginie), 420.
 Normand, 317.
 Normandie (province), 109, 322-337.
 Norwalk (Connecticut), 389, 508.
 Nossay (de), 553.
 Nottinghamshire (Angleterre), 113.
 Noüe (de la), 340.
 Noue, 145.
 Nouveau-Palatinat (comté d'Ulster), 145, 147.
 Nouveaux-Pays-Bas, 108-156, 523.
 Nouvelle-Ecosse, voir Acadie.
 Nouvelle-France, 54, 56, 70, 76.
 « Nouvelles converties, » 106-107.
 Nouvion (vicomte de), 324.
 Noy (de la), voir De la Noy.
 Nud (Le), voir Le Nud.
 Nuquerque, 282.

O

Obry, 179.
 Occoquan, baie (Virginie), 413.
 Océan Atlantique (les réfugiés sur l'), 423-428.
 Olcott, 559.
 Oleron (île d'), 281.
 Olivier, 449.

Olmy, 396.
 Ony, 370.
 Oraille (le sieur d'), 58.
 Orange (comté, New-York), 277, 348-354.
 Orange (l'), voir Lorange.
 Orange, fort, 132.

Orbigny (d'), 553.
 Orléans, Orléanais, 347-349.
 Ormeu-en-Beauce, 348.
 Orsement (Orléanais), 348.
 Osse (Béarn), 390.
 Ottigny (d'), 36.
 Oualle, 553.

Oudenarde (église wallonne d'),
 109.
 Ourador, 385.
 Oxford (Massachusetts), 273,
 288, 289, 307, 336, 442, 446,
 448, 449, 484-517.
 Oyster-River, 504.

P

Packnet, voir Paquinet.
 Paillet, 283, 553.
 Pairan, 270, 497.
 Palatinat, 145-147, 356.
 Pancho, 191.
 Panetier, 276.
 Panyea, 191.
 Paparel, 370.
 Papillon, 538.
 Papin, 169, 188, 236, 238, 240,
 271, 285, 384.
 Papineau, 510.
 Paquenett, Paquinet, 288.
 Parat, 105.
 Parcot, 282.
 Paré, 435, 436, 450.
 Paris, 4, 11, 141, 349-353.
 Parker, 394.
 Parlement de Rouen, 67.
 Parmentier, 145, 146.
 Parquot, voir Parcot.
 Pasar (de), 122.
 Pasquereau, 320, 321.
 Passaic (New-Jersey), 284.
 Pasteur, 106.
 Pastré, 449-450, 530.
 Pawcatuck, fleuve, 521.
 Péchels (de), 182, 185.
 Pêcherias américaines, 103-105.
 Pécontal, 382.
 Peenpack, vallée, 337.
 Peiret, 240, 389-390, 554-555.
 Peirique, 180.
 Pelé, mont, 183.
 Peletan, 315, 553.
 Pelletreau, 188, 189, 253, 293,
 344.
 Peloquin, 237, 403-404.
 Penn, 413.
 Pennakook, 511-512.

Penobscot (rivière de), 95.
 Penn, 413.
 Pensylvanie, 244, 255, 307, 330,
 334, 366, 370, 378, 413.
 Pépie, 84, 85.
 Pepin, 247, 333, 366.
 Perault, 256.
 Perdriau, 240, 257, 306.
 Perie, 138.
 Perigny, près La Rochelle, 233.
 Perkins, 480.
 Péron, Perron, 242.
 Peronneau, 246, 321.
 Pérot, 192.
 Perrin, 145.
 Perron, voir Péron.
 Perrotau, 253.
 Perry, 480.
 Persécution dans les Antilles,
 173-176, 184-186.
 — en France, 3, 30, 139, 197-
 223, 258-265.
 Persécutions endurées par les
 huguenots; récit de Cot-
 ton Mather, 462-463.
 Pesant, 191.
 Pétilion, 357.
 Petit, 240, 354.
 Petit-Bois, voir Nicholas.
 Petiteau, 94.
 Petitpas, 94.
 Petitval (Petit du), 553.
 Peyret, voir Peiret.
 Peyster (de), 156.
 Philadelphie, 334.
 Philippe II, roi d'Espagne et
 empereur, 41.
 Philo, voir Filon.
 Phips (Sir William), 453.
 Pià, 141.

Piaud, 238, 240.
 Picard, 353.
 Picardie, province, 109, 138,
 141, 342-346.
 Pichot, 248.
 Pié, 316.
 Piedevin, 347.
 Pierrot, 276.
 Pinaud, Pineau, Pinneo, 316,
 317, 538-539, 553.
 Pintard, 168, 169, 188, 190,
 244, 271, 330.
 Pitauer, 360.
 Pitts, 478.
 Placentia, baie (Terre-Neuve),
 105.
 Plaine (de la), 142, 320, 334.
 Plan de la colonie de Narra-
 gansett, 524.
 Plantacon, 338.
 Plimpton, 465.
 Plymouth (Angleterre), 399-400
 — (Massachusetts), 539.
 Poillion, 145.
 Poillon, 390.
 Poinset, 276, 295, 335.
 Poirier, 169.
 Poissant, 85, 541.
 Poitevin, 348.
 Poitiers, 307.
 Poitiers (de), voir Du Buis-
 son.
 Poitou, 214, 259, 304-321.
 Pokanokets, Indiens, 500.
 Pompierre (Normans de), 36.
 Pons (de), marquise de Guer-
 cheville, 71.
 Pons (Saintonge), 71, 296-
 298.
 Pont (de), voir Depont.
 Pont-en-Royans (Dauphiné),
 366.
 Pont, 380.
 Pont-l'Evêque (Normandie),
 335.
 Pont-Philippe de Corguilleray
 (sieur du), 11-27.
 Pontin, 307.

Porcher de Richebourg, 354-
 355.
 Portage, 478.
 Port-au-Prince, 185.
 Port-des-Barques (Saintonge),
 273, 499.
 Portland (comte de), 451.
 Port-Royal (Acadie), 64, 94,
 453-454.
 — (Caroline du Sud), 33.
 Portsmouth (New-Hampshire),
 450, 504.
 Portugais, 8, 28, 41.
 Potel, Postel, 170, 172, 283.
 Potell, 333.
 Pognin, 313.
 Poulain, 169.
 Poulart, 333.
 Poupin, 291.
 Poutrincourt (baron de), 59,
 64-65, 94.
 Powell, 480, 551.
 Pra, 141.
 Pré-de-Maubec (La Rochelle),
 225.
 Pré (Des), 125.
 Prêches, voir Eglises et temples.
 Preveaux, 191.
 Prinseaud, 296.
 Prioleau, 249, 296-298, 561.
 Protestants, voir Huguenots.
 Protestantisme, voir Réforma-
 tion.
 Prou, 318.
 Providence (hôpital de Lon-
 dres pour les Français réfug-
 iés), 399.
 Provence (province), 367.
 Providence (Rhode-Island), 549,
 550, 552.
 Provoost, 239.
 Provost, 156, 336.
 Psaumes, 464.
 Puritains, 113.
 Puylaurens (Languedoc), 380-
 381.
 Puysegur (Chastenet de), 553.
 Pyoset, 411.

Q

Quantin, 291.

Québec, 69-75, 81, 87, 91-92,
107.

— (Evêque de), 87, 103.

Quintard, 292, 314, 317, 400.

Quiesnier (Quesnoy), 123, 125.

R

Radnor (comte de), 399.

Ragnou des Brosses, 308.

Raleau, 58.

Rambert, Rembert, 279, 366,
525, 536.

Ranson, 553.

Rapalie, 133, 137.

Rapin (de), 374.

Rappahannock, 342.

Rappe, 255, 271.

Rarai (de), 324.

Rassin, 257, 306.

Rasteau, 553.

Ratier, 290, 525, 536.

Raveane, 191.

Rayneau et Raynaud, 241, 294.

Ravard, 316.

Ravaux, 169.

Ravenel, 338, 561.

Rawlings, 450, 464-465, 467,
469.

Reading (Massachusetts), 434.

Ré (île de), 250-257.

Réformation en France, 214.

Réformées (premier synode na-
tional des Eglises), 4.

— (organisation presbytérienne
des Eglises), 4, 194.

Refuges ouverts aux réformés,
207-209.

Regrenie et Regreny, 253.

Regrenier, 145.

Rembert, voir Rambert.

Rémy, 329.

Renard, 141, 169.

Renaud et Renault, voir aussi

Raynaud, 271, 348, 525, 535.

Rendon, 321.

Reneau, 142.

Renée de France, fille de

Louis XII, 19.

« Rénégats français, » 88, 436.

Renel, 357.

Rennat, 40.

Rennes (Bretagne), 379.

Requa, 350-351.

Requier, 169, 350.

Rességuier, Ressiguier, 389,
509.

Résine (fabrique de) 451.

Restouble, 369.

Reverdy, 314.

Revère, 483.

Révocation de l'Edit de Nan-
tes (approche de la), 197-210.
(L'Edit de), 210-211. Juge-
ment des contemporains, 211-
213. Ses conséquences au
Canada.

Reynaud, Reyneau, voir Ray-
naud.

Rezeau, 252.

Rhode-Island, 454, 509, 519-
551.

Rhum (vente de) aux Indiens,
500-502.

Ribaut, 32-34, 39-44.

Ribouleau, 255.

Ribouteau, 308, 379.

Richard, 141, 380.

Richebourg (comtes de), 354-
355, 419.

Richelieu (cardinal de), 76.

Richer, 273.

Richer de Lisle (Pierre), 10-18.

Richmond (Virginie), 420.

Ridouet (Antoine de), 127.

Rio-de-Janeiro, 7.

Rivasson, 385.

Rivedoux (sieurs de), 234.

- Rivedoux (Ile de Ré), 234.
 Rivière-de-May, voir Saint-John.
 Robbins, 538.
 Roberdeau, 170.
 Robert, 40, 43, 236, 237, 334, 553.
 Robert-College (Constantinople), 237.
 Robichon, 94.
 Robin, 94, 342.
 Robineau, 436, 450, 525, 536.
 Robinet, 258.
 Robinson, John, 113, 115.
 Rocaute, 553.
 Rochechalais (Périgord), 383, 414.
 Roche, 383.
 Rocheferrière (de la) (Anjou), 36.
 Rochefort (prisons de), 278.
 Rochefoucauld (de la), 489.
 Rochelle (La), histoire, 215-246, 435-436.
 — Commencements de la Réforme, 51.
 — Boulevard du Protestantisme, 193.
 — Le « Grand Temple, » 217.
 — Premier siège, 217.
 — Second siège, 219.
 — Perte de son importance politique, 219.
 — Le « Prêche de Maubec » ou « Second Temple, » 225.
 — Relations avec le Canada et l'Acadie, 86, 94, 98, 104.
 — (Colons de La) dans les nouveaux Pays-Bas, 141.
 — Persécutions des réformés, 220.
 — Trois cents familles expulsées, 220.
 — Refuge en Amérique, 434-436.
 — Redoublement de la persécution, 258.
 — Démolition du temple, 259.
 — Les dragonnades, 260-264.
 — Fuite des huguenots, 264-271.
 Rochelle (de), 245.
 Rochester ou Kingstown, 522, 532.
 Rochette, 357.
 Rogers, 480.
 Rohan, 276.
 Roi, 245.
 Rolland, 289.
 Romage, 191.
 Romagnac (de), 386.
 Romans (Dauphiné), 361.
 Rombouts, 142.
 Rondeau, 284.
 Rondout (N.-Y.), 148.
 Roos, 239.
 Roquette (La), 36.
 Rosoy, près Meaux, 354.
 Ross, 239.
 Rou, 254, 353.
 Roubin, 307.
 Rouen (Normandie), 156, 327-330.
 Rouffi, 32.
 Rouffigny (Poitou), 316.
 Rousseau, 10, 169.
 Rousserie (de), 370.
 Roux, 288.
 Roux (Le), 170.
 Roviquet, 10.
 Roxbury (Massachusetts), 385, 449.
 Roxbury (New-), voir Woodstock.
 Roy, 94, 434.
 Roy (Le), 269, 450.
 « Royal-Bounty, » 397, 399, 418-419.
 Royan (Saintonge), 291.
 Royer, 321, 363.
 Roze, 169.
 Rues (de), 142.
 Rulland, 169.
 Rusland, 279.
 Rutan, 356.
 Ryswick (paix de), 569.

S

- Sable (cap), 59.
 Sable-Island (Nouvelle-Ecosse)
 474-475.
 Sagard, 77.
 Sage, 122, 125.
 Saily (Charles de), 419.
 Saint-Algis, 345.
 Saint-Ambroix (Languedoc),
 379.
 St-André-de-Valborgne (Lan-
 guedoc), 379.
 Saint-Aubin (île de Jersey), 434.
 Saint-Christophe (île de), 160-
 169, 438.
 Saint-Clerk (de), 39.
 Saint-Denis, 12.
 Saint-Domingue, 185.
 Ste-Catharine Gasthuis (Leyde),
 113.
 Sainte-Croix, fleuve, 64.
 Sainte-Marie (baie de), 59.
 Sainte-Soline, 318.
 Saintes (Saintonge), 135, 241.
 Saint-Etienne, église à Bristol,
 404.
 Saint-Etienne, voir La Tour.
 Saint-Eustache (île), 166, 190.
 Saint-Froult (Saintonge), 278.
 Saint-Gelais (Poitou), 249.
 Saint-Georges (Saintonge), 291,
 292.
 Saint-Germain (paix de), 108.
 Saint-Hélier (Jersey), 431.
 Saint-Hippolyte, 200.
 St-Jean-d'Angély (Saintonge),
 295.
 Saint-Jean, église à Providence
 (Rhode-Island), 546.
 Saint-John (fleuve), 32.
 Saint-John's-Bluff, 36.
 Saint-Julien (de), 338-339.
 Saint-Kitts (île de), voir Saint-
 Christophe.
 Saint-Laurent, fleuve, 69.
 Saint-Lô (Normandie), 334.
 Saint-Maixent (Poitou), 317.
 Saint-Malo (Bretagne), 68, 70,
 539.
 Saint-Marc, église à Bristol
 (Angleterre), 403.
 Saint-Martin (île de Ré), 250,
 252, 256.
 Saint-Martin (île de), 166.
 Saint-Nazaire (Saintonge), 274.
 Saint-Nicolas, tour de La Ro-
 chelle, 224.
 Saintonge, province, 94, 272-
 304.
 Saint-Palais (Saintonge), 291,
 292.
 Saint-Paul, cathédrale (Lon-
 dres), 392-393.
 Saint-Paul, église (Narragan-
 sett, Rhode-Island), 546.
 Saintpé, 553.
 Saint-Pierre, cathédrale (Ge-
 nève), 10.
 Saint-Pierre (Martinique), 185.
 Saint-Quentin (Picardie), 343,
 346.
 Saint-Sauveur, église de La Ro-
 chelle, 435-436.
 Saint-Sébastien (Rio-de-Ja-
 neiro), 28.
 St-Seurin-de-Mortagne (Sain-
 tonge), 294.
 Saint-Sévère (Berry), 354.
 Saint-Simon (duc de), 211.
 Saint-Surin (Poitou), 249.
 Salavy (de), 372, 373.
 Sale, 32.
 Salé Jacques, 36.
 Salem (Massachusetts), 431-
 433, 439, 441.
 Salenave (de), 278.
 Salisbury, 334.
 Sallé, 255.
 Salle (La), 382.
 Salue, 385.
 Samborne, 326.
 Sancé (baron de), voir De Ri-
 douet.

Sanceau, 270, 553.
 Sanferrent, 36.
 San-Marain (sieur de), 39.
 San-Salvador, 8.
 Santee, 318.
 Sarrasin, 298.
 Saujon (Saintonge), 293.
 Saulnier et Saunier, 321, 334.
 Saumur, 199, 460.
 Sautreau, 424.
 Sauvage, 169, 345, 450.
 Sauvages du Brésil, 7-26.
 — de la Floride, 37-38.
 — de l'Acadie et du Canada, 56, 67.
 Sauvagot, 346.
 Sauvestre de Clisson, 553.
 Sauzeau, 284, 285, 383.
 Savariau, 142.
 Savoye, faubourg de Londres, 395.
 Schaaf, 553.
 Schuyler, 326.
 Seabury, 551.
 Searle, 244.
 Seays (de), Says, 378.
 Sedan (Champagne), 199, 357-358.
 Seignette, 553.
 Seissel, 376.
 Selipeaux, 321.
 Sellioke, 191.
 Selyns, 459, 461.
 Senée, 335.
 Seneschaud, 317.
 Sepvret (Poitou), 317-318.
 Seré, 354, 360.
 Serre, 553.
 Serrurier (Le), 257, 338, 345.
 Seton, 330.
 Seudre, fleuve, 285.
 Sevenhoven, 240.
 Sewall, 438, 461, 547-548.
 Shawungunk, montagnes, 148.
 Shelter-Island, 243.
 Shrewsbury (New-Jersey), 244.
 Sibilleau, 94.
 Sicard, 241-242.
 Signac, 450, 511, 543.
 Sigournais (Poitou), 233, 308.
 Sigourney, 232, 237, 270, 440,

448, 450, 470, 497, 501-502, 503, 506, 508, 509, 559 (1).
 Silvester, 243.
 Simitière (du), 254.
 Simmons, 346.
 Simon, 40, 124.
 Sinclair, 343.
 Siton (de), 372.
 Sloan, 330.
 Smith, 465, 532, 556.
 Smith, voir Le Serrurier.
 Société des Amis, voir Quakers.
 Société de Jésus, voir Jésuites.
 Sohler, 561.
 Soisson (Du), 141.
 Sonnet d'Auzon, 553.
 Sossais, 305.
 Soubise (Saintonge), 276, 278.
 Souchard, 295.
 Soulard, 539.
 Soulice, 315.
 Soumain, Soubmain, Soupz-main, 240, 320, 321, 383.
 Sosée (La), 420.
 Sourin (le sieur de), 58.
 Sourds-muets, 250.
 Southack, 453.
 Southampton (Angleterre), 287, 290, 321, 392, 450.
 — (Long-Island), 287.
 South-Farnham, 388.
 Southold (Long-Island), 243.
 Soyer, 333, 378.
 Spencer, 244.

(1) Rien n'empêche de supposer qu'André Sigournay était issu des Gillier. En 1685, les plus riches seigneurs suivaient tous, en bas Poitou, la religion réformée, et, parmi les plus nobles brillaient par leur fortune et leurs alliances les Gillier, marquis de Clérambault et de Marmande, barons de Sigournay et de Puyganeau. Aujourd'hui il n'existe plus aucune famille de ce nom en Vendée. Depuis la Révolution, Sigournay a changé son *y* en *is*. (Emile Richard.)

Le 15 février 1685, Pierre Sigornet était parrain, dans le temple d'Aulnay, avec Léonord Poitevain, de Pierre Bernard, baptisé par le pasteur S. de Chauffepié. (*Intermédiaire des chercheurs et des curieux* du 25 novembre 1886, 683.)

Spitalfields (Londres), 396, 399.
 Springfield (Massachusetts), 484.
 Staffordshire (Angleterre), 489.
 Standley, 334.
 Staten-Island, 145, 243, 278, 279, 293, 332, 390.
 Stelle, sieur des Lorières, 165, 284.
 Stepney, 388.
 Stoade (Le), 379.
 Stoughton, 488, 507.
 Streing (de l'Estrange), 343, 347, 348, 351.
 Stuckey, 246, 448.
 Stuyvesant, directeur général des nouveaux Pays-Bas, 138, 144, 149-153, 222.
 Sucé, 340.

Sud (provinces du), 367-390.
 Suffolk (comté de) (Massachusetts), 442.
 Suidre, 553.
 Suire, 294.
 Suisse (la), recueille les Vaudois persécutés, 420-421.
 — les réfugiés huguenots, 259.
 Sully, ministre de Henri IV, 50.
 Suranne, 370.
 Surin, voir Saint-Surin.
 Sussay (Poitou), 305.
 Sylvester, 243.
 Synodes anglais, 166.
 — français, 4, 194.
 — des églises françaises en Angleterre, 404.
 — wallons, 165.
 Swartwout, 277.

T

Tabago, 167.
 Tabuteau, 553.
 Tadourneau, 283.
 Tadoussac, sur le Saint-Laurent, 54, 80.
 Taille (La), 58.
 Talmont (Poitou), 308.
 Tamplé, 296.
 Tarascon, 364.
 Tarente (princesse de), 337.
 Targé, 252, 273, 274, 279, 525, 536.
 Tartarien ou Tartarin, 295, 450, 465.
 Sauvron, 256, 258.
 Tauzé, 40.
 Tay (du), 252, 271, 278, 279, 313.
 Tébaux, 291, 313.
 Temple, 478.
 Temples convertis en chapelles catholiques, 219, 285, 286, 287.
 — démolis, 199, 200, 222-223, 259-261, 281-282, 294, 296-297, 324, 337, 363, 368.
 Terre-neuve, 50.
 Termangen, 372.

Terrin, 146.
 Testart, 343.
 Thalamy, 553.
 Thauvet, 169, 188, 242.
 Theroulde, 188, 242.
 Thevenin, 169, 242.
 Thibaud, 489, 499.
 Thibou, 347-348.
 Thomas, 289, 295.
 Thompson, 412, 488, 491.
 Thorigné (Poitou), 314-315.
 Thouars, voir Trémoille.
 Thoury, 338.
 Tibault, 84.
 Tillou, 275.
 Tinel, 403.
 Tiphaine (Tiffany), 357.
 Tissau, 435-436.
 Toby, Indien wapaquasset, 505-508, 513.
 Tois (du), 141.
 Tongrelou, 169, 188.
 Tonneins (Guyenne), 384.
 Tonnerre (Bourgogne), 548.
 Tortue (île de la), 171.
 Tougère, 525, 536.
 Toulouse (Languedoc), 371.
 Touraine (province), 319-321.

Tourette (La), voir Latourette.
 Tourgée, 537.
 Tournay (église wallonne de),
 109.
 Tourneur, 141.
 Tours (Touraine), 319-320.
 Tourtellot, 385, 450, 454, 525,
 535, 551.
 Touton, 221.
 Touzell, 432.
 Trabue, 386.
 Traverrier, 525, 536.
 Trelawney, 400-403.
 Tremblade (La) (Saintonge),
 285-290.
 Trémoille (de la), duc de
 Thouars, 337.
 Trenchant, 36.

Trescléoux (Dauphiné), 389.
 Tœzevant, 348.
 Triau, 292.
 Trico, 133.
 Trinité (église de la) à New-
 Port (Rhode-Island), 546.
 — New-York, 436, 308-309.
 Tripe, 541.
 Trochon, 283.
 Troncs des Eglises réformées,
 464.
 Trou (de), 121.
 Trouillard, 297, 349.
 Trouville (Normandie), 336.
 Tuffeau (Bertrand du), 307,
 413.
 Turck, 142.
 Tyng, 443.

U

Uger, 257.
 Ullý (sieur d'), 39.
 Ulster (comté), 242, 305, 343,
 344.

Usilie, 141, 146.
 Utrecht, (traité d'), 92.
 Uzès en Languedoc, 200.

V

Vabre (de la), 296, 376.
 Valenciennes (Eglise wallonne
 de), 109.
 Valleau, Vasleau, 188, 189, 252,
 255, 271, 307, 329.
 Vallet, 273, 283.
 Vallete, 289.
 Valliere (de la), 557.
 Valos (Valleau), 293.
 Valpy, 432.
 Valuot, 39.
 Van Beeck, 384.
 Van Bursum, 378.
 Van Dam, 244.
 Van den Bosch, 457-458.
 Van Hoogwerff, 553.
 Van Wyck, 257.
 Varing, 326.
 Vasseur, 36.
 Vassy (massacre de), 32.
 Vaud (pays de) et Vaudois, 142,
 145, 420-422.

Vaugham-Bridge (Maine), 443.
 Vaux (de), 146.
 Vaux (Saintonge), 291.
 Vedder, 561.
 Ventadour (duc de), 76.
 Verazzano, 55, 130.
 Verdier, 39.
 Vergereau, 242, 250.
 Verneuil, 10, 28.
 Véron, 51.
 Verriers de Gabre (des), 389.
 Vest (sieur du), 39.
 Viala, 319.
 Viconte, 314.
 Videaul, 246.
 Viennerie (sieur de la), 297.
 Vignaud, 274, 275.
 Vigne (de la), 39.
 Vignes (plantations de), 414,
 526.
 Vigné, 132.
 Vignerón, 347.

- Vignon, 356.
 Vilain (Le), voir Le Vilain.
 Villedieu (La) (Poitou), 318.
 Villedon (de), 553.
 Villegagnon (Durand de), 6-29.
 Villemonteix, voir Villeponteux.
 Villeneuve (Guyenne), 383.
 Villeponteux, 384-385.
 Villiers (de), 324.
 Vinaux, 287.
 Vincent, 141, 253, 285, 292, 294, 442.
 Violate (de), 121.
 Virginie (émigration dans la), 130.
 Virginie (Compagnie de), 114-127.
 Virginie (colons huguenots dans la), 245, 255, 274, 276, 291, 306, 341, 342, 358, 359, 378, 386, 387, 418-422.
 Vischer, 282.
 Vitre (Bretagne), 337-339.
 Vivier, 553.
 Voienne, 346.
 Vouden, 432.
 Voulte (La) (Languedoc), 360.

W

- Waal-Bocht, voir Wallabout.
 Wadsworth, 469.
 Wagachkemeck (comté d'Ulster), 277.
 Walcheren (Ile de), 166.
 Wallabout, 137.
 Wallons (fuite des), 109; leur établissement en Angleterre, 109; dans le Palatinat, 145; dans l'Esopus, 150.
 Wallons et Français (les), 111; à Leyde, 112; relations avec les réfugiés puritains, 113; arrivée à Manhattan, 131.
 Wallons et Français (pétition des), 116-125, 135; réponse de la Compagnie de Virginie, 126.
 Wallons (baie des), 137.
 Walpole (Massachusetts), 465.
 Walslant, 145.
 Walter, 459, 469, 529.
 Wapaquasset, 505, 511-515.
 Warde (de la), 142.
 Ware, 385, 440, 491.
 Warwick (Rhode-Island), 532.
 Waterbury (Connecticut), 556.
 Wawayanda, 343.
 Weiss, 553.
 Welsh, 387.
 Wendel (de), 345.
 Westchester (comté de), 292.
 Westphalie (traité de), 145.
 Whipple, 551.
 Wicres (Flandre), 145.
 Wilkinson, 514.
 Willard, 448.
 Williams, 383, 549.
 Willis, 469.
 Wiltwyck (Esopus), 149-156.
 Winthrop, 443, 478, 479, 507.
 Wolcot, 539.
 Woodbridge (New-Jersey), 434.
 Woodstock (Connecticut), 500, 502, 505, 513.
 Worcester, 451.
 Woutre, 122.

Z

- Zanès, 191.
 Zurich (Suisse), 388.

TABLE DES MATIÈRES

NOTE DES ÉDITEURS.	IX-X
AUTORISATION DE L'AUTEUR.. . . .	XI
BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR.	XIII-XIV
PRÉFACE.	XV-XX

INTRODUCTION.

TENTATIVES DE COLONISATION AU BRÉSIL ET EN FLORIDE.

Plans de colonisation de Coligny. — Un refuge pendant la persécution. — Progrès de la Réforme en France. — Craintes de Coligny. — Le moment favorable. — Durand de Villegagnon. — Projet de colonisation au Brésil. — Recrutement de l'expédition. — Rio-de-Janeiro. — Premières difficultés. — Ile Coligny. — Etablissement définitif. — Ambassade à Genève. — Première mission chez les païens. — Le sieur du Pont. — Visite à Coligny. — Rixe à Honfleur. — Déclaration de Villegagnon. — Premier service religieux. — Singulière conduite de Villegagnon. — Prévisions brillantes. — Célébration de la sainte Cène. — Lettres à Calvin. — Plans de l'œuvre missionnaire. — Premiers nuages. — Mission de Chartier. — Changement de Villegagnon. — Ses excentricités. — Rupture avec les Genevois. — Du Pont quitte l'île. — Chant des Psaumes dans la forêt. — Prédication aux Sauvages. — Tradition indienne. — Le chant de guerre. — Le retour. — Trahison de Villegagnon. — Souffrances pour la foi. — Jean Boles. — Ruine de la colonie. — Coligny ne se laisse pas décourager. 1-29

TENTATIVES DE COLONISATION EN FLORIDE.

Conjonctures favorables. — Edit de juillet 1561. — Edit de janvier 1562. — La nouvelle religion reconnue. — Menaces de guerre civile. — L'expédition. — Port-Royal. — Charlesfort. — Seconde expédition. — La Caroline. — Nouvelles erreurs. — Faiblesse de Laudonnière. — Sir John Hawkins. — Troisième expédition. — Danger commun. — Les Espagnols.

— Conseil de guerre. — Pedro Menendez de Abila. — Capitulation de Ribaut. — Boucherie à Saint-Augustin. — Dominique de Gourgues. 30-46

CHAPITRE PREMIER.

SOUS L'ÉDIT DE NANTES. — ACADIE ET CANADA.

Ministère de Sully. — Henri IV favorise la colonisation. — La Réforme dans l'ouest de la France. — Progrès des nouvelles doctrines. — Dangers des huguenots. — Prévision de la nécessité d'un lieu de refuge. — Pierre Chauvin, seigneur de Tontuit. — La Cadie. — Droits de la conscience assurés. — Pierre du Gua, sieur de Monts. — Exploration de la côte de l'Acadie. — Aventures d'Aubry. — Découverte de Port-Royal. — Ile de Sainte-Croix. — Prêche laïque à Port-Royal. — Conversions au christianisme. — Objections à la commission du sieur de Monts. — Dissentiments religieux. — Révocation des privilèges commerciaux. — Abandon de Port-Royal. — Etablissement à Québec. — Pleine liberté religieuse. — Révocation de la commission du sieur de Monts. — Missions des pères jésuites. — Les jésuites en Acadie. 49-73

SOUS L'ÉDIT. — LE CANADA.

La Compagnie de Montmorency. — Guillaume de Caen. — Entrée des jésuites au Canada. — Compagnie de la Nouvelle-France. — Exclusion des colons huguenots. — Triomphe des pères jésuites. — Regrets que suscite la tolérance. — Intervention de l'Angleterre. — Expédition de la Nouvelle-France. — Prise de Québec. — Le Canada redevient français. — Résultats de l'intolérance. — Perte du Canada. — Protestants et jésuites. — Un hérétique obstiné. — Relations avec La Rochelle. — Désertions à New-York. — Soldats protestants au Canada. — Faux frères. — Le sieur du Buisson. — Echos de la révocation. — Bernon au Canada. . . . 73-91

SOUS L'ÉDIT. — L'ACADIE.

Changement de maîtres. — Rapports avec les Puritains. — Emigration de La Rochelle. — Familles huguenotes. — Charles de la Tour. — Charnisé. — Madame de la Tour. — Retour de l'Acadie à la France. — Jean-Paul Mascarene. — L'hérésie en Acadie. — Bergier, de La Rochelle. — Les Huguenots à Terre-Neuve. — La fille du sieur Pasteur. . . . 91-107

CHAPITRE II.

NOUVEAUX PAYS-BAS.

Les Wallons. — Le refuge en Hollande. — Les Bayard. — Wallons et Français à Leyde. — Les Brownistes. — Projets d'émigration. — Négoc-

ciations. — Les Puritains abandonnent Leyde. — Les Wallons se préparent à les suivre. — Jesse de Forest. — Supplique des Wallons et des Français. — Demande de privilèges et promesse de fidélité. — Réponse de la Compagnie de Virginie. — Compagnie hollandaise des Indes occidentales. — Départ. — Baie de New-York. — Débarquement à l'île de Manhattan. — Dispersion des colons. — Joyeux rapport des émigrants. — George de Rapalle. — Les premiers pionniers de New-York. — Jean Mousnier de la Montagne. — Mort de Jesse de Forest. — Pierre Minuit le Wallon. — Eglise de New-Amsterdam. — Culte en français. — Baie des Wallons. — Judith Bayard. — Arrivées de France. — Redoublement de la persécution en France. — Emigration des provinces du Nord. — Vaudois, leur refuge en Hollande. — Naufrage du *Prince-Maurice*. — Les Vaudois à Staten Island. — Louis le Wallon. — Palatinat. — Nouveau Palatinat. — Esopus. — Indiens. — Hermanus Blom. — Emplacement de la colonie. — « New-Village. » — Attaque de la colonie. — Brave défense de Wiltwick. — Délivrance. — Les Nouveaux Pays-Bas deviennent possession anglaise. — David Provost et Jean de Peyster. 108-156

CHAPITRE III.

LES ANTILLES.

Caribbes (Petites Antilles). — Saint-Christophe. — Mont Misère. — Basse-Terre. — Période de tolérance. — Marins huguenots. — Marchands protestants. — Le quartier protestant à la Guadeloupe. — Noms de réfugiés américains. — Approche de la tempête. — Edits de proscription. — Fonctionnaires et officiers protestants dans les îles. — Elie Neau. — Persécutions. — Les « Engagés. » — Transportation dans les îles. — Bannissement et esclavage. — Sympathies de l'Europe. — Un navire-transport à Cadix. — Horreurs de la traversée. — La Martinique. — Les Mornes. — Evasion des îles. — Arrivée à New-York. — Changement tardif de politique. — Protestants demeurés dans les îles. — Bermudes. 159-192

CHAPITRE IV.

APPROCHE DE LA RÉVOCATION.

Chute de La Rochelle. — Les huguenots cessent de former un parti. — Ils se livrent au commerce et à l'industrie. — Leur irréprochable loyauté. — Témoignages de Louis XIII et de Louis XIV. — Redoublement de haine de leurs adversaires. — L'Edit irrévocable et perpétuel. — On en prépare la révocation. — Les protestants menacés dans leurs familles : le trouble au foyer domestique. — Les protestants menacés dans leur enseignement : fermeture des Académies. — Les protestants menacés dans leurs libertés religieuses : interdiction des temples. — Libertés individuelles confisquées. — Exclusion des charges et des professions. — Dragonnades. — Conver-

sions forcées. — L'Exode. — Fuite par terre et par mer. — Accueil de l'Angleterre. — Proclamation royale. — Asile offert par les autres nations. — Les princes protestants. — La persécution continue. — Edit de révocation. — Jugements des contemporains et de la postérité. . . . 193-213

CHAPITRE V.

LA RÉVOCATION. — FUITE DE LA ROCHELLE ET DE L'AUNIS.

Premiers disciples de Calvin. — Les provinces maritimes. — Origine des huguenots d'Amérique. — La Rochelle. — Pays d'Aunis. — Glorieuse histoire. — Capitale du protestantisme. — Second siège de La Rochelle. — L'importance politique de la cité prend fin. — Trois cents familles expulsées. — Réfugiés en Amérique. — Jean Touton. — Correspondance avec le gouverneur Stuyvesant. — Maisons et rues de La Rochelle. — Saint-Nicolas et la Lanterne. — Le « Bastion de l'Evangile. » — La Prée de Maubec. — Le « Prêche » huguenot. — Familles Bernon et Jay. — Gabriel Manigault. — Baudoin, sieur de la Laigne. — Allaire et Faneuil. — Les Sigourney. — La noblesse protestante de l'Aunis. — Le sieur de Rivedoux. — Bruneau de la Chabossière. — Les seigneurs de Cramahé. — Daniel Robert. — Réfugiés rochelais à Boston, — à New-York. — Ancêtres de John Morin Scott. — Réfugiés à New-Rochelle. — Colons du Comté d'Ulster. — Les colons de Staten-Island. — Antoine Pintard. — Colons de la Caroline du Sud. — Marans. — Le seigneur de Cressy. — Elie Boudinot. — Benon et Mauzé. — Les Gallaudet. — L'île de Ré. — Descendants des « nouveaux convertis. » — Réfugiés de l'île de Ré à la Nouvelle-Angleterre, — à New-York. — Pierre Bontecou. — Réfugiés dans la Caroline du Sud. — Isaac Mazyck. — L'intendant de Demuyn. — Démolition du temple de La Rochelle. — Lettre de Bernon à un ami à Boston. — Les fusiliers du Béarn. — Pillage de La Rochelle. — Pierre Jay. — Fuite de la famille Jay. — André Bernon. — Brutalité de l'intendant Arnou. — Samuel et Jean Bernon. — Fervents prosélytes. — Gabriel Bernon. — Sa fuite en Hollande. — Les couvents et les galères. 214-271

CHAPITRE VI.

LA RÉVOCATION. — FUITE DE LA SAINTONGE.

Embouchure de la Charente. — Port des Barques. — Saint-Nazaire. — Soubise. — Moëze. — Elie Neau. — Marennes. — Daniel Mesnard. — La Tremblade. — Journal d'un marin huguenot. — Arvert. — Machet. — Naudin. — Pelletreau. — Pons. — Elie Prioleau. — Jacques Fontaine. 272-304

FUITE DU POITOU. — Châtellerault. — Loudun. — Poitiers. — Marion. — Sigournais. — Noyau protestant au centre du Poitou. — Fuite vers les côtes. — Niort. — Daniel Bonnet. — Fermeté des habitants de Thori-

gné. — Colons de la Santé.	304-319
FUITE DE LA TOURAINE. — Tours.	319-321

CHAPITRE VII.

LA RÉVOCATION. — FUITE DES PROVINCES DU NORD.

NORMANDIE. — Caen. — Etienne de Lancey. — Les dragons à Rouen. — Fugitifs de Rouen. — Famille Le Conte. — George de Bonneville. — Réfugiés de la Caroline du Sud. — Dieppe. — Pierre Chevalier. — Embouchure de la Seine. — Jacques Caudebec.	322-336
BRETAGNE. — Château de Vitré. — Emilie de Hesse, princesse de Tarente. — Saint-Julien-de-Malacare. — Ravenel. — Du Bourdieu. — Seigneurs de la Muce. — Olivier de la Muce, fondateur de la colonie de James-River.	337-342
PICARDIE ET ARTOIS. — Emigration précédente. — Famille Crommelin. — Greycourt. — Cottin. — Réfugiés de Bohain. — Pierre Le Grand.	342-347
ORLÉANAIS. — Daniel Streing. — Colons d'Orange-Quarter.	347-348
MAINE.	348
ILE-DE-FRANCE. — Réfugiés dans la capitale. — Mariages. — Fuite de Paris. — Famille Requa. — Charlotte Le Mestre. — Environs de Meaux.	349-354
BERRY. — Comtes de Richebourg. — Isaac Porcher.	354-355

CHAPITRE VIII.

LA RÉVOCATION. — FUITE DES PROVINCES DE L'EST ET DU SUD.

LORRAINE.	356
CHAMPAGNE. — Suzanne Rochette. — Barthélemy Dupuy.	357-359
LYONNAIS. — François L'Egaré.	359-360
DAUPHINÉ. — René de Durand. — Conversions en masse.	363-367
LANGUEDOC. — La Voulte. — Judith Manigault. — Montpellier. — Toulouse. — Castres. — Jean Mascarene. — Nîmes.	361-363, 367-380
GUYENNE. — Persécutions en Guyenne. — Loyauté des protestants. — Dragonnades. — Jean Barbarie. — Minvielle. — Tourtellot. — Trabue. — Aydelott. — Gilet. — Latané. — Cairon. — Laborie. — de Ressi-guier.	380-389
COMTÉ DE FOIX. — Pierre Peyret.	389-390

CHAPITRE IX.

LE REFUGE. — ANGLETERRE.

Arrivée à Londres. — Liberté de conscience. — Impressions d'un réfugié. — Spitalfields. — Le <i>Royal Bounty</i> . — Jacques II. — Généreuse hospitalité. — Hôpital de la Providence. — Plymouth. — Bristol. — Sir Jonathan Tre-
--

lawney. — Chapelle de Gand. — Peloquin. — Conformistes et non-conformistes. — Eglises du continent. — Popularité de l'Eglise anglicane en 1688. — Clergé huguenot. — Projets d'émigration aux Etats-Unis. — Isaac du Bourdieu. — Gabriel Bernon à Londres. — Compagnie Atherton. — Préparatifs des émigrants. — Naturalisation. — Frais de voyage. — Comité de secours. — Expédition de Virginie. — De la Muce et de Saily. — Vaudois.	391-422
--	---------

CHAPITRE X.

L'EXODE. — SUR LA HAUTE MER.

Dangers de la traversée. — Piraterie. — Maladies. — Judith Manigault. — Contrats pour le transport des émigrants.	423-428
---	---------

CHAPITRE XI.

ÉTABLISSEMENT A BOSTON.

Motifs du choix de Boston. — Salem. — Réfugiés des Iles de la Manche. — Philip English. — Joseph Roy. — Députation de La Rochelle. — Collectes dans les églises. — Famille Paré. — « Renégats français. » — Elie Neau. — John Eliot. — Lettre de Bernon. — Arrivée de nouveaux fugitifs. — Noms remarquables. — Premières impressions. — Elie de Bonrepos. — Brain-tree. — Pierre Baudoin. — Famille Faneuil. — François Bureau. — Gabriel Bernon. — Expéditions de guerre. — Prise de Port-Royal. — Bernon se rend à Rhode-Island. — Eglise française. — Bienveillant accueil. — Van den Bosch. — David de Bonrepos. — Pierre Daillé. — Auditeurs anglais. — Liturgie calviniste. — Caractère des réfugiés. — Témoignage de Lord Bellomont. — Pétition des anciens. — Intérêt de Daillé pour les affaires publiques. — André Le Mercier. — Premier sermon. — Sable-Island. — L'Eglise française se dissout. — Pierre Faneuil. — Famille Bowdoin. — Famille Mascarene. — Huguenots et Puritains.	429-483
--	---------

CHAPITRE XII.

ÉTABLISSEMENT A NEW-OXFORD.

Au cœur du Massachusetts. — Daniel Boudet. — Fondation d'un village. — Isaac-Bertrand du Tuffeau. — Premier hiver. — Bernon et Dudley. — Fort d'Oxford. — Voisinage des Indiens. — Commerce du rhum. — Cruautés des Indiens. — Retraite de Du Tuffeau. — Toby. — Meurtre de Johnson. — Abandon de la colonie. — Second essai. — Jacques Laborie. — Chamoiserie de Bernon. — Attaque des établissements du Massachusetts. — Abandon de la colonie d'Oxford. — Vente de la propriété de Bernon.	484-519
---	---------

CHAPITRE XIII.

ÉTABLISSEMENT A RHODE-ISLAND.

Colonie de Narragansett. — Compagnie Atherton. — Discussions de frontières. — Frenchtown. — Habitations provisoires. — Envahisseurs. — Décision du gouverneur Andros. — Sermon de Carré. — Les réfugiés soupçonnés. — Récit d'Ayrault. — Dispersion. — Commerce avec les Antilles. — Manufacture d'approvisionnements maritimes. — Eglise anglicane. — Zèle de Bernon pour la religion. — Dernières années de Bernon. — Ses descendants. — Alliances de la famille Bernon. . . 519-553

CHAPITRE XIV.

ÉTABLISSEMENT AU CONNECTICUT.

Milford. — Visiteurs mystérieux. — De la Vallière et Bruyas. — Familles huguenotes à Hartford. — M^{me} Sigourney. 554-561

APPENDICE.

Papiers Mascarene. — Lettre de Judith Manigault. — Lettres de Daillé
 563-596
 INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES. 597

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA

P. 89, ligne 3,	Massachusets,	<i>lisez</i> :	Massachusetts.
145, — 5,	Wallant,	—	Walslant.
339, — dernière,	Ross,	—	Roos.
243, — 7,	Silvester,	—	Sylvester.
420, — 7,	Cosce,	—	Coxe.
490, titre,	1619,	—	1690.
553, note, ligne 14,	<i>ajoutez</i> :		Vincens.
556, ligne 21,	Water-bury,	<i>lisez</i> :	Waterbury.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

P. 597, <i>ajoutez</i> :	Admyrauld,	553.
— —	Alquier,	—
598, Auboyneau, <i>ajoutez</i> :		—
599, <i>ajoutez</i> :	Baussay (de),	—
— —	Belin,	—
600, —	Bonfils,	—
— —	Brevet,	—
— —	Brecey (de),	—
601, —	Carayon,	—
603, —	Clisson (Sauvestre de),	—
604, —	Colomb,	—
603, Cottiby, <i>ajoutez</i> :		—
— <i>ajoutez</i> :	Crassous,	—
605, —	Dusault,	—
606, Fleuriau, <i>ajoutez</i> :		—
607, <i>ajoutez</i> :	Garreau,	—
— —	Gauvaing,	—
— —	Gauvrit,	—
— —	Gilbert des Borderies,	—
— —	Giraudeau,	—
608, —	Hardy,	—
— —	Harouard,	—

CORRIGENDA

M. le docteur Ch. W. Baird a bien voulu nous signaler quelques inexactitudes que nous nous empressons de rectifier, en lui adressant l'expression de notre vive gratitude.

Préface, p. xix, lignes 7 à 8, au lieu de : « *Les papiers Mascarene récemment publiés*, » il faut lire : « *inédits jusqu'à ce jour*. »

Page 385, note, ligne 7, au lieu d' « *une erreur du clerc*, » il faut lire : « *pas de clerc* » ou « *faute par inadvertance*. »

Page 487, ligne 23 et note. C'est à tort qu'à l'exemple de John Quick (1), du Rév. M. Agnew, de la *France protestante*, et de Michel Nicolas, les traducteurs ont orthographié *Daniel Doudet*. La signature de ce pasteur, qui passa trente-six ans en Amérique, son testament conservé dans les registres de New-York, de nombreuses lettres, suppliques et autres documents existant dans les archives de l'E. et de New-York et dans celles de la Société pour la propagation de l'Evangile à l'étranger, de Londres, à laquelle il fut attaché comme missionnaire pendant quinze ans (1707-1722) et des rapports imprimés chaque année, l'appellent uniformément « DANIEL BONDET » ou bien « BONDETT. » Voici le fac-similé de la signature de ce pasteur.

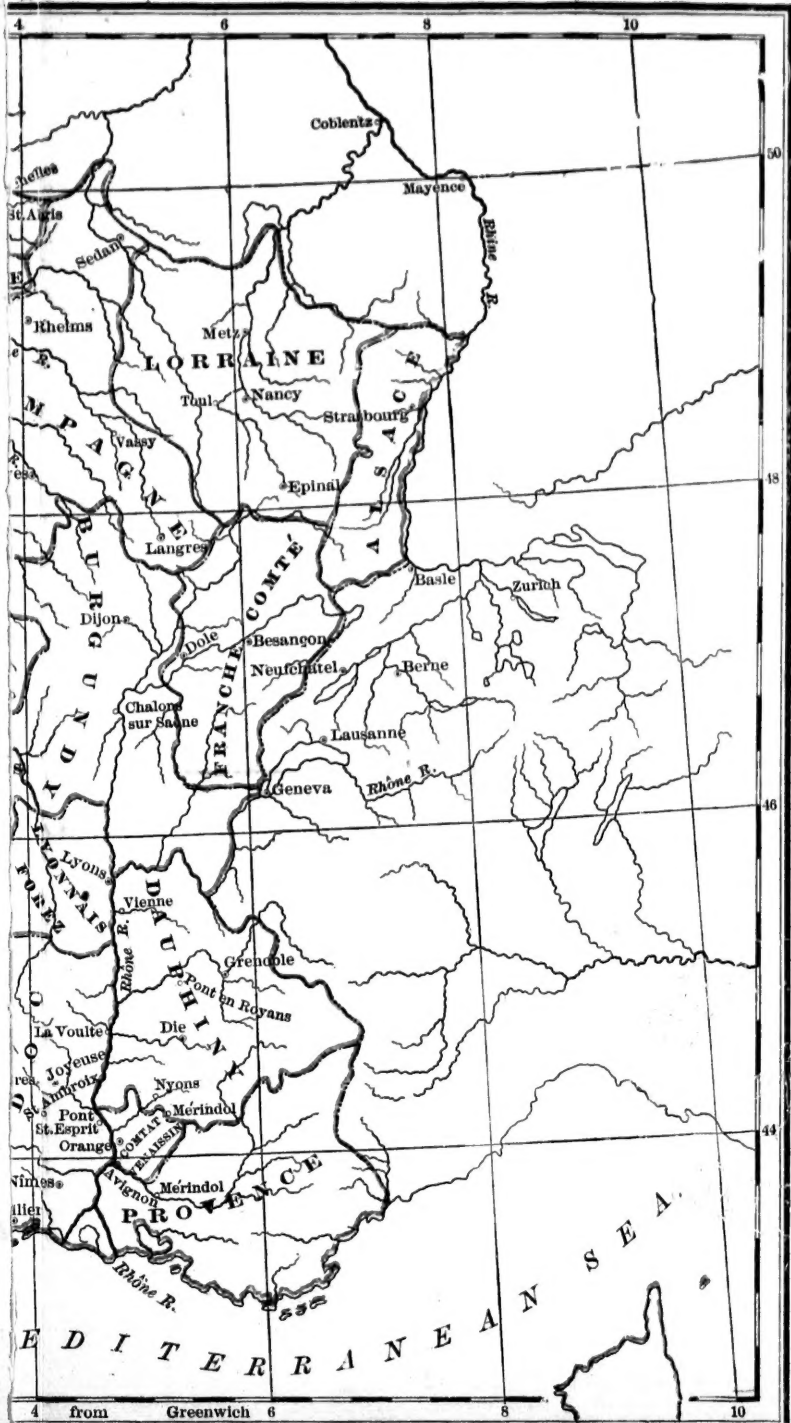


Il faut donc effacer la note de la page 487 et lire, à la ligne 23 et dans le cours de l'ouvrage : « BONDET » et non « BOUDET. »

(1) *Icones Sacrae Gallicanae*. (Williams Library à Londres.)

THE
RECORD
OF
THE
PROCEEDINGS
OF THE
LEGISLATIVE
COUNCIL
OF THE
STATE OF
NEW YORK
IN
THE
YEAR
1891







FRANCE,
ACCORDING TO PROVINCES.

ENGLISH MILES.
0 10 20 30 40 50 100

